

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

L'EMANCIPATION

Sommaire :

N°1 (1979) :

Présentation (p. 2) — La démarcation actuelle entre marxisme-léninisme et opportuniste (p. 3) — F. Engels : "Les communistes et Karl Heizen" (p. 26)

N°2 (1981) :

Mitterrand élu : les buts immédiats de la bourgeoisie (p. 35) — "Crise du marxisme" et révisionnisme (1) (p. 40) — Emploi et chômage en France (p. 46) — Quelques leçons des événements d'Iran et de Pologne (p. 58) — A propos de la répression anti-albanaise au Kosovo (p. 62)

N°3 (1981) :

Déclaration du groupe l'Emancipation - Juillet 1981 (p. 63) — Les marxistes-léninistes et la nouvelle situation politique (p. 65) — "Crise du marxisme" et révisionnisme (2) (p. 74) — Nouvel essor de l'édification socialiste dans les campagnes albanaises (p. 87) — Bref historique du développement de l'agriculture socialiste en URSS (p. 92)

N°4 (1981) :

L'autocritique des révisionnistes ou : encore un effort pour en finir avec la marxisme-léninisme (p. 95) — L'évolution du programme économique du PCF (1) (p. 109) — Quand la démocratie est perfectionnée à l'aide des pleins pouvoirs (p. 116) — La planification socialiste en Albanie (p. 118)

N°5 (1982) :

Après le Congrès pro-soviétique du PCF (p. 125) — L'évolution du programme économique du PCF (2) (p. 128) — La Pologne, Yalta : la bourgeoisie réécrit l'histoire (p. 137) — En lisant le rapport présenté par Enver Hoxha au VIII^e Congrès du PTA (p. 145)

N°6 (1982) :

Malouines, Liban : deux agressions, un même visage (p. 154) — Les socio-démocrates et les monopoles capitalistes : continuité et ruptures (p. 156) — Attaques contre les salaires (p. 171)

N°7 (1982) :

Bas les pattes devant l'Albanie ! (p. 173) — A propos de l'internationalisme prolétarien (p. 179) — "Crise du marxisme" et révisionnisme (3) (p. 184) — La lutte du peuple palestinien est invincible (p. 189) — Documents : l'Internationale Communiste et la Palestine (p. 196)

N°8 (1983) :

Les marxistes-léninistes et les élections (p. 199) — Le PCF au gouvernement (p. 206) — A propos du livre d'Enver Hoxha : « Les Titistes » (p. 212)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir des revues gracieusement fournies par le camarade Patrick Bobulesco — Librairie LE POINT DU JOUR, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris — Métro : Luxembourg — Tél. : +33 (0)1 43 26 20 17.

WWW.MARXISME.FR

N°1 — Juin 1979

PRESENTATION

LA DEMARCATIION ACTUELLE ENTRE MARXISME-LENINISME ET OPPORTUNISME

Introduction

I - Le maoïsme français, le socialisme petit-bourgeois et le révisionnisme

- 1) Le mouvement dit "marxiste-léniniste", variante du socialisme petit-bourgeois
- 2) Une pseudo lutte idéologique antirévionniste qui révèle une conception antiscientifique du marxisme-léninisme
- 3) Le rejet maoïste de la théorie et ses implications
- 4) Le culte de l'organisation

II - L'axe actuel du travail communiste

- 1) La faiblesse du communisme français et la dégénérescence révisionniste
- 2) Considérer le marxisme-léninisme comme une science
- 3) Lutte théorique, analyse concrète, stratégie et tactique

Conclusion

F. ENGELS : "LES COMMUNISTES ET KARL HEINZEN"

Avant-propos : un ancêtre des maoïstes !

"Les communistes et Karl Heinzen"

Notes

PRESENTATION

L'article principal de ce premier numéro de L'EMANCIPATION est consacré au mouvement dit marxiste-léniniste de notre pays. Que le lecteur se rassure ! Il ne s'agit pas ici des échos déformés d'une lutte souterraine et ésotérique, menée ailleurs, contre un quelconque groupe concurrent appartenant à ce mouvement. Ce genre de polémique stérile de boutique a donné lieu à une telle quantité de littérature ennuyeuse et sans intérêt qu'il est nécessaire de faire une mise en garde. Nous ne cherchons pas à faire appel au public pour lui prouver notre bonne foi, régler quelques comptes saignants, dénoncer des "fractionnistes" ou des "scissionnistes" et finalement promotionner un nouveau sigle.

Il ne s'agit pas davantage d'un bilan sous forme historique au moyen duquel nous voudrions nous pencher avec humilité sur l'"expérience" de ce mouvement, le suivre attentivement tout au long des méandres bourbeux de sa petite histoire, pour signaler ce qui est censé avoir "cloché" à tel ou tel moment et tirer fièrement quelques enseignements précieux pour l'avenir. Il est impossible de se garder des erreurs de ce mouvement si l'on ne comprend pas qu'il n'a rien à voir avec le communisme, mise à part l'étiquette. Il ne rime donc à rien de s'enfuir dans les archives de ce mouvement pour en faire l'histoire chronologique précise, lui qui n'a fait que marquer d'une nouvelle pierre noire l'histoire du communisme dans notre pays.

En revanche, le lecteur trouvera dans cet article une analyse critique des traits essentiels et généraux de ce mouvement. Il comprendra que tous les groupes qui s'en réclament, quelles que soient leurs querelles intestines, quels que soient leurs sigles ou leur mode prétendu d'organisation (parti, cercle, organisation,...), qu'ils soient actuellement pro ou antichinois, tombent sous le coup de cette critique.

Notre analyse vise en particulier à situer ce mouvement dit marxiste-léniniste

- par rapport au courant auquel il se rattache : le socialisme petit-bourgeois ;
- par rapport au révisionnisme moderne dont il est un appendice ;
- par rapport au mouvement communiste français passé et actuel et à ses tâches.

Nous-mêmes sommes issus de ce mouvement dit marxiste-léniniste. Nous y avons milité pour certains d'entre nous depuis sa création. Depuis longtemps, nous avons été en rupture de ban avec lui. Une première délimitation donna le Collectif François Marty. La rupture avec ce que représente ce mouvement n'était pourtant pas complètement consommée. L'EMANCIPATION en est aujourd'hui le fruit.

Pourquoi rompre avec ce mouvement et pour quoi faire ? Voilà ce qu'explique cet article, ce premier numéro.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, ADRESSEZ VOS LETTRES A :
PATRICE LARDEUX ; B.P. 5 ; 93220 GAGNY PRINCIPAL

LA DEMARCATIION ACTUELLE ENTRE MARXISME-LENINISME ET OPPORTUNISME

"... l'absence de théorie enlève à une tendance révolutionnaire le droit d'exister et la condamne nécessairement, tôt ou tard, à la faillite politique." LENINE

INTRODUCTION

La dégénérescence révisionniste complète du PCF depuis plus d'une vingtaine d'années a fait apparaître dans notre pays la grande faiblesse du mouvement communiste. L'épisode maoïste qui s'est poursuivi pendant quinze ans n'a fait qu'illustrer ce constat sous une autre forme. Faute d'avoir saisi les traits de cette faiblesse, d'en avoir analysé les causes objectives et subjectives, les communistes français ne pouvaient surmonter cet état, tracer la voie du travail communiste et s'y engager.

Il est nécessaire de comprendre la nature de la faiblesse du communisme en France. Celle-ci fut longtemps masquée par l'influence grandissante du communisme dans le monde depuis la Révolution d'Octobre, par les victoires qu'il obtint dans la construction du socialisme et l'activité sans précédent que déploya l'Internationale Communiste pour propager, diriger et organiser le mouvement communiste international. Au niveau de notre pays, l'influence du mouvement communiste sur le mouvement ouvrier contribua en grande partie à laisser dans l'ombre les profondes faiblesses du mouvement communiste français, qui apparurent finalement au grand jour avec la dégénérescence révisionniste complète et irréversible.

La faiblesse du communisme en France n'est pas la faiblesse du communisme en général, comme cherchent à le faire croire les idéologues bourgeois. Il s'agit exclusivement de la faiblesse du mouvement communiste, tant en France que dans d'autres pays dans la mesure où on peut en juger. Cette faiblesse du mouvement communiste français n'est pas une faiblesse passagère, liée au reflux momentané du mouvement révolutionnaire, mais il s'agit d'une faiblesse profonde, ancienne, qui apparaît dans les conditions actuelles sous une forme extrême, généralisée, tant théorique que pratique.

Cette accentuation marquée tient en premier lieu à l'apparition du révisionnisme moderne en tant que révisionnisme au pouvoir, qui a porté un coup sévère à l'ensemble du mouvement communiste international et au camp socialiste. Le révisionnisme moderne a conjugué ses efforts avec l'impérialisme mondial pour soulever une gigantesque lame de fond anticommuniste, dans le but de liquider définitivement, en pratique comme en théorie, le marxisme-léninisme, l'idéologie du prolétariat mondial. Cette attaque contre le marxisme-léninisme, sans précédent de par son ampleur et les forces mises en oeuvre pour la mener à bien, est pourtant vouée à l'échec. Aucune force ne peut faire disparaître le communisme car il est lui-même le produit du système capitaliste et impérialiste. Les communistes ont pour devoir de répliquer à cette attaque généralisée contre le communisme, de faire échec aux grandes manoeuvres conjuguées de la réaction mondiale, en agissant de manière appropriée en fonction des conditions concrètes dans chaque pays, pour finalement être en mesure de diriger la révolution sociale du prolétariat, de mettre en mouvement les forces qui renverseront l'ordre impérialiste, d'instaurer la dictature du prolétariat et d'édifier le socialisme, en suivant la voie tracée par l'URSS de Lénine et Staline, et poursuivie aujourd'hui avec un profond esprit marxiste-léniniste et un puissant souffle révolutionnaire par l'Albanie socialiste, bastion du socialisme dans le monde.

Dans ce but, les communistes français doivent tirer les leçons du passé. Ils doivent donc saisir la nature et les causes de l'échec du mouvement communiste en France, en considérant son histoire; ils doivent comprendre la nature et les causes de la faiblesse du communisme dans leur pays.

Tout d'abord, il est nécessaire de dissiper le brouillard que le mouvement dit marxiste-léniniste français n'a cessé de dispenser depuis quinze ans sur ces problèmes, dans la mesure où il a prétendu résoudre les questions de la lutte antirévionniste et de l'édification du mouvement communiste. Qu'en est-il au juste de ce mouvement dans ce domaine ? Quelle est sa nature véritable et quel rôle a-t-il joué à l'égard de ces questions ?

Ensuite, il convient de saisir les traits principaux de la faiblesse du communisme français et leurs causes, à la lumière de l'analyse du révisionnisme moderne en France et de son origine. L'accent sera mis sur les causes idéologiques qui sont déterminantes et qui expliquent que cette faiblesse se perpétue depuis un siècle et plus, depuis la pénétration du marxisme puis du léninisme dans notre pays. Ainsi, l'axe général des tâches actuelles des communistes sera mis en évidence et pourra être précisé.

Il faut souligner, pour terminer, que nous ne sommes ni les seuls ni les premiers à développer publiquement le point de vue général exposé ici. Il nous est apparu seulement que la critique marxiste-léniniste tant du mouvement dit marxiste-léniniste que, plus généralement, du mouvement communiste français, n'a pas encore été réalisée, en dépit de la tendance à exhumer quelques documents. Nous sommes conscients que c'est une

chose de tracer une direction pour le travail communiste aujourd'hui et que c'en est une autre que de s'engager sur cette voie et de fournir un travail positif. L'une sans l'autre ne vaut rien à terme.

Mais, à l'heure actuelle, il est nécessaire de poser d'abord les bases solides qui, en mettant en évidence les racines des erreurs passées des communistes et en liquidant les lubies de ceux qui se réclament du communisme à des fins mystificatrices, permettront et permettent déjà de développer le communisme dans notre pays.

C'est l'objet de cette première contribution de notre journal. Nous pensons qu'elle concourra à tracer nettement la délimitation entre marxisme-léninisme et opportunisme, dans les conditions concrètes auxquelles nous sommes confrontés actuellement.

I — LE MAOÏSME FRANÇAIS, LE SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS ET LE REVISIONNISME

1) LE MOUVEMENT DIT "MARXISTE-LENINISTE", VARIANTE MAOÏSTE DU SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS

Avant d'entrer en détail dans la caractérisation du mouvement dit marxiste-léniniste français, il faut mettre en évidence une autre raison qui montre la nécessité de cette démarche. Les traits les plus marquants de ce mouvement reproduisent en effet de manière caricaturale les faiblesses séculaires du mouvement communiste français, en particulier du point de vue idéologique, ces faiblesses étant en outre accentuées du fait de la nature exclusivement petite-bourgeoise de ce mouvement. A travers sa critique on rejoint donc celle du mouvement communiste français. Ce qui restait dissimulé chez ce dernier, en partie par son influence et son poids sur le mouvement ouvrier, apparaît au grand jour et se trouve ostensiblement souligné par nos prétendus marxistes-léninistes. Mais, cette fois, l'écart entre les prétentions révolutionnaires affichées et l'activité réelle crève les yeux. C'est l'aspect caricatural.

Le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme dans notre pays a fourni en abondance les matériaux qui permettent de le critiquer, à savoir, en l'occurrence, de lui régler son compte. La critique de ce mouvement ne saurait consister dans une sorte de bilan à deux colonnes, avec, d'un côté, le positif, et, de l'autre, le négatif. Un tel bilan aujourd'hui est dépassé, car il présupposerait que le mouvement dit marxiste-léniniste français possède ou a possédé des traits de marxisme-léninisme, autres que ceux qu'on lui connaît, de fort peu marxistes-léninistes, à savoir la phrase m-l-isante et une prétention morveuse à représenter le prolétariat de notre pays. Cette manière de "bilan" est d'ailleurs une échappatoire que préconise le mouvement lui-même, du moins certains des groupes qui le composent. Ils prétendent ainsi se tenir en retrait des ténors du mouvement, jouer aux "têtes froides" et ironiser sur la reprise systématique hystérique et clinquante, de la bonne vieille tradition du PCMLF, que d'autres, aujourd'hui encore, préconisent sans fard. Mais ces groupes ne font que transposer cette tradition de manière philistine, voilà la différence ! Ils ne veulent pas rejeter l'opportunisme foncier qui constitue ce mouvement mais seulement atténuer ses manifestations les plus grossières. Ainsi, le mouvement essaie bien piètrement d'entortiller quelques communistes sans expérience dans les derniers lambeaux du maoïsme français.

De manière générale, si le mouvement prétendu marxiste-léniniste a attiré dans ses rets des communistes ayant de sincères convictions et ayant à coeur de progresser dans l'assimilation et l'application du marxisme-léninisme, ceux-ci n'y ont été entraînés que dans l'intention d'être transformés en "victimes" de l'opportunisme, soit qu'ils abandonnent leurs convictions et dégénèrent, soit qu'ils quittent le mouvement et, souvent, se dispersent.

La critique marxiste-léniniste de ce mouvement aboutit à la conclusion que c'est sur le fumier révisionniste qu'il est né et qu'il s'est développé.

Dès sa création, ce mouvement s'est constitué sur une plateforme foncièrement anti-marxiste-léniniste et a été pris en main par des opportunistes — de bonne ou de mauvaise foi, peu importe ! Les querelles intestines incessantes tendaient à cacher cette profonde unité idéologique du mouvement dans son entier. Quiconque connaît un tant soit peu l'histoire du mouvement dit marxiste-léniniste sait que le pivot autour duquel s'est bâtie sa plateforme idéologique et politique anti-communiste a été constitué par la "pensée maotsétoung" et par la ligne du PCC, c'est-à-dire par le révisionnisme chinois. C'est ce rapport intime avec le maoïsme qui a donné à ce mouvement sa physionomie particulière dans la palette de l'opportunisme petit-bourgeois français. Le maoïsme qui suinte par tous les pores du mouvement lui a conféré une tournure spéciale, mais il n'en est pas la seule et unique origine. Ce maoïsme en effet est un maoïsme à la française. Il s'est greffé sur un courant opportuniste préexistant dans notre pays. Dans le moule du maoïsme est venue se couler une variante du courant idéo-politique traditionnel qu'on peut nommer le socialisme petit-bourgeois, étant donnés sa nature idéologique, ses préjugés politiques et sa composition sociale. Le mouvement "marxiste-léniniste" français est le produit de cette rencontre entre, d'une part, le socialisme petit-bourgeois français, et de l'autre, le révisionnisme chinois, autrement dit le maoïsme. A cette occasion a pris forme par conséquent une nouvelle variante du socialisme

petit-bourgeois qu'on peut baptiser à bon droit : mouvement maoïste français. C'est cette dénomination que nous emploierons pour le désigner.

De même que les révisionnistes chinois (les maoïstes) n'ont jamais été marxistes-léninistes, de même nos opportunistes m-l-isants n'ont été que maoïstes. Etant donnée la nature profondément éclectique de l'anticommunisme qui caractérise le maoïsme, ces gens n'ont eu aucun mal à draper dans les plis de la "pensée maotsétoung" les vieilles formes d'opportunisme ouvrier que la petite bourgeoisie radicale s'est annexées (anarcho-syndicalisme, ouvriérisme, spontanéisme, etc.) pour se donner des allures révolutionnaires et peuple. De manière générale, ils ont puisé dans la mystification du révisionnisme chinois les éléments pour mener leur propre mystification. Quelle est la nature spécifique de la mystification du maoïsme français ?

Il faut replacer cette variante du socialisme petit-bourgeois dans le cadre général de l'opportunisme en France pour en saisir le caractère. Dans notre pays, l'opportunisme, la politique bourgeoise qui se réclame du communisme, se divise en deux courants de force inégale. Il s'agit, d'une part, du révisionnisme moderne (le PCF et les organisations qu'il dirige), et, de l'autre, du socialisme petit-bourgeois. Le premier courant est de loin le plus fort et le plus important, car il domine le mouvement ouvrier et exerce de ce fait un poids sur l'ensemble de la vie politique. C'est ce courant qui donne le ton à l'ensemble de l'opportunisme et qui constitue la forme opportuniste d'anticommunisme la plus dangereuse, en théorie et en pratique. Le second courant n'a aucune influence, sinon très localisée dans l'espace et le temps, sur le mouvement ouvrier. Il se développe à l'ombre du révisionnisme et prétend s'y opposer. Son milieu demeure presque exclusivement la petite bourgeoisie salariée et une frange inférieure de l'intelligentsia. Cette petite bourgeoisie socialisante, de même qu'elle professait hier le radicalisme puis le socialisme, professe aujourd'hui le marxisme. Elle professe un marxisme à ce point falsifié, édulcoré, frelaté, réduit à l'état de lieux communs petits-bourgeois, qu'il a perdu tout caractère de doctrine scientifique, tout contenu prolétarien, pour devenir l'expression d'une mentalité, l'expression du "bon sens" petit-bourgeois. En parlant de lutte des classes par exemple, le petit bourgeois socialisant rougit comme s'il s'agissait là de l'âme du marxisme. Chacun sait pourtant que, détaché de l'analyse concrète du mouvement réel de la lutte des classes et de la prise en compte de la mission historique que le mouvement réel fixe au prolétariat, ce concept se trouve vidé de son contenu révolutionnaire et qu'il est parfaitement admissible pour la bourgeoisie. En fait, le socialisme petit-bourgeois transpose sur le plan politique, pour ainsi dire telles quelles, les aspirations de la petite bourgeoisie socialisante, "radicale", et colporte ses préjugés sous une phrase approximativement marxiste. Sous son aspect politique, militant, organisé, le socialisme petit-bourgeois est représenté en particulier par le trotskysme, le maoïsme, et de manière plus large par la tendance, au reste très vague, du "socialisme autogestionnaire" (CFDT en particulier). Cette communauté de nature entre ces variantes explique d'ailleurs la similitude de l'action politique qu'elles prônent toutes.

Le caractère spécifique du mouvement maoïste tient sans conteste au fait qu'il a prétendu représenter l'alternative communiste au révisionnisme moderne, une fois que celui-ci a été dénoncé dans le mouvement communiste international. Avec sa profession de foi antirévionniste, le maoïsme français a prétendu représenter le mouvement communiste international et donc le mouvement communiste tout court. Sans pensée bien définie avant sa constitution, ce mouvement s'est contenté de présenter ses doléances à la direction du PCF (sous la forme de quelques lettres envoyées à quelques secrétaires de cellules, quand ce ne fut pas — suprême coup d'éclat ! — à Maurice Thorez en personne !) pour qu'elle daigne réintégrer la "bonne voie". Ce n'est qu'après coup que fut montée la fable de la "lutte interne" pour faire croire à l'existence d'un courant organisé et lucide à l'intérieur du PCF. Mais la tactique d'exclusion qu'appliqua la direction du PCF à cette époque poussa nos maoïstes à se regrouper en dehors de ce parti et à présenter leurs revendications sous le jour d'une opposition radicale entre marxisme-léninisme et révisionnisme.

En tant que variante opportuniste petite-bourgeoise, ce mouvement n'a aucune base théorique, politique ou organisationnelle marxiste-léniniste, comme il apparaît lorsqu'on considère la période de sa naissance, la nature de son opposition au PCF, les débats qui l'animent sur la voie à suivre, etc., du milieu des années soixante à la création du PCMLF. Ce vide de toute pensée révolutionnaire marxiste-léniniste contrastait évidemment avec les prétentions des dirigeants de ce mouvement à défendre et à représenter le marxisme-léninisme, alors que leur connaissance du marxisme-léninisme se limitait aux cours reçus au sein du PCF — et encore ! C'est pourquoi le maoïsme était pour eux une véritable aubaine. La conversion au maoïsme allait leur permettre de se faire passer pour de véritables théoriciens marxistes-léninistes et de grands dirigeants et praticiens de la révolution prolétarienne. Ils s'employèrent donc à propager le maoïsme en le couvrant des plus grandes louanges, sachant bien que toute louange adressée au maoïsme et plus généralement à la Chine contenait sa part de retombée mystificatrice sur leur propre nature. Le maoïsme servit de couverture aux dirigeants opportunistes pour faire croire à leur rupture avec le révisionnisme moderne. Drôle de rupture donc que celle qui consiste à se vendre corps et âme au révisionnisme chinois sous prétexte de se démarquer du révisionnisme en général ! Il y a là matière à réflexion pour ceux qui — telle l'ex-ORPCF — se réclament, aujourd'hui encore, à cor et à cri, de cette tradition "pure" du PCMLF, "avant qu'il ne dégénère". A cette époque, cette pureté consistait avant tout dans le

soin qu'il mettait en toute occasion à se référer à la "pensée maotsetoung", à l'exemple de la "révolution culturelle" et de l'histoire du PCC, ainsi qu'à tout l'attirail de la propagande chinoise concernant la supériorité de la "pensée maotsetoung" (qui dépasse l'ère sombre du stalinisme, sous-entendait-on...), etc. Se réclamer d'un tel héritage montre le sérieux et le savoir qui caractérisent ces gens. Leur avenir s'y trouve également déterminé.

Pour mettre en relief l'utilisation que firent les maoïstes français de la mystification opérée à l'échelle internationale par les révisionnistes chinois, il faudrait évoquer l'histoire du mouvement communiste international à partir de la mort de Staline jusqu'aux années soixante-dix et considérer l'attitude de la direction chinoise sur la base des documents et des faits. On verrait ses hésitations à l'égard des révisionnistes khrouchtchéviens et de leurs successeurs. On verrait les manoeuvres de la direction chinoise à l'époque de la création de partis et groupes marxistes-léninistes dans de nombreux pays, son attitude à leur égard et à l'égard du Parti du Travail d'Albanie dans la suite. On verrait ses manoeuvres visant à empêcher par tous les moyens la constitution d'un mouvement communiste international sur des bases idéologiques saines pour l'utiliser dans le cadre de ses ambitions de grande puissance et transformer ce mouvement en simple haut-parleur de sa propagande révisionniste. On verrait que la direction chinoise a cherché à utiliser la scission du mouvement communiste international pour faire avancer ses propres ambitions impérialistes, en particulier dans le cadre de son opposition au social-impérialisme soviétique. Cette simple évocation montre que le mouvement maoïste français a poussé non seulement sur le fumier du révisionnisme français mais également sur celui du révisionnisme chinois, et que toute l'histoire de ce mouvement traîne cette sale odeur dans ses moindres recoins.

2) UNE PSEUDO LUTTE IDEOLOGIQUE ANTIREVISIONNISTE QUI REVELE UNE CONCEPTION ANTISCIENTIFIQUE DU MARXISME-LENINISME

Pourtant la question se pose de savoir comment le mouvement maoïste français a pu, ainsi armé aussi grossièrement, mener sa propre mystification et tromper des communistes dans notre pays ? Ceci s'explique avant tout par le faible niveau idéologique des communistes eux-mêmes, souvent jeunes et sans expérience. A cette époque, ils possédaient certainement de fermes convictions communistes, acquises par une certaine connaissance des classiques du marxisme-léninisme, de l'histoire du mouvement communiste international et de la réalité impérialiste. Mais ces convictions sincères demeuraient assises sur un fond d'opportunisme. Ils restaient prisonniers d'une conception opportuniste du marxisme-léninisme lui-même. Leur connaissance de la doctrine marxiste-léniniste ne s'élevait pas à sa mise en oeuvre scientifique. C'est là le point fondamental qu'il faut mettre en évidence car il caractérise la faiblesse séculaire du communisme français. Il n'est donc pas étonnant qu'on la retrouve chez les communistes français de cette époque y compris jusqu'à maintenant, à l'exclusion d'une infime partie d'entre eux. De manière générale, tant que les communistes ne sont pas capables de s'élever à la compréhension de cette faiblesse, ils sont condamnés à rester sous la coupe de l'opportunisme ou à demeurer inactifs et ne peuvent progresser sur la voie communiste.

La conception opportuniste, anti-scientifique, de la doctrine marxiste-léniniste apparaît clairement dans la manière avec laquelle le maoïsme français envisagea la "lutte idéologique contre le révisionnisme moderne". La conception qui la sous-tend, s'enracine dans l'histoire du mouvement communiste français, en constitue un héritage qu'il est absolument nécessaire de liquider.

En quoi a consisté cette prétendue lutte idéologique ? Elle a consisté dans un ressassement de références générales à la doctrine marxiste-léniniste comme la condamnation du passage pacifique, de la notion de coexistence pacifique, de l'abandon de la dictature du prolétariat, de l'électoratisme et des tactiques d'alliance qu'il impliquait, etc. Partant, le mouvement maoïste a décrété que le marxisme-léninisme avait vaincu le révisionnisme moderne en France, que la "démarcation idéologique" était claire entre le révisionnisme français et lui-même, et que le communisme sortait victorieux de cette âpre bataille. Mais en quoi ces thèmes généraux ressassés sur tous les tons suffisaient-ils à dénoncer et à décortiquer à fond le révisionnisme français, le révisionnisme moderne en général ? En quoi tout ceci réfutait-il les théories économiques, les revendications politiques et sociales, les falsifications historiques, les conceptions idéologiques du révisionnisme français ? En quoi tout ceci expliquait-il les causes et l'histoire de la dégénérescence révisionniste du mouvement communiste français ? En quoi résolvait-il ou mettait-il en évidence de manière concrète une seule des questions de la révolution en France ? Chacun sait que le ressassement de références générales à la doctrine marxiste-léniniste, au reste frelatées et édulcorées par leur considération à travers le maoïsme, ne constitue pas en soi une lutte idéologique véritable, car un tel ressassement est coupé de toute application, tant théorique que pratique, des principes marxistes-léninistes.

La lutte idéologique communiste doit réfuter les doctrines révisionnistes et bourgeoises et dit élaborer le point de vue communiste sur l'ensemble des questions de la révolution. On ne défend pas le communisme en affirmant des thèses générales mais en montrant leur vérité et leur nécessité dans le mouvement réel. Cette tâche, comme nous le verrons plus loin, est commune à tous les communistes qui considèrent la révolution comme un problème posé et à résoudre, et non comme un thème d'exaltation mythique.

Non seulement le mouvement maoïste français prétendit mener la lutte idéologique contre le révisionnisme moderne et rompre avec tout le passé opportuniste du mouvement communiste français, mais en plus il déclara cette lutte achevée. Il est évident que cette déclaration aussi pompeuse que mensongère visait à mystifier à propos d'une démarcation idéologique qui, en fait, n'existait pas, pour lancer le mouvement dans l'activisme agitateur. Il ne s'agissait plus en effet, selon lui, que d'effectuer la fameuse "démarcation concrète" avec le révisionnisme, de concrétiser sur le terrain ce qui avait été prétendument réalisé dans le ciel des idées.

En fait, dans les années soixante, la lutte idéologique contre le révisionnisme moderne n'a pas eu lieu dans notre pays. Il ne s'est agi là que d'une mascarade dont il est nécessaire de prendre conscience pour entrevoir l'ampleur des tâches idéologiques qui reviennent aujourd'hui aux communistes français. Le but des communistes est de mener l'action révolutionnaire jusqu'à son terme victorieux. Pour cela ils doivent acquérir une pensée révolutionnaire qui ne s'offre pas miraculeusement mais qui doit s'élaborer scientifiquement. Cette pensée n'a rien à voir avec la sentimentalité petite-bourgeoise et la cohorte de préjugés qu'elle draine avec elle. C'est uniquement en assimilant le marxisme-léninisme et en l'appliquant scientifiquement que cette pensée peut s'élaborer, ce qui suppose de se placer au point de vue du matérialisme dialectique, au point de vue du prolétariat et de sa mission historique, ce qui suppose de considérer le marxisme-léninisme comme une science. Nous reviendrons là-dessus, mais insistons déjà sur le fait que l'absence d'un tel point de vue constitue la principale cause idéologique de la dégénérescence révisionniste et de l'absence d'édification d'un authentique mouvement communiste français depuis lors. C'est le ressort principal qui empêche aujourd'hui encore la considération correcte des tâches des communistes et qui anime en conséquence la poursuite du mouvement maoïste français sous sa forme actuelle, malgré la dénonciation du révisionnisme chinois dans le mouvement communiste international.

Mais la mascarade de la "lutte idéologique" ne faisait qu'inaugurer l'attitude constante que le mouvement maoïste, toutes variantes confondues, n'a cessé d'avoir et de propager vis-à-vis de la doctrine marxiste-léniniste dans la suite de son histoire... et qu'il garde encore aujourd'hui, qu'il s'agisse évidemment des maoïstes déclarés mais aussi des maoïstes honteux, ceux qui condamnent d'autant plus fort le maoïsme venu de Chine qu'ils entendent conserver celui qui s'est incrusté chez eux depuis quinze ans, dans les arrière-boutiques de tous ces groupes siamois. Cette attitude grossièrement anti-marxiste-léniniste a pour racine idéologique, dans le "meilleur" des cas, une conception totalement opportuniste du marxisme-léninisme, mais très souvent aussi, son rejet pur et simple et son ignorance en tant que doctrine. Il n'est pas rare, en effet, que nos maoïstes ne jugent même pas utile de se référer à la doctrine marxiste-léniniste, car cela suppose un minimum de connaissance. Ils s'en méfient comme d'un carcan ou d'un labyrinthe dans lequel, pensent-ils (à juste titre pour de tels petits bourgeois ignares), ils ne peuvent se mouvoir librement et exposer crûment leurs préjugés réactionnaires. Ce trait pourtant n'est pas une caractéristique générale du socialisme petit-bourgeois. Le trotskysme, en particulier, possède ses théoriciens qui ont bâti toute une construction de références à certains classiques du marxisme-léninisme, pour épauler leur anticommunisme, ce qui donne lieu à d'incessants affrontements scolastiques. Ce trait du maoïsme français tient à l'origine et à la figure des dirigeants maoïstes de l'après 68 qui proviennent pour la plupart de la social-démocratie (PSU) et de la gauche catholique. Ils ont donc toujours été de farouches anti-marxistes et anti-staliniens et ne possèdent même pas le vernis (ô combien ténu !) de communisme d'un Jurquet, ni le goût et le réflexe pour la référence. Ceci d'ailleurs est passé de mode, car on préfère donner l'impression d'une pensée "indépendante". Le public petit-bourgeois a une sainte horreur de tout ce qui lui rappelle les classiques du marxisme-léninisme qu'ils condamnent comme voulant imposer leurs conceptions à la réalité et museler la pensée spontanée des "masses". On retrouve là, ancrées au cœur du petit bourgeois français socialisant, les théories du maoïsme sur la nature et le rôle de la théorie, qui conduisent à son mépris et à son rejet, comme nous allons le voir avec le maoïsme français. Celui-ci se livre à la guerre des références uniquement lorsqu'il est acculé, par une critique quelconque, à répondre par une référence à une autre référence. Il faut quand même montrer qu'il connaît son marxisme et qu'il le "défend" !! Certains groupes maoïstes font profession d'adresser ainsi de cinglantes références au reste du mouvement qui se contente de déployer exclusivement son agitation spontanéiste. Ils se font les champions de la "théorie". Mais nous n'allons pas rentrer dans les querelles du mouvement ; remarquons simplement qu'il existe une certaine division du travail anticommuniste, y compris au sein du mouvement maoïste.

Le lecteur comprendra qu'il est parfaitement inutile de dresser un inventaire critique des innombrables déformations du marxisme-léninisme que le maoïsme français n'a cessé de produire dans la simple référence à la doctrine pour justifier ses prises de position politiques, ce qu'il nomme "la ligne politique". La simple référence morte et éclectique à la doctrine marxiste-léniniste, c'est-à-dire coupée de toute analyse concrète du mouvement réel et ne tenant pas compte de l'application différente d'un même principe en fonction de la différence des situations concrètes, cette sorte de référence est une caractéristique générale de l'opportunisme. Le maoïsme n'a innové dans ce domaine qu'en montrant sa profonde ignorance de la lettre-même du marxisme-léninisme, ce qui l'a amené à proférer des énormités à la mesure de sa colossale ignorance. Il chercha en effet à fuir son étroitesse et son incapacité intellectuelles en servant des contes à dormir debout. Il abandonna finalement cette voie pour

ne reproduire que les valeurs sûres du socialisme petit-bourgeois. Outre le rôle d'autojustification pour leur propre existence politique, les références qu'exhibent les groupes maoïstes ne servent qu'à enrober leurs par lots politiques qui n'intéressent en aucune manière les questions à résoudre aujourd'hui, c'est-à-dire les questions concrètes de la révolution sociale du prolétariat. Leurs prises de position politiques ne reposent sur aucune analyse concrète des conditions actuelles de la révolution dans notre pays. Cette propagande vise à faire croire que ces messieurs sont en prise sur l'actualité "des luttes" et qu'ils élaborent leur ligne politique en tenant compte du mouvement réel. En fait, ils ne font que pousser des soupirs d'indignation comme le premier petit bourgeois venu et répercuter sous une vague phrase marxisante les préjugés du petit bourgeois, qui dénotent la profonde ignorance du mouvement réel, de la situation des classes et de leur position réciproque, de la nature et de l'évolution des luttes sociales, des conditions économiques qui les déterminent, etc. Ils ne font que transposer la rumeur petite-bourgeoise et entretenir des rêves d'action qu'ils se gardent bien de mettre en pratique. Les plus timorés dans ce domaine, ceux qui ne déploient pas une propagande de ce type car ils n'en voient pas l'utilité ou plutôt sont incapables de la pratiquer, se contentent d'asséner des références générales et de transposer sous forme de plate-forme une certaine vision mystifiée de leur activité "dans la classe ouvrière", espérant ainsi accumuler petit à petit les forces qui leur permettront alors de se lancer eux-aussi dans ce genre de propagande.

3) LE REJET MAOÏSTE DE LA THEORIE ET SES IMPLICATIONS

Les conceptions de la "pensée maotsétoung" ont été d'un précieux secours pour présenter sous une forme sentencieuse le mépris et le rejet, précisément, de toute théorie en général (au sens de doctrine scientifique), du marxisme-léninisme en particulier. Le petit bourgeois "radical" français a fait immédiatement main basse sur ces conceptions pour justifier son propre instinct à s'agiter, sa propre propension à "l'action directe" que son indignation commande. Le maoïsme envisage la nature de la théorie et de la pratique ainsi que leur rapport de manière totalement erronée. Sous prétexte de conférer le primat à la pratique, il refuse tout caractère scientifique à la théorie en tant que guide pour l'action. Pour le maoïsme, la théorie n'intervient qu'après la pratique dans les "masses". Pour pouvoir penser, il faut "faire son expérience". La théorie, ou ce qui en tient lieu, intervient ensuite pour exciter la "pratique", la relancer, sous forme de mots d'ordre. Les mots d'ordre politiques ne sont pas l'application à une situation particulière d'un point de vue d'ensemble, d'une stratégie et d'une tactique, mais l'expression dernière et synthétique à travers laquelle prend forme "suprêmement" cette stratégie et cette tactique. C'est que, selon le maoïsme, la "théorie" n'est que le dépistage des "idées justes" qui préexistent à l'état pur, mais inconscient et sporadique, dans les "masses". Les "idées justes" (autrement dit la conscience...) ne tombent pas du ciel ... elles sont innées (... la conscience existe spontanément) dans les "masses". La théorie n'a donc pas pour but d'élaborer la conscience révolutionnaire grâce à l'adoption d'un point de vue scientifique marxiste-léniniste sur la réalité, pour analyser les conditions qui déterminent le mouvement révolutionnaire, etc. Elle vise simplement à révéler ce qui existe déjà à l'état latent dans les "masses" lorsqu'elles se mettent en mouvement, pour en retour "servir" le mouvement de masse, c'est-à-dire l'éperonner et l'exhorter. Or, pour faire oeuvre de "théoricien." (!!!), pour remplir le vide de sa pensée, le maoïste va donc poser comme tâche première et indispensable d'"avoir une pratique", à savoir de participer aux mouvements spontanés des "masses" — confondant sous ce vocable classes et couches de toutes sortes ; masse ouvrière et aristocratie, propriétaires petits-bourgeois des villes et de la campagne, petite bourgeoisie salariée, cadres de la production, etc. Cette participation a pour but de "se mettre à l'écoute des masses" (c'est-à-dire à leur traîne !) et de pouvoir formuler ainsi (en fait, plagier !) ce que les "masses" "pensent sans en avoir conscience et font sans savoir pourquoi"...

On voit qu'il s'agit là d'un tel avilissement de la conception marxiste-léniniste sur cette question du rapport de la théorie et la pratique qu'il situe de lui-même ceux qui l'opèrent en dehors de toute référence un peu sérieuse aux principes les plus connus du marxisme-léninisme. C'est d'ailleurs un trait du maoïsme, et souvent du socialisme petit-bourgeois en général, que de se placer ainsi de manière aussi grossière en dehors même de la simple référence à la doctrine marxiste-léniniste, attitude que les théoriciens du révisionnisme moderne, parce qu'ils connaissent quant à eux la lettre du marxisme-léninisme (et souvent très bien), évitent d'adopter pour maquiller encore mieux leurs thèses anticommunistes sous les traits du marxisme-léninisme, de sa défense et de son développement créateur.

La conception maoïste de la théorie rabaisse celle-ci au niveau de l'agitation pure, une agitation aveugle et stérile, à laquelle le mouvement ouvrier spontané ne prête absolument pas attention, pour le grand malheur de nos "théoriciens-agitateurs" maoïstes...

De même, la "pratique communiste" est réduite au seul travail dans les "masses" — avec l'extension que comporte cette expression ultra-confuse dans la bouche du maoïste — comme s'il s'agissait là du seul travail des communistes et que, dans les conditions actuelles immédiates, il primait tout autre — ce qui n'est jamais prouvé — mais quelle chose notre maoïste se croit-il obligé de prouver, lui qui n'obéit qu'à son instinct petit-bourgeois ? En outre, le contenu concret de cette "pratique dans les masses" consiste la plupart du temps dans une simple participation au mouvement syndical et à son soutien et exhortation de l'extérieur. Parfois cette exhortation prend la forme de la participation à des comités de lutte où barbotent le plus souvent tous les tenants locaux du

socialisme petit-bourgeois. De manière générale, si notre maoïste veut avoir une quelconque influence dans son activité tant extra-syndicale que syndicale, il doit abandonner bien vite tout son verbiage m-l-isant qui a de quoi rebuter y compris le large public petit-bourgeois socialisant.

L'activisme maoïste (comme l'activisme trotskyste) en mal de "structures d'accueil" a repris à son compte la forme des comités de lutte, du moins le nom, héritée de mai 68. Pour être plus à son aise, le maoïsme crée même de toute pièce ses propres comités sur tout et n'importe quoi (la lutte contre les monopoles, la crise, le fascisme, etc.) et les investit quasi-exclusivement de ses militants et sympathisants. Ainsi il est sûr au moins d'avoir l'hégémonie, puisque ces comités sont des coquilles qu'il fabrique et remplit lui-même ! C'est, selon lui, l'expression suprême du "travail de masse", l'embryon (mort-né !) du "front-un," dont il rêve pour asseoir son influence sur les "masses" et "accumuler les forces" pour le grand soir ! Cette fumisterie d'où les "masses" — quelle que soit leur caractérisation d'ailleurs — sont de toute façon absentes, sert en fait à maintenir les militants sous la coupe d'un activisme échevelé, par la multiplication des réunions et des "tâches pratiques" qui découlent de ce jeu agitateur (infructueux, on s'en doute !). Le seul résultat obtenu ou en vue consiste à accrocher de temps en temps quelques nouvelles recrues qui viendront compenser les pertes.

Il est clair, d'après cette très brève description de la "pratique" courante du mouvement maoïste, que le fond de la conception maoïste du rapport de la pratique et de la théorie consiste dans un pragmatisme des plus plats. Derrière le culte de la "pratique" se cache en fait l'incompréhension de la position matérialiste du marxisme-léninisme sur cette question. Le maoïsme est incapable de concevoir la théorie comme la généralisation scientifique de la multitude des faits économiques, sociaux, politiques, etc., que livre la vie dans tous les domaines, dont elle confirme ou infirme en retour les thèses et les conceptions, par son développement ultérieur et l'action qui peut être menée pour la transformer. Si les faits sont la base de toute théorie, celle-ci n'est scientifique que dans la mesure où elle s'élève à la généralisation et à l'abstraction, où elle se détache de l'aspect singulier, particulier et contingent, inhérent à ces faits, pour en saisir l'universalité. La théorie peut alors, et alors seulement, guider véritablement l'action révolutionnaire, par sa justesse et son étendue, car celle-ci devient alors capable de guider la mise en oeuvre des moyens qui permettent d'influer sur les facteurs déterminants (en France actuellement — et stratégiquement — les facteurs subjectifs de la révolution) pour rendre possible la maturation des conditions de la révolution et la victoire de celle-ci. Sans base théorique, sans conception théorique, sans vision stratégique et tactique, non seulement la pratique est aveugle mais elle demeure, quand bien même elle aurait un certain contenu positif, puisque les apports que celle-ci livre inéluctablement à la théorie (de par l'accumulation d'expériences directes à une vaste échelle) ne peuvent à leur tour être généralisés et servir à rectifier et à enrichir ni la théorie ni la pratique. Ainsi, extérieur au mouvement ouvrier, le mouvement maoïste se confine dans un menu praticisme et entretient l'ignorance à l'égard des méthodes et du rôle essentiel du travail théorique communiste.

Pour cet ignorant qu'est le maoïste français, la théorie, à cause (!) de son abstraction est inutile et trahit la réalité sensible à laquelle il accorde une valeur absolue — cette réalité est-elle encore limitée au domaine étroit que côtoie le petit bourgeois ! Non seulement le maoïste ignore le mouvement réel, les conditions concrètes de la révolution en France mais il s'oppose ouvertement à tous ceux (les communistes) qui désirent les connaître et qui attribuent à cette tâche théorique la priorité. Non content d'être ignorant, le maoïste cultive et propage également l'obscurantisme. Il faut s'être frotté aux dirigeants du mouvement maoïste pour connaître la somme ahurissante d'arguties de toutes sortes qu'ils n'hésitent pas à lancer sur le marché de la mystification pour "prouver" soi-disant que l'étude sérieuse des principes scientifiques du marxisme-léninisme et leur application à l'analyse concrète de la situation concrète de notre pays sont inutiles, n'intéressent pas les ouvriers, constituent une perte de temps, ne sont pas une priorité actuellement étant données les capacités, sont un obstacle à la détermination de la ligne politique, se dressent contre les tâches de l'organisation ou les retardent, sont l'expression d'un intellectualisme anti-ouvrier, s'opposent à la discipline de parti, sont une manifestation d'individualisme, etc., etc., etc. On va jusqu'à dire — il s'agit là de ceux qui feignent de se référer au marxisme-léninisme et de le défendre contre les "déviation" — que les ouvriers français en général sont moins capables de lire que les ouvriers en Russie au début du siècle... en grande majorité analphabètes !! Tous les arguments les plus grossiers sont valables pour justifier l'obscurantisme que prêchent les curés du maoïsme qui veulent ardemment entretenir l'absence d'esprit théorique, comme s'il s'agissait d'une vertu sacrée et rare qui caractérise le "révolutionnaire prolétarien" et dont il irradie son entourage !

Mais ces discours affligeants tournent bien vite à dévoiler l'attitude foncièrement cavalière et philistine de tous ces défenseurs proclamés du marxisme-léninisme à l'égard des oeuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline, jugées tantôt inadaptées, tantôt inachevées (on vise Le Capital !), tantôt dépassées, etc. Tout cela cache bien mal le rejet de la doctrine marxiste-léniniste en tant que science pour l'action. Leur ouvriérisme est là, avec son autre face, l'anti-intellectualisme, pour légitimer ce rejet. Mais quelle attitude caractérise mieux l'intelligentsia petite-bourgeoise vacillante, sinon la mauvaise conscience ressentie à l'égard de sa propre position sociale, et la tentative d'exorciser cette "tare" de manière moralisatrice en prônant l'activisme et en se lançant dans l'"action

directe" ? Cet esprit moralisateur se trouve aggravé dans le mouvement maoïste par la mystification entretenue sur le "Parti" ou l'"organisation", par laquelle on maintient les militants dans une oppression morale abjecte au nom d'une pseudo discipline de parti qui ne correspond à aucune pensée ni activité révolutionnaires réelles.

Mais d'où vient l'anti-intellectualisme de ce mouvement maoïste ? Il tient à la nature de classe des éléments qui forment sa chair. En effet, on assiste en France depuis les années soixante à l'accélération marquée du processus de disparition des petits producteurs et à l'accroissement de la nouvelle couche moyenne, l'intelligentsia (au sens large), dont les strates inférieurs fournissent au socialisme petit-bourgeois ses fantassins. Les petits producteurs qui, hier encore, constituaient le gros bataillon de la petite bourgeoisie, aujourd'hui, par la force du développement économique, disparaissent par millions. Dans le même temps, la nouvelle couche moyenne voit son effectif s'accroître de manière pléthorique, en raison du développement de la bureaucratie liée au système impérialiste. Autrefois le petit producteur pouvait s'imaginer conserver la puissance qu'il avait connue tant que la grande production capitaliste le laissait tranquille. La nostalgie de son état de producteur indépendant pouvait demeurer forte et se transmettre de génération en génération d'autant plus facilement que la société française évoluait lentement, plus lentement que d'autres. Ainsi l'artisan cherchait, dans le cas minimum, à s'accrocher à sa situation de producteur indépendant et, au plus, à améliorer son sort et à gravir les échelons de la propriété capitaliste. Le petit bourgeois non-producteur (réputé "intellectuel" parce que son travail n'est pas essentiellement manuel) ne rêve pas quant à lui à retourner à l'âge d'or de l'artisanat, sauf sous la forme marginale des "communautés" qui ont fleuri après 1968. Le petit intellectuel de la nouvelle couche moyenne n'a qu'un débouché, qu'une perspective : devenir un intellectuel bourgeois ; telle est la filière qu'il croit pouvoir suivre naturellement.

L'artisan est quelque chose par lui-même, et lorsque son être social est menacé ou anéanti par la grande production capitaliste, il ressent cette attaque comme une blessure bien réelle et lorsqu'il se pique de progrès, il se prend à rêver à ce monde égalitaire où la petite propriété est pour toujours protégée, si bien théorisé par le socialisme utopique et en particulier par Proudhon. Le petit intellectuel n'est rien par lui-même, sa situation de petit commis, de petit employé, de petit professeur, de petit cadre, il ne la doit qu'aux obstacles que la bourgeoisie a dressés devant lui pour l'empêcher d'être quelque chose, un grand commis, un grand professeur, bref, un intellectuel bourgeois. Et comme l'accès à ce statut social s'opère, non à travers l'héritage d'une propriété, mais par l'obtention d'un diplôme, et que l'appareil de formation qui en est chargé transforme, à l'aide de son système de sélection, les obstacles objectifs dressés sur la route conduisant aux professions intellectuelles supérieures, en autant d'échecs individuels, vécus comme incapacité personnelle des individus, le petit intellectuel n'a de cesse d'oublier son individualité, c'est-à-dire son néant. Son seul apport "théorique" se réduit donc à enseigner la négation de la théorie et à cultiver l'anti-intellectualisme. Aucune utopie ne peut fleurir pour sauvegarder ce néant et l'ériger en modèle.

Si le petit intellectuel est peu de chose, ce n'est pas au sens où l'ouvrier n'est rien par lui-même, en tant qu'individu isolé. Dans les conditions du capitalisme, l'ouvrier n'est qu'une force de travail potentielle qui, pour devenir effective, doit se vendre au capital. Dans cet acte de vente, l'ouvrier affronte seul non le capitaliste isolé mais toute la classe capitaliste, toute l'organisation capitaliste de la société de telle sorte qu'il se présente dépourvu de moyens de production, sans culture, sans propriété, sans subsistances, sans moyen de travailler seul de ses propres mains. Dans l'usage qu'on fait de lui, il découvre qu'il participe à la force collective de travail rassemblée par le grand capital. Mais il sait aussi qu'il ne participe à cette force collective et organisée que pour produire et se faire tanner la peau : l'ouvrier n'est qu'un producteur. C'est pourquoi le but suprême de l'organisation que le prolétariat révolutionnaire forge est de faire de l'ouvrier autre chose qu'un simple producteur. L'ouvrier aspire à la connaissance et à la théorie, afin de conquérir le plus rapidement possible le pouvoir politique et d'organiser consciemment la société communiste. Il n'a que faire de l'ouvriérisme et il ne partage pas les préjugés des petits bourgeois sur le prétendu "intellectualisme". Seuls naturellement les ouvriers qui sortent tout droit de l'université et qu'on exhibe fièrement dans le mouvement maoïste pourraient le laisser croire !

L'anti-intellectualisme actif de nos maoïstes correspond à leur nature de classe. Sans influence sur le prolétariat — ils délèguent leurs "pouvoirs" au révisionnisme dans ce cas — leur rôle n'est pas d'y colporter telle ou telle théorie opportuniste mais d'empêcher que les intellectuels révolutionnaires s'emparent du marxisme-léninisme, forgent la théorie révolutionnaire et l'introduisent dans le prolétariat afin de "l'aider à en finir aussi vite et aussi facilement que possible avec toute exploitation", comme le dit Lénine ("Ce que sont les amis du peuple", T. 1, p. 355).

Le petit intellectuel n'est pas grand chose en regard de l'intellectuel bourgeois qu'il prend comme référence. Il tient à ses menus privilèges d'intellectuel, mais il en veut à la société de n'être qu'un petit intellectuel. Pour conserver les premiers sans y paraître, tout en se plaignant de n'être qu'un petit, il se fera volontiers passer pour autant sinon plus exploité que l'ouvrier. Il distille un éternel ressentiment. Et c'est justement en combattant "l'intellectualisme", armé de son ignorance du marxisme-léninisme et de son rejet de la théorie, que le socialiste

petit-bourgeois m-l-isant montre avec le plus de pureté l'essence de ses propres vues qui sont celles précisément de l'intellectuel petit-bourgeois et, lorsqu'il se veut marxiste, de son fameux "bon sens marxiste". Faire l'amalgame entre les divers critiques pour tout rejeter en bloc sous la même condamnation d' "intellectualisme", a toujours été le procédé utilisé dans le mouvement dit m-l pour perpétuer l'opportunisme. L'ouvriérisme effréné qui se cache mal derrière ce procédé, va souvent de pair avec le nombre d'années passées sur les bancs de l'université et se conjugue avec l'ouvriérisme hérité de l'anarcho-syndicalisme, celui-ci d'origine ouvrière. L'intellectuel petit-bourgeois pense dissimuler sa condition d'intellectuel derrière son militantisme. C'est là son chemin de croix où il expie son péché originel d'être un "intellectuel". Que la moindre critique vienne troubler sa dévotion, que cette critique se fonde sur la théorie marxiste-léniniste qu'il abhorre car elle échappe à son entendement, et le voilà qui perd toute patience. Lui habituellement si prompt à faire son mea-culpa pour un petit retard à une réunion, va faire entendre sa voix accusatrice. Outre les arguments disciplinaires tout à fait moralisateurs — et qu'y a-t-il de plus jésuite que la morale petite-bourgeoise ? — il ressort toujours de son réquisitoire contre l'"intellectuel" qu'il est vain de prétendre quand on se dit communiste diriger le prolétariat, alors qu'on a beaucoup (tout ?) à apprendre des ouvriers. L'ouvrier est le porteur inné des idées justes, quels que soient son expérience, son passé, ses connaissances politiques, il faut le révéler. Le communiste n'est que son scribe qui met ces idées justes en forme. Voilà le fin mot de l'ouvriérisme maoïste: le culte du spontané !

4) LE CULTE DE L'ORGANISATION

Les références léninistes sur l'"intellectuel petit-bourgeois" dont le mouvement m-l-isant sait émailler son discours ouvriériste, parviennent mal à cacher une image des problèmes d'organisation conforme en tous points au maoïsme. Il est arrivé à Lénine, à quelques reprises, de comparer les caractéristiques, individuelles de l'intellectuel et de l'ouvrier découlant de leur situation socio-économique respective, afin de montrer que le second est infiniment mieux préparé à l'organisation que le premier. Il lui est arrivé de tracer le portrait de l'intellectuel bourgeois et de montrer que, par ses propres qualités personnelles, usant de ses capacités et de son savoir personnels, il peut jouer un rôle, alors que l'ouvrier n'est rien tant qu'il reste un individu isolé, tout lorsqu'il est organisé.

Ces références et elles seules, coupées de leur contexte et détachées de l'argumentation que développe Lénine, ont formé et forment le leitmotiv qui permet au socialiste petit-bourgeois d'aujourd'hui de régler son compte à la théorie marxiste. Toute l'histoire du mouvement communiste a montré que la théorie révolutionnaire est le plus souvent élaborée par des intellectuels d'origine, toujours par des intellectuels de fait (même si, à l'origine, ils sont ouvriers ou proviennent d'autres catégories). Nos socialistes petits-bourgeois ont, quant à eux, identifié tout naturellement intellectuel (bourgeois) et théoricien (révolutionnaire) et, à l'opposition intellectuel-ouvrier, ont substitué le couple théorie-organisation, pour affirmer que la théorie ne naît pas du labeur patient et méthodique des individus, mais surgit spontanément de l'organisation.

On assiste ainsi à un renversement de la conception léniniste et à un renversement de l'attitude du petit bourgeois. Aujourd'hui, le socialisme petit-bourgeois est dérangé, voire rongé, par la passion de l'organisation. Il se complait à pourfendre quiconque renâcle devant les vertus de l'organisation. Et, comme il a su former une vingtaine ou une trentaine d'organisations, il trouve largement matière à dénoncer le sectarisme et le fractionnisme petit-bourgeois, une fois admis que qui n'est pas dans son organisation, est par là même hostile à l'organisation en général.

Cette attitude résulte de l'obscurantisme de notre petit bourgeois, de son refus de toute théorie en général : cherchant à masquer sa passion de l'ignorance par la passion de l'organisation, il fait de celle-ci la condition première de l'unité idéologique, la source de toute théorie. Il voit dans l'organisation non pas la force qui permet à la théorie révolutionnaire de se matérialiser et d'acquérir sa puissance réelle, mais l'instrument qui comble le vide théorique, console de l'absence de stratégie et fait oublier le flou de ce qui tient lieu de tactique. C'est l'organisation-béquille, qui permet à nos culs-de-jatte d'avancer. C'est pourquoi, aux yeux de notre maoïste, l'organisation a quelque chose de mystérieux et tient du miracle. Comme le creuset où l'alchimiste transformait le vil plomb en or brillant, elle change, par ses vertus-mêmes, notre petit bourgeois ignorant en dirigeant révolutionnaire. Dix non-marxistes isolés restent non-marxistes, ensemble ils forment une organisation marxiste, tel est l'invariable précepte de base du mouvement maoïste.

Lorsqu'un Jurquet, par exemple, constate en 1967 que la définition d'une ligne politique est inévitablement rendue délicate tant par l'absence d'une analyse concrète de la situation des classes que par "la confusion, idéologique et politique entretenue par les dirigeants révisionnistes", lorsque ce faisant il en conclut qu'il s'agit justement de la raison pour laquelle il faut sans tarder s'organiser "démocratiquement", c'est-à-dire en s'appuyant sur une base de militants liés à la classe ouvrière, il fournit là le fin mot de toute l'histoire future du mouvement dit marxiste-léniniste et de son culte de l'organisation.

Les Jurquet ne peuvent soupçonner une seconde qu'on puisse résoudre les problèmes posés d'en haut, à quelques camarades, sur la base de l'analyse concrète marxiste-léniniste. Si toutefois cette hypothèse leur effleure l'esprit,

ils la repoussent bien vite comme totalement absurde car ils comprennent bien qu'eux-mêmes en sont incapables, bien qu'ils se trouvent dans la position où ils devraient le faire puisqu'ils occupent le terrain et sont censés "diriger". Cette contradiction entre leur posture "dirigeante" et leur complète inaptitude les conduit à formuler une conception du processus de construction du parti totalement inversée par rapport à la théorie léniniste et à l'histoire du mouvement communiste.

Il est clair que le parti léniniste se construit d'abord par en haut, c'est-à-dire d'abord au niveau idéologique et théorique avant de s'édifier organisationnellement. Le noyau dirigeant se constitue avant l'organisation du parti proprement dit, ce qui ne signifie pas qu'il se forme spontanément et en dehors de toute forme d'organisation, de collaboration, etc., et de plus qu'il soit inamovible. Sur ce premier point, les maoïstes inversent et la chronologie et le processus d'édification théorique. La chronologie : selon eux, il faut d'abord s'organiser et ensuite définir une théorie, une ligne, un programme. Du terreau de l'organisation vont jaillir, comme des champignons après l'ondée, les futurs dirigeants qui seront aptes, eux, à faire ce fameux programme dont tous se sentent aujourd'hui et pour l'éternité bien incapables. Comme le petit bourgeois ignare et obscurantiste transforme ses propres tares en absolus, le maoïste décrète que ce qu'il ne peut faire est impossible en général, que là-dessus au moins il ne saurait avoir mauvaise conscience et il transforme son incapacité subjective en obstacle objectif : l'absence ou la faiblesse de l'organisation. Les maoïstes inversent aussi le processus d'édification théorique, car, selon eux, la théorie s'élabore par en bas au moyen de la "ligne de masse", dans l'application de laquelle va poindre la ligne politique. La "pratique", c'est-à-dire l'application de la "ligne de masse", secrète la ligne générale. On fait une première "expérience" qui, si elle est jugée satisfaisante, sera appliquée ensuite par tous, sinon servira de "professeur par la négative". Toute autre conception n'est que rêve ambitieux d'intellectuels arrivistes selon nos maoïstes ! De même il est clair que le parti léniniste s'édifie organisationnellement par en bas, de la base au sommet suivant le principe de l'électivité et, entre autres, de l'autonomie des organisations locales qui visent, au niveau local, à appliquer la ligne du parti dans toute l'étendue de la société et dans tous les domaines de la vie. Là encore les maoïstes inversent le processus ; leurs organisations se construisent de fait par en haut : pas d'électivité sous divers prétextes, intervention constante du centre dans les organisations inférieures en violation de toute démocratie, etc. D'où ce mélange d'ultra-centralisme et d'ultra-démocratisme, de bureaucratisme et d'anarchisme, que nos maoïstes baptisent "centralisme démocratique". Ce mélange confus et cette inversion du processus de construction du parti, tant idéologiquement qu'organisationnellement, se révèlent lorsque vous les critiquez sur le prétendu centralisme démocratique de leurs organisations. Toujours prompt à concéder son ignorance politique et théorique lorsqu'on l'y accule (puisque'il y voit la marque de son appartenance de classe), le maoïste n'admettra jamais que son organisation n'est pas centraliste démocratique. Pour lui, toute critique sur ce point est le signe d'un désaccord caché sur la ligne politique, car il ne peut comprendre que les problèmes d'organisation contiennent leur part spécifique de philosophie et de politique. En clamant que "tout est politique" il croit justifier l'extrême confusion qui règne dans sa tête, en particulier sur ces questions d'organisation. "Un pas en avant, deux pas en arrière" reste illisible pour notre homme !

L'ultracentralisme est invoqué au nom de la clandestinité. Alors que le mouvement dit marxiste-léniniste est né et s'est développé dans une période de paix sociale et politique, il a toujours prétexté la nécessité du secret le plus absolu. C'est en effet la voie privilégiée pour bâtir une organisation sans théorie révolutionnaire. Ainsi, le cloisonnement qui est la règle générale de nos organisations dites marxistes-léninistes, permet à quelques dirigeants de manoeuvrer en toute liberté, d'avoir réponse à tout, de justifier leur irresponsabilité, leur ignorance, leurs erreurs, leurs mensonges et leurs innombrables magouilles. Lénine remarquait déjà, pour le déplorer, que la clandestinité rend "au plus haut point difficile, presque impossible, de séparer les bavards des militants" (T. 6, p. 527). Chacun comprend qu'elle était aussi nécessaire sous le tsarisme qu'elle est superflue dans la France d'aujourd'hui. Aussi fallut-il en créer la nécessité de toute pièce, avec le mythe de la fascisation, que certains n'hésitent pas à colporter encore.

Quiconque est resté ne serait-ce qu'un court moment dans l'une ou l'autre de ces organisations a pu rencontrer ce type de bavard irresponsable qui, grâce au secret, se fait passer pour un militant révolutionnaire. Le secret permet à ces gens de geler complètement toute discussion, toute étude, toute éducation. Le bavard se déclare en général parfaitement incompetent pour traiter le problème qu'on lui pose. L'organisme compétent est toujours ailleurs, inaccessible, caché en vertu du secret.

Le bavard est secrètement investi d'un mandat secret, qu'on découvre peu à peu par la négative lorsqu'il égrène son chapelet de "je ne suis pas mandaté pour ceci, ni pour cela, etc.". Il se déclare parfaitement irresponsable. En effet : devant qui peut-il donc rendre des comptes ? Ni devant la base qui n'a aucun moyen de contrôler une activité par définition secrète, ni devant le sommet qui ne peut davantage exercer ce contrôle en vertu du cloisonnement et du secret. C'est pourquoi les organisations dites marxistes-léninistes sont découpées en wilayas, chaque dirigeant ayant son domaine, son appareil, ses militants, qui son imprimerie, qui son bulletin ou son journal, qui sa région, qui sa librairie, qui sa commission de ceci ou de cela, etc. — chaque chose étant faite, dans chacun, de ces secteurs, "au nom de l'organisation", "au nom du centre".

L'ultradémocratisme, l'aspect complémentaire, se traduit par une sorte de retour à la "démocratie primitive" qui sévissait à l'aube du mouvement ouvrier et qui — est si bien portée par la petite bourgeoisie en général aujourd'hui. Ce courant s'est épanoui dans sa fraction socialisante notamment grâce à la "révolution culturelle" chinoise : culte du "vécu" opposé au "pensé", etc. Toute spécialisation est bannie, chacun doit tout faire. Ce refus de toute division du travail, de toute professionnalisation du travail révolutionnaire, présenté comme exigence de démocratie, est en fait destiné à servir l'ultracentralisme, à empêcher que quiconque s'empare du marxisme. Ainsi le rejet de la théorie conduit les maoïstes à prétendre que la ligne politique est secrétée par les mécanismes de l'organisation. Ce culte de l'organisation a été justifié historiquement, comme nous l'avons déjà souligné, par l'affirmation que la démarcation idéologique avec le révisionnisme était achevée ; il ne restait qu'à créer la "démarcation concrète", et pour cela, l'organisation seule suffit.

Pour terminer sur l'analyse critique du mouvement maoïste français, il faut remarquer combien les tares idéologiques propres à la petite bourgeoisie "radicale" se retrouvent au coeur de tous les beaux discours et des belles actions de ce mouvement. Mais notre but n'est pas de nous complaire à ridiculiser le socialiste petit-bourgeois. Il est de mettre en évidence les traits idéologiques propres au mouvement socialiste petit-bourgeois en général, et au mouvement maoïste en particulier. Il est nécessaire de démystifier la figure et l'importance que le maoïsme français veut se donner en utilisant l'étiquette communiste. Cette analyse permet d'établir sa filiation avec l'opportunisme du mouvement communiste français. Nous allons maintenant considérer ces traits idéologiques en tant qu'ils ont causé la faiblesse du communisme français, en tant qu'ils jouèrent un rôle essentiel dans la dégénérescence du mouvement communiste de notre pays et qu'ils continuent d'entraver le développement du communisme. Par là nous touchons à la définition de l'axe du travail que doivent se fixer les communistes aujourd'hui.

II — L'AXE ACTUEL DU TRAVAIL COMMUNISTE

1) LA FAIBLESSE DU COMMUNISME FRANÇAIS ET LA DEGENERESCENCE REVISIONNISTE

De ce qui précède il ressort que le mouvement maoïste n'est effectivement qu'un épisode sombre mais extrêmement limité de l'opportunisme. Sombre parce qu'il correspond à une période de faiblesse extrême du communisme dans notre pays, encore sous le coup de la lente et complète dégénérescence révisionniste du PCF. Limité de par son incapacité petite-bourgeoise à entreprendre quoi que ce soit de décisif (y compris du point de vue du radicalisme petit-bourgeois) et de par l'étroitesse de sa sphère d'influence comparée à celle du révisionnisme moderne. Il va de soi par conséquent que cet épisode n'est qu'un contrecoup de la trahison révisionniste, elle-même rendue possible par cette faiblesse idéologique séculaire du communisme français. Avec le maoïsme français on assiste à une caricature de cette manière scolastique, éclectique, antidialectique, bref antiscientifique de se référer au marxisme-léninisme, voire à son rejet et au culte de son ignorance. Voyons maintenant ce qu'il en est du "modèle".

Si les causes de la faiblesse séculaire du communisme français sont d'ordre idéologique, si elles ne cessent de jouer tout au long de son histoire et l'ont donc empêché de s'édifier par soi-même à un niveau suffisant pour éviter de tomber sans cesse dans les hésitations, les incompréhensions, les erreurs ou les trahisons à l'égard de la révolution dans notre pays et dans les pays dominés par l'impérialisme français, ces causes à elles seules n'expliquent pas la dégénérescence complète et irréversible du mouvement communiste français. Ici interviennent également des facteurs historiques, objectifs et subjectifs, internes et externes, que l'absence de conceptions théoriques scientifiques correctes et profondes a favorisés au lieu justement d'en contrecarrer les effets. Nous ne prétendons pas ici en donner une analyse complète. L'étude historique précise reste à faire. Nous voulons donner simplement quelques éléments généraux.

Le facteur objectif essentiel est la situation de la classe ouvrière, sa scission objective provoquée par le système économique impérialiste dans les métropoles. Les communistes savent bien que l'impérialisme corrompt économiquement la couche supérieure de la classe ouvrière — l'aristocratie ouvrière — au moyen des surprofits réalisés par l'exploitation des peuples des pays dominés (colonies ou néo-colonies). Avec l'impérialisme, la base sociale du réformisme, de la politique ouvrière bourgeoise, change. Il ne s'agit plus de couches d'artisans ou d'ouvriers, extérieures à la grande industrie. Elle est constituée maintenant par cette aristocratie au sein même de la classe ouvrière de la grande industrie, qui se distingue nettement de la masse fondamentale, non corrompue économiquement, le prolétariat. (Engels analyse ce phénomène en Angleterre dès la seconde moitié du XIX^e siècle, cette situation étant due au monopole industrielle anglais durant cette époque.) La corruption économique entraîne la corruption idéologique, politique, sociale, etc. L'opportunisme, le nouveau réformisme qui se réclame du communisme, naît de cette situation. Il s'appuie sur cette couche et en représente l'expression politique. En se développant sur une base ouvrière nouvelle, il revêt du coup les apparences de l'idéologie et de la politique prolétariennes, du communisme, le dénaturant dans un sens bourgeois. Il abandonne ses principes, les trahit en utilisant la phraséologie communiste de manière opportuniste, sans égard à sa signification et à ses implications révolutionnaires.

En dévoyant donc le mouvement communiste de l'intérieur, il cherche à imposer son hégémonie bourgeoise sur l'ensemble du mouvement ouvrier en grande partie gagné au communisme ou sous son influence. Cette attitude le distingue du réformisme ancien qui s'opposait de front et de l'extérieur au communisme.

Le reflet subjectif de cette situation prend de multiples formes liées aux circonstances historiques et aux traditions du mouvement ouvrier dans les différents pays: c'est aussi bien le révisionnisme de Bernstein que les variantes récentes du révisionnisme moderne, telle que l'eurocommunisme. Leur expression politique consiste dans le social-chauvinisme, le social-pacifisme, le social-impérialisme, etc., bref dans la défense des intérêts de la bourgeoisie impérialiste et du système impérialiste dans son ensemble et sur tous les plans au nom du socialisme et du communisme.

Pour envisager le travail dans la classe ouvrière, les communistes doivent prendre en compte cette scission. De même que l'opportunisme s'appuie sur l'aristocratie ouvrière pour imposer son hégémonie au mouvement ouvrier dans son ensemble (au moyen également d'importants renforts petits-bourgeois et bourgeois), de même les communistes doivent orienter leur travail vers la masse fondamentale de la classe ouvrière, permettre sa prise de conscience en l'éduquant selon les principes communistes, selon la stratégie et la tactique qui découlent de leur application concrète à la situation concrète de notre pays. Ainsi, c'est sur la base de la scission objective de la classe ouvrière que s'élève nécessairement la lutte entre marxisme-léninisme et opportunisme (révisionnisme).

A cet égard, il est caractéristique de constater que tous les pseudo communistes (maoïstes et autres) nient cette scission objective ou s'ils la reconnaissent du bout des lèvres, n'en tirent aucune conclusion. Ils exhortent à l'unité de la classe ouvrière ("à la base et dans l'action") sans considérer que sa division a des bases objectives et n'est pas seulement le résultat de l'éparpillement géographique ou d'une habile tactique de propagande de la bourgeoisie et de ses agents ouverts. Un tel aveuglement, volontaire ou simulé, revient à encourager la tactique de l'aristocratie ouvrière et de son appareil politique et syndical, visant à établir son hégémonie bourgeoise sur le mouvement ouvrier au nom de l'unité de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la subordination des luttes du prolétariat aux intérêts des aristocrates ouvriers, de la petite bourgeoisie et de fractions bourgeoises. Ce genre d'unité doit être combattu par les prolétaires qui doivent imposer leur propre hégémonie, idéologique, politique, organisationnelle, sur l'ensemble du mouvement ouvrier. Les discours maoïstes sur les "masses", entre autres, tendent à dissoudre le prolétariat dans la classe ouvrière, celle-ci dans les salariés, les salariés dans le peuple qui comprend aussi les petits patrons, etc. Il ne s'agit en fin de compte que d'une version confuse et ancrée dans l'instinct petit-bourgeois des théories révisionnistes et bourgeoises, qui visent à nier l'existence même du prolétariat. C'est la manière la plus radicale d'empêcher à tout prix qu'il prenne conscience de son identité et par conséquent de sa mission historique révolutionnaire, que de le liquider en théorie !

Pour prendre un contenu concret, ces considérations sur la situation objective de la classe ouvrière dans les métropoles impérialistes doivent être prolongées par une analyse concrète de la situation de la classe ouvrière française d'aujourd'hui, de sa structure interne déterminée, de ses diverses composantes, de leur attitude réciproque, etc. Sans quoi ces notions de prolétariat, masse fondamentale, aristocratie ouvrière, restent des "universels abstraits" sans contenu précis actuel. Le prolétariat français n'a pas la même figure aujourd'hui qu'au XIX^e siècle, en 1979 qu'en 1919 ou en 1949, etc. Il s'agit donc bien, comme nous le développerons plus loin, de connaître précisément la figure actuelle du prolétariat français, ainsi que celle des autres couches et classes de la société française.

Un autre aspect qu'il importe de déterminer dans la dégénérescence du mouvement communiste français, c'est le rôle du facteur, international. Dès sa naissance, le mouvement communiste se développe au niveau international et applique l'internationalisme. Il a toujours possédé, aux moments forts de son histoire, une direction au niveau international et un détachement avancé. Aussi est-il possible de pratiquer l'amalgame et d'attribuer à tort à l'ensemble les erreurs ou les trahisons de quelques uns, ou encore, étant donnée la collaboration étroite des différents détachements du mouvement communiste, d'en rendre responsable l'ensemble, voire même la doctrine communiste. Cet amalgame s'opère sur la base d'aucune analyse sérieuse des conditions de la lutte idéologique et politique. Pour la bourgeoisie, la simple référence au communisme suffit à caractériser qui est ou n'est pas communiste.

L'orientation du mouvement communiste, sa direction et son organisation internationales suffisent également à le considérer comme "la main de l'étranger", pour feindre de croire qu'il n'a aucune base nationale. Sous une forme différente, le raisonnement des pseudo communistes qui se réclament de Staline et du mouvement communiste international authentique s'apparente aux grossières mystifications bourgeoises car il est tout à fait incapable de défendre l'héritage de Staline et du mouvement communiste international et de réfuter les calomnies de la bourgeoisie, dans la mesure où il nie le rôle des facteurs internes et leur spécificité suivant les pays.

Ces gens, en effet, ont tendance à ne considérer que l'aspect international, et cela de manière imprécise et nébuleuse. Selon eux, le PCF n'a dégénéré qu'en 1956 sous l'influence du révisionnisme khrouchtchévien. Auparavant il ne se serait agi que d'erreurs dans l'application de la ligne marxiste-léniniste, provenant de

"déviation", "sous-estimations", etc. Mais sur les sources de ces déviations et sous-estimations, on reste muet. Sous prétexte de défendre l'héritage du mouvement communiste international, on se refuse à comprendre les erreurs du mouvement communiste français et à les caractériser d'après leurs causes et non simplement leurs effets. Mettre en cause ou critiquer le PCF semble, selon eux, mettre en cause ou critiquer le mouvement communiste dans son ensemble, l'Internationale, etc. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en amalgamant la pensée et l'activité de Staline avec les faits et gestes d'un Thorez, entre autres, il s'agit là d'une manière bien thorzienne de "défendre" Staline.

En fait, le révisionnisme khrouchtchévien ne saurait expliquer miraculeusement l'apparition du révisionnisme dans tous les pays où il a vaincu. Indiscutablement, c'est Khrouchtchev qui a percé la digue qui contenait le raz de marée révisionniste, en abattant le bastion et le centre du socialisme dans le monde, mais le révisionnisme khrouchtchévien ne fut ni le premier ni le seul courant révisionniste ou la seule tendance révisionniste de l'époque (Tito, Browder, ouvertement, Thorez, Togliatti, Khrouchtchev, etc., en coulisses).

Ces faits rappelés sommairement confirment qu'il existe des causes internes au mouvement communiste français, qui expliquent et déterminent le développement, interdépendant mais parallèle aux autres courants du révisionnisme moderne, d'un courant révisionniste adapté à la situation française, ayant pour cadre et origine cette situation spécifique de l'après-guerre et plus généralement l'histoire spécifique du mouvement ouvrier et communiste français. Ces causes ont trait aux facteurs objectifs que nous avons évoqués et aux conditions historiques déterminées provenant du développement du système impérialiste. Coupée de la considération de ces conditions, l'analyse du mouvement communiste français demeure une historiographie pieuse.

Le PCF est né dans le feu de la Révolution d'Octobre, en liaison étroite avec l'activité que déploya très tôt l'Internationale. La direction qu'a maintenue l'Internationale sur le PCF a eu pour but de faire évoluer ce parti vers le communisme, de le faire rompre avec la social-démocratie autrement qu'en parole. Elle rectifia à maintes occasions les erreurs politiques grossières des dirigeants français qui, étant donnée l'absence de bases théoriques du communisme français, semblaient naviguer à l'aveuglette. Elle préconisa la réorganisation de son activité. C'est pourquoi le PCF put conquérir une influence solide dans la classe ouvrière française et imposer sa marque sur le mouvement ouvrier en combattant les grands courants anti-marxistes en son sein.

Pourtant si l'on examine l'histoire du PCF sous l'angle idéologique, si l'on cherche à apprécier le niveau d'assimilation et d'application du marxisme-léninisme par les communistes français eux-mêmes, il apparaît que celui-ci fut très faible. L'Internationale ne pouvait se substituer aux dirigeants et aux partis eux-mêmes, elle ne pouvait produire spontanément des dirigeants expérimentés non seulement dans le domaine de l'organisation, de la propagande et de l'agitation, mais aussi et surtout au plan de l'assimilation théorique du marxisme-léninisme et de son application concrète. Ce n'est pourtant que sur la base d'une telle assimilation et mise en oeuvre scientifique que peut s'édifier idéologiquement un mouvement communiste inaltérable qui, trempé dans le feu de la lutte, ne risque pas de s'effrayer, de s'orienter dans une direction erronée, de céder à la pression corruptrice impérialiste, de dégénérer, quels que soient les revers ou les succès temporaires qu'il peut enregistrer.

Il apparaît justement que le mouvement communiste français n'a pas su surmonter cette faiblesse idéologique. Le communisme français n'a pas battu l'opportunisme dans notre pays, ni à la création du PCF, ni dans la suite. Il n'a jamais vraiment rompu avec lui. L'opportunisme, en repli du fait de la direction qu'exerçait l'Internationale Communiste, n'a cessé pourtant de couvrir sous la cendre au sein même du mouvement communiste, investissant le PCF à sa fondation, apparaissant par la suite sous la poussée des événements à tous les niveaux, à toutes les époques, parfois sur une vaste échelle. C'est que l'opportunisme reprend de longues et anciennes traditions du mouvement socialiste et ouvrier français, qui nécessitent d'être liquidées sur tous les plans et d'abord au plan idéologique. Le fait que la complète dégénérescence révisionniste du PCF n'ait vu dans le même temps l'édification d'un mouvement communiste authentique en réaction contre elle, prouve la force séculaire de l'opportunisme dans notre pays et, a contrario, la faiblesse du communisme français. Les mérites que se sont acquis les communistes français par leur rôle dans le mouvement ouvrier ne doivent pas cacher les limites du mouvement communiste français, en tant que parti ayant pour objectif la révolution sociale du prolétariat, l'instauration de sa dictature et l'édification socialiste. L'influence du PCF sur le mouvement ouvrier, avant sa complète dégénérescence révisionniste, ne doit pas dissimuler son incapacité à faire face aux exigences révolutionnaires et en tout premier lieu dans la prise de conscience et l'analyse concrète de ces exigences elles-mêmes, indépendamment de la mise en oeuvre de leurs solutions pratiques. Ainsi les questions théoriques générales de la révolution en France et les moyens de la préparer n'ont jamais été abordés de front, aux niveaux idéologique, politique, organisationnel, militaire, etc. Cette incapacité à élaborer une stratégie révolutionnaire, une pensée révolutionnaire, constitue justement la faiblesse idéologique du communisme français, faiblesse qui conditionne tout le reste dans la mesure où la pensée guide l'action et où, par conséquent, l'absence d'une pensée révolutionnaire scientifique approfondie mène inéluctablement à l'échec de l'action révolutionnaire ou à son dévoiement révisionniste. Ces conséquences sont particulièrement visibles aux moments cruciaux de l'histoire de notre pays, lorsque la situation relativement calme fait place à la tempête, par exemple la guerre en 1939.

Ces considérations permettent de mesurer l'incapacité à saisir les racines idéologiques de la faiblesse du communisme français dont font preuve ceux de nos maoïstes dissimulés (les "têtes froides") qui admettent pourtant l'opportuniste congénital du PCMLF et envisagent sous un oeil critique l'histoire du mouvement communiste français. C'est que ces gens cantonnent leur critique à l'aspect politique et dévoilent à travers celle-ci leur propre conception étroite (dogmatique) du marxisme-léninisme — et souvent ils ignorent le dogme ! Le fin mot de leur "explication" des erreurs et de la dégénérescence du PCF est "déviation". Ils font accroire qu'il ne s'agit dans cette affaire que d'opposer une ligne politique juste à une ligne politique erronée, un redressement à une déviation. Leur critique du PCF se veut par là génératrice de la ligne politique actuelle des communistes, de même qu'une critique similaire des autres groupes maoïstes passés et présents concourrait, elle aussi, à une telle élaboration de la "ligne juste". En fait, premièrement, ce type d'"explication" n'explique rien. Il a un caractère purement tautologique. Dire qu'une erreur ou une trahison opérée au nom du marxisme-léninisme constitue une déviation du marxisme-léninisme n'est qu'une dénonciation mais en aucune manière une explication des causes de cette erreur ou déviation, comme on voudra. Deuxièmement, on laisse croire que cette critique se situerait à l'intérieur du marxisme-léninisme puisqu'il s'agit d'opposer des références (dogmatiques ou historiques) — pour mettre en évidence la déviation en question — à d'autres références — celles dont les déviationnistes se couvrent pour opérer leur forfait. Figée dans la référence morte, une telle critique se place d'emblée et d'elle-même sur le terrain de l'opportuniste, dont le ressort justement est constitué par la référence sophistique à la doctrine marxiste-léniniste. A une référence truquée on prétend simplement opposer une référence "authentique".

Cette incapacité à remonter aux racines idéologiques des déviations révisionnistes, à en caractériser la nature et à en constater la permanence, est dissimulée par le prétendu résultat positif auquel cette "critique" conduit: la cause dernière du révisionnisme serait le chauvinisme. On présente donc ce qui est une manifestation politique de l'opportuniste comme sa cause effective. Tout en restant dans les nébuleuses de cette "ligne politique" qu'on pourrait définir à coups de références certifiées authentiques à la doctrine marxiste-léniniste, on prêche l'anti-chauvinisme pour exorciser le démon de l'opportuniste et on pourchasse toute terminologie marxiste-léniniste qui peut contenir perniciosement les germes du chauvinisme, afin de couper court aux déviations qui naîtraient de l'utilisation inconsiderée de cette terminologie. Cette manière de mener la "lutte théorique" en sondant le pouvoir magique des mots, en rayant du dictionnaire certains d'entre eux et en interdisant leur emploi — même si ces termes font partie intégrante de la doctrine marxiste-léniniste — montre le plat subjectivisme qui anime cette lutte d'"idées". L'analyse du discours à la lumière des dogmes où se confinent ces pâles critiques littéraires remplace l'analyse des faits, leur théorisation scientifique et la lutte contre les "théories" révisionnistes et bourgeoises sur cette seule base vraiment théorique.

Pour terminer, soulignons à nouveau que les considérations générales qui précèdent et qui tendent à situer les différents facteurs concourant à la dégénérescence révisionniste du mouvement communiste français en montrant qu'ils ont pour arrière-plan commun la faiblesse idéologique du communisme français, demandent à être développées par une étude à la fois historique, politique et sociale. Celles-ci ne constituent donc qu'un point de départ pour une critique ultérieure, plus élaborée, que nous devons mener pour comprendre avec précision les racines de l'état actuel du communisme dans notre pays.

2) CONSIDERER LE MARXISME-LENINISME COMME UNE SCIENCE

On a déjà souligné que le rejet maoïste de la théorie s'est d'abord développé sous la forme maquillée de la référence au marxisme-léninisme durant la pseudo lutte idéologique antirévionniste, pour ensuite apparaître à visage découvert comme rejet pur et simple de la lettre même du marxisme-léninisme. Cependant l'utilisation éclectique, sophistique, dogmatique, "référente", du marxisme-léninisme constitue déjà l'essence de son rejet en tant que science. Nous avons déjà évoqué cet aspect idéologique propre à l'opportuniste, qu'il soit révisionniste, trotskyste ou maoïste. Mais pour combattre ces conceptions antiscientifiques, il ne suffit pas de les dénoncer, il faut en dévoiler les ressorts idéologiques. Il faut saisir par là également la nature des exigences scientifiques du marxisme-léninisme.

Si l'on envisage de ce point de vue le maoïsme français, on voit qu'il conjugue l'éclectisme dans la référence (la sophistique) avec le plus profond obscurantisme, autrement dit le subjectivisme.

Formellement, l'éclectique, en tant qu'il se réfère à la doctrine marxiste-léniniste pour colorer ses arguments antimarxistes et ses analyses bourgeoises, admet le rôle de la théorie. Il argumente sur des faits et justifie ses interprétations en utilisant le parallèle historique afin de montrer son orthodoxie marxiste. Il est donc plus perniciosus à cet égard que le grossier maoïste qui ne sait que railler "l'intellectuel" comme s'il était le symbole vivant de l'absurdité et de la nocivité de toute prétention théorique. Les communistes sont convaincus qu'une telle attitude en cette époque de débandade théorique équivaut à clamer à la vue d'un cortège funèbre : "Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter." (Lénine, Que faire?) On pourrait ne reprocher au maoïste que sa méconnaissance, sa mauvaise application du marxisme : son éclectisme. Laissons l'honnêteté de côté dans cette discussion. En fait, il faut se rendre compte qu'à travers cette non-application ou plutôt cette ignorance se

manifeste le rejet et de la science marxiste-léniniste et du point de vue philosophique qui anime son application vivante. Le maoïste n'est pas un savant ou un théoricien qui se trompe, c'est un ignorant qui, par sa manière de se référer à la science et à la théorie, nie la science et rejette toute théorie. Son ignorance ne fait que cacher son obscurantisme. C'est pourquoi l'éclectisme ne suffit pas à caractériser sa position.

Du point de vue des principes, lorsqu'on considère le marxisme comme science, il faut distinguer deux aspects. D'une part, le problème de la méthode scientifique que le marxisme met en oeuvre et sans laquelle son application théorique et pratique n'est qu'un leurre, à savoir l'analyse concrète d'une situation concrète. D'autre part, le problème de la conception du monde matérialiste dialectique (la conception de la nature, de l'histoire et de la pensée) qui situe la méthode dans son cadre idéologique, philosophique. La réfutation de l'éclectisme touche au plan de la méthode, celle du subjectivisme au plan de la conception du monde. Une fois cette distinction établie, il faut considérer également le rapport entre les principes philosophiques et leur expression méthodologique, car il est évident que quiconque n'applique pas la méthode, rejette plus ou moins explicitement la conception du monde qui lui est inhérente. Voyons ces deux plans en ce qui concerne plus particulièrement le maoïsme.

L'éclectisme consiste dans la falsification de l'analyse d'une situation, d'un problème, par la mise en avant unilatérale d'aspects déterminés, par leur isolement de leur contexte et des rapports qu'ils entretiennent avec l'ensemble, afin de substituer aux rapports concrets, au moteur réel de la situation, des rapports et un sens mystifiés. Le meilleur exemple d'un tel éclectisme aujourd'hui, en France, est donné par les théoriciens "eurocommunistes". Nous y reviendrons plus en détail en étudiant la lutte théorique que les communistes doivent mener contre eux. On voit déjà que l'éclectisme conjugue à la fois l'analyse des faits (il ne rejette donc pas l'analyse, la théorie en tant que telle) et un point de vue méthodologique erroné, bref un certain matérialisme avec un certain idéalisme. Son analyse est abstraite, ne rend pas compte scientifiquement de la réalité. En outre, l'éclectisme se couvre de références aux analyses des classiques du marxisme-léninisme de manière sophistiquée, c'est-à-dire isole certaines thèses de leur contexte historique et théorique; il vise ainsi à utiliser la lettre du marxisme contre l'esprit scientifique marxiste en action» L'éclectisme des maoïstes français se limite quant à lui à cette utilisation purement référante sans rien analyser sur la base des faits. Ils n'ont aucune prétention à analyser quoi que ce soit et s'en déclarent incapables. Leur éclectisme n'est dans leur cas que l'ombre de leur obscurantisme, leur manière d'exhiber "de la théorie" pour rejeter en fait la méthode elle-même et au-delà l'analyse, la théorie tout court.

En passant remarquons que si certains de nos maoïstes attribuent cette incapacité à la faiblesse de "l'organisation" — qui se voit de la sorte investie des causes de la faiblesse (réelle) et des mérites de la force (potentielle) — d'autres ont adopté un stratagème qui vise au même but mais au moyen d'un détour intellectuel dont le lecteur appréciera la subtilité. Les premiers ont rejeté l'analyse concrète à l'horizon d'un certain stade de développement de l'organisation; pour eux, la question n'est pas à l'ordre du jour. Les seconds, au contraire, butant sur cette chose inconfortable, sur ce mal nécessaire, peut-on dire, avec la finesse manoeuvrière qu'on leur connaît, ont pensé tourner la difficulté en décrétant cette analyse déjà faite ! Cette savante astuce a donné lieu de leur part à un grand travail théorique: ils ont dare-dare assemblé bout à bout la totalité des slogans et lieux communs sécrétés par 15 ans de maoïsme, ont baptisé l'ensemble "programme", et considéré que personne ne pouvait plus dès lors échapper à la priorité que dicterait selon eux le seul fait d'avoir entre les mains ce "programme", à savoir son application, autrement dit la question de l'organisation !! Ces maoïstes agissent comme si, pour soigner la surdité, il suffisait de faire du bruit, encore et toujours plus de bruit !

Les communistes savent que cette incapacité à analyser la réalité provient de l'idéologie du maoïsme français, de l'idéologie du petit bourgeois socialisant, profondément antimatérialiste avec son pragmatisme de boutiquier, profondément obscurantiste et calotin avec sa vision du monde étriquée et peuplée de miracles. Un de ces miracles qui aurait pu garder son lustre s'il s'était contenté de figurer dans les Evangiles du maoïsme, ne peut plus faire recette depuis que la supercherie a été révélée avec l'aventure du PCMLF entre autres, ce miracle, c'est le miracle de l'organisation, sous la forme du prétendu parti ou du prétendu front uni.

Considérer le marxisme-léninisme comme science, c'est donc recourir à l'analyse concrète de la situation concrète, c'est substituer aux préjugés petits-bourgeois ou bourgeois, l'analyse scientifique des faits de la réalité concrète. Mais pour mettre en oeuvre cette méthode, il est nécessaire d'en voir la nature et la nécessité. Il est donc impératif d'embrasser la conception du monde matérialiste dialectique. La méthode scientifique marxiste-léniniste n'est pas née d'un empirisme vulgaire. Elle est fondée sur les principes philosophiques matérialistes dialectiques, sur la vision d'ensemble des rapports entre l'être (naturel, historique) et la pensée (la conscience). Rejeter la méthode scientifique, c'est donc rejeter ces principes philosophiques. Falsifier cette méthode, c'est falsifier ces principes. Voilà bien la source de l'obscurantisme du petit bourgeois socialisant. C'est dans la négation de ces principes que se trouve l'origine de tout subjectivisme.

Le subjectivisme peut être plus ou moins élaboré, plus ou moins caricatural. Il peut s'armer au moyen d'une rhétorique philosophique ou s'exprimer crûment comme chez notre maoïste. Il peut se teinter de matérialisme (l'agnosticisme kantien) ou s'avouer franchement idéaliste (à la manière d'un Berkeley), il peut se piquer de science ou se montrer l'ardent défenseur de l'obscurantisme religieux. A travers ces multiples visages, le subjectivisme n'en garde pas moins les mêmes principes philosophiques, les mêmes principes gnoseologiques en particulier — c'est-à-dire la même théorie de la connaissance ou plutôt de l'impossibilité de la connaissance objective. Le lecteur pourra s'étonner de voir figurer ici ces quelques considérations. Il est bien évident que Kant et Jurquet, c'est deux dimensions incomparables ! Néanmoins il faut comprendre l'origine de cette sainte horreur du maoïste pour la théorie, c'est-à-dire pour la connaissance objective. Et c'est bien à ce niveau qu'il faut la rechercher. Notre "révolutionnaire" est profondément convaincu que la réalité sociale est inconnaisable. Sa vision du monde petite-bourgeoise le conduit donc à mépriser et à railler tout effort visant à cette connaissance et à ignorer complètement le rôle de la théorie révolutionnaire pour l'action révolutionnaire.

Voyons un peu le subjectivisme de notre maoïste. On peut comparer son obscurantisme à celui du brave professeur encroûté dans sa vie mesquine. De même que notre professeur, qui rêve peut-être, dans le secret de sa conscience, de la cité platonicienne idéale, ne peut sortir de ses préjugés petits-bourgeois et ne rien changer au monde, de même, tout radical qu'il se définit, notre socialiste petit-bourgeois reste enfermé dans ses préjugés de petit bourgeois radical et ne peut pareillement rien changer au monde, même si l'image confuse de sa cité platonicienne se nourrit de vues de barricades et de foules en émoi. Tout l'effort de ce dernier consiste à faire correspondre la réalité à ses préjugés et à ses pieux sentiments qu'il fait passer pour des "principes marxistes-léninistes". S'il veut passer à l'action, il pense que la seule volonté à changer le monde suffira... à condition qu'elle investisse aussi les "masses". Son volontarisme chasse donc l'analyse scientifique et l'action révolutionnaire qu'elle détermine. Comme le dit Wang Kin-Hsi ("L'homme de fer"), si les conditions de la révolution n'existent pas, "je les crée" ! Le subjectivisme vulgaire qui se manifeste dans ce volontarisme conduit tout droit aux bondieuseries païennes, aux miracles des révolutions qui défient les lois de l'histoire, aux superstitions vertueuses sur le rôle de la morale et de la justice dans le développement historique, aux âneries de Jurquet sur la "révolutionnarisation de l'individu" de mai 68, à la stratégie (!) du "tous ensemble et en même temps", nouvelle version de "l'union des hommes de bonne volonté", etc. Au lieu de déterminer sa conscience politique, de formuler la théorie de la révolution, à partir de l'analyse de l'être de la société, de son passé et de son devenir, le maoïste-subjectiviste-obscurantiste va clamer ses bons sentiments "révolutionnaires" en espérant que la société voudra bien suivre cette voie profondément morale et juste. Il couvre son inefficacité pratique du sceau de son optimisme béat, de son fatalisme de la révolution, qu'il veut faire passer pour du matérialisme historique.

Si l'on rejette la conception matérialiste qui montre le caractère déterminant des facteurs matériels dans le développement historique, si l'on rejette la théorie du reflet qui dévoile la nature des facteurs subjectifs et le rôle de la théorie, il est tout à fait logique de ne pas s'intéresser à l'étude de ces facteurs matériels et subjectifs, de conclure à l'inutilité ou à l'impossibilité de connaître scientifiquement la société pour la révolutionner. Le subjectivisme, dans la mesure où il théorise sa conception du monde et lui donne une certaine tournure matérialiste (puisqu'il peut admettre quand même l'existence de la réalité sociale et historique — qui échappe à sa compréhension) aboutit à l'agnosticisme. Les maoïstes français ne sont pas allés jusqu'à le formuler philosophiquement car ils sont bien incapables de théoriser leurs tares idéologiques. Ils s'en tiennent pourtant aux positions de l'agnosticisme en décrétant sous divers prétextes imaginaires que l'analyse concrète est impossible chez nous.

Or, il est indispensable de se placer au point de vue du matérialisme dialectique et historique pour comprendre la nécessité de recourir à un travail scientifique dans la détermination de la stratégie et la tactique révolutionnaires. Ceci découle de la logique même de la connaissance et de l'histoire de l'élaboration du communisme scientifique. La théorie matérialiste de la connaissance enseigne que c'est l'être qui est premier sur la pensée, que celle-ci ne constitue que le reflet de l'être dans le cerveau des hommes. S'élever à la compréhension théorique de l'être pour agir pratiquement sur lui, telle est la position philosophique révolutionnaire du marxisme-léninisme. Si l'on s'imagine que la pensée n'a pas besoin de se déterminer et de s'aiguiser au contact de la réalité, si l'on s'imagine que le bon sentiment suffit à faire plier la réalité sous son commandement, il est alors évident que la connaissance objective de la réalité ne présente aucun intérêt, demeure un non-sens, une absurdité, un détour par rapport à l'action directe, un retard et un obstacle. L'exhortation suffit amplement à alimenter la sentimentalité qui n'a même pas idée de ce que peut bien être cette prétention de la pensée à refléter objectivement le mouvement réel. Le sentiment se dresse alors contre la pensée, le prêchi-prêcha activiste contre la théorie révolutionnaire, le spontanéisme contre la stratégie et la tactique. Pour justifier cet abaissement de la théorie révolutionnaire au bon sentiment, on fait croire que l'instinct de classe équivaut au point de vue de classe. On fait croire que la doctrine de la révolution prolétarienne est née spontanément du mouvement ouvrier, en dehors de tout travail théorique, de la même façon que sur la base de son seul instinct de classe l'ouvrier embrasserait spontanément le communisme. Lénine n'a cessé de réfuter cette opinion qui a cours encore de nos jours :

"Leur 'intérêt de classe' conduit les prolétaires à s'unir, à lutter contre le capitalisme, à réfléchir aux conditions de leur libération. Leur 'intérêt de classe' les rend réceptif au socialisme. Mais le socialisme, étant l'idéologie de la lutte de classe du prolétariat, est soumis aux conditions communes, au développement et à la consolidation de toute idéologie, c'est-à-dire qu'il est fondé sur tout le patrimoine de la connaissance humaine, qu'il suppose un haut développement de la science, qu'il exige un travail scientifique, etc., etc. Dans la lutte de classe du prolétariat, qui se développe spontanément sur le terrain des rapports capitalistes, le socialisme est introduit par les idéologues." (Lénine, Oeuvres, T. 6, pp. 164-165).

C'est une logique semblable à celle du processus de la connaissance qui se manifeste dans l'élaboration du socialisme scientifique par Marx et Engels. Nous consacrerons un travail à ce sujet dans un prochain numéro. Soulignons-en l'idée générale: avant de recourir à l'analyse scientifique des lois économiques de la production capitaliste, Marx a formulé la conception matérialiste dialectique du monde, cette conception étant la condition de son travail scientifique proprement dit. Il est évident en effet que pour analyser scientifiquement la réalité économique, il faut avoir en vue son rôle par rapport à l'ensemble des facteurs historiques et sociaux, objectifs et subjectifs. La formulation du point de vue matérialiste (dialectique et historique) a donc logiquement précédé l'étude scientifique concrète des lois économiques capitalistes. C'est ce que Marx explique très clairement et que n'ont cessé de nier les idéologues bourgeois et révisionnistes en prétendant que le marxisme n'est qu'une doctrine économique (à la rigueur historique ou sociologique) et ne possède pas de philosophie. Le révisionniste Althusser par exemple a pensé avec un certain à-propos (dans ce contexte bourgeois) combler ce "vide philosophique" en devenant le philosophe qu'il manquerait selon lui au marxisme, en formulant le "non-dit du discours" de Marx, ses présupposés philosophiques. La thèse d'Althusser, que nous nous réservons de réfuter ultérieurement, vise à couper la méthode marxiste (particulièrement en oeuvre dans les écrits économiques de Marx) de ses fondements philosophiques, à falsifier les conceptions philosophiques du marxisme en les coupant de leurs liens avec les philosophies des philosophes (Hegel en particulier) et à empêcher ainsi qu'elles inspirent la mise en oeuvre de l'analyse concrète aujourd'hui.

On retrouve de même cette logique dans le processus de pénétration du marxisme en Russie puis de l'élaboration du léninisme, ainsi que dans le souci constant de Lénine d'éduquer les communistes dans l'esprit du matérialisme dialectique et historique, en toute occasion, quelle que soit la nature des questions abordées, qu'il s'agisse de philosophie bien sûr mais aussi de stratégie et de tactique, d'organisation, d'économie, d'analyse concrète d'une situation précise, etc. Lénine n'a cessé d'enseigner qu'il était du devoir des chefs socialistes de traiter le socialisme comme une science, rappelant toujours comment Marx et Engels traitaient scientifiquement les problèmes, soulignant le caractère matérialiste et dialectique de leur démarche. Lénine reconnaît ainsi une grande importance aux écrits philosophiques de Plékhanov, en tant qu'ils ont contribué à propager la conception matérialiste du monde dans les milieux socialistes russes. Lénine n'a cessé de dénoncer les perversions de la science marxiste, dévoilant les ressorts de l'éclectisme, de la sophistique, de l'idéalisme subjectiviste, du dogmatisme, tant dans la social-démocratie russe qu'occidentale. Le souci de Lénine de préserver les principes idéologiques, philosophiques et gnoséologiques de la science marxiste et d'éduquer les communistes dans leur esprit se manifeste dans toute son oeuvre. Si l'on compare son attitude à celle des marxistes français de l'époque, le fossé creève les yeux. Le communisme français reste embourbé dans le socialisme petit-bourgeois et les idées bourgeoises de la Révolution française. On comprend d'ailleurs que l'introduction du léninisme, dans les années vingt, se faisant sur la base d'une telle confusion idéologique, d'une telle ignorance du marxisme, n'a pu redresser la situation mais n'a fait que la dissimuler. Or nous vivons aujourd'hui encore sur le prolongement de cette situation, aggravée par le révisionnisme moderne. Considérer le marxisme-léninisme comme une science consiste donc à s'approprier la conception matérialiste dialectique du monde et à mettre en oeuvre la méthode scientifique de l'analyse concrète. Ces deux aspects sont liés car ce n'est qu'en progressant sur la voie de l'analyse concrète de la réalité actuelle que les communistes saisiront dans toute leur profondeur les principes du matérialisme dialectique. Leur étude et leur défense pour eux-mêmes constituent une part également de l'appropriation de l'héritage théorique marxiste-léniniste à laquelle les communistes français doivent travailler.

3) LUTTE THEORIQUE, ANALYSE CONCRETE, STRATEGIE ET TACTIQUE

Que recouvre cette exigence de travail scientifique dont parle Lénine dans l'extrait cité plus haut ? A notre sens, ce travail se conjugue dans l'analyse concrète, la lutte théorique et la définition de la stratégie et de la tactique révolutionnaires. Pour faire table rase de l'opportunisme, il faut dans un premier temps mener une lutte théorique et politique contre lui. Les théories révisionnistes servent à maintenir le prolétariat de notre pays sous la coupe de l'idéologie bourgeoise, à empêcher sa prise de conscience révolutionnaire et par conséquent son action révolutionnaire. Ceux qui veulent éduquer le prolétariat dans le communisme resteront pour une bonne part sous l'influence de ces théories s'ils ne les réfutent pas. La lutte théorique contre le révisionnisme (sur le plan économique, politique, idéologique, philosophique, etc.) ainsi que contre les théories bourgeoises est donc un objectif du travail des communistes aujourd'hui. C'est contre ses ennemis que le communisme pénétrera dans notre pays.

Ce point de vue n'est pas nouveau pourrait nous objecter les maoïstes. Nous-mêmes, poursuivront-ils, lançons de vigoureuses attaques contre les Marchais et C^{ie}. Nous ne cessons de les dénoncer. Nous combattons le révisionnisme. On ne reviendra pas à nouveau sur cette petite industrie littéraire de la référence qu'on fait passer pour du travail théorique scientifique, pour de la lutte "idéologique". Quinze années de maoïsme ont montré sur quoi reposait cette prétendue lutte. Mais il faut remarquer qu'elle devient de plus en plus difficile à justifier pour nos amateurs de citations. Les révisionnistes modernes, les eurocommunistes du moins, cherchent de moins en moins à se référer à la doctrine marxiste-léniniste. Sur ce plan de la référence, ils déclarent donc forfait ! Ainsi ils abandonnent les derniers vestiges des oriflammes "marxistes-léninistes" dont ils se paraient jusqu'à présent. Le XXIII^e Congrès du PCF a vu la disparition de la notion de marxisme-léninisme, pour désigner la doctrine sur laquelle les révisionnistes sont censés se guider, au profit de l'expression : socialisme scientifique. Selon eux, en effet, le marxisme date du XIX^e siècle et ce trouve donc périmé, et le léninisme... c'est pas français !! Ne discutons pas ces "arguments" mais considérons la manière avec laquelle les révisionnistes ne cessent pourtant de théoriser le révisionnisme. On peut rejeter le marxisme-léninisme, l'avoir fait depuis un millénaire sans toutefois cesser un seul instant de mettre en théorie la voie révisionniste. Pour les révisionnistes, le rejet de la doctrine marxiste-léniniste ne signifie pas le rejet de la théorie en général. C'est un point qui les différencie fondamentalement des curés maoïstes.

Pour trahir le marxisme-léninisme, les révisionnistes s'appuient toujours sur des faits prétendument nouveaux, caractéristiques, etc., qui conduiraient par une nécessité "objective" (et en "théoricien, matérialiste", le révisionniste se plie à cette "nécessité objective" !) à adopter un point de vue nouveau, à réviser leur attitude antérieure (car en "dialecticien", le révisionniste est l'ennemi de toute fixation "métaphysique" !). Ces poses de jésuites qu'adoptent les théoriciens révisionnistes, en faisant sans peine la pige à tous les maoïstes qui sont émerveillés et n'en peuvent mais, cachent en fait la révision, le reniement et l'abandon des principes fondamentaux de la doctrine marxiste-léniniste, du point de vue scientifique marxiste en tant que tel, et donc du point de vue de classe qui lui est inhérent. Combattre les théories révisionnistes pour saper leur influence sur le mouvement ouvrier, à travers la politique qu'elles justifient, ne peut donc consister dans une polémique sur le seul terrain de la référence à la doctrine (aujourd'hui plus que jamais sans objet, répétons le). C'est avant tout sur le terrain des faits et de leur interprétation scientifique qu'il convient de combattre le révisionnisme. Le rétablissement de la doctrine marxiste-léniniste passe par là. Les faits vérifient sans cesse les thèses fondamentales du marxisme-léninisme, confirment ses idéaux. La démonstration par les faits est la seule qui ait une réelle valeur théorique. Affirmer le contraire serait faire preuve d'un matérialisme uniquement verbal.

On voit par là que lutte théorique et analyse concrète sont intimement liées l'une à l'autre. C'est au moyen de l'analyse concrète des faits que livre la situation concrète, ce n'est qu'au moyen de leur théorisation, que la lutte théorique peut avoir une base solide. Les théories économiques, politiques, historiques, du révisionnisme français ne seront dévoilées sous leur véritable jour contre-révolutionnaire et anticommuniste que si elles sont combattues par la théorie de la révolution dans notre pays, par la mise en évidence scientifique de la vérité de la doctrine communiste pour la situation française d'aujourd'hui.

Le "sens théorique" dont parlent Marx et Engels à propos du prolétariat allemand doit ainsi s'exprimer tant dans la lutte théorique que dans l'analyse concrète qui la sous-tend. Donner au communisme français ce sens théorique qui lui a toujours fait défaut, voilà l'axe actuel du travail communiste qui conditionne toutes les victoires futures, en particulier celles dans l'édification d'un authentique parti communiste.

Nous voulons enfin déclarer que, pour nous, la stratégie et la tactique révolutionnaires ne font qu'un avec la théorie de la révolution, sur l'élaboration de laquelle nous avons insisté de nombreuses fois ici. En tant que guide pour l'action révolutionnaire, la théorie révolutionnaire est stratégie et tactique. Elle ne consiste pas en développements aussi généraux qu'inexactes dont s'abreuve le maoïsme français. Celui-ci s'imagine que la stratégie c'est la définition d'un but (en l'occurrence la révolution prolétarienne) ultra général, alors que la tactique serait la collection des "moyens de lutte" et mots d'ordre révélés au cours de la lutte pour ce but, de la "pratique". Comme sa "pratique" se réduit à l'agitation spontanéiste superposée aux luttes économiques, il est amené à penser que les luttes économiques en prenant d'elles mêmes un tour politique (suivant les idées bien connues de l'économiste Martynov que Lénine réfute dans Que Faire ?) conduisent, à condition qu'elles soient coordonnées, à la révolution. Finalement le but stratégique est inscrit selon nos maoïstes dans les luttes économiques. En se cantonnant à elles et à leur exhortation, on est donc censé appliquer la stratégie de la révolution !

Cette conception de la stratégie et de la tactique correspond évidemment à une conception de la théorie tout à fait erronée, et au rejet obscurantiste qui l'accompagne.

En se maintenant à l'axe du travail communiste tel que nous l'avons défini, les communistes français, en associant analyse concrète, lutte théorique et élaboration stratégique et tactique, montreront que la théorie révolutionnaire loin d'être un détour à l'action révolutionnaire, en constitue la voie aussi sûre qu'indispensable.

CONCLUSION POUR L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE ET D'UNE TACTIQUE REVOLUTIONNAIRES

Si le lecteur ensuivi patiemment notre développement jusqu'à ce point où nous devons conclure, il aura déjà compris que, selon nous, les communistes ne peuvent agir dans aucune des organisations du mouvement dit marxiste-léniniste, qu'ils ne peuvent y assumer leurs tâches de communistes, c'est-à-dire se saisir du marxisme-léninisme comme d'une science pour élaborer une ligne politique juste, définir une stratégie et une tactique correctes de la révolution en France et édifier un Parti sur ces bases solides.

Le révisionnisme moderne a laissé les communistes 1) coupés du mouvement ouvrier, 2) sans éducation marxiste, y compris sans compréhension claire de la nature du marxisme-léninisme, du rôle de la théorie révolutionnaire. Au lieu d'analyser ces conditions objectives et subjectives dans lesquelles il était contraint de reprendre son essor, le mouvement communiste affaibli a préféré dans le maoïsme le remède miracle aux maux engendrés par le révisionnisme. "Inutilité de la théorie révolutionnaire" et "ligne de masse", telle fut la potion magique administrée par le maoïsme pendant quelque quinze années.

Notre expérience nous conduit à conclure que tant qu'on reste à l'intérieur du mouvement dit marxiste-léniniste, entièrement dominé par le socialisme petit-bourgeois, et par le maoïsme en particulier, que ses organisations se déclarent pro ou antichinoises, il est impossible de faire valoir un point de vue correct sur le marxisme et de s'emparer de cette science comme d'une arme pour établir la théorie de la révolution en France sans laquelle le Parti n'est qu'une mystification. Le carcan organisationnel, vide de toute théorie, de toute substance politique, est tel que tout communiste qui cherche à jeter les bases théoriques et idéologiques du Parti apparaît d'emblée comme un trouble-fête voulant retarder le travail pratique et donc (!) le mouvement révolutionnaire. L'"organisation" l'identifie tel un corps étranger, l'entoure d'un cordon sanitaire, lui ôte toute possibilité d'agir autrement qu'au coup par coup, de manière indirecte, sans jamais pouvoir traiter le vrai problème.

Toute notre expérience, avant et après notre regroupement en Collectif François Marty, nous montre que le fait de vouloir rester, même en y luttant, à l'intérieur du mouvement dit marxiste-léniniste signifie qu'on ne s'est pas pleinement émancipé des séquelles du révisionnisme et du maoïsme et que l'on ne prend pas la responsabilité d'assumer les véritables tâches de l'heure.

Rester à l'intérieur de ce mouvement revient à s'empêtrer dans d'éternels problèmes d'organisation puisque l'idole qu'on y révere s'appelle "organisation". La récente "unification" du Collectif François Marty avec Combat Communiste M-L (C.C.M.L.), suivie de son "exclusion" rapide (si tant est qu'on puisse exclure ce qu'on n'a jamais véritablement intégré) ne fait que le confirmer, c'est pourquoi nous voudrions en parler brièvement.

Les rencontres avec les dirigeants de C.C.M.L. eurent lieu alors que le Collectif était en discussion avec l'ORPCF. (L'Organisation pour la Reconstruction du Parti Communiste de France). Nous ne nous étendrons pas pour l'instant sur ces discussions avec les dirigeants de cette organisation qui ont ensuite fondé le P.C.O.F. (Parti Communiste des Ouvriers de France), sauf pour mentionner qu'elles ont porté sur la reconnaissance de l'absence de théorie révolutionnaire et de la coupure avec le mouvement ouvrier, sur la signification de cette réalité et les tâches qui en résultent. Le lecteur pourra se reporter à notre lettre du 26 août 1978 aux dirigeants de l'ORPCF, lettre publiée dans la brochure "Les nouveaux scissionnistes", où cette question est brièvement traitée.

Le fait que cette lettre soit restée sans réponse, et qu'elle le reste toujours, n'est pas dépourvu de sens : pendant quinze ans, comme nous l'avons déjà souligné, le mouvement dit marxiste-léniniste a toujours préféré les discours grandiloquents sur "l'excellente situation révolutionnaire" à l'examen objectif des conditions dans lesquelles le mouvement révolutionnaire doit croître dans notre pays. Pour couvrir son corps anémié et ratatiné, il s'est forgé comme une carapace de slogans sur les conditions objectives révolutionnaires, "la classe ouvrière à l'offensive", "le révisionnisme en déroute", etc.

Les conversations avec les dirigeants de C.C.M.L. prirent en apparence une autre tournure puisqu'ils se déclaraient d'accord par exemple avec le contenu de notre lettre à l'ORPCF qu'ils ont d'ailleurs publiée. Mais chez eux, la différence entre la parole et les actes est extrême. Ce groupe, qui a vécu en somme en marge du "mouvement m-l", met en pratique toutes les tares de ce mouvement à mesure qu'il les redécouvre, si bien qu'il n'est pas si éloigné de son frère ennemi, le P.C.O.F. Ce dernier affiche ouvertement, son opinion : édifier un Parti, diriger la lutte de classe, faire la révolution, tout cela n'est en somme qu'une affaire d'organisation et, comme le disent naïvement ses dirigeants, "ils n'ont pas honte à le reconnaître" ! Toute la campagne de l'ex-ORPCF pour l'"unité" du mouvement marxiste-léniniste et la création du Parti n'est qu'une répétition des thèses que Jurquet a colportées de conférence en congrès, de Lancry à Puyricard. Nous n'infligerons pas au lecteur cette comparaison qui peut être faite terme à terme. Pour justifier ce culte de l'organisation, les dirigeants de l'ex-ORPCF n'hésitent pas, à l'instar de Jurquet, à falsifier Lénine, coupant sans honte les citations comme seuls savent le faire les intellectuels petits-bourgeois.

Ainsi, quand ils rappellent (La Forge, nov. 78, p. 4) le fameux passage où Lénine critique la nouvelle Iskra pour sa prétention à juger plus importantes les questions de programme et de tactique que les questions d'organisation, ils omettent l'essentiel du texte de Lénine, à savoir que les premières (les questions de programme et de tactique) sont nécessaires à l'unification et à la centralisation du Parti, mais insuffisantes, car il faut encore, en plus, l'unité d'organisation. Et Lénine ajoute de façon très claire :

"Tant que nous n'avions pas d'unité dans les questions fondamentales de programme et de tactique, nous disions tout net que nous vivions à l'époque de la débandade et des cercles ; nous déclarions franchement qu'avant de nous unir, il fallait nous délimiter ; nous ne parlions pas des formes d'organisation commune, nous traitions exclusivement des questions nouvelles (elles l'étaient alors) de la lutte contre l'opportunisme en matière de programme et de tactique. Maintenant cette lutte, de notre aveu à tous, a assuré déjà une unité suffisante, formulée dans le programme et dans les résolutions du Parti sur la tactique ; maintenant il nous faut faire le pas suivant, et nous l'avons fait d'un commun accord : nous avons élaboré les formes d'une organisation unique englobant tous les cercles." (Un pas en avant, deux pas en arrière, tome 7, p. 405-406.)

Que La Forge ait censuré Lénine sur ce point précis (d'abord les questions de programme et de tactique, ensuite les questions d'organisation) est un aveu de taille. Ces gens rejettent les conceptions de Lénine et pratiquent le maoïsme sans Mao.

On retrouve cette même tendance chez les dirigeants de C.C.M.L. en dépit de leurs déclarations en faveur des thèses de Lénine. Leur texte d'"exclusion" du Collectif François Marty reflétant réellement leur pratique, une fois n'est pas coutume, nous nous permettons d'en citer ces deux extraits :

"Contrairement à la situation qui existait en Russie, la relative démocratie qui existe actuellement en France permet et impose le développement et le regroupement à l'échelon national avant la construction du Parti. Il n'existe aucune différence de structure et de fonctionnement entre un cercle développé nationalement et le Parti"

(Autrement dit : en Russie, où le tsarisme pratiquait une censure féroce et maintenait les travailleurs dans l'analphabétisme, il était facile de diffuser et de propager le marxisme, la théorie révolutionnaire, mais difficile de s'organiser, alors que c'est l'inverse dans la France démocratique !)

"... une organisation ou un parti peuvent maintenir assez longtemps des formes organisationnelles correctes même après la dégénérescence politique. Ainsi le PCF qui a maintenu longtemps l'organisation en cellules et un relatif centralisme démocratique."

Ainsi, en contradiction avec toute l'histoire et la théorie du parti léniniste, les dirigeants de C.C.M.L. posent l'identité du Parti et du cercle sur le plan organisationnel. Pour eux, le Parti se construit d'abord organisationnellement, à partir du "cercle le plus avancé", qui fait tâche d'huile, gonfle par vagues excentriques. Comme une araignée tisse sa toile, on construit donc nationalement un Parti (baptisé cercle national) qui ensuite se posera comme Jurquet voici douze ans le "délicat problème" de définir sa ligne politique.

Le mouvement maoïste se divise donc aujourd'hui en deux grands courants : les prochinois et les antichinois. Le premier courant a tenu le haut du pavé jusqu'en 1975-1976. Mais à cette époque la précipitation des tendances révisionnistes avec l'arrivée au pouvoir de Houa et de Deng allait révéler au monde la vérité du "socialisme chinois" et, d'autre part, le VII^e Congrès du PTA allait engager la critique directe des conceptions antimarxistes des "trois mondes", lutte qui allait se poursuivre et s'amplifier contre l'ensemble des théories chinoises et la "pensée maotsétoung". Dès lors il devenait évident que le courant farouchement prochinois, représentant la continuité directe avec les origines mêmes du mouvement maoïste français (PCMLF, PCRML) ne pouvait plus guère mystifier. Il était clair qu'il ne constituait qu'un haut-parleur appointé par la direction chinoise. De même, Deng n'a que faire de maintenir les formes d'un "mouvement communiste international" et l'on vit apparaître ouvertement le grossier travail de sape du Parti communiste chinois, travail qu'il n'avait cessé de mener plus ou moins souterrainement dans le mouvement communiste mondial.

A partir de cette date, donc, les tendances du mouvement socialiste petit-bourgeois m-l-isant ne trouvent plus l'appui de la mystification maoïste ni de l'exemple "prestigieux" du "socialisme chinois", objet d'un engouement passager d'une bonne partie de notre intelligentsia. Ces tendances allaient-elles disparaître comme par enchantement ? Evidemment non. Elles subsistent et subsistent pour ainsi dire exsangues, les illusions maoïstes ne jouant plus leur rôle d'appât et de sève.

Les uns, comme l'ex-ORPCF., ont pour objectif avoué d'assurer et d'assumer l'héritage du "grand parti du prolétariat" qu'aurait été le PCMLF "avant la dégénérescence", c'est-à-dire avec le PCMLF "de l'époque de la pensée maotsétoung". Cette manière de rompre avec le maoïsme n'est pas sans rappeler celle du PCMLF avec le révisionnisme.

D'autres comme C.C.M.L., le frère ennemi des premiers, jouent les "têtes froides" de ce courant antichinois mais, en fin de compte, se situent sur les mêmes positions. Comme nous l'avons vu, ce groupe est incapable de comprendre la nature du mouvement maoïste bien qu'il en affirme la dégénérescence congénitale, de même qu'il

est incapable de comprendre les origines et la nature du révisionnisme dans notre pays malgré la dénonciation qu'il en fait. Ce qui se donne de manière exaltée et instinctive chez l'ORPCF apparaît chez, ce groupe, de manière philistine et raisonnée (la référence morte, encore et toujours !). C'est que l'ORPCF sort directement des flancs du PCMLF et récupère ses vieux adeptes, alors que CCML a frayé sa voie à l'abri des jacasseries du mouvement et peut se payer le luxe de considérer comme original ce que le reste du mouvement n'a cessé d'appliquer depuis des années.

L'opposition entre les courants prochinois et antichinois réside dans l'opposition entre la forme ancienne du mouvement maoïste français (dont les héritiers sont les antichinois) et la forme nouvelle de ce mouvement (les prochinois, à la fois haut-parleur du révisionnisme de Pékin et dissous dans le mouvement syndical type CFDT), Mais en ce qui concerne la nature idéologique du mouvement maoïste, son activité, les ressorts réels qui le font mouvoir, il n'y a pas de différence entre les groupes. Les nuances tiennent avant tout à l'esprit de groupe qui a toujours miné le mouvement maoïste et qui est un symptôme irréfutable de sa nature petite-bourgeoise.

La tâche que les communistes doivent aujourd'hui assumer sans tarder ne peut donc être réalisée qu'en dehors de ce mouvement maoïste, qu'il soit pro ou antichinois.

Cette tâche consiste à élaborer par eux-mêmes la théorie de la révolution en France, dans les conditions internationales de l'affrontement entre impérialisme et socialisme, en restaurant l'esprit théorique du marxisme-léninisme.

Inévitablement se pose ici le problème du rapport entre théorie et pratique et on ne manquera pas de nous infliger quelques banalités à ce propos afin de critiquer notre ambition. On nous dira qu'il n'y a pas de théorie sans pratique. Nous répondrons que de l'étroite pratique de secte ne peut surgir aucune théorie, quinze ans sont là pour nous le prouver. Mais surtout, nous affirmerons que nous sommes matérialistes car nous considérons que la pratique reste première. La théorie que nous voulons élaborer répond aux questions surgies de la pratique, c'est-à-dire du développement de la lutte politique dans notre pays à laquelle nous participons depuis quinze ans, lutte suscitée par les profonds antagonismes entre les rapports de production et les forces productives à l'échelle nationale et internationale. La pratique, ce n'est pas la mesquine agitation d'une secte, c'est le mouvement réel, la vie, la réalité du développement capitaliste français et des antagonismes sociaux et politiques qu'il suscite. Or la réalité française, son histoire et son développement récent et présent demeurent une énigme pour le mouvement maoïste. L'état des rapports de production issu du développement impérialiste de notre pays, la nouvelle composition des classes sociales qui en résulte, sont pour lui des sujets tabous, comme l'est le problème de la scission du prolétariat, de la corruption de larges couches supérieures. Pourtant, c'est de l'éclaircissement de ces questions que dépend l'élaboration d'une théorie de la révolution en France. Il faut être profondément malhonnête pour prétendre que ces questions tombent du ciel et ne surgissent pas de la pratique. Les antimatérialistes sont précisément ceux qui n'admettent pas l'énorme retard de la théorie révolutionnaire sur la pratique. Depuis des dizaines d'années, la pratique du mouvement ouvrier montre que ce mouvement cherche désespérément — car aveuglement — une voie pour lutter révolutionnairement contre l'impérialisme alors que le révisionnisme, qui demeurera hégémonique tant que ce mouvement restera aveugle, justifie et préserve l'impérialisme dont il est issu. De même, le mouvement maoïste se garde de traiter explicitement de l'existence passée et présente du système socialiste dans le monde, question pourtant inévitablement rencontrée par quelqu'un qui prétend développer un travail pratique en vue d'établir le socialisme dans notre pays ! La défense de l'oeuvre révolutionnaire de Staline n'est abordée que formellement (sans compter les attaques antistaliniennes plus ou moins voilées), on en fait une "question de principe" qu'on va traiter comme toutes les autres, à savoir au plan des références formelles et sans vie. En particulier, on peut noter l'absence de toute propagande sur l'organisation de la société socialiste de l'URSS de Staline comme de l'Albanie depuis trente-cinq ans. Bref, notre philistin maoïste, aussi incapable de comprendre la réalité capitaliste française que la réalité socialiste albanaise, tout en lançant des attaques contre ceux qui veulent comprendre la réalité capitaliste et la réalité socialiste, va se contenter de quelques résumés vulgaires des analyses produites par les camarades albanais, en se réservant en bon jésuite le droit de critiquer, en coulisse, ces camarades.

L'attitude à l'égard des communistes albanais est aussi significative. Le Parti du Travail d'Albanie a livré et livre un combat gigantesque contre le révisionnisme moderne soviétique et chinois. Son travail d'éclaircissement permet au mouvement communiste international de sortir de l'ornière révisionniste et nous fournit aussi l'exemple le plus mobilisateur de l'utilisation vivante du marxisme-léninisme comme guide de la lutte révolutionnaire. Mais nous ne devons pas considérer cette oeuvre de nos camarades albanais comme un ensemble d'analyses mortes, ne servant que de références formelles et où on pourrait trouver une ligne politique toute prête. La science de la révolution dans notre pays ne s'importe pas, elle s'élabore grâce aux efforts personnels de chaque communiste. Nous seuls pouvons l'élaborer, c'est notre responsabilité historique et fuir devant elle sous un quelconque prétexte n'est que lâcheté. L'expérience même du P.T.A. est là pour nous montrer que si ce Parti a su conduire la lutte de libération nationale et la révolution populaire, diriger l'édification socialiste, résister à tous les révisionnismes, titiste, khrouchtchévien, chinois et les démasquer, c'est avant tout parce qu'il a considéré que

la ligne politique du Parti ne se trouve pas toute prête dans le marxisme-léninisme (sous forme de références formelles et générales aux principes), ni dans l'expérience d'un parti frère, mais qu'elle suppose d'une part le travail propre et original du Parti, sa propre pensée et son propre effort créateur, d'autre part sa propre expérience révolutionnaire.

En outre, la reprise mécanique et formelle de certains thèmes développés par nos camarades albanais s'accompagne d'une ignorance du socialisme édifié en Albanie. Au lieu d'étudier et de propager le développement socialiste albanais, nos petites sectes préfèrent se quereller pour monter à l'assaut de telle association d'amitié, aujourd'hui comme hier. L'ignorance dans laquelle tout le mouvement a été tenu à l'époque où la Chine servait de modèle persiste aujourd'hui alors même qu'on déclare haut et fort que l'Albanie est le phare du socialisme dans le monde ! A cet égard, les engagements pris dans la déclaration commune publiée le 20 août 1978 (à l'occasion de la rupture unilatérale de la Chine avec l'Albanie) par C.C.M.L. et le Collectif François Marty n'ont pas été tenus. Ils le seront par nous, dès le prochain numéro de L'EMANCIPATION qui paraîtra en octobre.

En vue de commencer à résoudre les questions de la révolution en France, de dresser un tableau d'ensemble de la réalité française afin d'y déceler la logique du développement révolutionnaire propre à notre pays et à notre temps, il faut :

1) Adopter une conception du monde communiste, adhérer au matérialisme dialectique et le diffuser sans relâche.

Le matérialisme est la seule méthode scientifique garantissant que la théorie révolutionnaire exprime le processus réel, car elle exige qu'on s'attache à l'étude concrète des faits, de toutes les formes de la lutte des classes et implique qu'on se livre au travail théorique dans le seul but de servir la cause révolutionnaire, d'en propager les résultats parmi les ouvriers et d'aider à leur organisation.

C'est dans le mouvement réel, par l'étude, par l'analyse concrète, qu'on découvre les lois-mêmes de son développement révolutionnaire, fondement de la stratégie et de la tactique du parti prolétarien — et non dans les formules toutes faites, les dogmes ou les sentiments.

Cela signifie que les communistes doivent rompre définitivement avec le mouvement dit "marxiste-léniniste" et ses préjugés, cesser la polémique sur des mots, sur des opinions pro ou contra sans fondement scientifique, refuser de prendre des positions à propos de tout et de rien sans analyse concrète préalable.

Pour aider à la diffusion du matérialisme dialectique, nous préparons une série d'articles sur la philosophie marxiste et sur sa formation, sa naissance»

2) Se livrer à un travail scientifique précis et en profondeur, sans toutefois se perdre dans les détails ou les questions particulières, mais en abordant les problèmes d'envergure.

Le travail théorique doit produire un tableau d'ensemble de la réalité française, de l'état passé et actuel des rapports de production dans notre pays et de leur développement, ainsi que des différentes formes de lutte que ce processus a entraînées et de leur liaison avec le but d'ensemble : la transformation révolutionnaire de notre société. Il est absolument nécessaire pour cela :

a) d'étudier directement et sans relâche les grandes oeuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline, et en particulier Le Capital. L'étude de cette oeuvre, où la conception matérialiste de l'histoire est scientifiquement démontrée, a toujours été rejetée sous divers prétextes, sauf pendant la très brève période où certains disciples d'Althusser la préconisait pour en faire une prétendue "lecture non économique" et apporter de l'eau au moulin des falsifications althusseriennes. Dans leur texte d'exclusion par exemple, les dirigeants de C.C.M.L. écrivent :

""L'étude prioritaire et exclusive du Capital (toujours ces mêmes méthodes méprisables, à la Jurquet, en ces temps d'indigence théorique et de philistinisme : "vous voulez étudier le Capital, mais, grands dieux !, qu'advierait-il si on se limitait à cette étude" !!!) a déjà été mise en avant dans le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme, notamment par l'UJCML dans sa première phase. Or cette étude ainsi conçue (car on ne peut la concevoir que comme cela !!) n'a servi qu'à renforcer la domination des intellectuels dans les organisations et a conduit à aggraver la rupture existant entre intellectuels et ouvriers. Ces derniers ne pouvaient pas prendre part au débat car, tant qu'ils n'avaient pas lu cet ouvrage important, ils n'avaient aucune formation économique (peut-être leur fallait-il aussi un diplôme es sciences économiques !)". (C'est nous qui soulignons.) Ainsi, sous prétexte d'éviter la coupure ouvriers/intellectuels, on plonge les ouvriers dans l'ignorance, laissant intact aux intellectuels leur privilège de paraître (nous disons bien paraître !) connaître les oeuvres fondamentales. Notre but est tout autre et, comme l'a dit Lénine, par leur travail théorique et par la propagation de ses résultats, "le rôle des "intellectuels" consiste à rendre inutile l'existence de dirigeants spécialisés, intellectuels".

b) d'amasser le plus grand nombre de matériaux sur les questions à traiter. Il faut rompre avec cet esprit pusillanime et méprisant du mouvement maoïste qui remplace la théorie par le sentiment, l'analyse par l'opinion et la déclaration grandiloquente et qui lorsqu'il aligne deux mots, c'est-à-dire associe dans un style exécrable une banalité avec une énormité, considère avec satisfaction que cette bouillie pour chat est tout juste bonne pour le prolétaire.

Les prochains numéros de L'EMANCIPATION montreront comment nous nous efforcerons de mettre en oeuvre ces principes, à propos de questions essentielles comme l'analyse des classes, l'évolution du système productif français, les conséquences du développement impérialiste de ce système, etc.

Sur cette base, à l'attention du mouvement maoïste, nous voulons instaurer un débat public, bousculer le sectarisme en mettant à l'épreuve les mystificateurs (conscients ou manipulés) non sur le terrain (qu'ils affectionnent) des querelles et des luttes de secte mais sur le seul terrain qui intéresse le prolétariat de notre pays, celui de l'analyse concrète des questions de la révolution, de la stratégie et de la tactique qu'elles impliquent. Ce terrain interdit les références aux dogmes creux et les phrases emphatiques car il nécessite l'analyse scientifique du mouvement réel. Ce terrain ridiculise ceux qui n'ont d'autre source pour leurs "profondes" prises de position que l'emprunt incognito à tout l'attirail opportuniste — de l'eurocommunisme au trotskysme, à l'anarchisme, au maoïsme. Et celui qui, du seul fait que son "organisation", son "Parti" "existe", prétendra diriger le mouvement communiste à l'aide de tirades grandiloquentes à la Jurquet, celui-là verra tout le monde lui rire au nez comme à un vulgaire charlatan. Sa phrase sera jugée non par rapport au son qu'elle veut faire rendre à nos oreilles mais par rapport à sa conformité à la voie communiste, et le jugement des faits est implacable !

De manière générale, nous appelons tous les communistes, isolés ou non, à collaborer à cette entreprise visant à développer chez nous le marxisme-léninisme et à analyser les questions de la révolution dans notre pays. En particulier, nous publierons toute contribution, toute étude, faite dans l'esprit matérialiste indiqué plus haut, portant aussi bien sur la théorie de la révolution en France que sur des questions historiques, philosophiques, etc., intéressant la propagation de la doctrine marxiste-léniniste et l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international.

Nous avons l'ambition de définir la théorie de la révolution dans notre pays. C'est l'ambition que doivent avoir tous les communistes français à l'heure actuelle. Ceux qui n'y verront qu'arrogance superbe n'ont qu'à conserver leur ignorante modestie de philistin. Si, aujourd'hui, ils ne comprennent toujours pas qu'il s'agit d'une tâche indispensable et prioritaire, c'est que nous ne parlons pas le même langage. Mais cette ambition que nous avons, nous n'avons certes pas la prétention de parvenir à la tenir seuls.

Au travail et en avant donc, pour que les communistes élaborent une conception marxiste-léniniste de l'histoire et de la réalité françaises, base où s'appuiera la stratégie et la tactique du Parti prolétarien.

F. ENGELS

LES COMMUNISTES ET KARL HEINZEN (1847)

AVANT-PROPOS

UN ANCETRE DES MAOÏSTES !

Heinzen représente le type même du petit bourgeois radical qui ne possède aucune base théorique, même quelconque, et qui pourtant cherche à jouer les propagandistes et agitateurs révolutionnaires. Son activité se borne à exhorter le mouvement. Mais par là il en retarde la prise de conscience et le pousse dans une agitation vaine qui peut le compromettre. Pour combler son ignorance, il donne libre cours à ses préjugés et au sentimentalisme et il ordonne au mouvement réel de s'y plier ! Voilà grosso modo l'homme politique ou plutôt l'aventurier, qui fit toujours preuve d'un anticommunisme acharné et répandit toutes sortes de calomnies sur Marx et Engels.

Heinzen rappellera inévitablement au lecteur français d'aujourd'hui la figure des dirigeants du mouvement maoïste français qui ont fait profession, comme lui, d'arborer le plus royal mépris pour la théorie et l'esprit théorique, au profit des pieux sentiments de la révolte du petit bourgeois. L'écart entre le discours et l'action est le même, l'action prônée parfois aussi aventureuse, l'action réalisée toujours aussi piteuse.

Heinzen ne vaut d'être connu que par la réplique cinglante qu'Engels — dans l'article que nous publions à la suite : "Les communistes et Karl Heinzen" — puis Marx lui adressèrent — ce dernier dans la série d'articles intitulée : "La critique moralisante et la morale critiquante". L'article de Engels parut en deux parties les 3 et 7 octobre 1847 dans la "Deutsche-Brüsseler-Zeitung" ("Gazette allemande de Bruxelles") en réponse à celui que Heinzen avait fait paraître le 26 septembre dans le même journal. Marx assènera le coup de grâce en publiant sa série d'articles — toujours dans le même journal — de fin octobre à fin novembre. Ces dates sont importantes car elles mettent en évidence l'époque cruciale pour l'élaboration du communisme scientifique où ces articles prennent place. En juin 1847 avait paru l'ouvrage de Marx : Misère de la philosophie où il réfutait Proudhon, et en décembre 1847 - janvier 1848, Marx et Engels allaient rédiger, à la demande du Congrès de Londres de la Ligue des communistes où ils étaient délégués (novembre 1847), Le Manifeste du Parti communiste. Engels souligne l'importance de ces deux oeuvres dans l'élaboration de la conception communiste du monde :

"Depuis qu'elle a été formulée pour la première fois dans Misère de la philosophie de Marx et dans le Manifeste communiste, notre conception a traversé une période d'incubation qui a bien duré vingt ans jusqu'à la publication du Capital, depuis laquelle elle gagne de plus en plus rapidement des cercles chaque jour plus larges au point que maintenant, bien au-delà des frontières de l'Europe, elle trouve audience et soutien dans tous les pays où il y a des prolétaires d'une part et des théoriciens scientifiques impartiaux d'autre part." (Anti-Dühring, préface de 1895» Editions Sociales, page 58).

L'article de Engels "Les communistes et Karl Heinzen", en réfutant l'anticommunisme de Heinzen qui se fonde sur le rejet de la position matérialiste, montre l'importance du point de vue à acquérir sur la réalité pour pouvoir prétendre la transformer dans le sens révolutionnaire. L'attitude matérialiste scientifique constitue le fond de l'esprit théorique communiste. Il est donc primordial de la saisir et de l'adopter, si toutefois les communistes français d'aujourd'hui veulent se hisser à la hauteur des tâches que la situation actuelle leur dicte et, en premier lieu, s'ils veulent se montrer capables de devenir des "théoriciens scientifiques impartiaux".

N.B. : Nous avons assorti le texte de notes visant à éclairer quelques références aux personnes et à la situation allemande. Les mots soulignés et suivis d'un astérisque sont en français dans le texte.

FRIEDRICH ENGELS — LES COMMUNISTES ET KARL HEINZEN

(1)

Bruxelles, le 26 septembre. Le numéro d'aujourd'hui de la "Deutsche-Brüsseler-Zeitung" ("Gazette allemande de Bruxelles") (1) contient un article de Heinzen dans lequel ce dernier, sous prétexte de se défendre contre une accusation insignifiante de la rédaction, engage une longue polémique contre les communistes.

La rédaction conseille aux deux parties d'abandonner la polémique. Mais elle avait aussi la possibilité, en ce cas, de ne donner que la partie de l'article de Heinzen où il se défend effectivement de l'accusation selon laquelle il aurait attaqué en premier les communistes. Même si "Heinzen ne possède aucune feuille à sa disposition", ce n'est pas une raison pour lui en mettre une, afin qu'il y publie des attaques que la rédaction elle-même tient pour ineptes.

Au reste, il ne pouvait être rendu de meilleur service aux communistes que la publication de cet article. On n'a jamais adressé de reproches plus sots et plus bornés à un parti que ceux, que Heinzen adresse ici aux communistes. L'article donne raison de la manière la plus éclatante aux communistes. Il prouve que s'ils n'avaient pas encore attaqué Heinzen, il fallait qu'ils le fassent immédiatement.

M. Heinzen se pose de prime abord comme le représentant de l'ensemble des radicaux allemands non-communistes ; il veut discuter avec les communistes de parti à parti. Il "a à demander justice", il expose avec la plus grande assurance ce qui "doit être crédité" aux communistes, ce qu'"on doit exiger d'eux.", ce qu'"est le devoir des authentiques communistes". Il identifie carrément sa propre rupture avec les communistes à celle des "républicains et démocrates allemands" avec eux et, en disant "nous", parle au nom de ces républicains.

Mais qui est donc M. Heinzen et que représente-t-il ?

M. Heinzen est un ancien employé subalterne libéral, qui, en 1844, était encore entiché de progrès légal et de misérabilisme constitutionnel allemand, et qui, tout au plus en privé, confessait à voix basse qu'une république pourrait, dans un avenir de toute façon très lointain, être possible et même souhaitable. Mais M. Heinzen se faisait des illusions sur la possibilité de l'opposition légale en Prusse. Il dut s'enfuir à cause de son mauvais livre sur la bureaucratie (même Jacobus Veneydey (2) avait écrit, plusieurs années auparavant, un livre sur la Prusse de loin bien meilleur). Il eut alors une révélation. Il proclama que l'opposition légale était impossible, devint révolutionnaire, et, naturellement aussi républicain. En Suisse, il fit la connaissance du Savant sérieux Ruge (3) qui lui inculqua son peu de philosophie, constitué d'un salmigondis d'athéisme et d'humanisme feuerbachien, de réminiscences hégéliennes et de fleurs de rhétorique à la Stirner. Ainsi armé, M. Heinzen se tint pour mûr, et, soutenu à droite par Ruge et à gauche par Freiligrath, s'élança dans sa propagande révolutionnaire.

Nous ne reprochons pas à M. Heinzen son passage indubitable du libéralisme au radicalisme le plus féroce. Mais nous prétendons avec certitude qu'il n'a effectué ce passage que par suite de circonstances strictement personnelles. Tant que M. Heinzen put faire de l'opposition légale, il attaqua tous ceux qui envisageaient la nécessité d'une révolution. A peine l'opposition légale lui fut-elle impossible à mener, qu'il proclama qu'elle était impossible en général, sans tenir compte de ce que cette opposition reste, provisoirement, encore tout à fait possible pour la bourgeoisie, et que celle-ci mène constamment une opposition au plus haut point légale. A peine le retour lui fut-il refusé, qu'il proclama la nécessité d'une révolution immédiate. Au lieu d'étudier la situation allemande en vue de la comprendre et d'en déduire le progrès, le développement, les mesures qui sont possibles et nécessaires, au lieu d'éclaircir la situation complexe des différentes liasses en Allemagne les unes par rapport aux autres et par rapport au gouvernement, d'en déduire la politique à suivre, bref, au lieu de se déterminer par rapport au développement de l'Allemagne, M. Heinzen exige, sans gêne aucune, que le développement de l'Allemagne daigne se déterminer par rapport à lui.

M. Heinzen fut un ennemi véhément de la philosophie tant qu'elle était encore progressiste. Dès qu'elle devint réactionnaire, qu'elle fut le refuge de tous les indécis, invalides et chevaliers d'industrie littéraire, il fallut que la malchance arrive à M. Heinzen de la rallier. Pis même, il fallut que la malchance lui arrive d'être le seul et unique prosélyte que fit M. Ruge, qui n'a lui-même été toute sa vie durant qu'un simple prosélyte. M. Heinzen dut donc servir de consolation à M. Ruge, puisqu'un homme au moins croyait pénétrer ses constructions de phrases.

Dans quel but M. Heinzen agit-il à vrai dire ? Il agit pour l'instauration immédiate d'une république allemande associant traditions américaines, traditions de "1793 et quelques mesures empruntées aux communistes, pour une république paraissant diablement noir-rouge-or (4). L'Allemagne, par suite de son inertie industrielle, a une position si pitoyable en Europe que jamais elle ne peut prendre une initiative, proclamer d'office une grande révolution, instaurer de son propre chef une république, sans la France et l'Angleterre. Toute république allemande qui s'érigerait indépendamment du mouvement des pays civilisés, toute révolution allemande qui serait faite de sa propre initiative sans tenir compte, comme c'est le cas de M. Heinzen, du mouvement réel des classes en Allemagne, toute république et révolution de cette sorte est de la pure exaltation noir-rouge-or. Et pour réaliser encore plus glorieusement cette glorieuse république allemande, M. Heinzen l'enjolive d'humanisme feuerbachien rugéifié et la proclame le royaume "de l'homme" qui va bientôt arriver. Et ce sont les Allemands qui devraient mettre en pratique toutes ces exaltations hâtives.

Mais quelle est la propagande du grand "agitateur" M. Heinzen ? Il déclare que les princes sont les principaux auteurs de toute misère et pauvreté. Cette affirmation n'est pas seulement ridicule, elle est nuisible au plus haut point. M. Heinzen ne pouvait flatter plus hautement les princes allemands, ces marionnettes impuissantes et imbéciles, qu'en leur attribuant une toute-puissance imaginaire, surnaturelle et démoniaque. Si M. Heinzen affirme que les princes peuvent causer autant de malheur, c'est qu'il leur concède aussi le pouvoir de rendre autant de bienfait. La conclusion qui ressort n'est pas la nécessité d'une révolution mais le voeu pieux d'avoir un bon prince, un bon empereur Joseph. Au reste, le peuple sait beaucoup mieux que M. Heinzen qui l'opprime. M. Heinzen ne fera jamais basculer sur le dos des princes la haine que le paysan corvéable nourrit à l'égard du

propriétaire foncier et l'ouvrier à l'égard de son patron. Mais M. Heinzen travaille quand même dans l'intérêt des propriétaires fonciers et des capitalistes en rendant les princes responsables de l'exploitation du peuple, et non pas ces deux classes ; or, l'exploitation réalisée par les propriétaires fonciers et les capitalistes produit bien les dix-neuf vingtièmes de la misère allemande !

M. Heinzen exhorte à une insurrection immédiate. Il fait imprimer des tracts dans ce sens et cherche à les diffuser en Allemagne. Nous demandons si une propagande aussi insensée, aussi aveuglément précipitée, n'est pas au plus haut point préjudiciable aux intérêts de la démocratie allemande ? Nous demandons, au cas où l'expérience ne l'aurait pas encore prouvé, à quoi elle peut bien être utile ? Dans les années trente, à une époque bien autrement agitée, des centaines de milliers de tracts, brochures, etc., du même genre, ne furent-ils pas diffusés en Allemagne, et y-a-t-il eu le moindre résultat ? Nous demandons si quiconque peut s'imaginer, à moins d'avoir complètement perdu la raison, que le peuple prêtera une quelconque attention à de semblables prêches et exhortations politiques ? Nous demandons si M. Heinzen a fait dans ses tracts une seule fois autre chose qu'exhorter et faire des sermons ? Nous demandons si ce n'est pas franchement ridicule de brailler ainsi à la révolution dans le monde, en lançant des défis dépourvus de sens et de raison, sans connaître ni prendre en considération les conditions de la révolution ?

Que doit faire la presse d'un parti ? Elle doit avant toute chose discuter, elle doit fonder, développer, défendre les revendications du parti, elle doit récuser et réfuter les prétentions et les assertions du parti adverse. Que doit faire la presse démocratique allemande ? Elle doit démontrer la nécessité de la démocratie en se fondant sur l'abjection du gouvernement existant, qui représente plus ou moins la noblesse, sur l'insuffisance du système constitutionnel qui amène la bourgeoisie au pouvoir, sur l'impossibilité pour le peuple de s'en sortir tant qu'il n'a pas le pouvoir politique. Elle doit montrer l'oppression, par la bureaucratie, la noblesse et la bourgeoisie, des prolétaires, des petits paysans et des petits bourgeois, car ce sont eux qui forment le "peuple" en Allemagne ; elle doit montrer de quoi est constituée non seulement l'oppression politique mais surtout sociale et par quels moyens elle peut être abolie ; elle doit démontrer que la conquête du pouvoir politique par les prolétaires, petits paysans et petits-bourgeois est la condition première pour mettre ces moyens en pratique. Elle doit examiner ensuite jusqu'à quel point on peut compter sur la victoire prochaine de la démocratie, quels moyens le parti doit mettre à sa disposition et avec quels autres partis il doit s'allier tant qu'il est trop faible pour agir seul. Or, M. Heinzen a-t-il fait ne serait-ce qu'une seule chose parmi tout cela ? Il ne s'en est assurément pas donné la peine. Il n'a absolument rien expliqué au peuple, c'est-à-dire aux prolétaires, petits paysans et petits bourgeois. Il n'a jamais examiné la situation des classes et des partis. Il n'a rien fait d'autre que de jouer des variations sur un seul thème : à l'assaut, à l'assaut, à l'assaut !

A qui M. Heinzen adresse-t-il ses prêches révolutionnaires ? Avant tout aux petits paysans, à cette classe qui est, à notre époque, la moins apte de toutes à prendre une initiative révolutionnaire. Depuis 600 ans, tout mouvement progressiste provient des villes, et cela est tellement vrai que les mouvements démocratiques indépendants des ruraux (Wat Tyler, Jack Cade, la Jacquerie, la guerre, des paysans) (5), premièrement prirent toujours une tournure réactionnaire, et, deuxièmement, furent toujours battus. Le prolétariat industriel des villes est devenu le fer de lance de toute la démocratie moderne ; les petits bourgeois, et plus encore les paysans, dépendent complètement de son initiative. La Révolution française de 1789 et l'histoire récente de l'Angleterre, de la France et des Etats de l'est de l'Amérique, le prouvent. Or, M. Heinzen place son espoir aujourd'hui, en plein dix-neuvième siècle, dans l'assaut des paysans !

Mais M. Heinzen promet aussi des réformes sociales. L'indifférence du peuple à l'égard de ses appels l'y a de toute façon peu à peu contraint. Qu'en est-il de ces réformes ? Elles sont du même genre que celles que les communistes eux-mêmes proposent pour préparer l'abolition de la propriété privée. La seule chose qu'on pourrait accorder à Heinzen, il l'a empruntée aux communistes, à ceux qu'il attaque si violemment. Encore, cela ne devient-il dans ses mains que pure sottise et simple exaltation. Toutes les mesures pour limiter la concurrence, l'accumulation de capitaux importants entre les mains d'une seule personne, toute limitation ou suppression du droit de succession, toute organisation du travail par l'Etat, etc., toutes ces mesures, en tant que mesures révolutionnaires, sont non seulement possibles, mais même nécessaires. Elles sont possibles parce que l'ensemble du prolétariat insurgé se tient derrière elles et qu'il les soutient de son bras armé. Elles sont possibles malgré toutes les difficultés et les obstacles que les économistes bourgeois font valoir contre elles parce que, précisément, le prolétariat vaincra ces difficultés et ces obstacles et ira toujours de l'avant jusqu'à l'abolition complète de la propriété privée et pour, également, ne pas reperdre ce qu'il a conquis déjà. Elles sont possibles en tant que mesures préparatoires, degrés intermédiaires transitoires, pour abolir la propriété privée, mais aussi rien d'autre.

Or M. Heinzen veut faire passer ces mesures pour des mesures dernières et ultimes. Elles sont censées ne rien préparer mais être définitives. Elles ne sont pas, pour lui, le moyen mais le but. Elles ne sont pas envisagées dans le cadre d'une situation révolutionnaire, mais dans celui d'une situation calme, bourgeoise. Mais, de cette manière, elles sont impossibles et, du même coup, réactionnaires. Les économistes de la bourgeoisie ont tout à

fait raison contre M. Heinzen lorsqu'ils présentent ces mesures comme étant réactionnaires, allant contre la libre concurrence. La libre concurrence est la forme dernière, suprême, la forme la plus développée de la propriété privée. Toutes les mesures donc, qui prennent pour base la propriété privée tout en étant dirigées contre la libre concurrence, sont réactionnaires ; elles visent à créer des degrés de développement inférieurs de la propriété et, par là, doivent finalement tomber à nouveau sous le coup de la concurrence avec pour conséquence le rétablissement de la situation actuelle. Ces observations du bourgeois, qui perdent toute force dès lors qu'on considère les réformes sociales sus-mentionnées comme de pures mesures de salut public*, comme des mesures révolutionnaires et transitoires, réduisent à néant la république agraro-socialo-noir-rouge-or de M. Heinzen.

M. Heinzen s'imagine à vrai dire qu'on peut transformer et remanier à volonté les rapports de propriété, le droit de succession, etc. M. Heinzen — l'un des hommes les plus ignares de ce siècle — ne peut vraiment pas savoir que les rapports de propriété sont, à chaque époque, un résultat nécessaire du système de production et de communication de l'époque en question; que la grande propriété foncière ne peut se transformer en petite sans que l'ensemble du système agricole se transforme et que, sans cela, la grande propriété se réinstalle rapidement. M. Heinzen ne peut pas savoir qu'existe un rapport interne entre la grande industrie actuelle, la concentration des capitaux et l'apparition du prolétariat ; qu'un pays industriel, aussi dépendant et assujéti que l'Allemagne, ne peut jamais oser entreprendre de son propre chef une réorganisation de ses rapports de propriété dans l'intérêt de la bourgeoisie et de la libre concurrence.

Bref, chez les communistes, ces mesures sont sensées et raisonnables parce qu'elles ne sont pas conçues comme des mesures arbitraires mais comme résultats découlant nécessairement du développement de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, des communications et du développement de la lutte des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat qui en dépend; elles se donnent non comme des mesures définitives mais comme des mesures de salut public* provisoires, résultant de la lutte des classes elle-même provisoire.

Chez M. Heinzen, elles n'ont ni sens ni raison parce qu'elles se présentent comme des exaltations petites-bourgeoises, tout à fait arbitraires et ratiocinantes, en vue d'améliorer le monde ; parce qu'il n'est pas soufflé mot du rapport existant entre ces mesures et le développement historique ; parce que M. Heinzen ne se soucie pas le moins du monde de la possibilité matérielle de ses propositions ; parce qu'il ne veut pas les traduire en nécessités industrielles mais au contraire les imposer par décrets. C'est le même M. Heinzen qui ne peut qu'adopter les revendications des communistes, après les avoir embrouillées d'une manière aussi énorme et les avoir transformées en fantaisies pures, qui va ensuite attaquer ceux-ci parce qu'ils "embrouillèrent la tête des gens sans instruction", "s'élancèrent à la poursuite de chimères" et "oublièrent le sol réel (!) sous leurs pieds" !

Voilà M. Heinzen en plein dans son activité agitative, et nous déclarons tout net que nous la tenons pour totalement honteuse et préjudiciable au parti radical allemand dans son entier. Les qualités qui appartiennent à un écrivain de parti sont toutes autres que celles que possède M. Heinzen qui est, comme on l'a dit, l'un des hommes les plus ignares de ce siècle.

Il se peut que M. Heinzen ait la meilleure volonté du monde, qu'il soit l'homme le plus loyal de toute l'Europe. Nous savons même que, personnellement, c'est un homme d'honneur et qu'il a du courage et de la ténacité. Mais tout cela n'a fait pas pour autant un écrivain de parti. Pour cela, il faut plus que de la conviction, de la bonne volonté et une voix de stentor, il faut un peu plus d'intelligence, un peu plus de clarté, un meilleur style et plus de connaissances que n'en a M. Heinzen, et qu'il n'est de force à acquérir, comme l'a prouvé l'expérience longue de plusieurs années.

A la suite de sa fuite, M. Heinzen a été mis devant la nécessité de devenir malgré tout un écrivain de parti. Il était contraint de tenter de constituer un parti parmi les radicaux. Il se mit ainsi dans une position pour laquelle il n'est pas à la hauteur, ne réussissant qu'à se rendre ridicule en s'efforçant en vain de la tenir. Il réussirait à ridiculiser les radicaux allemands si, justement, ceux-ci lui laissaient l'illusion qu'il les représente et qu'il se ridiculise en leur nom.

Mais M. Heinzen ne représente pas les radicaux allemands. Ceux-ci ont bien d'autres représentants, comme Jacoby (6) par exemple et d'autres. M. Heinzen ne représente personne et n'est reconnu comme tel par personne, à l'exception peut-être de quelques bourgeois allemands qui lui envoyèrent de l'argent pour son agitation. Mais nous faisons erreur: une classe en Allemagne le reconnaît comme représentant, s'enthousiasme, fait du tapage, couvre pour lui de ses clameurs les tables d'auberge (tout comme les communistes — d'après M. Heinzen — "couvrent de leurs clameurs toute l'opposition littéraire"). Cette classe est la plus nombreuse, la plus éclairée, la plus convaincue et la plus influente, c'est la classe des commis-voyageurs*.

Et notre M. Heinzen d'exiger des communistes qu'ils le reconnaissent comme le représentant des bourgeois radicaux et qu'ils discutent comme tel avec lui ! Pour l'instant, voilà des raisons suffisantes pour justifier la polémique des communistes contre M. Heinzen. Dans le prochain numéro, nous traiterons des reproches que M. Heinzen adresse aux communistes dans le N° 77 du journal.

Si nous n'étions pas convaincus que M. Heinzen est totalement incapable de devenir un écrivain de parti, nous lui aurions conseillé de se lancer dans une étude minutieuse de "Misère de la philosophie"* de Marx. Mais, en réponse au conseil qu'il nous donne de lire la "Nouvelle Politique" de Fröbel (7), nous ne pouvons que lui adresser cet autre, de rester tout à fait silencieux et d'attendre calmement jusqu'à ce que ça "pète". Nous sommes convaincus que M. Heinzen fera un aussi bon chef de bataillon qu'il est un piètre écrivain.

Pour que M. Heinzen ne puisse élever de plaintes contre les attaques anonymes, nous signons cet article.

F. Engels.

(2)

Les communistes — comme nous l'avons expliqué dans le premier article — n'attaquent pas Heinzen parce qu'il n'est pas communiste mais parce qu'il est un piètre écrivain de parti démocrate. Les communistes ne l'attaquent pas en leur qualité de communistes, mais en qualité de démocrates. Ce n'est pas un hasard si ce sont justement les communistes qui ont engagé la polémique contre lui; même s'il n'y avait absolument aucun communiste au monde, les démocrates devraient quand même s'élever contre M. Heinzen. Dans toute cette controverse il s'agit uniquement de savoir : 1) si M. Heinzen, en tant qu'écrivain de parti et agitateur, est apte à servir la démocratie allemande, ce que nous nions ; 2) si la forme d'agitation de M. Heinzen est juste ou si elle n'est que tolérable, ce que nous nions également. Il ne s'agit donc là ni du communisme ni de la démocratie mais seulement de la personne et des lubies personnelles de M. Heinzen.

Les communistes, bien loin de commencer des querelles inutiles dans le cadre de leurs relations actuelles avec les démocrates, le présentent, pour le moment, au contraire, comme des démocrates dans toutes les questions de parti proprement dites. Dans tous les pays civilisés, la démocratie a pour résultat nécessaire la domination politique du prolétariat, et cette domination constitue la prémisse de toutes les mesures communistes.

Aussi longtemps que la démocratie n'est pas arrachée par la lutte, aussi longtemps donc que les communistes et les démocrates combattent côte à côte, les intérêts des démocrates sont également ceux des communistes. Jusqu'à maintenant, les différences entre les deux partis sont de nature purement théorique et peuvent très bien être discutées de manière théorique, sans que par là l'action commune ne soit, d'une façon quelconque, entravée. On pourra même s'entendre sur nombre de mesures qui sont à prendre dès la victoire de la démocratie, dans l'intérêt des classes opprimées jusqu'alors, par exemple, la gestion par l'Etat de la grande industrie et des chemins de fer, l'éducation de tous les enfants aux frais de l'Etat, etc. Venons-en à M. Heinzen.

M. Heinzen déclare que ce sont les communistes qui ont commencé la lutte contre lui et non l'inverse. C'est le fameux argument du martyr et nous lui céderons le point de bon cœur. Il nomme son conflit avec les communistes : "l'absurde scission que les communistes ont provoqué dans le camp des radicaux allemands". Il dit s'être efforcé depuis trois ans déjà de prévenir, suivant ses forces et les occasions, la scission imminente. Ces efforts infructueux ont été suivis, prétend-il, des attaques des communistes contre lui.

Comme on le sait très bien, M. Heinzen n'était pas encore dans le camp des radicaux, il y a trois ans. M. Heinzen était alors légal-progressiste et libéral. Une scission avec lui n'était donc en aucun cas une scission dans le camp des radicaux.

M. Heinzen vint ici à Bruxelles au début de 1845 avec d'autres communistes. Bien loin d'attaquer M. Heinzen à cause de son prétendu radicalisme politique, ceux-ci se donnèrent au contraire un mal fou précisément pour amener l'ancien M. Heinzen libéral à ce radicalisme. Mais en vain. Ce n'est qu'en Suisse que M. Heinzen devint démocrate.

"Plus tard je me persuadai toujours plus (!) de la nécessité d'une lutte énergique contre les communistes" — donc de la nécessité d'une scission absurde dans le camp des radicaux! Nous demandons aux démocrates allemands si quiconque se contredit soi-même de manière aussi ridicule, est apte à faire un écrivain de parti ?

Mais qui sont les communistes par qui M. Heinzen affirme avoir été attaqué ? Les indications fournies plus haut et les reproches ci-après, adressés explicitement aux communistes, le montrent clairement. Les communistes, dit-il :

"couvrirent de leurs clameurs toute l'opposition littéraire, ils embrouillèrent la tête des gens sans instruction, déprécièrent même, sans le moindre égard, les hommes les plus radicaux,... ils firent tout ce qu'ils purent pour paralyser le combat politique,... il est certain qu'en fin de compte ils s'unirent même directement à la réaction. Par suite évidemment de leur doctrine, ils dégénérent souvent dans la vie pratique en de vulgaires et faux intrigants..."

De l'imprécision nébuleuse de ces reproches ressort une figure très connue : celle de M. Karl Grün, le chevalier d'industrie littéraire (8). M. Karl Grün a eu, il y a trois ans, des démêlés personnels avec M. Heinzen. Il a attaqué

M. Heinzen à ce propos dans la "Trier'sche-Zeitung" ("Gazette de Trêves") (9) et a essayé de couvrir de ses clameurs tout le camp de l'opposition littéraire, il fit tout ce qu'il put pour paralyser le combat politique, etc.

Mais depuis quand M. Grün est-il un représentant du communisme? S'il s'est rapproché des communistes, il y a trois ans, il n'a jamais été reconnu comme tel, n'a jamais déclaré ouvertement être un communiste, et, depuis plus d'une année, a jugé bon de se déchaîner contre eux.

De plus, Marx a déjà désavoué M. Grün vis-à-vis de M. Heinzen de même que plus tard, à la première occasion, il le présenta publiquement sous sa vraie figure.

Quant à l'insinuation finale, "vulgaire et fausse", de M. Heinzen contre les communistes, celle-ci se fonde sur un fait qui s'est passé entre M. Grün et M. Heinzen, et sur rien d'autre. Ce fait concerne ces deux messieurs en question et en aucune manière les communistes. Nous ne connaissons pas ce fait avec suffisamment de précision pour pouvoir en juger. Admettons pourtant que M. Heinzen ait raison. Si ensuite cependant, après que Marx et d'autres communistes eurent désavoué l'intéressé et qu'il fut mis en lumière avec évidence que l'intéressé ne fut jamais communiste, M. Heinzen continue à présenter ce fait comme une conséquence nécessaire de la doctrine communiste, il fait preuve alors d'une perfidie sans borne.

Si au reste, par ses reproches susmentionnés, M. Heinzen vise encore d'autres personnes que M. Grün, il ne peut s'agir que de socialistes vrais, dont, quoi qu'il en soit, les théories réactionnaires ont été depuis longtemps désavouées par les communistes. Tous les gens capables d'évoluer appartenant à ce courant en déroute complète aujourd'hui, sont devenus communistes, et, à l'heure actuelle, attaquent eux-mêmes le socialisme vrai là où il se manifeste encore. M. Heinzen parle donc à nouveau avec son ignorance crasse coutumière lorsqu'il exhume ces exaltations périmées pour en faire porter le chapeau aux communistes. Tout en adressant ici des reproches aux socialistes vrais qu'il amalgame aux communistes, M. Heinzen reproche aux communistes la même absurdité que les socialistes eux-mêmes leur avaient reprochée. Il n'a donc absolument aucun droit d'attaquer les socialistes vrais puisque, d'un certain côté, il se rattache lui-même à eux. Et, alors que les communistes adressaient par écrit de violentes attaques aux socialistes, notre M. Heinzen se trouvait à Zurich et se faisait initier par M. Ruge à ces bribes de socialisme vrai qui trouvèrent une petite place dans la tête confuse de ce dernier. En fait, M. Ruge a trouvé là un de ses dignes élèves !

Mais où se trouvent donc les vrais communistes ? M. Heinzen parle de respectables exceptions et d'hommes talentueux dont il prévoit qu'ils rejeteront la solidarité (!) communiste. Les communistes ont déjà rejeté la solidarité avec les écrits et les actes du socialisme vrai. Pas un seul du tous les reproches susmentionnés ne s'applique aux communistes, pas même la conclusion de tout le passage ainsi tournée :

"Les communistes... se rient avec l'arrogance de leur supériorité imaginaire de tout ce qui constitue la seule base possible d'une unification des gens honnêtes."

Par là, M. Heinzen semble vouloir faire allusion au fait que les communistes se sont moqués de l'élévation morale de ses prestations et ont raillé chacune des saintes et sublimes idées de courage, justice, morale, etc., dont M. Heinzen se figure qu'elles constituent le fondement de toute société. Nous acceptons ce reproche. Les communistes ne se priveront pas de railler les vérités éternelles, nonobstant la vertueuse indignation de l'honnête bonhomme Heinzen. Les communistes affirment d'ailleurs que toutes ces vérités éternelles ne sont pas le fondement, mais à l'inverse le produit de la société dans laquelle elles prennent figure.

Si M. Heinzen prévoyait par ailleurs que les communistes rejeteraient la solidarité avec les gens qu'il se plaît à rapprocher d'eux — à quoi riment alors tous ses reproches absurdes et ses insinuations perfides ? Si M. Heinzen ne connaît les communistes que par simple ouï-dire, comme on le dirait presque, s'il ignore qui ils sont au point d'exiger d'eux qu'ils se définissent plus précisément, que, pour ainsi dire, ils se présentent à lui, quelle impertinence ensuite à polémique entre eux !

"Un inventaire de ceux qui ont qualité pour représenter le communisme ou qui le font voir dans sa pureté devrait sans doute exclure complètement la grande masse de ceux qui s'en réclament ou travaillent pour son compte, et il n'y aurait guère que les gens de la "Trier'sche-Zeitung" ("Gazette de Trêves") pour protester contre un tel procès en usurpation."

Et quelques lignes plus loin :

"Quant à ceux qui sont vraiment communistes, ils sont censés avoir la logique et l'honnêteté" (O Monsieur Prudhomme !) "de se détacher franchement de leur doctrine et de se séparer de ceux qui ne sont pas communistes. On est en droit d'attendre d'eux" (comme toutes ces tournures sentent son homme de bien !) "qu'ils n'aient pas le cynisme (!) d'entretenir la confusion qui a été installée dans la tête de milliers de malheureux sans instruction par l'impossibilité qu'on fait miroiter ou projette en rêve comme possible (!!) de se frayer un chemin depuis cette terre des rapports réels jusqu'à la réalisation de la doctrine (!). Il est du devoir" (encore et toujours Monsieur Prudhomme) "des véritables communistes, soit d'éclaircir une bonne fois les idées à tous les gens confus qui sont pour eux et de les mettre en face d'un objectif déterminé, soit alors de se séparer d'eux et de ne pas les utiliser."

M, Ruge en personne aurait-il accouché de ces trois périodes qu'il aurait eu de quoi s'estimer heureux. Aux prétentions prudhommesques répond en tout point la prudhommesque confusion de la pensée qui n'a cure que du fond et non de la forme et qui, pour cette raison précise, dit très exactement le contraire de ce qu'elle veut dire. Mo Heinzen exige que les vrais communistes se séparent de ceux qui ne le sont qu'en apparence ; qu'ils mettent un terme à la confusion résultant (c'est ce qu'il veut dire) de l'amalgame de deux courants différents. Mais comme les mots de "communistes" et de "confusion" se télescopent dans sa tête, c'est de là justement que naît une confusion. M. Heinzen perd le fil de ses pensées. Sa formule rituelle, à savoir que les communistes de toute façon embrouillent les idées des gens sans instruction, lui file entre les jambes, il oublie vrais et faux communistes, trébuche avec une maladresse comique sur toutes sortes d'impossibilités qu'on fait miroiter ou projette en rêve comme possibles et finit par choir de tout son long sur le sol des rapports réels... où il reprend ses sens. Il lui revient alors à l'esprit qu'il voulait parler de tout à fait autre chose, qu'il ne s'agissait pas de savoir si ceci ou cela est possible. Revenant à ses moutons, il est encore tellement étourdi qu'il ne biffe tout simplement pas la splendide phrase dans laquelle il exécute la culbute que nous venons de décrire.

Voilà pour le style. Quant au fond, répétons que M. Heinzen, en brave allemand qu'il est, arrive trop tard avec ses exigences et que les communistes ont désavoué depuis belle lurette les socialistes vrais. A noter toutefois, ici encore, que la pratique de l'insinuation jésuitique fait bon ménage avec le caractère d'un prude et honnête homme. M. Heinzen laisse en effet entendre avec une clarté suffisante que les écrivains communistes ne font que manipuler les ouvriers communistes. Il déclare assez rondement, que s'ils exposaient ouvertement leurs intentions, la grande masse de ceux que le communisme utilise romperait radicalement. M. Heinzen regarde les écrivains communistes comme des prophètes, des prêtres ou des curés, qui possèdent pour eux-mêmes un savoir occulte mais en éloignent les rustres pour mieux les mener par le bout du nez. Toutes ses exigences de prude et honnête homme sur le devoir d'éclairer la lanterne à tous les gens confus et de ne pas les utiliser, procèdent à l'évidence de la présupposition suivante : les représentants littéraires du communisme auraient intérêt à maintenir les ouvriers dans le brouillard et ne feraient que se servir d'eux, tout comme les Illuminés (10) au siècle dernier voulaient se servir du peuple. C'est cette billevesée qui est aussi cause que M. Heinzen démarre partout mal à propos, avec sa "confusion dans la tête des gens sans instruction", et se voit dans l'obligation, en expiation du fait qu'il tourne autour du pot, de faire des cabrioles stylistiques. Nous ne faisons que constater ces insinuations, nous ne les discutons pas. Nous laissons le soin aux ouvriers communistes de porter eux-mêmes un jugement là-dessus. Finalement, après tous ces préliminaires, digressions, présomptions, insinuations et pirouettes de M. Heinzen, nous en arrivons à ses attaques et considérations théoriques contre les communistes. M. Heinzen

"entrevoit le noyau de la doctrine communiste en abrégé dans l'abolition de la propriété privée (y compris celle acquise par le travail) et dans le principe de l'utilisation en commun des biens de la terre qui découle inmanquablement de cette abolition."

M. Heinzen s'imagine que le communisme est une doctrine déterminée qui part d'un principe théorique déterminé — le noyau — et en tire des conséquences ultérieures. M. Heinzen se trompe bougrement. Le communisme n'est pas une doctrine mais un mouvement ; il ne part pas de principes mais de faits. Les communistes n'ont pas comme prémisse telle ou telle philosophie mais toute l'histoire passée et spécialement ses résultats effectifs actuels dans les pays civilisés. Le communisme est né de la grande industrie et de ses conséquences, de la création du marché mondial et de la concurrence illimitée ainsi occasionnée, des crises commerciales toujours plus violentes et généralisées, qui aujourd'hui déjà sont passées au stade de crises complètes du marché mondial, de l'apparition du prolétariat et de la concentration du capital, de la lutte des classes qui en résulte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans la mesure où il est théorique, le communisme est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et la saisie théorique d'ensemble des conditions de sa libération.

M. Heinzen ne verra-t-il pas après cela que pour porter un jugement sur le communisme, il y a quelque chose de plus à faire que d'entrevoir en abrégé son noyau dans l'abolition de la propriété privée, qu'il ferait mieux de se mettre à certaines études d'économie politique au lieu de parler en l'air de l'abolition de la propriété privée ; qu'il ne saurait nous dire un seul mot des conséquences de l'abolition de la propriété privée s'il n'en connaît aussi les conditions ? Or, concernant ces conditions, M. Heinzen est plongé dans une ignorance si grossière qu'il prétend même que "l'utilisation en commun des biens de la terre" (encore une jolie expression !) est la conséquence de l'abolition de la propriété privée. C'est justement le contraire qui est le cas. C'est parce que la grande industrie, le développement du machinisme, des communications, du commerce mondial, atteint des dimensions colossales que leur exploitation par des capitalistes isolés devient chaque jour un peu plus impossible ; c'est parce que les crises croissantes du marché mondial sont la preuve éclatante de cette impossibilité ; parce que les forces productives et les moyens de production du système actuel de production et de communication se développent chaque jour davantage, dépassant le stade de l'échange individuel et de la propriété privée ; en un mot, c'est parce qu'approche le moment où la gestion commune de l'industrie, de l'agriculture, de l'échange, devient une nécessité matérielle pour l'industrie, l'agriculture et l'échange eux-mêmes, que sera abolie la propriété privée.

Lors donc que M. Heinzen isole l'abolition de la propriété privée, qui est de toute façon la condition de la libération du prolétariat, de ses propres conditions, lorsqu'il la considère en dehors de tout rapport avec le monde réel, comme une simple marotte d'homme de cabinet, alors celle-ci ne devient qu'une pure phrase sur laquelle il ne peut énoncer que de plats radotages. Et voici comment il s'exécute :

"Par l'abolition de toute propriété privée, le communisme supprime aussi nécessairement l'existence individuelle" (M. Heinzen nous reproche ainsi de vouloir faire des hommes, des frères siamois !). "La conséquence en est, derechef, l'enrôlement de chaque individu dans une économie de caserne à peu près (!) collective" (le lecteur voudra bien remarquer que ceci n'est bien entendu que la conséquence des propres radotages de M. Heinzen sur l'existence individuelle). "Par là, le communisme anéantit l'individualité... l'indépendance... la liberté." (Vieille rengaine des socialistes vrais et des bourgeois. Comme s'il y avait une quelconque individualité à anéantir dans les individus actuels que la division du travail transforme contre leur gré en cordonniers, ouvriers de fabrique, bourgeois, juristes, paysans, c'est-à-dire en esclaves d'un travail déterminé et des moeurs, modes de vie, préjugés, étroitesse d'esprit, attachés à ce travail !) "Il sacrifie la personne individuelle avec son attribut ou son fondement nécessaire" (ce "ou" est exquis !) "qu'est la propriété privée acquise au 'fantôme de la collectivité ou de la société', " (n'est-ce pas encore du Stirner ?) "alors que la collectivité ne peut et ne doit" (ne doit !!!) "être un but, mais seulement un moyen pour toute personne individuelle."

M. Heinzen accorde une importance particulière à la propriété privée acquise et prouve ainsi, une fois de plus, son ignorance de la chose dont il parle. La prude et vertueuse équité de M. Heinzen, qui donne à chacun ce qu'il a mérité, est hélas! bafouée par la grande industrie. Tant que la grande industrie ne sera pas suffisamment développée pour se libérer complètement des chaînes de la propriété privée, elle ne souffrira d'autre répartition de ses produits que celle qui est faite actuellement ; le capitaliste empochera son profit et l'ouvrier se familiarisera de façon de plus en plus pratique avec le minimum salarial. M. Proudhon a voulu développer systématiquement la propriété acquise et la mettre en harmonie avec les conditions actuelles ; comme on le sait, il a échoué de manière éclatante. M. Heinzen ne risquera certes jamais pareille tentative car il devrait faire des études à cette fin, et cela il ne le fera pas. Mais l'exemple de M. Proudhon pourrait lui enseigner à faire moins de publicité pour sa propriété acquise.

Si à présent M. Heinzen reproche aux communistes de courir après des chimères et d'oublier le sol réel sous leurs pieds — qui est concerné par ce reproche ?

M. Heinzen avance encore bien d'autres choses sur lesquelles nous n'avons plus à revenir. Remarquons seulement que ses phrases deviennent toujours plus médiocres à mesure qu'il avance. Les défaillances de son style, qui ne sait jamais trouver le mot juste, suffiraient à compromettre tout parti qui l'aurait reconnu comme son représentant littéraire. La fougue de sa conviction lui fait dire constamment tout à fait autre chose que ce qu'il veut dire, si bien que dans chacune de ses phrases il y a une double absurdité : d'une part, l'absurdité qu'il veut dire, et de l'autre, celle qu'il ne veut pas dire mais qu'il dit quand même. Nous en avons donné un exemple. Remarquons encore que M. Heinzen répète sa vieille superstition sur le pouvoir des princes lorsqu'il dit que la puissance qu'il faut renverser, et qui n'est autre que la puissance de l'Etat, est et a toujours été la fondatrice et la gardienne de toute injustice ; il veut ériger un Etat constitutionnel effectif (!) et, dans le cadre de cette construction imaginaire, "entreprendre les réformes sociales que le développement général (!) a rendues théoriquement justes (!) et pratiquement possibles (!)." !!!

Les intentions sont aussi bonnes que le style est mauvais ; c'est le sort de la droiture dans ce mauvais monde.

Enivré par l'esprit du temps,
Sauvage sans-culotte,
Dansant bien mal, mais portant la vertu
En son thorax poilu ;
...
Sans talent, mais un caractère. (11)

Nos articles vont jeter M. Heinzen dans la sainte colère de l'homme de bien atteint dans son honneur, mais ils ne le feront pas renoncer pourtant ni à sa manière d'écrire ni à son agitation compromettante et vaine. Sa menace de nous faire pendre à la lanterne au jour de l'action décisive nous a de toute façon considérablement réjouis.

Bref, les communistes doivent et veulent agir en commun avec les radicaux allemands. Mais ils se réservent le droit d'attaquer tout écrivain qui compromet le parti en entier. C'est dans cet esprit et dans aucun autre que nous avons attaqué Heinzen.

Bruxelles, le 3 octobre 1847.

F. Engels.

N.B. Nous venons de recevoir une brochure écrite par un ouvrier : "L'Etat de Heinzen, une critique de Stéphan". Berne, Rätzer. Si M. Heinzen écrivait à moitié aussi bien que cet ouvrier, il pourrait se réjouir. M. Heinzen peut, entre autres choses, comprendre dans cette brochure, avec une clarté suffisante, pourquoi les ouvriers ne veulent rien savoir de sa république agrarienne. Remarquons encore que cette brochure est la première écrite par un ouvrier qui ne se présente pas sous un aspect moral, mais essaie de remonter des luttes politiques actuelles à la lutte des différentes classes de la société entre elles.

NOTES

(1) "Deutsche-Brüsseler-Zeitung". Journal de l'émigration politique allemande de Bruxelles. Paraît de janvier 1847 à février 1848. Bihebdomadaire. Fondé dans l'optique des tendances bourgeoises libérales et démocratiques. Sous l'influence de Marx et Engels il devient l'organe des idées communistes et révolutionnaires. Collaborateurs permanents à partir de septembre 1847, Marx et Engels dirigent de fait le comité de rédaction à la fin 1847. Sous leur influence, le journal devient l'organe de la Ligue des Communistes.

(2) VENEDEY (Jakob). 1805-1871. Historien et publiciste de Cologne. Membre dirigeant de la Ligue des Justes. Membre de l'Assemblée nationale de Francfort (centre-gauche) en 1848-49. Engels fait allusion à son livre : "La Prusse et le prussianisme", paru en 1839. Cf. le jugement de Engels sur ce livre dans sa lettre à Graeber du 29 octobre 1859. Le livre de Heinzen a paru en 1845 sous le titre : "La bureaucratie prussienne".

(3) RUGE (Arnold). 1802-1880. Publiciste radical, jeune-hégélien puis démocrate petit-bourgeois. Il édite, en 1844, en collaboration avec Marx les "Annales franco-allemandes". La rupture avec Marx se fait la même année. Devient un ennemi déclaré du communisme. En 1848-49, il est membre de l'Assemblée nationale de Francfort (aile gauche). Après l'échec de la révolution, il émigre à Londres où il devient l'un des chefs des milieux émigrés allemands petits-bourgeois. Il se rallie finalement - vers 1865 - à la politique de Bismarck.

(4) "L'idée de l'unité allemande (...) était (...) très répandue, surtout dans les petits Etats. (...) cette revendication exprimait de la façon la plus générale le mécontentement à l'égard de l'ordre des choses établi (...). Quant à savoir ce que serait cette unité allemande une fois réalisée, les partis étaient en désaccord sur cette question. La bourgeoisie (...) se serait contentée de (...) l'union de toute l'Allemagne, sauf l'Autriche, sous la suprématie du gouvernement constitutionnel de la Prusse (...). la classe des boutiquiers et les paysans, dans la mesure où ces derniers se préoccupaient de telles questions, n'avaient encore pu définir cette unité allemande qu'ils réclamaient à cor et à cri ; (...) quelques ignorants, soit-disant radicaux, admirateurs des institutions suisses, dont l'application, qu'ils n'avaient pu encore faire, devait les désillusionner si étrangement dans la suite, se prononçaient pour une république fédérative ; et le parti le plus avancé se trouvait seul, à cette époque, à demander une république allemande, une et indivisible. Ainsi donc l'unité germanique était en soi une question grosse de désunion, de discorde, et pouvait, si certaines éventualités se réalisaient, amener la guerre civile." (Engels, "Révolution et contre-révolution en Allemagne". 1851-1852. Ed. Costes, p. 40-41. Souligné par nous). Dans ce tableau que trace Engels pour caractériser la question de l'unité allemande avant 1848, Heinzen se rattache à "ces quelques ignorants". La tendance fédérative s'est donné pour couleurs le noir-rouge-or»

(5) Engels fait allusion à quelques grandes insurrections paysannes du Moyen-âge : en Angleterre, sous la direction de Wat Tyler (1381) et Jack Cade (1450), la Jacquerie de 1358 en France et la guerre des paysans en Allemagne de 1524-1525.

(6) JACOBY (Johann). 1805-1877. Médecin de Königsberg. Publiciste et homme politique. Démocrate convaincu. Membre de l'Assemblée nationale de Prusse (l'un des dirigeants de son aile gauche) en 1848-49. Elu au Parlement prussien en 1862. Adversaire déclaré de Bismarck et de sa politique de guerres, il adhère en 1872 au parti social-démocrate.

(7) FRÖBEL (Julius). 1805-1893. Publiciste, éditeur d'écrits progressistes, démocrate sans envergure. Fonde en 1842 le "Comptoir littéraire" qui imprimera en 1844 les "Annales franco-allemandes". Membre de l'aile gauche de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848-49. Après l'échec de la révolution, il émigre aux Etats-Unis puis revient en Europe en 1857. Le livre dont il est question ici s'intitule "Neue Politik" et a paru en 1846 sous le pseudonyme de "Junius".

(8) GRUN (Karl). 1817-1887, Publiciste petit-bourgeois. A partir de 1847, l'un des porte-parole du socialisme "vrai" qui donne le ton au socialisme allemand ("représentant grandiloquent" de la petite bourgeoisie allemande. Cf. "Manifeste communiste", III) Défend le point de vue petit-bourgeois pendant la révolution de 1848-49. Membre de l'Assemblée nationale de Prusse (aile gauche) en 1848-49. Emigré ensuite à Bruxelles.

(9) "Trier'sche-Zeitung". Journal de la bourgeoisie radicale dans le début des années 40 qui passe ensuite sous l'influence du socialisme "vrai". K. Grün y collabore depuis 1843 jusque dans les années 50.

(10) Illuminés. Membres d'une association secrète, fondée en Bavière en 1778 sur le modèle de la Franc-Maçonnerie. Composée de nobles et de bourgeois hostiles au despotisme des princes allemands, cette association prônait les idées des Lumières. L'Illuminisme pensait arriver à ses fins de réforme en ralliant l'élite intellectuelle puis les gouvernements. L'association fut dissoute en 1784 par les autorités bavaroises et ses membres pourchassés. L'Illuminisme exerça une certaine influence en France sur des personnages comme Mirabeau, Brissot, Talleyrand.

(11) Vers tirés du poème de Heinrich HEINE : "Atta Troll", Stance 24.

MITTERRAND ELU : LES BUTS IMMEDIATS DE LA BOURGEOISIE
"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME (1)
EMPLOI ET CHOMAGE EN FRANCE
QUELQUES LEÇONS DES EVENEMENTS D'IRAN ET DE POLOGNE
A PROPOS DE LA REPRESSION ANTIALBANAISE AU KOSOVO

MITTERRAND ELU : LES BUTS IMMEDIATS DE LA BOURGEOISIE

Les élections présidentielles ont conduit un social-démocrate à la tête de l'Etat. Ont-elles pour autant porté la social-démocratie au pouvoir ? La réponse sera connue dans les mois qui viennent. Il reste que ces élections marquent un bouleversement politique important qu'il convient de commencer à analyser, même si la réalité de ce changement n'apparaîtra vraiment qu'après les législatives du mois de juin.

Ces élections qui ont bouleversé l'échiquier politique suscitent quelques réflexions sur la fonction actuelle du système électoral. Dans les démocraties impérialistes modernes, la bourgeoisie ne peut gouverner sans une certaine participation et adhésion des masses populaires. Et c'est précisément au moment où le jeu de la démocratie représentative est le plus parfait qu'il apparaît comme un pur instrument de la dictature bourgeoise. Sous la IV^e République, les électeurs désignaient au Parlement des représentants de partis qui, entre deux élections, nouaient et dénonçaient des alliances. Sous la V^e République (jusqu'à aujourd'hui, mais cela peut changer demain), et en raison du mode de scrutin établi précisément dans ce but, une "majorité" peut se dégager et s'installer durablement au gouvernement et le Président de la République est élu au suffrage universel pour sept ans : les changements de personnel politique ont donc lieu davantage au moment d'élections où une partie de la bourgeoisie peut manipuler une fraction de l'électorat qu'elle contrôle pour jeter aux oubliettes tel ou tel de ses serviteurs. En 1969, Giscard d'Estaing fait tomber de Gaulle à l'occasion d'un référendum sur une réforme des institutions. En 1981, Chirac contribue de manière décisive à la chute de Giscard d'Estaing aux élections présidentielles. Mais, dans le second cas, on a affaire en plus à un changement de majorité.

La rigidité que les institutions de la V^e République ont introduite dans le jeu parlementaire met en relief peut-être davantage qu'auparavant l'extrême vénalité des hommes politiques bourgeois. Sous la IV^e République, on se faisait élire sous une étiquette et l'on participait ensuite aux tripatouillages qu'on pouvait faire passer pour des alliances temporaires répondant aux nécessités du moment. Aujourd'hui, il faut soit se renier, soit changer de camp — sinon l'on sombre dans le ridicule comme ce général de Boissieu.

On peut voir alors le chef des gaullistes permettre l'accès à la magistrature suprême à l'un des rares politiciens (non-communistes) qui se soit opposé dès 1958 à de Gaulle : Mitterrand. Et ce dernier racoler à la T.V., toute honte bue, les amis de son ancien ennemi. Les socialistes qui, pour la plupart, sont entrés dans l'opposition au gaullisme en 1962, sur la question de l'élection du Président de la République au suffrage universel, sont aujourd'hui les ardents défenseurs de ce système. Quant au parti révisionniste, il a tout dit et tout fait comme à son habitude. En 1964, à son XVII^e Congrès, il prend position pour une candidature communiste aux élections présidentielles. Un an plus tard, il sort Mitterrand des oubliettes et lui apporte son soutien dès le premier tour des présidentielles, sans programme ou plate-forme commune. En 1969, il présente un candidat, Duclos, qui conseille l'abstention au deuxième tour. En 1974, il renonce à participer aux élections et soutient sur la base d'un programme commun le candidat socialiste. En 1981, il présente Marchais qui déclare que Mitterrand à l'Elysée ferait la même politique que Giscard... avant d'appeler ses électeurs à voter pour lui au deuxième tour, sans plate-forme commune, ni garantie sur la possibilité d'une future alliance.

La bourgeoisie — par l'intermédiaire des gaullistes — a éliminé Giscard d'Estaing (dont le seul droit qu'elle lui reconnaît aujourd'hui est de se taire) et a ouvert la voie du pouvoir à la social-démocratie. Pourquoi ?

La "rationalisation" du jeu parlementaire instaurée par les institutions de la V^e République présente comme contrepartie une importante rigidité dans l'utilisation des partis politiques. Cette rigidité pouvait être tolérée tant que s'affrontaient deux grands blocs, gaulliste et révisionniste, et que le premier pouvait asseoir la majorité quasi absolue que lui donnait le mode de scrutin sur un réel déplacement des suffrages de gauche à droite. Dès que le bloc gaulliste s'est effrité, on a assisté à l'émergence inévitable non plus de deux mais de quatre forces politiques : gaullistes, modérés, socialistes et révisionnistes. Jusqu'à aujourd'hui, le système politique interdisait toute majorité composite de se former à partir de ces forces. Les beaux temps du parti unique (gaulliste) et de l'Etat-UDF sont terminés. Si la bourgeoisie a une préférence marquée pour cette forme de domination, il ne dépend pas d'elle d'en perpétuer les conditions.

C'est la lutte du prolétariat, des étudiants progressistes et des masses travailleuses qui, en 1968, a mis fin à cette période rêvée pour le Capital, même si la sanction politique n'est intervenue qu'un an plus tard avec la chute de de Gaulle.

Il va de soi que Giscard d'Estaing n'est pas l'homme de la situation d'aujourd'hui et que, s'il avait repris du service pour sept ans, une crise politique serait rapidement intervenue. L'erreur de Giscard fut d'abandonner rapidement l'idée, qu'il avait conçue au début de son septennat, de former un "vaste parti libéral" pour se concentrer uniquement sur un renforcement dans le vide du pouvoir présidentiel. La bourgeoisie ne peut se passer de partis politiques. Giscard l'a oublié, Chirac l'a compris. De Gaulle pouvait prétendre se situer au-dessus des partis en raison de sa personnalité "historique" et surtout parce qu'il savait qu'il avait un mouvement politique derrière lui. Pour avoir voulu l'imiter, Giscard s'est fait traiter de "monarque" par les siens, qui ont déclenché les "affaires" que l'on sait pour le discréditer avant les élections.

L'élection de Mitterrand marque donc la fin d'une époque : celle où la bipolarisation permettait à un seul parti, puis à une seule alliance (période de transition) de rester au pouvoir. Autant l'extrême souplesse du jeu parlementaire de la IV^e République a fini par constituer un frein (puisque ce régime pourrissait sur pied), autant la grande rigidité des institutions de la V^e République constitue un obstacle à partir du moment où le parti unique s'est effrité et où il n'existe ni parti (ni alliance de partis) présidentiel(s). Il s'agit donc pour la bourgeoisie d'opérer un certain retour (adapté à la situation et sans tomber dans les excès de ce système) aux formes du jeu parlementaire de la IV^e République. A cette époque, la "gauche" (si l'on entend par là, somme aujourd'hui, PC + SFIO + radicaux et UDSR) a été majoritaire à chaque élection (entre 52 et 60 % des suffrages exprimés selon les consultations). Cependant, après l'éviction des ministres communistes, tous les gouvernements ont été "centristes". Aujourd'hui, il est certain que des hommes comme Chirac souhaiterait trouver un système où il ne soit pas nécessaire d'attendre une élection présidentielle pour faire tomber un ancien allié et gouverner avec des "centres gauches" ou même avec la social-démocratie.

Mitterrand apparaît bien comme l'homme de cette situation. Vieux politicien, cheval de retour de la IV^e République, il pourra parfaitement organiser ou cautionner, comme dans le passé, les majorités à géométrie variable que la situation exige. A un moment où, après vingt trois ans de gouvernement à droite, l'alternance ne pouvait advenir que sous couvert d'une doctrine (gauche social-démocrate moderne contre droite passiste), Mitterrand n'est pas un doctrinaire. Il a pris soin de faire rédiger le Projet socialiste par l'aile doctrinaire de son parti et, une fois élu, de faire savoir par ses porte-parole préférés (les Quilès, Delors et Cheysson) que ce projet était une chose, et le programme du futur gouvernement une autre. A la trappe la doctrine ! Enfin, et c'était là une condition essentielle, Mitterrand a su s'appuyer sur le parti révisionniste (pour sortir de l'ombre d'abord, pour forger un puissant parti social-démocrate ensuite) sans se lier à une coalition socialo-révisionniste. En effet, — et pour des raisons que nous expliciterons dans de prochains articles qui traiteront des rapports entre les révisionnistes et la social-démocratie — la bourgeoisie ne désire pas que le PCF participe au pouvoir (sauf en cas de crise majeure). Le PCF a son rôle dans l'opposition. D'autre part, ses liens avec la superpuissance soviétique ne sont pas clairs, comme ceci est prouvé par son rejet récent de l'"eurocommunisme". Même dans des partis comme celui de Carillo, qui sont à l'origine de l'"eurocommunisme", on voit que les forces pro-soviétiques jouent un rôle non négligeable.

Le retour à l'"eurocommunisme", tel est précisément la condition que mettent les socialistes à tout accord avec le PCF — car telle est la condition pour que la bourgeoisie tolère, à un certain moment, la participation des révisionnistes au gouvernement.

La tâche de Mitterrand sera donc à la fois de forcer la main au parti révisionniste pour accentuer son "eurocommunisation" et de bâtir les fondements d'un rassemblement centriste, prélude à l'organisation d'une "troisième force". Tout sera prêt pour composer des alliances au gré de la situation. Avec les révisionnistes si la bourgeoisie veut se tirer d'une situation difficile où ceux-ci joueront leur rôle de sapeurs-pompiers pour éteindre le feu révolutionnaire. Avec la troisième force pour retrouver le fameux jeu de balancier qui, au moment de la IV^e, donnait à l'immobilisme les parures du changement (jusqu'à la caricature à l'époque, comme le prouve le mot "historique" de Guy Mollet : "L'immobilisme est en marche..."). Aujourd'hui, Chirac a convaincu les anciens amis de Giscard qu'il fallait le changement, et Mitterrand peut célébrer sa propre élection en y voyant la victoire non des seuls socialistes, mais de "tous les républicains". En 1947 déjà, Guy Mollet appelait de ses vœux la naissance de la "troisième force" en battant le rappel de tous "les républicains d'obédience française" (c'est-à-dire non-communistes).

Le rôle que jouera Gaston Déferre sera à cet égard significatif. Ce vieux politicien anticommuniste s'est en effet illustré depuis 1958 par ses tentatives plus ou moins heureuses de faire renaître la troisième force (demi-succès du "cartel des non" qui fit tomber le gouvernement Pompidou en 1962, échec de la "Grande Fédération", de l'opération "Monsieur X", etc.).

La montée au premier plan d'hommes comme Jobert, Marcihacy (tous deux activement soutenus par Mitterrand) prouve que la constitution d'un "centre gauche", charnière entre le PS et la droite, est à l'ordre du jour.

Mitterrand sait que, dans le régime parlementaire qui renaît, celui qui tient les deux bouts de la chaîne (des "eurocommunistes" aux centristes) tient le pouvoir. Il déploiera sans doute ses efforts pour isoler davantage le PCF, constituer une force de jonction au centre (en distribuant des circonscriptions aux législatives) et modérer les appétits de son parti qu'il ne veut pas voir démesurément puissant. Il sait que le régime du parti unique est terminé et sa préférence va aux jeux des alliances.

Examinons maintenant les conséquences que peut avoir l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie au plan économique et social.

Les maîtres-mots des socialistes sont "négociation", "concertation" (Mitterrand n'eut pas toujours ce même penchant pour ces termes, lui qui lançait en 1954 à l'adresse des patriotes algériens : "La seule négociation, c'est la guerre."). Depuis l'élection d'un des leurs à la Présidence, les socialistes ne cessent de répéter qu'il faut "tenir compte de l'état de l'économie française". Raymond Barre ne tenait pas d'autre discours, mais il n'avait pas, lui, de Projet socialiste. Pour percer à jour les intentions des socialistes, il faut donc écouter ceux qui ne s'embarrassent guère du Projet socialiste et se disent "réalistes" — les Cheysson, les Delors, les Quilès, les Uri.

Jacques Delors, qui occupera de haute fonction dans le futur gouvernement, fut en 1969, au cabinet de Chaban-Delmas, l'inspirateur de la politique contractuelle des salaires et de la "nouvelle société". Il veut aujourd'hui, mais cette fois à l'ombre de Mitterrand, relancer l'idée d'une "société contractuelle". Quelle en est l'essence ?

Il faut que les travailleurs comprennent les contraintes économiques inévitables dans la société (entendez le capitalisme) moderne. Les contraintes sont par exemple la nécessité que les capitalistes dégagent des profits élevés pour pouvoir ensuite investir et... créer des emplois. Dans l'interview qu'il vient de donner au journal patronal L'Usine nouvelle (n° 20, 14 mai 1981), J. Delors déclare :

"Le théorème d'Helmut Schmidt a fonctionné en Allemagne, mais pas en France. Vous le connaissez : 'Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain'."

Donc, permettez aux capitalistes de faire des profits sur votre dos et nous créerons des emplois... après-demain !

Autre "contrainte" que les travailleurs doivent accepter : "la mobilité des facteurs de production, y compris sur le marché du travail". Autrement dit, pour que les capitalistes puissent accroître la productivité et tenir un bon niveau de compétitivité, il faut que la main d'oeuvre soit plus mobile.

De même, il faut que les travailleurs acceptent de "partager le travail", c'est-à-dire de répartir le chômage entre eux, qu'ils acceptent l'extension du chômage partiel que recouvre en fait la "réduction du temps de travail".

Bref, comme le dit crûment Delors : "Que cela nous plaise ou non, nous sommes condamnés à l'effort" (Cf. son interview dans L'Usine nouvelle). Autrement dit, vous, travailleurs, êtes condamnés à l'effort !

Mais c'est là que le social-démocrate se démarque d'un Raymond Barre : cet effort doit être récompensé :

"La contrepartie exigée par les travailleurs, pour tant de compréhension des données de l'économie de marché, réside non seulement dans la lutte contre les inégalités, mais aussi dans la possibilité pour eux et leurs représentants d'influer sur le fonctionnement du marché du travail (d'où la cogestion ou la gestion tripartite de la politique de l'emploi) et de dire leur mot en matière d'organisation du travail." (J. Delors, in Echanges et Projets, n° 24, déc. 1980. Cette publication est la revue de l'Association Echanges et projets, créée par Delors en 1974.)

La contrepartie de tant de "compréhension", c'est donc : cogestion (baptisée par certains : autogestion), démocratie industrielle, politique contractuelle. L'outil essentiel de cette "société contractuelle" est, on l'aura compris, le pouvoir syndical à condition bien entendu que les syndicats jouent le jeu. La reconnaissance du fait syndical à la suite des luttes de 1968 a ouvert la voie (frayée dès 1969 par Delors-Chaban, mais dans d'autres conditions) à une réelle intégration des syndicats dans un système de cogestion à la française. Des dirigeants patronaux comme Ceyrac y sont ouvertement favorables. La CFDT a déjà pris les devants. Reste la CGT, et l'on comprend que l'"euro-communisation" du PCF soit une donnée si importante aujourd'hui.

Toute politique de la bourgeoisie peut se résumer à ceci : comment faire accepter à la masse grandissante des travailleurs une aggravation de l'oppression et de l'exploitation. La grande bourgeoisie sait que la période du "boom économique" est terminée et que les années à venir verront s'aggraver la concurrence entre les groupes et les pays capitalistes, donc les conditions d'exploitation de la force de travail. Elle porte au pouvoir des hommes qui proclament hautement que l'avenir est sombre, que les travailleurs doivent consentir des efforts, et que, même si la croissance revient, "elle ne pourra, à elle seule, générer un nombre suffisant de créations nouvelles d'emplois." (Cf. J. Delors, "Introduction" à Emploi et chômage en Europe, *Economica*, 1980, p. XII.) Tout l'art qu'elle demande à ces hommes est de faire accepter tout ceci en recourant aux vieux remèdes de la social-démocratie.

Que réclame de ces politiciens la grande bourgeoisie, les quelques dizaines de grands groupes qui ont acquis une position hégémonique sur l'économie ? Laissez-nous exploiter les travailleurs de nos monopoles et occupez-vous des millions de salariés qui ne travaillent pas directement sous notre joug ! Faites en sorte que nous ayons les mains libres, ici en France, et partout dans le monde où nous étendons notre influence (1) ! Occupez-vous du reste, des dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises et faites en sorte qu'elles alimentent nos projets ! Laissez-nous investir librement là où le taux de profit est au maximum et permettez-nous de nous dégager des secteurs non-rentables ! Etc., etc., etc.

Lorsque Jacques Delors parle des fameuses "nationalisations", il ne dit rien d'autre (toujours dans L'Usine nouvelle) :

"Actuellement, Rhône-Poulenc doit dégager un profit, c'est-à-dire les moyens de son autofinancement et de son développement, et aussi de rémunérer les capitaux investis chez lui, ce qui est normal et que nous ne contestons pas. (...) Pour cela, Rhône-Poulenc considère que les secteurs d'avenir sont, par exemple, la chimie fine et la pharmacie, mais qu'en revanche le secteur des fibres synthétiques est perdant. Il veut s'en débarrasser, et, dans sa logique, cela se comprend. Mais supposons qu'il n'y ait pas de groupe Rhône-Poulenc, qu'il y ait simplement la maison 'France'. Je vous pose la question : 'Faut-il que la France garde une industrie des fibres synthétiques ?' Comme la mienne, votre réponse serait affirmative. Une seule solution : rapprocher le secteur des fibres synthétiques du pétrole et du naphtha, en amont, et, d'un autre côté, l'orienter vers les secteurs de transformation de façon que nous ayons une filière compétitive en matière de textile."

Nous avons cité longuement Delors car il parle clair et, comme l'avoue le commentaire de L'Usine nouvelle : "Son message fait référence à des notions auxquelles tiennent les responsables d'entreprise." ("Profit", "redéploiement", "multinationales", etc.)

Tout d'abord, le sens de la "nationalisation" est clair : il s'agit de permettre au grand capital de se désengager (moyennant forte compensation puisée sur le budget de l'Etat) de certains secteurs non "rémunérateurs" pour l'instant tout en conservant ces secteurs et en les restructurant. C'est exactement ce qui a été fait pour la sidérurgie sous le gouvernement Giscard-Barre. Il s'agit ensuite d'accélérer le redéploiement et la restructuration du système productif.

Il faut comprendre que le programme social-démocrate conduit non pas vers une plus grande intervention de l'Etat ou vers une certaine étatisation de l'économie, mais vers un autre type d'intervention qui permet en fait une plus grande liberté de manoeuvre au grand capital. "Nous restons bien dans le cadre d'une économie mixte" dit encore Delors à L'Usine nouvelle, c'est-à-dire d'une économie où coexistent le jeu du marché et les interventions de l'Etat. Ce type d'économie où sont parvenus les Etats impérialistes aujourd'hui est rongé de contradictions ; la contradiction fondamentale entre la socialisation des forces productives et l'appropriation privée y est poussée à l'extrême. La social-démocratie a son remède : l'Etat doit intervenir davantage, mais pour permettre une plus grande liberté au grand capital, pour "accroître la mobilité des facteurs de production", c'est-à-dire rendre le capital plus mobile, les travailleurs plus mobiles et dociles. Ces derniers doivent comprendre qu'il faut laisser le grand capital agir à sa guise dans tout un secteur de l'économie : en contrepartie d'une mobilité accrue, d'une intensité du travail énorme, la social-démocratie promet des salaires plus forts, des horaires réduits, etc. A côté de ce secteur "libéré" qui a le marché mondial comme champ d'action, l'Etat interviendra pour structurer le tissu industriel, c'est-à-dire pour éviter que la plus grande liberté accordée aux grands monopoles ne se traduise par des dégâts irréremédiables dans le système productif, par des faillites trop nombreuses dans les petites et moyennes entreprises (PME). D'où :

- intervention de l'Etat pour structurer des "filiales de production" où le grand capital pourra se réinjecter dès qu'elles deviendront rentables ;

- aide accordée aux PME (notamment en matière d'emploi — réduction des charges sociales —, d'investissements, notamment pour permettre l'accès aux innovations techniques) afin qu'elles occupent tous les "créneaux" offerts par l'évolution technologique.

Enfin, création d'un "troisième secteur" à côté de l'économie de marché ("premier secteur" "libéré" aux mains du grand capital) et de l'Administration ("deuxième secteur" au service du grand capital). Ce troisième secteur, composé de petites unités (plus ou moins en symbiose avec certaines PME) pourrait aussi bien couvrir des activités économiques (production de biens et services vendus sur le marché) dans des conditions artisanales, ou sous forme de coopératives, que des activités sociales (services non-marchands) aux mains d'associations "autogérées".

Ceux qui ne veulent pas travailler sous le joug du grand capital pourront "choisir" ce troisième secteur, "décentralisé et autogéré" : ils seront moins payés, travailleront davantage mais dans une ambiance de "convivialité choisie" (sic !). Ils pourront même travailler bénévolement puisque Pierre Uri, proche conseiller de Mitterrand, va jusqu'à écrire :

Les associations du troisième secteur "ouvrent une autre perspective qui pourrait contribuer à atténuer (voilà le remède !) la dureté d'une société fondée sur l'appât du gain et l'âpreté de la concurrence (il n'est pas question de remettre en cause ces fondements, bien sûr). Elles peuvent étendre le domaine de la gratuité à la fois dans les prestations obtenues et dans les contributions apportées : il y aurait là une nouvelle forme de l'échange qui serait productive en ce sens que des besoins seraient couverts sans paiement parce que, en contrepartie, ils seraient assurés par le bénévolat." (Emploi et chômage en Europe, Economica, 1980, p. 141.)

On pense ici irrésistiblement au travail féminin qui deviendra si encombrant lorsque le tertiaire se rationalisera. Les bonnes oeuvres se laïciseront !

Après ce bref exposé des grandes lignes du programme social-démocrate, on comprend mieux pourquoi Mitterrand a pu réunir sur son nom les suffrages des chiraquiens qui réclament plus de liberté pour le grand capital, ceux des PME (Jean Vincent, le dirigeant du Syndicat national des PMI, a appelé à voter Mitterrand) et ceux de la petite bourgeoisie proudhonienne en mal d'autogestion.

Les travailleurs n'ont donc rien à attendre de bon (en dehors d'une pommade destinée à atténuer l'aggravation de l'exploitation) d'un gouvernement social-démocrate. Prenons l'exemple de la lutte contre le chômage qui fut l'axe de la campagne électorale. Si les 35 heures étaient décrétées tout de suite, on pourrait discuter de l'effet de cette mesure sur le chômage. Mais les 35 heures dans 5 ans, après négociation branche par branche, ce n'est que du vent destiné à masquer l'extension du chômage partiel. De 1973 à 1980, la durée moyenne du travail a diminué de 4 heures dans l'industrie. Dans le même temps, le nombre des chômeurs augmentait d'un million.

L'article sur "Emploi et chômage en France" (voir p. 25) montre que les jeunes travailleurs constituent dans leur masse une surpopulation stagnante. Dans notre pays, cette surpopulation a une forme telle que ces jeunes passent régulièrement par le chômage et l'inscription à l'ANPE. On peut imaginer une autre façon d'occuper cette surpopulation (comme en Allemagne ou au Japon) qui fait diminuer le nombre apparent des jeunes chômeurs ; elle n'en reste pas moins une surpopulation stagnante.

En conclusion, si la social-démocratie reste au pouvoir, elle apportera un certain nombre de réformes (politique contractuelle, fiscalités différentes, autre type de transferts sociaux, c'est-à-dire de répartition entre les impôts et les cotisations sociales ...) toutes destinées à permettre aux plans économique, social et politique une plus grande liberté de manoeuvre au grand capital. Nous comprenons bien que les travailleurs soient satisfaits du départ de Giscard d'Estaing, marquant la fin d'une certaine forme de pouvoir de la droite en place depuis 23 ans. Mais ils auraient tort de se bercer d'illusions sur une amélioration durable et réelle de leur sort sous un gouvernement social-démocrate. Les travailleurs doivent s'interroger sur ces hommes qui prétendent les représenter, leur promettent les 35 heures dans 5 ans, une augmentation du SMIC en trois étapes, leur conseillent d'augmenter aujourd'hui les profits des patrons pour créer des emplois "après-demain", et même... d'acheter des actions (Uri à la T.V., Quilès à la radio) pour défendre les valeurs françaises ! Le changement intervenu à la faveur de ces élections prouve que la bourgeoisie est confrontée à certains problèmes politiques. Le changement résulte à la fois d'une usure de la forme de gouvernement déployée pendant 23 ans par la droite et de la crainte de l'avenir, c'est-à-dire d'une crise économique et sociale grave qui peut intervenir à tout moment et rendre intolérable la situation des masses travailleuses.

Mais ce changement reflète aussi l'extrême faiblesse du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire dans notre pays. Aussi la victoire de la social-démocratie peut être le prélude à un renforcement de la domination socialo-révisionniste (qui bénéficiera à plein de l'appareil d'Etat) sur la classe ouvrière, à une attaque encore plus vigoureuse (et que ses auteurs tenteront de transformer en assaut final) contre le prolétariat et le marxisme-léninisme. A cet égard, il est éloquent que la seule référence à une doctrine, dans le programme en 110 points du PS, soit faite dans ces termes :

"Les socialistes (...) refusent d'enfermer l'homme dans les mécanismes de tout autre système — comme celui du marxisme-léninisme, théorie officielle des régimes communiste — dont l'idéologie cherche sans eux et malgré eux, à pourvoir aux besoins matériels, spirituels, culturels de tous et de chacun."

Cette attaque prouve que l'enjeu actuel est bien, plus que jamais, la défense de la théorie marxiste-léniniste, défense inséparable de la tâche pratique de redonner au prolétariat une expression politique.

Dans la nouvelle situation, il est donc de la plus haute importance de renforcer la lutte idéologique contre le révisionnisme, en particulier sous sa forme "eurocommuniste" qui ne manquera pas d'être utilisée à nouveau pour un temps, ainsi que contre la social-démocratie, son allié d'aujourd'hui, son "frère ennemi" de demain.

Notes :

(1) Delors à L'Usine nouvelle : "Je suis pour que la France ait des sociétés multinationales. La mondialisation de l'économie est un fait. Nous devons être présents."

"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME

Le mouvement marxiste connaît une grave crise en France depuis plus d'un quart de siècle. Le révisionnisme a imposé de longue date sa ligne de trahison sur tous les plans. Jusqu'à présent, il a empêché que se forme dans notre pays un courant marxiste conséquent. Il a trouvé des auxiliaires actifs — pour contrecarrer le développement de marxisme — chez les maîtres à penser et les têtes politiques du socialisme petit-bourgeois français qui représente l'aile radicale de la social-démocratie dans notre pays et le compagnon de route attiré du PCF. Parmi eux, on trouve ceux qui prétendent développer le "marxisme" en France depuis 15 ans et qui se sont regroupés récemment autour du slogan de la "crise du marxisme". S'attaquant au marxisme de front — en se flattant de le dépasser — ils révèlent le fond de leur antimarxisme, cautionnent l'avènement de la vieille social-démocratie au pouvoir et annoncent ainsi le pourrissement définitif du courant socialiste petit-bourgeois et son embrigadement ouvert dans les rangs de l'intelligentsia pro-impérialiste.

(1)

Depuis que le marxisme s'est constitué comme doctrine scientifique au milieu du siècle dernier grâce au travail gigantesque de Marx et Engels, son développement a suivi différentes phases au niveau mondial et dans chaque pays. De nombreux facteurs qui souvent se combinent, d'ordre objectif et subjectif, interviennent pour expliquer les phases de ce développement. De manière générale, l'histoire montre que le développement du marxisme s'effectue toujours au travers de luttes d'envergure qui mettent aux prises les marxistes et leurs différents ennemis sur le terrain de la lutte théorique, politique et pratique. C'est en remportant des victoires dans ces trois domaines que le marxisme pénètre, se propage et se consolide. Son développement n'est jamais spontané ; il suppose le travail opiniâtre et la lutte conséquente, organisée, des marxistes, des partis marxistes, des peuples engagés sous leur direction dans la révolution, des Etats de dictature du prolétariat. Mais l'histoire montre aussi que les conquêtes qui marquent une période peuvent être mises en cause à une période ultérieure. Tant que subsiste l'impérialisme, qu'il n'a pas été complètement renversé, subsistent les facteurs qui entravent le développement du marxisme et peuvent entraîner sa corruption.

C'est en ne perdant pas de vue cette conception générale et en l'enrichissant d'une connaissance minutieuse des faits qu'on peut saisir les particularités du développement du marxisme en France et de sa situation actuelle. L'introduction du marxisme dans notre pays date d'un peu plus d'un siècle. Si l'on considère tout ce siècle écoulé, on doit conclure sans craindre de trahir la vérité que, Jamais autant qu'aujourd'hui, le marxisme n'a été aussi faible durant une si longue période en France. C'est une grave crise que traverse le marxisme dans notre pays, au niveau théorique, politique et pratique. Personne ne peut nier ce fait historique qui caractérise toute la situation actuelle. Mais le reconnaître ne dispense pas d'apprécier correctement la nature et les causes de cette grave crise. Au contraire. De cette analyse dépendent les tâches que les marxistes doivent entreprendre. Or, il est bien évident que plus la crise qui touche le marxisme durera et plus les marxistes demeureront faibles, désarmés, inefficaces ; que plus le développement du marxisme sera retardé et plus l'action et la direction des marxistes seront rendues difficiles dans la période historique qui s'annonce.

En résumant à l'extrême un siècle de développement du marxisme, depuis son introduction en France jusqu'à nos jours, on peut distinguer trois grandes périodes. La première débute un peu avant les années 80 du siècle dernier ; elle correspond à l'introduction du marxisme dans notre pays et au développement d'un mouvement socialiste influent, lié à la II^e Internationale. Cette période s'achève avec la Première guerre mondiale et la faillite des partis de la II^e Internationale, compromis jusqu'au cou dans la boucherie impérialiste. La deuxième période commence après la guerre, surtout à partir des années 20 ; elle correspond à l'introduction du léninisme en France, à la construction du PCF sous la direction de la III^e Internationale. Cette période se termine au lendemain de la Seconde guerre mondiale. La troisième période s'ouvre avec les années 50 et se poursuit jusqu'à maintenant ; elle correspond à la victoire du révisionnisme et à la grave crise du marxisme qu'elle provoque. La situation actuelle du marxisme apparaît d'autant mieux lorsque l'on compare la troisième période aux deux précédentes. Les deux premières périodes du développement du marxisme en France ont des caractéristiques communes. Elles s'étendent chacune d'elles sur environ 35 ans. Elles débutent par une phase (qui dure une quinzaine d'années) de renforcement du marxisme. Du point de vue théorique, c'est à ces moments-là que pénètrent en France les thèses fondamentales du marxisme et du léninisme grâce à la propagande marxiste qui est développée alors avec plus ou moins de profondeur, d'ampleur et de justesse, grâce aussi à la diffusion de certains grands classiques du marxisme. Du point de vue politique, la pénétration du marxisme et du léninisme s'accompagne de la formation de partis (le POF dans la première période, le PCF dans la seconde) qui élaborent une stratégie révolutionnaire sous forme programmatique, qui mènent la lutte politique organisée et se guident sur des tactiques rejetant la conciliation de type social-démocrate, réformiste. Du point de vue pratique, ces partis naissent au contact du mouvement ouvrier et cherchent à conquérir une implantation ouvrière solide, en particulier dans le prolétariat industriel moderne, en combattant les courants petit-bourgeois anciens ou nouveaux qui sont toujours vivaces dans la classe ouvrière française.

Mais, à la phase initiale de renforcement du marxisme fait suite une phase plus longue où le marxisme s'affaiblit tout en donnant l'impression d'étendre son influence, puis s'avilit complètement dans l'opportunisme en trahissant définitivement les intérêts fondamentaux du prolétariat. La théorie marxiste n'est plus alors qu'une référence qu'on utilise pour présenter sous une apparence révolutionnaire une ligne et des tactiques qui l'abandonnent dans les faits. Le sérieux théorique fait place au dogmatisme dans la forme, à l'éclectisme sur le fond. Le marxisme perd toute pureté et devient l'objet des ratiocinations confuses et académiques des intellectuels bourgeois. La ligne politique, couverte par toutes sortes de références verbales aux principes stratégiques et tactiques du marxisme et du léninisme, verse de plus en plus dans l'opportunisme, accorde — d'abord en pratique puis dans l'argumentation elle-même — des concessions toujours plus graves au réformisme et au parlementarisme. Les partis marxistes ne conçoivent plus leur organisation et leurs actions que dans le cadre strict de la légalité bourgeoise, en s'interdisant d'examiner la préparation du prolétariat à la révolution, a fortiori en ne passant jamais aux actes. Amorcée grâce à la Révolution d'Octobre, au léninisme et à la III^e Internationale, la deuxième période du développement du marxisme en France s'achève finalement — après toute une série de vacillements et de trahisons opportunistes, durant une vingtaine d'années — avec la contre-révolution khrouchtchévienne en URSS, l'abandon du léninisme au nom de la lutte contre Staline, l'entrée de l'URSS dans le concert impérialiste. La propagation du révisionnisme moderne au niveau mondial sous la houlette de Khrouchtchev enlève les derniers obstacles à sa victoire en France où, comme dans la plupart des pays et des partis, les opportunistes y voient un grand encouragement pour imposer définitivement leur ligne de trahison et multiplier leurs menées anti-marxistes. La lutte contre Staline marque le début du plus grave tournant régressif qu'ait connu le mouvement communiste et ouvrier international.

Les destinées du marxisme dans la troisième grande période qui s'ouvre avec la victoire du révisionnisme en France sont incertaines. Dans les années cinquante, le révisionnisme à la Thorez l'emporte sans trouver d'opposition conséquente parmi les marxistes. Cette situation permet au révisionnisme de conserver son emprise sur le mouvement ouvrier, d'agir en toute liberté pour le soumettre à la politique de conciliation avec l'impérialisme. Ce qui caractérise donc la dernière période (en comparaison des deux précédentes), c'est non seulement la crise du marxisme consécutive au rejet en théorie comme en pratique des principes fondamentaux du marxisme par ceux qui s'en réclament ; c'est aussi la soumission du mouvement ouvrier à un cadre idéologique, politique, organisationnel bourgeois sous la haute main des révisionnistes et des réformistes de toute nature, bref de tous les chiens de garde zélés du système capitaliste au sein du mouvement ouvrier. Le contexte du développement impérialiste facilite cette entreprise de trahison dans les métropoles. Ses effets expliquent l'isolement des marxistes durant cette période d'extrême faiblesse du marxisme.

A la différence des deux périodes précédentes où s'est développé le marxisme, celle que nous vivons ne débute pas par un renforcement du marxisme. Elle commence par l'attaque généralisée contre lui et sa trahison sur toute la ligne. De même, elle ne met pas les marxistes au contact d'un mouvement ouvrier vigoureux mais face à un rempart dressé par les chiens de garde qui ne cessent de prôner au prolétariat l'apathie politique dans le respect de la démocratie bourgeoise. Dans ces conditions, on comprend que la crise du marxisme revêt une telle ampleur en France, qu'elle dure depuis un quart de siècle et touche tous les terrains. Actuellement, la question n'est pas : quels dangers pèsent sur le marxisme ? Elle est : quelle destinée pour le marxisme ? Elle n'est pas quels facteurs risquent d'affaiblir le marxisme ? Elle est : comment sortir le marxisme d'une crise sans précédent dans notre pays ? Or, il est tout à fait évident qu'à moins de se payer de mots sans rien changer à la situation actuelle, la première chose à faire est de reconnaître avec lucidité la gravité de la crise qui frappe le marxisme en France. Il s'agit ensuite de comprendre, non en paroles mais dans les faits, le rôle extrêmement néfaste du révisionnisme moderne et ses profondes racines. Pour cela, il ne faut pas entretenir de pieuses illusions sur le passé. D'abord, sur le passé du mouvement marxiste dans notre pays — qui n'a jamais su se débarrasser de l'opportunisme qui le mine. Ensuite, sur le passé de la lutte anti-révisionniste en France, en particulier sur l'épisode maoïste dont le bilan est totalement négatif. Les causes de la situation actuelle du marxisme ne doivent pas être dissimulées, ni son état réel. C'est en tenant compte de tous ces éléments qu'il est possible de comprendre la tâche impérieuse qui incombe à tous les marxistes conséquents. Comme le disait Lénine en 1910 — et il faudrait dans la situation française d'aujourd'hui souligner en rouge cet appel :

"Il n'y a rien de plus important que de regrouper tous les marxistes ayant conscience de la profondeur de la crise et de la nécessité de combattre, en vue de défendre les bases théoriques du marxisme et ses principes fondamentaux, dénaturés en divers sens par des "compagnons de route" du marxisme contaminés par l'influence bourgeoise." (De certaines particularités du développement historique du marxisme, Tome 17, p. 38)

... et outrageusement trahis depuis plus d'un quart de siècle par les révisionnistes modernes et tous leurs laquais. Lénine concluait :

"(...) comprendre ce qui rend (la) désagrégation (au sein du marxisme) inévitable en ce moment et se grouper pour la combattre avec fermeté constituée, dans l'acception rigoureusement exacte du terme, la tâche imposée aux marxistes par notre époque." (ibid.)

Or, du fait même du développement antérieur du marxisme en France comme au niveau mondial, en particulier à l'époque de la III^e Internationale, des conceptions erronées continuent à circuler concernant les caractéristiques de la situation actuelle. On se refuse toujours à saisir l'ampleur et l'ancienneté de la crise qui affecte le marxisme en France. Partant, on évoque des tâches, le plus souvent de manière simpliste et fautive, qui sont de toute façon inadaptées à la situation actuelle en France, même si elles font référence à des principes que tous les marxistes reconnaissent et défendent comme l'essence et la forme la plus achevée de la stratégie et de la tactique marxistes-léninistes. Mais tout marxiste sérieux sait que c'est graduellement et en fonction du développement réel des forces marxistes, de leur liaison à la classe ouvrière, etc., que ces principes doivent scrupuleusement être appliqués et respectés. Tout le reste n'est que plate phraséologie qui discrédite un peu le marxisme et beaucoup leurs auteurs.

La crise que traverse le marxisme en France, résultat direct de l'offensive révisionniste, doit être combattue avec acharnement. A un moment où le mouvement ouvrier est profondément découragé par les manoeuvres révisionnistes et réformistes qui sapent son allant et assombrissent ses perspectives, l'importance de la lutte idéologique et de la propagande marxiste est déterminante. Le sort du marxisme se trouve véritablement menacé. Comment, dans ces conditions historiques, penser que le prolétariat puisse se guider fermement et s'engager victorieusement sur la voie de la révolution alors qu'il est privé — et depuis longtemps — de son arme idéologique ? Comment penser qu'il puisse se préparer sérieusement à exercer sa dictature en l'absence du facteur subjectif marxiste-léniniste ? Reconnaître la crise du marxisme en France, c'est reconnaître l'importance décisive du facteur subjectif. Lutter contre la crise du marxisme, c'est contribuer à créer le facteur subjectif qui fait si cruellement défaut au prolétariat de notre pays. Si les marxistes français ne s'attellent pas à cette tâche, la situation persistera ou empirera, et eux-mêmes resteront à l'écart ou disparaîtront.

Il faut avoir conscience des dangers particuliers que comporte notre époque actuelle. A la crise ancienne et profonde du marxisme en France s'ajoute une offensive généralisée contre le marxisme dont le but est de le rayer définitivement de la carte. Les idéologues bourgeois peuvent se figurer y parvenir dans la mesure où ils ne trouvent pas la moindre riposte de taille. Bien au contraire ! Les soi-disant "marxistes" français, les Althusser et Bettelheim, abondent dans leur sens ... quand ils ne se paient pas le luxe de leur adresser des éloges publics. [A propos du dernier livre de Duverger : « Les orangers du lac Balaton » qui reprend les thèmes éculés de l'antimarxisme vulgaire et conclut à la sempiternelle "troisième voie", Bettelheim avoue : "J'ai beaucoup admiré l'audace de la pensée et la largeur des perspectives ouvertes."!!! (Le Monde, 18.06.1980.)] Tout ce que l'intelligentsia française compte d'intellectuels de renom se ligue désormais pour combattre le marxisme. La mode du "marxisme" universitaire qui sévit durant les années 60 et jusqu'au début des années 70, s'est évanouie face à la retentissante "critique" du marxisme qui est devenue la plate-forme unique de l'intelligentsia "avancée". Partagée depuis plusieurs décennies sur la question du marxisme entre une aile hostile — groupée autour de la "défense du monde libre" — et une aile "favorable" — les "compagnons de route" — l'intelligentsia célèbre aujourd'hui sa réconciliation. Aron et les disciples de Sartre se retrouvent. Duverger et Bettelheim se congratulent. Les anticommunistes de la première heure se vantent de leur "lucidité" et du "courage" de leurs prises de position au temps révolu du stalinisme. Les éminents "marxistes" s'engagent solennellement quant à eux à pourchasser les derniers vestiges de marxisme qui pourraient, à leur insu, stériliser leur "invention théorique". C'est pourquoi ils appellent de leurs vœux les plus chers ce qu'ils nomment la "crise du marxisme". Non contents de la pourriture révisionniste, ils entendent construire un nouvel édifice sur les ruines du marxisme. Quel édifice !!!

Les marxistes doivent réfuter cette entreprise qui s'intègre dans les grandes manoeuvres antimarxistes actuelles. Ils doivent montrer la signification idéologique et politique véritable qui est au coeur du soi-disant "marxisme" dépassé et rénové que prônent les tenants de la "crise du marxisme". Ils ne doivent pas tolérer que les bases théoriques et les principes fondamentaux du marxisme ainsi que l'expérience historique du socialisme soient impunément niés, déformés, traînés dans la boue. Il est clair que le constat que dressent les marxistes conséquents de la situation actuelle n'a rien à voir avec le slogan réactionnaire de la "crise du "marxisme" tel qu'il est vociféré par ce compagnon de route du révisionnisme qu'est le socialisme petit-bourgeois pourrissant...

QUAND LE SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS "INTERPELLE" LE MARXISME...

Les tenants actuels de la "crise du marxisme", malgré l'extraordinaire nouveauté qu'ils prétendent introduire dans leur démarche critique, sont les héritiers de toute cette lignée de prétendus "marxistes" dont Bernstein est l'inspirateur et la figure classique. A l'époque de Bernstein, on parlait déjà de "crise du marxisme" comme si la théorie de Marx et Engels avait fait son temps et montré sa fausseté par rapport à la situation d'alors. On sait les très vives réactions de Marx et Engels à l'égard des signes avant-coureurs du bernsteinisme dans la social-démocratie allemande. On sait le sort que les marxistes ont réservé au bernsteinisme et, en tout premier lieu, Lénine. De même, l'histoire du prolétariat révolutionnaire a apporté un démenti cinglant aux champions de la "crise du marxisme" qui se transforment toujours en agents ouverts et cyniques de la réaction lorsque la révolution menace — comme ce fut le cas, par exemple, durant la Première Guerre mondiale et dans les années

qui suivirent. Mais, étant donné la crise réelle que traverse le marxisme en France et l'état actuel du mouvement ouvrier, étant donné la confusion et l'ignorance qui caractérisent la situation subjective ainsi créée, il n'est pas étonnant de voir ressortir aujourd'hui toutes les vieilleries et arguties à la Bernstein. Les ressusciter peut même avoir une "signification particulière dans le moment actuel" nous avoue Bettelheim (Cf. "Marx et le moment actuel", *Le Monde* du 29.04.80). Il est évident en effet qu'attaquer le marxisme aujourd'hui — tout en se réclamant de Marx — a une signification particulière qui tient au contexte idéologique et politique actuel. Sous l'angle théorique, c'est se retrouver dans le camp des Rubel et C^{ie}, c'est-à-dire de tous les soi-disant "marxistes" qui constituent une chapelle dans la "politologie" bourgeoise. C'est faire du marxisme (à l'instar de générations entières d'universitaires bourgeois) une branche de la sociologie bourgeoise en prenant des airs doctes et en feignant la rigueur scientifique. C'est tout simplement trahir le marxisme, l'édulcorer au point qu'il est parfaitement acceptable dans le cadre du "pluralisme" bourgeois, l'"interpréter" afin qu'il devienne même "l'outil théorique" par excellence pour critiquer le socialisme et prouver que le capitalisme est "indépassable". [*On comprend que ce "marxisme" reçoive les subsides du Ministère des Universités pour se faire publier ! (Cf. le livre de Bernard Chavance, Le Capital socialiste, Le Sycomore, 1980.)*]

Sous l'angle politique, c'est participer à la mystification social-démocrate particulièrement en essor à l'heure actuelle ; c'est concourir au renforcement de la social-démocratie traditionnelle sous prétexte d'ouvrir une nouvelle voie, la fameuse "troisième voie", qui reste toujours à l'état d'épuré squelettique dans les livres des idéologues ; c'est tenter de redonner à la social-démocratie réelle la faveur du "marxisme" quand, depuis plus de soixante ans, social-démocratie signifie antimarxisme et conciliation ou trahison bourgeoises pour toute personne qui connaît un tant soit peu l'histoire politique et possède quelques notions de marxisme !

La "crise du marxisme" — nouvelle version est née officiellement à Venise en novembre 1977. C'est Althusser qui l'a tenue sur les fonts baptismaux en prononçant ce cri de soulagement : "Enfin la crise du marxisme !" [*Voir l'intervention d'Althusser au colloque organisé par Il Manifesto et reproduite dans le recueil Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires, Le Seuil, 1978.*] On se souvient que, quinze ans plus tôt, c'est le même qui prétendait remettre à flot la théorie marxiste que Staline et le parti bolchevik auraient, selon lui et tous les révisionnistes, réduite à une "vulgate". Drôle de retour à Marx qui se conclut en forme d'oraisons funèbres... et qui montre de quel "marxisme" il s'agit ! Une fois rendu public, le mot d'ordre de "crise du marxisme" eut un succès immédiat dans les cercles "marxistes" qui attendaient depuis longtemps cet appel cynique. Depuis 1978, plusieurs revues en France ont épinglé le mot d'ordre à leur frontispice ou s'en réclament peu ou prou (Communisme, Partis Pris, Dialectiques, Critique de l'économie politique,...). En quelques mois s'est constitué, à partir d'éléments en apparence éloignés les uns des autres, un courant dont l'ambition est — selon Althusser — de "renouveler le marxisme, donner une force nouvelle à sa théorie, modifier son idéologie, ses organisations et ses pratiques, pour ouvrir un véritable avenir de libération sociale, politique et culturelle à la classe ouvrière et à tous les travailleurs". [*Althusser, op. cit. , p. 253. L'autre apôtre de la "crise du marxisme", Bettelheim, s'élève contre l'idée qu'un "nouveau marxisme" devrait être fondé (Cf. l'article du Monde cité plus haut). S'agit-il d'une divergence avec Althusser ? Pas le moins du monde. C'est simplement que, pour Bettelheim, le marxisme n'existe pas comme doctrine, ni chez Marx, ni chez ses successeurs. Par conséquent, il ne saurait être "renouvelé". L'objectif de la "crise du marxisme" est, en se fondant sur l'oeuvre de Marx (et en tenant compte des "contradictions" inhérentes à cette oeuvre, comme le disait déjà Bernstein), de "reconstruire une problématique révolutionnaire ouverte..."*], etc. Quant au fond, Althusser et Bettelheim disent exactement la même chose.] Mais l'unité au sein de ce courant est essentiellement idéologique (communauté de la méthode révisionniste, mêmes préjugés politiques hérités du socialisme petit-bourgeois) avant d'être, même embryonnairement, organisationnelle. C'est donc davantage un "courant de pensée" qu'un pôle d'attraction politique. C'est pourquoi les tenants de la "crise du marxisme" peuvent sembler avoir des désaccords politiques entre eux. Qu'ils évoluent par ailleurs dans des milieux assez différents, tient au fait que leur origine est disparate. Mais ils se font mutuellement référence, reprennent les mêmes considérations et jouent le même rôle.

Ce courant regroupe, d'une part, les "oppositionnels" du PCF inspirés par Althusser, et, d'autre part, un conglomerat d'anciens militants trotskystes et maoïstes qui considèrent Bettelheim comme l'optimum en matière de "matérialisme historique". Au premier abord, ce regroupement peut donc surprendre. Les premiers ont toujours préconisé l'ouverture du PCF et sa réformation, ont mené la "lutte interne" en se maintenant aux marges de ce parti et ont soutenu à fond le "Programme commun" et l'Union de la gauche. Les autres au contraire ont, dans le passé, affirmé leur opposition politique et organisationnelle au PCF, jugé "staliniens" (par les trotskystes), "révisionnistes" (par les maoïstes) ; ils ont prétendu constituer une alternative révolutionnaire au PCF et construire une "nouvelle organisation" ou un "nouveau parti de la classe ouvrière", etc. Les premiers se sont présentés comme la "dissidence" de la "gauche communiste", les autres comme la pointe de l'"extrême-gauche révolutionnaire". Il semble donc, si l'on s'en tient à ces origines apparemment contradictoires, que la politique éloigne les uns des autres les tenants actuels de la "crise du marxisme". On peut s'étonner aussi qu'ils professent, à l'inverse, l'accord le plus unanime en matière de "théorie".

En fait, depuis dix ou quinze ans, l'itinéraire politique des uns et des autres mène au même but ; il conduit de l'opposition (intérieure ou extérieure) au parti révisionniste à l'apologie d'une "nouvelle voie" issue d'une critique des principes fondamentaux du marxisme et d'une réhabilitation historiographique de la social-démocratie. C'est ce que Christine Buci-Glucksmann a appelé l'"eurocommunisme de gauche". [Cf. son livre (en collaboration) *Le Défi social-démocrate*, Maspéro, 1980.] Il s'agit en fin de compte de teinter la social-démocratie de "radicalité" ou de "problématique révolutionnaire" (avec les références habituelles à Mai 68) en puisant dans le verbiage d'extrême-gauche, et d'en renouveler l'antimarxisme grâce aux arguments produits par les travaux "théoriques" de la "crise du marxisme". Toutes les thèses de ce courant reflètent les positions du socialisme petit-bourgeois qui est la souche commune aux "dissidents" du PCF comme aux "gauchistes". D'ailleurs, la virulence politique de ces derniers ne les a jamais empêchés dans le même temps d'admirer les travaux "théoriques" des premiers dont le fervent soutien à l'Union de la gauche s'est transformé ensuite en une active participation au mouvement "l'Union dans les luttes" (Balibar, par exemple). La faillite de l'extrême-gauche et son ralliement aux vicissitudes de la politique des "grands partis de gauche" d'une part [*Même les abstentionnistes d'antan qu'étaient les deux organisations maoïstes soi-disant "anti-révisionnistes" et "marxistes-léninistes" : le PCML(F) et le PCR, ont rallié "la tête haute" le camp social-démocrate en appelant de fait à voter Mitterrand et en proposant des... négociations au "candidat de gauche" !!!*], le tournant opéré sur la voie de l'"eurocommunisme" et la mise à l'écart des althussériens d'autre part, ont précipité la formation de ce courant socialiste petit-bourgeois qui cherche aujourd'hui les formes d'une expression politique "indépendante" à l'ombre de la gauche et des syndicats.

Au niveau des analyses politiques, le courant de la "crise du marxisme" a néanmoins déjà trouvé sa "ligne". C'est celle de sa composante "gauchiste" en parole, de sa composante "eurocommuniste" dans les faits. L'extrême-gauche française n'a jamais pu produire autre chose en matière de "stratégie" que la ridicule "convergence des luttes". Autrefois, il s'agissait de la "convergence des luttes des travailleurs" — essentiellement au niveau syndical, d'où les innombrables appels à l'agitation syndicale et la mise en avant d'impressionnants programmes de pures revendications syndicales. Désormais, il s'agit de la "convergence des luttes" non seulement des travailleurs (sous-entendu : c'est l'affaire des syndicats et des partis de gauche...) mais surtout des "nouveaux mouvements sociaux" ou "nouveaux fronts de lutte" dans lesquels la petite bourgeoisie "radicale" peut exercer son militantisme et exprimer ses idées réactionnaires (mouvements "régionalistes" appelés "nationalitaires (!)", "féministes", "écologistes", "défense des minorités" (!), etc.). On veut d'ailleurs faire croire que tout ce fatras est issu de Mai 68, alors qu'il est apparu dans l'après-mai 68 et qu'il traduit le rejet explicite des aspects progressistes de cette période (anti-impérialisme militant, reconnaissance du rôle dirigeant de la classe ouvrière, dénonciation de la politique du PCF) au profit des préjugés petit-bourgeois, du "vécu" petit-bourgeois, de l'obscurantisme petit-bourgeois.

Mais la ligne de la "convergence des luttes" nouvelle version, pour correspondre aux ambitions de ses auteurs, doit prendre en compte la réalité politique et syndicale française sous peine de rester marginale. C'est pourquoi elle suppose en fait le ralliement à la tactique que prônent les "eurocommunistes de gauche" : tremper dans le jeu politique social-démocrate, servir de mouche du coche à la social-démocratie, par la propagande et par le "militantisme unitaire" qui contribue à renforcer le PS. Voilà le fond de la "ligne" politique des "critiques du marxisme", voilà pourquoi, bien que révisionnistes dans la méthode, ils sont distincts du révisionnisme français incarné par le PCF et expriment les positions du socialisme petit-bourgeois.

Ces positions apparaissent plus clairement et plus uniment lorsqu'on considère les thèses de la "crise du marxisme" concernant le marxisme lui-même, ses principes, ses conceptions, son histoire. Les deux parrains français de cette "crise" sont — comme il a déjà été dit — Althusser et Bettelheim. Dans les prochains articles, les principales thèses de nos éminents "marxistes" français seront passées en revue. Aussi ne s'agit-il ici que d'en donner un très bref aperçu.

Althusser comme Bettelheim partent de la constatation qu'existe une "crise du (ou des) marxisme(s)". Pour eux, cette "crise" n'est pas le résultat de la propagation du révisionnisme moderne qu'ils ignorent purement et simplement. Elle est le résultat d'un "blocage" dans le développement du "marxisme vivant" à l'époque de Staline. [Cf. le texte d'Althusser cité précédemment, p. 246. Voir aussi : Bettelheim, *Les Luttes de classes en URSS*, Tome 2, *Le Seuil-Maspéro*, 1977, p. 462 sq. C'est donc le "stalinisme" et, plus généralement, le bolchevisme qui est responsable de la "crise du marxisme". [Par bolchévisme, nos "critiques" entendent indistinctement les bolcheviks (les léninistes) et tous les courants anti-bolcheviks : trotskyste, zinovéviste, boukharinien...] Ce "blocage" se traduit au niveau idéologique par une "simplification dogmatique" du marxisme de Marx — qui aurait infléchi l'ensemble de l'histoire ultérieure du marxisme en URSS comme dans le monde, sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Au niveau politique et social, il refléterait le développement du "capitalisme d'Etat" en URSS et du système "totalitaire" correspondant. Ces thèses des tenants actuels de la "crise du marxisme" sont un mélange de conceptions révisionnistes mises à l'honneur après le XXe Congrès du PCUS et de conceptions développées par les spécialistes anglo-saxons de "soviétologie". Elles déforment

complètement le développement réel du marxisme en opposant Lénine à Marx et constituent une négation de la révolution socialiste en URSS et de la contre-révolution khrouchtchévienne.

En partant d'une vision falsifiée du marxisme, nos "critiques" ne s'attaquent pas seulement à son histoire ; ils s'élèvent contre ses principes fondamentaux. Car, en prétendant procéder à l'analyse "concrète" du développement du marxisme, ils font croire que la doctrine marxiste n'existe pas comme un ensemble de principes cohérents, ni chez Marx, ni chez ses successeurs. Ceux-ci — quelles que soient leurs positions politiques et théoriques — opéreraient "par nature" une "lecture" déformante de l'oeuvre de Marx en fonction du contexte historique déterminé dans lequel ils sont condamnés à vivre. Seuls nos "critiques" actuels ont la force de s'extraire des déterminations du temps... en faisant abstraction du révisionnisme moderne ! En résumé, la "crise du marxisme" décrète, primo, qu'il existe autant de marxismes que de "lectures possibles" de Marx (passons sur l'aspect académique qui réduit le marxisme à une "lecture") ; secundo, qu'il ne saurait donc y avoir ni orthodoxie (ni vérité du marxisme) ni déviation (ni pseudo-marxisme) puisque le marxisme disparaît de la circulation — et ne saurait être de toute façon la doctrine élaborée par Marx et Engels et leurs successeurs : Lénine et Staline ; tertio, que le léninisme n'est pas le marxisme de l'époque de l'impérialisme valable universellement mais une forme incomplète et biaisée de "lecture" de Marx dont les dangers ont été révélés, nous dit-on, par l'histoire "horrible" de l'URSS. De là découle toute une série de thèses concernant le marxisme, si tant est que ce terme garde un sens.

Pour les tenants de la "crise du marxisme", la situation actuelle appelle donc la révision des principes fondamentaux du marxisme sous prétexte de le "reconstruire" ou de le "renouveler", qu'il s'agisse de la dialectique (Althusser) ou du matérialisme historique (Althusser et l'école Bettelheim), qu'il s'agisse également de toutes ses bases théoriques qui fondent la stratégie et la tactique marxistes-léninistes (conception générale de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et des lois de l'édification du socialisme). L'URSS de Lénine et Staline sert de "champ critique" pour nos éminents "marxistes" qui se flattent de tirer le bilan de l'histoire et d'ouvrir la voie de la révolution (!). Ce faisant, il ne parviennent qu'à ressortir les préjugés petits-bourgeois sur la "Démocratie" et les "Droits de l'homme" qui vont de pair avec un antimarxisme foncier. Les prochains articles sur "CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME dévoileront le fond réactionnaire des thèses d'Althusser, de Bettelheim et de leurs épigones — qui prennent place dans la lutte de grande envergure menée par la bourgeoisie pour tenter de faire disparaître le marxisme.

EMPLOI ET CHOMAGE EN FRANCE

L'ECONOMIE FRANÇAISE CONTINUE DE CREER DES EMPLOIS - AU CONTRAIRE DE L'ALLEMAGNE PAR EXEMPLE. MAIS DEPUIS SEPT ANS, SUR TROIS ACTIFS SUPPLEMENTAIRES, IL SE TROUVE DEUX CHOMEURS ! Cette progression simultanée de l'emploi et du chômage est une donnée caractéristique du capitalisme : le chômage n'apparaît pas au moment des crises, c'est un mal chronique lié aux progrès de l'accumulation capitaliste. En même temps qu'il "crée" des emplois, qu'il attire toujours plus de forces de travail sous son joug, le capital crée des travailleurs en surnombre. Ainsi, alors que l'économie capitaliste n'est pas encore entrée dans une crise générale de surproduction dans notre pays, c'est-à-dire alors que la production s'accroît, que les emplois augmentent, que les salaires réels progressent, le nombre des chômeurs a quadruplé en dix ans, passant de 400 000 à 1,6 million.

Cet article met en relief les grandes tendances de l'emploi et du chômage depuis trente ans. Il examine ensuite la structure de l'armée de réserve industrielle, en quoi sa composition et les mouvements qui l'agitent ne sont pas le fruit du hasard mais répondent aux nécessités actuelles de l'accumulation capitaliste. Il dégage le rôle et la fonction de cette surpopulation dans le cadre du redéploiement, de la rationalisation et de la politique capitaliste d'exploitation toujours plus forte de la force de travail.

Au cours de l'année 1980, le chômage s'est considérablement aggravé. Le nombre des "demandeurs d'emploi en fin de mois" (D.E.F.M.) — qui représente l'évaluation du chômage par l'ANPE — s'élevait à 1 632 000 fin décembre 1980, soit une augmentation de 11,1 % sur un an. Cette hausse brutale des demandeurs d'emploi persiste au début de 1981 avec 1 680 000 D.E.F.M. en janvier, 1 668 000 en février et 1 663 000 en mars — soit 600 000 chômeurs supplémentaires par rapport à 1977.

COMMENT MESURE-T-ON LE CHOMAGE DANS LES STATISTIQUES OFFICIELLES ?

Avant d'examiner ce que représente exactement ce chômage, et quelles tendances s'y expriment, il faut dire un mot sur les différentes manières de mesurer le phénomène.

Les chiffres cités plus haut expriment les demandes d'emploi non satisfaites constatées chaque fin de mois à l'ANPE (dites D.E.F.M.). Ces statistiques présentent le gros défaut d'être dépendantes des caractéristiques de la gestion administrative du chômage par l'Agence baptisée "pour l'emploi" par antiphrase. Tout d'abord, l'ANPE ne compte dans ces D.E.F.M. que les "demandes d'emploi durables à temps plein". Ensuite, des mesures nouvelles introduites en 1980 ont conduit l'Agence à sous-estimer le nombre de demandeurs : radiation des fichiers d'un certain nombre de chômeurs de longue durée puisqu'on a maintenant établi une durée maximum d'indemnisation (trois ans), or ce type de chômeurs est de plus en plus nombreux ; déconnexion entre les droits à la Sécurité Sociale (pour une durée de un an) et l'inscription à l'Agence ; enfin, entrée en vigueur d'une nouvelle catégorie de demandes d'emploi, rassemblant toutes les demandes saisonnières ou temporaires (tels certains contrats à durée déterminée, qui vont en augmentant) qui a eu pour effet de faire baisser sensiblement la catégorie répertoriée en D.E.F.M. Plus qu'un tassement réel du nombre des chômeurs, le ralentissement des D.E.F.M. constaté par l'ANPE courant 80 traduit donc davantage une baisse administrative (et temporaire) des chômeurs de longue durée, des femmes qui veulent reprendre une activité et de jeunes à la recherche d'un premier emploi, et un changement de catégorie de certains chômeurs, précisément de ceux dont le nombre augmente rapidement.

L'autre mesure principale du chômage provient de l'enquête semestrielle sur l'emploi de l'INSEE. (enquête par sondage et entretiens directs). Elle s'inspire de la définition donnée par le B.I.T. : est chômeur celui qui est dépourvu d'emploi, est à même, de travailler, cherche un emploi rémunéré et est en quête de cet emploi. Mais, en plus de cette "population disponible à la recherche d'un emploi" (P.D.R.E.), l'enquête INSEE distingue, surtout parmi les jeunes et les femmes, les personnes qui, non pas spontanément mais à un moment de l'entretien, déclarent rechercher un emploi et les regroupe en "population marginale disponible à la recherche d'un emploi" (P.M.D.R.E.). Le tableau ci-dessous donne les derniers résultats publiés, que nous comparons avec ceux de 1977.

Tableau 1

		mars 1977	mars 1980
PDRE	hommes	460 593	585 719
	femmes	544 384	797 258
	ensemble	1 004 977	1 382 977
PMDRE	hommes	93 710	48 138
	femmes	363 541	286 894
	ensemble	457 251	335 032
TOTAL	hommes	554 303	633 857
	femmes	907 925	1 084 152
	ensemble	1 462 228	1 718 009

A titre de comparaison, l'ANPE enregistrait fin mars 1980 ; 1 412 320 D.E.F.M. Pour des raisons diverses (et qui tiennent à la nature différente de ces deux types de mesure), les D.E.F.M. et la P.D.R.E. ne se recourent pas entièrement. L'I.N.S.E.E. estime que 20 % environ des demandeurs d'emploi (D.E.F.M.) ne se déclarent pas chômeurs à l'enquête emploi (P.D.R.E.).

Etant donnée la progression des D.E.F.M. ces derniers mois, et compte tenu de la sous-estimation propre à cette mesure, on peut donc estimer que la population en situation de chômage approche les deux millions de personnes aujourd'hui (soit environ 9 % de la population active). Mais ce nombre est lui encore en dessous de la réalité du sous-emploi, comme nous le verrons lorsque nous utiliserons les notions marxistes de surpopulation relative et d'armée de réserve industrielle. Il va de soi que, même si on ajoute la P.M.D.R.E. à la P.D.R.E., nous sommes encore loin de la réalité du sous-emploi, du vrai chômage, car nous n'avons qu'une faible idée de l'ampleur du paupérisme qui tient tant de forces vives à l'écart du travail, et de l'importance de la surpopulation latente. Toutefois, à mesure que les campagnes se dépeuplent et que les femmes entrent en activité, cette surpopulation latente a toujours tendance à diminuer au profit des formes flottantes et stagnantes de la surpopulation. *[(1) On distingue trois formes de surpopulation : 1° la forme flottante entoure les centres de la grande industrie et constitue une réserve qui suit les mouvements du cycle industriel. 2° la forme latente est constituée par cette population (surtout des campagnes et les femmes) qui attend des circonstances favorables pour entrer en activité. 3° la forme stagnante occupe des emplois précaires, irréguliers, mal payés, etc. (cf. Le Capital, Ed. soc, t. III, p. 83 sq.).]*

Nous ne pouvons évidemment travailler ici qu'à partir des chiffres fournis par les statistiques officielles. L'enquête emploi permet de connaître avec précision de nombreuses caractéristiques des chômeurs : c'est pourquoi nous l'utiliserons souvent ici.

LES TENDANCES RECENTES

Diminution récente mais confirmée de l'emploi salarié (qui se traduit aussi par une reprise des licenciements économiques) et utilisation plus grande de l'armée de réserve industrielle pour adapter l'emploi à la conjoncture (d'où croissance du chômage partiel et des formes précaires d'emploi), telles sont les grandes tendances qui se dégagent de la progression du chômage au cours de l'année 1980.

Contrairement aux tendances passées, les hommes ont été plus touchés que les femmes par le chômage en 19-80. Cette augmentation de 15 % en un an du chômage masculin (alors que celui des femmes augmente de 7,8 %) confirme et reflète sans nul doute le fait que l'emploi industriel, où la part des hommes est prépondérante, baisse dans l'absolu.

D'autre part, les licenciements économiques, qui avaient connu une pause début 1980, ont repris de l'importance dans le courant de l'année, et le dernier chiffre connu est assez remarquable : plus de 30 000 salariés licenciés pour motif économique (dont 63 % d'hommes) en octobre 1980, soit une augmentation de 37 % sur octobre 1979. En conséquence, les demandes d'emploi enregistrées par l'ANPE à la suite d'un licenciement économique ont augmenté (18,1 % du total des demandes en décembre 1980, contre 13,3 % un an auparavant).

Les catégories de travailleurs les plus touchés par le chômage en 1980 sont les employés non qualifiés (+ 13,7 % en un an), les ouvriers qualifiés (+ 28,1 % en un an) ainsi que les manoeuvres, ces deux derniers groupes ayant été relativement "épargnés" en 1979.

La part des jeunes de moins de 25 ans parmi les demandeurs continue à progresser alors même qu'elle était déjà très importante (39,7 % des D.E.F.M. en février 1979, 40,6 % en février 1981). Le fait notable en 1980 est la très nette augmentation des hommes (28 % d'augmentation dans les D.E.F.M. des hommes de moins de 25 ans entre février 1980 et février 1981).

Cet accroissement traduit les difficultés toujours plus grandes d'embaucher des jeunes ainsi que l'inefficacité du "troisième Pacte pour l'emploi". Sur les 160 000 stages pratiques et stages de formation visés en 1980, seulement une centaine de milliers ont été pourvus. Or on estime que 40 000 places de stages pratiques offertes et habilitées n'ont pu être attribuées, ceci tendrait à montrer que les jeunes sont maintenant conscients que ces stages ne font que retarder leur entrée en chômage (dans un cas sur deux) ou bien les font entrer dans le cycle sans fin des emplois précaires puisque la plupart des stages débouchant sur un travail le font sous forme d'un contrat à durée déterminée.

La croissance des emplois précaires représente justement un facteur important de l'accroissement du chômage, en particulier ces deux dernières années. Si on regarde les raisons du dépôt des "demandes d'emploi enregistrées" (D.E.E.) à l'ANPE, on s'aperçoit que, entre 1977 et 1979, les D.E.E. ayant augmenté de 10 %, les seules D.E.E. pour fin de contrat à durée déterminée et fin de mission d'intérim augmentaient respectivement de 45 % et de 28 %. Entre 1979 et 1980, ces derniers taux d'augmentation s'élevaient à 14 % et 26 % alors que le total des D.E.E. ne progressait que de 3 %. En 1980, les 2 992 000 D.E.E. se décomposaient ainsi :

Licenciements 26,0 %
 dont licenciements économiques 13,2 %
 autres licenciements 12,8 %
 Démissions 13,4 %
 Fins de contrat à durée déterminée 27,8 %
 Fins de mission d'intérim 7,0 %
 Première entrée 15 96 %
 Reprise d'activité 1,6 %
 Autres cas 2,7 %

Le développement du chômage partiel correspond au même type d'ajustement de la demande de travail pratiqué par les capitalistes.

En décroissance au début de l'année 1980, le chômage partiel s'est brusquement aggravé à partir de juillet. En septembre, octobre et novembre 1980 (derniers chiffres connus), les travailleurs touchés par le chômage partiel ont été au nombre de 153 746, 262 902 et 344 342 soit un total de 760 990 (c'est-à-dire plus de trois fois plus que lors de la même période en 1979), le nombre de journées indemnisables (3 537 595) ayant quadruplé — le nombre d'heures non travaillées pour chaque chômeur s'accroît donc.

La progression massive du chômage ces derniers mois correspond donc à la récession que connaissent certaines branches industrielles et au développement général des formes d'emploi précaires (dans lesquelles il faut inclure les "Pactes nationaux pour l'emploi des jeunes").

Nous allons voir maintenant comment ces phénomènes sont dans le prolongement de tendances apparues depuis une vingtaine d'années en France.

D'OU VIENT LE CHOMAGE

Pour connaître la nature du chômage et les facteurs qui déterminent son accroissement, il faut connaître la situation générale de l'économie, la nature de la crise, les formes qu'elle prend, l'étape de son développement, etc. Il faut donc dire quelques mots de cette situation, même si son étude approfondie sort du cadre de cet article.

Aujourd'hui, tout le monde, les économistes de toute obédience, parlent de "crise". Ce discours a pour mérite de rendre démodées toutes les thèses classiques sur l'équilibre général de l'économie, mais il présente l'inconvénient de jeter beaucoup de confusion sur la réalité de la crise. Le développement brutal du chômage ces derniers mois ne saurait masquer le fait que ce fléau est apparu de manière notable au début des années 60, c'est-à-dire à une période baptisée "boom économique", et qu'il s'est développé fortement alors que la production augmentait, et avec elle le nombre d'emplois, ainsi que les salaires des travailleurs.

Marx a montré que, sous le capitalisme, le chômage n'apparaît pas au moment des crises cycliques de production (où il prend l'allure de fléau social), mais qu'il est lié aux progrès de l'accumulation du capital. Cette dernière présente en effet le caractère spécifique de se traduire par une diminution de la grandeur proportionnelle de sa partie variable, donc par une baisse de la demande de travail relative. *[Nous utilisons ici les termes dans leur sens économique : le capitaliste "demande" du travail, l'ouvrier "offre" sa force de travail. "Demande de travail" équivaut donc à "l'offre d'emploi" du langage courant, et "offre de travail" à "demande d'emploi".]* En général, malgré cette baisse relative, les rangs des salariés augmentent avec le progrès de l'accumulation. Il suffit pour cela que la grandeur proportionnelle du capital variable (les salaires) décroisse en raison inférieure à celle de l'accroissement du capital total. Par exemple, le capital variable (v) représente les 3/5 du capital total (C), le capital constant (c), les 2/5 : $600 v + 400 c = 1000 C$. Le capital s'accroît en augmentant sa force productive (moins de travail vivant, plus de travail mort) : v ne représente plus que 2/5 du capital bien que sa grandeur absolue augmente : $800 v + 1200 c = 2000 C$.

L'effet de ce mouvement de capital sur la classe salariée est donc évident : il apparaît en son sein une surpopulation dite relative, parce qu'elle n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, et qu'elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite en fonction de ces besoins.

On voit donc que l'existence et le nombre de cette surpopulation est indépendant de l'accroissement de la population ouvrière et des variations du taux général des salaires — contrairement à ce que prétendaient les théories classiques (vieilleries ressorties aujourd'hui par la plupart des économistes qui prétendent que le chômage provient de l'arrivée massive des classes jeunes nées après la guerre, ou qui préconisent d'abaisser les salaires pour décourager certaines forces de travail — notamment féminines — de se présenter sur le marché du travail). L'existence de la surpopulation relative est liée intrinsèquement à l'accumulation du capital, son augmentation et sa diminution dépendent exclusivement des mouvements du cycle industriel.

COMMENT EST APPARUE CETTE SURPOPULATION EN FRANCE APRES LA GUERRE ?

Certains facteurs peuvent masquer ou rendre peu visible l'existence de ce phénomène, comme cela s'est passé en France au cours de la première période du "boom économique" (jusqu'à la moitié des années 60). Après les destructions massives de la guerre, l'accumulation s'est présentée davantage comme un mouvement d'extension quantitative provoqué par les nécessités de la reconstruction. Ce développement quantitatif ajouté à la naissance de nouvelles branches d'industrie ont stimulé la demande de travail. Le progrès économique entraînait ainsi des débouchés additionnels pour le travail, de même que l'extension du marché néo-colonial et les guerres coloniales pratiquées par l'impérialisme français.

Le lecteur nous permettra d'insister ici sur le fait que la création de ces nouveaux besoins ayant activé la demande de travail repose en grande partie sur les hécatombes successives de la guerre mondiale et des guerres coloniales locales", et que le "développement pacifique du capital" qui fit l'admiration de tous les économistes, de droite et de gauche, dans les années 50-60, prend sa source dans la boucherie impérialiste.

Pendant cette période (1949-1963), le niveau de la population active totale est quantitativement stable (alors que sa structure se modifie profondément, comme on le verra). Elle passe de 19,5 millions à 20 millions, ce qui représente un taux de croissance de 0,1 % par an. Le nombre des chômeurs tourne autour de 200-250 000 et dépend de la conjoncture économique (au moment des phases de récession de 1952-1954, 1958-1959 et 1962-1963, il atteint respectivement 311 000, 254 000, 273 000, ce dernier chiffre incluant 50 000 rapatriés d'Algérie).

Au cours de cette période où la demande de travail demeure forte, les mouvements qui affectent conjoncturellement la main d'œuvre sont réglés principalement par le recours à l'immigration. Lorsque les emplois croissent rapidement, le chômage diminue et on recourt à l'immigration, lorsque l'emploi régresse, le chômage augmente et l'immigration reflue.

Après 1964, les facteurs évoqués plus haut qui retardent et masquent l'apparition d'une surpopulation ne jouent plus avec la même vigueur : le sort de la classe salariée est alors caractérisé par un mouvement parallèle d'expansion de l'emploi et du chômage ; c'est alors que se constitue une véritable armée de réserve industrielle.

La croissance industrielle conserve un rythme soutenu (6 à 7 % de croissance annuelle) entre 1960 et 1973. La population active s'accroît de plus d'un million de personnes entre 1962 et 1968, d'1,4 million entre 1968 et 1975, mais l'emploi industriel progresse peu alors que le secteur tertiaire continue à créer de nombreux emplois et que la productivité du travail s'accroît. Entre 1964 et 1968, le chômage connaît une forte croissance (+ 19 % par an) et la P.D.R.E. double, passant de 205 000 à 410 000. Il s'agit d'un chômage à dominante masculine et industrielle, qui s'accroît même lorsque la croissance de la production industrielle est forte comme en 1965-1966.

Ce chômage ne provient pas de la vague démographique puisque, en 1968, après une certaine hausse, la part des jeunes revient à son niveau de 1963 (38 % des chômeurs). Mais la part des licenciements s'élève : 45 % des chômeurs.

Dès ce moment, la "répulsion du travail" devient un fait irréversible, les progrès de la productivité jettent sur le pavé un nombre toujours plus grand d'ouvriers (ou bien font que l'emploi industriel ne peut plus assurer autant de main d'œuvre qu'auparavant). L'accumulation traîne à sa suite une surpopulation croissante. Il suffira que la surproduction augmente, que la croissance ralentisse pour que le nombre de chômeurs double, puis triple.

Le fait notable de la période 1968-1974 est que la croissance très élevée de l'emploi (+ 1 828 000 pour les effectifs salariés occupés), la croissance rapide des investissements productifs et de la production industrielle, s'accompagnent d'une croissance soutenue du chômage (+ 100 000), alimenté en grande partie par les femmes (55 % des chômeurs en mars 1974). La part des employés dans le chômage passe de 15 à 21 %, celle des licenciés reste importante (41 %). Les prix et les salaires connaissent une rapide progression (en particulier après les grèves de 1968), l'inflation s'accélère dans tout le monde capitaliste. L'immigration continue et les entrées de travailleurs étrangers en 1970 atteignent un niveau record.

Situation paradoxale en apparence (rythme élevé de créations d'emplois, manque de bras, recours à l'immigration et chômage croissant), mais dans laquelle apparaissent des phénomènes tout à fait typiques de l'accumulation capitaliste. Le nombre de travailleurs employés augmente en apparence quand le capital remplace une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché : l'homme par la femme, le national par l'immigré. L'appel à la force de travail féminine, commencé à la fin des années 50, se fait plus pressant, les femmes vont désormais se présenter massivement sur le marché du travail, alimentant à la fois le chômage et l'emploi. En particulier, puisque l'industrie se décentralise, émerge la surpopulation latente (c'est-à-dire cette partie de la population des campagnes qui se trouve toujours sur le point de se convertir en population urbaine et est dans l'attente des circonstances favorables à cette conversion). On a pu constater que toutes les créations d'emplois issues de l'implantation d'industries dans les régions s'accompagnaient d'une nette augmentation du chômage, révélation de cette surpopulation latente.

Ainsi, de 1970 à 1973, 200 000 emplois industriels ont été créés, le chômage masculin stagne alors que le chômage féminin progresse de 90 000 — ce qui s'explique en partie par le fait que les femmes sont plus nombreuses à être des employées que des ouvrières, et que la proportion des employés dans la P.D.R.E. passe de 16,1 % en 1963 à 21,3 % en 1973 (25 % en 1974).

1974 est l'année de la "crise" (triplement du prix du pétrole). La hausse du prix du pétrole, si elle marque sans nul doute la fin d'une époque où les matières premières étaient "bon marché, n'a fait que révéler des tendances latentes de la surproduction dont le doublement du niveau de chômage dans les années 60 est un des signes. C'est en effet dès la fin des années 60 que la demande mondiale de la plupart des produits manufacturés commence à diminuer en particulier pour les matériaux de construction, la sidérurgie, l'industrie électromécanique, les matériels de transport. La période de forte croissance de toutes les économies capitalistes entre 1970 et 1973 ne pouvait qu'annoncer le retournement brutal du cycle, qui (sauf pour la France où il retarde d'une année) s'est produit en 1973, avant le "choc pétrolier".

En France, au cours du deuxième semestre de 1974, le nombre des chômeurs augmente de 200 000 (c'est-à-dire autant que le nombre total moyen des chômeurs pendant les années 50) pour atteindre 660 000 en décembre. Les demandes d'emploi masculines progressent plus vite que les demandes féminines, témoignant des difficultés de l'emploi dans l'industrie. Le chômage partiel s'accroît brutalement (la moyenne mensuelle des journées indemnisables est multipliée par dix entre le premier et le deuxième semestre de 1974).

Après la récession des années 1974-1975, la croissance va reprendre, mais à un rythme considérablement ralenti, et le nombre de chômeurs va dépasser le million (736 000 P.D.R.E. d'après l'enquête emploi d'avril 1975, 1 185 000 chômeurs si on y ajoute la P.M.D.R.E.). Après la reprise, fin 1976, l'effectif salarié a retrouvé à peu près son niveau de 1974 mais le rythme de création d'emplois industriels demeure faible et le nombre de faillites augmente fortement. Le rétablissement de l'emploi se fait donc essentiellement par le secteur tertiaire qui poursuit son expansion. La reprise est de courte durée et il faudra attendre 1979 pour que la production industrielle retrouve le niveau du début de 1975. Les investissements opérés ces dernières années étant davantage destinés à améliorer la productivité qu'à accroître les capacités de production, les créations d'emploi marquent le pas et, après un certain tassement, le nombre des chômeurs dépasse 1,4 million en 1979 (1,6 million avec la P.M.D.R.E.).

A la suite de la "crise" de 1974, la population active présente la caractéristique de continuer sa nette croissance (les disponibilités en main d'oeuvre s'accroissent d'environ 230 000 par an entre 1975 et 1980), l'emploi continue à s'accroître, quoique de manière ralentie (+ 53 000 par an en moyenne entre 1973 et 1979), mais, phénomène nouveau, on assiste à une diminution de l'emploi industriel (- 118 000 par an en moyenne dans la même période).

La croissance très ralentie de la production (+ 1,6 % par an après 1974, contre 6,8 % en 1970-1973, les biens intermédiaires [*Les statistiques concernant l'industrie découpent le système productif en secteurs selon la destination des produits : - les biens intermédiaires produisent des marchandises consommées par d'autres branches, donc des moyens de production (sidérurgie, non ferreux, chimie, etc.) ; - les biens de consommation produisent des marchandises destinées à satisfaire la demande finale des ménages et des administrations ; - les biens d'équipement produisent à la fois des moyens de production (construction mécanique, une partie de la construction électrique et de l'automobile) et des moyens de consommation (équipement ménager, automobiles...)*] ayant un taux négatif, - 0,7 % par an) oblige les capitalistes à débaucher, puisque la productivité continue à augmenter. De 1970 à 1974, toutes les branches industrielles créaient des emplois, sauf le textile et l'habillement et les cuir-chaussure. Après 1974, toutes suppriment des emplois, sauf trois branches des biens d'équipement (matériel électrique professionnel, armement et matériel de transport). En 1977, dans huit branches l'emploi devient inférieur à ce qu'il était en 1970. [*Cinq branches des biens intermédiaires (sidérurgie, non ferreux, matériaux de construction, chimie, papier-carton) — trois des biens de consommation (textile, cuir, presse-édition).*]

Concernant l'évolution de la durée du travail, là encore sa "tendance générale à la baisse après 1974 traduit bien l'objectif des capitalistes d'ajuster l'emploi à la production. Cet aspect est important à souligner au moment où s'installe la plus grande confusion autour de la revendication des trente-cinq heures.

En 1980, la durée hebdomadaire du travail était de 41,1 heures pour les ouvriers (contre 43,8 en 1974). 51,5 % des ouvriers travaillaient 40 heures par semaine (contre 18,7 % en 1974). Avant 1974, la baisse de la durée du travail touche surtout les secteurs les plus dynamiques et les plus rationalisés de l'industrie, ceux qui connaissent une forte productivité, une forte composition organique et où le plus souvent cette réduction du temps de travail est largement compensée par la mise en place du travail en équipes successives (énergie, chimie).

Après 1974, la baisse de la durée du travail se généralise dans les secteurs plus traditionnels et dans les petites entreprises. Mais cette réduction des horaires est toujours synonyme de chômage partiel et permet d'adapter la force de travail au ralentissement de la production ou à la récession.

Depuis 1976, le nombre d'heures travaillées en France (produit des effectifs par la durée du travail) est en diminution. Dans un premier temps, les capitalistes ont surtout ajusté l'emploi à la production par un recours général aux réductions d'horaire et au chômage partiel, dans un second temps, les licenciements et l'embauche réduite ont entraîné la diminution des effectifs : aujourd'hui, c'est la réduction simultanée des deux facteurs, effectifs et durée du travail, qui entraîne donc la baisse du nombre d'heures travaillées.

Chômage partiel : journées indemnisables par mois en moyenne :

1973	69 000
1975	1 245 000
1977	844 000
1978	710 000
1979	422 000
1980	845 000

Le tableau suivant (tableau 2) tiré de l'INSEE résume les grandes évolutions quantitatives de la population active dans les dix dernières années.

Tableau 2

Population active occupée (en milliers)

	Pop. act. au 31.12.1980	Evolution 1969-1974	Evolution 1975-1980	Solde 1969-1980
Agriculture	365	- 166	- 83	- 249
Industrie	6 943	+ 569	- 624	- 55
Biens de consommation	1 332	+ 34	- 183	- 149
Biens d'équipement	1 812	+ 372	- 114	+ 258
Biens intermédiaires	1 508	+ 192	- 186	+ 6
Bâtiment, génie civil-agricole	1 495	+ 4	- 126	- 122
Tertiaire	10 506	+ 1 424	+ 1 270	+ 2 694
Toutes activités	17 814	+ 1 828	+ 563	+ 2 391

On observe que les effectifs salariés occupés n'ont augmenté que de 563 000 entre 1974 et 1980 et ceci grâce au secteur tertiaire puisque l'industrie perd 624 000 emplois alors qu'elle en avait créés 569 000 au cours de la période 1969-1974.

Une autre manifestation récente de cette régression de l'emploi industriel se trouve dans le fait remarquable que la croissance des emplois n'est assurée que par des unités de moins de 200 salariés et plus particulièrement par celles de moins de 10 salariés.

Depuis 1974 donc, ni la France ni les autres pays capitalistes ne sont entrés dans une période de récession. La production a continué à croître, de manière ralentie et avec quelques reculs (1975, 1980) typiques du cycle industriel. Un chômage chronique s'est installé dès 1963, au moment du plein essor de la production. Ce chômage gonfle durablement dès lors que la croissance se ralentit, il s'aggrave brutalement dans les périodes basses du cycle, comme c'est le cas dans les derniers mois. L'armée de réserve industrielle est en effet particulièrement sensible à toute fluctuation du cycle industriel lorsque la croissance est faible, les capacités de production de moins en moins utilisées et l'investissement affecté surtout à l'amélioration de la productivité, lorsque c'est l'exportation qui apporte une contribution à la croissance et non le marché intérieur et que dans le redéploiement doit s'accélérer. *[Depuis 1974, le tassement relatif de la demande sur le marché intérieur explique la baisse de la croissance, car ce sont les exportations qui soutiennent la production. Ce phénomène conduit les capitalistes à se désengager toujours plus de certains secteurs (sidérurgie, textile, non ferreux) et à privilégier d'autres secteurs où la contribution des exportations est décisive (chimie, construction mécanique, armement, matériel électrique professionnel, automobile...) ce qui augmente les rangs de l'armée de réserve industrielle et accroît son degré d'utilisation par le capital.]*

Toute crise de surproduction provoquant un effondrement de la production (ce qui peut intervenir dans les années qui viennent) se traduirait évidemment par un gonflement brutal et gigantesque des sans-travail. Mais nous ne sommes pas encore dans une telle situation. Nous ne sommes pas non plus dans une "crise permanente" (Marx dit : "Les crises permanentes, ça n'existe pas"). La production s'accroît, avec son mouvement particulier et cyclique qui confère à l'armée de réserve industrielle sa quantité, son rôle, sa nature.

Ces dernières années, l'accumulation capitaliste provoque une tendance à rejeter les forces de travail de la sphère de la production vers celle de ce qu'on appelle le secteur tertiaire. Cette tendance peut-elle se poursuivre

durablement ? Non, pour deux raisons. La première est que l'essor du secteur tertiaire est étroitement lié à celui du secteur industriel, et que toute stagnation ou récession dans ce dernier aura des répercussions dans le premier. La seconde raison est que le tertiaire lui-même depuis longtemps est affecté par de profonds mouvements de répulsion de la force de travail et que, notamment avec l'introduction de la télématique et l'informatisation des activités de bureau, il cessera prochainement de créer des emplois.

Le VIII^e Plan prévoit pour 1985 une poursuite de la dégradation de l'emploi industriel (les pertes annuelles allant de 65 000 à 147 000 selon les modèles de prévision utilisés), l'emploi tertiaire ne parvenant plus à compenser entièrement la réduction des effectifs industriels. C'est pourquoi le VIII^e Plan conclut que l'emploi total baissera (de 17 000 à 120 000 par an selon les modèles) et que la P.D.R.E. atteindra 2 250 000 personnes en 1985.

EN S'ACCROISSANT, LA POPULATION ACTIVE CHANGE DE COMPOSITION

Pour examiner dans le détail les conséquences de cette rupture sur l'emploi et le chômage, il convient de jeter un bref coup d'oeil sur l'évolution qualitative cette fois de la population active, sur les profondes mutations de sa structure depuis une trentaine d'années.

Ces bouleversements internes (diminution des emplois agricoles, extension, particulièrement marquée à partir des années 60, de l'emploi salarié, de l'emploi tertiaire et de l'activité féminine) sont suffisamment connus pour que nous n'évoquions ici que quelques grandes tendances directement en relation avec la question du chômage.

Si on entend de manière traditionnelle par secteur "tertiaire" la fourniture de services (par opposition à la production de biens, caractérisant les secteurs primaire — agricole et secondaire — industriel), on s'aperçoit que cette sphère d'activité croît plus rapidement que le secteur secondaire et que la proportion de ce dernier décline, comme le montrent les résultats des recensements de la population (tableau 3).

Tableau 3

	1906	1926	1946	1954	1962	1968	1975
Secteur primaire	44,0	39,4	34,4	29,4	22,2	16,9	10,1
Secteur secondaire	29,5	33,6	30,9	35,0	38,0	39,2	38,5
Secteur tertiaire	26,5	27,0	34,7	35,6	39,8	43,9	51,4
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

En 1980, le secteur tertiaire concerne 59 % de l'emploi salarié (le tableau précédent porte sur l'emploi salarié et non salarié).

Certes, ces données sont à prendre avec précaution, la définition du tertiaire étant extrêmement vague, soumise aux aléas statistiques (des activités autrefois comptabilisées dans le secondaire le sont maintenant dans le tertiaire car elles ne sont plus réalisées au sein des entreprises industrielles, mais dans des sociétés de services ou d'intérim), et les fonctions dites tertiaires étant très hétérogènes, il est bien difficile de tirer une signification de ces données statistiques. Nous allons néanmoins, sans traiter ici cette question à fond, donner quelques indications qui nous paraissent typiques de l'évolution des sociétés capitalistes parvenues au stade impérialiste.

La division du travail propre au capitalisme monopoliste engendre le gonflement de certaines activités que l'on range dans le secteur tertiaire.

La recherche incessante de produits nouveaux, de marchés, l'effort de la rationalisation, développent les activités d'encadrement, de management, de marketing, d'organisation, de publicité, etc... Toutes ces activités sont elles-mêmes gonflées plus ou moins artificiellement par la complexité et l'anarchie du procès de travail qui aboutit à la production d'une marchandise : les matières premières proviennent du monde entier, aucun produit n'est élaboré dans un seul procès, mais sa fabrication est morcelée et sous-traitée aux quatre coins du pays quand ce n'est pas hors des frontières. Le produit une fois terminé doit être transporté sur les lieux de sa consommation qui se trouvent toujours plus nombreux et toujours plus loin du lieu de la production : d'où développement des transports et du commerce. Les organismes de crédit se développent à mesure que grandit la nécessité pour le capitaliste d'utiliser de l'argent qu'il ne possède pas et de vendre ses marchandises à ceux qui n'ont pas de quoi les payer. Comme celle des marchandises, la circulation du capital sous sa forme argent doit s'accélérer, son taux de rotation doit s'élever, sa mobilité être quasi parfaite : d'où le gonflement des opérations financières, et de tout ce qui optimise l'utilisation du capital-argent : comptabilité, conseil en gestion, analyse financière, etc.

Etant donné l'extraordinaire degré d'exploitation de la force de travail aujourd'hui, celle-ci doit être relativement bien formée et en bonne santé et être reproduite comme telle — d'où l'extension des emplois du secteur de l'éducation, de l'hygiène et de la santé.

Le caractère parasitaire de l'impérialisme se manifeste aussi par la concentration de travail improductif dans la métropole et le développement de couches aisées, consommatrices de certains services.

Enfin, pour garantir la reproduction de ces conditions et assurer son intervention croissante dans la vie sociale et économique, l'Etat impérialiste et sa bureaucratie prolifèrent. Le secteur tertiaire croît donc rapidement (200 000 emplois par an depuis 1962), il absorbe 50 % de la F.B.C.F. (formation brute de capital fixe, c'est-à-dire les investissements en bâtiments, installations, etc.), l'Etat emploie 3 millions de personnes. Entre 1962 et 1968, c'est le commerce qui arrive en tête avec 40 000 emplois supplémentaires par an — de 1968 à 1973, ce sont les services non marchands (essentiellement administration et éducation) avec 66 000 emplois par an. Enfin, dans la dernière période, les "services rendus aux particuliers" (essentiellement la santé) prennent le relais avec 86 000 emplois par an. Afin d'avoir une idée de l'évolution récente, nous comparons, dans le tableau 4 — page suivante — les enquêtes emploi de l'INSEE 1977-1980, où se confirment le tassement du commerce et des transports et le développement des services non marchands.

Tableau 4

	mars 1977		mars 1980	
	milliers	%	milliers	%
Agriculture	2 128,5	10	1 923	8,9
Industrie	6 103	28,6	5 856,5	27,1
Bâtiment, génie civil et agricole	1 841	8,6	1 875,5	8,7
Tertiaire	11 237	52,7	11 938,5	55,3
Commerce	2 512,5	11,8	2 588,5	12
Transport et télécommunication	1 270	6	1 263,5	5,8
Services marchands	3 452,5	16,2	3 730,5	17,3
Institutions financières	608,5	2,8	648	3
Services non marchands	3 393,5	15,9	3 708	17,1
TOTAL	21 309	100	21 593	100

Si on aborde maintenant le secteur tertiaire non plus en termes d'activités économiques mais d'emplois individuels, de métiers, les disparités apparaissent plus nettement. Nous reproduisons successivement ici l'évolution des grands groupes de professions tirée des recensements de 1954 et 1975 (tableau 5) et des enquêtes emploi de 1977 et 1980 (tableau 6), où on voit le gonflement massif des ingénieurs-techniciens, cadres et employés de bureau.

Tableau 5

	Structure des professions en %		Part des femmes en %	
	1954	1975	1954	1975
Professions de l'agriculture	27,8	9,9	35	30
Professions ouvrières (salariés + indépendants)	37,1	38,0	21	19
Industriels et commerçants	6,5	4,2	52	47
Ingénieurs, techniciens, cadres techniques	1,9	5,1	5	9
Professions administratives (cadres supérieurs et moyens, employés de bureau)	9,8	17,9	51	61
Professions des services	10,4	12,2	61	61
Professions des services sociaux, enseignement, santé	3,0	8,0	59	66
Divers et mal désignés	3,5	4,7	32	41
TOTAL en effectifs en milliers	19 185	21 775	—	—

Tableau 6

	mars 1977			mars 1980		
	en milliers	%	Part des femmes	en milliers	%	Part des femmes
Agriculteurs	1 963,5	8,9	34	1 836,7	8,1	34
Patrons de l'industrie et du commerce	1 841	8,4	39	1 771,7	7,8	37,5
Professions libérales, cadres	4 469	20,3	38	5 021,9	22,2	39
Employés	3 714	16,9	66	3 895,7	17,3	67
Ouvriers	8 141	37,1	24	8 140	36,1	23,5
Personnels des services	1 425	6,5	78	1 494,8	6,6	80
Autres	405,5	1,8	7	413,8	1,8	8
Ensemble	21 959	100	39,2	22 574,7	100	40

Jusqu'en 1975, l'essor des "emplois tertiaires" ou des métiers non-ouvriers avaient accompagné (ou plus précisément suivi) une augmentation du nombre d'ouvriers, telle que la proportion de cette catégorie dans la population active restait à peu près stable. Mais après 1974, le nombre d'ouvriers baisse pour la première fois (-160 000 entre 1974 et 1980), reflétant l'amputation des effectifs industriels et les causes de cette amputation (rationalisation). Cette réduction est principalement due à la baisse du nombre des ouvrières. A l'intérieur de la classe ouvrière, le nombre d'O.Q. s'élève, celui des ouvrières non qualifiées augmente également. En 1968, les femmes représentaient 25 % des O.S. et 37 % des manoeuvres, ces taux s'élevaient en 1980 respectivement à 28 % et 47 %. Ainsi, dans l'industrie, les ouvrières se concentrent davantage dans les emplois les moins qualifiés, les plus touchés par le chômage. Dans le tertiaire, par contre, la proportion des femmes augmente dans toutes les catégories. Ainsi, alors que l'activité féminine poursuit sa progression, l'emploi masculin stagne : 13 147 000 hommes en mars 1974, 13 130 000 en 1980. Cette évolution est tout à fait remarquable. Les femmes qui payent déjà un lourd tribut à la rationalisation et aux restructurations dans l'industrie, constituent la masse des employés dans laquelle le capital va pouvoir tailler puisque la rationalisation touche aussi largement ces emplois. Ainsi, à la sortie de l'école, les jeunes filles s'orientent très majoritairement vers le secteur tertiaire (pour 73 % d'entre elles, 23 % allant vers l'industrie) alors que l'insertion des jeunes garçons est plus équilibrée : 48 % vers l'industrie, 47 % vers le tertiaire. Mais il est à noter que les "services non marchands" (administration et enseignement) absorbent 17,5 % des jeunes garçons et 26,5 % des jeunes filles.

QUELLE EST LA STRUCTURE DE L'ARMEE DE RESERVE INDUSTRIELLE ? COMMENT LE CAPITAL L'UTILISE-T-IL ?

A propos de l'offre et de la demande de travail, Marx a bien rais en évidence que le capital agit des deux côtés à la fois : si son accumulation augmente la demande de bras, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires et en accroissant la surpopulation. "Les dés sont pipés. Dans ces conditions la loi de l'offre et de la demande de travail consomme le despotisme capitaliste." (Le Capital, Ed. Soc, t. III, p. 83) La description que nous avons faite plus haut des grandes tendances de l'emploi et du chômage depuis trente ans est une illustration de cette analyse. Nous allons examiner maintenant plus en détail quels types de surnuméraires sont fabriqués par l'accumulation capitaliste et voir quelles fonctions précises remplit l'armée de réserve industrielle dans le capitalisme aujourd'hui. Au moment de la pleine croissance où, comme nous l'avons vu, emploi et chômage augmentaient, l'armée de réserve industrielle était essentiellement alimentée par la population inactive, c'est-à-dire par les jeunes sortant de l'appareil scolaire et par les femmes reprenant une activité.

Depuis une vingtaine d'années, l'appel à la force de travail féminine est une donnée générale et irréversible : malgré un chômage croissant, qui les frappe plus que toute autre catégorie, les femmes continuent à se présenter massivement sur le marché du travail. C'est que le capital a besoin d'elles : pour exercer certains emplois industriels (peu payés, travail à la chaîne où les ouvrières sont majoritaires...), pour assurer l'extension du tertiaire à moindre frais, pour constituer un volant de main d'oeuvre important puisque les femmes constituent 40 % de la population active et plus de la moitié des chômeurs, et que le chômage féminin représente 70 % de l'accroissement du chômage total. Dans l'ensemble de l'économie, les salaires féminins sont en moyenne de 30 % inférieurs aux salaires masculins. Ainsi, pour la même dépense en salaires, le capital peut employer trois femmes à la place de deux hommes. Après avoir connu une certaine baisse au milieu du siècle [*Baisse due à la régression des industries du textile et de l'habillement très féminisées, en particulier le travail à façon à domicile.*], le taux d'activité féminine retrouvait en 1962 son niveau des années 1900 (environ 32 %). En 1975, les femmes représentaient 38,9 % de la population active, et 40,5 % en 1980. Depuis 1974, les femmes entrent en activité alimentent de manière croissante le chômage. Comme elles sont d'autre part, lorsqu'elles occupent un emploi, aussi souvent mises en chômage que les hommes, on mesure l'énorme déséquilibre qui les frappe puisqu'elles ne représentent que 40 % de la population active. Les "enquêtes-emploi" de l'INSEE montrent que, de 1971 à 1980, le flux d'entrée des femmes en activité est resté stable, alors que le flux d'entrée en chômage des femmes inactives a triplé :

Tableau 7

	Entrées en activité (emploi + activité P.D.R.E.)	Entrées en chômage	%
1971	831 086	81 708	9,8
1974	841 142	83 432	9,9
1976	780 219	152 360	19,5
1980	837 755	229 770	27,4

(Chaque nombre représente les femmes qui, l'année précédente, étaient inactives et qui, l'année considérée, entrent en activité — l'activité voulant dire : disponible et volontaire pour exercer un emploi, comprend donc la P.D.R.E.)

Pour les deux sexes, le niveau des entrées en activité est resté stable (un peu moins d'1,5 million) alors que la part des entrées en chômage passe de 9 % à 23 %. Si on regarde maintenant l'ensemble du flux inactivité-activité où la part des élèves, étudiants, militaires s'élève à 67 %, on voit à nouveau que l'explication du chômage par les facteurs démographiques ne résiste pas aux faits. En effet, le flux d'entrée en chômage à la sortie du système éducatif a doublé en 1975 (passant de 65 000 à 128 000), triplé en 1980 (plus de 200 000), alors que les générations nombreuses ont commencé à entrer sur le marché du travail en 1962.

Les jeunes de moins de 25 ans sont, en part relative, plus nombreux à entrer en chômage qu'en activité : alors qu'ils ne représentent qu'un quart de la population inactive et 60 % des entrées en activité, ils forment 80 % du flux inactivité-chômage. Le chômage des jeunes augmente donc à la sortie de l'école et les femmes ont une plus grande difficulté à trouver un emploi lorsqu'elles entrent en activité. Cette sélectivité provient de la structure même de l'armée de réserve industrielle comme nous allons le voir en examinant cette fois les échanges entre emploi et chômage. Car, après 1974, le chômage est de plus en plus alimenté, et c'est nouveau, par les actifs.

Lorsqu'on regarde comment on devient chômeur (c'est-à-dire pour quelle raison on dépose une demande d'emploi), quand on occupe un emploi, on s'aperçoit que, de 1976 à 1979, la proportion des mises en chômage pour cause de licenciement a diminué (de 43 à 37 %) alors que celle due à l'emploi précaire (fin de contrat à durée déterminée, fin de mission d'intérim) connaît une forte augmentation (de 30 à 43 %). *[La croissance absolue de cette dernière catégorie de demandeurs dans les années 1976-1979 (+ 376 000) dépasse même la croissance totale du flux des demandeurs d'emploi dans la même période (+ 355 000).]*

Ce qui augmente donc considérablement ces dernières années, c'est la surpopulation sous sa forme stagnante, qui appartient à l'armée industrielle active, mais y occupe des emplois précaires, irréguliers, mal payés..., types d'emplois qui se multiplient à la fois en raison de l'adaptation de l'emploi à la production en période de croissance ralentie, et d'une "rationalisation" de l'utilisation de la force de travail par les capitalistes. Les femmes payent un lourd tribut à cette précarisation de l'emploi qui alimente le chômage. Voici la part des femmes, en 1979, dans le flux des entrées en chômage, en provenance de l'activité (tableau 8) :

Tableau 8

	H + F	%	% F
Licenciements pour cause économique	374 201	18,1	34,8
Autres licenciements	388 701	18,9	35,6
Démissions	399 614	19,4	48
Fins de contrat à durée déterminée	731 520	35,5	53,1
Fins de mission d'intérim	166 134	8,1	35,5
Ensemble	2 060 171	100	44,1

Les femmes représentant environ 39 % des emplois à cette époque, on voit donc que la plus grande vulnérabilité des femmes au chômage s'explique non pas par des licenciements plus nombreux que les hommes, mais par une plus grande mobilité issue des emplois précaires.

Les jeunes des deux sexes, comme les femmes, constituent l'essentiel de cette surpopulation stagnante.

Alors que la part des jeunes de moins de 25 ans dans l'emploi tourne autour de 14 %, leur proportion dans les passages de l'activité au chômage est de l'ordre de 47 %, c'est-à-dire trois fois plus importante.

Le tableau suivant (tableau 9, page suivante) donne dans la première colonne pour chaque année la répartition des jeunes demandeurs d'emploi selon la cause de la demande, et, dans la deuxième colonne, la part des jeunes dans l'ensemble des demandeurs appartenant à la même catégorie (licenciés, démissionnaires, etc.). Le tableau concerne les moins de 25 ans.

Tableau 9

	1976		1979	
	1	2	1	2
Licenciements économiques	8,3	22,9	7,5	19,7
Autres licenciements	24,7	41,6	15,3	38,6
Démissions	28,9	52	19,8	48,4
Fins de contrat à durée déterminée	31,3	57,7	48,9	65,4
Fins de mission d'intérim	6,7	51,7	8,5	50
Ensemble	100	45,7	100	47,5

La part des licenciements est donc assez faible (en particulier ceux qui sont les plus avantageux — tout est relatif ! — sur le plan financier : les licenciements économiques). Par contre, si on considère que les démissions sont, chez les jeunes, la conséquence d'emplois mal payés, mauvais et instables, on observe que les trois quarts des jeunes entrant en chômage le font à l'issue d'emplois de type précaire, c'est-à-dire alimentent la surpopulation stagnante.

La répartition des entrées en chômage (toujours en provenance de l'activité) selon les catégories socio-professionnelles montre une grande vulnérabilité des ouvriers qui, représentant un peu plus du tiers de la population active, fournissent plus de la moitié des mises en chômage. Les ouvrières sont plus, touchées que les hommes (même chose chez les employés), mais ce sont bien entendu les ouvriers qui alimentent les gros bataillons du chômage masculin : sur cent hommes qui se présentent au chômage, 66 sont des ouvriers.

Quelles sont maintenant les chances qu'a un chômeur de retrouver un emploi ? Les enquêtes emploi de l'INSEE permettent là encore de voir l'évolution globale sur une dizaine d'années et d'observer l'importance relative des chômeurs qui se retrouvent chômeurs l'année suivante. On voit que ce nombre augmente et que le nombre des chômeurs se retrouvant en activité baisse (conséquence des mesures sur la pré-retraite) — cf. tableau 10.

Tableau 10

Année n	Chômeurs en n -1	Chômeurs en n	Inactifs en n	Actifs occupés en n
1971	277 369	91 361	47 585	138 423
% A	—	32,5	17,2	49,9
% B	—	—	25,6	74,4
1976	657 510	285 899	99 732	271 879
% A	—	43,5	15,2	41,3
% B	—	—	26,8	73,2
1980	1 204 030	549 761	169 107	485 162
% A	—	45,6	14,1	40,3
% B	—	—	25,8	74,2

% A : Répartition en % des chômeurs en mars (n-1) suivant leur situation en mars de l'année n.

% B : Répartition en % des chômeurs en mars (n-1) qui se retrouvent non-chômeurs en mars de l'année n.

Par exemple, en 1971, sur les 277 369 travailleurs qui étaient chômeurs en 1970 (n-1), 91 361 sont toujours en chômage (soit 32,9 %), 47 585 sont inactifs (c'est-à-dire à la pré-retraite, ou déclarent ne plus rechercher de travail), soit 17,2 %, etc.

Les femmes, qui constituent plus de la moitié de la population des chômeurs, ne participent que pour 00 % environ aux sorties du chômage. Le cas des jeunes de moins de 25 ans est plus significatif, car ils combinent une forte vulnérabilité (ils entrent plus en chômage que les autres tranches d'âge) à une forte "employabilité", c'est-à-dire que leurs chances de retrouver un emploi sont plus grandes, que leur durée de chômage est plus courte.

On voit donc bien comment cette catégorie de travailleurs (qui représente 80 % des chômeurs en provenance de l'inactivité, et 48 % des entrées en chômage en provenance de l'activité) est transformée dans sa masse en une surpopulation flottante et surtout stagnante par le capital. Comme nous l'avons vu en examinant l'évolution de l'emploi sur 30 ans, l'accumulation capitaliste a davantage besoin aujourd'hui d'utiliser une surpopulation aux effectifs importants. C'est ce dont témoigne le net accroissement des échanges entre emploi et chômage depuis 1975 (tableau 11).

Tableau 11

	Part des mises au chômage dans l'ensemble des sorties de la population active occupée (en %)	Part des recrutements parmi les chômeurs dans l'ensemble des recrutements (en %)
1971	14,7	9,2
1972	15,4	11,8
1973	13,3	12,6
1974	14,8	11,1
1976	27,7	19,4
1977	28,4	23,1
1978	29,5	24,6
1979	35,5	25,8
1980	43,3	—

La nature et la fonction de la surpopulation relative sont aussi révélées par les dépenses effectuées par le capital pour entretenir ces surnuméraires. L'orientation des dépenses de l'Etat capitaliste en matière de "politique d'emploi" montre qu'il s'agit plutôt d'une politique de chômage destinée à entretenir une armée de réserve industrielle. En effet, dans le coût de la "politique de l'emploi", la part réservée aux indemnités compensatrices et à l'incitation à l'inactivité (c'est-à-dire la part qui assure l'entretien de l'armée de réserve industrielle et la répulsion des forces de travail) s'accroît considérablement, au détriment de la stimulation à l'emploi. Cette part, qui comprend l'indemnisation des chômeurs permanents et du chômage partiel, l'entretien des services de chômage (ANPE...) et l'incitation à l'inactivité, passe de 42 % en 1973 à 64 % en 1978. Cette dernière année, le coût total de ces mesures atteignait presque 30 milliards de francs (c'est-à-dire l'équivalent du coût salarial annuel de 500 000 travailleurs environ).

Cette dépense, d'ailleurs prélevée sur la plus-value produite par le prolétariat et que le capital considère comme de faux frais, n'est évidemment pas faite par philanthropie, ni même pour éviter une "explosion sociale" comme on le dit parfois — l'expérience prouve que les périodes de montée du chômage ne sont pas favorables au développement du mouvement ouvrier. L'entretien d'une surpopulation est nécessaire pour permettre le redéploiement du système productif, transférer rapidement des forces de travail d'un secteur à un autre, permettre une utilisation plus rentable de la force de travail, la soumettre aux mouvements d'expansion et de contraction du cycle industriel, rogner le plus possible sur les faux frais que représentent les emplois improductifs nombreux dans le secteur tertiaire, etc. Le jour où une récession durable interviendra, qui peut se traduire par un effondrement de la production, de nouveaux chômeurs viendront par millions grossir les rangs des surnuméraires, et il ne se trouvera, comme par hasard, aucune "politique de l'emploi" pour les "indemniser", car cela ne sera pas nécessaire à l'accumulation du capital. Par contre, comme le dit Marx, le paupérisme, cet "hôtel des invalides de l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve", renaîtra, car sa nécessité est comprise dans la nécessité de la surpopulation relative.

QUELQUES LEÇONS DES EVENEMENTS D'IRAN ET DE POLOGNE

Voilà maintenant plus de deux ans, un peuple en armes mettait à bas la dictature du chah. En Pologne, il y a de cela dix mois, un "mouvement ouvrier" ébranlait les bases du système révisionniste en place, faisant subir un cuisant échec au "grand frère" soviétique.

Il s'agit là de deux mouvements clés dans la situation mondiale actuelle, à propos desquels la propagande bourgeoise, révisionniste et trotskyste se déchaîne. D'un côté, on s'insurge contre "un peuple fanatisé par un vieillard fou", l'imam Khomeiny, de l'autre, on s'enthousiasme pour un mouvement qui, dit-on, va enfin restituer la liberté et la démocratie à l'Est !

Cette campagne mondiale de l'impérialisme consiste à mettre sur un pied d'égalité ces deux événements, mais comment peut-on les comparer, comment peut-on mettre en balance, d'un côté un peuple qui a affronté pendant des dizaines d'années le fascisme sanglant du chah, valet de l'impérialisme américain, et qui aujourd'hui a payé de son sang pour s'en libérer, avec, de l'autre, la tentative — en partie réussie — de ce même impérialisme pour s'emparer de la "chasse gardée" du social-impérialisme soviétique, aux dépens du prolétariat et du peuple polonais, pour qui le risque est de voir s'alourdir un peu plus leurs chaînes ?

Or, la vérité est tout autre : ces deux peuples, le prolétariat de ces deux pays, se trouvent en fait confrontés à des situations de crise où leur propre avenir est en jeu. La question qui se pose directement à eux est celle de leur liberté, de leur indépendance, mais aussi de leur droit à lutter pour une société où sera supprimée l'oppression de l'homme par l'homme. L'importance des problèmes auxquels ces deux peuples sont confrontés doit nous inciter à juger avec clairvoyance de ces événements, afin d'éviter des erreurs ne pouvant que nuire aux intérêts fondamentaux de ces peuples. Notre propos n'est pas d'analyser en détail les événements complexes qui agitent ces deux pays, mais d'en tirer quelques leçons. En Iran comme en Pologne, nous nous trouvons face à des millions d'hommes en lutte.

Et l'on voit nos champions de la démocratie dans un cas nier la lutte des masses (en Iran) et, dans l'autre, l'exalter (en Pologne). Ils nous présentent le peuple iranien comme un peuple fanatisé, barbare, aveugle et manipulé par un vieillard malade ; à l'opposé, ils admirent les masses polonaises, calmes, disciplinées, en lutte pour leur liberté. Mais aux questions : qui sont ces masses, pourquoi luttent-elles, qui les dirige effectivement, point de réponse !

Pour les tenants de la démocratie bourgeoise, les luttes des peuples n'ont pas pour cadre le système impérialiste mondial. Elles ne visent pas à secouer le joug du capitalisme et du néo-colonialisme. Elles n'ont pas pour cible les classes réactionnaires qui, dans les pays soumis à la domination de l'impérialisme, bradent les intérêts nationaux et maintiennent les masses dans l'oppression et l'arriération. Selon eux, le seul problème à résoudre, pacifiquement, est celui du prétendu rééquilibrage entre les nations "naturellement" plus riches et les nations "naturellement" plus "défavorisées". Pour cela, il suffit que les premières daignent aider ces dernières afin d'éliminer les inégalités entre elles et mieux répartir les richesses mondiales entre les peuples. On comprend donc pourquoi les "démocrates" bourgeois dans nos métropoles s'en tiennent à une présentation des faits qui masque les contradictions réelles entre l'impérialisme et les peuples, entre les masses populaires et les classes oppresseuses. S'agissant de la situation à l'intérieur des pays où les peuples luttent, leur analyse dissimule les intérêts contradictoires des classes en présence sous l'exaltation des masses en mouvement.

Or, les théoriciens du marxisme ont clairement montré que les masses ne forment pas un tout homogène.

"Tout le monde sait que les masses se divisent en classes ; qu'on ne peut opposer les masses et les classes que lorsqu'on oppose l'immense majorité dans son ensemble sans la différencier selon la position occupée dans le régime social de la production, et les catégories occupant chacune une position particulière dans ce régime ; que les classes sont dirigées, ordinairement, dans la plupart des cas, du moins dans les pays civilisés d'aujourd'hui, par des partis politiques ; que les partis politiques sont, en régie générale, dirigés par des groupes plus ou moins stables de personnes réunissant le maximum d'autorité, d'influence, d'expérience, portés par voie d'élections aux fonctions les plus responsables, et qu'on appelle les chefs." (Lénine, La maladie infantile du communisme, Tome 31, page 36.)

Ainsi, ignorant ces principes qui constituent le B.A.BA du marxisme, la C.F.D.T., en particulier, sous prétexte d'apporter son appui aux ouvriers polonais, fournit à Walesa et à l'église un soutien sans condition. Elle montre qu'elle n'a pas oublié ses origines dans la C.F.T.C. ! Tout y passe, qu'il s'agisse de l'exaltation du caractère strictement pacifique de la lutte du prolétariat polonais, qu'il s'agisse du coup de chapeau au K.O.R. "qui a réussi à éviter l'intervention soviétique en socialisant les revendications politiques" (c'est-à-dire en réduisant la question fondamentale qui se pose au prolétariat, à savoir la question du pouvoir, à un simple problème de réformes dans le cadre, du système établi), ou qu'il s'agisse encore de dénigrer vulgairement la théorie marxiste de la dictature du prolétariat. Il n'est pas étonnant de voir les valets dociles de l'impérialisme profiter des événements en Pologne pour développer tout l'arsenal des thèses directement inspirées du titisme, pour vanter les hautes vertus de l'autogestion, présentée comme la seule issue à la lutte des peuples.

Mais, pour comprendre ces événements, sans se laisser mystifier par la propagande en apparence favorable aux peuples, il ne suffit pas de constater ou d'admirer leurs luttes. Il faut être en mesure de les analyser selon des critères de classe, en tenant compte de la complexité toujours très grande des événements qui se succèdent avec rapidité dans de telles périodes. Qu'un processus révolutionnaire se déclenche, comme en Iran, ou que des bouleversements sociaux et politiques engagent le prolétariat, comme en Pologne, on constate alors que rien ne se déroule jamais selon un schéma préétabli. Si on est incapable de procéder à une analyse sérieuse pour apprécier quelles classes, quelles couches entrent en mouvement, quels intérêts fondamentaux les animent, quels chefs les dirigent, on risque d'être infailliblement amené à prendre des positions contraires aux intérêts des peuples qu'on prétend soutenir.

LA REVOLUTION IRANIENNE

Quelles leçons tirer des événements d'Iran ?

Le peuple iranien s'est soulevé contre un régime féodal et fasciste mis en place par l'impérialisme américain pour s'emparer des richesses du pays, le pétrole essentiellement. Durant des années, le peuple et le prolétariat iranien ont organisé la résistance sans se laisser intimider par les organes de répression et par la plus puissante armée de la région. Les grèves et manifestations n'ont cessé de se multiplier. Cette lutte continue a conduit à une situation révolutionnaire. Le peuple a pris d'assaut la forteresse et a abattu le pouvoir fasciste en désagrégeant son armée et en détruisant son Etat. Cette grande tâche accomplie, la révolution s'est organisée pour résoudre les problèmes cruciaux du pays. Contrairement aux affirmations de la réaction internationale présentant la révolution iranienne comme un mouvement religieux conduit par des fanatiques assoiffés de sang, manipulant une population ignorante, les faits montrent que c'est bien le prolétariat qui en a été le facteur décisif, jouant un rôle déterminant.

Indépendamment de son caractère religieux, le parti islamique s'est révélé comme la seule force capable d'organiser le pouvoir après la défaite du chah. Il a mené avec conséquence la lutte anti-impérialiste et anti-féodale pour laquelle le peuple a versé son sang. Jamais le nouveau pouvoir à la tête duquel se trouve le parti islamique n'aurait tenu — ne serait-ce qu'un jour — face aux intrigues et aux complots menés par l'impérialisme américain et ses valets toujours actifs en Iran s'il avait fait preuve de faiblesse à l'égard des ennemis de la révolution. Sans se guider sur les critères de classe qui mettent en évidence le caractère éminemment progressiste de la révolution iranienne, on retombe vite dans un certain nombre d'erreurs graves. Une fois de plus, on a pu constater qu'était remis à l'honneur le culte de la "spontanéité de la lutte des masses". Refusant de constater que le facteur subjectif marxiste-léniniste était insuffisamment développé en Iran et ne pouvait d'emblée prendre la direction du mouvement, certains en viennent à nier purement et simplement la légitimité du pouvoir actuel. Ils font plus, en dénonçant le parti islamique — parce que religieux — et prétendent qu'un mouvement religieux ne peut donc être que réactionnaire et manipulé par l'impérialisme américain. Ces affirmations nient le rôle décisif du prolétariat dans cette révolution. Mais, s'opposer au parti islamique au moment de l'insurrection et de l'essor de la lutte des masses iraniennes, c'était effectivement — qu'on le veuille ou non — s'opposer à la direction du mouvement révolutionnaire et donc faire effectivement le jeu de l'impérialisme américain !

LES EVENEMENTS EN POLOGNE

Lorsqu'on examine l'essence du "mouvement ouvrier" polonais, on s'aperçoit que, contrairement à l'Iran, les buts poursuivis n'aboutissent qu'à un seul résultat : au renforcement d'un Etat réactionnaire. Etant donné la situation de la Pologne, étant donné l'histoire de ce pays où le prolétariat a déjà été au pouvoir, il est bien évident que la question de fond n'est pas pour celui-ci d'instaurer la démocratie bourgeoise. La question qu'il lui faut résoudre, c'est : comment reprendre le pouvoir contre la bourgeoisie révisionniste ?

Or, quels sont les inspirateurs du mouvement actuel présenté comme purement revendicatif ?

Ce mouvement "spontané" de la classe ouvrière polonaise trouve ses inspirateurs dans le KOR, mouvement politique, créé après les événements de 1976. A l'origine formé d'intellectuels parmi lesquels les leaders reconnus, Kuron et Mitchnik, le KOR va systématiquement développer ses initiatives dans la classe ouvrière et la paysannerie en constituant des "comités d'autodéfense" ouvriers (en 1977) et paysans (en 1978). C'est ce mouvement politique qui est précisément à l'origine du "mouvement ouvrier" polonais actuel et qui en est l'instigateur conscient (Kuron dit lui-même : "comme on le voit, le mouvement de grève n'a rien de surprenant, c'est un pas en avant et quel pas...")

Quelle est la ligne politique du KOR ?

1) Pour le KOR, il ne saurait être question que le prolétariat polonais s'empare du pouvoir.

"Postuler un renversement révolutionnaire de la dictature du parti, s'organiser dans ce but, serait aussi irréaliste que dangereux ; on ne peut compter sur le renversement du régime tant que la structure politique de l'URSS est ce qu'elle est" (Mitchnick, cité dans Pologne, société en dissidence, Ed. Maspéro)

Le KOR reprend donc la thèse, chère aux trotskystes, de l'impossibilité de la révolution dans un seul pays.

2) La plate-forme politique du KOR se fonde sur "l'autogestion" ouvrière "à la Tito" ; elle affirme : ne touchons pas aux fondements de l'Etat révisionniste mais agissons en tant que "contre-pouvoir" en prônant des réformes qui s'appuient sur la démocratie parlementaire !

"Pour l'avenir nous pensons à une organisation de la société en dehors du pouvoir, c'est-à-dire l'instauration du pluralisme sans autorisation. Nous appelons cela l'autogestion démocratique..." "Sans doute la démocratie parlementaire laisse-t-elle beaucoup à désirer ; néanmoins, et pour autant qu'elle pourvoie aux conditions pour la réalisation des aspirations de tous et constitue une plateforme pratique pour la coopération sociale, c'est certainement le meilleur de tous les systèmes politiques essayés jusqu'ici". (Kuron, cité dans Pologne, société en dissidence, id.)

3) L'application pratique de la ligne politique du KOR aboutit à la création du syndicat "Solidarité", faussement présenté comme une simple organisation revendicative. En fait, "Solidarité" poursuit des buts politiques de conciliation réactionnaire entre le système capitaliste "libéral" et le système capitaliste de type révisionniste. La plate-forme de "Solidarité" indique :

1) que le but poursuivi est la transformation des syndicats en "comités ouvriers autogérés" avec la possibilité d'agir sur toutes les grandes options économiques (§5) ;

"Les nouveaux syndicats devront avoir la possibilité réelle d'intervenir dans les décisions-clés qui déterminent les conditions de vie des ouvriers, en ce qui concerne les principes de la répartition du revenu national entre consommation et accumulation..."

2) que le POUP, parti révisionniste réactionnaire, ne doit pas être remis en question, alors qu'il est responsable de la situation désastreuse dans laquelle la Pologne se trouve plongée ainsi que des répressions sanglantes du passé;

3) qu'il s'agit d'utiliser les contradictions au sein de la bourgeoisie révisionniste polonaise pour s'emparer, dans la pratique, de la sphère économique et la développer sur la base de "l'autogestion ouvrière" (§6).

"Les syndicats devront en particulier participer à l'élaboration des lois sur les entreprises socialistes et sur l'autogestion ouvrière. La réforme économique devra être basée sur l'élargissement, l'autonomie et la participation des conseils ouvriers à la gestion..." "Le MKS suggère en plus de créer des perspectives durables pour le développement des propriétés agricoles familiales, fondement de l'agriculture polonaise."

En résumé, le but avoué des dirigeants du "mouvement ouvrier" polonais est de développer à grands pas et quasi-ouvertement le capitalisme en Pologne, y compris à la campagne, mais cette fois dégagé des structures contraignantes du bureaucratisme révisionniste en place.

Profitant donc de la situation désastreuse en Pologne, utilisant le chauvinisme anti-soviétique du peuple polonais, les instigateurs du mouvement s'appuient aussi sur l'Eglise polonaise prétendument "rénovée", les dirigeants du KOR n'hésitent pas à vanter les mérites de l'Eglise polonaise et reconnaissent son rôle dans le mouvement.

"Le rôle joué actuellement par l'Eglise catholique est un élément essentiel de la situation. L'attitude anticommuniste de la hiérarchie (religieuse) se transforme de plus en plus en une attitude antiautoritaire (...) les évêques défendent le droit à la vérité, à la liberté, à la dignité humaine. Une Eglise qui résiste aux pressions du pouvoir (...) affermit, qu'elle le veuille ou non» l'attitude d'anticonformisme et de dignité, stimule l'aspiration de plus en plus large aux libertés civiques." (Mitchnik, op. cit.)

Le prolétariat polonais qui a de nombreuses luttes à son actif ne se laissera assurément pas berné longtemps par les paroles lénifiantes d'une Eglise qui adapte ses méthodes et son image au goût du jour, mais dont le caractère réactionnaire, loin d'avoir miraculeusement disparu, a au contraire été renforcé par le pouvoir révisionniste.

En outre, quand on sait l'importance de l'aide financière et matérielle apportée par les syndicats pourris des pays occidentaux, en particulier américains (AFL-CIO) aux nouveaux syndicats polonais, quand on constate le soutien qu'apporte la bourgeoisie impérialiste occidentale au "mouvement ouvrier" polonais, il est alors évident de conclure que le mouvement actuel possède un caractère profondément réactionnaire, contraire aux intérêts fondamentaux du prolétariat polonais. La Pologne est le champ clos où s'affrontent les deux superpuissances et leurs blocs respectifs dans une lutte féroce pour s'assurer l'hégémonie sur ce pays. Ces menées impérialistes sont hostiles au peuple polonais et contrecarrent son aspiration au socialisme. Les amis véritables du peuple polonais ne se laissent pas tromper par la démagogie qui les dissimule. Ils connaissent la nature et les motifs de "l'aide" des impérialistes, en Pologne comme ailleurs. Sans hésitation ils condamnent les menées de l'impérialisme qui sont néfastes aux intérêts fondamentaux du prolétariat et vont à l'encontre de l'indépendance de la Pologne.

Or, un peu partout dans le monde, les défenseurs de la "spontanéité de la lutte des masses", éperdus d'admiration devant la marée montante des grèves de la classe ouvrière polonaise et son "sérieux organisationnel", sont passés complètement à côté de la réalité du mouvement polonais. Aveuglés par leur conception idéaliste du prolétariat, ils n'ont pas compris que le mouvement est ouvertement manipulé par l'impérialisme américain (par

l'intermédiaire du KOR et de Walesa), que son but véritable est d'amener un renforcement du capitalisme "à l'occidentale" et que l'Eglise est un des piliers de cette action. Ils ont spontanément adopté les positions... de Mitchnik et Kuron !

Dans un cas, donc, ils critiquent le parti islamique iranien parce que religieux, fanatique, soi-disant à la solde de l'impérialisme américain, en niant la réalité de la révolution en Iran. Dans l'autre, ils encensent l'Eglise polonaise et ses défenseurs, pilier du révisionnisme et de la réaction la plus noire, sous prétexte (comme le dit Mitchnik) qu'elle est le reflet d'une aspiration à la "liberté de pensée" !

Aujourd'hui les peuples du monde sont placés dans une situation où leurs luttes sont systématiquement l'objet de manipulations de la part des superpuissances et des autres puissances impérialistes. Celles-ci considèrent les pays comme le champ clos de leur rivalité, les peuples comme l'enjeu de leur domination. Tous les moyens sont utilisés pour bernier et fourvoyer les peuples. Dans le but de camoufler à l'opinion leurs menées hostiles, les impérialistes se sont acquis la coopération active de l'intelligentsia des métropoles qui met tous ses talents à blanchir, avec les mots d'ordre de "soutien aux luttes démocratiques", de "défense des libertés", etc., la politique impérialiste de leurs bourgeoisies. Ainsi, la lutte de tel ou tel peuple ne sera prise en compte, ne sera présentée sous un jour favorable, ne sera même signalée, que si elle peut être utilisée dans les intérêts de telle puissance impérialiste contre telle autre.

La Pologne n'a provoqué de si grands cris d'admiration chez les intellectuels français que dans la mesure où, à cette occasion, ils pouvaient vendre leur camelote pro-impérialiste et faussement progressiste. Que les intérêts du prolétariat polonais soient dans les circonstances actuelles totalement bafoués, laisse*, nos intellectuels tout à fait indifférents. Mais le prolétariat quant à lui a tout à perdre à se laisser entraîner dans de telles aventures.

La situation en Pologne nous montre à l'évidence qu'il ne suffit pas d'être en présence d'une situation objective révolutionnaire pour qu'il y ait spontanément un mouvement révolutionnaire. Elle nous prouve au contraire qu'en l'absence d'un facteur subjectif conscient, marxiste-léniniste, la lutte du prolétariat est immanquablement vouée à être utilisée tôt ou tard par la bourgeoisie pour ses intérêts réactionnaires.

A l'inverse, les événements en Iran prouvent que, lorsque les conditions objectives sont mûres pour la révolution et que le facteur subjectif — en l'occurrence : antifasciste, antiféodal et anti-impérialiste — est développé au niveau requis, alors la révolution éclate et l'insurrection populaire avec le prolétariat à sa tête est indomptable. C'est sur cette base que l'unité du peuple iranien s'est forgée pour abattre le bastion de l'impérialisme dans la région et assurer l'indépendance du pays. Avec le nouveau pouvoir, le peuple s'est engagé dans la voie de la révolution démocratique, repoussant avec éclat tous les obstacles dressés jusqu'à présent par l'ennemi intérieur et extérieur.

Du point de vue de la révolution, la situation est donc franchement différente dans les deux pays. Le problème du peuple iranien est de continuer la révolution, d'assurer les conquêtes démocratiques, antiféodales et anti-impérialistes, de poursuivre le mouvement dans le sens d'une révolution socialiste. Le problème de la classe ouvrière en Pologne est de frayer sa voie à la révolution en se débarrassant du lourd fardeau du révisionnisme comme des idées pourries du libéralisme capitaliste qu'on prétend lui opposer. En Iran, l'Etat réactionnaire a été détruit et il s'agit d'assurer l'édification d'un Etat démocratique, populaire. En Pologne, les ouvriers doivent rejeter les idées du KOR qui prétend préserver l'Etat capitaliste. En Iran, les plans des superpuissances sont fermement contrecarrés et le peuple iranien doit lutter pour préserver son indépendance. Le peuple polonais doit conquérir son indépendance, refuser de suivre ceux qui prétendent s'appuyer sur l'Occident pour passer des compromis "avantageux" avec l'URSS et rejeter avec mépris ces chefs qui acceptent que la politique polonaise se décide à Moscou, au Vatican ou dans les banques occidentales.

A PROPOS DE LA REPRESSION ANTIALBANAISE AU KOSOVO

Les événements qui ont marqué le Kosovo ces dernières semaines, où le gouvernement yougoslave a dépêché ses forces de répression pour frapper sauvagement la population albanaise de cette région, sont sérieux et peuvent être lourds de conséquences. Nous condamnons fermement les actes barbares perpétrés par le gouvernement yougoslave et nous soutenons la position prise par l'Etat albanais et le Parti du Travail d'Albanie, position exprimée dans deux articles du Zëri i popullit en date du 8 et du 23 avril, que nous recommandons à nos lecteurs.

Cette position est naturelle. Il est naturel que, d'une manière générale, l'Albanie s'insurge, comme elle le fait toujours, contre toute atteinte aux droits démocratiques et nationaux d'un peuple, que ces événements se passent à proximité ou loin de ses frontières. Mais il est encore plus naturel qu'elle le fasse lorsque ce sont des albanais qui sont frappés par une discrimination honteuse et une répression barbare.

Cette position est juste. L'Albanie socialiste soutient les justes revendications de la minorité albanaise en Yougoslavie, elle met en relief les causes de la grave situation économique et sociale qui sévit au Kosovo. L'Albanie n'a jamais formulé de revendications territoriales.

Cette position est pondérée. L'Albanie ne recherche pas, contrairement aux accusations qu'on lui porte (et que la presse française a répercutées avec complaisance, sans rendre compte du point de vue de la R.P.S. d'Albanie) à "déstabiliser" la Yougoslavie, à démembrer la fédération, etc. Sur la base même de la Constitution yougoslave, le peuple albanais du Kosovo a le droit de revendiquer la formation d'une république — et ce qui détruira la Fédération yougoslave, ce n'est pas cette légitime revendication, mais bien plutôt le servilisme pratiqué par certains dirigeants yougoslaves à l'égard des superpuissances, servilisme dont on ne peut trouver aucune trace ni chez les albanais de la R.P.S. d'Albanie, ni chez leurs compatriotes du Kosovo !

Ce n'est pas le marxisme-léninisme qui mine la Yougoslavie et risque d'en faire une proie facile, mais le titisme ; le système antisocialiste autogestionnaire et son cortège de misère et de chômage.

N°3 — Juillet 1981

DECLARATION DU GROUPE L'EMANCIPATION - JUILLET 1981
LES MARXISTES-LENINISTES ET LA NOUVELLE SITUATION POLITIQUE
"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME (2)
NOUVEL ESSOR DE L'EDIFICATION SOCIALISTE DANS LES CAMPAGNES ALBANAISES
BREF HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE EN U.R.S.S.

DECLARATION DU GROUPE L'EMANCIPATION

JUILLET 1981

1. La victoire remportée par la social-démocratie aux élections d'avril-juin 1981 traduit la volonté de la bourgeoisie de changer de personnel politique. Giscard d'Estaing, usé par sept années de pouvoir sans véritable assise politique, ne pouvait organiser le large consensus que la bourgeoisie souhaite obtenir pour conduire sa politique de chômage, d'austérité, de restructuration du système productif dans les conditions d'aggravation de la concurrence entre capitalistes.

Les attaques contre Giscard d'Estaing, menées par Chirac et les gaullistes, ont permis au parti socialiste de l'emporter.

Cette victoire de la social-démocratie ne repose sur aucun mouvement populaire, ni même sur une simple poussée électorale puisque la gauche obtient moins de voix en 1981 qu'en 1978.

La bourgeoisie a ainsi les mains libres, dans l'immédiat, pour exécuter ses plans.

2. L'objectif de la bourgeoisie est d'organiser le consensus autour de sa politique réactionnaire d'aggravation de l'exploitation et de l'oppression. Cet objectif, affiché par la social-démocratie, est aujourd'hui possible grâce à l'appui des révisionnistes et des syndicats. Les conditions de vie et de travail des masses populaires vont s'aggraver. Les libertés vont être restreintes davantage encore. Toute expression d'une voix révolutionnaire sera combattue impitoyablement. En réclamant que la "solidarité gouvernementale" joue jusque dans les entreprises, les sociaux-démocrates cherchent à étouffer toute contestation, fût-ce au simple plan syndical.

3. Les premières mesures adoptées par le gouvernement Mauroy favorisent le patronat sous couvert de satisfaire les "revendications des travailleurs". Elles n'ont ainsi rien de commun avec les concessions que la bourgeoisie dut faire aux travailleurs au moment du Front populaire.

La hausse très mesurée du SMIC cache une réduction des charges sociales, vieille revendication patronale.

La réduction du temps de travail (20 minutes par jour dans l'immédiat !) traduit une adaptation de la force de travail aux nouvelles conditions de la production : travail par équipes, travail partiel, travail de nuit, travail "aménagé" ... La création d'emplois (hormis quelques postes de fonctionnaires) renforce le système des emplois précaires puisque, pour ces nouveaux emplois, les collectivités locales devront passer des contrats à durée déterminée. Ce système de précarisation de l'emploi est par ailleurs renforcé par l'élargissement des Vastes pour l'emploi mis en place par le gouvernement Barre.

4. Sur le plan international, la social-démocratie affiche une position pro-atlantiste plus marquée. En soutenant la politique agressive de l'impérialisme américain dans sa rivalité avec le social-impérialisme soviétique, elle favorise les menaces contre la paix en Europe et dans le monde. En cédant aux pressions américaines, elle accroît les dangers qui pèsent dans notre pays sur tout mouvement populaire que les Etats-Unis de toute façon ne peuvent tolérer. La social-démocratie développe le militarisme et renforce les corps expéditionnaires qui, en particulier en Afrique, combattent pour défendre les intérêts de l'impérialisme français ou de l'impérialisme américain.

Elle entend conserver les colonies françaises dans les DOM-TOM en resserrant par ailleurs les liens avec la métropole dans le cadre de la "régionalisation". Elle réaffirme la politique traditionnelle d'immigration pratiquée par l'Etat français.

5. La bourgeoisie exerce une pression sans précédent sur le PCF pour qu'il poursuive son processus de dégénérescence et aille plus loin dans la voie de l'eurocommunisme. Pour la bourgeoisie, le PCF doit prendre ses distances à l'égard de l'URSS et rallier sans hésitation le camp atlantiste ; il doit renier toute référence à la doctrine marxiste-léniniste, y compris en rejetant les éléments révolutionnaires de son propre passé.

En imposant que la "solidarité gouvernementale" s'exerce jusque dans les entreprises, le parti socialiste poursuit un double but : empêcher que le PCF ne fasse obstacle à sa pénétration politique dans les entreprises, en particulier dans la CGT dont il va disputer le contrôle au parti révisionniste ; forcer le PCF à faire lui-même la police pour étouffer toute voix révolutionnaire.

6. Le parti révisionniste se trouve ainsi dans une position inextricable où il est contraint d'approuver une politique qui le marginalise et le paralyse. Le récent Comité central de juin a réaffirmé la ligne opportuniste des XXII^e et XXIII^e Congrès : rejet du marxisme-léninisme, soutien à la social-démocratie. L'autocritique ne porte que sur la forme de l'union et non sur sa justification, et sonne faux au moment où le parti révisionniste participe au gouvernement socialiste sans programme, sans contrat, sans garanties.

Cette attitude reflète l'extrême pourriture du révisionnisme moderne en même temps que les grandes difficultés où l'entraîne sa ligne opportuniste.

7. Mitterrand et le parti socialiste affirment ouvertement leur hostilité au marxisme-léninisme, à Lénine et à Staline. Leurs efforts pour détruire définitivement toute idéologie et tout mouvement révolutionnaires seront vains, car ce sont les conditions mêmes de l'impérialisme qui engendrent le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La social-démocratie sait que sa politique d'aggravation de l'exploitation des travailleurs suscitera des réactions et risquera d'engendrer un essor du mouvement ouvrier : elle cherche à prévenir cet essor, à retarder son déclenchement et à le canaliser sur la voie sans issue de la violence a-politique qui peut être facilement réprimée. En accrochant le parti révisionniste à sa politique, elle tente aussi de faire surgir plus ouvertement le courant pro-soviétique qui existe dans ce parti et obtenir ainsi que toute contestation de sa politique soit taxée de pro-soviétisme.

8. La bourgeoisie a pu mener à bien cette opération en raison de l'extrême faiblesse du mouvement ouvrier et de la quasi-inexistence du mouvement marxiste-léniniste. La situation est donc sérieuse pour les travailleurs et les révolutionnaires qui vont se trouver face à une offensive sans précédent du capital et de ses agents, d'un autre côté, la situation est favorable pour démasquer, faits à l'appui, les courants social-démocrate et révisionniste, qui — au pouvoir — pratiquent une politique totalement réactionnaire. Pour que cette propagande porte pleinement, il est nécessaire que les marxistes-léninistes présentent des solutions positives sur toutes les questions sociales, politiques, économiques, qu'ils élaborent un programme révolutionnaire qui offre une issue à la lutte des travailleurs et les conduise à la conquête du pouvoir.

LES MARXISTES-LENINISTES ET LA NOUVELLE SITUATION POLITIQUE

I. LES CHIFFRES RETABLISSENT LES FAITS

Les hommes politiques du nouveau pouvoir installé après les élections de mai et juin ne cessent de célébrer leur propre gloire et de chanter chaque jour leurs propres louanges. Ce travers hautement ridicule pourrait être mis sur le compte d'une absence prolongée des responsabilités publiques. Il provient plutôt d'une tentative désespérée de convaincre le peuple qu'il est animé d'un mouvement, d'un élan, voire d'une passion en faveur de la social-démocratie — tentative d'autant plus forcée que le peuple reste silencieux et avare en éloges. Aussi peut-on voir les dirigeants socialistes, entre deux hommages funèbres, et envieux, d'ancêtres qui savaient soulever les foules, orchestrer une fantastique opération publicitaire sur leur propre victoire en l'expliquant par une "lame de fond", une "poussée vers le socialisme", etc. Ils cherchent par là à accréditer l'idée que le peuple aurait traduit par le vote une volonté de changement. Cette explication ne correspond pas à la réalité.

L'élection de François Mitterrand est due avant tout aux contradictions de la droite, et en particulier à l'activité des chiraquiens hostiles à Giscard d'Estaing. Le parti révisionniste prétend que Chirac a manœuvré uniquement dans l'espoir de sauver Giscard. Rien n'est plus faux. Nous avons expliqué dans le numéro précédent de L'Émancipation (voir l'article: "Mitterrand élu: les buts immédiats de la bourgeoisie") pourquoi la bourgeoisie voulait se débarrasser de Giscard. Elle l'a fait par le "non-oui" de Chirac comme elle avait autrefois renvoyé de Gaulle par le "oui-mais" de Giscard.

Des études publiées depuis les élections présidentielles ont montré que plus du quart de l'électorat de Chirac a refusé le vote pour Giscard d'Estaing au second tour. Si l'ancien président avait bénéficié d'un report de voix correct, il aurait été réélu avec une avance plus grande qu'en 1974. Dans certaines circonscriptions, les chiraquiens ont appelé à voter explicitement pour Mitterrand au deuxième tour. On sait d'autre part que des contacts "secrets" ont été noués depuis longtemps entre le RPR et le PS, et que ces contacts se sont multipliés avant les élections. On peut penser que, avant qu'il ne connaisse la défaite cuisante du PCF, Mitterrand voulait se ménager une possibilité d'action du côté du RPR. Des tractations ont eu lieu, qui ont porté notamment sur la non-dissolution de l'Assemblée. Au plan strictement politique, le PS et le RPR avaient au moins deux points communs: l'hostilité envers Giscard et la lutte pour anéantir ou marginaliser le parti révisionniste. A la veille des législatives, Chirac s'est d'ailleurs déclaré prêt à participer à une "véritable majorité nationale" avec les socialistes à la condition que ceux-ci rompent avec le PCF. On peut observer enfin que les gaullistes (surtout chiraquiens et chabanistes) affirment leur présence dans la haute administration et dans les cabinets des ministères, comme s'il s'agissait là d'un premier salaire versé par les socialistes pour l'élection de Mitterrand.

Les résultats des élections législatives de juin confirment l'absence de "lame de fond" en faveur de la gauche. En 1981, bien que 660 000 inscrits supplémentaires figurent sur les listes par rapport aux législatives de 1978, le nombre des abstentionnistes a grossi de 3 700 000. La droite, bien sûr, fut la victime de ce refus de vote, mais la gauche également, qui perd 240 000 voix par rapport à 1978. Il n'y a donc ni "poussée à gauche", ni "lame de fond". On constate un déplacement apparent de voix entre la gauche non socialiste qui perd 2 600 000 voix (toujours par rapport à 1978) et le PS qui en gagne 2 350 000. *[Tous ces chiffres concernent les premiers tours.]* Nous disons "apparent" car de nombreuses voix de droite s'étant portées sur des candidats socialistes, il est clair qu'un nombre non négligeable d'électeurs communistes se sont abstenus en 1981. On le voit plus clairement en constatant que dans nombre de circonscriptions où la gauche était majoritaire le taux d'abstention dépasse la moyenne nationale (pour atteindre parfois presque 50 %), la gauche perd des voix, en particulier le PC même lorsqu'il continue à l'emporter. Les 400 000 voix que le PC perd par rapport au premier tour des présidentielles représentent sans doute des abstentionnistes.

Même si l'on s'en tient au strict plan des résultats électoraux, la situation actuelle n'a par conséquent rien à voir avec celle du Front Populaire contrairement à ce que prétendent les adeptes du "vote populaire pour le changement". Aux élections d'avril-mai 1936, bien qu'il n'y ait pas eu là encore de "raz-de-marée", la gauche gagnait 300.000 voix par rapport à 1932 et le Parti communiste apparaissait comme le grand vainqueur avec 800 000 voix supplémentaires. Mais à l'époque, un mouvement populaire puissant existait et le peuple allait fêter la victoire électorale en défilant par centaines de milliers devant le Mur des Fédérés. Aujourd'hui, l'appareil du PS parvient à grands frais à rassembler quelques militants à la Bastille, pour écouter des chanteurs dégénérés — et à mêler à cette "foule" des éléments du lumpen qu'on fait passer aux yeux des naïfs pour le "peuple".

En 1936 existait un mouvement réel contre le fascisme et si le vote d'avril-mai eut un sens pour la classe ouvrière, ce fut celui d'empêcher les fascistes de prendre le pouvoir, ce qu'ils ne purent faire. Ce vote traduisait le puissant mouvement antifasciste mais il en exprimait aussi les limites dans lesquelles l'opportunisme du PCF l'avait enfermé. Alors que les combattants antifascistes pouvaient être maîtres de la rue — où tant des leurs sont tombés — et anéantir le fascisme, l'extrême-droite progressait aux élections de 1936, et gagnait 20 sièges avec la

droite (au détriment du centre-droit). Deux majorités étaient possibles selon l'attitude des radicaux-socialistes, et la suite des événements a prouvé ce qu'il en coûte de s'en remettre à cette prétendue "représentation nationale". C'est pourtant ce que fit le PCF tant lorsqu'il canalisa le mouvement antifasciste (qu'il avait lui-même contribué à forger) dans la voie électorale, que lorsqu'il freina le mouvement gréviste au nom du soutien au gouvernement Blum. Thorez lançait le 11 juin sa formule tristement célèbre que la bourgeoisie n'oubliera jamais : "Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue... Tout n'est pas possible".

Prétendre qu'aujourd'hui il existe un "mouvement populaire pour le changement" (quel changement ?) et que les votes de mai-juin exprimeraient ce mouvement sous forme de raz-de-marée relève donc d'un mépris des faits et d'une absence de toute analyse de classe. C'est d'ailleurs une vieille idée opportuniste colportée par le PCF pour qui, en régime parlementaire, la pression populaire se fraie un chemin et obtient des résultats à travers les élections.

En 1936, la bourgeoisie dut faire quelques concessions aux travailleurs qui avaient barré la route au fascisme et déclenché un vaste mouvement d'occupation des usines. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier est affaibli, il n'a pas lancé depuis plusieurs années de contre-offensive d'envergure aux attaques gigantesques que le patronat mène contre lui. En 1980, le nombre des journées de grève fut l'un des plus bas de l'après-guerre. Aussi la social-démocratie maintenant au pouvoir développe ses thèmes traditionnels avec un cynisme ouvert.

II. LA BOURGEOISIE A LES MAINS PLUS LIBRES QUE JAMAIS

Les socialistes appellent en effet les travailleurs à l'effort alors qu'ils cherchent à mettre sur pied une politique qui sorte le patronat de certaines difficultés. Une idée répandue veut que, la social-démocratie maintenant au pouvoir, l'offensive du grand capital contre les travailleurs sera stoppée pendant un temps, et que les conditions dans lesquelles le mouvement ouvrier pourra se développer seront meilleures. Rien n'est plus faux. La coalition socialo-révissionniste va étouffer les luttes, retarder leur déclenchement, endormir la vigilance de la classe ouvrière. Jacques Julliard, un rocardien, maître à penser de la CFDT, déclare :

"Six semaines seulement nous séparent du début des vacances estivales. Pendant cette période, l'ensemble de l'opinion sera tenu en haleine par la préparation des élections législatives. Le nouveau pouvoir disposera donc au minimum d'une trêve sociale de cinq mois: une chance que n'avait pas eue Léon Blum, qui avait vu, avant même sa prise de pouvoir, la France se hérissier de grèves..." (Le Nouvel Observateur, 25-31 mai 1981)

De son côté, Claude Cheysson, ce petit ambassadeur qui se prend pour un grand diplomate, a "mangé le morceau". Placé par Mitterrand aux relations extérieures comme un homme lige particulièrement falot, il prend parfois son rôle au sérieux et répète tout haut ce qu'il a entendu murmurer dans les salons de l'Élysée. Notre homme a donc déclaré à ses collègues européens que le chômage augmenterait en Europe, la récession se poursuivrait et que des "troubles sociaux" gagneraient tous les pays sauf la France, grâce au nouveau gouvernement PS-PC et au consensus qu'il a établi. Personne ne peut nier cet objectif du nouveau gouvernement : retarder le plus possible l'essor du mouvement ouvrier. Pour cela, la social-démocratie n'a même pas eu à lâcher quelques miettes. Elle estime que la participation au pouvoir d'un PC pieds et poings liés, assortie de quelques promesses de "démocratie", d'"autogestion"... suffiront à éteindre le feu de la lutte de classe. Le marchandage que les socialistes proposent ou plutôt imposent aux travailleurs est le suivant : un peu plus de "démocratie" contre beaucoup moins de pouvoir d'achat, un peu plus de "participation" contre beaucoup moins de sécurité d'emploi, bref, un peu plus de réformes démagogiques qui ne coûtent rien à la bourgeoisie contre beaucoup de sacrifices réels pour les travailleurs. S'il est vrai que le prolétariat sait, lorsque la situation l'exige, consentir des sacrifices matériels, c'est lorsqu'il détient le pouvoir qu'il doit défendre à tout prix, non quand ce pouvoir est aux mains du grand capital.

Bien qu'il prétende nourrir "un grand dessein politique", le gouvernement social-démocrate parvient mal à cacher son incapacité à faire face à la situation, les mesures qu'il prend vont dans tous les sens et, mises bout à bout, elles ne forment pas une politique cohérente. Si l'on veut trouver une doctrine derrière ces mesures désordonnées, on songe évidemment au keynésianisme auquel la social-démocratie européenne s'est toujours rattachée. Mais en analysant les premières mesures du gouvernement Mauroy, on observe qu'il est bien difficile aujourd'hui d'appliquer la doctrine de Keynes qui fut pourtant le plus subtil défenseur du capital monopoliste.

Deux écoles économiques s'opposent traditionnellement depuis une cinquantaine d'années: les partisans de Keynes et les néo-libéraux. Raymond Barre se rattachait au deuxième courant, avec sa politique rigide du crédit destinée à contrecarrer les tendances inflationnistes, son budget en équilibre avec un contrôle des dépenses gouvernementales, sa pression sur les salaires, etc. Toutefois le gouvernement Barre n'a pu réduire l'inflation, il a dû consentir un important déficit budgétaire puisqu'aussi bien aujourd'hui la bourgeoisie ne peut se passer d'un interventionnisme croissant de l'Etat — politique précisément prônée par Keynes. En effet, bien qu'il puise sa source dans l'économie classique adepte de la libre concurrence, le néo-libéralisme reconnaît la nécessité de l'intervention de l'Etat (cf. la quasi-nationalisation de la sidérurgie par Raymond Barre).

En matière d'emploi, Barre se rattache au courant classique qui considère que la baisse du salaire réel est une condition nécessaire à la croissance de l'emploi. Pour les classiques, le chômage est dit "volontaire" car il provient de l'attitude des salariés qui refusent la baisse de leur pouvoir d'achat: on se souvient des échos d'une telle théorie dans les discours de Barre. Dans ce cadre, l'ancien premier ministre a cherché à agir sur l'offre de travail, à l'aide des Pactes pour l'emploi, du développement du travail à temps partiel, du financement du chômage partiel et de l'élargissement du système des pré-retraites. Le gouvernement Mauroy ne fait rien d'autre que poursuivre cette politique en cherchant à lui donner "force de loi" selon une expression tant prisée aujourd'hui. La mesure la plus surprenante prise par Mauroy fut de reconduire les Pactes pour l'emploi des jeunes de Barre, qui furent tant critiqués par la gauche lorsqu'elle était dans l'opposition. Le bilan des trois Pactes organisés sous le gouvernement Barre est connu ; en raison de la montée du chômage, la fraction des jeunes qui autrefois, s'insérait à peu près normalement dans la vie active, ne peut le faire aujourd'hui qu'à l'aide de ce dispositif long et complexe (stages pratiques, contrats emploi-formation, stages de formation) qui, en fait, les introduit dans le système des emplois précaires et les transforme en surpopulation stagnante. Quant aux jeunes qui, le plus souvent dépourvus de toute formation professionnelle, parvenaient mal à trouver un emploi autrefois, ils sont aujourd'hui davantage "marginalisés", exclus de la vie active et connaissent une situation dramatique.

Pourquoi donc Mauroy décide-t-il de prolonger de six mois, en l'élargissant, le troisième Pacte pour l'emploi ? La raison est simple; il veut pouvoir rapidement aligner quelques "bons résultats", or le bilan des mesures pour l'emploi des jeunes montre qu'un pacte important (par exemple celui de 1977 pour lequel 4 milliards de francs ont été dépensés) fait baisser momentanément le niveau de l'indicateur du chômage. Nous verrons donc fin 1981 et début 1982 une pléiade de brillants technocrates clamer un peu partout que le chômage des jeunes a baissé. Mais, si les pactes ont un effet évident sur le cycle saisonnier du chômage, ils sont impuissants à faire baisser le total annuel des jeunes chômeurs. Le bilan des Pactes indique que ce dispositif ne fait que décaler dans le temps la croissance du chômage des jeunes. [Voir l'article : "Emploi et chômage en France", *L'Emancipation* n° 2.]

En allongeant la durée des stages (ce qui double le coût du dernier Pacte), Mauroy espère prolonger ce décalage. Par ailleurs, en étendant l'application de certaines mesures aux travailleurs âgés de plus de 45 ans en chômage depuis plus d'un an, le gouvernement socialiste espère stopper la hausse du chômage de longue durée. Mais les Pactes ne créent pas d'emplois, et les plus "lucides" parmi les socialistes commencent à avouer que le chômage augmentera. Par contre, les effets des Pactes ne sont pas nuls pour les capitalistes qui peuvent utiliser à moindre coût une masse de jeunes travailleurs et cette extension des Pactes, donc de la surpopulation stagnante [Nous utilisons ici le bilan effectué par le Ministère de l'Economie sous le gouvernement Barre et paru dans la revue du Ministère : *Economie et Prévision*, n° 47.] montre dans quelle direction la social-démocratie compte aller, cette fois avec le soutien déclaré des syndicats.

Par contre, les socialistes marquent leur attachement au keynésianisme lorsqu'ils affichent leur politique de relance de la consommation et de la production. Mais là encore, la timidité extrême des mesures, comme les décisions anti-keynésiennes prises par ailleurs pour faire face à la situation internationale, montrent les limites de l'application d'une doctrine cohérente pour la bourgeoisie.

Keynes a bâti sa Théorie générale sur une réfutation de l'explication classique du chômage. Pour Keynes, (et pour simplifier) le niveau des revenus détermine celui de l'emploi. Selon l'économiste anglais, le chômage est "involontaire": l'emploi offert est déterminé par le seul niveau de la demande effective, indépendamment du taux de salaire réel et de l'état de la population active. Pour Keynes, le jeu spontané des mécanismes de l'économie de marché ne peut corriger automatiquement des phénomènes comme l'accroissement du chômage. Il est par conséquent nécessaire que l'Etat intervienne. Le dirigisme keynésien se fonde sur la nécessité déclarée d'agir sur la consommation (extension des dépenses gouvernementales, hausse des salaires) et l'investissement (baisse des taux d'intérêt, allègement des conditions de crédit), d'agir donc sur la demande effective pour qu'elle soit d'un niveau suffisant pour assurer le plein emploi.

La social-démocratie et les révisionnistes témoignent une prédilection pour la théorie et la politique de Keynes. Il y a plusieurs raisons à ce penchant. La social-démocratie a toujours cherché à expliquer les difficultés de l'économie et la croissance du chômage par la sous-consommation des travailleurs. Selon elle, sans supprimer les rapports de production capitalistes, il est possible, en augmentant la consommation, d'accroître la production et de supprimer les crises. Or les explications de Keynes peuvent prendre une allure "sous-consommationniste". La deuxième raison vient de ce que les révisionnistes, qui sont en fait devenus des partisans de Keynes, prétendent que Marx est le fondateur de cette théorie de l'explication des crises par la sous-consommation. Enfin, l'attrance des socialo-révisionnistes pour l'intervention de l'Etat, l'extension du secteur public, le contrôle du crédit..., n'est pas seulement de nature "théorique", elle correspond aussi aux intérêts de cette couche innombrable de bureaucrates qui ne sont pas directement liés à la propriété du grand capital. C'est pourquoi les socialistes se sont empressés, dès leur venue au pouvoir, de déclarer qu'ils poursuivraient la politique de construction et d'expansion d'armement, pièce essentielle des "dépenses publiques" dans l'Etat impérialiste — Mitterrand le sait bien, même s'il feint d'attraper la nausée à la seule vue d'une roquette.

En fin de compte, les deux écoles, néo-classique et keynésienne, se rejoignent lorsque toutes deux voient l'origine des crises dans la contradiction entre production et consommation, et non dans les contradictions internes de l'accumulation capitaliste. La crise existe lorsque les capacités de consommation ne correspondent pas aux capacités de production. Cette théorie qui remonte en fait à Sismondi, place l'origine de la crise en dehors de la production, en trouve la cause dans la sous-consommation, et non dans les conditions mêmes de la production, dans l'accumulation capitaliste et dans sa contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et le mode privé, individuel, d'appropriation, contradiction qui limite les capacités de consommation de la société.

Marx qui, plus que tout autre, a insisté sur la sous-consommation des masses travailleuses comme facteur expliquant les crises, a cependant toujours présenté ce phénomène comme dérivé, secondaire. Il a toujours défini le système capitaliste comme étant celui de "la production pour la production" puisque la concurrence imprime cette tendance à l'extension illimitée de la production. Il a ensuite expliqué pourquoi la production s'élargit sans extension correspondante de la consommation lorsqu'il a (livre II du Capital) exposé les échanges entre les deux sections (productions de moyens de production et biens de consommation).

Les révisionnistes, une fois qu'ils ont repoussé l'idée de la révolution, ont rejeté cette explication de Marx car seule une révolution bouleversant le mode d'accumulation, supprimant le caractère privé de l'appropriation, peut supprimer les crises et le chômage. Par contre, dans le cadre du système capitaliste, et sans rien changer à ses rapports de production, les économistes ne peuvent que présenter des solutions qui tendent soit à freiner la production, soit à relancer la consommation.

Mais les socialistes éprouvent des difficultés à appliquer une politique cohérente. Veulent-ils relancer l'investissement ? Il leur faut d'abord retenir les capitaux qui vont se fixer sur le dollar en raison des taux d'intérêt américains élevés. Ces mesures de défense du franc rendent le crédit plus cher, donc affaiblissent l'investissement et l'économie en général, ce qui contredit les discours officiels sur la "relance de la production". Pour contrecarrer les effets anti-relance de ces mesures qui aggravent les difficultés financières des entreprises, le gouvernement a mis en branle toute une série d'organismes d'aide à la trésorerie des entreprises (CODEFI, CIASI, etc.). Les socialistes utilisent et renforcent ainsi un système qui, sous le gouvernement Barre, faisait presque partie intégrante des moyens habituels de financement des entreprises (en contradiction donc avec les idées néo-libérales du premier ministre). Ces cadeaux aux capitalistes (plus de milliards de francs) n'élargissent pas les capacités de production et ne créent aucun emploi.

Les socialistes veulent-ils relancer la consommation ? Ils ne peuvent avancer que timidement dans une économie où la productivité ne progresse plus et où les entreprises connaissent de grandes difficultés financières. C'est pourquoi ils décident une augmentation du SMIC de 10 % le 1^{er} juin, c'est-à-dire en réalité de 5 % en pouvoir d'achat (puisque 5 % devaient automatiquement s'ajouter pour suivre la hausse des prix). 5 %, cela représente 130 F ! Et quand ces 130 F viendront s'ajouter sur la feuille de paye du smicard, combien seront déjà amputés par la hausse du gaz, de l'électricité et des transports ? Cette "hausse" du SMIC a été considérablement grossie, et de la manière la plus honteuse et la plus cynique, conformément au style du nouveau gouvernement. Avec l'aide des médias, en particulier du nouveau journal gouvernemental Le Monde, non seulement on a seriné aux travailleurs qu'on ne pouvait leur donner qu'un plat de lentilles, mais on a de plus cherché à les convaincre que ces miettes consistent en un "gros sacrifice" de nature à mettre en péril l'économie.

Un tel langage cynique n'est plus tenu par Raymond Barre, mais par Edmond Maire. Voilà pour le changement !

Autre cadeau aux capitalistes, cette augmentation du SMIC est largement financée par l'Etat à l'aide d'un mécanisme qui permet de réduire les charges sociales et de satisfaire ainsi une vieille revendication patronale. L'Etat finance en effet 50 % du coût supplémentaire total (salaire direct + charges sociales) mais cette aide vient en déduction des seules charges sociales patronales dont le taux est abaissé de 43 % à 36,5 %. Bien entendu, le taux de cotisation des salariés ne bouge pas, bien que les socialistes eurent dans le passé protesté contre son augmentation. On voit donc que le bruit orchestré autour de la hausse du SMIC sert aussi à camoufler une opération d'aide aux patrons.

Le même procédé est utilisé pour la réduction du temps de travail.

Dans une circulaire du 10 juin 1981, le ministère du travail indiquait :

"Une plus large utilisation du chômage partiel peut limiter les licenciements économiques, en cas de baisse temporaire de l'activité économique. Il présente l'avantage de permettre de diminuer les charges de l'entreprise tout en préservant le contrat de travail. Le chômage partiel constitue également un dispositif d'attente permettant de mettre en oeuvre des mesures de reclassement, de formation et de conversion du personnel. En vue de faciliter le recours au chômage partiel, des simplifications administratives et des aménagements à son régime actuel seront apportés dans les jours qui viennent."

Au moment où le gouvernement socialiste décide de renforcer l'utilisation du chômage partiel pour ajuster offres et demandes d'emploi (sans que cela ne coûte rien aux patrons puisque l'Etat rembourse les indemnités de chômage) il est permis de s'interroger sur le sens réel d'une réduction du temps de travail, qui peut en partie camoufler une extension du chômage partiel.

Mais il y a plus grave. La négociation porte en fin de compte davantage sur une meilleure utilisation de la force de travail afin que les capitalistes puissent en disposer plus librement en l'adaptant aux rapides changements techniques qui bouleversent la production aujourd'hui (automatisation, travail en procès continu). Ainsi, derrière le paravent des 35 heures, on peut lire les vrais objectifs du capital: progrès de la production par intensification du travail, travail en équipes, travail de nuit (y compris pour les femmes), travail partiel, lutte contre l'absentéisme, aménagement du temps de travail, etc. Il est frappant de constater que le gouvernement socialiste ; qui dispose d'une majorité absolue à la Chambre, ne désire pas lui soumettre une loi sur les 35 heures. Il répond ainsi aux vœux du patronat qui préfère une négociation par branches car il s'agit d'adapter la force de travail à un appareil de production qui est inégalement automatisé selon les entreprises. La CFDT va dans le même sens, au nom de l'"autonomie syndicale" puisqu'elle déclare préférer "la négociation plutôt que la loi, les négociations de branches plutôt qu'une négociation centrale". A la réunion tripartite du 12 juin qui a relancé la négociation sur la réduction du temps de travail, Mauroy a déclaré : "Pour que la baisse de la durée du travail se fasse dans le respect des équilibres économiques, il faut éviter qu'elle se traduise par une aggravation des coûts. Les gains de productivité peuvent compenser en partie la charge salariale supplémentaire qui résulterait d'une réduction de la durée du travail sans baisse de salaire". La CFDT réclame aussi une telle hausse de la productivité. "Travaillez moins longtemps mais plus intensément", tel est le langage "tripartite". Et comme pour bien montrer que le consensus signifie s'aligner sur Ceyrac, Mauroy précise : "Mais si, dans le cas général, la compensation salariale devait être totale, c'est-à-dire si Von prétendait que, dans un nouveau partage des emplois, plus de travailleurs pouvaient se répartir le même revenu total sans aucune perte pour chacun, on tromperait tout le monde. La hausse des prix se chargerait alors d'amputer les revenus réels."

Les négociations s'engagent donc alors que la menace d'une réduction des horaires avec perte de salaire est précise, sans que cela ne suscite de réaction de la part des syndicats. La politique du gouvernement socialiste n'est donc cohérente que lorsqu'elle attaque les intérêts des travailleurs et donne les mains libres au Capital pour aggraver l'exploitation de la classe ouvrière. Pour le reste, elle se présente comme une politique au coup par coup, destinée à faire face à une situation de plus en plus difficile pour les capitalistes.

La bourgeoisie s'attend à une aggravation de la situation économique. La période de récession du cycle industriel, entamée en 1980, se prolonge plus qu'il n'était prévu. La politique américaine renforce ces difficultés pour les pays européens. La bourgeoisie réclamait d'avoir les mains libres pour faire face à cette situation et prévenir tout mouvement populaire. Elle les a grâce à la coalition socialo-révisionniste.

III. LES REVISIONNISTES ACCROCHES AU CHAR SOCIAL-DEMOCRATE

Les révisionnistes apportent leur entière caution à cette politique social-démocrate. Ils ont obtenu en retour quatre ministères. Que signifie cette situation, unique dans le monde capitaliste ?

Examinons tout d'abord les choses du point de vue socialiste. De 1945 à 1962, le parti socialiste n'a cessé de décliner sur le plan électoral [*Passant de 23,4 % des suffrages exprimés le 21 octobre 1945 à 12,5 % en 1962.*], avec cette caractéristique que le déclin était plus affirmé lorsque le parti s'alliait au centre, atténué lorsqu'il pratiquait l'unité à gauche. Mitterrand a compris que les institutions de la V^e République imposaient au parti socialiste la nécessité de "s'ancrer à gauche". Des 1959, il a fixé sa stratégie : rassembler la gauche non communiste, lui redonner une force électorale au moyen de l'union de la gauche, réduire le parti communiste et le transformer, le "social-démocratiser". Mitterrand comprit que l'élection présidentielle dominait toutes les autres et qu'elle présentait l'avantage de le libérer de tout contrat avec le PCF. Avec ou sans contrat formalisé, avec ou sans "programme commun", le Président devient le maître du jeu dès qu'il est élu.

Du moment que le PCF acceptait d'entrer dans le jeu de l'élection présidentielle, Mitterrand pouvait déployer pleinement sa stratégie. Il ne posait qu'un préalable à une alliance victorieuse avec le PCF : rééquilibrer la gauche» renforcer le courant social-démocrate au détriment du PCF. Dès 1959, il déclarait : "Me croyez-vous aveugle ? L'histoire des démocraties populaires montre à l'évidence comment l'association au pouvoir du parti communiste et d'une poussière de formations démocratiques voue ces dernières à l'anéantissement, de la création d'un rassemblement des forces socialistes et républicaines fortement structuré dépend l'équilibre futur de la démocratie." Lorsque ces conditions furent remplies, l'alternance put se réaliser et les sociaux-démocrates remplacer les hommes de droite à la direction des affaires.

Pourquoi Mitterrand a-t-il accepté quatre ministres communistes alors qu'il n'en avait pas besoin ? Il l'a fait précisément parce qu'il n'en avait pas besoin. La bourgeoisie n'aurait pas accepté un gouvernement d'Union de la gauche. Elle accepte un gouvernement socialiste homogène auquel le PC participe la tête basse. Ce coup de force

poursuit la politique de la bourgeoisie visant à eurocommuniser le PC et à réduire son influence. L'exigence d'eurocommunisation comporte deux composantes : renier explicitement le marxisme-léninisme et l'URSS d'hier ; se séparer de l'URSS d'aujourd'hui et rejoindre le camp occidental. Rejoindre non seulement le camp bourgeois en général, mais le camp occidental pro-américain en particulier. L'objectif de Mitterrand est clairement exposé par l'un de ses fidèles partisans, Jean Daniel :

"Mitterrand s'est donné comme dessein d'extirper le léninisme du mouvement ouvrier français et d'effacer, en somme, le Congrès de Tours. D'où le retour à Jaurès. Son rêve secret (secret !!) est de refaire du Parti socialiste le seul rassemblement d'une gauche enfin 'débolchévisée', c'est-à-dire, plus précisément, n'étant plus corrompue par la solidarité avec la perversion soviétique." (Editorial du Nouvel Observateur du 29 juin 1981).

Les circonstances permettent à Mitterrand d'exercer une pression très forte sur le PC. Prenons l'exemple de l'atlantisme sans limite revendiqué par les socialistes dès leur accession au pouvoir. L'attitude d'allégeance des sociaux-démocrates à l'égard des Etats-Unis traduit un vieux penchant. Elle répond aussi au rôle nouveau que l'impérialisme français entend jouer en Afrique. Reagan désire que les USA affirment davantage leur présence sur ce continent qui sera de plus en plus le grand terrain d'affrontement entre les deux blocs. La France a sa place dans ce dispositif (comme relais de l'impérialisme américain). Enfin, en prenant des positions aussi ouvertement pro-atlantiste — qui vont bien au-delà du Projet socialiste et du Programme en 110 points (préconisant une politique à égale distance des deux blocs) —, le PS contraint le PC à se solidariser avec cette ligne et le met en difficulté dans ses rapports avec Moscou. On sait que la participation de ministres communistes a été discutée avec les américains lors de la visite de Cheysson à Washington début juin. Les américains ont sans doute indiqué au ministre français qu'ils acceptaient cette participation à condition que toute ambiguïté soit levée : ils ont ainsi "conseillé" au gouvernement français d'afficher des positions nettement pro-américaines.

La mission historique de la social-démocratie a toujours été de combattre la voie révolutionnaire par la voie réformiste, d'accrocher le mouvement ouvrier au char de la bourgeoisie et de pratiquer la collaboration de classe. Bien que le PCF lui-même soit venu sur ces positions contre-révolutionnaires, cette mission n'a rien perdu de son actualité. Lorsque dans la première grande interview qu'il a accordée après son élection, Mitterrand déclare : "Entre le marxisme-léninisme et notre socialisme, je veux dire entre Lénine et Blum, le conflit idéologique n'a pas cessé. Aucun moment d'inattention ne nous sera permis" (Interview au Monde du 2 juillet 1981), il exprime bien la permanence de cette mission et la spécificité du courant social-démocrate. Cette "vigilance" s'affirme évidemment contre le PCF. Il est du plus grand intérêt pour la bourgeoisie de maintenir une image révolutionnaire au parti révisionniste et de montrer ainsi aux travailleurs que la voie révolutionnaire, d'une part, est sans issue (puisque le parti révisionniste est parfaitement domestiqué et que son programme, tout opportuniste qu'il soit, ne peut même pas être appliqué) et, d'autre part, offre l'image repoussante de l'URSS social-impérialiste. La déclaration de Mitterrand s'adresse aussi aux authentiques marxistes-léninistes et signifie que les sociaux-démocrates pourchasseront impitoyablement, comme ils l'ont toujours fait, toute expression et toute organisation d'un mouvement révolutionnaire. A notre avis, cette grande question est en fin de compte derrière toute la politique de la social-démocratie. La bourgeoisie estime que le moment est venu de liquider définitivement le marxisme-léninisme, y compris dans les références que le PCF peut encore avoir avec cette doctrine révolutionnaire.

Dans le PS, une contradiction existe entre ceux qui veulent profiter de la situation pour porter le coup de grâce au PC et ceux qui veulent lui laisser une place (à condition que ce soit celle de l'eurocommunisme). Les seconds comprennent bien la nécessité — que les premiers ignorent — pour la bourgeoisie de disposer de plusieurs partis, en particulier de plusieurs partis se déclarant partis ouvriers. De plus, aux yeux des ouvriers trompés, le PCF, quels que soient ses reniements, apparaîtra toujours plus à gauche, plus révolutionnaire que le PS et ceci permet à la bourgeoisie de manoeuvrer. C'est pourquoi il n'y aura jamais de fusion organique entre le PC et le PS.

En apparence, le PS tient en main des atouts considérables, mais sa plus grande faiblesse — sa division — ne tardera pas à se manifester une fois passée l'euphorie de la victoire. Sur toutes les grandes questions, intérieurs et extérieurs, le parti socialiste est divisé entre ses multiples tendances. Ces contradictions éclateront inéluctablement à mesure que s'alourdiront les responsabilités du pouvoir. On a déjà vu que le premier gouvernement Mauroy a été composé non en fonction de la compétence de tel ou tel ministre, mais de la puissance de tel ou tel courant, comme s'il s'agissait d'élire le bureau d'un congrès socialiste. Mauroy, qui est l'homme des compromis entre les tendances, est donc davantage un premier ministre "de parti" qu'un chef de gouvernement. Les tractations pour désigner les chefs des Commissions à l'Assemblée nationale ont duré 8 jours et là encore la lutte a été chaude entre tendances. Bref, le jeu des alliances de la IV^e République est ramené à l'intérieur d'un seul parti !

Comment les choses se présentent-elles du point de vue du PCF ?

Le parti révisionniste a donné une première analyse des événements lors de la réunion du Comité Central des 25 et 26 juin. Dans le long rapport qu'il a présenté à cette réunion, Georges Marchais ne parle pas de la nomination, intervenue la veille, de ministres communistes au gouvernement. Il faut attendre les dernières lignes du rapport pour voir évoquer "brièvement" ce que Marchais qualifie pourtant de "fait majeur de la vie nationale dans la période actuelle". Même discrétion sur l'accord PC-PS. C'est qu'en fait cet accord et cette participation sont l'expression de la défaite "majeure" du PCF. Tout le rapport de Marchais est tourné vers les problèmes internes du PC. Celui-ci ne cache pas l'échec que son parti vient d'essayer, et il tente d'en cerner les causes. Il propose deux explications immédiates et une plus fondamentale.

La première explication, traditionnelle, met en cause les institutions de la V^e République qui créent le "fait présidentiel", avec cette bipolarisation de la vie politique due à l'élection au suffrage universel à deux tours. La défaite du PC ne vient évidemment pas des institutions elles-mêmes, mais de l'acceptation du régime bourgeois et de sa logique institutionnelle. Or Marchais ne remet pas en cause cette acceptation, il la justifie au contraire par les nécessités de "l'Union de la gauche". Toute son argumentation est superficielle et sonne faux, surtout à un moment où il soutient sans contrepartie un président socialiste qui joue à fond et plus que jamais le jeu des institutions de la V^e République. Marchais critique l'absence de candidature du PC en 1965 et en 1974 qui aurait favorisé le "vote utile" en faveur du PS : "La démarche qui fut la notre, avoue-t-il, a abouti à ce que nous cautionnions nous-mêmes l'idée que le Parti devait s'effacer en tant que tel pour que le changement puisse aboutir en France". Ce que Marchais présente comme une simple question de tactique, touche en fait un problème de fond, sans solution pour le PC : quelle est la place d'un parti eurocommuniste dans le système politique français ? Si Marchais regardait les choses en face, il verrait qu'en 1964, Duclos a fait un bon score aux élections parce que les socialistes (compromis à droite) étaient tombés à 5 %. Dès que la social-démocratie s'affirme, elle le fait au détriment du PC et le phénomène est particulièrement net en France où, en raison de la bipolarisation, la social-démocratie ne peut prospérer qu'à travers "l'Union de la gauche". Au plan idéologique et politique, il n'y a guère de différence entre l'eurocommunisme et la social-démocratie, aussi le dilemme du PC est-il le suivant : comment s'eurocommuniser (condition mise par la bourgeoisie à toute participation au système politique) tout en gardant sa spécificité ? Ce problème insoluble est en partie à l'origine des attermoissements de la ligne politique d'un PC qui passe de la "lutte à outrance" contre la social-démocratie à "l'alliance sans principes" avec elle. Un fort PC eurocommuniste (du type italien) n'est possible que si la social-démocratie (en tant que parti organisé) est faible. Au contraire, si ce courant est rassemblé dans un parti relativement puissant, comme c'est le cas en France aujourd'hui, un PC eurocommuniste deviendrait rapidement un groupuscule, comme dans certains pays nordiques. Au début des années 70, aux beaux jours du programme commun, le PC est allé tirer la social-démocratie des oubliettes, en s'eurocommunisant lui-même, c'est-à-dire en ne cachant pas sa propre nature social-démocrate. Mais la bourgeoisie aussi a aidé la social-démocratie à se développer, et, sur le terrain parlementariste, le PC était perdant. Quand Marchais déclare (lors des entretiens avec le PS, rue de Solferino) : "La page du programme commun a été tournée", ce n'est pas seulement pour se vautrer aux pieds de la social-démocratie afin de bâcler un accord destiné à sauver le maximum de députés, c'est aussi pour indiquer l'échec de la politique antérieure du PC (maintenir la social-démocratie sous sa coupe en la liant à un programme).

Marchais revient sur cette question dans l'exposé de la deuxième explication du revers politique de son parti, explication selon laquelle la ligne des 22 et 23 Congrès a été insuffisamment appliquées. Bien entendu, c'est l'inverse qui est vrai : c'est parce que le PC a pleinement appliquée la stratégie pourrie et ultrarévionniste des 22^e-23^e Congrès qu'il eurocommuniste l'échec cuisant d'aujourd'hui. Marchais s'enferme alors dans sa pseudo-explication : la stratégie d'union était bonne, le contenu de l'union aussi, seule la forme était mauvaise — c'est-à-dire la forme du programme commun. Ainsi, il affirme que le programme commun a nourri des illusions sur le PS "en laissant croire que celui-ci avait changé du tout au tout au point d'annuler la différence entre nos deux partis". Rien n'est plus vrai ! Mais l'illusion consiste à faire croire que le PS a changé et non le PC qui s'est aligné sur l'idéologie social-démocrate. Depuis 30 ans, chaque fois qu'il a avancé dans l'alliance avec la social-démocratie, le PC a justifié ces nouveaux pas dans l'opportunisme en prétendant que le PS "rompait avec le réformisme". Ainsi, lorsqu'il a signé le programme commun, le PC a affirmé que le parti socialiste adoptait une position de lutte de classe, que l'influence des partisans de la collaboration de classe reculait, etc. De même, après son installation au ministère des transports, Fiterman a eu le front de déclarer (en réponse à une question sur la caution apportée par les communistes à une expérience social-démocrate) : "Expérience social-démocrate classique, au sens où il s'agissait de gérer la crise en poursuivant en gros la même politique que précédemment ? Si nous étions convaincus que c'est cela qui est engagé, et qu'il n'y a pas d'autre voie, nous ne serions pas au gouvernement" (Interview à l'hebdomadaire Révolution, n° 70 des 3-9 juillet 1981).

La seconde critique que porte Marchais au programme commun indique que ce type d'accord au sommet induit l'idée que le plus important est l'existence d'un programme, et non son contenu. Cette forme d'union n'aurait pas permis au PC d'éviter que le PS ne se renforce à son détriment, voilà selon Marchais ce qui cloche. Or c'est le contenu même de la ligne d'union de la gauche et non la forme de cette union qui est responsable de l'enlèvement du PC. Le contenu, c'est le reniement de la dictature du prolétariat, puis du marxisme-léninisme en tant que

doctrine de parti, effectué par les 22^e et 23^e Congrès. La forme est étroitement dépendante du contenu, ou plutôt elle en est la manifestation (et Marchais le saurait si son parti n'avait rejeté aussi la dialectique de Hegel). La prédilection des révisionnistes à disserter sur les moyens et non les fins, sur la forme et non le contenu, ne fait que traduire le vieux précepte des opportunistes pour qui "le but n'est rien, le mouvement est tout". Le rappel par Marchais du caractère "historique" du 22^e Congrès montre que, précisément à ce Congrès, on est passé de la "voie de passage au socialisme spécifique à la France" (Thorez en 1946) au "socialisme spécifique" français (Marchais en 1976). A l'opportunisme ancien qui consistait à prôner une voie parlementaire et démocratique vers le socialisme, à rejeter la voie révolutionnaire, s'est substitué un opportunisme plus profond, plus affirmé, qui consiste à nier l'objectif lui-même : le socialisme. Le glissement opéré par les 22^e et 23^e Congrès revient à présenter l'ancien programme minimum (destiné à faciliter l'union, la transition vers le socialisme) comme étant aujourd'hui le programme maximum, le programme socialiste. Le second type d'opportunisme était inclus dans le premier : il suffisait de le développer, de l'affirmer, ce que fit le 22^e Congrès, mais trop tardivement selon Marchais.

Nous touchons là à l'essentiel, au coeur du rapport Marchais, à l'explication fondamentale qu'il tente d'apporter aux événements que traverse son parti. Marchais présente d'abord le XX^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique comme étant la continuation de réflexions élaborées au sein du PCF (Vaillant-Couturier, Thorez) sur la "marche au socialisme par la voie démocratique". Le XX^e Congrès critique Staline et pose à nouveau la question de la diversité des voies nationales au socialisme. Or, selon Marchais, le PCF a pris 20 ans de retard sur le XX^e Congrès de 1956. Car ce n'est qu'en 1976-1978 qu'il a rejeté explicitement le marxisme-léninisme. Selon Marchais, il aurait dû le faire bien avant.

Pendant 20 ans, "le Parti a continué à apporter des réponses anciennes qui n'étaient plus adaptées aux besoins de la lutte". Ce thème du "retard sur l'année 56" (qui sera repris avec force lors du 24^e Congrès du PCF en 1982) est développé de l'extérieur et de l'intérieur du PCF. *[De l'extérieur (si l'on peut dire, tant il est clair qu'il exprime certains courants internes au PC) par Robrieux et son Histoire intérieure (justement !) du PCF ; de l'intérieur, par un ouvrage comme Le PCF, étapes et problèmes : 1920-1972 qui se présente comme le nouveau manuel d'histoire du PCF.]* Ses promoteurs montrent que la ligne opportuniste du PC ne s'est pas imposée sans résistance et a connu des "reculs".

Nous dirons plutôt que le nouvel opportunisme (de type eurocommuniste : Waldeck-Rochet, Marchais) n'a pu s'affirmer d'un coup et se substituer rapidement à l'ancien opportunisme (Thorez). Marchais se déclare donc prêt à "rattraper le retard" et à aller à marche forcée dans la voie de l'ultrarevisionnisme ouverte par le 22^e Congrès de 1976. Sa conviction à peine voilée est que, voici 20 ans, lorsque la social-démocratie battait de l'aile, si le PCF avait affirmé ouvertement les positions qualifiées aujourd'hui d'eurocommunistes, il aurait pu prendre la place du parti socialiste et devenir un "grand parti" du type italien. Mais vouloir rattraper un tel retard aujourd'hui, c'est rêver tout éveillé.

La situation politique actuelle montre avec éclat que, l'heure des hommes sans convictions est venue. Mitterrand est un tel homme dénué de toute conviction. Ancien partisan de Pétain, ministre de tous les gouvernements de la IV^e, il se rallia tardivement et timidement à la social-démocratie. De même, Marchais est un politicien sans convictions, qui soutient tour à tour des politiques différentes au gré des circonstances, présentant le visage méprisable de l'opportunisme révisionniste.

La nouvelle situation politique que nous venons d'analyser montre quelles tâches incombent aux marxistes-léninistes, quelle ligne de conduite ils doivent adopter, quelles positions ils doivent défendre, quel esprit doit les animer. Cette situation comprend des exigences qu'il est impossible de contourner à moins de courir tout droit à l'échec, en refusant de s'élever au niveau requis.

Le mouvement marxiste-léniniste ne paraît pas actuellement en mesure de répondre à ces exigences pourtant pressantes. Elles sont simples : face à l'attaque sans précédent de la bourgeoisie contre le marxisme-léninisme et le mouvement ouvrier, il importe au plus haut point de redonner rapidement à la classe ouvrière la possibilité de faire entendre sa voix révolutionnaire, d'organiser son avant-garde et d'affirmer sa lutte émancipatrice. Pour des raisons que nous avons déjà indiquées, le mouvement marxiste-léniniste n'a pas su se dégager rapidement de l'ornière révisionniste. L'idéologie révolutionnaire du prolétariat a disparu de la scène politique de notre pays, et il est difficile aujourd'hui de l'y affirmer car la bourgeoisie a verrouillé toutes les issues.

D'un autre côté, la situation est favorable pour développer une propagande, faite à l'appui, contre la social-démocratie et le révisionnisme, qui, une fois au pouvoir, pratiquent une politique réactionnaire. Mais pour que cette propagande porte pleinement, il est nécessaire que les marxistes-léninistes présentent des solutions positives sur toutes les questions soulevées, élaborent donc un programme révolutionnaire reflétant les intérêts fondamentaux des travailleurs, et leur permettant de sortir d'une situation qui les déconcerte, les paralyse et les maintient dans la confusion.

La situation impose donc, à l'évidence, que les marxistes-léninistes unissent leurs efforts car il n'y a pas de temps à perdre. Nous avons dans le passé dit ce que nous avons à dire sur la situation du mouvement marxiste-léniniste. Nous avons tenté, et nous tentons toujours, de trouver des formes d'unité. Mais l'expérience prouve que les relations multilatérales semblent impossibles et que les relations bilatérales échouent, sans d'ailleurs que les problèmes soient pour autant clairement posés, les critiques ouvertement formulées, les solutions activement recherchées. Nous espérons que, dans la nouvelle situation politique, le mouvement marxiste-léniniste de notre pays acquerra une maturité et une trempe telles qu'il recherchera en commun les moyens de s'affirmer comme un mouvement politique susceptible d'organiser l'avant-garde du prolétariat.

Il est clair que, si les marxistes-léninistes se taisent à propos de la situation politique actuelle, ils laissent se développer l'offensive de la bourgeoisie contre le marxisme-léninisme. Par contre, s'ils prennent position, qu'au moins leurs analyses soient communes, sérieuses, et de nature à fonder un véritable programme révolutionnaire dont l'existence fait si cruellement défaut actuellement.

"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME

(2)

"La dialectique de Hegel est l'élément trompeur dans la doctrine de Marx, c'est le piège qui empêche toute vision conséquente des choses." (Bernstein)

QUAND LE SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS "DIALECTISE"

1. Sur les traces de Bernstein ...

Au temps de Bernstein, à la fin du siècle dernier, la révision déclarée du marxisme visant à le transformer en une plate idéologie réformiste se présentait d'emblée comme l'ennemi de la dialectique. L'une ne pouvait à l'évidence s'affirmer sans attaquer l'autre. C'est pourquoi Bernstein a réservé ses premiers coups à la dialectique, en l'accusant d'être la véritable source des "erreurs" politiques de Marx et du marxisme. Pour Bernstein — qui ignore superbement Hegel —, la dialectique est une vieille absurdité, (il veut bien lui reconnaître malgré tout de grands mérites... sauf en politique, en histoire, en économie, etc. !!) Son raisonnement était le suivant : la dialectique est une tournure d'esprit mystique et désuète qui n'a pas plus de valeur qu'une figure de style anachronique ; elle est un legs malfaisant de Hegel dont Marx (on ignore pourquoi) n'a jamais su se débarrasser mais que la social-démocratie moderne, parvenue à une certaine maturité, ne peut plus conserver, à moins d'être réduite à ressasser des slogans sans rapport avec son action réelle et les possibilités qu'offre la nouvelle situation historique. C'est pourquoi, d'après lui, la social-démocratie devait sans regret l'éliminer de son vocabulaire et de sa façon de penser

Pour Bernstein, c'était une opinion allant de soi que la dialectique de Hegel — c'est-à-dire la dialectique tout court — donne une vision artificielle et spécieuse du développement, qu'elle consiste par nature en une sorte de ratiocination creuse autorisant tous les sophismes contradictoires grâce aux jongleries entre des notions aussi confuses que "la négation de la négation" ou "le passage de la quantité à la qualité" ... Bernstein ne cherchait pas évidemment à comprendre l'environnement philosophique et le sens de ces notions. Il ne lui venait même pas à l'idée de les discuter. Le seul fait de les citer semblait suffisant à ses yeux pour en montrer l'ineptie. De même, il se gardait bien de chercher à saisir la dialectique en oeuvre dans la méthode de Marx. Sur cette question, l'approche de Bernstein était tout à fait vulgaire. Le simple accollement des mots "dialectique" et "Hegel" devait provoquer chez lui un haussement d'épaules. Les commentaires de Lénine sur la Logique de Hegel constituent l'opposé exact d'une telle approche et apportent la preuve que seule la théorie matérialiste conséquente permet de saisir avec profondeur l'essence de la dialectique consciente.

Aveuglé par la dialectique de Hegel, Marx aurait donc été amené tout au long de sa vie à porter des appréciations fantaisistes ou utopiques sur le devenir et l'issue de situations historiques données (comme la Révolution de 1848-49 en Allemagne, par exemple) et à se forger une conception erronée du développement historique en général. Selon Bernstein, Marx a eu tort de penser que l'évolution historique passe nécessairement par des bouleversements révolutionnaires violents et brutaux. Toutes les prophéties découlant de cette conception se seraient révélées inexactes. En procédant à des généralisations hâtives et arbitraires, sous l'inspiration de la dialectique de Hegel, Marx aurait surestimé la rapidité de l'évolution historique et sous-estimé la portée des réformes prônées dans la lutte quotidienne. De même, il aurait eu tort de fonder la tactique du parti ouvrier sur des "constructions abstraites" tirées de la dialectique et qui mènent à tout miser sur un hypothétique effondrement social, jugé a priori inéluctable. Pour ces raisons, Marx aurait versé complètement dans le blanquisme. Il aurait partagé l'illusion consistant à espérer d'un coup d'Etat minoritaire et aventuriste l'accouchement de la société nouvelle.

"Ce que Marx et Engels ont réalisé de grand, ils ne l'ont pas fait grâce à la dialectique de Hegel mais malgré elle. (...) qu'ils soient passés négligemment à côté de la plus grave erreur qu'est le blanquisme, est dû en premier lieu à l'adjonction de Hegel dans leur propre théorie."

[Eduard Bernstein, VI^e Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie (Les Prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie), éd. 1921, Dietz, 1977, p. 71. Toutes les citations de Bernstein sont traduites de cette édition. La citation en exergue se trouve p. 59.]

Pour Bernstein, le "blanquisme" de Marx était la traduction politique des errements provoqués par la dialectique. Et il ignorait tout autant la signification réelle du blanquisme que le sens de la dialectique de Hegel. Dans le même esprit, il présentait le bolchévisme et la Révolution conduite par Lénine comme la mise en pratique des "vues erronées" de Marx : un volontarisme niant les facteurs réels, empreint de mystique révolutionnaire, usant avec impuissance de mesures autoritaires... La Révolution russe était selon lui l'exemple négatif que la social-démocratie ne devait surtout pas suivre, l'illustration vivante des "erreurs" que lui-même ne cessait de dénoncer depuis vingt ans.

Pour Bernstein, réviser le marxisme c'était d'abord éliminer l'échafaudage encombrant et inutile dont la dialectique était censée entourer l'édifice sain du marxisme — que, par contre, il fallait conserver. (Bernstein réduisait cet édifice à quelques principes de la doctrine de Marx, travestis dans un sens purement démocrate bourgeois — il voulait ainsi transformer le programme encore révolutionnaire de la social-démocratie en une plate-forme réformiste vulgaire.) Définie comme un ensemble de thèses ultra-générales sur l'évolution, comme une brillante rhétorique surajoutée à la doctrine propre de Marx, comme un reste de "philosophiaillerie" dissimulant des préjugés "blanquistes" extérieures aux découvertes scientifiques du marxisme, la dialectique pouvait être présentée comme une entrave dont le rejet n'affecterait soi-disant pas le socialisme scientifique. Au contraire, elle devait être abandonnée pour chasser ces mauvais rêves "putschistes" et éviter tout retour dans leur piège. Son abandon permettait selon Bernstein une approche réaliste de la situation, en dissipant les brouillards que produisait la répétition de slogans vides de sens sur l'effondrement du capitalisme. Il permettait de définir les tâches véritables de la social-démocratie en considérant l'action effective qu'elle menait et qu'elle pouvait mener à l'avenir dans le cadre strict de la démocratie et de la légalité bourgeoises.

A l'époque de Bernstein donc, nier que la dialectique soit un élément constitutif du marxisme ne semblait pas, aux yeux des révisionnistes, contradictoire avec leur prétention à se réclamer de la doctrine de Marx. Le fait que Hegel était couramment présenté dans la social-démocratie allemande comme un apologiste de l'Etat prussien contre lequel celle-ci luttait, tendait à renforcer l'idée que la dialectique — mise en valeur hautement par Hegel — n'était à vrai dire qu'un vestige sans fondement théorique qu'il était toutefois bon d'admirer comme une pièce de musée, ou encore qu'une manière dangereuse de s'exprimer pour rendre compte des phénomènes économiques, sociaux, politiques. Le matérialisme était souvent réduit à un empirisme sans dimension dialectique authentique.

A notre époque, en revanche, personne ne peut se réclamer du marxisme et nier dans le même temps que la dialectique en constitue l'élément fondamental sur le plan méthodologique et philosophique, sans se contredire ouvertement soi-même. De nombreux textes de Marx et Engels montrent la place de la dialectique dans la théorie marxiste, en définissent les traits essentiels et abordent la question des rapports entre les fondateurs du marxisme et Hegel. Lénine a souligné avec profondeur l'importance et la signification matérialiste de la dialectique au niveau théorique et politique. Staline a défendu l'héritage du léninisme sur cette question. Le développement du marxisme-léninisme depuis Bernstein, ainsi que les faits historiques qui, au siècle de l'impérialisme, abondent pour prouver l'instabilité de l'ordre existant, secoué de guerres et de révolutions aux retentissements mondiaux évidents, imposent nécessairement aux révisionnistes modernes de recourir à d'autres subterfuges pour scinder le marxisme de la dialectique, séparer les principes du marxisme et sa doctrine de leur âme vivante et révolutionnaire. C'est pourquoi, au lieu d'affirmer que la dialectique serait une philosophie d'emprunt sans consistance théorique, les révisionnistes modernes, par ailleurs connaisseurs de Hegel, s'efforcent au contraire de se faire passer pour les plus fidèles défenseurs de la dialectique marxiste — en falsifiant totalement le contenu.

C'est le cas en particulier du maître français ès philosophie de la "crise du marxisme", Althusser., et de ses sectateurs, comme c'était d'ailleurs le cas, avant eux, des Garaudy, Besse, Sève, etc. Cependant, les fastidieuses considérations des anciens ou nouveaux philosophes officiels du PCF sur la dialectique présentent peu d'intérêt comparées aux fracassantes "découvertes" des philosophes dissidents, les Althusser, Balibar, Macherey et C^{ie}. En effet, le projet de ces derniers n'a pas été la sacro-sainte "défense du marxisme" à la manière révisionniste, en vulgarisant sans trop y toucher les thèses classiques du marxisme sur la dialectique ou en se livrant à des dissertations "polémiques" dignes de l'agrégation. Il a été de "produire" soi-disant une définition rigoureuse des concepts de la dialectique marxiste en critiquant les concepts traditionnels utilisés par les classiques du marxisme. Le but de ce fabuleux "travail de recherche" n'est donc pas le rejet ou la simple "défense" de la dialectique mais son élaboration conceptuelle...

Pour Althusser, la dialectique marxiste s'est jusqu'à présent exprimée en termes hégéliens, ce qui introduit une confusion entre elle et la dialectique hégélienne dont elle diffère radicalement. Elle n'a pas réussi à trouver son langage propre qui corresponde pleinement à son sens nouveau par rapport à la dialectique idéaliste de Hegel. La "gageure" d'Althusser consiste donc à faire parler en matérialiste la dialectique marxiste, à en révéler — pour la première fois ! — l'essence véritable puisque libérée des concepts et métaphores reprises négligemment de Hegel. Althusser prétend ainsi élaborer LA conception marxiste de la dialectique dont Marx, Engels et leurs successeurs les plus éminents n'ont jamais pu, faute d'avoir en leur possession les "outils conceptuels" adéquats et d'avoir pris le recul nécessaire, formuler le premier mot. (Évidemment, Marx n'a pas eu la chance, contrairement à Althusser, de fréquenter ces "maîtres à lire" que sont les Lacan, Bachelard, Cavailles, Canguilhem et Foucault (!!!) auxquels notre "critique" rend un hommage solennel dans *Lire le Capital* — et qui, sans aucun doute, lui auraient permis de se dégager de l'emprise de cette malencontreuse phraséologie hégélienne, pour formuler consciemment sa propre dialectique !!) Bernstein rejetait la dialectique pour "conserver" le marxisme. Althusser rejette la "dialectique hégélienne" pour faire "s'épanouir" la "dialectique

marxiste". Le révisionnisme d'Althusser n'est pas l'ennemi de la dialectique... mais seulement de Hegel. Bernstein identifiait Hegel et la dialectique. Althusser prétend les séparer et formuler la "dialectique matérialiste". Tous deux célèbrent leur aversion pour Hegel et mettent en cause les rapports de Marx à Hegel. Tous deux nient que, pour le marxisme,

"La principale (des acquisitions de la philosophie classique allemande, surtout du système de Hegel, lequel avait conduit à son tour au matérialisme de Feuerbach) est la dialectique, c'est-à-dire la théorie de l'évolution, dans son aspect le plus complet, le plus profond et le plus exempt d'étroitesse (...)." (Lénine, *Les Trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, Oeuvres, t. 19, p. 14.)

Au fond, l'althussérisme ne représente qu'une version moderne et cultivée du révisionnisme bernsteinien. La différence consiste en ce que la scission entre Hegel et Marx, dans un cas, a pour base le rejet ouvert de la dialectique, et dans l'autre sa prétendue défense. A la manière de Bernstein, Althusser écrit :

"Plus que jamais il importe de voir aujourd'hui qu'un des premiers fantômes est l'ombre de Hegel. Il faut un peu plus de lumière sur Marx, pour que ce fantôme retourne à la nuit (...)." (Althusser, *Pour Marx*, Maspéro, 1965, p. 116.)

Pour nos "chasseurs de fantômes" il s'agit donc bien de nier que la dialectique développée consciemment par la philosophie classique allemande — en premier lieu par Hegel — représente une source et une partie constitutive du marxisme, que le marxisme l'a effectivement acquise de la philosophie classique, comme Lénine et auparavant Marx et Engels eux-mêmes l'avait souligné. La compréhension exacte de cette acquisition, voilà ce qui constitue l'ombre pour les révisionnistes.

Il n'est pas dans notre intention de réfuter en détail l'althussérisme en évoquant son histoire et toutes les questions qu'il aborde. Nous voulons d'abord dénoncer la conception (absurde du point de vue théorique) de la "dialectique marxiste" telle qu'Althusser la définit et montrer ensuite sa signification politique dans le contexte de la "crise du marxisme". Tous les tenants de cette "crise" en effet ont repris à leur compte les prétentions donquichottesques exprimées avec un sens aigu de la mise en scène par Althusser sous le terme de "surdétermination" — comme si ce terme constituait la pointe meurtrière fichée au cœur du monstre hégélien. Mais en repoussant dans la nuit le fantôme de Hegel, Althusser et, à sa suite, la "crise du marxisme" n'ont fait que jeter sur la dialectique une lumière ... crépusculaire, pour justifier leurs positions antimarxistes sur toutes les questions qu'ils abordent, concernant aussi bien le marxisme que le bilan du mouvement communiste et les perspectives politiques en France.

2. Chasser Hegel et plagier Mao

Pour Althusser comme pour tous les tenants de la "crise du marxisme", la critique de Hegel va de pair avec l'adhésion à Mao. L'une ne va jamais sans l'autre. Mao est l'inspirateur privilégié de nos "critiques" en matière de dialectique. [Il suffit pour s'en convaincre de rappeler les mérites qu'ils lui attribuent ; cf. Althusser, *Pour Marx*, op. cit., pp. 92-93, note 6 (que nous citerons plus loin), et pp. 186-224. Bettelheim, *Les Luttes de classe en URSS, Seuil-Maspéro*, tome 1, 1974, p. 8, note 2 (Le renouveau de la pensée marxiste en France, déclare Bettelheim, "a été lié notamment à la diffusion de plus en plus large de la pensée de Mao Tsétoung et il a été manqué par la rupture que L. Althusser et ceux qui ont travaillé avec lui ont opérée avec une lecture "économiste" du *Capital de Marx*".) On pourrait citer d'innombrables passages où althussériens et bettelheimiens reconnaissent les hautes vertus dialectiques de Mao et reproduisent mot pour mot ses thèses, puisées surtout dans *De la contradiction*. Cf. par exemple : Lipietz, *Crise et inflation, pourquoi ?*, Maspéro, 1979, pp. 20-57.] Ce chassé-croisé rend compte de la substitution qu'il s'agit d'effectuer pour eux entre, d'une part, la dialectique consciente élaborée par la philosophie classique allemande, et reprise et développée à sa suite par le marxisme, et d'autre part, une pseudo-dialectique aux allures "guerrières", maquillée de concepts marxistes, inspirée de la vieille philosophie chinoise. Il s'agit pour eux — comme pour Mao — de remplacer la dialectique marxiste par une parodie de dialectique. Dans le contexte de la "crise du marxisme" encore naissante (début des années 60), cette substitution prend la forme : chasser Hegel et plagier Mao !

Le maoïsme s'est longtemps présenté comme le nec plus ultra en matière de dialectique marxiste. C'est sous cette image de marque qu'il a d'ailleurs été introduit en France. [L'introduction des conceptions maoïstes sur la dialectique ne date pas du milieu des années 60 — comme on le croit ordinairement. Elle date du début des années 50. C'est à cette époque que les oeuvres philosophiques de Mao ont été traduites en français. Leur impact a été immédiat sur les philosophes du PCF comme en atteste le manuel de Besse et Cavaing publié en 1954 aux Ed. Sociales sous le titre *Principes fondamentaux de philosophie* (où sont repris les cours donnés durant les années précédentes par ces deux révisionnistes à l'Université nouvelle). Les textes de Mao *De la pratique* et *De la contradiction* avaient paru dans les *Cahiers du communisme* respectivement en février 1951 (n° 2) et en août 1952 (n° 7/8). Les trois chapitres du manuel de Besse et Cavaing consacrés au "quatrième trait de la dialectique : la lutte des contraires" reproduisent fidèlement le plan et l'argumentation de *De la contradiction*, qu'ils citent abondamment. Par la suite, lorsque les divergences sont apparues dans le mouvement communiste international, les références à Mao et les citations ont disparu des textes du P.C.F. Il n'aurait pas

été de bon ton de continuer à citer Mao comme un classique du marxisme à un moment où le P.C.F. attaquait le P.C.C. et se refusait à diffuser les textes chinois sur les divergences. En reprenant, dans le nouveau contexte, le flambeau de ses aînés, Althusser pouvait se tailler un succès à scandale sans trop de difficulté. Ses éloges à Mao — en renforçant l'image "radicale" d'Althusser par le radicalisme qu'on prêtait à l'époque à Mao — contribuaient à la mise en scène althussérienne.] Avant d'examiner la copie (Althusser), nous devons donc nous pencher sur l'original. Seuls les admirateurs béats et les ignorants peuvent nier que la conception de la dialectique qu'expose Mao dans ses oeuvres reprend la vieille pensée chinoise sous une forme déguisée. [Comme l'ont démontré irréfutablement les sinologues (Schram, etc.), les oeuvres publiées de Mao ont été l'objet d'un trafic afin de leur inoculer une dose de marxisme suffisante pour que les contradictions avec les thèses marxistes-léninistes (présentées comme un pas en avant du marxisme !) soient moins flagrantes. Khrouchtchev révèle le rôle qu'y a pris Youdine, l'ambassadeur soviétique en Chine et co-auteur du Petit Dictionnaire Philosophique (Cf. Souvenirs, Laffont, 1971, pp. 442-443).]

Pour Mao, l'évolution n'est certes pas graduelle, sans heurt. Il affirme même qu'elle est le produit des contradictions dans les choses, elles-mêmes. Mais l'affirmation du rôle des contradictions dans le développement reste purement verbale, dans la mesure où les contradictions sont vidées de leur essence dialectique. En effet, dans la conception maoïste, l'évolution procède de l'éternel basculement — au sein d'un rapport de domination considéré comme immuable — entre des termes qui s'affrontent. C'est la reprise à peine schématisée de la philosophie du yin et du yang. Le mouvement provient de l'inversion entre terme dominant (appelé "aspect principal") et terme dominé (appelé "aspect secondaire") et non pas de la négation d'un terme par son contraire. En dehors du basculement ou de l'inversion des termes selon un cycle énigmatique et circulaire, le rapport au sein duquel les termes s'opposent ainsi que les termes eux-mêmes restent inchangés, sont donnés une fois pour toute. Comme prétendu moteur du changement, la contradiction maoïste exclut en fait la négation, le moment dialectique, en tant que passage d'un état ancien à un nouvel état, bond qualitatif. Elle exclut l'affrontement entre les contraires menant à la destruction de l'un par l'autre, au changement qualitatif qui en résulte, au dépassement de l'ancienne contradiction et des anciens termes. Elle ne peut représenter le développement que sous la forme d'une oscillation entre extrêmes qui se succèdent sans fin. En perdant tout contenu dialectique, la contradiction si vantée par Mao n'est le moteur que d'un pseudo-développement qui ne progresse pas de l'inférieur au supérieur mais passe par des phases ascendantes et descendantes, toujours identiques. Ainsi, la contradiction est indépassable et les contraires coexistent. Leur lutte n'est donc que relative (bien qu'éternelle) et leur être, absolu (bien que réversible) — ce qui contredit les affirmations de Mao dans ses textes.

La conception de Hegel, au contraire, donne à la contradiction — son sens véritablement dialectique. La négation en constitue le moment décisif. Intégrant la négation comme un moment nécessaire du développement, la contradiction est le moteur du progrès qualitatif.

"Ce n'est pas la négation pure et simple, pas la négation gratuite, pas la négation sceptique, l'hésitation, le doute qui sont caractéristiques et essentiels dans la dialectique — qui contient indubitablement en elle l'élément de la négation, et même comme son élément le plus important, — non, mais la négation en tant que moment de la liaison, en tant que moment du développement, avec conservation du positif, c'est-à-dire sans aucune hésitation, sans aucun éclectisme." (Lénine, *Oeuvres*, T. 38, pp. 214-215.)

[Hegel a particulièrement souligné le caractère déterminé de la négation comme moment dialectique : "(...) ce qui se contredit ne se dissout pas en zéro, dans le néant abstrait, mais essentiellement dans la seule négation de son contenu particulier, (...) une telle négation n'est pas toute négation mais la négation de la chose déterminée qui se dissout, et donc est négation déterminée (...)." Science de la Logique, I, Aubier Montaigne, 1972, p. 25. Cette conception permet à Hegel de combattre les raisonnements tautologiques (où le résultat explicite du raisonnement est contenu dans ses prémisses implicites) de l'évolutionnisme qui nie le développement par bonds (dans la nature) et s'interdit ainsi de comprendre le passage de la quantité à la qualité — que seule la dialectique peut concevoir. Cf. par exemple : Science de la Logique, op. cit., pp. 341-342.]

En niant la négation au coeur de la contradiction et donc du développement, la pseudo-dialectique maoïste présuppose nécessairement la coexistence des contraires et leur conciliation éclectique. Elle substitue à la dialectique un "système de bascule" — comme Hegel lui-même appelait ce genre de conception. Les thèses de Mao sur la révolution illustrent cet aspect de manière saisissante. (1)

Les "découvertes" et "audaces" d'Althusser sont un plagiat manifeste des conceptions de Mao sur la dialectique. Celles-ci permettent à notre professeur de remplir son vide philosophique personnel. Althusser loue Mao pour avoir développé "toute une série d'analyses où la conception marxiste de la contradiction apparaît sous un jour étranger à la perspective hégélienne". Il ajoute : "On chercherait en vain (et pour cause !) dans Hegel les concepts essentiels de ce texte (De la Contradiction)". (Althusser, *Pour Marx*, op. cit., pp. 92-93.) Il se vante quant à lui de réaliser le tour de force véritablement audacieux consistant à donner une définition de la "dialectique marxiste" "qui ne retient pour essentiels aucun des concepts hégéliens, ni la négativité, ni la négation, ni la scission, ni la négation de la négation, ni l'aliénation, ni le 'dépassement' (...)". (Id., p. 223.) Quel

ridicule poursuit dès lors notre secrétaire de l'Ecole Normale Supérieure lorsqu'il nous dépeint sa "dialectique" — dépourvue de la moindre "négativité" — sous les couleurs de la "lutte", des "affrontements", des "conflits de classes aigus", des "crises", de "l'explosion révolutionnaire" ! (Id., p. 222.) Tout cela ressemble à une bien piètre mise en scène : on attire le regard du spectateur sur le décor à l'arrière-plan qui évoque les luttes historiques, la Révolution russe, Lénine, les guerres, etc., pendant que l'acteur placé devant ces fresques débite son monologue sur le "procès sans sujet ni fin" et la "surdétermination", bref sur les contradictions sans négation ni dépassement, sur la lutte sans perspective de victoire, sur l'histoire qui n'avance pas et les révolutions infructueuses. La dialectique de l'histoire est là en trompe-l'oeil pour faire passer le rejet de la dialectique tout court, au nom de la défense de la "dialectique marxiste" enfin débarrassée de sa gangue hégélienne. Althusser cite Marx, fait appel au "sens caché" des textes classiques, pour soi-disant révéler au monde l'anti-hégélianisme de la "dialectique marxiste". Ce faisant, il montre à nouveau, comme nous allons le voir, que la dialectique

"est un scandale et une abomination pour les classes dirigeantes et leurs idéologues doctrinaires, parce que dans la conception positive des choses existantes, elle inclut du même coup l'intelligence de leur négation fatale, de leur destruction nécessaire (...)." (K. Marx, *Le Capital*, Ed. Soc, tome I, p. 29.)

Or, Althusser, comme tous les tenants de la "crise du marxisme", fait oeuvre d'"idéologue doctrinaire" en se fixant pour tâche de réviser le marxisme. Au début de son activité, il a même "théorisé" la révision du marxisme comme s'il s'agissait d'une "pratique théorique" répondant au "procès de production de la connaissance" !! C'est devenu ensuite l'expression suprême de la "lutte de classe dans la théorie". On peut concéder cette vérité à Althusser : son aversion pour Hegel et la dialectique le range du côté des "classes dirigeantes". Voilà tout.

En toute chose, Althusser s'affirme comme le pourfendeur de ceux qui déforment les principes, inventent de faux concepts, émoussent le marxisme. Cette mise en scène est dictée par la volonté d'apparaître comme un pur, un rigoureux, un audacieux. Mais elle est sans fondement : la forme entre à tout moment en contradiction avec le contenu qui développe une ridicule sophistique singeant les principes, agrémentée de lubies grotesques et d'une phraséologie pseudo-marxiste. C'est pourquoi le "style Althusser" — y compris au sens littéraire — donne une impression d'hypocondrie. Au temps de sa splendeur, notre philosophe mariait volontiers l'art de la provocation dans les enceintes universitaires ou les colonnes des revues du P.C.F. Cette position artificielle, tout juste destinée à produire de l'effet, n'a pas tenu longtemps : on ne peut à la fois attaquer le marxisme et feindre la pureté idéologique. En attaquant Hegel, Althusser reste fidèle à son style. Ses attaques vont être présentées comme des "révélations" sur la "structure" véritable de la dialectique hégélienne — qui aurait échappé à tout le monde sauf à notre "critique". En effet, c'est "grâce à la lecture de Marx", prétend-il, qu'il est en mesure de rendre un compte exact de la "structure" de la dialectique hégélienne. C'est donc "grâce à la lecture de Marx" qu'il peut combattre Marx sur le terrain de la dialectique ! Voilà un nouveau tour de passe-passe de l'éminent "marxiste" Althusser.

L'extrême lucidité (!) d'Althusser à l'endroit de la "structure" de la dialectique hégélienne repose sur deux présupposés qu'on peut résumer comme suit : 1) le système philosophique de Hegel (c'est-à-dire sa conception globale du monde) reproduit fidèlement sa propre dialectique ; 2) la dialectique hégélienne, comme conception du mouvement, du processus, du développement, de l'évolution, est intrinsèquement idéaliste. Sur ces deux points, Althusser contredit totalement l'appréciation que Marx et Engels ont eux-mêmes portée sur Hegel, sur ses mérites comme dialecticien et sur leur dette à son égard. On peut évidemment arguer une magistrale "bévue" de Marx et Engels — comme le fait Althusser dans *Lire le Capital* — et se dispenser du même coup de discuter sérieusement leurs arguments. Mais de quel poids est ce type de "réfutation" où il s'agit d'écarter d'emblée les conceptions de l'adversaire en les caricaturant, sous prétexte qu'elles n'ont pas de sens par ce qu'elles disent mais uniquement par ce qu'elles "taisent" ? Seuls les adeptes de Freud et de la "lecture symptomale" peuvent gober cette pirouette d'Althusser sans protester. Quant à nous, nous allons examiner tout à la fois le dit et le non-dit du discours d'Althusser et montrer quel "inconscient" politique est à l'oeuvre derrière la "théorie marxiste" d'Althusser et ce qui se cache derrière "l'effet de sens" scientifique qu'il cherche à produire.

Contrairement à ce qu'affirme Althusser, il existe une contradiction effective entre le système philosophique de Hegel et sa propre dialectique. C'est d'ailleurs cette contradiction entre "le contenu dogmatique du système de Hegel" et "sa méthode dialectique, qui dissout tout ce qui est dogmatique" [*F. Engels, Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Ed. Soc, 1970, p. 16. Cf. aussi *l'Anti-Dühring*.], qui explique la désagrégation de l'hégélianisme en deux courants de pensée radicalement opposés — l'un tout à fait conservateur, et l'autre révolutionnaire. D'un côté, en effet, Hegel pousse à son achèvement le plus grandiose (de par son ambition et son encyclopédisme) la tradition, héritée de la philosophie, de construire un système complet, englobant tous les domaines de la connaissance. Un tel système est nécessairement achevé et clos sur lui-même. De l'autre côté, toute la théorie de la connaissance développée par Hegel tend à montrer qu'aucun phénomène, qu'aucune chose, qu'aucun concept, n'est immobile, figé, saisissable en dehors du développement dont il n'est qu'un moment ou qu'un aspect particulier. Par conséquent, sa méthode d'approche ou d'appréhension du réel suppose le mouvement dialectique dans la pensée comme dans la nature et l'histoire.

Elle entre donc en conflit avec la prétention systématique, à la base de la philosophie de Hegel, puisqu'elle condamne par avance comme totalement vaine cette prétention à clore le développement de la connaissance, de la nature et de l'histoire. [Cf. Engels, *Ludwig Feuerbach...*, op. cit., pp. 59-61. Engels résume dans ces pages les grandes lignes du système hégélien. Un disciple de Hegel, Weisse, avait déjà souligné cette contradiction. Il écrivait à Hegel, en juillet 1829 : "Vous-même, maître vénéré, m'avez dit un jour que vous étiez entièrement convaincu de la nécessité de nouveaux progrès et de nouvelles formes de l'esprit universel, même par-delà la forme de la science achevée par vous, sans d'ailleurs pouvoir me donner un compte plus précis de ces nouvelles formes. Je considère cette conviction (...) comme étant la forme sous laquelle cette vérité philosophique de la nécessité d'un progrès dialectique illimité, de l'accroissement et de l'approfondissement de tout ce qui existe, se manifeste à une conscience saine, qui prend immédiatement connaissance du réel. Chez vous, celle-ci se trouve en contradiction frappante avec vos enseignements systématiques, lesquels non seulement n'encouragent pas un tel progrès de l'esprit universel, mais même l'excluent formellement." (cf. Hegel, *Correspondance*, tome III, Gallimard, 1967, pp. 224-225.) Mais ce qui est évident pour le mystique Weisse, demeure obscur pour le "théoricien marxiste" Althusser !] Althusser n'examine pas cette contradiction qui traverse l'hégélianisme, car il est trop évident qu'elle sape complètement son appréciation de Hegel. Il doit présenter ce dernier de telle sorte que son rejet soit acceptable "au nom de la dialectique marxiste". Peu importe au fond la réalité de Hegel. Ce qui compte pour Althusser, c'est de pouvoir justifier ses présupposés, dirigés contre Hegel et la dialectique. C'est pourquoi il présente le système dogmatique de Hegel comme l'expression fidèle de sa dialectique. Qu'il en soit ainsi pour Hegel, on le comprend. Que le "marxiste" Althusser reprenne de Hegel cette opinion conciliatrice... pour ensuite rejeter Hegel, c'est un nouveau tour de passe-passe à mettre à son actif.

Le second présupposé d'Althusser donne sa logique au premier. Il s'agit de faire croire que la dialectique, telle qu'elle a été mise à l'honneur et élaborée par Hegel, est de fond en comble idéaliste et qu'en conséquence elle n'a rien à voir, d'aucune manière, avec la dialectique matérialiste du marxisme. Cette prétendue "découverte" ne tient pas une seule seconde. Elle procède d'une incompréhension complète de ce qu'est la dialectique, en tant que "science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée". [F. Engels, *Anti-Dühring*, Ed. Soc, p. 170. Althusser ignore les textes de Engels, du moins les "évidents". On chercherait en vain un commentaire de notre "critique" des chapitres XII et XIII de l'*Anti-Dühring* qui sont pourtant décisifs.] Althusser dévie par rapport aux questions philosophiques fondamentales telles qu'elles ont été posées par les classiques du marxisme. Il mélange confusément l'opposition idéalisme/matérialisme avec l'opposition métaphysique/dialectique et embrouille, pour les besoins de sa "démonstration", deux ordres distincts de questions. Ainsi, la notion de dialectique consciente demeure un mystère pour les althussériens qui ne peuvent comprendre qu'une pensée ou une démarche puisse fort bien être dialectique sans mettre en lumière pour elles-mêmes les lois de la méthode dialectique. [“On peut se passer de Hegel pour découvrir la dialectique matérialiste !” s'étonne l'althussérien Osier, qui montre un étonnement encore plus grand lorsqu'il constate que le livre de Dietzgen, *L'Essence du travail intellectuel* (Maspéro, 1973), ne traite pas explicitement de la dialectique, alors que Engels loue ce dernier pour l'avoir découverte. Autrement dit, pour les althussériens, lorsque la dialectique est développée consciemment (chez Hegel), elle demeure entachée d'idéalisme et n'apporte aucun élément pour saisir la "dialectique matérialiste". Par contre, lorsqu'elle est mise en oeuvre inconsciemment par le matérialiste Dietzgen ... elle fuit de leur regard. Il est clair que pour eux la dialectique est un "noumène" insaisissable ! Lorsque le mot dialectique ne figure pas en toutes lettres (Engels loue Diderot, Rousseau, etc.), elle est tout simplement absente, et lorsque le mot figure, elle est ou bien idéaliste (ce qui la condamne rédhbitoirement aux yeux de la "science marxiste" althussérienne) ou bien dissimulée, chez Marx et Engels... et nécessite les recherches des "marxistes" althussériens pour la retrouver ! Heureusement pour eux, Mao vient à la rescousse !] De même, ils ne comprennent pas qu'un idéaliste puisse raisonner dialectiquement — et même formuler consciemment une théorie de la dialectique comme forme suprême du mouvement — et qu'un matérialiste, à l'inverse, puisse rester tout à fait métaphysique dans sa manière de concevoir les choses et leur connaissance. Cette distinction est pourtant élémentaire. Toute l'histoire de la philosophie en offre une démonstration irréfutable. Althusser se refuse donc à étudier pour elle-même la dialectique consciente développée par Hegel. Après avoir prononcé son jugement : "idéalisme !", il renvoie — pour apporter les preuves de cet idéalisme "structurel" de la dialectique hégélienne —... au système de Hegel ! Le procédé d'Althusser tourne en rond : "la dialectique hégélienne est idéaliste parce que son système est idéaliste"... "le système hégélien est idéaliste parce qu'il est le développement de la dialectique hégélienne"...

Prenons un exemple entre cent. Althusser affirme que "la contradiction est (...) motrice chez Hegel comme négativité", ce qui est vrai mais nécessiterait des précisions, et il ajoute en feignant d'apporter une explication, "c'est-à-dire comme réflexion pure du principe de l'aliénation même : la simplicité de l'Idée". (Althusser, *Pour Marx*, op. cit., p. 220.) Le "c'est-à-dire" ne fait que rappeler schématiquement la forme que prend le mouvement dialectique de "l'Idée" dans le système de Hegel — en commettant d'ailleurs un contresens sur la "simplicité de l'Idée" dans le but d'asseoir sa "démonstration" dirigée contre la dialectique. Quoi qu'il en soit, il n'introduit aucune explication sur la négation comme moment dialectique, comme on serait pourtant en droit de l'attendre de

la part de quelqu'un qui étudie la contradiction chez Hegel. Or, l'apport de Hegel à la dialectique consciente ne consiste certainement pas dans la forme mystique que revêt la dialectique dans l'exposé dogmatique du système hégélien, mais dans ses considérations sur les formes du mouvement dialectique, etc. Ces considérations, développées souvent à partir d'exemples précis puisés dans les mathématiques, les sciences de la nature et les sciences sociales, sont très précieuses et peuvent être reprises telles quelles par les matérialistes. Comme l'affirme Marx :

"La dialectique de Hegel est la forme fondamentale de toute dialectique, mais seulement une fois dépouillée de sa forme mystique et c'est précisément cela qui distingue ma méthode." (K. Marx, *Lettre à Kugelmann du 6 mars 1868.*)

En effet, la dialectique hégélienne, entendue comme l'exposé — sous la forme d'un système achevé — du développement de l'Idée hégélienne à travers les formes abstraites de la Logique, les formes aliénées de la Nature et les formes achevées de l'Esprit, cette dialectique, au sens large, est fondamentalement mystique et idéaliste. En tant que méthode d'approche du monde réel, elle est "inutilisable" car elle présuppose que "le développement dialectique qui se manifeste dans la nature et dans l'histoire (...) n'est (...) que le calque du mouvement autonome de l'Idée se poursuivant de toute éternité, on ne sait où, mais, en tout cas, indépendamment de tout cerveau humain pensant". (F. Engels, *Ludwig Feuerbach...*, op. cit., p. 60.) Le rapport entre l'être (le monde réel) et la pensée (la connaissance de ses lois par l'homme) est inversé dans un sens idéaliste. Dès lors que le matérialisme renverse le sens de ce rapport, la dialectique des idées perd son caractère mystique pour devenir "le simple reflet conscient du mouvement dialectique du monde réel". (Id., p. 60.) Ce renversement n'équivaut aucunement à une sorte de "reprise" matérialiste du système hégélien, lequel d'ailleurs s'est désagrégé pour ainsi dire de lui-même. Il signifie simplement que l'identité fondamentale des lois générales du mouvement de la pensée, de la nature et de l'histoire, défendue par Hegel contre les philosophies dualistes et agnostiques, doit être conçue dans une optique matérialiste. Mais cette identité n'est pas remise en cause par les matérialistes. Elle doit être inversée dans ses termes — et c'est le sens général du renversement dont parlent Marx et Engels. Sur la question du renversement, Althusser emmêle tout comme à son habitude et jongle avec les deux préjugés que nous avons signalés. Il ne comprend pas quel est l'enjeu philosophique de ce renversement, car il ignore tout de la dialectique consciente qui est à l'oeuvre chez Hegel (le fameux "noyau rationnel"). Il est bien évident que la dialectique consciente ne saurait être "renversée", ni dans un sens idéaliste, ni dans un sens matérialiste, car elle ne porte pas directement sur la question du rapport de l'être à la pensée, mais sur les lois ou formes du mouvement qui existent dans la nature, l'histoire et la pensée. La "problématique" du renversement telle qu'Althusser l'envisage est donc absurde. A nouveau, elle présuppose de pratiquer l'amalgame entre la méthode dialectique développée par Hegel et son système dogmatique. Elle entretient la confusion entre les questions dont traite la dialectique et celles qui sont au centre de l'affrontement entre matérialisme et idéalisme.

Cette confusion ne se cantonne pas aux appréciations qu'Althusser porte sur Hegel. Elle est au coeur de ses conceptions personnelles sur la "dialectique marxiste". Ainsi, après avoir loué les concepts "nouveaux et féconds" exposés par Mao dans *De la Contradiction*, il leur reproche d'être trop abstraits, car, dit-il, ils "sont présentés plutôt comme des spécifications de la dialectique en général, que comme des implications nécessaires de la conception marxiste de la société et de l'histoire". (Althusser, *Pour Marx*, op. cit., p. 93.) Manifestement, la "dialectique en général" gêne Althusser. Il la soupçonne d'être par nature abstraite — et il n'a pas tout puisqu'elle traite des lois les plus générales du mouvement — mais son inconscient philosophique traduit aussitôt : "abstraction = idéalisme". C'est pourquoi, selon sa conception très personnelle de la "dialectique matérialiste", il prétend que le matérialisme "implique nécessairement" la dialectique et ses concepts. Ceux-ci seraient la simple conséquence du matérialisme, et, plus précisément, de la conception matérialiste de l'histoire. La dialectique perdrait du même coup son caractère abstrait ... c'est-à-dire "idéaliste", selon la confusion sciemment entretenue par Althusser. [“(…) les abstractions les plus générales ne prennent somme toute naissance qu’avec le développement concret le plus riche, où un caractère apparaît comme commun à beaucoup, comme commun à tous.” (Marx, *Introduction à la critique de l’économie politique*, in *Contribution à la critique de l’économie politique*, Ed. Soc, 1972, p. 168.) “(…) quiconque connaît tant soit peu son Hegel sait bien que celui-ci, dans des centaines de passages, s’entend à tirer de la nature et de l’histoire les exemples les plus péremptoirs à l’appui des lois dialectiques.” (Engels, *Dialectique de la nature*, Ed. Soc, 1971, p. 69.) Le caractère abstrait des lois dialectiques chez Hegel ne tient pas au mysticisme (à l'idéalisme) du système hégélien. Il tient à l'universalité même des lois que la dialectique étudie — qui valent pour la nature, l'histoire et la pensée. Si Hegel a pu les formuler avec maîtrise, c'est grâce à la connaissance approfondie qu'il avait du développement important des sciences à son époque. L'avancement de celles-ci a constitué une condition déterminante dans la découverte et l'élaboration de la dialectique par la philosophie allemande tout à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle.]

"(...) si l'on ne montre pas le lien nécessaire qui unit la structure propre de la contradiction chez Marx à sa conception de la société et de l'histoire, si on ne fonde pas cette surdétermination (qui constitue, selon notre "critique", l'essence de la "contradiction" et de la "dialectique" "marxistes") dans les concepts mêmes de la théorie de l'histoire marxiste, cette catégorie restera 'en l'air', car, même exacte, même vérifiée par la pratique politique, elle n'est jusqu'ici que descriptive, et donc contingente (...)." (Althusser, *Pour Marx*, op. cit., p. 106.)

Pour Althusser, ce "lien nécessaire" par lequel il établit une sorte de filiation théorique allant du matérialisme historique à la dialectique marxiste, sauverait cette dernière du danger de rester "en l'air", à l'instar de la "catégorie" de "surdétermination", dont Althusser pressent lui-même le vide. Mais aucun verbiage creux sur le caractère "descriptif", donc (!) "contingent" de la dialectique étudiée indépendamment du matérialisme historique ne peut fonder l'existence de ce "lien nécessaire". Cette affaire de haute philosophaillerie digne du premier subjectiviste venu, est une pure invention d'Althusser. Aux prises avec la théorie marxiste, notre philosophe aimerait pouvoir la digérer pour la recracher à sa convenance. Mais elle lui reste sur l'estomac sans qu'il puisse l'altérer, autrement que par des tours de passe-passe.

Marx a reconnu les mérites des historiens et économistes bourgeois qui ont développé avant lui une conception matérialiste de l'histoire.

"(...) en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique." (K. Marx, *Correspondance*, tome 3, Ed. Soc, p. 79.)

[Marx ajoute : "Mon originalité a consisté : 1. à démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées, au développement de la production ; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes." Dans Réponse à John Lewis (Maspéro, 1973, p. 29), Althusser cite le début de ce passage bien connu de Marx mais tait la fin (que nous reproduisons dans cette note). Ceci lui permet de donner — une fois de plus ! — une version très personnelle de ce qui distingue Marx des historiens et économistes bourgeois qui l'ont devancé, en ignorant purement et simplement les propos explicites de Marx. Ce procédé, courant chez Althusser et chez tous les tenants de la "crise du marxisme", est d'autant plus hypocrite que lui-même le dénonce chez Sartre — qui cite incomplètement une phrase du 18 Brumaire (idem, p. 15). Le donneur de leçon Althusser affirme en parfait jésuite : "Il faut donc lire ses auteurs de près" (idem, p. 76). Et pour expliquer ce qui distingue Marx de ses devanciers, lui-même commence par mettre Marx au rancart en lui substituant la pseudo-dialectique maoïste. Pour Althusser, ce qui est original chez Marx, c'est qu'il "met la lutte des classes au premier rang" alors que ses devanciers auraient mis "les classes au premier rang, et la lutte des classes au second". Ces derniers font donc passer l'unité avant la lutte, affirme-t-il péremptoirement, alors que Marx comprendrait la lutte comme la forme d'existence nécessaire des classes, donc de leur unité. Voilà l'indigence de pensée qu'on veut présenter pour de la "dialectique marxiste" ! Le résultat du recours miraculeux à "l'unité des contraires", providentielle tout autant que schématique, c'est la disparition des trois thèses fondamentales que Marx expose. "L'unité des contraires" chasse le développement historique, la dictature du prolétariat et le communisme — au profit d'une pure banalité sur "le primat de la lutte" dont la signification effective n'est autre que la coexistence indépassable des contraires, comme nous l'avons vu. Lorsqu'Althusser parle de dialectique, il fait référence au matérialisme historique. Et lorsque le matérialisme historique expose de manière remarquable ses thèses sur la lutte des classes, Althusser nous rebat les oreilles avec sa pseudo-dialectique copiée de Mao. Les tenants de la "crise du marxisme", Bettelheim en particulier — comme nous le verrons dans le troisième article de la série — utilisent abondamment les oracles du "primat de la lutte" pour dénoncer les prétendus abandons de la dialectique chez Lénine ou Staline. Cette utilisation de la "dialectique" — avec la prétention comique, pour des professeurs d'université, d'en être les dépositaires universels — rappelle Proudhon tel que Marx le dénonce dans Misère de la Philosophie, et à propos duquel il écrivait : "Rien de plus fastidieux et de plus plat que le lieu commun en proie au délire."]

Pourquoi donc Althusser ne va-t-il pas chercher chez les précurseurs du matérialisme historique le "lien nécessaire" qui, à partir de cette conception, mène à la "dialectique marxiste" ? Pourquoi notre éminent "critique", qui s'intéresse de près aux sources du marxisme, ne fait-il pas la moindre allusion à ces précurseurs, dans la "pratique théorique" desquels, en toute logique, la "dialectique marxiste" devrait tout autant se trouver à l'oeuvre que chez Marx ? Peut-être est-ce tout simplement qu'elle y perdrait son caractère "marxiste" ? Car il est sûr que la "dialectique marxiste" définie comme théorie du "tout complexe structuré à dominante en devenir" pourrait aussi bien être "découverte" chez Augustin Thierry... que chez n'importe qui d'ailleurs ! *[Concernant les précurseurs de Marx dans le domaine historique, voir l'étude de Plékhanov : "Les premières phases d'une théorie : la lutte des classes", in Oeuvres philosophiques, tome 2, Ed. du Progrès, pp.481-538.]* En confondant matérialisme et dialectique et en prétendant déduire l'une de l'autre, Althusser ne montre pas seulement son ignorance théorique et historique, il démontre également que cette ignorance est savamment entretenue pour les besoins de sa cause révisionniste.

Au total, Althusser ne comprend pas la dialectique consciente développée par Hegel. Il prétend en découvrir le sens dans le système dogmatique hégélien, ce qui est proprement absurde pour quelqu'un qui se réclame de Marx. De la même manière, la dialectique matérialiste lui échappe complètement. Il prétend la "fonder" sur le matérialisme historique, comme si les sciences de la nature et la théorie philosophique en étaient démunies !

C'est toujours la même fuite face à la dialectique quand le soi-disant objectif suprême est de l'atteindre. Finalement, Althusser en vient à une pure aberration : il définit la dialectique comme ce qui permet "de penser (...) le non-développement" (sic). Peut-on rêver plus bel, — et plus stupide — aveu antidialectique ? D'abord, pour la simple raison que la dialectique s'attache précisément à saisir les lois du développement sans s'arrêter aux apparences immédiates d'immobilisme. Ensuite, pour cette autre raison que la définition proposée par Althusser — par son absurdité même — prouve qu'il est tout à fait impossible de rendre compte du développement des choses — et en particulier des formes supérieures de ce développement — si l'on exclut la négation au sein de la contradiction et du mouvement dialectique, si l'on abandonne le dépassement, le bond qualitatif, la négation de la négation, puisque le résultat qu'on obtient est une "dialectique" du... non-développement !!

En fait, le rejet de la dialectique consciente, telle qu'elle a été formulée par Hegel et les classiques du marxisme, implique soit le retour à l'évolutionnisme mécaniste — qui ne conçoit le développement que sous la forme d'une augmentation quantitative, graduelle et continue, sans bond et sans rupture ; soit le retour à une pensée primitive où le mouvement prend la forme d'un cycle répétitif et immuable d'où toute évolution générale est totalement exclue — comme dans la vieille pensée chinoise que le maoïsme et sa pseudo-dialectique ont transposée. En "homme du XX^e siècle", Althusser répugne à partager les conceptions de l'évolutionnisme, qui sont contemporaines de l'essor des sciences de la nature aux XVIII^e et XIX^e siècles. Il préfère retourner aux temps immémoriaux de la vieille Chine et vanter les mérites d'une pensée figée, bien antérieure aux premiers balbutiements des sciences, qui pose comme un principe absolu que toutes les oppositions dans l'univers sont interdépendantes, ne peuvent d'annuler ou disparaître, mais alternent selon un rythme cyclique harmonieux. Lorsqu'Althusser se déclare l'ennemi de l'évolutionnisme vulgaire, ce n'est pas dans l'intention de promouvoir une conception plus riche, plus complète, moins unilatérale, de l'évolution — telle que la dialectique permet de la formuler. C'est au contraire pour déclarer sa méfiance à l'égard de toute conception de l'évolution quelle qu'elle soit, jugée a priori infectée d'évolutionnisme. La prétendue victoire de la "dialectique" d'Althusser sur l'évolutionnisme s'obtient en retraite face à cette grande conquête de la pensée scientifique qu'est le concept d'évolution. Althusser prétend lutter contre les préjugés évolutionnistes — marquant un certain état de développement des sciences aux XVIII^e et XIX^e siècles — en mettant au goût du jour des représentations archaïques vieilles de plusieurs millénaires ! Il veut opérer le sauvetage de la "dialectique matérialiste" en recourant à la philosophie du yin et du yang...

3. La "dialectique" du non-développement et son arrière-plan idéologique et politique

Il ne suffit pas de dénoncer l'aberration théorique à laquelle Althusser aboutit, en multipliant les tours de passe-passe et les confusions sur des questions qui touchent aux concepts fondamentaux du matérialisme dialectique. Il faut montrer également quels buts idéologiques et politiques poursuit notre philosophe avec son entreprise théorico-philosophique à la Dühring. Beaucoup de ses contradicteurs se sont contentés de railler ses prétentions ineptes et son style ratiocinant comme s'il ne s'agissait que d'une énième illustration des tares de l'intelligentsia française. C'est le cas entre autres du "marxologue" Aron. Après avoir relevé une phrase du maoïste Badiou, qui déclarait en 1967 : "C'est à la seule lucidité épistémologique des marxistes qui travaillent autour d'Althusser que nous devons de pouvoir réfléchir (la) conjoncture politique (caractérisée par la "déstalinisation" et la perpétuation de l'impérialisme) dans notre conjoncture théorique, et inversement", Aron s'exclame : "En quoi l'épistémologie d'Althusser aide à comprendre théoriquement la conjoncture actuelle, m'échappe entièrement". (R. Aron, *Marxismes Imaginaires*, Gallimard, 1970, pp. 193-194.) Ce commentaire indique bien que Aron passe complètement à côté du sens réel de l'althussérisme alors que Badiou met le doigt dessus.

En effet, le but d'Althusser n'est certainement pas d'utiliser le marxisme pour analyser la situation générale et formuler les tâches des marxistes du point de vue théorique et politique. Evidemment, c'est ce qu'il a toujours prétendu faire, mais sa démarche et son idéologie sont tout autres. C'est pourquoi — étant donné aussi l'aberration théorique qui caractérise toute l'entreprise althussérienne — il est tout à fait stupide de se fier à l'image qu'Althusser veut donner de lui-même pour le juger. Toute la démarche d'Althusser consiste à donner une interprétation (une "lecture", dirait-il) du marxisme de telle sorte que cette doctrine, une fois "relue", en fait révisée, concorde avec ses propres présupposés idéologiques (antimarxistes) et politiques ("euro-communistes de gauche"). On comprend aisément que, dans le contexte des années soixante, Althusser ait dû avancer masqué, en se camouflant derrière les exigences du "retour à Marx" et de la "science marxiste", alors que ses successeurs actuels ont une liberté de ton beaucoup plus grande pour critiquer ouvertement Marx et le marxisme — puisque la "crise du marxisme" est désormais une idée parfaitement admise. En la matière, Althusser a agi en précurseur et les hommages qui lui sont rendus sont parfaitement légitimes. Il a ouvert la voie au courant qui se réclame aujourd'hui de la "crise du marxisme" en s'attaquant au matérialisme dialectique et en montrant tout le bénéfice que la révision du matérialisme historique pouvait en tirer. La réputation d'Althusser n'a donc rien d'anachronique. Elle représente la réfutation des thèses philosophiques de l'actuelle "crise du marxisme". Il faut d'ailleurs remarquer que les thèses d'Althusser sur la "dialectique matérialiste" et sa critique de Hegel n'ont pas varié, depuis 1962 jusqu'à sa disparition de la scène intellectuelle ; ses épigones les ont adoptées telles quelles en

mettant simplement au rancart les lubies inutiles du "philosophe", à savoir tout ce qui a fait l'objet de ses "autocritiques" : le "théoricisme", la "coupure épistémologique" chez Marx, "l'autonomie des instances", etc. Althusser a fondé son succès sur l'élixir pseudo-dialectique nommé "surdétermination" et "primat de la lutte sur l'unité". C'est ce qui constitue désormais le patrimoine philosophique de la "crise du marxisme".

Les objectifs réels d'Althusser apparaissent dès le début de son activité de "théoricien marxiste" anciennement catholique. Lorsqu'il engage la polémique avec les philosophes officiels du PCF et avec les "eurocommunistes" de droite au nom de la lutte contre l'humanisme, au début des années soixante, ce n'est pas pour dénoncer le révisionnisme thorzien et khrouchtchévien. En aucune manière. C'est pour insister sur l'insuffisance de l'humanisme si l'on veut critiquer Staline et le marxisme de la III^e Internationale, c'est pour prêcher une manière plus subtile de combattre le marxisme, en s'y prenant de l'intérieur et en prétendant le défendre et le purifier des déviations dont il a été l'objet. (C'est ce qu'Althusser laisse très clairement entendre dans sa Réponse à John Lewis, Maspéro, 1973, p. 79 sq.) Toute cette opération préfigure le style et le lancement de la "crise du marxisme" en 1977. Mais, cette fois, c'est l'ensemble du marxisme qui est visé, sous tous ses aspects, et non plus la dialectique et la conception générale de l'histoire, qui sont les deux principales cibles de l'althussérisme.

Nous avons vu que la critique d'Althusser contre la dialectique de Hegel (et son plagiat de la pseudo-dialectique de Mao) aboutit à l'abandon de la dialectique marxiste. Celle-ci devient un pur non-sens théorique qui révèle malgré tout les arrière-pensées de notre "critique".

"La dialectique marxiste — écrit Althusser — permet ainsi de penser ce qui constituait la 'croix' de la dialectique hégélienne : par exemple le non-développement, la stagnation des 'sociétés sans histoire', qu'elles soient primitives ou non ; par exemple le phénomène des 'survivances' réelles, etc." (Althusser, *Pour Marx*, op. cit., p. 224.)

Bien qu'il parle toujours à demi mot, on voit à quoi Althusser fait allusion lorsqu'il définit sa "dialectique" du non-développement. Par "stagnation des 'sociétés sans histoire', qu'elles soient primitives ou non", il entend aussi bien la perpétuation de l'impérialisme que la restauration du capitalisme dans les pays anciennement socialistes. Par "phénomène des 'survivances' réelles", il vise sans doute — en 1963 — les références formelles aux principes théoriques, politiques et organisationnels du marxisme-léninisme dont la direction du PCF couvre tous ses actes et agissements (à l'instar de toutes les directions révisionnistes) et qu'Althusser attribue aux "survivances staliniennes". A la manière des trotskystes, le socialiste petit-bourgeois Althusser met dans le même sac marxisme-léninisme et révisionnisme moderne pour faire croire que Khrouchtchev ou Thorez, ainsi que leurs successeurs, restent attachés au "staliniisme" (parce qu'ils utilisent des méthodes autoritaires) et reproduisent la même "déviante" "totalitariste" que Staline incarne selon eux. (Il est vrai que les révisionnistes modernes ont toujours recours aux méthodes putschistes pour s'imposer — comme Khrouchtchev l'a fait pour arriver au pouvoir et épurer le parti des opposants à sa politique antisocialiste. Ceci montre qu'ils sont prêts à tout pour trahir et qu'il ne faut pas faire preuve d'indulgence à leur égard. Mais leurs méthodes n'ont rien de commun avec la fermeté révolutionnaire dont Staline comme Lénine ont fait preuve à l'égard des ennemis de la révolution et du socialisme, en dehors ou au sein du parti.) Sous les traits de la "dialectique" du non-développement, Althusser transpose donc ses pré-supposés socialistes petits-bourgeois : il prétend donner une sorte d'explication des "déviations" au sein du mouvement communiste international comme de l'absence de réussite des mouvements révolutionnaires dans les métropoles impérialistes ; autrement dit, il prétend dresser le bilan de l'histoire. Or, sa façon de procéder consiste non pas à analyser l'histoire en marxiste mais à falsifier la conception marxiste de l'histoire pour qu'elle soit conforme au point de vue du socialisme petit-bourgeois (qui est aujourd'hui un mélange de proudhonisme et d'anarchisme, de trotskysme et de titisme, d'"eurocommunisme" et de maoïsme). Il ne cherche pas à savoir comment l'histoire s'est effectivement déroulée, quelles ont été les forces en présence, leurs lignes, etc. Il prétend que c'est la conception de l'histoire en général qu'il faut d'abord changer pour comprendre ensuite l'histoire réelle. Althusser part du jugement suivant : le marxisme et le socialisme ont échoué depuis un siècle. S'ils ont échoué, c'est parce que leur vision de la dialectique, donc de l'histoire, était erronée. Il faut donc changer cette conception pour comprendre les erreurs et éviter l'échec.

"Naguère un brave homme s'imaginait que, si les hommes se noyaient, c'est uniquement parce qu'ils étaient possédés par 'L'idée de la pesanteur'. Qu'ils s'ôtent de la tête cette représentation, par exemple en déclarant que c'était là une représentation religieuse, superstitieuse, et les voila désormais à l'abri de tout risque de noyade. (...) Ce brave homme, c'était le type même des philosophes révolutionnaires allemands modernes." (K. Marx, *L'Idéologie allemande*, Ed. Soc, 1971, pp. 39-40.)

Ce que dit Marx à propos des Jeunes-Hégéliens, s'applique tout à fait à Althusser et, à sa suite, à tout le courant qui se réclame de la "crise du marxisme". Selon ce courant, si le marxisme et le socialisme ont échoué, c'est que l'idée qu'on s'en faisait était fautive, "idéaliste", "religieuse", "dogmatique", etc. Changeons cette idée, critiquons-la, et ainsi, non seulement la cause de l'échec est découverte (l'idée en question), mais le risque d'un nouvel échec est par là même occasion écarté (puisque l'idée qu'on se fait du marxisme et du socialisme est changée). Ce beau raisonnement autorise et légitime n'importe quelle falsification de l'histoire réelle car l'examen critique de l'idée suffit et la réalité n'est évoquée qu'en guise d'illustration.

Il autorise aussi la falsification du marxisme : réduit à une idée (autant dire un idéal, une utopie, etc.), chacun peut l'interpréter comme bon lui semble, en fonction de sa propre idée de l'essence éternelle du socialisme, en traitant la théorie et la méthode scientifiques par-dessus la jambe.

En appliquant ce procédé hautement "critique" — qui convient à sa nature de philosophe universitaire bourgeois, Althusser arrive à la conclusion que l'idée que le marxisme s'est fait de la dialectique a toujours été évolutionniste et que sa conception de l'histoire a toujours été finaliste (ou encore téléologique, selon la vieille terminologie philosophique). Et ce sont ces représentations, héritées de Hegel, qui sont à l'origine de deux grandes déviations du marxisme, à savoir l'économisme et le technologisme. Comme Bernstein, pour affirmer cette thèse, Althusser est obligé d'attaquer Marx et Engels, ce qu'il fait implicitement :

"Quand on critique la philosophie de l'Histoire hégélienne parce qu'elle est téléologique, parce que dès ses origines elle poursuit un but (le réalisation du Savoir absolu), donc quand on refuse la téléologie dans la philosophie de l'histoire, mais quand en même temps on reprend telle quelle la dialectique hégélienne, on tombe dans une étrange contradiction : car la dialectique hégélienne est, elle aussi, téléologique en ses structures, puisque la structure clef de la dialectique hégélienne est la négation de la négation, qui est le téléologique même, identique à la dialectique." (Althusser, *Lénine et la philosophie...*, Maspéro, 1972, p. 66.)

La contradiction que nie Althusser chez Hegel entre la dialectique consciente (la méthode) et le système dogmatique (dont la philosophie de l'histoire est un aspect), il la reporte chez Marx et Engels. En reprenant la dialectique consciente de Hegel, ceux-ci auraient introduit dans leur conception de l'histoire un élément idéaliste : le finalisme. Au contraire, en abandonnant la notion de dépassement, de bond qualitatif, en reléguant la négation aux oubliettes, Althusser se vante d'épurer la conception matérialiste de l'histoire du finalisme que lui inoculait jusqu'à présent la dialectique hégélienne. De même qu'il a défini la "dialectique matérialiste" ainsi épurée comme une "dialectique du non-développement", de même il propose une nouvelle définition "matérialiste" de l'histoire comme "procès sans sujet ni fin". Althusser, par convenance, peut difficilement définir l'histoire comme un non-processus. Formellement, il reconnaît donc qu'elle est un procès, un processus, en mouvement, etc. Seulement, il vide cette conception de toute signification rationnelle sous prétexte de ne pas prêter le flanc à des déviations idéalistes. Au lieu d'affirmer que la rationalité de l'histoire, à une époque déterminée, réside dans l'action et la réaction de facteurs d'ordres divers, appartenant à la base économique et à la superstructure idéo-politique des formations sociales considérées, facteurs que seule l'étude scientifique peut mettre en évidence avec pertinence, Althusser croit se protéger contre l'idéalisme en soutenant cette absurdité selon laquelle l'histoire ne possède aucune rationalité, "ni sujet, ni fin". Marx et Engels ont montré au contraire que

"D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle."

Et Engels ajoute :

"Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde." (Engels, lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890, in *Etudes philosophiques*, Ed. Soc, 1961, p. 154.)

[*Cette lettre, souvent commentée, donne une synthèse remarquable sur certaines questions fondamentales du matérialisme historique.*]

Autrement dit, en se plaçant à un point de vue général englobant l'ensemble du développement historique, le matérialisme historique ne prêche pas l'agnosticisme, comme le fait Althusser en se contentant de répéter que l'histoire est un "procès" — ce qui n'est qu'une plate tautologie. Il affirme quel facteur est déterminant dans ce développement, par conséquent où réside de manière générale sa rationalité.

Mais, par expérience, nous savons que sous chaque absurdité théorique d'Althusser gît le lièvre révisionniste. Et lorsque notre philosophe parle de "procès sans sujet ni fin", ses propos prennent un sens particulier dans le contexte politique actuel. Althusser reproche à la dialectique hégélienne d'être une "dialectique du confort historique". (Althusser, *Pour Marx*, op. cit., p. 115.) Il reproche à Marx de n'avoir pas critiqué le finalisme de la dialectique hégélienne et donc d'avoir transposé, dans sa conception de l'histoire, le "confort historique" ou l'évolutionnisme. Pour Althusser et ses successeurs, c'est finalement la théorie marxiste de la révolution qui est à revoir complètement, dans la mesure où elle se fonde sur des prémisses fausses, celles du matérialisme historique "évolutionniste".

"Lorsque Marx écrivait la fameuse formule : 'L'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre', il était encore complètement tributaire de l'évolutionnisme hégélien. L'histoire ultérieure du marxisme allait justement montrer dans les faits qu'une question n'est pas résolue par le fait qu'elle est seulement posée. Mais c'est quelque chose déjà que de poser une question, même si cela n'engage en rien sa réponse." (Macherey, *Hegel et Spinoza*, Maspéro, 1979, p. 260.)

"Approfondir l'analyse du système capitaliste (...), reste une grande tâche à laquelle est confrontée la pensée critique de notre époque. Une telle analyse pourra peut-être faire apparaître certains éléments actuels de réponse à la question toujours posée : un dépassement émancipateur de ce système est-il ou non une simple, mais fort belle utopie ?" (Chavance, *Le Capital socialiste*, Le Sycomore, 1980, p. 316.)

Avant que la "crise du marxisme" ne devienne la pâture des littérateurs "marxistes" de l'après-Mai 68, Althusser mettait en cause la "téléologie" qui caractérisait, selon lui, une certaine lecture de Marx. Il n'osait pas encore mettre en cause le marxisme en tant que tel et laissait planer un doute sur la valeur de cette doctrine. Ses successeurs (comme Macherey ou Chavance, entre autres) poussent l'althussérisme jusqu'à ses conséquences ultimes. Ils se demandent si la question qui se pose à l'humanité aujourd'hui — à travers les luttes des opprimés pour s'affranchir de l'exploitation capitaliste et impérialiste — n'est pas posée de manière "utopique". La théorie marxiste de la révolution ne présuppose-t-elle pas une vision finaliste du "procès historique", s'interrogent-ils. Prétendre que l'émancipation révolutionnaire du prolétariat et des peuples est inéluctable, n'est-ce pas se faire des illusions, questionnent-ils. Bref, voilà nos "critiques" de Marx sur les positions des plus cyniques thuriféraires du capitalisme.

Il est clair en fin de compte que la conception althusserienne de la dialectique et de l'histoire vise à nier la dialectique réelle de l'histoire réelle. La "théorie" vient ici justifier une vision profondément pessimiste de l'histoire, où les luttes révolutionnaires paraissent dénuées de sens, sans perspectives et sans avenir. La révolution, en tant que passage vers un système social nouveau, est déclarée absurde par décret intellectuel. Les révolutions actuelles ou futures sont par avance rangées dans le domaine des "survivances" du passé. A l'inverse, tout mouvement conciliateur ne remettant pas en cause fondamentalement le capitalisme et les bases du système impérialiste est encensé comme une vivante illustration de la véracité des thèses de la nouvelle "dialectique marxiste" : "lutte de tendances qui ne porte pas en elle-même la promesse de sa résolution". (Macherey, *op. cit.*, p. 259.) En plus du scepticisme que contient une telle conception et qui reflète la mentalité des "critiques" actuels du marxisme, on retrouve comme en condensé toutes les arguties propres au socialisme petit-bourgeois pour lequel le "socialisme" naît dans le sein même du capitalisme et coexiste avec lui durant une période plus ou moins longue. Par sa critique de l'URSS de Lénine et Staline, Bettelheim adhère pleinement à ces thèses du socialisme petit-bourgeois qui contredisent le B.A.BA du matérialisme historique. La réfutation de cet autre maître de la "crise du marxisme" nous permettra de dévoiler le fond de toute l'argumentation de ce courant, en prise avec le léninisme et l'expérience historique de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

Notes :

(1) "Mao Tséoung, dans ses écrits, traite souvent du rôle des révolutions dans le processus de développement de la société, mais il s'en tient, quant au fond, à une conception métaphysique, évolutionniste. En opposition avec la dialectique matérialiste, qui démontre l'évolution progressive en spirale, Mao Tséoung professe l'évolution sous forme cyclique, en circuit fermé, comme un processus ondulatoire, qui se traduit par le passage alternatif de l'équilibre au déséquilibre, du mouvement à l'immobilité, de l'ascension au déclin, de la progression à la régression, etc. Ainsi, s'en tenant à la conception de l'ancienne philosophie sur la fonction purificatrice du feu, Mao Tséoung écrit : "Il faudra 'allumer le feu' périodiquement. Comment s'y prendre à l'avenir ? D'après vous, devrait-on le faire une fois par an ou tous les trois ans ? Je pense qu'on doit le faire chaque quinquennat, tout comme le mois intercalaire du calendrier luni-solaire revient une fois tous les trois ans ou deux fois tous les cinq ans"⁰. Ainsi donc, à l'instar des astrologues d'antan, il tire du calendrier lunaire la loi sur le jaillissement périodique du feu, sur l'évolution, qui va de la "grande harmonie" au "grand désordre" pour revenir à la "grande harmonie", en sorte que les cycles se répètent périodiquement. Ainsi à la conception matérialiste dialectique sur l'évolution, qui comme le dit Lénine,

"(...) nous donne la clé de l'automouvement' de tout ce qui est ; (...) nous donne la clé des 'sauts', de l'interruption dans la gradation', du 'changement en contraire', de l'abolition de l'ancien et de la naissance du nouveau"⁰⁰, la "pensée maotséoung" oppose la conception métaphysique qui "est sans vie, pâle, aride".

Cela apparaît encore plus clairement à la façon dont Mao Tséoung traite le problème des contradictions, auquel il aurait apporté, selon la propagande chinoise, une "contribution particulière", poussant ici prétendument plus avant la dialectique matérialiste. A vrai dire, Mao Tséoung, dans beaucoup de ses écrits, traite souvent des contraires, des contradictions, de l'unité des contraires, il évoque même des citations et des phrases marxistes, mais il n'en reste pas moins éloigné de la conception matérialiste dialectique sur ces questions. Lorsqu'il traite des contradictions, il ne part pas des thèses marxistes, mais des thèses des anciens philosophes chinois, il regarde les contraires de façon mécanique comme des phénomènes extérieurs et leur transformation comme une simple interversion des deux termes. Tout en manipulant certains contraires éternels empruntés à la vieille philosophie, comme haut et bas, devant et derrière, droite et gauche, facile et difficile, etc., etc., Mao Tséoung nie fondamentalement les contradictions internes dans les objets et les phénomènes eux-mêmes, et considère l'évolution comme une simple répétition, comme une succession d'états immuables, où s'observent les mêmes contraires et le même rapport entre eux. La transformation de chacun des deux termes d'une contradiction en son contraire, conçue comme une simple interversion et non comme la solution de la contradiction ni comme un changement qualitatif du phénomène même qui comporte ces contraires, est utilisée par Mao Tséoung comme un schéma formel auquel tout est subordonné. Partant de ce schéma, Mao va jusqu'à déclarer que "Quand le dogmatisme se transforme en son contraire, il devient soit marxisme soit révisionnisme"⁰⁰⁰, "la métaphysique se transforme en dialectique et la dialectique en métaphysique", etc. Sous de telles affirmations absurdes et cette jonglerie sophistiquée sur les contraires, Mao Tséoung cache ses conceptions

opportunistes et antirévolutionnaires. Ainsi il ne conçoit pas la révolution socialiste comme un changement qualitatif de la société, qui entraîne la suppression des classes antagonistes, de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais il l'imagine comme une simple interversion de rôles entre la bourgeoisie et le prolétariat. Afin de démontrer cette "invention", Mao écrit : "Si la bourgeoisie et le prolétariat ne peuvent se convertir l'un en l'autre, comment expliquez-vous que, par la révolution, le prolétariat devient la classe dominante et la bourgeoisie une classe dominée ? ... Nous et le Kuomintang de Tchiang Kai-shek sommes foncièrement en opposition. Par suite de la lutte et de l'exclusion mutuelle des deux aspects contradictoires, nous avons changé de place avec le Kuomintang..."⁰⁰⁰⁰. Cette même logique a conduit Mao Tsétoung à réviser aussi la théorie marxiste-léniniste sur les deux phases de la société communiste. "La dialectique estime que le régime socialiste, en tant que phénomène historique, disparaîtra un jour, tout comme l'homme doit mourir, et que le régime communiste en sera la négation. Comment peut-on considérer comme marxiste l'assertion selon laquelle le régime socialiste, ainsi que les rapports de production et la superstructure du socialisme, ne disparaîtront pas ? Ne serait-ce pas là un dogme religieux, la théologie qui professe l'éternité de Dieu ?"⁰⁰⁰⁰⁰.

C'est ainsi que, révisant ouvertement la conception marxiste-léniniste du socialisme et du communisme, qui sont, fondamentalement, deux phases d'un même type, d'un même ordre économique et social et ne se distinguent que par leur degré de développement et de maturité, Mao Tsétoung présente le socialisme comme étant quelque chose de diamétralement opposé au communisme.

C'est à partir de belles conceptions métaphysiques et antimarxistes que Mao Tsétoung traite en général la question de la révolution, qu'il considère comme un processus illimité, se répétant périodiquement durant toute l'existence de l'humanité, comme un processus allant de la défaite à la victoire, de la victoire à la défaite et ainsi de suite. Les conceptions antimarxistes, tantôt évolutionnistes, tantôt anarchistes, de Mao Tsétoung sur la révolution, apparaissent encore plus clairement lorsqu'il traite les problèmes de la révolution en Chine." Enver Hoxha, L'Impérialisme et la Révolution, Tirana, 1979, pp. 435-440.

° Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, Pékin, 1977, t. 5, p. 499.

⁰⁰ V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 38, p. 396.

⁰⁰⁰ Mao Tsétoung, op. cit., p. 479.

⁰⁰⁰⁰ Id., p. 399-400.

⁰⁰⁰⁰⁰ Id., p. 409.

NOUVEL ESSOR DE L'EDIFICATION SOCIALISTE DANS LES CAMPAGNES ALBANAISES

Ayant accompli la réforme agraire puis achevé la collectivisation intégrale de l'agriculture, la R.P.S. d'Albanie a créé une base puissante pour la modernisation et l'intensification de sa production agricole. Le Parti du Travail d'Albanie, tout en poursuivant le développement du secteur coopératif, apporte une nouvelle contribution à l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste et à la pratique révolutionnaire avec la constitution des coopératives de type supérieur, première étape sur la voie du rapprochement entre la propriété coopérative et la propriété commune du peuple et de la transformation de la première en la seconde.

L'Albanie démontre aujourd'hui, par des faits éclatants, que le socialisme et le communisme ne sont pas un rêve utopique mais une réalité. Malgré la trahison des révisionnistes modernes, en dépit des complots ourdis par les impérialistes, les sociaux-impérialistes soviétiques ou les révisionnistes chinois, malgré la conspiration du silence et le blocus, la R.P.S. d'Albanie, seul pays socialiste dans le monde, édifie victorieusement le socialisme sous la conduite du Parti marxiste-léniniste, le Parti du Travail d'Albanie.

Mais le socialisme n'est pas seulement une réalité qui se construit avec succès en Albanie, c'est une nécessité objective pour le monde entier, une étape historique inévitable dans laquelle notre pays aussi s'engagera. Et, de même que l'expérience de la création du premier Etat prolétarien par Lénine, Staline et le Parti bolchevik a enrichi la doctrine vivante de Marx et Engels, la mise en oeuvre de façon conséquente et créatrice par le P.T.A., avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, d'une juste ligne marxiste-léniniste durant les quarante années de son existence, constitue une contribution éminente à la théorie et à la pratique de la révolution. Les communistes doivent attentivement étudier l'exemple et l'expérience du P.T.A., sa lutte sans relâche pour la défense de la pureté de la théorie marxiste-léniniste, pour renforcer et faire progresser le socialisme. Ils ont pour devoir, en recevant cette grande aide internationaliste, de défendre l'Albanie comme celle-ci défend la révolution mondiale, d'assimiler et d'appliquer dans chaque pays la doctrine révolutionnaire de Marx, Engels, Lénine et Staline, portée en avant par le P.T.A. et le camarade Enver Hoxha.

A l'heure où dans le monde entier la mainmise du capital sur l'agriculture provoque la faillite des économies agricoles, la ruine des campagnes et l'exode rural en masse, accompagnés de la misère et de la famine, au moment où l'U.R.S.S. révisionniste tend la main à l'impérialisme U.S. pour lui quémander du pain, une des plus grandes victoires du P.T.A., parallèlement à la création d'une industrie moderne, réside dans le développement d'une agriculture avancée, base de l'économie socialiste albanaise.

Cette victoire résulte des grandes réalisations économiques et sociales accomplies en suivant la voie tracée par le Parti pour la transformation socialiste des campagnes. L'Albanie est aujourd'hui un pays agricole-industriel sur la voie de sa transformation en pays industriel-agricole. Depuis plusieurs années déjà, une puissante base matérielle et technique existe et se renforce, démontrant la supériorité et la vitalité du système coopératif socialiste. Elle contribue toujours plus à l'intensification de l'agriculture, nouvelle phase de son développement et, de pair avec l'extension des surfaces cultivées et des capacités d'irrigation, elle entraîne d'année en année la croissance de la production à des rythmes accélérés, illustrant l'une des principales supériorités de l'économie socialiste planifiée.

Cependant, ayant obtenu ces résultats, en suivant le principe d'appui sur ses propres forces et dans la lutte acharnée contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, le P.T.A. n'a nullement considéré comme achevée l'édification du socialisme dans les campagnes. Le Parti, qui a dirigé le processus de la collectivisation estime, suivant les enseignements du marxisme-léninisme, que la propriété coopérative de groupe, nécessité objective de la première phase du socialisme, n'a qu'un caractère historique transitoire et doit se transformer graduellement en propriété du peuple tout entier. Ce processus, long et diversifié, s'effectue à travers deux étapes essentielles : le rapprochement graduel des deux formes de propriété puis leur fusion. C'est ce processus que le P.T.A. a inauguré avec la création des coopératives de type supérieur, ouvrant ainsi une nouvelle voie à l'application créatrice des principes marxistes-léninistes. Il nous faut étudier cette expérience originale, ses fondements dans la théorie et dans les conditions historiques concrètes de l'Albanie et apprendre de cette nouvelle contribution du P.T.A.

QUE SONT LES COOPERATIVES AGRICOLES DE TYPE SUPERIEUR ?

C'est au VII^e Congrès du P.T.A. qu'a été soulignée l'importance de la conversion des coopératives économiquement fortes des zones de plaine en coopératives de type supérieur. Celles-ci, apparues en 1971, se créent sur la base du libre consentement de leurs membres, qui demeurent propriétaires des moyens de travail et des biens apportés et continuent de disposer de leur enclos personnel. Leur trait principal est la participation directe importante de l'Etat au développement des forces productives, non plus sous forme de prêts à long terme, mais par des investissements non remboursables, figurant au budget. Avec le temps, la part des moyens investis par l'Etat tendra à augmenter, rapprochant ainsi, par le moyen du financement, les coopératives et les fermes

d'Etat. La propriété est donc plus socialisée que dans les coopératives ordinaires, les investissements d'Etat représentant le fruit du travail de toute la société. Ils constituent une nouvelle forme de l'aide apportée par l'Etat, un complément au fonds d'accumulation qui s'accroît principalement en comptant sur les forces propres de la coopérative. Dans ces coopératives, la puissance motorisée est portée au niveau de celui des entreprises agricoles d'Etat par la création de secteurs particuliers des Stations de Machines et Tracteurs à leur intention.

La répartition du produit ne s'effectue plus au moyen d'une catégorie intermédiaire comme la journée de travail, mais directement sous forme de rémunération, par évaluation du travail réalisé selon les normes de rendement. Le taux de rémunération pour chaque coopérative est fixé en fonction de sa capacité économique et le salaire est garanti à 90 %, dépendant pour le reste des résultats obtenus, avec possibilité de recevoir plus que la norme si le plan est dépassé. A la différence des coopératives ordinaires, les coopératives de type supérieur, après avoir mis de côté les semences, emmagasiné la base alimentaire du bétail, etc., vendent à l'Etat tout le reste de la production, y compris les céréales panifiables. Le revenu général est ainsi constitué, dont on défalque les dépenses de la production, les obligations de fonds à l'Etat, les fonds nécessaires à la reproduction élargie, aux réserves et à la satisfaction des besoins sociaux communs, pour obtenir le fonds de rémunération. Les revenus des coopérateurs sont ainsi le résultat d'une harmonisation entre intérêt personnel et intérêt général, entre intérêt immédiat et intérêt de l'avenir, ils se rapprochent de ceux des travailleurs agricoles et de toute la classe ouvrière et permettent une élévation du niveau de vie. La création des coopératives de type supérieur constitue donc un pas en avant dans la réduction des disparités essentielles existant entre la ville et la campagne. Enfin, elle renforce la conscience socialiste de la paysannerie coopérée, son attitude révolutionnaire envers le travail et la propriété sociale, elle resserre ainsi encore plus l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, base de la dictature du prolétariat.

Ces coopératives ont aujourd'hui démontré leurs avantages en atteignant un niveau élevé de rendement, en accélérant les rythmes d'accroissement de la production, en permettant l'amélioration de la répartition des cultures et la spécialisation, reposant sur le Plan d'Etat. Elles sont devenues plus stables d'année en année. Avec les entreprises agricoles d'Etat qui jouent le rôle d'avant-garde, elles représentent une part importante de l'économie agricole, une base puissante pour la satisfaction des besoins du peuple et de l'économie. Chacune d'elles possède une superficie cultivable moyenne de 3000 ha (soit 18 % des terres du pays au total) sur laquelle travaillent 2000 personnes (pour 6000 habitants par coopérative en moyenne). Leur part dans le total de la production des coopératives s'établit entre 25 et 55 % selon les produits ce qui correspond par exemple à 15 % des céréales, 12 % de la viande ou, 18 % du coton produits dans tout le secteur agricole.

Les coopératives de type supérieur sont donc aujourd'hui en R.P.S. d'Albanie un exemple vivant et concret de la manière dont peut s'édifier la société nouvelle socialiste, dont sont créées les conditions pour réaliser la construction intégrale du socialisme et le passage au communisme. Elles représentent, de la part du P.T.A., une synthèse et un développement, à partir des positions du marxisme-léninisme, de l'expérience acquise en Albanie même, mais aussi de l'expérience historique de l'U.R.S.S.

En effet, si la contre-révolution révisionniste y a interrompu le processus révolutionnaire, l'édification pour la première fois dans l'histoire de l'humanité d'une agriculture socialiste en Union soviétique constitue une des plus éclatantes victoires du Parti bolchevik (cf. en annexe l'histoire de l'édification du socialisme dans les campagnes soviétiques). Les enseignements de cette révolution, synthétisés dans les écrits de Lénine et de Staline, représentent un développement de la doctrine de Marx et Engels et sont donc un fondement de la théorie et de la pratique de tout Parti communiste. En particulier, Staline, dans ses dernières années, mit au centre de sa réflexion théorique, l'élaboration de questions de portée historique mondiale, celles précisément du développement de l'économie socialiste et du passage graduel au communisme. Les communistes albanais ont ainsi accordé toute leur importance aux orientations définies dans son dernier ouvrage : *Les problèmes économiques du socialisme*. Staline, considérant les résultats déjà obtenus, y souligne que le terrain propice à l'opposition ville-campagne est liquidé par le régime socialiste soviétique et y donne une solution scientifique à la grande question du programme des communistes qu'est la disparition des différences essentielles entre industrie et agriculture. Il examine du point de vue théorique les mesures propres à élever la propriété kolkhoziennne jusqu'au niveau de la propriété de tout le peuple, enjeu essentiel du passage au communisme, et indique que le développement d'un large système d'échange des produits entre l'industrie d'Etat et les kolkhozes conduira à la réduction du champ d'action de la circulation des marchandises et permettra l'intégration des kolkhozes au système général de planification.

Mais, après la mort de Staline, les S.M.T. furent démantelées et les kolkhozes engagés dans la voie capitaliste. La production marchande sur le "lopin personnel du kolkhozien", étendu outre mesure, ne cessa d'engendrer constamment les éléments capitalistes tandis que se développaient de façon illimitée toutes les catégories de l'économie bourgeoise. C'est donc en Albanie socialiste, aujourd'hui, que sont découvertes les voies concrètes permettant de résoudre les questions soulevées par Staline.

Ce nouveau bond en avant de l'agriculture socialiste albanaise n'est rendu possible que par la réunion de tous les facteurs objectifs et subjectifs créés tout au long des phases antérieures de l'histoire de l'édification socialiste en Albanie.

Quelles ont été les grandes étapes qui ont marqué le développement d'une agriculture socialiste dans l'Albanie nouvelle ?

LA LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE (Décembre 1944 - 1948)

Il faut souligner tout d'abord le rôle fondamental de la paysannerie durant la Lutte de Libération Nationale. Celle-ci en devint la principale réserve et la principale force armée, le plus solide appui de la classe ouvrière et du P.C.A. Elle accepta le programme et le rôle dirigeant du Parti qui réalisait son aspiration à la terre et à la liberté, alors que la paysannerie riche et les notables des villages, en tant que classe, bien que le Parti s'en tint au mot d'ordre de la mobilisation de toute la paysannerie sans distinction de classe, appuyaient les traîtres dans les campagnes. L'Albanie sortant dévastée de la guerre, le Parti mobilisa la paysannerie pour la culture des terres arables et la reconstruction des maisons incendiées, travaux menés à bien avec l'important concours de l'Etat. Parmi les mesures révolutionnaires adoptées à la libération, une loi prescrivit la réquisition des denrées alimentaires, tandis que le peuple même organisait le contrôle des prix. Le monopole de l'Etat fut institué sur le stockage et la vente des grains, à des prix unifiés.

Mais le problème le plus aigu était celui de l'abolition des anciens rapports agraires. En 1945, l'ensemble du système d'irrigation prive fut nationalisé et remis en jouissance commune à la paysannerie, les dettes à taux usuraire furent annulées, puis le Parti s'attaqua à la question fondamentale, suivant le mot d'ordre "la terre à ceux qui la travaillent !". En août 1945 fut promulguée la loi sur la réforme agraire, expropriant et aliénant sans indemnité les terres dépassant l'étendue fixée et les remettant gratuitement et à titre de propriété privée aux paysans pauvres ou sans terre. L'aliénation et le louage du sol étaient interdits. Sur une partie des terres expropriées, non répartie, furent créées des Entreprises Agricoles d'Etat, marquant la naissance du secteur socialiste dans l'agriculture. Les eaux, les forêts et le sous-sol devinrent propriété commune du peuple. Les comités de paysans pauvres, créés par le Parti, accomplirent un grand travail dans l'application de cette réforme.

En mai 1946, la loi sur la réforme agraire fut l'objet de modifications qui eurent pour effet d'abolir complètement la grande propriété foncière et de saper la position économique des koulaks. A la suite d'une âpre lutte de classe, la première révolution accomplie dans les rapports économiques et sociaux à la campagne fut menée à bien en novembre 1946. La réforme agraire empêcha la différenciation de la paysannerie en deux pôles, réduisit la possibilité de développement du capitalisme à la campagne, et permit un développement plus rapide des forces productives. Elle affermit encore davantage l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse, base du pouvoir populaire, elle rallia plus étroitement la paysannerie autour du Parti. Les idées de la collectivisation, diffusées par celui-ci, portèrent dès 1946 avec la création des premières coopératives de production.

Les premières Stations de Machines et de Tracteurs (S.M.T.) furent créées en 1947, afin de fournir la base matérielle et technique à ces coopératives agricoles. Entreprises socialistes d'Etat, elles représentent une forme de l'aide de l'Etat accordée à la paysannerie pour la mise sur pied du système coopératif. Elles sont aussi un important moyen d'action politique et organisationnel.

Au cours des années 1946-1948, le système de stockage fut modifié fréquemment afin d'assurer le pain à la population et de rechercher les formes les plus appropriées de liaison ville-campagne. En 1947, la production agricole dépassait le niveau d'avant-guerre.

LA LUTTE POUR LA TRANSFORMATION DE L'ALBANIE DE PAYS AGRAIRE ARRIERE EN PAYS AGRAIRE - INDUSTRIEL (1948 - 1955)

Le I^{er} Congrès du P.C.A. (novembre 1948), tournant historique dans la vie du Parti et du pays, en même temps qu'il mettait l'accent sur l'industrialisation socialiste, décida, soulignant qu'"en matière de collectivisation, nous ne devons ni nous hâter, ni marquer le pas", le renforcement des fermes d'Etat et la collectivisation graduelle, avec mesure, et librement consentie de la terre. Il estima nécessaire de prêter une aide multiple au paysan individuel pour promouvoir l'accroissement de la production, tout en recommandant de ne pas oublier un seul instant le danger de développement du capitalisme dans la campagne. Les éléments capitalistes ruraux devaient être limités économiquement et isolés politiquement.

En janvier 1949 fut approuvé un nouveau système de stockage et d'approvisionnement selon lequel les livraisons des paysans étaient déterminées en fonction de l'étendue et de la qualité de la terre cultivée et organisant trois types de marchés : le marché garanti d'Etat, le marché réciproque et le marché libre. Le nouveau système pourvoyait l'Etat des céréales nécessaires et régularisait les échanges et l'approvisionnement, malgré les nombreuses difficultés, les résistances et l'activité hostile des koulaks.

A la fin du plan biennal 1949-1950, la production agricole dépassait de 30 % le niveau de 1938 et le nombre de coopératives atteignait 90, au lieu de 56 en 1948.

Le II^e Congrès du P.T.A. (avril 1952), approuvant les directives du 1^{er} plan quinquennal pour 1951-1955, estima que les conditions n'étaient pas réunies pour passer à la collectivisation massive et souligna que l'accélération de l'essor de l'agriculture nécessitait de renforcer les coopératives existantes, de consolider et d'élargir les entreprises agricoles et d'élevage, de resserrer les rapports économiques entre la ville et la campagne par l'extension des S.M.T. et par la mécanisation de l'agriculture, par l'aide en crédits agraires, accordés à la paysannerie laborieuse, par l'approvisionnement de la campagne en de plus grandes quantités d'articles industriels et par un ajustement meilleur du rapport entre prix des articles industriels et des produits agricoles. La production des céréales panifiables devait s'accroître tandis que les terres consacrées aux cultures industrielles, indispensables au développement de l'industrie, devaient s'étendre.

Néanmoins, les progrès escomptés ne se réalisèrent pas et, en 1953, le Parti décida de nouvelles mesures d'aide aux campagnes, notamment le transfert à l'agriculture d'investissements retranchés de l'industrie, l'exonération des arriérés au titre des livraisons obligatoires et la réduction de celles-ci, la réduction ou l'exemption des impôts, le relèvement de certains prix d'achat par l'Etat et la baisse des prix des instruments agricoles, la livraison d'un plus grand nombre de tracteurs. A la fin du 1^{er} quinquennat, d'importants progrès avaient été réalisés dans l'agriculture où les nouvelles méthodes de planification redonnaient l'initiative aux exploitations agricoles. Les bases étaient jetées pour passer à la phase suivante de l'édification socialiste.

LA LUTTE POUR L'ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE LA BASE ECONOMIQUE DU SOCIALISME (1956 - 1960)

Le II^e Congrès du P.T.A., réuni en mai 1956, approuva les directives du 2^e plan quinquennal (1956-1960), décidant, conformément à l'orientation définie par le Comité Central en décembre 1955, l'accélération et l'achèvement dans ses grandes lignes de la collectivisation de l'agriculture à l'heure où en U.R.S.S. on brade les kolkhozes. Les conditions politiques, organisationnelles et économiques étaient créées pour le passage à cette nouvelle étape. La masse de la paysannerie était persuadée des avantages de la grande production collective et le nombre des coopératives avait d'ailleurs doublé dans les six derniers mois. Des cadres qualifiés avaient été formés et on avait élargi la base des équipements techniques agricoles.

La collectivisation devait s'étendre en premier lieu aux zones de plaines et en partie aux zones de collines. Dans les zones de montagnes devaient surtout être créés des collectifs agricoles et des coopératives d'élevage. Le Congrès recommanda le respect du principe du libre consentement. L'Etat devait épauler la collectivisation par l'extension de la mécanisation, des travaux de bonification et des surfaces cultivables.

Tout en menant une ferme lutte de principe sur les plans politique et idéologique contre le révisionnisme moderne, le Parti réalisa les tâches posées par le III^e Congrès. Les nouvelles coopératives agricoles furent mises sur pied sur une grande échelle, les paysans restés à l'écart adhérèrent aux coopératives existantes, tandis qu'on assurait le renforcement économique et organisationnel des coopératives nouvelles et anciennes, avec l'aide de nombreux cadres du Parti et de l'Etat, des E.A.E. et des travailleurs des entreprises industrielles. En septembre 1956, le III^e Congrès des coopératives agricoles adopta des nouveaux statuts, perfectionnant les règles fondamentales régissant la vie intérieure des coopératives, les droits et les devoirs de leurs membres et leur activité économique. Dans le même temps, le Parti combattait les lacunes et les faiblesses qui se manifestaient, et mobilisait ses forces pour isoler et démasquer les koulaks et les ennemis et écraser leurs tentatives de sabotage. Dans le domaine de l'élevage, on arrêta des mesures spéciales pour y mettre un terme au retard de la collectivisation et développer le secteur.

L'année 1957 marqua un tournant radical dans la collectivisation de l'agriculture. Le Parti et l'Etat avaient amélioré la propagation des expériences, l'organisation de l'aide aux coopératives, la formation des cadres destinés à l'agriculture, si bien que le secteur socialiste devint prépondérant, le pourcentage des surfaces collectivisées atteignant 58 % du total des terres cultivables. A la fin de 1959, la collectivisation était, dans ses grandes lignes, achevée, un an avant terme. C'était la seconde révolution, le tournant révolutionnaire le plus radical dans les rapports économiques et sociaux des campagnes, la création de rapports de production nouveaux, socialistes, permettant un essor rapide des forces productives et la transformation fondamentale de la vie socioculturelle rurale. Tenant compte de la situation objective et des exigences de la paysannerie coopérée, le Parti fixa pour tâche l'agrandissement des coopératives par la voie de leur regroupement, devant se faire à la suite d'études pondérées et uniquement dans les zones de plaines, et non par leur union hâtive et prématurée comme certains districts le pratiquèrent de façon erronée. L'extension des coopératives rendit possible une meilleure exploitation de la terre et des moyens mécanisés, une plus grande productivité du travail des coopérateurs, une meilleure coopération des diverses branches de l'agriculture, une utilisation plus judicieuse des investissements et la réduction des frais de gestion.

La collectivisation de l'agriculture créa une nouvelle base économique et sociale propre à renforcer le travail éducatif du Parti pour étayer la formation chez la paysannerie d'une conception socialiste du monde.

Le 2^e plan quinquennal accomplit les tâches fixées, permettant ainsi le développement ultérieur de l'édification socialiste.

LA LUTTE POUR L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE DANS LES CONDITIONS DU BLOCUS IMPERIALISTE ET REVISIONNISTE

Le IV^e Congrès du Parti (février 1961) renforça la position révolutionnaire du P.T.A. dans la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne. Il approuva les directives du 3^e plan quinquennal qui, tenant compte de la création de la base économique du socialisme, engagea l'Albanie dans une nouvelle phase historique, l'étape de l'édification de la société socialiste intégrale. Le Congrès appela à accélérer le développement de l'agriculture, en ayant pour objectif l'élimination de la disproportion de développement entre celle-ci et l'industrie, dont le rôle dirigeant devait se maintenir. En octobre 1962, le Comité Central décida des mesures multiples afin de passer à l'étape du développement intensif de l'agriculture, tandis que le Plénum de juin 1963 analysait le problème de l'amélioration fondamentale de la situation économique et socio-culturelle du village, de la réduction des disparités entre la campagne et la ville. L'amélioration du bien-être dans les campagnes devait s'appuyer avant tout sur le développement des forces productives, obtenu principalement à travers l'augmentation des rendements que permettait le développement intensif de l'agriculture. Les formes de distribution furent d'autre part perfectionnées, le rapport entre le fonds d'accumulation et le fonds de gestion dans les coopératives agricoles fut harmonisé et celui entre les revenus des enclos personnels et ceux de l'exploitation collective fut amélioré, avec prudence, à l'avantage de celle-ci.

La réalisation des principaux objectifs du 3^e plan quinquennal attesta l'esprit révolutionnaire des travailleurs albanais dans les dures conditions d'une âpre lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, la solidité de la base de l'économie socialiste albanaise. La troisième et dernière étape de la collectivisation fut décidée par le V^e Congrès du Parti en novembre 1966. La collectivisation complète de l'agriculture albanaise s'acheva dans les zones reculées de montagne et dans les régions semi-montagneuses en quelques mois (mars 1967). L'achèvement de la collectivisation constituait un grand bond qualitatif en avant dans la voie de l'établissement des rapports de production socialistes dans les campagnes et ouvrait des perspectives nouvelles pour la réalisation de nombreux objectifs politico-idéologiques et socio-économiques. Le Congrès avait approuvé les directives du 4^e plan quinquennal (1966-1970) au cours duquel l'agriculture se développa à des rythmes toujours plus rapides et fit de grands progrès vers sa modernisation et son intensification. En dépit du sabotage des révisionnistes chinois, les tâches assignées par le VI^e Congrès du P.T.A. (novembre 1971) pour promouvoir un accroissement et un renforcement plus poussés de toutes les branches de l'économie pendant le 5^e quinquennat (1971-1975) furent accomplies, dans leur ensemble, avec succès. L'intensification de l'agriculture et notamment dans la production des céréales panifiables permit de remporter en 1976 une éclatante victoire : la production dans le pays de la quantité de céréales nécessaires pour le pain du peuple.

Le VII^e Congrès du P.T.A. (novembre 1976) a assigné à l'agriculture la tâche fondamentale, durant le 6^e quinquennat (1976-1980), d'assurer l'autosuffisance du pays en céréales panifiables, tâche en voie d'être entièrement réalisée, comme la stabilité de la production le montre depuis 1976. La satisfaction des besoins du peuple en denrées alimentaires s'est accrue durant ce quinquennat tandis qu'ont été augmentées la fourniture à l'industrie des matières premières nécessaires et les exportations de produits agricoles.

Dans les années suivant l'achèvement de la collectivisation des campagnes, un phénomène nouveau apparut : les coopératives, créées sur la base du village, suivirent pas à pas un processus d'union pour constituer de grandes coopératives. Ce regroupement crée des conditions pour accroître la concentration, la spécialisation et la coopération de la production, et favorise une plus juste coordination des diverses branches de l'agriculture, il s'accompagne de l'élévation des rendements, par suite de l'utilisation plus rationnelle des moyens et des objets de travail ainsi que de la main d'oeuvre. L'union des coopératives raffermi d'autre part le sentiment de la propriété collective chez les travailleurs ruraux, il en accentue le caractère social. Elle tend également à atténuer graduellement les disparités de développement entre les zones de plaine et de montagne ainsi qu'entre la ville et la campagne. La création des coopératives de type supérieur, consécutive à ce processus de regroupement, approfondit ce mouvement, renforcé également par toute une série de mesures prises au cours du 5^e quinquennat (établissement du système unique et centralisé des pensions et des assurances sociales, baisse des prix de vente de moyens de production, hausse de certains prix d'achat de produits agricoles...) ainsi qu'en avril 1976, faisant profiter la paysannerie d'un avantage annuel de 140 millions de leks. Ainsi, l'agriculture de la R.P.S. d'Albanie a réuni tous les facteurs objectifs et subjectifs pour effectuer de nouveaux bonds en avant. Les victoires historiques obtenues sont le fruit de la politique juste du Parti du Travail d'Albanie, le résultat de la mise en oeuvre de façon conséquente et créatrice des enseignements du marxisme-léninisme sous la direction de la classe ouvrière, le produit du travail de tout le peuple dans l'Albanie nouvelle, socialiste.

BREF HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE EN U.R.S.S.

Ces quelques données concernant la lutte pour l'édification d'une agriculture socialiste en Union Soviétique proviennent de l'Histoire du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. (1938).

L'importance décisive de l'alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre est illustrée par le fait évident que sans cette alliance, fondée sur l'expérience de huit mois de révolution qui permit aux masses laborieuses de la paysannerie de juger le Parti bolchevik, la Révolution d'Octobre n'aurait pas pu vaincre. C'est cette alliance qui déterminait également la conduite des paysans moyens, longtemps hésitants, et qui se tournèrent franchement vers la révolution à la veille d'Octobre, en s'unissant à la paysannerie pauvre.

Le passage du pouvoir aux mains des Soviets fut proclamé à leur II^e Congrès, qui adopta le décret sur la paix, puis le décret sur la terre abolissant le droit de propriété des propriétaires fonciers sur la terre, sans indemnité, la remettait en jouissance gratuite à tous les travailleurs, libérait les paysans des annuités du fermage et nationalisait les richesses du sous-sol.

Puis, le pouvoir des Soviets, ayant signé la paix de Brest-Litovsk et obtenu une trêve, put aborder l'ample travail de construction socialiste. Dans les campagnes, la lutte des paysans pauvres contre les koulaks (paysans exploités) battait son plein. Pour vaincre ceux-ci, qui voulaient contraindre par la famine l'Etat soviétique, et pour organiser les paysans pauvres, des ouvriers furent envoyés en grand nombre. "La lutte pour le blé, c'est la lutte pour le socialisme" déclara Lénine. La dictature dans le domaine du ravitaillement fut établie. Des comités de paysans pauvres furent institués qui redistribuèrent les terres confisquées, répartirent le matériel d'exploitation, stockèrent les excédents détenus par les koulaks, ravitaillèrent les centres ouvriers et l'Armée rouge. Ces comités furent les points d'appui de la dictature du prolétariat au village et consolidèrent le pouvoir des Soviets. A la fin de 19-18 ils fusionnèrent avec les soviets ruraux.

L'INTERVENTION MILITAIRE ETRANGERE ET LA GUERRE CIVILE (1918 - 1920)

La guerre civile imposa l'instauration du communisme de guerre, afin de mettre l'arrière tout entier au service du front. Le monopole du blé fut établi, son commerce privé interdit, et le gouvernement décida un régime de prélèvements pour recenser les excédents détenus par les paysans, amasser des réserves de blé et ravitailler l'armée et les ouvriers.

Le VIII^e Congrès du Parti (mars 1919) marqua un tournant dans la politique envers la paysannerie moyenne, dont dépendait pour beaucoup l'issue de la guerre civile. Il décida de lutter contre le retard du paysan moyen par la persuasion, de le gagner à la cause de la classe ouvrière en le distinguant du koulak ; en lui faisant certaines concessions sur les moyens de réaliser les transformations socialistes décidées (constitution des communes, artels agricoles) afin de passer de la politique de neutralisation du paysan moyen à une politique d'alliance solide avec lui, le prolétariat conservant le rôle dirigeant.

LE RETABLISSEMENT DE L'ECONOMIE (1921 - 1925)

La guerre terminée, l'économie paysanne était dans une situation pénible. La base de l'alliance entre ouvriers et paysans s'avérait insuffisante et la paysannerie demandait à être pourvue d'une quantité suffisante de marchandises.

Le X^e Congrès (1921) décida l'abandon du système des prélèvements des excédents imposés à la paysannerie et l'institution de l'impôt en nature. Le Congrès décréta le passage à une nouvelle politique économique (Nep). L'impôt versé, le paysan devenait libre de vendre ses excédents. Ceci entraîna une certaine reprise du commerce privé et du capitalisme dans le pays mais également stimula l'intérêt du paysan pour son exploitation, releva la productivité de son travail et détermina un essor rapide de l'agriculture, base de la création d'une industrie puissante et du socialisme. Ces décisions assuraient une solide alliance économique de la classe ouvrière et de la paysannerie pour la construction du socialisme.

Les paysans moyens aidèrent à lutter contre les koulaks, la situation s'améliora. Lénine, déjà gravement malade, présenta son plan de coopération, indiquant le moyen de passer des petites exploitations individuelles aux grandes associations de production, d'introduire graduellement les principes du collectivisme. La voie était ainsi tracée pour la construction de la société intégrale sous la dictature du prolétariat et par l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Le XII^e Congrès du Parti (1923) souligna, contre Trotsky, que le développement de l'industrie lourde ne devait pas aller à l'encontre des intérêts des masses paysannes mais en alliance avec elles. Le XIII^e Congrès (1924) indiqua qu'il fallait tout mettre en oeuvre pour rassembler les masses paysannes dans les coopératives.

En 1924-1925, l'agriculture atteignit 85 % du niveau d'avant-guerre. Le XIV^e Congrès (1925) adopta le plan d'industrialisation socialiste présenté par Staline, contre les zinoviévistes. Il réaffirma, contre la "nouvelle opposition", que, sans sous-estimer ou diminuer le danger koulak, mais sans le surestimer, la tâche la plus importante consistait à assurer l'alliance solide de la classe ouvrière avec le paysan moyen dans l'oeuvre de construction socialiste.

L'INDUSTRIALISATION ET LE DEBUT DU MOUVEMENT KOLKHOZIEN (1926 - 1929)

La politique d'industrialisation permit la création d'usines de tracteurs, de machines agricoles, modernes, et leur mise au service de l'agriculture afin de permettre le passage à la grande production collectivisée des millions de petites exploitations paysannes.

En 1927, l'agriculture avait dépassé son niveau d'avant-guerre. Cependant, la production céréalière et l'élevage étaient en crise, en raison du morcellement des exploitations et la disette menaçait. Il fallait passer à la grosse production agricole en s'inspirant des indications données par Lénine. Le XV^e Congrès (1927), ayant entendu le rapport de Staline, décida de développer la collectivisation de l'agriculture. Il décida l'offensive contre les koulaks et la limitation du développement du capitalisme à la campagne. Le 1^{er} plan quinquennal de l'U.R.S.S. fut dressé. Le bloc antiparti trotskyste-zinoviéviste qui dénigrait la politique d'intégration des paysans dans la construction socialiste fut liquidé.

Les koulaks opposaient une résistance de plus en plus énergique, stimulés par l'agitation des boukhariniens. Ils refusaient de vendre leurs excédents de blé et pratiquaient la terreur contre les kolkhoziens. Le Parti prit les mesures d'exception qui permirent aux paysans pauvres et moyens de briser leur résistance. Fin 1928, les réserves de blé de l'Etat étaient suffisantes et le mouvement de collectivisation progressa.

En 1929, la XVI^e Conférence du Parti adopta le 1^{er} plan quinquennal de construction du socialisme. L'émulation socialiste se développa dans la masse de la paysannerie qui s'orienta nettement vers les kolkhozes. Les paysans voyaient le matériel dont étaient bien pourvus les sovkhozes et les stations de tracteurs et de machines agricoles (SMT), ils reçurent l'aide de l'Etat en machines, argent, en hommes et en conseils et, libérés du joug des koulaks, le mouvement kolkhozien de masse débuta. A la fin de 1929, le grand tournant était accompli, les paysans moyens avaient pris le chemin des kolkhozes qui surgissaient à des rythmes accélérés.

LA COLLECTIVISATION AGRICOLE (1930 - 1934)

La collectivisation intégrale signifiait la liquidation des koulaks comme classe. Elle fut rendue possible par le regroupement des forces de classe dans l'économie du pays et par l'existence de la base matérielle nécessaire au remplacement de la production koulak du blé par celle des kolkhozes et sovkhozes. Les moyens de production des koulaks expropriés passaient aux paysans associés. La décision du C.C. du Parti du 5-1-1930 consacra cette révolution et, tenant compte de la diversité des conditions et du degré inégal de préparation, établit des rythmes différenciés de collectivisation dans les différentes régions de l'U.R.S.S. La construction des usines de tracteurs, moissonneuses-batteuses, etc., fut accélérée. La décision indiquait que la principale forme de collectivisation était non la commune mais Cartel agricole, où seuls les principaux moyens de production étaient collectivisés.

Cependant de dangereuses déformations de la ligne du Parti durent être redressées. L'article de Staline Le vertige du succès (mars 1930) rappelait avec force le principe du libre consentement dans la construction des kolkhozes. Une décision Sur la lutte contre les déformations de la ligne du Parti dans le mouvement de collectivisation fut prise le 15.3.1930, condamnant les exagérations "gauchistes". Staline, dans sa *Réponse aux camarades kolkhoziens*, montra l'origine des erreurs commises. Le Parti put ainsi consolider le succès du mouvement kolkhozien. Un nouvel essor fut rendu possible au moment où le XVI^e Congrès (1930) décidait l'offensive générale contre les éléments capitalistes, sur l'ensemble du front. A cette date, le secteur socialiste de l'agriculture, en pleine progression, et la paysannerie kolkhozienne étaient devenus "l'appui véritable et solide du pouvoir des Soviets".

Un outillage moderne et en quantité suffisante était devenu indispensable aux kolkhozes et sovkhozes pour permettre l'augmentation de la production nécessitée par la montée colossale de la demande de produits agricoles. L'apparition des spécialistes rouges, maîtres de la technique moderne, permit l'équipement renforcé de l'agriculture en nouvelles machines.

En 1931, la collectivisation intégrale était déjà achevée pour l'essentiel dans certaines régions. Cependant de graves lacunes se révélaient dans le travail des kolkhozes, dont la consolidation était freinée et où s'infiltraient d'anciens koulaks pour saboter. Le Parti décida en janvier 1933 l'organisation de sections politiques près les S.M.T. qui desservaient les kolkhozes. Dix-sept mille militants furent envoyés dans les campagnes. Des cadres de kolkhoziens militants furent formés et l'épuration menée. L'activité des masses kolkhoziennes dans la lutte pour la consolidation des kolkhozes fut stimulée par le 1^{er} Congrès des kolkhoziens de choc de l'U.R.S.S. (février 1933).

Les millions de paysans pauvres s'étaient haussés au niveau des paysans moyens et étaient assurés du lendemain. Il leur fallait dorénavant devenir des hommes aisés et faire des kolkhozes des kolkhozes bolcheviks. Le XVII^e Congrès (janvier 1934) constata la victoire décisive remportée avec l'aide permanente du Parti et de l'Etat, et grâce à l'exécution victorieuse du plan quinquennal. Il décida, dans le cadre du 2^e plan quinquennal, l'achèvement de la mécanisation de l'agriculture.

VERS L'ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE LA SOCIETE SOCIALISTE

A la fin du 2^e plan quinquennal (fin 1937), la collectivisation agricole était pratiquement achevée. L'élevage, seul, retardait, alors que l'approvisionnement intensif en tracteurs et machines agricoles entretenait un essor général éclatant. Le 2^e Congrès des kolkhoziens de choc (février 1935) adopta les statuts de l'artel agricole tandis que les terres cultivées par les kolkhozes leur étaient remises en jouissance perpétuelle. Le régime des kolkhozes était ainsi définitivement consolidé. Le bien-être matériel et la révolution culturelle pouvaient se développer puissamment.

En novembre 1936, le VIII^e Congrès des Soviets entérina les changements profonds intervenus dans la structure de la paysannerie devenue une classe nouvelle, libérée de toute exploitation, travaillant collectivement dans les kolkhozes, amie de la classe ouvrière, en approuvant le projet de nouvelle constitution de l'U.R.S.S.

Quand le XVIII^e Congrès s'ouvrit (mars 1939), le système socialiste de l'économie était désormais devenu la seule forme dans l'agriculture de l'U.R.S.S., solidement engagée sur la voie du socialisme. Dans son rapport, Staline exposa la nécessité de mettre à la disposition de l'industrie, au profit de toute l'économie, de la main d'oeuvre kolkhozienne, libérée par le progrès technique.

L'attaque allemande interrompit cette période de construction. Cependant, même sous l'occupation et la terreur nazies, les paysans soviétiques préservèrent leurs kolkhozes.

Dans la période d'après-guerre, les kolkhozes furent renforcés sur le plan de l'organisation et sur le plan économique, aidés dans le relèvement et le développement de leur économie collective. Sur cette base, le bien-être matériel de la paysannerie kolkhozienne augmenta. Les grands kolkhozes, nés de la fusion des petits, purent avec plus de succès élargir et perfectionner l'économie collective.

Le XIX^e Congrès (octobre 1952) constata que l'agriculture soviétique était devenue qualitativement autre : le problème céréalier était résolu avec succès, les cultures maraîchères florissaient, la mécanisation remportait d'immenses succès permettant la réalisation de plus grandes tâches encore.

Le renforcement du rôle organisateur des S.M.T. dans les kolkhozes devait devenir un outil essentiel de l'élévation des rendements.

La dictature du prolétariat, la direction du Parti bolchevik, guidé par la théorie marxiste-léniniste, la lutte intransigeante menée contre tous les opportunistes, enfin, la capacité des communistes de se lier, d'instruire et d'entraîner les masses par millions expliquent l'accomplissement victorieux de cette oeuvre historique dont Staline, dans son dernier ouvrage, *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, envisageait en théorie et en pratique la poursuite (voir l'article sur les coopératives de type supérieur en Albanie).

Nous savons cependant comment, bien loin de progresser sur la voie du passage graduel du socialisme au communisme, bien loin d'élever progressivement la propriété kolkhozienne jusqu'au niveau d'une propriété du peuple entier, les révisionnistes qui ont pris le pouvoir à la mort de Staline ont rétabli le capitalisme en U.R.S.S., provoquant la dégénérescence de la propriété socialiste kolkhozienne et la création d'une propriété capitaliste de groupe, causes de la crise et du retard actuels de l'agriculture soviétique.

N°4 — Décembre 1981

L'AUTOCRITIQUE DES REVISIONNISTES OU : ENCORE UN EFFORT POUR EN FINIR AVEC LE MARXISME-LÉNINISME

L'ÉVOLUTION DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU P.C.F.

1. DES ORIGINES DU PROGRAMME COMMUN AU XXII^e CONGRES

QUAND LA DÉMOCRATIE EST PERFECTIONNÉE À L'AIDE DES PLEINS POUVOIRS

LA PLANIFICATION SOCIALISTE EN ALBANIE

L'AUTOCRITIQUE DES REVISIONNISTES OU : ENCORE UN EFFORT POUR EN FINIR AVEC LE MARXISME-LÉNINISME

Parvenus aux sommets de l'État et partie prenante de l'exécutif les révisionnistes du PCF ne parlent plus de la question du pouvoir. Ils ont banni de leur vocabulaire l'expression "union de la gauche" après avoir passé un accord de gouvernement avec le parti socialiste. Depuis qu'ils ont franchi ce seuil (remarquable, puisque le PCF est le seul parti révisionniste du monde occidental à participer au gouvernement), il n'est plus question pour eux d'"étapes ouvrant la voie au socialisme". Bien mieux, à la veille du 24^e Congrès du PCF, prévu pour février 1982, le ton est à l'autocritique, la critique portant précisément sur ces concepts de "pouvoir central", d'"union de la gauche", de "seuil" et d'"étape".

Cette critique n'est pas superficielle, elle n'est pas simplement une péripétie résultant du récent recul électoral du PCF et destinée à donner le change. Certes, en donnant l'impression de vouloir expier ses péchés, le PCF révèle les difficultés où l'a plongé sa politique opportuniste. [*Repentir qui ne s'achèvera qu'avec la rédemption du péché originel : celui de la scission du Congrès de Tours.*] Mais, au-delà, il montre sa volonté d'en finir avec les principes marxistes-léninistes, il témoigne que l'heure n'est plus au reniement des principes sous l'enseigne du "développement créateur" du marxisme-léninisme, mais bien au combat ouvert contre le socialisme scientifique.

I

LE "RETARD DE 1956" OU : COMMENT EN FINIR VRAIMENT AVEC LA DICTATURE DU PROLETARIAT

"Vingt ans de retard", vingt années qui séparent 1976 de 1956 : la formule fait recette et sert de leitmotiv dans les discours de Marchais, les commentaires de la presse comme dans les textes préparatoires au 24^e Congrès. Le PCF regrette aujourd'hui d'avoir mis tellement de temps pour assimiler toute la portée stratégique du rapport présenté par Nikita Khrouchtchev en février 1956, au XX^e Congrès du PCUS. Il se repentit d'avoir attendu 1976 et son 22^e Congrès, qui rejeta la dictature du prolétariat, pour faire son propre "XX^e Congrès", pour se saisir des "nouvelles stratégies" apportées par Khrouchtchev et les appliquer à la France. Le "retard de 1956" est donc un retard stratégique.

Alors que, en apparence du moins, personne ne leur demande rien, pourquoi les révisionnistes pointent-ils à nouveau le doigt sur la dictature du prolétariat ? Donneraient-ils raison à Althusser qui déclarait dans son langage inimitable de "penseur", au lendemain du 22^e Congrès : "Un concept (la dictature du prolétariat) ne s'abandonna pas comme un chien"!

La formule dit vrai, en ce sens que rejeter la dictature du prolétariat implique qu'il faille finalement renoncer à la conception matérialiste de l'histoire et au marxisme-léninisme. Que le lecteur ne se méprenne pas: le marxisme-léninisme n'était pas en 1976, pas plus qu'en 1956, la théorie vivante qui inspirait le PCF - elle était au moins, caractéristique propre au révisionnisme moderne, la théorie officielle sur laquelle il prétendait fonder sa ligne politique et son organisation. Or, même ces références formelles et passagères au marxisme-léninisme en viennent à gêner le processus de dégénérescence des révisionnistes et à former comme un carcan où étouffent leurs aspirations bourgeoises et réactionnaires.

Les révisionnistes comprennent à leur manière que la question de la dictature du prolétariat forme le noyau de la théorie marxiste-léniniste de la révolution. Ils donnent ainsi raison à Lénine : "Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat" (Lénine, *"L'État et la révolution"* in Oeuvres, tome 25, p. 445.), et, en passant, ironie de l'histoire, à Althusser avec son concept qui n'est pas un chien.

Le 22^e Congrès des révisionnistes marque à leurs yeux une rupture, le point à partir duquel sont comptées les "années de retard", d'abord vers le passé, jusqu'au Congrès soviétique de 1956, puis vers l'avant, c'est-à-dire le retard avec lequel les conséquences inéluctables de l'abandon de la dictature du prolétariat sont apparues : rejet de la conception du processus révolutionnaire par étapes (la "démocratie avancée" précédant le socialisme), donc du programme commun et de la distinction entre programme minimum et programme maximum, abandon des principes universels du socialisme scientifique au profit de l'autogestion, négation de l'avant-garde et de la théorie révolutionnaire.

Les leçons du XX^e Congrès... vingt-cinq ans après

On connaît les résistances de Thorez à la "déstalinisation", son désaccord avec le rapport "secret" de Khrouchtchev contre Staline, attitude qui aboutit, au moment de la publication de ce rapport en occident, à la déclaration du Bureau politique du PCF, datée du 18 juin 1956, où l'orientation khrouchtchéviennne était mise en question. [*Dans ses souvenirs, le camarade Enver Hoxha note : "Thorez lui-même m'a dit à ce propos : 'Nous avons demandé des explications aux camarades soviétiques, ils nous en ont données, mais ils ne nous ont pas convaincus.' Je lui fis observer : 'Vous, vous n'êtes pas convaincus, tandis que nous, nous sommes en complet désaccord avec eux.' in Les Khrouchtchéviens, Tirana 1980, p. 236.*]

Aujourd'hui, les révisionnistes proclament que le retard ne porte pas d'abord et seulement sur le rapport "secret", mais sur le rapport public présenté au XX^e Congrès. Dans cette charte du révisionnisme moderne, Khrouchtchev traitait, entre autres problèmes, des voies de passage au socialisme et indiquait :

"La classe ouvrière (...) est en mesure d'infliger une défaite aux forces réactionnaires et antipopulaires, de conquérir une solide majorité au Parlement et de transformer cet organe de la démocratie bourgeoise en instrument de la véritable volonté populaire. En ce cas, cette institution, traditionnelle pour de nombreux pays capitalistes hautement développés, peut devenir l'organisme d'une véritable démocratie, d'une démocratie pour les travailleurs". (XX^e Congrès du P.C.U.S., *Recueil de Documents édité par les Cahiers du Communisme*, 1956, pp. 46-47.)

Alors qu'en 1946, le contenu de l'interview de Thorez au Times, anticipation des thèses khrouchtchéviennes, ne pouvait s'épanouir face à la stratégie du Kominform, en 1956 toutes les conditions étaient réunies pour une renaissance de l'opportunisme au sein du PCF. Or les révisionnistes estiment aujourd'hui que cet aggiornamento ne survint que vingt ans plus tard, vingt ans trop tard, avec leur 22^e Congrès. Nous serions poussés à dire que ce jugement est bien sévère, mais il faut chercher à comprendre pourquoi il est ainsi formulé. En 1956, l'opportunisme se concentra sur la question des voies de passage au socialisme, et non sur le socialisme lui-même [*L'autre grand problème à propos duquel Khrouchtchev déforma les principes marxistes-léninistes fut celui de la guerre et de la paix, de la coexistence pacifique : sur ce point, l'adhésion du PCF ne fut pas aussi rapide ni aussi spontanée que sur la question de la voie parlementaire.*] et il était difficile qu'il en fût autrement, non seulement en raison des résistances des éléments révolutionnaires, mais aussi pour des questions d'identité politique à un moment où la composition sociale du PCF était largement dominée par la classe ouvrière. Qu'aujourd'hui les révisionnistes se lamentent sur le "retard" et déclarent ne pas comprendre pourquoi une "nouvelle stratégie" n'a pas été élaborée en 1956 montre combien le processus de dégénérescence du PCF est avancé et à quel point les révisionnistes sont incapables d'en saisir eux-mêmes l'essence. [*Leurs explications à ce sujet sont en effet très courtes et ne dépassent pas une mise en cause — encore timide, mais sans ambiguïté — de Maurice Thorez.*] En effet, de leur point de vue, une seule question hante leur esprit: puisqu'il faut reconnaître les mérites de la démocratie bourgeoise contre la dictature prolétarienne, pourquoi avoir attendu si longtemps alors que toutes ces idées traînent dans la littérature opportuniste depuis Bernstein et Kautsky ? Question qui reste sans réponse satisfaisante, même à leurs yeux, et c'est pourquoi ils s'empêchent dans des explications creuses et contradictoires. Non pas pourquoi avoir trahi, mais pourquoi avoir trahi à ce moment là et pas avant, les révisionnistes retournent cette question dans tous les sens sans que vienne jamais la réponse. Tel est le chemin de croix de tous les traîtres ! Les positions du PCF de 1956 constituent la condition nécessaire, quoiqu'insuffisante, de l'abandon ouvert du marxisme qui a suivi le rejet de la dictature du prolétariat.

En traçant une "voie démocratique" vers le socialisme, les thèses de 1946 et de 1956 préparaient le terrain au "socialisme démocratique" prôné par la suite. Mais, pendant vingt ans, la forme de ce processus démocratique s'est trouvée en contradiction avec le contenu affiché de l'objectif: la dictature prolétarienne. Les révisionnistes ressentent vivement cette contradiction et estiment l'avoir surmontée avec le 22^e Congrès qui fit sauter le verrou de la dictature du prolétariat. Le journaliste révisionniste J.M. Catala rend clairement compte de cette période tourmentée :

"La 'dictature du prolétariat', fonctionnant comme une exigence incontournable, comme le critère de différenciation fondamental entre réformistes et révolutionnaires, joue le rôle d'un formidable verrou en amont comme en aval. En amont, en stérilisant toute recherche d'une voie au socialisme dans sa continuité puisque de toute façon cette voie débouche sur la dictature du prolétariat ; en aval, en occultant toute recherche d'un socialisme à la française puisque la dictature du prolétariat impliquera, de toute façon, un socialisme de modèle soviétique." (*Révolution*, n° 88, 6-12 nov. 1981, p. 31.)

Il faut rendre hommage aux efforts de sincérité et de cohérence des responsables du PCF. Sincérité quand ils reconnaissent que dans leur parti la dictature du prolétariat n'était qu'une référence formelle, un concept creux, en contradiction avec la pratique politique de leur organisation. [F. Damette écrit que bien avant le 22^e Congrès, "nous avons laissé mourir d'inanition" le concept de dictature du prolétariat (*Cahiers du communisme*, août-septembre 1981, n° 8-9, p. 36). Althusser dirait sans doute qu'on ne peut traiter un concept comme un chien à qui on ne donne plus à boire !] Cohérence lorsqu'ils cherchent à harmoniser leurs actes et leurs paroles, leurs discours lénifiants sur la démocratie et leur pratique de soumission à la bourgeoisie. Tout ceci a au moins le mérite de la clarté !

Le projecteur sera braqué plus que jamais sur la "démocratie": Marchais déclare le 27 avril 1973 que "le plus sûr chemin vers le socialisme est l'épanouissement de la démocratie", la Déclaration des libertés de 1975 affirme: "La démocratie est aujourd'hui le terrain décisif de la lutte des classes". Par là, le révisionnisme entend nier la nature de classe de la démocratie, la séparation et la lutte entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne. Il fait de LA démocratie un bien universel de l'humanité, une sorte d'idéal éternel, au-dessus des classes, et qui se parachève dans le socialisme, alors que la démocratie est une forme historique de domination d'une classe sur une autre, qui s'éteindra lorsque cessera d'exister la division en classes de la société, donc l'Etat. Thorez disait: "La démocratie, création continue, s'achèvera dans le socialisme". ("Rapport d'activité du comité central présenté au 15^e Congrès du PCF". *Cahiers du communisme*, n° spécial, juillet-août 1959, p. 60.) Il invitait ainsi les militants de son parti à ne plus considérer la démocratie bourgeoise comme une mystification, mais comme la conquête toujours renouvelée d'une Idée qui, poussée à la perfection, s'identifie au socialisme.

Toutes ces vues, confirmées et amplifiées par Marchais au 22^e Congrès, renouent avec la synthèse jaoussienne entre socialisme et démocratie. Jaurès affirmait en effet la continuité entre la République démocratique bourgeoise et le socialisme, celui-ci accomplissant celle-là: "Le socialisme se rattache à la tradition historique de la démocratie. Il va vers un ordre nouveau sans rompre la profonde continuité républicaine; et il touche, dans le combat, au sol même de la République". ("Le socialisme français" (déjà !), *Cosmopolis*, revue internationale, 25 janvier 1898, p. 121. Où l'on voit encore que les "innovations stratégiques des révisionnistes fleurent bon le passé.) Renouant le fil de l'opportunisme, les conceptions de Thorez sanctionnaient le ralliement du PCF au système politique et aux principes politiques de la bourgeoisie: elles préparaient donc le terrain au rejet formel de la dictature du prolétariat.

"Modèle soviétique" et "socialisme à la française"

Selon les révisionnistes, si la démocratie est universelle, la dictature du prolétariat a quant à elle une terre d'élection, la Russie, et correspond à une époque déterminée, la Révolution de 1917. C'est pourquoi ils identifient la dictature du prolétariat à un modèle, le modèle soviétique, plaqué de l'extérieur sur la réalité française.

Encore une fois, portant leur regard sur eux-mêmes, les révisionnistes expriment une certaine vérité. Quand F. Lazard, évoquant l'époque où son Parti affirmait l'objectif de la dictature du prolétariat, estime qu'il se référerait à un modèle abstrait coupé de ses racines concrètes ("Des pistes solides, un chemin inexploré", in *Cahiers du Communisme*, août-septembre 1981, n° 8-9, p. 44.), on ne peut qu'acquiescer, et même saluer au passage cette extrême sévérité qui rend stériles les petites querelles du mouvement marxiste-léniniste dans notre pays sur la naissance du révisionnisme dans le PCF. On peut en effet se demander si ce Parti a jamais développé une saine conception du socialisme scientifique, a jamais compris dans son essence le processus d'édification du socialisme en URSS, a jamais saisi comment s'y appliquaient les principes fondamentaux du marxisme-léninisme.

Pourquoi le socialisme demeurerait-il un modèle abstrait? Pour la raison que, loin d'être vu et montré comme adapté à la société française, il heurte au contraire une réalité qu'on veut défendre et préserver: les traditions républicaines et démocratiques de la France. Lorsqu'en 1935 le PCF définit l'objectif prioritaire de la lutte contre le fascisme, il présente cette lutte comme une défense de la démocratie bourgeoise qui recule l'échéance de la révolution prolétarienne, ce qui lui permet de pousser dans l'ombre la notion de dictature du prolétariat. Thorez le disait explicitement: "Nous déclarons très nettement et très franchement qu'en ce moment les masses ouvrières n'ont pas à choisir entre ta dictature prolétarienne et la démocratie, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme". ("Pour la cause du peuple", Rapport au CC du 17.10.1935 in *Oeuvres*, Ed. Sociales, tome 10, p. 32.)

Sur ce point, les thèses défendues par Blum au Congrès de Tours anticipent tout le développement futur de l'opportunisme et du révisionnisme. Blum y parle bien sûr du modèle russe qu'il ne faut pas plaquer sur les traditions du socialisme français, mais il adhère d'autre part à l'idée d'une dictature du prolétariat, pour aussitôt la vider de tout contenu révolutionnaire et en altérer l'essence. A l'instar de Kautsky faisant de Marx, comme le notait Lénine, un vulgaire libéral, il tombe lui-même au niveau du libéral qui, débitant des platitudes sur la "démocratie pure", masque et estompe le contenu de classe de la démocratie bourgeoise, redoutant plus que tout la violence révolutionnaire du prolétariat. (Lénine, "*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*", *Oeuvres*, tome 28, p. 250.)

Comme aujourd'hui les commentateurs révisionnistes du "retard" (les Damette, Lazard, Burles, Wolikow...), Blum reliait directement la question de la dictature du prolétariat à celle du parti d'avant-garde. Oui, dit-il dans son discours du Congrès de Tours, oui à la dictature d'une classe, oui même à la dictature d'un parti au nom de cette classe, mais à condition que ce ne soit pas le parti de type nouveau proposé par les bolcheviks ! [*"Nous en sommes si bien partisans (de la dictature du prolétariat) que la notion et la théorie de la dictature du prolétariat ont été insérées par nous dans un programme électoral. Nous n'avons peur ni du mot ni de la chose. J'ajoute que je ne pense pas, bien que Marx l'ait écrit, que la dictature du prolétariat soit tenue de conserver une forme démocratique. L'essence même d'une dictature est la suppression de toute prescription constitutionnelle (...) Dictature exercée par le parti, oui, mais par un parti organisé comme le nôtre, et non pas comme le vôtre. Dictature exercée par un parti reposant sur la volonté et sur la liberté populaires, sur la volonté des masses, par conséquent dictature impersonnelle du prolétariat. Mais pas une dictature exercée par un parti centralisé, où toute l'autorité remonte d'étage en étage et finit par se concentrer entre les mains d'un comité patent ou occulte."* Cité par J. Lacouture, Léon Blum, Seuil, 1977, p. 170.]

Ni le mot ni la chose ne faisaient peur à Blum — alors qu'aujourd'hui, même vidés de tout contenu révolutionnaire, ils effraient les révisionnistes. La raison en est simple: la bourgeoisie a aujourd'hui l'expérience de la dictature du prolétariat. L'oeuvre théorique et pratique de Staline l'a plongée dans une terreur telle qu'il ne se passe pas un jour sans qu'elle ne calomnie le grand révolutionnaire, quelque trente ans après sa mort! Alors que son système économique et politique est au bord de la faillite, la bourgeoisie ne peut tolérer la moindre référence à la seule théorie qui permette de trouver l'issue révolutionnaire à la crise, le marxisme-léninisme, à la seule réalité qui devra se substituer à son vieux monde pourrissant : le socialisme authentique, tel qu'il fut édifié sous la direction de Lénine puis de Staline, tel qu'il est aujourd'hui développé en Albanie.

Seuls ont droit à la parole ceux qui acceptent le jeu démocratique bourgeois, en particulier lorsqu'ils s'époumonent contre le stalinisme et la dictature prolétarienne. Les révisionnistes le comprennent bien lorsqu'ils constatent que les réflexions amorcées dès 1935 sur la démocratie comme "création continue", comme le rejet de la dictature du prolétariat, étaient à la fois les conditions et le résultat d'une "insertion complète dans la réalité française" (Cf. J. Burles, R. Martelli, S. Wolikow : *Les communistes et leur stratégie, réflexions sur une histoire*, Ed. Sociales, 1981, p. 85.), c'est-à-dire dans le système politique bourgeois.

Le "socialisme à la française" doit par conséquent s'inscrire dans la tradition française et respecter la "personnalité française" selon l'expression employée dans le Projet de résolution pour le 24^e Congrès. Le chapitre de ce projet intitulé "socialisme et réalités françaises" consacre un long développement à la "spécificité française". La France est un pays petit-bourgeois, y dit-on. Le bon côté de cette "spécificité" (!) consiste en l'attachement à la liberté individuelle et à la petite propriété. Le socialisme à la française respectera ces "particularités" et permettra même leur épanouissement : il sera un socialisme dans le pluralisme, garantissant "toutes les libertés", et, opposé au collectivisme, il respectera "la petite propriété individuelle et familiale, paysanne, artisanale, commerciale, industrielle, qui trouvera dans le socialisme un appui pour surmonter ses difficultés présentes et connaître une nouvelle prospérité". Le mauvais côté de la "spécificité française" vient de l'existence d'un Etat centralisateur et jacobin. Le socialisme à la Marchais le supprimera. Comment ? "En rejetant pour la France, avec la dictature du prolétariat, toute idée d'étatisme centralisateur". [*Toutes ces citations sont tirées du chapitre "Socialisme et réalités françaises" du Projet de résolution pour le 24^e Congrès, publié dans L'Humanité du 13 octobre 1981.*] Les révisionnistes prouvent ainsi le contraire de ce qu'ils veulent démontrer, et leur propre argumentation met en relief que la défense de la dictature du prolétariat n'est pas affaire de circonstances ou d'époque, mais de point de vue de classe.

II

L'ABANDON DU "PROGRAMME COMMUN" OU : COMMENT EN FINIR AVEC LA MARCHÉ VERS LE SOCIALISME

L'"autocritique" des révisionnistes est largement consacrée au programme commun, à la ligne qui privilégiait l'élaboration, la défense et l'exécution d'un programme politique de gouvernement avec la social-démocratie. Cette critique concerne donc une période assez longue, puisque c'est au 15^e Congrès du PCF, en 1959, que Thorez a avancé l'idée d'un programme commun. [*Voir dans ce même numéro l'article sur les destinées historiques du Programme commun.*] Cette remise en cause s'étend donc à l'activité de Maurice Thorez, accusé d'avoir voulu plaquer le modèle historique de l'union élaboré au moment du Front populaire à une situation qui réclamait une autre stratégie : "Pour ouvrir une perspective au lendemain de 1958, notre parti, réactivant la forme traditionnelle d'union dont le Front populaire demeurait le modèle prestigieux, s'est donné pour objectif la conclusion d'un accord politique fondamental et global avec le parti socialiste. C'était méconnaître la différence de fond entre les deux époques." (*Projet de résolution pour le 24^e Congrès du PCF.*)

Le lecteur remarquera que la critique porte uniquement sur la forme dépassée de l'union type Front populaire, et non sur le contenu de cette union. Comme nous l'avons souligné dans la première partie de cet article, les révisionnistes considèrent que la politique du PCF des années 35-36 représente les premiers balbutiements de leur stratégie d'aujourd'hui, les premiers efforts d'une rupture avec le modèle soviétique, les premières tentatives de confiner la lutte des classes dans la sphère des rapports bourgeois. Il va de soi que cette ligne (grâce à laquelle les idées de soviets et de dictature du prolétariat sont devenues incongrues dans notre pays) n'est nullement remise en cause. Si le contenu opportuniste de la ligne de Front populaire est reconnu comme étant la source de la stratégie actuelle, la forme d'alliance prônée à cette époque est considérée comme dépassée, car elle appartient à une autre "ère révolutionnaire". Félix Damette nous éclaire sur ce changement d'époque, cette mutation de la société française. Dans un article des Cahiers du communisme consacré au problème des alliances ("A propos des formes d'union", in *Cahiers du communisme*, août-septembre 1981, n° 8-9, pp. 26-37.), il nous explique que la forme d'union type Front populaire, reprise par le Programme commun, correspond à une époque où la société française était divisée en classes nettement délimitées. Chaque parti représentait des couches sociologiquement et idéologiquement bien séparées, et même assez éloignées: le PCF la classe ouvrière, le parti socialiste les couches moyennes. L'union, prenant naturellement la forme d'un accord politique au sommet entre ces partis, permettait de rapprocher politiquement la classe ouvrière des couches moyennes, séparées sociologiquement et idéologiquement. Mais aujourd'hui, selon les révisionnistes, la mutation sociale engendrée par le capitalisme monopoliste d'Etat a rapproché sociologiquement la classe ouvrière des couches moyennes jusqu'à les fondre dans une masse de salariés exploités. En même temps que les clivages sociaux, disparaissent les clivages idéologiques. Ce que ne dit pas Damette, c'est que rien ne peut mieux illustrer le "décloisonnement idéologique de la société française" que le reniement du marxisme-léninisme par son parti. Il n'est donc plus nécessaire de rechercher une union au sommet pour contourner les clivages idéologiques et sociaux : il est possible de pratiquer l'union à la "base, dans cette masse indistincte de salariés. Usant d'une formule frappante, Damette estime que la société est passée de la rupture sociologique entre la classe ouvrière et les couches moyennes traditionnelles à la continuité technologique entre celle-là et les nouvelles couches moyennes (ingénieurs, techniciens, cadres...).

Damette révèle ici le fond de la pensée révisionniste sur les classes sociales. Malgré quelques références encore présentes ici ou là sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière, les révisionnistes estiment en fait que la classe porteuse d'avenir, la classe "révolutionnaire de notre temps" est la nouvelle petite bourgeoisie urbaine (enseignants, ingénieurs, techniciens...), qui détient le savoir et la science, les postes de commandement dans l'Etat et dans la production. Les révisionnistes reprochent au 22^e Congrès d'avoir maintenu les analyses passées dans ce domaine, et avec elles le Programme commun :

"Ainsi, le 22^e Congrès reste enfermé dans une logique du mouvement social où l'union est pensée d'abord comme une réalité de fait, objective, inscrite dans le dispositif des classes sociales. Cette union réelle s'exprime par une communauté objective d'intérêt, la prise de conscience de cette communauté débouche sur une volonté de traduction politique ; cette traduction est l'oeuvre des partis politiques "représentant" les couches sociales concernées. Nous sommes encore pleinement dans un mode de représentation de la société en "niveaux" séparés (économique, social, politique) qu'il suffit de relier par des partis, le point ultime étant le Programme commun qui fusionne toutes les exigences." (J. Bures et al., *op. cit.*, pp. 194-195.)

Les exigences de toutes ces couches étant fusionnées objectivement (grâce à la "continuité technologique"), il est inutile d'anticiper ce mouvement en fixant un programme, des étapes préconçues.

Critique de la notion d'étape

La seconde critique porte en effet sur cette notion qui remonte aux années 30. Jusqu'au 23^e Congrès, le PCF a préconisé une stratégie de la voie de passage au socialisme par étapes : d'abord une étape démocratique (baptisée tour à tour "nouvelle", "restaurée", "avancée"), puis l'étape du socialisme proprement dit. L'introduction d'une étape transitoire de "démocratie authentique" entre capitalisme et socialisme permettait de justifier toutes les compromissions, notamment avec la social-démocratie, de rejeter tout mouvement réellement anticapitaliste ou révolutionnaire puisqu'il "brûlait les étapes", par définition.

Le Programme commun appartient à cette stratégie du socialisme par étapes : délimitant l'étape de "démocratie avancée", il fixait un seuil en deçà duquel on ne saurait parler de socialisme. [Voir ce que dit G. Marchais dans son fameux "rapport secret" au C.C. du 29 juin 1972 à propos du Programme commun qu'il vient de signer avec les socialistes : "Il ne s'agit pas d'un programme socialiste. Je rappelle que la société socialiste a pour fondements essentiels la propriété collective de l'ensemble des grands moyens de production et d'échange, et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec les autres couches de la population laborieuse. Il suffit de lire le Programme commun pour constater que sa réalisation n'équivaudrait pas à l'instauration du socialisme en France. Le régime que ce programme permettrait d'instaurer, c'est une démocratie politique et économique qui correspond à ce que nous appelons l'étape de la démocratie avancée." in *L'Union est un combat*, Ed. Sociales, 1975, p. 111.]

Le PCF s'interdisait alors de parler de socialisme jusqu'à la réalisation de cette étape intermédiaire. Cette exigence donnait trop de rigidité à l'activité politique du parti révisionniste, qui propose donc de passer de la "démocratie avancée" à l'"avancée de la démocratie". Nous verrons plus tard tout ce qu'implique cette nouvelle conception d'une démocratie qui secrète le socialisme par petits bouts. Le projet de résolution pour le 24^e Congrès évoque "l'avancée démocratique vers un socialisme lui-même démocratique", on prône d'avancer non plus par étapes, mais "pas à pas" (comme le voulait déjà Marchais au 23^e Congrès), à pas mesurés, sans forcer le mouvement réel des choses... ni le verdict du suffrage universel! Sous le couvert du mot d'ordre : "le socialisme est à l'ordre du jour" (mais ce socialisme n'est qu'une vulgaire apologie du démocratismes petit-bourgeois), on rejette l'étape proposée par le Programme commun, non pas parce qu'elle serait en retrait sur les possibilités d'évolution de la société française vers le socialisme, mais parce qu'au contraire elle fait violence au cours des choses, elle anticipe le mouvement réel au lieu de coller à lui, bref elle est encore trop marquée par le concept de "parti d'avant-garde" rejeté au 22^e Congrès avec celui de la dictature du prolétariat.

Pour justifier cette idée que la démocratie est "à la fois le but et le moyen de la lutte", les révisionnistes cherchent l'appui... non de Bernstein, mais de Marx et d'Engels. Ils s'abritent derrière la célèbre formule : "le communisme n'est pas un idéal, c'est le mouvement réel des choses", en voulant lui donner un contenu à la Bernstein. [*Le projet de résolution pour le 24^e Congrès cite dans sa deuxième partie la phrase de Marx-Engels tirée de L'Idéologie allemande (Ed. Sociales, 1968, p. 64) : "Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel."*] Par cette formule qui représente le noyau, la quintessence de la conception du matérialisme historique, Marx et Engels pointaient leurs critiques contre Feuerbach qui, à la manière des utopistes, assignait pour but à l'histoire de réaliser l'idéal qu'il opposait au mauvais état actuel de la société. En opposant socialisme scientifique et socialisme utopique, Marx et Engels ont affirmé que la société future n'était pas un idéal détaché de toute réalité : l'analyse scientifique permet de découvrir que le développement même de la réalité crée déjà la base économique du futur régime social du socialisme. Fourier décrit la vie future de l'homme. Marx analyse le mode de production capitaliste actuel pour découvrir que dans les contradictions de son développement gisent les conditions nécessaires à l'éclosion du socialisme, indépendamment de la volonté des hommes, et que la mission historique du prolétariat est inscrite dans ses propres conditions d'existence.

Pour Marx et Engels, le mouvement réel qui abolira l'état actuel n'est autre que le mouvement de développement des forces productives et, sur cette base, de la classe révolutionnaire de notre époque, le prolétariat.

Les révisionnistes vident la formule de Marx et Engels de son contenu matérialiste et révolutionnaire pour en faire une vulgaire sentence à la Bernstein ou à la Bauer. C'est pourquoi on retrouve dans leur autocritique toutes les grandes questions au coeur du combat maintenant séculaire du marxisme contre l'opportunisme : le rapport entre le parti d'avant-garde et les masses, entre la théorie et la pratique, la question de la dictature du prolétariat, de la stratégie et de la tactique. Sur tous ces problèmes, les révisionnistes cherchent à purger définitivement leur pensée et leurs discours de toute référence formelle au marxisme-léninisme.

Programme maximum et programme minimum

En rejetant le Programme commun en tant qu'expression d'une étape préconçue du processus révolutionnaire, les révisionnistes effacent la distinction habituelle entre programme maximum et programme minimum.

Cette distinction pose en effet aux révisionnistes un problème redoutable: séparer ce qui est possible sur la base de l'ordre bourgeois existant de ce qui ne l'est pas. Ou encore: distinguer nettement socialisme et capitalisme. Or les révisionnistes doivent impérativement effacer cette distinction au moment où ils prennent quelques responsabilités dans l'Etat bourgeois. Lénine indiquait que le marxisme

"exige une nette délimitation entre le programme maximum et le programme minimum. Le maximum, c'est la transformation socialiste de la société, qui est impossible sans l'abolition de la production marchande. Le minimum, ce sont des réformes possibles encore dans le cadre de la production marchande. En confondant ces deux programmes, on est inévitablement amené à déformer le socialisme prolétarien dans un esprit petit-bourgeois, opportuniste et anarchiste ; on obscurcit inévitablement la tâche de la révolution sociale, qui est réalisable par la conquête du pouvoir politique par le prolétariat." ("Les Mencheviks socialistes-révolutionnaires", in *Oeuvres*, tome 11, pp. 198-199.)

Ces critiques de Lénine peuvent être appliquées mot pour mot aux thèses défendues actuellement par les révisionnistes. Quelle est l'argumentation du PCF en la matière ? Les révisionnistes s'appuient sur le fait que "le socialisme est à l'ordre du jour" pour rejeter, avec l'idée d'étape, la distinction entre programme maximum et programme minimum. Il faut tout d'abord reconnaître qu'il s'agit là de l'hommage du vice à la vertu ! Pendant plusieurs décades — en fait depuis 1935 — le PCF a nié que le capitalisme monopoliste d'Etat était l'antichambre du socialisme, il a repoussé l'idée que la société française était mûre pour le socialisme. Ce mode de pensée, hérité dans sa forme du marxisme-léninisme, n'allait pas sans créer des contraintes insoutenables pour les révisionnistes.

En définissant un programme minimum, il fallait évoquer tant soit peu le maximum: la socialisation complète des moyens de production et la dictature du prolétariat. On commença par rejeter ce maximum, notamment avec le 22^e Congrès. Il devenait donc contradictoire de conserver un programme minimum, qui ouvre la voie... sur le néant.

Une autre contrainte provient des arguments que les partenaires bourgeois du PCF pensent lui opposer pour gêner son accession au pouvoir. En effet, maintenir le programme maximum avec sa référence à la dictature du prolétariat conduisait à penser que la stratégie démocratique du PCF n'est que pure tactique. Les révisionnistes démontrent aujourd'hui leur "bonne foi", leur adhésion sincère au système bourgeois, ils sont délivrés de cette impossible gymnastique à laquelle ils devaient sans relâche se soumettre pour rendre compatibles leurs références formelles au marxisme-léninisme et le système bourgeois qu'ils désirent perfectionner.

Enfin, le contenu même du programme minimum n'allait pas sans soulever de sérieux problèmes. Autant le programme maximum peut se contenter de références formelles (mais on a vu que cela même gêne le révisionnisme aujourd'hui), autant le programme immédiat doit être suffisamment étoffé et comporter un certain contenu. Or c'est là que le danger surgit. En effet, ou bien on conserve au programme minimum une certaine allure révolutionnaire en ce qu'il correspond à une étape préparatoire à la révolution socialiste, et alors il est inapplicable par les forces bourgeoises (la social-démocratie) avec qui le PCF veut gouverner — ou bien on en fait un mélange prétendument présentable de réformes "de structure" dites "antimonopolistes" et de perfectionnement des rapports de production capitalistes (défense de la propriété privée et de la liberté bourgeoise), et il est tout simplement inapplicable en soi, comme la faillite du Programme commun vient de le démontrer.

En supprimant la distinction entre programmes maximum et minimum, les révisionnistes se débarrassent donc d'un lourd fardeau, tout en satisfaisant les vœux les plus chers de la bourgeoisie : obscurcir la tâche de la révolution sociale et la question de la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat.

III

LE "SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE" OU : COMMENT EN FINIR AVEC LA QUESTION DE L'ETAT

La synthèse du renoncement à l'étape démocratique et de l'abandon de la dictature du prolétariat est accomplie dans la thèse de "la démocratie comme but et comme moyen", c'est-à-dire dans le "socialisme autogestionnaire". C'est là que se réalise enfin sous sa forme la plus achevée et la plus pure l'abandon du marxisme-léninisme, l'adhésion sans réserve à l'idéologie bourgeoise.

Lénine a indiqué :

"Le libéralisme est prêt à reconnaître la lutte de classe jusque dans le domaine de la politique, mais à une condition : que l'organisation du pouvoir d'Etat ne fasse pas partie de son champ d'action. Il n'est pas difficile de comprendre quels intérêts de classe de la bourgeoisie engendrent cette déformation libérale de la notion de lutte de classe." ("La conception libérale et la conception marxiste de la lutte de classe" in *Oeuvres*, tome 19, p. 120.)

Les thèses révisionnistes sur le "socialisme autogestionnaire et démocratique" se rattachent à ce courant dénoncé par Lénine.

Dès 1979, avec leur livre *Pour une stratégie autogestionnaire* (Editions Sociales, 1979.), Félix Damette et Jacques Scheibling reprenaient les thèses habituelles sur l'autogestion qui s'étend comme tache d'huile pour absorber toute la société capitaliste, faisant l'impasse sur la question du pouvoir d'Etat.

En effet, la "démarche autogestionnaire" implique une mise entre parenthèses de l'Etat, avec l'idée que le socialisme peut se développer à l'écart de celui-ci (qu'il soit bourgeois ou prolétarien). Elle implique que la classe ouvrière puisse prendre en charge ses intérêts sans disposer de l'instrument de l'appareil d'Etat. Les révisionnistes prétendent abandonner de ce fait "la conception instrumentaliste de l'Etat". Si par là on entend la conception de l'Etat comme un instrument de domination d'une classe sur une autre, certainement, mais cette "conception instrumentaliste" n'est autre que la conception marxiste de l'Etat.

Le même Scheibling, dans un livre récent, précise :

"La démarche autogestionnaire consiste en une conquête par la classe ouvrière de son rôle dirigeant du mouvement social par la lutte et par la réalisation d'alliances solides avec toutes les autres couches sociales dressées contre la logique du capital. Il s'agit d'impulser les luttes dans tous les secteurs de la vie publique, à la base et au sommet, dans l'entreprise et au Parlement, dans la commune et dans les appareils d'Etat, dans la sphère de la production comme dans la vie sociale, de donner ainsi un contenu de classe à l'union des forces populaires et de traduire les poussées du mouvement populaire en forme d'accords politiques et d'action gouvernementale en imposant des ruptures significatives avec le système du capital." (J. Giard, J. Scheibling : *L'enjeu régional*, Ed. Sociales, 1981, p. 180.)

On reprend ici les vieilles idées des révisionnistes italiens ou des sociaux-démocrates de gauche sur les "ruptures significatives" et les "îlots de socialisme" sans toucher à l'appareil d'Etat. Voilà pour la "démocratie comme moyen" — qu'en est-il de "la démocratie comme but"?

"L'objectif demeure entier de briser l'Etat monopoliste mais, désormais, le "bris" de l'Etat n'est pas l'acte premier ("le grand soir") de la révolution, mais l'aboutissement d'un processus de ruptures révolutionnaires produites par la lutte de classe, processus qui est lui-même un moment de la transition vers le socialisme." (Id.)

La transition vers le socialisme commence donc avant d'avoir touché à l'appareil d'Etat. L'organisation du pouvoir d'Etat ne fait plus partie du champ de la lutte de classe — car y a-t-il quelqu'un d'assez naïf pour croire que ce n'est qu'une fois le socialisme bien engagé que l'appareil d'Etat bourgeois se brisera ? Cette fausse naïveté des révisionnistes résulte de la confusion qu'ils commettent à dessein entre dictature bourgeoise et dictature du prolétariat : comme LA démocratie, LA dictature est pour eux sans contenu de classe. Autant la première est bonne en soi, autant la seconde représente le mal absolu. Dès qu'il y a délégation de pouvoir, dès qu'un brin de centralisme traverse la conception de l'Etat ou celle du rôle dirigeant de la classe ouvrière, la dictature pointe son nez et LA démocratie est en danger. *[Selon nos deux révisionnistes, Marx rejetait ces conceptions centralistes et instrumentalistes de l'Etat. Malheureusement, selon eux, Lénine vint : "Marx est autogestionnaire. Il a en tout cas jeté toutes les prémisses qui auraient pu, s'il n'y avait pas eu une certaine occultation de sa pensée par la réussite même de la Révolution d'Octobre (sic !), déboucher beaucoup plus tôt sur une stratégie autogestionnaire et révolutionnaire pour la France." (Id., p. 184) Admirez la "profondeur" et la naïveté de la réflexion : quel dommage que les seules révolutions qui aient réussi soient celles où le prolétariat s'est emparé du pouvoir d'Etat, a brisé la machine d'Etat bourgeoise et instauré sa dictature !]* Dès lors que l'objectif n'est plus la dictature du prolétariat, il devient stupide de vouloir s'emparer de l'appareil d'Etat pour le briser (et le remplacer par quoi donc ?) et, sous la plume des révisionnistes, la référence au "bris" de l'Etat n'est qu'une clause de style qui disparaîtra sans doute avec la prochaine "autocritique" au même titre que les autres "noeuds conceptuels".

Pourquoi disposer de l'Etat pour transformer les rapports de production ?

Pour le marxisme-léninisme, le prolétariat doit d'abord s'emparer du pouvoir d'Etat pour exproprier les capitalistes, première condition sans laquelle il ne peut s'atteler à l'édification socialiste. Or c'est précisément sur cette condition que les opportunistes ont depuis longtemps concentré le feu de leurs critiques. Charles Bettelheim constitue la figure la plus typique de ce courant. Sans entrer dans le détail, rappelons que Bettelheim s'est attaché à prouver que les changements intervenus dans les rapports de propriété à la suite de la Révolution d'Octobre n'ont pas suffi à modifier les rapports sociaux de production. *[En décembre 1981, Bettelheim organise un colloque sur cette question "avec le soutien des services culturels de l'Ambassade des Etats-Unis en France". Pourquoi diable la CIA s'intéresse-t-elle tant à démolir Staline ?]* Son argumentation repose sur une double malhonnêteté : 1) Bettelheim ignore volontairement tous les textes théoriques où Lénine et Staline exprimaient clairement qu'à leurs yeux le simple changement des rapports de propriété ne suffit pas à établir le socialisme ; 2) il attaque, en en déformant le sens, toutes les mesures pratiques mises en place par Lénine et Staline pour modifier réellement les rapports sociaux de production (à partir et sur la base de la transformation des rapports de propriété qui en est la condition première) : hégémonie du prolétariat dans l'Etat et la société, développement harmonieux de l'économie planifiée, priorité à l'industrie lourde, mouvement stakhanoviste, perfectionnement des rapports de répartition et d'échange, renforcement du contrôle d'Etat et du contrôle par les masses, politique des cadres, lutte résolue contre les courants opportunistes et les traîtres, etc. On peut remarquer une communion d'idée entre Bettelheim et les révisionnistes : La déclaration du PCF sur l'autogestion de 1977 rompt avec la conception marxiste-léniniste de l'Etat et de la transformation révolutionnaire des rapports de production pour reprendre presque terme à terme les arguments de Bettelheim. ("Pour une avancée décisive de la démocratie", in *Cahiers du communisme*, décembre 1977, n° 12, pp. 121-129.) Plus récemment, Philippe Zarifian reprend et développe ces thèses. *[Dans sa contribution au livre de C. Palloix : De la socialisation, Maspéro, 1981 (chap. "Axes de réflexion sur l'appropriation").]* L'économiste révisionniste commence par critiquer "la faiblesse théorique" d'Engels et de Lénine sur la question. Chez Engels, Zarifian déniche une "erreur évidente" (Id., p. 157.) qui consiste à prétendre que la contradiction social-privé (socialisation des moyens de production/forme privée de l'appropriation) confère au mode de production son caractère capitaliste. De là découle le fait qu'Engels attache une "importance exagérée" à la prise de possession des moyens de production par l'Etat. Zarifian conclut, en recopiant platement Bettelheim :

"Ce n'est certainement pas en abolissant la forme privée d'appropriation par la prise de propriété étatique que :

- l'on résout le problème de fond de l'appropriation capitaliste (de son abolition réelle),
- l'on peut réussir à organiser un développement planifié conscient (dès lors que la conscience pratique des travailleurs est sans cesse réabsorbée dans des rapports de production inchangés, où ils se trouvent dominés),
- l'on peut éviter, en fin de compte, que les formes privées réapparaissent et se manifestent, ainsi que les rapports marchands." (Id., p. 158.)

Dans le texte évoqué par Zarifian, Engels expose à grands traits le passage du régime féodal au mode de production capitaliste, puis le développement de ce dernier jusqu'au point où le socialisme devient une nécessité. Zarifian commence par isoler une partie de cette grande fresque, celle où Engels traite de la naissance et de l'installation du capitalisme. Mais même dans ce passage, et contrairement à ce qu'affirme Zarifian, Engels montre bien que ce n'est pas l'appropriation du travail d'autrui qui caractérise le capitalisme (cette forme d'appropriation est très ancienne) — mais que cette forme, privée, au sens strict, au début du capitalisme, entre en contradiction avec le caractère essentiellement social des moyens de production et de la production. C'est cette contradiction qui confère au nouveau mode de production son caractère capitaliste. Et Engels prend le soin d'ajouter, comme s'il avait pressenti les "critiques" mesquines d'un Zarifian : "La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste (nous soulignons) se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie". (*Anti-Dühring*, Ed. Sociales, 1963, p. 311.)

Cette appropriation capitaliste peut se faire au bénéfice d'un individu, d'un groupe d'individus, d'une foule de petits capitalistes agglomérés, et même, au nom de toute la classe capitaliste, par l'Etat lui-même. Elle n'en demeure pas moins capitaliste, et privée au sens où elle est celle d'une classe exploiteuse et qu'elle s'oppose à l'appropriation par la société tout entière. C'est ce qu'a bien exprimé Engels en un texte si clair que Zarifian est contraint de l'ignorer sous peine de voir toute sa démonstration s'écrouler :

"Mais ni la transformation en société par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime *la qualité de capital des forces productives* (...) L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il dévient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble." (Id., p. 318.) (C'est nous qui soulignons.)

Comment reprocher après cela à Engels ou à Lénine [*Zarifian répète les mêmes reproches à l'encontre de Lénine dans les pages 176-177 du livre de Palloix.*] d'identifier le socialisme à la simple abolition de la forme privée d'appropriation !? Les classiques ont toujours relié l'établissement de la propriété publique des moyens de production à la question du pouvoir d'Etat d'une part, et à la production sociale suivant un plan prédéterminé d'autre part. Sans s'emparer du pouvoir d'Etat, le prolétariat ne pourrait réaliser l'expropriation des capitalistes, et sans l'expropriation des capitalistes, il ne pourrait assurer et organiser la production sociale suivant un plan prédéterminé. Et le raisonnement peut et doit se continuer: sans le plan conscient et prédéterminé, alors l'expropriation des capitalistes sera rapidement remise en cause, la petite production capitaliste renaîtra, puis la grande, et les rapports de production capitalistes seront restaurés. Aucun texte, si court et sommaire soit-il, d'Engels ou de Lénine, de Marx ou de Staline, ne néglige de faire ressortir le lien entre pouvoir d'Etat, expropriation, planification. Bien plus, dans de nombreux textes théoriques, comme dans la pratique de l'édification socialiste en URSS, il est indiqué que le prolétariat ne peut pas se satisfaire de ces trois piliers mais que, sur cette base, il doit poursuivre l'effort pour supprimer l'opposition et les différences entre ville et campagne, industrie et agriculture, travail manuel et travail intellectuel. Ces questions, évoquées par Staline dans *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, traitées dans le détail par Enver Hoxha et le Parti du Travail d'Albanie, en théorie et en pratique, n'effleurent même pas la conscience de Zarifian et des révisionnistes. Mais, à supposer que leur connaissance du marxisme et du socialisme s'étende jusque là, ils pourraient encore nous opposer des arguments tordus de ce genre : "ce n'est pas en supprimant les grands propriétaires fonciers et les koulaks que l'on peut réussir à faire disparaître l'opposition ville/campagne" — ou encore : "Ce n'est pas en supprimant le système d'exploitation qu'on fera disparaître l'exploitation des travailleurs manuels par les représentants du travail intellectuel" !

Ce type de raisonnement, que Zarifian tient à propos de la propriété étatique, est destiné à jeter la confusion sur le problème du pouvoir d'Etat sans l'évoquer directement. [*Car l'évoquer directement imposerait d'aller à contre-courant d'une forte proportion de travailleurs qui ont conscience que l'Etat est le soutien de la classe capitaliste et qu'il doit être abattu.*] Premier stade du raisonnement: la transformation des rapports de propriété ne suffit pas par elle-même à changer les rapports de production. On laisse volontairement dans l'ombre ici la question de savoir si ce changement des rapports de propriété est le fait de l'Etat capitaliste (auquel cas, comme le note Engels, les forces productives ne perdent pas leur qualité de capital), ou s'il est le résultat de l'expropriation des capitalistes par l'Etat prolétarien — c'est alors le premier pas, la condition de la transformation des rapports de production. Cette question restant dans l'ombre, le deuxième stade du raisonnement est implicite : nul besoin de passer d'abord par la propriété étatique et donc de disposer de l'appareil d'Etat pour entamer cette transformation des rapports de production. Troisième stade (qui découle directement du premier dans le discours explicite) : on peut changer les rapports de production par petits bouts, à la base, sans disposer de l'appareil d'Etat. Voilà donc le fin mot des "avancées de la démocratie" [*Alors que la "démocratie avancée" posait encore formellement la question du pouvoir d'Etat.*] et du socialisme autogestionnaire.

IV

LE "SOCIALISME PAR EN BAS" OU : COMMENT EN FINIR AVEC L'AVANT-GARDE ET SA THEORIE REVOLUTIONNAIRE

Le "socialisme à la française", comme on l'a vu, ne constitue pas un modèle au sens d'un objectif dont on décrit les principes généraux et leurs grands points d'application dans un programme politique (ou programme maximum). Les révisionnistes ne peuvent se livrer à ce jeu dangereux puisque même un esprit peu averti ne manquerait pas de constater qu'à l'arrivée (le "socialisme à la française") on se retrouve à la case départ : le capitalisme bien de chez nous. C'est en effet le risque dès lors que, la gangue des références formelles au marxisme-léninisme brisée, le contenu purement bourgeois du programme révisionniste éclate.

Comment s'en tirer ? Tout simplement en faisant du socialisme non pas un objectif clairement défini, mais une "démarche", un "processus", quelque chose qui ne s'arrache pas de haute lutte, mais se conquiert en douceur, "pas à pas". Cet enlèvement dans un processus sans fin [*Althusser disait déjà : "L'Histoire est un procès sans sujet ni fin(s)".*], sans orientation, sans signification, permet en outre de faire l'impasse sur la question du pouvoir d'Etat.

Le parti abandonne alors sa mission, son rôle historique, pour retourner dans cette problématique qui remonte à Bauer et s'épanouit avec le maoïsme: il faut "marcher au rythme des gens", construire "le socialisme par en bas", se montrer les meilleurs sur le terrain, pour résoudre les problèmes concrets "des gens". Voici donc le PCF tombé au niveau du maoïsme à la Jurquet — ou le maoïsme comme vérité du PCF.

Certes, c'est un problème particulièrement délicat pour un parti communiste d'être à l'avant-garde des travailleurs sans être isolé d'eux, d'être attentif à tenir compte de leurs préoccupations et de leurs luttes immédiates, de leur niveau de conscience. Mais c'est aussi depuis longtemps un problème résolu, tant au niveau théorique que pratique, depuis *Que Faire ?* jusqu'aux oeuvres nombreuses d'Enver Hoxha traitant ce sujet. D'ailleurs, il ressort de cette expérience de plus d'un demi-siècle que les opportunistes ont toujours pris prétexte de la "liaison avec les masses", de la crainte de se couper d'elles, pour abaisser le rôle de l'élément conscient, c'est-à-dire du Parti et de sa théorie révolutionnaire. L'idéologie bourgeoise est l'idéologie dominante, et la classe ouvrière est sous son influence. L'opportunisme consiste à s'appuyer sur ce fait objectif pour justifier tous les compromis et, en fin de compte, pour abandonner l'idéal et la lutte révolutionnaires.

L'argument le plus fort proposé aujourd'hui par le PCF n'échappe pas à cette logique: puisque les masses sont arriérées, et qu'elles n'ont pas conscience des "solutions de haut niveau" préconisées par lui (dans le programme commun et le programme électoral de Marchais), le parti doit descendre à leur niveau. Car si le parti, par son "retard" est à l'origine de l'échec électoral de 1981, l'autre responsable ce sont les masses populaires et leur bas niveau de conscience ! L'autocritique devient ici critique d'autrui et l'argument traduit une malhonnêteté achevée — puisque le PCF n'a cessé de tirer en arrière la classe ouvrière. Les révisionnistes passent d'ailleurs aux aveux lorsqu'ils évoquent 1968 : les masses se soulèvent, mais le socialisme n'était pas à l'ordre du jour dans le programme du PCF, donc il ne se passe rien ! Un fossé existe bel et bien entre le PCF et les masses populaires, mais c'est le PCF qui est en arrière, du côté de la bourgeoisie.

"Se mettre au niveau des masses" traduit donc en langage révisionniste l'abandon du rôle du parti d'avant-garde, abandon lié à celui de la dictature du prolétariat. F. Lazard fait, à juste titre, elle-même le lien :

"Presser le pas nous-mêmes, en laissant la majorité des français derrière, pour l'attendre au tournant, comme on dit, serait revenir, en fait, à l'idée d'une avant-garde forçant la route, bref à celle de la dictature du prolétariat." (Art. cit., p. 50.)

Mais si d'un côté aucune avant-garde ne doit forcer la route, et si de l'autre les masses sont arriérées, si le processus est autogestionnaire et que d'autre part "il n'y a aucune fatalité, comment créer les conditions pour qu'il pousse nécessairement vers le socialisme" ? (J. Burles et al., *op. cit.*, p. 215.) Question d'un ridicule achevé dans sa forme, mais qui renvoie à une contradiction insurmontable pour les révisionnistes. Comment en effet orienter dans un sens déterminé un processus qu'on laisse agir librement et qu'on présuppose libre, c'est-à-dire dépourvu de toute loi ? La question elle-même est absurde car elle revient en fait à ceci : comment rendre nécessaire ce qui est libre ? Si la nature physique était dépourvue de lois, aucune science ne pourrait exister, et l'homme ne pourrait librement tirer profit de ces lois pour dominer la nature. Si la matière se mouvait librement, et non selon des lois déterminées, aucune action sur elle ne serait possible, aucune force ne pourrait orienter ce mouvement dans un sens souhaité. Ceci est maintenant connu d'un enfant de six ans car le matérialisme s'est imposé dans le domaine des sciences de la nature. Par contre, la conception matérialiste de l'histoire est loin d'être dominante dans les sciences sociales. Pour un matérialiste conséquent, ce que nous avons dit plus haut de la nature s'applique aussi au développement de la société. Le matérialiste déclare que la liberté n'exclut pas la nécessité, mais au contraire l'implique. C'est parce que le processus social et l'activité des hommes sont soumis à des lois,

c'est-à-dire à la loi de la nécessité, que l'activité consciente, libre, des hommes est possible. Depuis Marx et Engels, le matérialiste sait que les moyens pour éliminer l'oppression et l'exploitation ne sont pas à inventer mais "à découvrir dans les faits matériels de la production" (F. Engels, *op. cit.*, p. 307.), il sait que "ce n'est pas dans la tête des hommes, dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles, mais dans les modifications du mode de production et d'échange qu'il faut chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques ; qu'il faut les chercher non dans la philosophie, mais dans l'économie de l'époque considérée". (Id., p. 307.)

C'est pourquoi le matérialiste est convaincu que la lutte de libération du prolétariat et le triomphe du socialisme sont conformes à une loi, que son idéal procède d'une nécessité historique et que, loin d'atténuer le rôle de l'élément conscient, ce fait le rend encore plus décisif — de même que, dans l'activité scientifique et dans la production, le rôle de l'élément conscient s'est accru depuis que l'homme sait que la nature est gouvernée par des lois.

Les révisionnistes inversent totalement les rapports entre nécessité et liberté. Pour eux, le processus social est le côté de la liberté, tandis que la conscience est le côté de la nécessité : l'élément conscient est abaissé, il ne peut ni ne doit forcer le processus mais au contraire se soumettre à son "libre développement". D'où la question stupide : comment faire pour que ce processus aille dans le sens du socialisme, "puisqu'il n'y a aucune fatalité". [*L'emploi du terme "fatalité" est significatif : il montre d'abord que les révisionnistes reculent devant la franche affirmation qu'il n'y a pas de lois — ensuite que, même à l'époque où ils reconnaissaient l'existence de ces lois, leur essence n'était pas perçue. Le triomphe du socialisme était une "fatalité", et non le remplacement nécessaire d'un ordre inférieur par un ordre supérieur, qui implique l'activité consciente des hommes. "Fatalité" : c'est plutôt par ce terme que la nécessité de la fin du mode de production capitaliste est reflétée dans le cerveau du bourgeois. Pour lui la catastrophe est imminente, et il n'y a aucun moyen d'y remédier, voilà la fatalité !*] Pour les marxistes-léninistes, au contraire, le processus social obéit à la loi de la nécessité, et l'élément conscient est le côté de la liberté. C'est lui qui doit être développé, élevé justement jusqu'à la conscience de la nécessité, jusqu'au socialisme scientifique, comme l'a expliqué Lénine dans *Que Faire ?*

C'est à ce point qu'inévitablement l'abaissement de l'élément conscient et la négation du rôle du parti d'avant-garde rejoignent, parce qu'ils l'impliquent, l'abandon de la théorie révolutionnaire. Dans sa forme développée, l'élément conscient n'est en effet rien d'autre que la conscience socialiste, la théorie marxiste-léniniste au niveau de laquelle le Parti doit élever les ouvriers.

En renonçant à la notion de "marxisme-léninisme" (dont toute référence est désormais supprimée dans les statuts), le 23^e Congrès du PCF tirait une conclusion logique de l'abandon de la dictature du prolétariat. Les nouveaux statuts remplacent "marxisme-léninisme" par "socialisme scientifique", pour dire : "Le PCF s'appuie sur le socialisme scientifique fondé par Marx et Engels, puis développé par Lénine et d'autres...". Le "et d'autres" est savoureux ! Voici donc une science développée par on ne sait qui : Gramsci, Bernstein, Boukharine, Trotsky ? ou encore : Togliatti, Tito, Waldeck Rochet ? Renoncer au "marxisme-léninisme" signifie aussi sacrifier à la mode qui consiste à séparer léninisme et marxisme, pour mieux attaquer l'un, puis l'autre.

En dehors de cette substitution de termes qui n'est donc pas le résultat d'une simple querelle de vocabulaire, les statuts modifient les rapports du parti à la théorie : le parti "s'appuie sur...". La théorie n'est plus un fondement, mais un cadre formel qu'on utilise ou non, au gré des circonstances, ou qu'on utilise dans tous les sens — par exemple pour montrer que Marx était autogestionnaire. [*Cf. Burles et al. , op. cit., p. 217 : "Le (23^e) Congrès voulut marquer une rupture, désigner ce qui ne pouvait plus fonctionner comme auparavant dans la théorie, tout en revendiquant hautement l'acquis de tout le marxisme. Il désigna la volonté aussi de façonner une théorie fortement reliée à l'objectif fondamental du socialisme pour la France. Il établit dès l'abord un rapport nouveau, plus riche et plus souple, entre l'activité théorique et la vie politique : la théorie n'est plus fondement mais point d'appui de la politique, ce qui assure un développement autonome et une plus grande capacité c'a développement de l'une à l'autre." (C'est nous qui soulignons.)*]

Ainsi, les reniements successifs des révisionnistes s'enchaînent avec une logique qui a bien le poids d'une "fatalité", les contradictions entre l'adhésion à l'opportunisme et les références aux principes marxistes-léninistes étant successivement levées : la voie de passage au socialisme est d'abord concernée : la voie de la lutte révolutionnaire est rejetée, au profit de la recherche d'une étape "démocratique" et parlementaire ouvrant pacifiquement le chemin au socialisme (les thèses de 1935, 1946, parachevées en 1956). Puis, la dictature du prolétariat est repoussée, remplacée par le socialisme autogestionnaire "à la française" (1976). Ensuite, le parti abandonne son rôle d'avant-garde, celui-ci étant relié intrinsèquement à l'idée de dictature prolétarienne. Enfin, la théorie révolutionnaire cesse d'être le fondement de son activité et l'on repousse jusqu'à la notion de marxisme-léninisme. Tous ces reniements se subliment, en quelque sorte, dans le thème du "retard" (1981-1982, 24^e Congrès) où sont rejetées les dernières références aux principes, pourtant déjà réduits à l'état d'oripeaux habillant le vieil opportunisme. C'est la grande purge !

Nous croyons avoir trouvé dans la littérature du PCF sur "le retard de 1956" et la préparation du 24^e Congrès l'indice que le parti révisionniste traverse une période "historique", non pas au sens où l'entendent les révisionnistes eux-mêmes lorsqu'ils caractérisent l'aggiornamento des années 1976-1981, mais au sens où, l'opportunisme ayant maintenant gagné tous les aspects de l'activité du PCF, aussi bien formel que réel, aussi bien dans les discours que dans les actes, l'abandon ouvert du marxisme-léninisme et la lutte ouverte contre les principes marxistes-léninistes prennent le pas sur le reniement au nom des principes.

Le fait que cette "avancée"... dans la voie de la dégénérescence survienne après le recul électoral de mai-juin 1981, et au moment où le PCF est au pouvoir après cette défaite, laisse entrevoir la signification et le pourquoi de cette grande purge.

L'échec de la politique d'union préconisée depuis une vingtaine d'années par le PCF fut un temps masquée par l'utilisation qu'en fit le parti socialiste à son profit. Une fois le PS tiré du borbier grâce à cette politique d'union, le discours que cette politique engendrait ne pouvait plus correspondre à la réalité. Mais il fallut le recul électoral de 1981 pour que cet échec soit confirmé et reconnu sans détour par la direction révisionniste.

En reconnaissant eux-mêmes la vanité de leur stratégie depuis vingt ans, les dirigeants révisionnistes laissent entrevoir le fond de leur pensée, l'essence de leur pratique politique, foncièrement malhonnête. En effet, ou bien le PCF a cru que le Parti socialiste adhérerait fermement à un programme — le programme commun — dont le texte est élaboré à partir des propositions irréalistes et inapplicables de *Changer de cap*, et il est le parti le plus naïf que l'histoire ait jamais connu — ou bien il n'y a pas cru (et le rapport Marchais au CC de juin 1972 montre que c'est bien ainsi qu'il en a été (*L'Union est un combat*, op. cit.)), et cela prouve qu'il est malhonnête, et qu'autour du Programme commun se jouait un rapport de forces entre révisionnistes et sociaux-démocrates pour se partager le pouvoir d'Etat bourgeois sans aucune considération pour un "changement de société", agité seulement pour amuser le bon peuple.

Si les travailleurs et leurs intérêts étaient concernés par ce rapport de forces, alors les questions politiques et programmatiques seraient décisives. Mais il n'en est rien, comme le prouvent les accords politiques bâclés dès que les politiciens révisionnistes et sociaux-démocrates reniflent l'odeur du pouvoir : une première fois le 13 mars 1978, entre les deux tours des élections législatives ; une seconde fois en juin 1981, après des mois de "campagne antisocialiste". Mais dans leur malhonnêteté, il arrive aux révisionnistes d'être naïfs. Ainsi lit-on sous leur plume :

"... la signature du Programme commun n'était pas, en elle-même, création d'une dynamique du changement social réel (...). L'essentiel, au fond, n'est pas la signature d'un accord mais la création d'un rapport des forces favorable au PCF à partir d'une stratégie qui assure son identité positive." (J. Burles et al., op. cit., p. 172.)

[Relevons encore une fois le paradoxe de l'argumentation : en 1973, le PCF perdait son identité en faisant adopter son propre programme minimum par un PS minoritaire ; en 1981, il la retrouve en adhérant au programme d'un président dont le parti dispose de la majorité absolue. En quoi consiste donc "l'identité positive" du PCF ? Parions que cette douloureuse question qui commence à tarauder les révisionnistes sera au centre de la prochaine "autocritique".]

Tout le problème du "retard" et de l'échec de 1981 est là : comment abandonner ce qui fut présenté comme le programme communiste minimum sans se renier ? Comment pénétrer à l'Elysée en laissant à la porte ce qu'on a proposé pendant des années comme "la solution à la crise", "l'unique condition du changement", etc. ?

Ainsi, pour les révisionnistes, la lettre comme l'esprit de leurs programmes et de leurs lignes successives sont dénués d'importance. Ce qui est décisif se joue derrière cette façade politique: comment pénétrer l'appareil d'Etat capitaliste, comment s'y installer durablement sans toutefois perdre le contrôle de la classe ouvrière. Cette orientation foncièrement bourgeoise peut répondre aux sollicitations de divers intérêts, tous réactionnaires : les intérêts partisans du parti bourgeois corrompu qu'est devenu le PC ; les intérêts de la bourgeoisie française ; les intérêts des social-impérialistes soviétiques. A propos de ces derniers, la question n'est pas entièrement claire. On peut énumérer certaines constatations : les révisionnistes soviétiques ne sont pas hostiles au gouvernement de la social-démocratie française dont la Pravda s'est même risquée à faire l'éloge ; Marchais s'est rapproché des révisionnistes de Moscou, dont il épouse toute la politique extérieure. Pour ces derniers, l'essentiel n'est-il pas de disposer de forces politiques qui appuient leur politique extérieure et pénètrent l'appareil d'Etat des pays capitalistes ?

A l'échelle internationale, aussi, les questions politiques servent de paravent à de sordides intérêts de groupes ou de puissances. Si l'on en reste à la superficie des événements, on se heurte à ce paradoxe que le parti qui a ouvertement rompu avec l'eurocommunisme se trouve aujourd'hui au pouvoir. Mais il paye cette participation au pouvoir bourgeois par une "autocritique" qui n'a rien à envier aux thèses les plus opportunistes de l'eurocommunisme. Le rejet du "modèle soviétique" lui permet de donner le change, et d'appuyer sans réserve la politique agressive du social-impérialisme soviétique.

Cette situation est possible parce que la politique actuellement choisie par Mitterrand (tant sur le plan intérieur qu'extérieur) implique une alliance relativement durable avec le parti révisionniste. Mitterrand prétend (dans son intervention télévisée du 9 décembre 1981, par exemple) que la politique qu'il conduit ne peut être assimilée aux expériences sociales-démocrates, parce qu'elle est plus radicale, en ce sens qu'elle repose sur des "réformes de structure ?" (nationalisations, etc.). De leur côté, les dirigeants révisionnistes dénie tout caractère social-démocrate à la politique de Mitterrand. Tous se rejoignent dans ce que Mitterrand lui-même nomme "le socialisme à la française", fidèle aux "traditions républicaines" fondées sur les principes de 1789 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Comme l'a encore demandé Mitterrand le 9 décembre, tous ont choisi Jaurès contre Guesde, Blum contre Lénine. L'effort gigantesque des dirigeants du PCF pour traquer tout ce qui se rattache même formellement au marxisme-léninisme comporte cependant son aspect positif dans la mesure où l'on peut en tirer une grande leçon : il témoigne de l'acharnement que met la bourgeoisie, d'une part à combattre et la réalité et le principe de la dictature du prolétariat, et "l'idée" et "la chose" comme disait Blum, d'autre part à effacer tout ce qui est relié à cette idée de dictature prolétarienne, tout ce qu'elle implique et présuppose — à savoir l'existence d'une avant-garde, la possibilité que cette avant-garde s'organise, prenne conscience de sa mission historique, et forme un parti prolétarien, la validité de la théorie révolutionnaire qui fondera l'activité de ce Parti. Les marxistes-léninistes doivent tirer les leçons de cette attaque d'envergure de la bourgeoisie, et y riposter avec clarté, vigueur et esprit d'à propos. Défendre le principe et la réalité de la dictature du prolétariat signifie :

- affirmer l'existence du prolétariat en tant qu'avant-garde des exploités et des opprimés. Les "mutations socio-économiques" du capitalisme de l'après-guerre n'ont supprimé ni l'exploitation de l'homme par l'homme, ni l'existence de cette classe déterminée des ouvriers industriels, du prolétariat. Ce groupe social demeure le plus important de la France capitaliste, malgré l'accroissement accéléré des "couches moyennes". Le prolétariat connaît d'autre part une croissance irréversible dans les sociétés paysannes des pays dominés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Jamais, dans l'histoire de la France, le prolétariat n'a été si nombreux, si concentré, si organisé. Le prolétariat de France possède une riche expérience de luttes révolutionnaires, il a la tradition de "politiser" ses luttes, comme l'on dit, il possède la capacité de devenir la classe politiquement dominante. C'est pourquoi la bourgeoisie mobilise à chaque heure, à chaque minute, tous ses moyens, son énorme appareil d'Etat, ses médias innombrables, ses garde-chiourme grands et petits, ses intellectuels prestigieux et médiocres, pour diviser, tromper, abrutir, écraser et terroriser les prolétaires — montrant ainsi quelle force elle craint. Ce que disait Lénine en 1919 reste vrai :

"La dictature du prolétariat, si l'on traduit cette expression latine scientifique, ce terme historique et philosophique, en une langue plus simple, signifie : Seule une classe déterminée, à savoir les ouvriers des villes et, en général, les ouvriers d'usine, les ouvriers industriels, est capable de diriger la masse des travailleurs et des exploités *dans la lutte pour renverser le joug du capital, au cours même de ce renversement*, dans la lutte pour conserver et consolider la victoire, dans l'oeuvre d'un ordre social nouveau, socialiste, dans la lutte pour supprimer totalement les classes." ("La Grande initiative", *Oeuvres*, tome 29, p. 424.) (C'est nous qui soulignons.)

- défendre le principe et la réalité de la dictature du prolétariat signifie d'autre part affirmer que la question du pouvoir d'Etat est incontournable, qu'elle est la question la plus importante de la révolution, celle qui ne saurait être ni éludée, ni reléguée à l'arrière-plan. Le socialisme ne peut être introduit dans la société capitaliste à petite dose, à la sauvette, à l'abri ou à l'écart de l'Etat bourgeois. Ceux qui l'oublient le paient très cher, comme le montrent une fois de plus les tragiques événements de Pologne. Le prolétariat, si puissant soit-il, ne peut devenir la classe politiquement dominante sans conquérir le pouvoir, sans orienter dès maintenant toute sa lutte vers cette conquête, sans détruire l'appareil d'Etat bourgeois et, en particulier, ses institutions répressives, sans utiliser ce pouvoir pour écraser la résistance des oppresseurs, mobiliser les travailleurs et les organiser pour l'édification socialiste. Car, comme l'a indiqué Lénine, ce n'est pas principalement la violence qui fait le fond de la dictature prolétarienne, mais l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat, détachement d'avant-garde et unique dirigeant des travailleurs. ("Salut aux ouvriers hongrois", *Oeuvres*, tome 29, p. 393.) Seul le prolétariat disposant du pouvoir d'Etat peut gagner à sa cause la majorité des travailleurs et neutraliser les couches hésitantes, qui craignent de s'écarter de la bourgeoisie. Lénine a résumé fortement ces idées en des termes qui devraient figurer en exergue de toute considération politique d'aujourd'hui :

"Parmi les classes opprimées, seule est capable de supprimer les classes, en exerçant sa dictature, celle qui est instruite, unie, éduquée, aguerrie par des dizaines d'années de mouvement gréviste et de lutte politique contre le capital; seule la classe qui s'est assimilée toute la civilisation urbaine, industrielle, du capitalisme évolué, la classe qui a la volonté et la capacité de la défendre, de sauvegarder et de développer toutes ses acquisitions, de les mettre à la portée du peuple, de tous les travailleurs ; seule la classe qui saura supporter tous les fardeaux, les épreuves, les revers, les grands sacrifices que l'histoire impose nécessairement à quiconque brise avec le passé et se fraie hardiment le chemin vers un avenir nouveau ; seule la classe dont les meilleurs militants ont voué haine et mépris à tout ce qui est petit-bourgeois et philistin, qualités si florissantes parmi la petite bourgeoisie, les petits employés et les "intellectuels" ; seule la classe "aguerrrie à l'école du travail" et qui inspire par son labeur l'estime à tous les travailleurs, à tous les honnêtes gens." (Id., pp. 395-396.)

- défendre le principe et la réalité de la dictature du prolétariat signifie enfin souligner plus que jamais la réalité vivante du socialisme. La bourgeoisie mobilise toutes ses forces de propagande, non pas pour vanter les "bienfaits et les mérites du capitalisme", mais pour attaquer et dénigrer les "méfaits du socialisme". Deux cents ans après la révolution bourgeoise, trente ans après la deuxième boucherie impérialiste, il n'est évidemment plus possible de tromper les travailleurs sur la nature barbare du capitalisme. Par contre, surtout en s'appuyant sur la trahison révisionniste, la bourgeoisie s'efforce de jeter la confusion et le pessimisme dans l'esprit des travailleurs sur la nature du socialisme, de les paralyser dans leurs luttes afin qu'elles n'aient pas d'issue révolutionnaire. Dans ce but, elle mobilise les intellectuels marxistes, marxisants ou ex-marxistes qui unissent leurs voix pour dire au prolétariat : "A quoi bon lutter, puisque le socialisme est pire que le capitalisme".

Face à cette offensive, il est de la plus haute importance pour les marxistes-léninistes de propager de manière vivante les réalisations du socialisme en Albanie, de montrer qu'elles sont le résultat de l'application créatrice des principes du marxisme-léninisme, d'affirmer que ces principes sont valables pour la France, et de commencer à indiquer ce que sera la politique du prolétariat au pouvoir dans notre pays.

L'EVOLUTION DU PROGRAMME ECONOMIQUE DU PCF

1. DES ORIGINES DU PROGRAMME COMMUN AU XXII^e CONGRES

INTRODUCTION

Les idéologues révisionnistes, pour perpétuer l'ordre capitaliste, créent et propagent toutes sortes de théories sur le prétendu vieillissement des enseignements de Marx et Lénine relatifs au capitalisme et à l'impérialisme. Ils s'efforcent d'opposer aux idées marxistes-léninistes leurs propres conceptions économiques et sociales en faisant miroiter de belles perspectives d'avenir dans le cadre même du capitalisme réformé. Ils tentent de démontrer que, dans les nouvelles conditions de l'existence du capitalisme contemporain, la voie pacifique respecte les lois du développement révolutionnaire de la société humaine. Ils cherchent à présenter certains changements qui se sont produits dans les formes de manifestation de certains aspects des rapports de production (en relation avec l'extension du capitalisme monopoliste d'Etat et le développement de la révolution technique et scientifique) comme des transformations qualitatives du caractère même des rapports de production. Or ces phénomènes nouveaux ne modifient que la forme d'apparition concrète des lois économiques du capitalisme tandis que leur essence ne change nullement. Loin de modifier l'essence exploiteuse des rapports de production capitalistes, ils sont au contraire l'expression de l'aggravation des contradictions de l'ordre capitaliste. Ils indiquent que l'inadaptation des rapports de production capitalistes au développement des forces productives s'accroît de plus en plus. C'est pourquoi Lénine affirmait que le capitalisme monopoliste d'Etat est l'antichambre du socialisme. Et les révisionnistes reconnaissent à leur manière cette contradiction lorsqu'ils proposent la socialisation dite autogestionnaire comme remède aux maux actuels du capitalisme.

En fait, leur objectif est de désorienter le prolétariat, de le détourner de la révolution. Il incombe justement aux marxistes-léninistes de mener le combat contre ces théories, par les destinées de la révolution et du communisme. Les thèses révisionnistes visent à ôter au marxisme-léninisme son essence révolutionnaire, à le dépouiller des thèses sur le caractère inévitable de la lutte de classe jusqu'à la victoire complète et définitive du communisme, sur la révolution prolétarienne et sur la dictature du prolétariat. Le "mouvement marxiste-léniniste" dans notre pays a prétendu avoir anéanti les théories du révisionnisme moderne telles qu'elles ont cours en France et n'avoir plus que la tâche de le déloger sur le terrain de la "pratique". Cette "lutte" a consisté essentiellement dans un ressassement de références générales à la doctrine marxiste-léniniste. En quoi aurait-elle été en mesure de réfuter les théories économiques et politiques, les revendications sociales et politiques, les falsifications historiques, les présupposés idéologiques du révisionnisme moderne, puisqu'elle se détournait de l'analyse concrète ? Le rappel de références générales à la doctrine ne constitue pas en soi une lutte véritable car il reste coupé de toute application tant théorique que pratique. Ainsi, dans le combat que les marxistes-léninistes mènent contre le révisionnisme moderne dans tous les domaines, la critique de la pensée économique du PCF occupe une place importante car cette critique se rattache en définitive à la question de la révolution en France. On ne peut en effet prouver la trahison révisionniste sans s'approprier la doctrine marxiste-léniniste, son point de vue de classe et sa méthode, sans analyser le système capitaliste, les rapports de production qui le caractérisent, les classes sociales qui le composent, bref sans formuler la stratégie de la révolution en France, maillon de la chaîne impérialiste mondiale.

Le programme économique du PCF contenu dans le défunt Programme Commun de Gouvernement ou dans l'actuel Plan de Lutte contre la Crise, est nécessairement le reflet de la stratégie de ce parti qui repose sur l'acceptation du système démocratique bourgeois et des institutions conçues par la bourgeoisie pour perpétuer son exploitation et préserver sa domination. Une telle acceptation mène inévitablement à l'adoption de la voie mystificatrice et irréalisable du passage pacifique au socialisme. C'est pourquoi, avant d'envisager les thèses proprement économiques du parti révisionniste, nous traiterons de l'évolution du PCF jusqu'à sa dégénérescence complète, de la Libération à nos jours. Nous publions ici une première partie allant jusqu'au XXII^e Congrès (1976) ; la seconde (1977-1981) relative à l'abandon du Programme Commun, à l'adoption de l'autogestion et à la participation au gouvernement bourgeois social-démocrate, sera publiée dans le prochain numéro de L'EMANCIPATION. Par la suite, plusieurs articles seront consacrés aux thèmes qui préoccupent les économistes révisionnistes : théorie du CME, nationalisations, révolution technique et scientifique, nouvelle croissance, planification, etc.

LES ORIGINES DU PROGRAMME COMMUN

Le Programme Commun de Gouvernement vit le jour le 27 juin 1972. C'est à cette date que la dégénérescence révisionniste prit la forme ouverte d'une alliance contre-révolutionnaire avec la social-démocratie sur la base d'un Programme Commun de Gouvernement. Cela ne signifie pas que cette alliance n'existait pas auparavant : le soutien parlementaire aux gouvernements social-démocrates de la IV^e République, les listes d'union aux élections législatives et municipales, la proposition et le soutien de la candidature de Mitterrand aux présidentielles de 1965 ainsi que divers accords avec la FGDS l'attestent. L'élaboration de ce programme

concrétise le développement d'un opportunisme déjà ancien sur la question du passage au socialisme. C'est en effet au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, après que les forces les plus noires de la réaction tant nationale que mondiale eurent été abattues, au moment où le camp socialiste grandit en force et en nombre, où se rétablit la république de démocratie bourgeoise, que Thorez avance l'idée d'un passage pacifique au socialisme, en arguant des particularités et des conditions propres à la France et en justifiant ainsi théoriquement l'abandon de fait de la voie révolutionnaire dès 1946. [Il déclare dans une interview du 18 novembre 1946 au journal anglais *Times* : "Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale. Cependant l'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte. Il n'y a pas de route toute tracée sur laquelle les hommes puissent avancer sans effort. Il leur a toujours fallu surmonter des obstacles. C'est le sens même de la vie." Documents intérieurs, intervention de M. Thorez à la Conférence des Partis communistes et ouvriers à Moscou en novembre 1960, reproduction : Librairie Norman Béthune, p. 25.] Au lendemain du XX^e Congrès du PCUS, congrès de la trahison khrouchtchévienne qui permit le développement sans frein du révisionnisme français, apparaît l'ancêtre du programme commun de 1972 sous la forme d'un projet de programme présenté au XV^e Congrès du PCF (juin 1959) intitulé Projet de programme de rénovation des institutions républicaines et de la vie nationale (cf. Cahiers du communisme, numéro spécial, juillet-août 1959, pp. 54-58). Ce programme devait servir de plate-forme à une alliance du PCF avec d'autres partis "démocratiques".

La partie politique de ce projet consiste, en opposition au régime dit de pouvoir personnel, à faire désigner par une assemblée constituante un gouvernement démocratique, l'Assemblée nationale de la V^e République n'ayant pratiquement aucun pouvoir et étant le fruit d'une loi électorale inique. Il s'agit donc, dans l'esprit du projet de programme, de rétablir le système parlementaire de la IV^e République où "le pouvoir suprême appartient dans l'Etat républicain aux représentants du peuple qui sont élus au suffrage universel direct et proportionnel et qui forment une assemblée nationale unique. Le gouvernement émane de cette assemblée et il est responsable devant elle (id., p. 54)." Une fois les libertés publiques "restituées" par ce gouvernement, le programme prône l'application de certaines mesures afin d'assurer les bases matérielles d'une "économie moderne", à savoir entre autres :

- des mesures sociales : pouvoir d'achat, semaine de 40 heures, réduite selon le progrès technique ;
- réduction des dépenses militaires et réforme de la fiscalité pour "faire payer les riches" ;
- réforme de l'enseignement, développement de la recherche et formation en grand nombre d'ingénieurs, techniciens et spécialistes ;
- aide à la paysannerie contre les monopoles, les gros intermédiaires et les grands propriétaires fonciers ;
- progrès économique des régions sous-développées ;
- contrôle par le parlement de l'orientation des investissements, fixation par lui des prix de base essentiels ;
- nationalisation des monopoles français et étrangers de l'industrie, des banques et des assurances afin que ceux-ci n'accaparent pas le bénéfice de l'application du programme ;
- démocratisation de la direction et de la gestion des entreprises publiques ;
- pouvoir d'initiative et de contrôle des travailleurs (comités d'entreprises, etc.).

Le spécialiste en théorie économique de la maison révisionniste, P. Boccara, ajoutera à ces thèmes ceux de la planification, de la gestion s'insérant dans le cadre de la planification, des nationalisations s'intégrant dans l'économie de marché, du rôle entraîneur et régulateur du secteur public. (Paul Boccara, *Etudes sur le CME, sa crise et son issue*, Ed. sociales, 1977, p. 78.) De cette façon, la "démocratie française renouée" aurait permis de libérer l'économie des agissements du capital monopoliste... En formulant un tel programme, la stratégie révisionniste cherchait à caractériser une étape de démocratie bourgeoise nouvelle manière. Celle-ci était censée débarrasser l'Etat et la société de l'emprise des monopoles et favoriser le passage spontané et pacifique au socialisme. Si ce programme du PCF vit le jour à ce moment-là, c'était d'une part en raison du rejet des enseignements du marxisme-léninisme et des lois de la lutte de classe et de la révolution (comme l'avait déjà prouvé dans les faits son renoncement à renverser le système capitaliste dans les années 36 et 45), et d'autre part en raison de la situation politique de 1959. En effet, insatisfaite du régime type IV^e République, la bourgeoisie venait d'instaurer un pouvoir qui mettait fin aux crises multiples dues au système parlementaire pourrissant de la IV^e République et qui devait servir au mieux ses objectifs. Ce régime représenta effectivement une accentuation de la domination de la bourgeoisie monopoliste. Mais, alors que le changement intervenu consistait dans une simple réforme du fonctionnement des institutions sans toucher au cadre caractéristique de la république de démocratie bourgeoise, le PCF en vint à parler de voie au fascisme.

Cette caractérisation lui permet de "placer" sa voie démocratique. Enfin, le programme de 1959 prétendait relever de la question des conditions subjectives de la révolution et des alliances. [P. Boccara assure que les conditions objectives et subjectives de la mise en oeuvre du programme sont fournies par : 1° le secteur public bancaire et industriel, 2° les moyens d'intervention publique, 3° le secteur industriel nationalisé (complété) par un secteur semi-public et par des liaisons croissantes des entreprises nationalisées avec les monopoles privés, 4° le domaine bancaire et financier (qui) connaît une imbrication croissante des secteurs public et privé, 5° une planification aussi élaborée que nul autre pays capitaliste ne possède, 6° l'opposition oligarchie monopoliste/masse de la nation. "Ce système, ajoute-t-il, refondu de façon adéquate, constituera aux mains de la puissance publique démocratique un potentiel considérable de lutte antimonopoliste et d'orientation démocratique de l'économie." Cf. "Conditions économiques et sociales", *op. cit.*, pp. 89-94.] Sur cette question, les marxistes-léninistes pensent que, si les conditions objectives de la révolution existent en France (comme le montre suffisamment la situation des travailleurs), par contre les conditions subjectives sont en retard. Aussi, contrairement aux marxistes-léninistes qui se fixent pour tâche de relever les conditions subjectives au niveau requis dans le but de détruire le capitalisme et d'instaurer le socialisme, sans étape ni autogestion aujourd'hui, les révisionnistes vont résoudre le problème en proposant la force de l'exemple et ce qu'ils appelleront plus tard la "démocratie avancée".

Cette démocratie ambitionne de mobiliser les masses. Il faut, selon la formule, que les masses se persuadent du bonheur que leur apportera le socialisme ; le "mouvement des masses décide de tout" est-il déclaré. (*Cahiers du communisme*, numéro spécial, XV^e Congrès, p. 62.) Ainsi les réformes sont appelées à changer le rapport des forces politiques :

"En restreignant la mainmise des monopoles sur les forces productives et les richesses, en défendant ainsi non seulement ses intérêts propres, mais ceux de la paysannerie, des intellectuels, des classes moyennes mobilisées contre l'oppression du grand capital, la classe ouvrière s'affirme toujours plus capable d'assumer la charge du patrimoine matériel et spirituel de la France. Elle gagne dans les couches de la petite bourgeoisie des alliés et des amis pour aborder des développements nouveaux de la vie politique. Elle montre aux travailleurs non-prolétariens que leur avenir et l'avenir de leurs enfants réside aussi dans le socialisme, que l'épanouissement de l'économie nationale, la grandeur et le bonheur du pays sont liés à l'établissement de relations sociales supérieures. Il n'y a plus à notre époque de long intervalle historique entre les transformations démocratiques et les transformations socialistes. La direction de la lutte politique du peuple par la classe ouvrière, si manifeste de nos jours, rapproche et soude entre elles les deux étapes. La démocratie, création continue, s'achèvera dans le socialisme." (Id., p. 60.)

La démocratie "rénovée" n'est pas le simple retour à la démocratie qu'aurait connue notre pays avant le pouvoir gaulliste ; elle en diffère sur le plan des alliances politiques. Il ne saurait être question, pour les révisionnistes, de retomber dans les errements de la IV^e République. Ceux-ci ne doivent plus être en mesure de se reproduire, de porter préjudice et de discréditer les institutions parlementaires comme au temps des alliances de la gauche non-communistes avec les forces réactionnaires. Il faut, sans l'existence d'un régime présidentiel (que pourtant le PCF reconnaîtra plus tard), transformer les institutions parlementaires afin d'empêcher les instabilités du pouvoir. La méthode proposée par le PCF est donc de contraindre la social-démocratie à ne plus renouer d'alliances avec les forces de droite en la liant à lui par un programme commun de gouvernement, un contrat de majorité.

Cependant, les années soixante n'accouchent pas de ce programme commun. Malgré d'importants points de convergence, sur le plan économique des divergences demeurent sur la question de la réduction du temps de travail, ou encore du principe des nationalisations qui, selon les révisionnistes, ne doit pas être remis à une étude ultérieure, après la constitution du nouveau gouvernement, comme le demandent leurs partenaires socialistes. La question des nationalisations est prépondérante pour le PCF car il prétend que le secteur public fraye la voie à la conquête pacifique du socialisme et permet une planification dite démocratique dont le but est soi-disant de supprimer la domination des monopoles sur la production en rompant avec l'accumulation et le profit monopolistes. Les nationalisations seraient ainsi "avantageuses" pour l'économie générale, les monopoles privés investissant peu, spéculant et n'étant intéressés que par le profit maximum à court terme. Mais il est bien précisé que le système capitaliste n'est pas remis en cause. P. Boccara explique en effet : "Cela ne veut pas dire la suppression du calcul marchand, ni du critère marchand de gestion qui demeure le bénéficiaire, ni du profit privé dans la mesure où il est le moteur dans les importants secteurs non nationalisés. Cela veut dire que, grâce à la propriété nationale, le secteur public doit pouvoir donner l'équilibre d'ensemble des investissements." (P. Boccara, *op. cit.*, p. 105.)

Faute de trouver l'assentiment, le programme du PCF ne constitue dans ces années qu'une base de discussion avec les autres partis de gauche. Il faut attendre le 9 octobre 1971 pour voir adopter par le CC du PCF un "programme de gouvernement démocratique d'union populaire" (2). En fait, ce nouveau programme de gouvernement conserve le même contenu que le précédent. Il ne fait que présenter, sous la forme d'un plan, les mêmes questions et objectifs qui avaient déjà été proposés au XV^e Congrès. Mais, par sa présentation, il constitue un document élaboré, propre à servir de contrat. Ce programme soumis au PS, n'a subi pour ainsi dire aucune modification ; le Programme commun de Gouvernement signé le 27 juin 1972 en est la réplique fidèle.

Nous nous intéresserons ici à quelques points de la présentation faite par G. Marchais. (*Changer de cap*, Ed. sociales, 1971.) Aucun des problèmes nationaux dans la vie économique, sociale et morale, déclare-t-il, n'a trouvé de solution alors que depuis 13 ans les gaullistes n'ont cessé de promettre qu'avec eux la France serait mise à l'heure du progrès. Aussi, la fronde révisionniste s'abat sur eux en constatant que l'économie souffre de "distorsions graves, de gaspillages, d'un retard industriel" et, comble de malheur pour un prétendant aux affaires, "d'immenses potentialités matérielles et humaines sont laissées en friche" ! Sur le plan politique, l'apôtre de la démocratie bourgeoise tant bafouée ici-bas se plaint que les travailleurs soient empêchés de participer à la direction et à la gestion des affaires publiques. Participer et non pas diriger, cela est entendu, le droit que peuvent réclamer les travailleurs n'est bel et bien que le droit d'être associé à l'exploitation de leur force de travail !

Le médecin Marchais, au chevet du capitalisme malade, va diagnostiquer la contradiction qui le ronge : le grand capital étroitement lié au pouvoir contre les besoins de la nation ! Le grand capital est donc incapable de satisfaire les besoins du peuple, aussi rétablissons la République pour le "bien commun", laissons au capital la liberté d'exploiter la force de travail hors du secteur monopoliste et empêchons-le de diriger néfastement l'Etat, pauvre Etat au dessus des classes qui se laisse apprivoiser par les puissances d'argent ! Ce malade a vraiment besoin de lavements : de la réforme, encore de la réforme !

Mais les révisionnistes se présentent comme des réformistes conséquents car, prétendent-ils toujours, leur but est de conduire le pays au socialisme : "il faut nécessairement abolir la propriété capitaliste, transférer à la société les grands moyens de production et d'échange, assurer l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la prise en main par tous les travailleurs de l'ensemble de la gestion de leurs affaires à tous les niveaux. Il n'y a pas de socialisme sans cela." (Id., p. 13.) Ce verbe sans effet permet aux révisionnistes de pourfendre ceux qui les présentent comme des réformistes prêts à aménager le capitalisme. Exhumant les vieilles théories opportunistes de la II^e Internationale qu'ils présentent comme étant le dernier mot du développement créateur du marxisme, ils concluent qu'aujourd'hui les authentiques révolutionnaires doivent être d'authentiques réformistes car, si hier les réformistes passaient pour des laquais du capital, aujourd'hui nous vivons une "nouvelle ère révolutionnaire" où l'on peut passer sans douleur du capitalisme au socialisme par réformes successives.

Ainsi, dans cette étape de démocratie avancée, le capitalisme ne serait pas détruit, le socialisme ne verrait pas encore le jour, le peuple serait souverain en idée mais dans son existence rien ne changerait hormis qu'il serait appelé à croire le contraire en participant à sa propre exploitation et en rejetant la lutte de classe. La bourgeoisie a toujours à coeur le thème de la participation mais jusqu'ici n'est pas arrivée à l'établir dans le but de réduire cette loi de l'histoire, la lutte des classes. Les travailleurs savent bien que la "participation" n'est que du vent ; la réalité sociale et politique qu'ils vivent est à même de leur faire comprendre cela à chaque instant. Pourtant la bourgeoisie essaie de les appâter par "l'intéressement aux bénéfices" et "l'actionnariat", car comment marcheraient-ils dans la combine sans espérer toucher quelque argent pour les motiver ; "tout s'achète" est un mot d'ordre des capitalistes bien que la formule ne leur coûte rien. Avec la démocratie avancée à la sauce révisionniste, la forme de participation change, l'intéressement devient la prime de rendement et il n'est nul besoin d'actionnariat ouvrier puisque les travailleurs seront exploités de leur propre force de travail avec, pour récompense, la Démocratie ! Finis, les "gâchis matériels et humains" ! Le pouvoir UDR n'ayant pu établir le capitalisme populaire, le pouvoir révisionniste va le fonder. Le slogan mystificateur qui leur est commun est bien "ni capitalisme, ni socialisme". Une autre grande espérance des révisionnistes est d'établir l'indépendance de la France et sa souveraineté. Eux aussi ont "mal à la France" et crient à l'abandon national. Leurs vues en cette matière reflètent leur esprit nationaliste et chauvin. Leur ligne, dans le cadre des rapports extérieurs avec les autres pays impérialistes, vise à faire retrouver sa pleine liberté d'initiative à notre pays, celui-ci étant intégré à ses dépens dans les institutions et l'économie européennes et mondiales. Elle entre dans le cadre des rivalités inter-impérialistes. La France doit en conséquence sortir de cette intégration, tout en maintenant et développant des accords politiques et économiques d'association afin de produire des biens et des équipements qu'elle ne peut entièrement prendre à sa charge en raison des énormes investissements nécessaires et aussi en raison de la distribution des produits. L'aéronautique en fournit la preuve par exemple, aucune production ne pouvant être envisagée sans le concours et le marché occidentaux. Quant aux rapports avec les pays appelés abusivement en voie de développement, retrouver "sa pleine liberté" signifie restaurer la "grandeur française" de l'époque où la France possédait un empire colonial. Rappelons-nous la période de l'après-guerre tant vantée actuellement, lorsque le PCF était fier de participer à l'oeuvre de la "renaissance française". L'Algérie, par exemple, devait rester dans le cadre de l'empire restauré, l'Union Française, dont la nature était censée être démocratique par le simple fait qu'un gouvernement démocratique à forte participation communiste sévissait dans la métropole impérialiste. L'histoire a tourné la page, les peuples ont combattu et combattent encore pour leur affranchissement du joug national et racial, les pays anciennement colonisés ont accédé à une indépendance plus ou moins réelle, ou même sont restés fortement dépendants, le néo-colonialisme s'étant substitué au colonialisme. Aujourd'hui, les révisionnistes envisagent un système néocolonial rénové, à prétention démocratique, fort des idéaux de la Révolution française, fidèle aux "droits de l'homme" et à la "division internationale du travail" (Mitterrand a d'ailleurs chanté le même air à Cancun).

Pour finir, Marchais invite les travailleurs à être les artisans des réformes économiques et sociales. Le révisionnisme nie ainsi la mission historique du prolétariat et de son Parti communiste, qui est de détruire tout le système capitaliste, de lui substituer le communisme où aucun partage de pouvoir ne peut exister. Dans le cadre de la société capitaliste actuelle, aucune réforme ne peut remplir cette mission. Propager le contraire, c'est faire croire que le pouvoir politique, économique et militaire peut se partager entre la bourgeoisie et le prolétariat. Un tel partage ne s'est jamais vu et ne se verra jamais car il suppose la négation de la lutte des classes qui est une loi objective, confirmée par l'histoire passée et présente de l'humanité. Propager les conceptions réformistes, c'est empêcher que le prolétariat de classe en soi devienne classe pour soi et qu'il guide consciemment la transformation révolutionnaire de la société.

Au moment du Programme Commun, le plan de passage au socialisme préconisé par le PCF implique donc une étape transitoire. Ce processus est présenté comme la seule stratégie pouvant aboutir à l'instauration du socialisme. A cette époque, les révisionnistes n'en sont pas encore à rejeter officiellement l'essentiel du modèle léniniste de l'édification de la société socialiste. [J.-M. Catala l'affirme clairement : "Ce ne fut vraiment qu'en 1976, avec le 22^e Congrès, que le Parti communiste français rompra avec le modèle soviétique et définira le socialisme original qu'il faut pour la France." *Révolution*, n° 88, novembre 1981, p. 31.] Arguant de la "spécificité française", ils critiquent ce modèle en prenant la défense de la démocratie sous le socialisme, qui aurait été, selon eux, liquidée par Staline et dans une certaine mesure par Lénine aussi. Aussi, les thèses révisionnistes développées par le PCF durant toute cette période mènent logiquement à la formulation selon laquelle le moyen qui permettra au socialisme de voir le jour en France n'est autre que l'application de la démocratie, à la fois moyen et but comme il est affirmé.

Mais il est nécessaire qu'à un moment donné du développement du cours révisionniste, les concepts fondamentaux qui caractérisent la société socialiste soient eux aussi rejetés, que la théorie et la pratique réelles du PCF entrent en opposition irréductible avec eux, que le ralliement au camp de la bourgeoisie devienne total et ouvert et implique la liquidation de l'héritage léniniste, y compris dans ce qui n'est que pure référence. Ce moment débute avec le 22^e Congrès où, bannissant toute espèce de retenue, les révisionnistes se livrent avec la violence et l'éclat que l'on sait à une attaque frontale, aux côtés des pires idéologues impérialistes, contre le prolétariat, contre sa dictature, identifiée au fascisme.

LE 22^e CONGRES (FEVRIER 76)

Les révisionnistes français insistent eux-mêmes sur l'importance du 22^e Congrès dans l'évolution de leur programme. Cette affirmation reprise par tous à tout moment n'est pas surprenante pour quiconque a suivi cette évolution. Le 22^e Congrès représente effectivement la première étape vers l'autogestion ; c'est pourquoi il a été qualifié de "congrès historique". C'est à ce moment-là que le concept de dictature du prolétariat a été officiellement abandonné. Il était devenu évident pour les révisionnistes que ce concept était en opposition de plus en plus flagrante avec leur politique et leurs objectifs. Encore cité au 19^e Congrès dans le rapport de Marchais (février 70), il constituait un sur la voie de l'adoption de l'autogestion qui était déjà bien engagée. C'est pourquoi aussi son rejet au 22^e Congrès a pris la forme si piteuse que tout le monde a pu constater. Il s'agissait de rattraper le retard et de mettre enfin la phrase en accord avec l'attitude.

L'autogestion, adoptée officiellement au congrès suivant (le 23^e Congrès de mai 79), est actuellement la théorie anti-marxiste par excellence. Elle a d'ailleurs été adoptée par de nombreux partis révisionnistes sur la pression de la bourgeoisie impérialiste. Les événements de Pologne ont montré une fois de plus la prédilection de la bourgeoisie occidentale pour cette théorie qu'elle avait déjà encensée lors de sa première formulation en Yougoslavie il y a 30 ans. L'autogestion constitue à la fois une théorie visant à combattre le socialisme et à empêcher l'évolution historique du monde vers le communisme, et un système d'Etat pour servir ce but. C'est ce qu'il ressort clairement de l'exemple yougoslave dont un prochain article analysera la signification pour la défense du système impérialiste mondial et la lutte contre le socialisme.

C'est donc pour permettre l'adoption de l'autogestion qu'il a été nécessaire au préalable de mettre au rancart certaines conceptions qui subsistaient dans les références programmatiques. Dans son rapport au 22^e Congrès, Marchais aborde deux questions qu'il estime décisives : la question de la propriété et de la gestion et la question de la dictature du prolétariat.

Propriété et gestion. La propriété est une question d'une grande importance. La contradiction entre la propriété privée des moyens de production et le caractère social de la production se résout par la confiscation des principaux moyens de production et leur transformation en propriété sociale étatique. Dans la société socialiste, deux formes de propriété coexistent, la propriété du peuple entier (entreprises, banques, commerce) et la propriété de groupe (coopératives agricoles) qui devra se transformer par étapes en propriété de tout le peuple (voir à ce sujet l'article sur les coopératives de type supérieur en Albanie socialiste dans *L'Emancipation*, n° 3 de juillet 81).

Le PCF assure qu'un des fondements de la société socialiste réside en ce que les "grands moyens de production et d'échange devront devenir dans leur ensemble propriété de la société elle-même". En fait, le parti révisionniste rejette le principe de la propriété étatique au profit d'une prétendue autonomie de gestion des entreprises nationalisées. Il reconnaît ainsi que la propriété de l'Etat reste purement formelle. La propriété dans le socialisme "aux couleurs de la France" ressemble fort au socialisme à la yougoslave, c'est-à-dire qu'elle se situe dans le cadre d'une économie mixte où, comme le dit Marchais au 22^e Congrès, la propriété sociale revêt "des formes diverses comme la nationalisation, la propriété coopérative, la propriété municipale, départementale, régionale" et où subsiste "la petite propriété privée (artisanale, commerciale et industrielle), l'exploitation agricole de caractère familial (permettant) mieux la satisfaction des besoins". Il ajoute, jouant le fin théoricien : "Tenant compte aussi de l'expérience internationale, nous entendons maintenir (ces formes de propriété) dans une France socialiste." Le PCF épouse donc totalement les thèses désormais classiques du socialisme hybride qui mélange des éléments de forme socialiste à des rapports de production purement capitaliste afin de mieux dissimuler ces derniers.

Quant à la gestion, elle est présentée en opposition au système actuel où les "monopoles exercent sur les entreprises une véritable dictature... une bureaucratie technocratique prétend régenter tous les aspects de la vie nationale, l'Etat du grand capital exerce une tutelle tatillonne sur les collectivités locales." Aussi est-il ajouté que "ce n'est pas pour en faire demain l'apanage du socialisme". En quelque sorte le révisionnisme identifie l'Etat socialiste authentique à l'Etat capitaliste car il les compare comme deux institutions d'essence similaire. Le mode de gestion envisagé par les révisionnistes prétend donc se démarquer du style technocratique en prônant "l'autonomie de gestion" pour les entreprises nationalisées, une planification dite démocratique et en souhaitant, dans les autres entreprises, que les ouvriers, employés, ingénieurs, techniciens et cadres participent à la gestion, c'est-à-dire se concertent avec le capital de ce secteur.

La dictature du prolétariat. Pour refuser de voir dans la dictature du prolétariat l'essence du pouvoir politique sous le socialisme, les révisionnistes invoquent la fameuse "spécificité française". Par là, ils déclarent respecter la méthode de l'analyse concrète et combattre le dogmatisme (entendre : le marxisme-léninisme). Ils s'appuient sur les évolutions de l'économie et de la structure sociale qu'a connues le capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale en particulier, quand les forces productives se sont accrues et la couche des employés et les forces intellectuelles de la production (I.T.C.) ont pris de l'ampleur.

Le révisionnisme prétend que la dictature du prolétariat ne pouvait s'établir que dans des pays non développés et à une époque déterminée où le camp socialiste n'existait pas. Ainsi, Marchais affirme que "dans les conditions de la Russie de 1917, puis de la jeune Union Soviétique, la dictature du prolétariat a été nécessaire pour assurer l'édification du socialisme". L'existence de masses "arriérées" justifierait l'exercice de la dictature du prolétariat, tandis que celle des masses "éclairées" de l'impérialisme hautement développé ne la rendrait pas indispensable. Il est précisé, dans le livre *Pour une stratégie autogestionnaire* (Ed. sociales) : " Cette notion formulée au XIX^e siècle renvoie indiscutablement à des pays qui ont un certain type de structures sociales. Il s'agit de pays essentiellement ruraux à majorité paysanne, et c'était le cas de la Russie. Cette notion permettait ainsi d'établir une symétrie entre la minorité bourgeoise au pouvoir et le prolétariat minoritaire dans ces sociétés. La solution présentée consistait à remplacer un Etat bourgeois établissant sa dictature sur une masse paysanne par un Etat prolétarien qui tentait de réaliser une alliance avec la masse paysanne... Après la révolution soviétique, la dictature du prolétariat renvoyait à un certain modèle de révolution, celui d'octobre 1917, à un modèle concret d'Etat révolutionnaire aux prises avec les difficultés de la guerre impérialiste et de la guerre civile."

Il n'y a pas de modèle. L'affirmation révisionniste est dans sa logique propre parfaitement exacte. Aucun pays n'a en effet accédé au socialisme par la voie dite démocratique et cette "démarche originale", admettent les révisionnistes, est bien difficile à défricher ; il n'y a pas de schéma préétabli et la conception du socialisme est censée se préciser face au "concret" de la réalité française. Eux-mêmes se présentent comme des victimes du "carcan marxiste-léniniste", c'est-à-dire que dans leur passé ils ont eu tendance "à séparer l'objectif, le socialisme, et les voies et moyens pour y parvenir" (op. cit., p. 35). C'est ce qu'ils reprochent à l'expérience historique des pays socialistes. Le socialisme "ne sera pas conforme au but fixé à l'avance, il sera en fait le produit de sa construction" (p. 36).

L'Etat. La dictature du prolétariat signifie : le prolétariat doit disposer du pouvoir d'Etat pour édifier le socialisme, mobiliser et convaincre la majorité des travailleurs pour qu'ils participent à cette lutte, neutraliser les éléments vacillants et abattre les ennemis. A ce sujet, le texte cité plus haut révèle la position de toujours des révisionnistes : "La prise du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière lui permettait d'agir de façon centralisée, sur l'ensemble de la société pour la transformer dans le sens du socialisme. Cette conception d'une action centralisée de l'Etat telle que nous venons de la définir est, en quelque sorte, rejetée par le 22^e Congrès comme ne correspondant plus à la stratégie de transformation de la société française que nous entendons mettre en oeuvre pour aller au socialisme" (pp. 38-39).

Malgré l'abandon de fait de la notion de dictature du prolétariat dans les années 50-60 (et bien que l'on soit en droit de s'interroger sur le respect du PCF pour cette référence dans son passé), les révisionnistes jugent que de cette période jusqu'au 22^e Congrès "la dictature du prolétariat est maintenue dans l'arrière-plan". Que signifie cette dualité ? A cette question, il est répondu : "En effet, si à cette époque, nous ne disons plus que la dictature du prolétariat apportera la solution des problèmes, nous continuons de penser en revanche que ce qui apportera la solution principale, ce sera quelque chose qui lui est finalement lié, c'est-à-dire l'Etat, un Etat certes conçu autrement, mais qui aurait le rôle décisif. C'est à cela que s'oppose le 22^e Congrès. En effet, dans la mesure où ce congrès a rejeté clairement la dictature du prolétariat, nous avons pu ensuite reprendre l'ensemble du problème et donc la question de l'Etat. C'est finalement un peu de cette façon que l'on peut expliquer le cheminement entre le 22^e et 23^e Congrès" (pp. 39.-40).

A SUIVRE

QUAND LA DEMOCRATIE EST PERFECTIONNEE A L'AIDE DES PLEINS POUVOIRS

Lors du Conseil des ministres du 18 novembre 1981, le gouvernement décidait de réaliser une partie de son "programme social" en recourant aux ordonnances, comme l'y autorise l'article 38 de la Constitution. Mitterrand, qui voyait autrefois dans la mise en oeuvre de cette constitution un "coup d'Etat permanent", utilise aujourd'hui toutes les possibilités "antidémocratiques" et "antiparlementaires" de la charte gaulliste, suscitant des commentaires ironiques et amers ici ou là. Le PCF, de son côté, applaudit à cette initiative avec empressement, et même avec un soulagement non dissimulé, ce qui n'a pas manqué de rappeler à la mémoire de beaucoup les événements de 1967 : pour engager la réforme de la Sécurité sociale, De Gaulle avait alors décidé de recourir aux ordonnances. Le 16 mai 1967, le PCF et la CGT, suivis de toute la gauche, organisaient une manifestation contre les pleins pouvoirs, symboles du "pouvoir personnel" qui était la cible principale des révisionnistes à l'époque.

De Gaulle avait du moins un prétexte immédiat pour s'appuyer sur l'article 38: court-circuiter un Parlement incertain, sorti des Législatives de mars qui avaient permis à la gauche de gagner une soixantaine de sièges, alors que la V^e République, en perdant quarante députés, gardait de justesse la majorité absolue.

Or, le Parti socialiste ne peut aujourd'hui saisir un tel prétexte puisqu'il dispose à lui seul de la majorité absolue au Palais Bourbon. Se déclarant très attachés au contrôle parlementaire, assurés de surcroît du soutien du PCF et des principaux syndicats ouvriers, les sociaux-démocrates auraient pu sans danger engager le Parlement dans un vaste programme de réformes, précisément sur les questions qui furent au centre de leur campagne électorale : le chômage et la durée du travail.

Le fait que le gouvernement veut maintenant régler ces questions par ordonnances mérite donc réflexion.

L'argument invoqué selon lequel le Parlement est encombré par les débats sur les grandes réformes et les manoeuvres dilatoires de l'opposition, ne résiste pas à l'examen. Il attire plutôt l'attention sur cette question: pourquoi a-t-on consacré la première session à débattre sans fin d'une petite partie d'une réforme qui ne sera pas mise en oeuvre avant au moins deux ans (la "régionalisation" ou "décentralisation", réforme qui n'intéresse pas les travailleurs) ? Pourquoi n'avoir pas présenté dès ce moment là les propositions de loi sur la durée du travail, l'âge de la retraite, etc., problèmes qui concernent immédiatement les conditions d'emploi des travailleurs et qu'on déclare aujourd'hui vouloir régler au plus vite !

Ces questions trouvent leurs réponses précisément dans les vrais motifs qui ont poussé le gouvernement à user de l'article 38.

Même pour un esprit peu averti des dessous de la politique, il est clair que lorsqu'un gouvernement réclame des pouvoirs spéciaux pour régler des questions sociales, la solution qu'il entend leur donner n'est pas en faveur des travailleurs. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer dans L'EMANCIPATION [Voir les n° 2 et 3, où l'on montre que ces réformes tendent à mieux adapter la force de travail d'une part aux cycles industriels des périodes de crise (où la phase de récession est plus longue, et la reprise plus timide) — d'autre part à la restructuration du système productif fondée sur une diffusion de l'automatisation du procès de travail.] comment les réformes proposées sur la durée du travail et les mesures sur l'emploi (baptisées "contrats de solidarité" dans les ordonnances) étaient en fait au service du patronat, en particulier du grand patronat. Les événements récents ne font que confirmer cette appréciation.

Faisant suite au protocole national d'accord CNPF-syndicats (qui n'est qu'un cadre vide permettant au patronat de manoeuvrer et au gouvernement de dégager sa responsabilité), les négociations par branches professionnelles sur la durée du travail ou bien s'enlisent, ou bien aboutissent à des accords privant les travailleurs des protections habituelles du droit du travail. [Cf. l'accord honteux dans l'industrie sucrière qui permet au patronat de cette branche d'utiliser la force de travail au gré de la conjoncture, et qui peut très bien aboutir dans certains cas à une augmentation déguisée de la durée du travail alors que dans d'autres cas les travailleurs chômeront. Trop de travail d'un côté, chômage de l'autre, telle est la dure loi du capital aujourd'hui officialisée dans ces accords. Maurois donne d'ailleurs la clé de cette politique en déclarant : "L'Etat, quant à lui, va montrer l'exemple en accompagnant la réduction de la durée du travail d'un allongement des horaires d'ouverture et de fonctionnement des services ouverts au public." (15.9.81).] Quant aux "contrats de solidarité", ils permettent une extension des emplois précaires, une utilisation plus rentable et systématique de la surpopulation stagnante.

De nombreux travailleurs voient d'ailleurs assez clairement le véritable enjeu de ces réformes et savent en déchirer l'enveloppe démagogique : ils ne s'aventurent pas dans le piège des négociations par branche, et ils rejettent les "contrats de solidarité" ... jusque dans le fief du Premier ministre, à la mairie de Lille.

Voilà donc le point le plus clair de l'affaire : il s'agira d'ordonnances anti-ouvrières.

La vraie question est ainsi de savoir pourquoi le Parlement, pourtant soumis d'avance, est tenu à l'écart.

La réponse est indubitablement d'ordre politique et doit être recherchée du côté de l'alliance contre-révolutionnaire nouée entre le PS et le PCF. Nous employons ici "contre-révolutionnaire" non seulement au sens général où l'activité des politiciens bourgeois va dans le sens de la réaction, mais pour désigner précisément le fait que l'alliance socialo-révisionniste se fixe explicitement le but de prévenir et d'étouffer tout mouvement populaire et révolutionnaire. Majoritaires à la Chambre, les socialistes n'ont pas besoin du PCF pour autre chose que cela. *[Du moins, en ce qui concerne la politique intérieure — car il est vraisemblable que par ailleurs la présence de ministres PCF au gouvernement joue un certain rôle dans la traditionnelle politique d'"amitié" de la bourgeoisie française avec l'URSS, destinée à contrebalancer l'influence américaine.]* Mais ils s'imaginent en avoir besoin et toute la politique de Mitterrand repose sur ce contrat, ce "compromis" *[Car aux yeux des politiciens bornés — y compris au sein du PS —, il s'agit d'un compromis, sinon d'une compromission.]* : d'un côté le PCF doit parachever la social-démocratisation de ses conceptions politiques (et c'est ce qu'il fait bien volontiers avec le thème du "retard" *[Cf. dans ce numéro l'article sur l'"autocritique" des révisionnistes.]*) — de l'autre, Mitterrand s'engage à faciliter (dans certaines limites) la pénétration du PCF dans l'appareil d'Etat et à lui donner la possibilité de soutenir sa politique sans le placer dans la position humiliante d'une soumission à la social-démocratie.

C'est dans ce cadre que les ordonnances constituent un cadeau au PCF. Un débat à l'Assemblée sur des questions sociales (qui furent, encore plus nettement que pour le PS, au centre de la campagne électorale de Marchais) aurait gêné le PCF car le PS réglera ces questions non pas en lâchant quelques avantages à la classe ouvrière comme au temps du Front populaire, mais au contraire en lui arrachant les avantages durement acquis concernant la stabilité de l'emploi, le contrat de travail, la reconnaissance des qualifications, etc.

Le PCF doit activement soutenir cette politique archi-réactionnaire, cela fait partie du contrat : mais le PS lui donne la possibilité de le faire sans trop se compromettre. Cela aussi figure dans le contrat.

Ainsi, les ministres révisionnistes pourront contester quelques aspects des ordonnances, pour finalement s'y rallier au nom de la solidarité gouvernementale — alors que les députés n'auront qu'à ratifier des dispositions en vigueur dont ils diront qu'il est bien difficile de les supprimer, puisqu'elles sont déjà appliquées et qu'elles vont finalement dans le bon sens... *[Les ordonnances entrent en vigueur dès leur publication, mais elles doivent être ratifiées par le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation.]*

Voilà pourquoi les révisionnistes ont immédiatement et à grand bruit soutenu la décision de Mitterrand de recourir aux ordonnances — rejoints par le CNPF qui, pour des raisons parallèles et similaires, ne désire pas que le sort des ces grandes "questions sociales" soit fixé par le débat parlementaire.

Mauroy, dans sa déclaration de politique générale prononcée le 15 septembre à l'Assemblée, annonçait aux patrons la fin de la lutte des classes. *["Les chefs d'entreprise comprendront-ils que la gauche au pouvoir apporte aux entreprises ce que la droite n'a jamais pu leur assurer : un climat social de négociation et non d'affrontement ?" Discours de Mauroy publié dans Le Monde du 17.9.81, p.6.]* Mais on ne peut tenir un tel langage aux ouvriers. C'est alors le rôle du PCF de batailler verbalement contre le patronat qui bloque les réformes, sabote l'oeuvre rénovatrice du gouvernement, etc. Mauroy et d'autres socialistes ont récemment relayé le PCF pour rabâcher cette complainte : le gouvernement fait ce qu'il peut, mais le patronat ne suit pas. *[On utilise à cette fin les contradictions entre grand et petit patronats. La politique industrielle proposée aujourd'hui se traduira par une domination accrue des gros capitalistes sur les petits, et par l'expropriation massive de ces derniers. D'où la "grogne" des PMI que le grand patronat utilise un peu comme les gros paysans avaient, dans les années 60, canalisé à leur profit la révolte des petits agriculteurs ruinés, et dont le PCF se saisit pour améliorer son label de "parti de la lutte".]*

Le PCF veut se donner l'image d'un parti qui défend les intérêts des travailleurs au gouvernement en limitant la politique social-démocrate, en durcissant la lutte contre le patronat, etc. Mais le recours aux ordonnances soulève le voile de l'hypocrisie et montre quel rôle contre-révolutionnaire est assigné aux révisionnistes. Les travailleurs doivent déjouer la division du travail entre socialistes et révisionnistes et se préparer à la lutte contre les ordonnances démagogiques et anti-ouvrières que prépare le pouvoir.

LA PLANIFICATION SOCIALISTE EN ALBANIE

Dans les pays capitalistes évolués comme le notre, la substitution du capitalisme de monopole à la libre concurrence a entraîné la formation d'un important "appareil de réglementation sociale de la production et de la répartition". (Lénine, "A propos du projet de révision du programme" in *Oeuvres*, tome 24, p. 482.) Engels, d'ailleurs, indiqua le premier qu'avec l'apparition des trusts, "la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche". (F. Engels, *Anti-Dühring*, Ed. Sociales 1969, p. 317.) Mais il ajoutait immédiatement : "Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes".

Ainsi, à l'époque de l'impérialisme, époque où le rôle de l'Etat bourgeois, subordonné aux monopoles, prend une extension considérable, la planification devient une nécessité impérieuse pour l'oligarchie financière. Cependant, elle ne peut être qu'un palliatif momentané aux antagonismes insurmontables du système, une tentative vaine de surmonter la contradiction entre le développement anarchique et déséquilibré de la production, inhérent à la propriété privée des moyens de production, et la socialisation toujours plus accrue de ceux-ci. L'intervention croissante de l'Etat, sa politique d'encadrement plus poussé de l'exploitation, de drainage des revenus, de contrôle plus serré des crédits, des aides et des commandes publiques, ne fait pas disparaître pour autant la concurrence des capitaux. Au contraire, celle-ci s'aiguise toujours davantage, causant l'apparition de crises profondes et multiformes qui aggravent les déséquilibres de l'impérialisme pourrissant. La contradiction entre capital et travail se renforce sans cesse et il apparaît d'autant mieux que le capitalisme n'est que l'antichambre du socialisme.

C'est la tâche des communistes d'organiser la classe ouvrière et les masses travailleuses de notre pays et de combattre pour le renversement de l'ordre social ancien de la bourgeoisie, qui a fait plus que son temps, pour briser son Etat, établir le nouveau pouvoir d'Etat du prolétariat et entreprendre l'édification du socialisme.

C'est donc également la tâche des communistes de réfléchir dès maintenant à ce que sera le socialisme dans notre pays, d'étudier la théorie marxiste-léniniste et l'expérience historique des pays de dictature du prolétariat, afin d'élaborer des solutions aux problèmes qui se poseront au prolétariat après la prise du pouvoir.

Dans ce sens, l'exemple actuel et vivant de l'Albanie socialiste, son expérience en matière d'application créatrice des principes du marxisme-léninisme et, en particulier, son expérience et ses réalisations dans le domaine de la planification, constituent une grande aide pour tous les communistes et exigent d'être étudiés attentivement.

L'économie de la République Populaire Socialiste d'Albanie, Etat de dictature du prolétariat, se fonde sur la propriété socialiste des moyens de production. Celle-ci est la base des rapports de production socialistes, la condition et la source d'un développement harmonieux et proportionné de l'économie nationale.

I. LA LOI ECONOMIQUE FONDAMENTALE DU SOCIALISME, LA LOI DU DEVELOPPEMENT HARMONIEUX DE L'ECONOMIE SOCIALISTE.

Sous le socialisme, comme sous le capitalisme, les lois du développement économique existent objectivement, en dehors des hommes, indépendamment de leur volonté et de leur conscience. Approfondissant les thèses de Lénine, Staline a formulé la loi économique fondamentale du capitalisme actuel, celle de la poursuite du profit maximum (J. Staline, *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Tirana, 1968, p. 52), puis la loi économique fondamentale du socialisme. Les traits essentiels et les exigences de cette loi sont : "assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse accrus de toute la société, en augmentant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure". (Id, p. 55)

S'appuyant sur cette loi fondamentale, les lois économiques qui exercent leur action dans la société nouvelle, comme les lois économiques du capitalisme, ont un caractère objectif, mais dorénavant, les hommes devenus maîtres de leurs rapports sociaux et économiques ne sont plus impuissants, ils apprennent à connaître les lois objectives et "une fois saisies dans leur nature, (celles-ci) peuvent, dans les mains des producteurs associés, se transformer de maîtresses démoniaques en servantes dociles". (F. Engels, *op. cit.*, p. 319)

Conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme, l'anarchie et le laisser faire capitalistes sont supprimés et la production socialiste est désormais régulée par la loi du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale. Cette loi, indique Staline, "offre à nos organismes de planification la possibilité de planifier correctement la production sociale. Mais on ne doit pas confondre la possibilité avec la réalité. Pour transformer cette possibilité en réalité, (...) il faut dresser des plans qui reflètent pleinement les exigences de cette loi." (J. Staline, *op. cit.*, p.11)

En Albanie socialiste s'élaborent aujourd'hui de tels plans, et les résultats obtenus, bien réels, démontrent la supériorité écrasante de l'ordre socialiste. Cette particularité essentielle de la fonction d'organisation de l'Etat socialiste, la direction planifiée de l'économie nationale, est d'ailleurs, conjointement avec les deux autres grands principes sur lesquels repose le processus de production — le centralisme démocratique et l'appui sur ses propres

forces — inscrit dans la Constitution même de la R.P.S.A., dont l'article 25 énonce : "L'Etat organise, dirige et développe toute la vie économique et sociale suivant un plan unique et général, afin de satisfaire les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société, de renforcer l'indépendance et la défense du pays, en développant et en perfectionnant constamment la production socialiste sur la base d'une technique avancée". (*Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie*, Tirana, 1977, p. 17)

II - LA PLANIFICATION SOCIALISTE.

1) Principales proportions de l'économie socialiste.

L'expansion de l'économie socialiste est fondée sur le maintien et le dynamisme, à tous les niveaux, d'équilibres fondamentaux que la planification est chargée d'établir et de garantir.

Ainsi, à l'échelle de l'économie populaire dans son ensemble doivent être corrélés production et consommation, production des moyens de production et production des objets de consommation, fonds d'accumulation et de consommation, fonds de reconstitution et revenu national, revenus et dépenses de la population, demande et offre de produits, ressources et besoins en forces de travail.

D'autre part, entre les branches de l'économie, entre l'industrie et l'agriculture, doivent s'établir également des proportions justes, tandis qu'au sein même de ces branches doivent être corrélés industries lourde et légère, d'extraction et de traitement, élevage et agriculture...

Au niveau territorial, il est indispensable d'harmoniser le développement économique, social et culturel des différentes régions.

Enfin, à l'échelle des entreprises, il faut déterminer des proportions correctes entre les capacités productives, les quantités de matière première nécessaires, l'augmentation des forces de production et le volume de production à réaliser.

De cette façon, l'Etat dirige et organise consciemment le processus social de production, de répartition, de circulation et d'accumulation, la société régule et contrôle la reproduction socialiste élargie dont on peut indiquer ici quelques aspects concrets en Albanie :

Le développement constant de la production sur la base d'une technique supérieure nécessite en premier lieu un accroissement plus rapide de la production des moyens de production que celle des objets de consommation, et notamment la priorité à accorder à l'industrie lourde et aux constructions mécaniques.

Le plan assure la place déterminante à l'industrie, dont le rôle dirigeant exige des rythmes de développement encore plus rapides que ceux de l'agriculture. D'autre part, afin d'obtenir un progrès ininterrompu et rapide de la production, de développer une économie autonome, tout en harmonisant de façon juste les objectifs à long terme et les tâches immédiates, les plans albanais ont garanti une augmentation plus rapide de l'accumulation que celle de la consommation. Le fonds de consommation a cependant augmenté, lui aussi, à des rythmes accélérés.

La planification socialiste permet également la répartition rationnelle des forces productives dans tout le pays : "seule une société qui égrène harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre selon les lignes grandioses d'un plan unique peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays". (F. Engels, *op. cit.*, p. 335) Les plans albanais sont encore la condition de l'établissement d'un juste rapport entre population citadine et rurale, de la répartition harmonieuse des cultures agricoles et de l'élevage, ils permettent la réalisation effective de la coopération socialiste entre les entreprises et les branches.

Enfin, le plan organise la mise en oeuvre du progrès technique. Il prévoit le développement et le perfectionnement des nouvelles technologies, l'élévation du degré d'automatisation et de mécanisation du travail, la recherche scientifique. L'approfondissement de la révolution technique et scientifique rend possible en Albanie l'affranchissement graduel des ouvriers et des paysans du travail. Ce processus fait que "le travail productif, au lieu d'être moyen d'asservissement, devient moyen de libération des hommes" (Id., p. 333.), il constitue la base d'une future suppression du travail non qualifié et d'une introduction toujours croissante d'éléments du travail intellectuel dans le travail manuel.

2) Le système des indices.

Le plan unique d'Etat fixe une série d'indices qui se répartissent en quatre groupes principaux :

- Indices en nature et en valeur, qui expriment les qualités physiques des valeurs d'usage produites, ou caractérisent sous forme monétaire le travail social dépensé dans les sphères productives ou de la circulation.
- Indices qualitatifs et quantitatifs : les premiers sont ou bien de type économique et caractérisent les résultats globaux des activités économiques (rentabilité, rendement du travail), ou bien de type technico-économique et ils expriment le degré d'efficacité de l'emploi des moyens de production et du temps de travail (coefficient

d'exploitation des capacités productives, normes de dépenses des matières premières, normes de travail). Les seconds expriment les résultats sous forme numérique (nombre d'articles produits, volume des travaux de construction, etc.).

- Indices directifs et comptables : les premiers sont obligatoires et planifiés de façon centralisée, ils caractérisent le niveau de développement, les rythmes et les proportions principales de l'économie socialiste. Les seconds sont élaborés par chacun des maillons de la planification.

- Indices globaux (synthétiques) et particuliers, les uns expriment les phénomènes complexes, résultats des activités et des influences de facteurs économiques variés et nombreux à l'échelle de l'économie nationale (produit social, revenu national, fonds d'accumulation et de consommation), les autres, des phénomènes restreints et partiels.

3) Principes de la planification socialiste.

Les principes sur lesquels s'appuient la préparation, l'élaboration, l'approbation puis l'application du plan ont été définis par Lénine puis développés au cours de l'expérience historique de l'édification du socialisme. Les principaux d'entre eux peuvent être formulés ainsi :

- les plans ont un caractère scientifique : la planification socialiste, nous l'avons vu, se fonde sur l'exigence des lois économiques du socialisme. D'autre part, les plans prennent en compte les succès de la science et de la technique, ils s'alignent sur l'expérience d'avant-garde, sur les normes progressives qui naissent dans la pratique créatrice des masses.

- la planification assure l'unité de la politique et de l'économie : chaque tâche économique est appréciée avant tout politiquement et idéologiquement, sans que soit naturellement mis de côté l'aspect purement économique. Ce principe est incompatible avec le bureaucratisme, le technocratisme, le localisme dans la fixation et l'exécution des tâches économiques, il exige l'harmonisation correcte des différents intérêts économiques de la société socialiste, avec la primauté des intérêts généraux.

- la planification est un processus fondé sur la direction centralisée et démocratique : l'Etat organise la participation directe des masses travailleuses à chaque phase de la planification, comme nous le verrons pour l'exemple du 7^e plan quinquennal.

- la planification socialiste a un caractère directif : après leur approbation par les organes supérieurs de l'Etat, les projets de plan prennent force de loi et, doivent être appliqués rigoureusement. Cependant, le plan n'est pas intangible et sa discipline prend en compte les nouvelles conditions objectives créées au cours de son exécution.

- le plan définit les principaux maillons de l'économie, les branches et les tâches où doivent se concentrer les forces et les moyens de la société.

- la planification socialiste combine les plans courants et les plans prospectifs : les plans à court terme doivent s'élaborer à partir des plans à long terme, tandis qu'une bonne coordination des deux types de plans, sur la base d'une planification ininterrompue est seule capable de créer les conditions d'un développement économique également ininterrompu.

- la planification socialiste est indissociable du suivi et du contrôle de la réalisation du plan : c'est l'application du plan qui décide en fin de compte de son sort, du succès ou de l'échec.

4) Les méthodes de planification, le système des balances.

L'élaboration du plan combine diverses méthodes scientifiques comme l'analyse et la synthèse économiques, l'extrapolation, l'élaboration de variantes et l'établissement de normes. Une des principales méthodes utilisées pour coordonner et harmoniser les ressources et les besoins de l'économie populaire, les proportions entre les différents indices, est le système des balances. On distingue les balances matérielles, dressées pour les produits les plus importants, les balances en valeur comme celles des revenus et des dépenses monétaires de la population, et les balances de travail, établies pour harmoniser les ressources et les besoins en forces de travail simple et qualifiée, etc. Les balances sont toutes synthétisées dans la balance générale de l'économie populaire, qui reflète les principaux rapports et proportions de la reproduction socialiste. Elle englobe les balances du produit social global, du revenu national et du travail.

III - LES ETAPES DE LA PLANIFICATION ALBANAISE.

L'expérience albanaise en matière de planification s'est développée de pair avec les étapes essentielles de la conversion de la propriété privée des moyens de production en propriété sociale. C'est pourquoi, au cours d'une première étape, elle n'eut qu'un caractère partiel et limité, avant que les conditions nouvelles ne permettent l'établissement d'un plan unique et général pour tout le pays. Aujourd'hui, la propriété et les rapports socialistes dominent totalement, la base économique du socialisme est édifiée et la planification, qui englobe l'économie populaire dans son ensemble, s'engage dans une étape plus élevée de son développement.

Plus précisément, c'est au lendemain même de la victoire de la révolution populaire que débutèrent l'organisation et le développement planifié du pays. Les plans partiels de 1945 et 1946, les premiers plans uniques d'Etat de 1947 et 1948, le plan biennal 1949-1950 permirent le relèvement des diverses branches de l'économie et l'acquisition de l'expérience nécessaire à l'établissement du 1^{er} plan quinquennal (1951-1955). Ce premier plan permit la création et le développement de l'industrie, et notamment des branches de l'industrie minière et de construction. L'Albanie se transforma ainsi de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel.

Le 2^e quinquennat, (1956-1960), dans les conditions de l'attaque générale déclenchée par le révisionnisme international et la pression exercée par Khrouchtchev, poursuivit la ligne marxiste-léniniste définie par le III^e Congrès du P.T.A. Il permit d'achever l'édification de la base économique du socialisme. Au cours de ce quinquennat fut en effet menée à bien, dans son ensemble, la collectivisation socialiste de la campagne, à travers la mise sur pied des coopératives agricoles. Le secteur capitaliste de l'économie et le secteur des petits producteurs de marchandises supprimés, le système de l'économie s'appuyait dès lors uniquement sur la propriété socialiste.

Le IV^e Congrès du P.T.A. définit donc en 1961 la nouvelle étape historique dans laquelle s'engageait le pays, celle de l'édification intégrale de la société socialiste et fixa les tâches du 3^e plan quinquennal (1961-65). Malgré l'assaut général déclenché par la direction soviétique, qui rompit arbitrairement tous les accords et organisa un blocus féroce afin de faire capituler l'Albanie devant leurs menaces, l'édification du socialisme et, notamment l'industrialisation, maillon principal de la construction complète de la base matérielle et technique du socialisme, se poursuivirent à des rythmes rapides.

Le 4^e quinquennat (1966-1970), dont les directives furent élaborées par le V^e Congrès du Parti, permit la poursuite de l'industrialisation, le renforcement du système coopératif et le développement accéléré de la production agricole. L'Albanie approfondit, durant ce plan, la révolution scientifique et technique.

Durant les années du 5^e quinquennat (1971-1975), dont le VI^e Congrès du P.T.A. fixa les tâches, l'Albanie entreprit ou acheva la construction de ses grands complexes de l'industrie lourde et de transformation, accomplissant ainsi sa transformation en pays industriel-agricole.

Les mesures hostiles et l'activité de sape des révisionnistes chinois, qui créèrent des difficultés et des entraves dans certains secteurs, ne purent saboter la poursuite de la construction du socialisme au cours du 6^e quinquennat (1976-1980). Le VII^e Congrès du Parti décida d'oeuvrer pour doter le pays d'une industrie et d'une agriculture avancées. Des événements très marquants firent date au cours de ce quinquennat : la première production de fonte et d'acier et la satisfaction des besoins du pays en céréales panifiables par la production intérieure.

Ainsi, en moins de quarante ans, sur la base de son économie socialiste planifiée, l'Albanie s'est affranchie du lourd retard hérité du passé, elle a créé la base économique du socialisme, fait triompher les rapports socialistes de production à la ville comme à la campagne et développé de façon ininterrompue la révolution idéologique et culturelle. Elle est aujourd'hui un pays économiquement indépendant, où la dictature du prolétariat assure la stabilité du régime socialiste, un pays où les masses travailleuses voient leur niveau matériel et culturel s'élever continuellement, en dépit de l'encercllement et des complots impérialistes et révisionnistes.

La tâche est maintenant et les prochains plans quinquennaux définiront les moyens de la réaliser, de poursuivre l'édification intégrale de la société socialiste, de doter le pays d'une industrie et d'une agriculture encore plus avancées.

IV - LE 7^e PLAN QUINQUENNAL, DEVELOPPEMENT PLUS POUSSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'EMULATION SOCIALISTES.

L'Albanie a porté à un niveau encore plus haut la planification socialiste avec l'élaboration du 7^e plan quinquennal (1981-1985). Le VIII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie a défini ainsi la tâche fondamentale de celui-ci :

"le développement général de l'économie, que nous réaliserons en comptant exclusivement sur nos propres forces, et qui sera fondé sur l'industrialisation socialiste plus poussée du pays, le renforcement et l'intensification de l'agriculture, l'accroissement de l'efficacité économique, le développement de la révolution technique et scientifique et le perfectionnement des rapports de production socialistes, en vue de garantir et d'élever progressivement le bien-être matériel et le niveau culturel des masses travailleuses, de renforcer encore l'ordre socialiste et la capacité de défense de la Patrie". (E. Hoxha, *Rapport présenté au VIII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie*, Tirana, 1981, p. 14-15.)

L'élaboration du projet du 7^e plan est un exemple vivant du développement de la démocratie socialiste en Albanie. Sous la direction du Parti ce principe s'applique avec toujours plus de force car "la juste compréhension du rôle décisif des masses dans la construction de la société socialiste constitue une question fondamentale de la conception communiste du monde, de la théorie et de la pratique révolutionnaire". (Id., p. 130.)

Le projet du 7^e plan est ainsi le résultat d'une vaste consultation populaire qui a mobilisé les masses travailleuses sur leurs lieux de travail, dans les quartiers et dans les différentes institutions. Les propositions multiples des masses et leurs avis ont été recueillis puis analysés et synthétisés jusqu'au centre. Les ministères et la Commission du Plan d'Etat ont alors rédigé le projet de directives du 7^e plan, le Parti l'a approuvé et il a été de nouveau soumis aux masses. Celles-ci l'ont réexaminé, modifié et améliorés développant leur initiative créatrice pour lui conférer réellement le "sceau du peuple". C'est ainsi que "dans des milliers de réunions à divers niveaux sont intervenues 210.000 personnes et ont été formulées 69.000 propositions dont 58 pour cent environ ont été jugé utiles et insérées dans le projet de plan, et 23 pour cent restent encore à examiner". (M. Shehu, *Rapport sur le 7^e plan quinquennal*, Tirana, 1981, p. 64.)

Si le projet de plan est donc "l'oeuvre collégiale à la fois des masses travailleuses, des cadres et du Parti tout entier" (Id., p. 63.), son exécution même sera aussi leur oeuvre, et la pensée créatrice des travailleurs exigera sans doute qu'on procède à des rectifications, qu'on améliore encore les indices et qu'on accélère les rythmes de développement. L'application quotidienne des tâches du plan crée en effet de nouvelles conditions objectives qui peuvent révéler des inexactitudes ou des sous-estimations et nécessiter des corrections.

Quant au contrôle rigoureux du plan, aspect essentiel de sa réalisation, les masses y joueront encore un rôle agissant. Le Parti les appelle à veiller à la réalisation non seulement globale des objectifs mais aussi de chacun de ses indices.

Plus que jamais, il sera décisif de surmonter et d'éliminer les manifestations de bureaucratisme, d'autosatisfaction ou de libéralisme, il faudra lutter contre les coups de frein et la centralisation excessive. Le Parti aura pour tâche de mettre à nu et de résoudre les contradictions qui apparaîtront "entre les anciennes formes d'organisation, de direction du travail et de la production sociale d'une part, et les conditions nouvelles, les exigences nouvelles du développement des forces productives, le nouveau niveau idéologico-politique, culturel et technico-professionnel des masses travailleuses d'autre part, entre les formes et les méthodes administratives de gestion de l'économie d'une part et la participation la plus large et active possible des masses laborieuses en ce domaine de l'autre, entre les efforts des masses laborieuses qui luttent pour développer la production et aller de l'avant d'une part, et la routine et la pratique bureaucratique d'autre part". (E. Hoxha, *Discours 1969-1970*, Tirana, 1971, p. 185-186.)

La réalisation du 7^e plan quinquennal exigera "que le principe de l'appui sur ses propres forces soit compris et appliqué de façon plus parfaite et approfondie dans l'économie comme dans tout autre domaine". (E. Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès*, op. cit., p. 69.) Ce principe, que l'Albanie a inscrit dans sa Constitution, est valable universellement pour tout pays qui édifie le socialisme. [*L'article 14 de la Constitution de la R.P.S.A. édicte : "Dans l'édification du socialisme, la R.P.S. d'Albanie s'appuie principalement sur ses propres forces".*] Il prend cependant une importance décisive dans les conditions actuelles de l'Albanie, seul pays où s'édifie réellement le socialisme, et notamment avec le 7^e plan quinquennal qui sera le premier plan qu'elle réalisera exclusivement en comptant sur ses propres forces. La réalisation des tâches du plan exigera, enfin, la mobilisation de toutes les énergies par le développement de l'émulation socialiste, par la généralisation de l'expérience avancée. Lénine expliquait, après la victoire de la Révolution d'Octobre, que "le socialisme crée pour la première fois la possibilité de stimuler (l'émulation) réellement sur une vaste échelle, d'une façon véritablement massive, d'ouvrir à la majorité des travailleurs un champ d'action où ils pourront faire leurs preuves, déployer leurs facultés, révéler leurs talents, qui sont une source intarissable et intacte dans le peuple, et que le capitalisme écrasait, étouffait, broyait par milliers et par millions". (V. Lénine, *Oeuvres*, tome 36, p. 425) Et il indiquait : "Après le passage du pouvoir politique au prolétariat (...) la valeur d'exemple peut, pour la première fois, exercer son action sur les masses". (Id., *tome 27*, p. 270)

Aujourd'hui, en Albanie, l'émulation, considérée comme une méthode communiste d'édification du socialisme, est portée à un niveau encore plus élevé. Au cours du 7^e quinquennat l'expérience des novateurs et rationalisateurs continuera à se développer, de nombreuses et nouvelles initiatives verront le jour, se consolideront et s'enrichiront davantage. Les meilleurs exemples seront étudiés à fond dans les écoles de propagation de l'expérience avancée, appuyés et confrontés avec les secteurs retardataires pour élever ceux-ci au niveau des meilleurs. Ce processus en chaîne assurera un progrès continu, car "l'expérience avancée doit être prise en compte comme une base de référence obligatoire dans la planification de la production, du travail, du materiel et du prix de revient, dans tous les secteurs de l'économie". (E. Hoxha, *Rapport présenté au VII^e Congrès*, Tirana, 1976, p. 73.) Nul doute alors que les nouveaux objectifs fixés par le VIII^e Congrès seront réalisés et dépassés par tout le peuple travailleur albanais, inspiré, organisé et dirigé par le Parti du Travail et le camarade Enver Hoxha sur la voie de la révolution, du socialisme et du communisme.

V - UN ASPECT DE LA PLANIFICATION : LA POLITIQUE DES PRIX.

Dans la société socialiste, la politique des prix et leur formation est un important moyen de direction planifiée de l'économie et de répartition du revenu national.

En Albanie socialiste existe un système de prix stable et unique à l'échelle nationale, établi de façon consciente et planifiée. Cette politique, indique le camarade Enver Hoxha, "est la seule voie qui peut empêcher le libre jeu des prix sur le marché, l'anarchie, la concurrence et la spontanéité, qui interdit qu'à travers le mécanisme de l'offre et de la demande, le marché, ne se transforme en un régulateur spontané de la production et de la circulation, comme il advient dans l'économie capitaliste et dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir". (E. Hoxha, *Rapport présenté au V^e Congrès du P.T.A.*, Tirana, 1966, p. 105.)

Le prix des marchandises se fonde, avant tout sur leur valeur, sur le travail socialement nécessaire dépensé pour leur production. En économie socialiste celui ci n'est pas déterminé à travers la concurrence, mais sur la base de la planification des dépenses de production. C'est en effet la société qui détermine par avance la quantité de marchandises devant être produite et le temps qu'il faudra dépenser pour la production, et non les entreprises qui n'ont le pouvoir de décider ni du volume de leur production, ni des prix de leurs produits.

Les prix des marchandises d'une branche donnée sont fixés dans le cas général de façon à compenser les dépenses moyennes de production dans cette branche. On tient cependant compte pour la détermination des prix non seulement de la valeur des marchandises mais aussi de leur valeur d'usage, de leur qualité et des besoins sociaux.

Sous le socialisme, les oscillations des prix autour de leur valeur n'ont pas un caractère spontané mais, conformément aux besoins et à l'intérêt général de l'édification socialiste, des écarts entre le prix et la valeur peuvent et doivent être effectués dans des limites bien précises, de façon consciente et centralisée. C'est là un des problèmes principaux de la planification des prix. De toute façon, pour l'économie dans son ensemble, la somme des prix des marchandises est égale à la somme de leur valeur.

Les écarts entre prix et valeur répondent à la nécessité d'assurer une répartition et une redistribution correcte du revenu national entre les secteurs qui produisent les moyens de production et ceux qui produisent les objets de consommation, entre l'industrie et l'agriculture, ainsi que la répartition du revenu national en fonds d'accumulation et fonds de consommation.

Les prix de certaines marchandises peuvent être abaissés au-dessous de leur valeur afin d'en stimuler la consommation, de favoriser certains groupes de la société ou, concernant des moyens de production, dans le but de stimuler l'application des techniques nouvelles. A l'inverse, l'Etat fixe pour les articles de luxe et les boissons alcoolisées par exemple des prix supérieurs à leur valeur.

La possibilité d'écart entre prix et valeur permet d'agir pour que le rapport entre accumulation et consommation ne suive pas exactement la dynamique du rendement du travail. Cependant, la diminution du temps de travail nécessaire, la hausse du rendement du travail rend possible, à terme, la baisse des prix. L'Albanie a ainsi connu quatorze grandes baisses de prix depuis vingt ans, facteur important de l'augmentation du salaire réel et de l'élévation du bien-être. Une fois de plus, il apparaît ici qu'en économie socialiste on utilise de façon consciente la loi de la valeur qui prend alors un contenu qualitativement nouveau, et dont la sphère d'action et le rôle de régulation sont grandement limités.

Le problème de la fixation des prix est lié aussi à celui de l'harmonisation du rapport entre l'offre et la demande, dont le mécanisme cesse également d'agir de façon spontanée. Les principaux éléments de l'offre et de la demande sont réglés de manière centralisée et doivent être pris en compte lors de la fixation des prix, tandis que de leur côté les prix exercent eux-mêmes une influence sur le rapport de l'offre et de la demande. Ainsi, pour chaque catégorie de marchandise, soit l'un soit l'autre facteur est pris comme point de départ et conditionne l'autre. Là encore, le but est d'orienter la demande dans une direction qui profite à la société, de stabiliser le marché, d'empêcher l'apparition de contradictions entre la production et la demande, d'harmoniser les intérêts généraux et à long terme, tout en élevant de façon continue le niveau matériel, culturel et sanitaire de la population.

Enfin, la régulation planifiée des prix concerne aussi ceux des marchandises indispensables que l'Albanie doit importer pour les besoins de l'édification du pays. Les dépenses supplémentaires entraînées par les oscillations et les hausses des prix de ces marchandises étrangères sont compensées par l'Etat, détenteur du monopole du commerce extérieur, qui y emploie une partie de son accumulation. Cependant, les exportations de produits albanais ne cessant de croître, en volume comme en valeur, elles permettent de couvrir les importations et d'équilibrer la balance commerciale. Ainsi, en Albanie, s'édifie réellement une économie socialiste, indépendante, à l'abri de la pénétration du capital étranger, de l'inflation et de la crise des pays capitalistes et révisionnistes.

VI - ECHEC DE LA "PLANIFICATION" REVISIONNISTE.

Cet exposé des principes de la planification socialiste, de ses aspects et résultats concrets en Albanie permet de comprendre et de juger l'ampleur des reniements que les révisionnistes ont opérés dans ce domaine.

Ayant converti en URSS la propriété socialiste en propriété privée capitaliste où les principaux moyens de production sont détenus collectivement par toute la classe des nouveaux bourgeois, les révisionnistes ont fait également dégénérer les rapports de répartition, d'échange et de gestion. Ils ont accordé une complète autonomie aux entreprises, procédé à une décentralisation anarchique et permis à tous les leviers capitalistes du marché de dominer et d'agir librement. Devant l'échec de leur politique économique et l'inaptitude de leurs "plans" à résoudre les graves contradictions dues à la restauration du capitalisme, les idéologues des pays où le révisionnisme est au pouvoir décident d'abandonner aujourd'hui encore plus ouvertement les principes de la planification socialiste.

En Union soviétique, l'année 1980 s'est terminée sur l'échec du X^e plan quinquennal qui avait été proclamé "plan de l'efficacité et de la qualité", dont les objectifs fondamentaux n'ont pu être réalisés. Le XI^e plan (1981-85) ne pourra qu'accélérer le processus de dégradation générale de l'économie soviétique. Ce plan prévoit le ralentissement de la croissance et l'austérité, il verra aussi la réduction des dépenses brutes d'investissement, fait d'autant plus significatif qu'il est courant en URSS de voir des travaux engagés à seule fin de trouver une "occupation" aux entreprises de construction. Ce plan enregistrera une stagnation du chiffre de la population active, il prévoit un encadrement renforcé des travailleurs (dans la suite logique du décret du 13 décembre 1979 qui organise le "renforcement de la discipline du travail et la réduction de l'instabilité de la main d'oeuvre") et prétend, en vain, arrêter le déclin de la productivité du travail par une nouvelle stimulation matérielle. Tout indique que le XI^e plan soviétique sera tout aussi incapable de stopper la dégradation de l'approvisionnement alimentaire de la population, de limiter le gaspillage et les pertes considérables imputables au système anarchique de stockage et aux transports, de remédier aux déficiences du secteur des services ou de fournir un logement décent à chaque soviétique. A la pénurie touchant les produits de première nécessité, au rationnement de la viande, aux graves problèmes sociaux qui se posent dans les campagnes, les chefs révisionnistes tentent de répondre par une politique agricole privée, par l'encouragement plus poussé du lopin individuel (cf. le décret du 8 janvier 1981). La bourgeoisie révisionniste avoue ainsi dans des documents officiels l'incapacité du secteur "socialiste" de l'agriculture à nourrir la population et à assurer un niveau de vie décent aux paysans.

D'autres révisionnistes cependant vont encore plus loin que les soviétiques et proclament "la fin des plans sacro-saints". Devant leur inaptitude à présenter un plan économique, même annuel, qui puisse être vraiment réalisé ; ils ont décidé l'abandon pur et simple de toute rigueur dans son application et prétendent "prendre en compte les tendances du marché international et les changements qui s'y opèrent". Quant à J. Drecin, vice-président de l'Office national de planification hongrois, il ne craint pas de déclarer ouvertement qu'il faut "briser la croyance en la stabilité économique, et notamment celle en la sécurité de l'emploi.

Finalement, les plans révisionnistes pour 1981-1985 sont réduits à leur portion congrue, ils ne comportent plus que quelques rares indices-clés, sont nettement moins chiffrés et apparaissent remplis de formulations vagues. Leur réalisation demeure cependant toujours aussi illusoire.

N°5 — Mars 1982

APRES LE CONGRES PRO-SOVIETIQUE DU PCF

L'EVOLUTION DU PROGRAMME ECONOMIQUE DU PCF

2. DE L'AUTOGESTION AUX NOUVEAUX CRITERES DE GESTION

LA POLOGNE, YALTA : LA BOURGEOISIE REECRIT L'HISTOIRE

EN LISANT LE RAPPORT PRESENTE PAR ENVER HOXHA AU VIII^e CONGRES DU P.T.A.

APRES LE CONGRES PRO-SOVIETIQUE DU P.C.F.

Les contours de l'alliance entre le P.S. et le P.C. se dessinent peu à peu. Plusieurs événements récents, la situation en Pologne, les problèmes soulevés par l'ordonnance sur la réduction du temps de travail, le XXIV^e Congrès du PCF, ont servi d'occasion, ou de prétexte, à un renforcement des liens entre les socialistes et les révisionnistes au détriment d'autres forces, comme le courant CFDT.

Cette apparente solidité de l'alliance socialo-révionniste ne doit pas cependant faire oublier les contradictions grandissantes qui rongent le parti socialiste, divisé en fractions et courants d'autant plus puissants et paralysants qu'ils agissent aujourd'hui dans l'ombre, ni l'âpre lutte que se livrent bourgeoisie classique et révisionnistes modernes au sein même du PCF et de la CGT.

La clé de cette situation non dépourvue de paradoxe est fournie par le XXIV^e Congrès du PCF qui s'est réuni du 3 au 7 février à Saint-Ouen. Jamais un congrès révisionniste n'était allé aussi loin dans la lutte déclarée contre le marxisme-léninisme et dans l'affirmation de la soumission à la politique et à l'idéologie de la bourgeoisie, mais en même temps jamais congrès du PCF n'avait mis tant d'ardeur à soutenir le social-impérialisme soviétique. Il nous semble que ce mélange d'eurocommunisme poussé à l'extrême et de pro-soviétisme non dissimulé correspond au caractère spécifique du parti révisionniste français où le courant pro-soviétique a eu l'habileté de ne pas s'attacher aux références formelles encore en vigueur à Moscou, mais que d'un autre côté il reflète assez bien la nature des liens qui unissent pour le moment le personnel politique social-démocrate de la bourgeoisie et les révisionnistes. Le PCF a fourni toutes les garanties qu'on lui réclamait à propos de son rejet du marxisme-léninisme et de son soutien actif à la politique social-démocrate, il a donné toutes les preuves requises de son intégration au système politique bourgeois. Mais qu'il ait pu le faire tout en affichant un soutien sans complexe au social-impérialisme soviétique, qu'il ait pu appuyer le coup fasciste de Jaruzelski sans quitter le gouvernement, voilà qui donne un cachet particulier à la situation politique française.

La social-démocratie — ou du moins son courant dominant d'aujourd'hui, représenté par le CERES et les mitterrandistes — estime pouvoir s'appuyer sur les révisionnistes pour "réussir" sa politique économique et sociale, parce qu'elle pense que le PCF est la seule force politique capable de contrôler la classe ouvrière. La récente rencontre du 17 février entre le. PS et la CGT s'est déroulée sur ce thème. Krasucki et Séguy ont vendu leur marchandise en faisant valoir que la CGT restait "la première centrale ouvrière", dont le soutien et la collaboration sont indispensables aux socialistes pour réussir. Ils ont réclamé qu'on ménage davantage la CGT, et que les socialistes ne tentent pas d'y créer des difficultés en profitant des remous suscités par le soutien que les chefs révisionnistes ont apporté à Jaruzelski.

Cette rencontre résume bien la situation. Au lendemain du 10 mai, certains socialistes ont voulu pousser l'avantage jusqu'à vouloir écarter le PCF de la scène politique. La courant social-démocrate s'est ranimé au sein de la CGT, en même temps que les ultra-révionnistes du PCF étaient encouragés dans leurs actions. Aujourd'hui la situation est plus claire. Les révisionnistes savent qu'on a besoin d'eux, aussi entendent-ils garder les mains libres et faire cesser les pressions sur leurs "dissidents".

Ainsi voit-on non sans étonnement un parti battu électoralement, perdant des militants, en pleine déliquescence idéologique, rongé par une "crise d'identité", plus divisé qu'il ne l'a jamais été — voit-on ce parti afficher quatre ministres, infiltrer l'appareil d'Etat et tenir le devant de la scène en tant que "parti des travailleurs", transformant la vie politique française en un faux jeu de dupes dont on ne voit pas la fin. La voix des révisionnistes est amplifiée, relayée par tous les médias ; leurs sermons sont rabâchés, décortiqués, analysés et commentés à l'envi par les uns et les autres. Le débat d'idées prend aujourd'hui dans notre pays un tour vertigineux. La droite donne de la voix contre le PCF en lui reprochant d'être resté stalinien et léniniste. Le PCF répond qu'il a rejeté le marxisme-léninisme depuis trois ans et le stalinisme depuis un quart de siècle. Au milieu, les socialistes recherchent timidement des preuves tangibles de l'abandon de la théorie révolutionnaire de la part du parti révisionniste. Indigné, celui-ci riposte qu'il a bel et bien cessé d'être marxiste-léniniste et adjure qu'on le croit.

Cette mascarade veut paraître un jeu de dupes alors qu'il n'en est rien. Chacun veut faire croire qu'il a été abusé alors que tous jouent bien leur rôle au service des plans de la bourgeoisie.

De même qu'il y a 20 ans le parti révisionniste est allé chercher la social-démocratie moribonde dans les poubelles de l'histoire et a en quelque sorte fabriqué sa renaissance, de même aujourd'hui la social-démocratie triomphante (et nous dirons la social-démocratie en particulier car elle n'est pas seule concernée) soutient le parti révisionniste, lui ménagé une bonne place dans la vie politique française, c'est-à-dire qu'elle va jusqu'à ménager les liens renforcés que ce parti entretient avec Moscou.

Le débat qui a entouré l'application de l'ordonnance du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail et aux congés payés illustre bien la nature de l'alliance socialo-révisionniste. Cette ordonnance répond aux nécessités de la rationalisation et de la restructuration du système productif dans une situation de croissance ralentie avec menace de récession. Dans de telles circonstances, les capitalistes exigent une plus grande souplesse dans l'utilisation de la force de travail. Cette souplesse leur est garantie précisément par l'ordonnance du 16 janvier, qui lève les barrières en ce qui concerne les heures supplémentaires, le repos hebdomadaire, le travail de nuit pour les femmes. Par contre pour les travailleurs, l'ordonnance ne garantit aucune compensation salariale, sauf pour ceux payés au SMIC — et encore, à la condition qu'ils soient embauchés avant le 1/2/82.

L'application de l'ordonnance s'est accompagnée comme il était facile de le prévoir d'une baisse de salaire, d'une remise en cause des avantages acquis (temps de pause, etc...). Cette offensive patronale a provoqué un vaste et vigoureux mouvement revendicatif chez les travailleurs. La CGT veut donner l'apparence de soutenir ce mouvement alors que, depuis le protocole d'accord signé le 17 juillet 1981 entre la CFDT, d'autres syndicats et le CNPF, protocole dont s'inspire l'ordonnance du 16 janvier, elle n'a jamais engagé une lutte autre que verbale contre les graves conséquences de cette prétendue réduction du temps de travail.

Devant l'ampleur du mouvement gréviste, le gouvernement fit croire qu'il reculait, profitant de l'occasion pour centrer le débat non plus sur la lutte anti-chômage — l'objectif pourtant affiché de l'ordonnance — mais sur les compensations salariales. Ainsi, grâce à la complicité de la CGT, la lutte contre le chômage passe au second plan pour le plus grand bénéfice de la social-démocratie qui sait que la politique industrielle qu'elle va mettre en place à la suite des nationalisations [*Le prochain n° de L'Emancipation traitera ce sujet.*] portera des coups encore plus rudes à la classe ouvrière. Le plan intérimaire le prévoit, les discours patronaux l'affirment, les experts économiques du gouvernement le jugent inévitable. Cette politique industrielle vise à une plus grande mobilité des capitaux, à une modernisation accélérée de l'appareil productif, ce qui signifie : déplacement des forces de travail, licenciements, chômage croissant. Quand ces conséquences apparaîtront, la bourgeoisie demandera au parti révisionniste de paralyser l'initiative de la classe ouvrière, de museler les travailleurs et d'étouffer leurs luttes.

Les événements tragiques survenus en Pologne ont révélé d'autres aspects des rapports socialo-révisionnistes. Ils ont montré que les socialistes ne voulaient pas créer des difficultés aux révisionnistes, affirmant ainsi la solidité de leur alliance avec eux, du moins pour l'instant. Dès le lendemain du coup de force de Jaruzelski, les dirigeants socialistes ont prétendu qu'il s'agissait d'une affaire purement intérieure à la Pologne, répondant par là aux vœux du PCF et signifiant que ces événements ne serviront pas de "prétexte" pour chasser les ministres révisionnistes.

Là encore, la polémique déclenchée par ces événements ne fut constituée que de faux semblants. L'"état de guerre" instaurée par Jaruzelski sur l'ordre de Moscou est la suite logique des événements des récentes années, il révèle au grand jour l'essence nazie des régimes des pays où les partis révisionnistes sont au pouvoir. Avec raison, les polonais ont peint des croix gammées sur les affiches proclamant l'"état de guerre". Mais ici, en France, c'est le fantôme de Staline qu'on évoque, à droite et à gauche.

Les dirigeants de Solidarité ont conduit la classe ouvrière polonaise dans l'impasse et la tragédie, en accrochant le puissant mouvement revendicatif au char de la bourgeoisie occidentale et des forces les plus réactionnaires en Pologne même. Les dirigeants de Solidarité sont des vendus, des traîtres, des archi-réactionnaires, mais personne n'ose le dire. Marchais, dans son discours au XXIV^e Congrès, lien qu'il soutienne Jaruzelski, a défendu les "acquis" de Solidarité en ces termes : "Je rappelle que, dès l'été 1980, nous avons exprimé notre sympathie pour les efforts entrepris dans ce pays, visant à surmonter les lourdes fautes du passé (entendez : du passé stalinien) et à développer le socialisme". En fait, il y a longtemps que le socialisme a été banni de la Pologne, pour son plus grand malheur. La tragédie que vit aujourd'hui ce pays est le résultat de ce reniement, et cela, ni la droite réactionnaire, ni la social-démocratie, ni les révisionnistes ne le disent. Le programme des dirigeants de Solidarité préconise d'aller encore plus loin dans la voie de ce reniement dont la faillite est pourtant patente, plus loin dans la demande de crédit à l'étranger, alors que la dette polonaise atteint 27 milliards de dollars et que, depuis 1981, les revenus d'exportations ne suffisent plus à payer le service de la dette, plus loin dans le démantèlement de la collectivisation de l'agriculture, plus loin encore dans l'adoption de mesures capitalistes dans l'économie, alors que les réformes de 1973 et de 1979 rétablissant l'autonomie et le critère du profit dans les entreprises ont conduit à l'anarchie et à la crise économiques etc., etc.

Et tout ceci, comme l'affirme le programme de Solidarité, "sans porter atteinte aux alliances internationales (Pacte de Varsovie), en leur donnant même des garanties solides" (!!). En vérité, l'URSS a besoin de voir se développer une industrie moderne en Pologne, avec l'aide des crédits capitalistes, pour y puiser les produits finis qu'elle a tant de mal à produire elle-même. Les capitalistes occidentaux ont besoin de voir le peuple polonais travailler pour payer les intérêts de la dette. Le peuple polonais paye aussi la soumission des dirigeants de Solidarité aux intérêts communs des banquiers occidentaux et du social-impérialisme russe. Mais tôt ou tard la classe ouvrière polonaise se dressera à nouveau, et refusera que sa lutte serve d'objet de marchandage entre les superpuissances.

L'affaire polonaise, comme le XXIV^e Congrès où le PCF a fait applaudir les délégations des révisionnistes soviétiques, polonais et afghans, révèle que l'alliance de la social-démocratie avec les révisionnistes comporte un aspect international. Il est difficile de dire jusqu'à quel point les socialistes se serviront de leur allié prosoviétique, mais il est certain que de son côté, cet allié profite de la situation, pour le plus grand bénéfice des soviétiques.

Pour notre part, nous continuerons à démasquer le contenu et les objectifs de l'alliance socialo-révisionniste et nous défendrons davantage le marxisme-léninisme, notre théorie révolutionnaire toujours vivante.

L'EVOLUTION DU PROGRAMME ECONOMIQUE DU PCF

2. DE L'AUTOGESTION AUX NOUVEAUX CRITERES DE GESTION

Le programme économique du PCF est aujourd'hui synthétisé dans la notion de "nouvelle croissance française". Cette notion est ancienne, elle est apparue lors du Programme commun comme étant la nouvelle politique économique à mener par le gouvernement de l'étape de démocratie avancée. Cependant, elle est aujourd'hui mise en avant dans le cadre de la nouvelle politique adoptée par les révisionnistes à leur XXIII^e Congrès, celle de l'autogestion. La particularité de cette "nouvelle croissance française" réside en ce qu'elle est présentée non plus comme un programme économique à réaliser sous la démocratie avancée, et dont la réalisation est conditionnée par l'établissement de cette dernière, mais comme une politique économique qui s'accomplit dès maintenant, en vertu de la "démarche autogestionnaire au socialisme", sans exiger la prise du pouvoir par ta classe ouvrière. Les propositions de ce programme ne diffèrent guère de celles du Programme commun, elles sont actualisées. Si la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (CME) est bannie, pour la raison qu'elle supposait un "changement de société" et une stratégie par étapes, l'analyse du CME, quant à elle, reste en vigueur.

La "nouvelle croissance française" correspond à la nouvelle situation concrétisée après le XXIII^e Congrès par le "Plan de lutte contre la crise". Ainsi, on voit bien que, contrairement au Programme commun dont l'objectif était d'appliquer une politique économique de transition au socialisme, le programme économique actuel du PCF ne prétend qu'apporter des "solutions à la crise". Ce programme économique concorde tout à fait avec la stratégie autogestionnaire. L'analyse historique du programme économique du PCF démontre ainsi toute l'hypocrisie des déclarations en faveur du socialisme, elle découvre au grand jour qu'il s'agit d'une politique révisionniste de collaboration de classes de plus en plus ouverte, qui vise à apporter ou soutenir de prétendues solutions à la crise du système capitaliste, en fait à instaurer en France la cogestion.

La première partie de notre étude, parue dans le numéro précédent de L'EMANCIPATION, portait sur la période qui a amené le révisionnisme au Programme commun et au XXII^e Congrès. La seconde couvre la période suivante, du XXII^e Congrès à ce jour.

LE XXIII^e CONGRES (mai 1979)

L'échec de l'Union de la gauche aux élections législatives de mars 1978 est marqué par la rupture de l'alliance PC-PS et l'abandon du Programme commun de gouvernement qui la soutenait. Déjà, l'année précédente, la "bataille pour l'actualisation du Programme commun" était annonciatrice de cet événement, le PC accusant le PS d'avoir viré à droite (!) et de liquider le "contenu transformateur" du Programme commun. Cependant, le changement de stratégie du PCF de l'après-mars 1978 n'est pas la simple conséquence d'une alliance impossible conçue autour du Programme commun. En effet, l'adoption par la suite, de l'autogestion montre clairement qu'il s'agit d'une remise en cause fondamentale de cette stratégie.

Au lendemain de l'échec électoral, en avril, le Comité central du parti révisionniste annonce, dans la droite ligne du XXII^e Congrès, ce qui sera développé l'année suivante au XXIII^e Congrès. Il pose les premières pierres de ce qui sera sa nouvelle stratégie. Pour lui, l'échec de son ancienne stratégie ne résulte pas seulement des mécanismes politiques, mais aussi de phénomènes traversant la société, phénomènes dont l'analyse appuie ou plutôt justifie sa "nouvelle politique". De cette manière, l'expérience et l'échec du Programme commun auraient permis au PCF de trouver enfin une politique conforme au "mouvement réel des choses" [*J. Scheibling déclare, à propos du "décalage", qu'il tient "pour une grande part des traditions et des mentalités qui ne sont pas toutes négatives, loin s'en faut, mais qui comportaient parfois un dogmatisme certain, au sens propre du terme, un trop grand respect de la lettre des classiques du marxisme. Les évolutions de la vie sociale, des réalités économiques et politiques ont heurté de front ces obstacles théoriques."* in *Pour une stratégie autogestionnaire, Editions Sociales, 1980, p. 12.*], à la "réalité française" (!), appréhendée par l'analyse des "comportements contradictoires qu'engendre la crise et son approfondissement" [*Id., p. 21.*], c'est-à-dire l'aspiration au changement et simultanément le développement de phénomènes de résistance, d'où l'idée de l'union à la base et celle de créer "pas à pas" les conditions du changement.

Quelle voie emprunter pour avancer vers le socialisme (ou plutôt pour ne pas avancer !), telle est une fois encore la question que le PCF se pose.

La période 1972-1978 était marquée par l'articulation Programme commun/démocratie avancée, fondée sur la notion d'étapes marquant le processus qui conduirait au socialisme. Le PCF met ce schéma en cause, tout d'abord en invoquant la dichotomie luttes/élections et l'impact de la crise sur les aspirations, les résistances au changement. Que veut-il dire par là ?

Le PCF soutient que la période du Programme commun a conduit à un processus de déconnexion entre les luttes sociales et les batailles politiques qui étaient essentiellement des batailles électorales. Les luttes étaient alors

perçues comme devant résoudre les revendications immédiates et les questions tenant à la transformation de la société étaient renvoyées aux échéances électorales. Le projet était d'amener par les luttes le mouvement populaire jusqu'au niveau requis par le Programme commun. La faille dans ce projet, la déconnexion luttes/élections, a favorisé le jeu du PS dans la politique d'Union de la gauche qui privilégiait comme facteur décisif les accords au sommet entre les deux partis. La stratégie des étapes encore de mise au XXII^e Congrès indiquait: "l'union de la gauche est l'axe de notre politique", elle nécessitait "l'union du peuple de France" et consistait en ceci : la première étape, le Programme commun avait pour outil l'Union de la gauche, tandis que l'étape suivante, le socialisme, exigeait l'union du peuple de France, élargissement de l'union de la gauche. Ces deux notions sont abandonnées aujourd'hui pour la seule "union à la base".

Voilà pour le constat. Mais quelle est la nouvelle voie que les grands prêtres du PCF [*Les révisionnistes peuvent être appelés ainsi, et très souvent leur langage est le même, comme par exemple quand ils déclarent dans le document "Franchir une première étape" dont nous parlerons plus loin : "Ainsi, en faisant de chacun citoyen, en associant toutes celles et tous ceux qui produisent les richesses matérielles et culturelles, en associant, sans discrimination, la jeunesse à la mise en oeuvre de la politique nouvelle, un souffle, nouveau de liberté et de bonheur traversera le pays, favorisant de nouvelles relations humaines fondées sur le respect d'autrui, l'accès aux responsabilités, la lutte contre les inégalités et pour l'évolution des mentalités."*] vont emprunter pour guider le troupeau de Dieu pour qu'il puisse goûter "pas à pas" au bonheur céleste du socialisme autogestionnaire ? La recette à l'ancienne était la voie démocratique au socialisme, la nouvelle est... la voie démocratique au socialisme. Même bréviaire utilisé, même formule. La nouveauté tient en ce que cette voie ne se rattache plus à un programme, à une étape vers le socialisme, au contraire, elle devient le moyen d'engager dès maintenant la société vers le socialisme. [*"C'est dire qu'avec le XXIII^e Congrès (...) on parvient cette fois à articuler ces différents termes, défense des intérêts de la classe ouvrière, ouverture des perspectives et changement de société."* (J. Scheibling, *op. cit.*, p. 59) Et celui-ci ajoute : "*Cette démarche ne repose plus sur un processus d'étapes globales et définies à l'avance, mais sur un autre type de processus constitué d'avancées partielles se nourrissant les unes les autres et s'articulant les unes avec les autres. Ces avancées, s'appuyant sur les luttes et sur la démocratie, peuvent déclencher, dans tous les secteurs et dans tous les domaines, des mouvements de transformation de la société mais pas forcément au même moment et au même niveau. C'est l'ensemble de cette démarche qui, selon nous, permettra au peuple français d'aller au socialisme. Ce que nous définissons là, c'est donc tout à la fois une stratégie autogestionnaire et une stratégie révolutionnaire puisque ce dont il s'agit, c'est de la transformation socialiste de la société française."* (Id., p. 60).] On passe de la "démocratie avancée" à "l'avancée de la démocratie". Les révisionnistes ont donc bien raison d'affirmer que le XXIII^e Congrès prolonge le XXII^e, à tel point que si ce dernier avait rejeté enfin la dictature du prolétariat, pour les motifs que nous avons déjà éclairés, le XXIII^e Congrès, lui, abandonne officiellement le marxisme-léninisme.

La nouvelle stratégie autogestionnaire est aussi le produit de la crise et de son aggravation que connaît le système capitaliste. Le socialisme ne tient pourtant plus guère de place dans les documents du XXIII^e Congrès et de la période qui suit, par contre, après lui, fleurit une littérature abondante sur les moyens de sortir de la crise. Mais cette stratégie est celle de la collaboration de classes, de la tentative de s'assurer l'adhésion et la participation des travailleurs au relèvement de l'économie, à la réforme du système capitaliste en crise et à sa restructuration, pour que les rapports de production n'éclatent pas sous la poussée des forces productives. Elle entérine une pratique déjà ancienne de collaboration de classes, bien que jamais le PCF ne se soit autant enfoncé dans cette voie ainsi légalisée. C'est la voie de la lutte encore plus ouverte contre le marxisme-léninisme, la classe ouvrière et les masses travailleuses, la voie du soutien au système capitaliste. C'est la cogestion aux couleurs de la France, ou plutôt aux couleurs du révisionnisme moderne.

Si dans l'ancienne formule les changements de société relevaient du processus par étapes, maintenant, dans la nébuleuse de la démarche autogestionnaire, "c'est dès aujourd'hui, dans le combat quotidien, que nous entendons les faire progresser". (*L'Humanité*, 10 septembre 1979.) On passe, dit Francette Lazard, de l'idéal au réel (*Les Cahiers du communisme*, décembre 1980, n°12.), signifiant par là que les travailleurs doivent abandonner toute idée de révolution. Ceci est concrétisé sous la forme d'"objectifs de lutte" [*Publiés par L'Humanité le 10 septembre 1979, ce sont : La sauvegarde de l'emploi, de l'activité des entreprises, la création d'emplois nouveaux par la relance de la consommation populaire, de branches de production conformes aux besoins urgents du pays ; la préservation et l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs ; la limitation à un seuil supportable des loyers, des charges, des impôts, la défense des garanties sociales ; la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire ; le droit à la retraite à 60 et 55 ans ; l'amélioration et la transformation des conditions de travail ; la satisfaction des revendications des immigrés ; la sauvegarde et l'extension du secteur public, la réalisation des nationalisations démocratiques, non étatiques ; la garantie et l'amélioration du revenu des exploitants familiaux agricoles et l'essor des productions ; le soutien aux revendications des femmes à mieux vivre ; des moyens nouveaux à la Santé ; une meilleure formation à l'école ; la défense et l'élargissement des droits démocratiques ; l'établissement d'un véritable pouvoir régional, l'élection au suffrage universel et à la proportionnelle d'assemblées régionales ; la reconnaissance du droit à l'autodétermination des DOM-TOM.*] qui

relèvent exactement des caractéristiques formulées pour le système de socialisme autogestionnaire. Ainsi, tout comme l'étape de démocratie avancée et celle du socialisme ne diffèrent guère, les objectifs de lutte sont en quelque sorte le "programme" d'un socialisme autogestionnaire futur... qui se construit dès maintenant !

LE PLAN DE LUTTE (131 propositions)

Un peu plus d'un an après le XXIII^e Congrès, le 20 novembre 1980, Marchais présenta à la presse ce plan dont il définit ainsi l'objet : "atteindre par la lutte un ensemble d'objectifs dont la réalisation permettra de trouver une issue positive à la crise que connaît notre pays, de satisfaire les revendications et les aspirations essentielles des travailleurs et de leurs familles, en bref, d'obtenir le changement ". (*L'Humanité*, 21 novembre 1980.) Ce plan, c'est la traduction du XXIII^e Congrès, c'est le catalogue des objectifs de lutte pour "surmonter" l'aggravation de la crise, le plan de la cogestion, façon révisionniste. [*"Ce programme (131 propositions) est devenu le programme général du Parti..."*. (Interview de Marchais à Antenne 2, in *L'Humanité*, 1^{er} juin 1981.)] Ce qui le distingue, affirme Marchais, c'est qu'"il comporte des différences (qui) tiennent tout d'abord à la nécessité de faire face à l'aggravation de la crise et aussi à la volonté de prendre en compte les acquis de la réflexion approfondie poursuivie par notre Parti au cours des dernières années. C'est ainsi que le plan de lutte comporte des idées, des propositions nouvelles touchant par exemple au contenu et aux conditions de travail, à la retraite, à l'école, au sport, à la jeunesse, aux droits de la femme, à la sécurité, à la région, à la fiscalité, aux circuits de distribution, à l'orientation et à l'utilisation des sciences et des techniques, à l'autogestion et plus généralement, à ce que j'appelle une nouvelle croissance française". (*L'Humanité*, 21 novembre 1980.)

La "nouvelle croissance française", c'est la proposition d'une nouvelle politique économique que devrait adopter le système capitaliste en crise. A la lecture de son contenu, indiqué par Marchais dans sa conférence de presse, nous nous apercevons que cette politique est en harmonie avec la politique actuelle du gouvernement bourgeois social-démocrate dont s'est doté le capitalisme français. [*"Je propose en effet, sous la dénomination de nouvelle croissance française, une nouvelle façon de développer la France, de gérer l'économie. Je propose d'en finir avec le profit capitaliste comme seul moteur de l'activité, d'établir la rentabilité sur des bases sociales et nationales plus modernes, plus efficaces, de donner en somme de nouveaux moteurs à la production et à la création des richesses de la France. Brièvement, je dirai qu'il s'agit : de produire pour les besoins populaires, la justice sociale ; d'investir, de produire et de créer français en priorité, et nous en sommes capables ; de valoriser les sciences et les techniques en les mettant au service des hommes ; de réorienter et de rééquilibrer notre coopération internationale dans un sens conforme à nos besoins et aux intérêts des nombreux pays avec qui nous pouvons développer nos relations ; de faire appel à la plus large initiative et à la responsabilité des travailleurs et travailleuses, disposant des moyens de se qualifier et bénéficiant des fruits de leur travail ; de faire preuve de la plus grande rigueur à l'égard des profiteurs qui gaspillent les ressources naturelles, les moyens économiques, les forces humaines, l'argent du pays. Voilà les ressorts du renouveau de la France."*]

Au lendemain de la victoire de Mitterrand aux élections présidentielles qu'advint-il du plan de lutte ? Le Comité central du PCF, le 15 mai 1981, rappela que son programme général restait les 131 propositions, mais que dans la situation nouvelle, il convenait de proposer un ensemble d'objectifs d'action gouvernementale plus limité, dégagé du plan et fidèle à son orientation générale, en vue des élections législatives de juin, dont l'objet était "de mettre en place une majorité et un gouvernement nouveau qui aura pour tâche de faire franchir une première étape de la mise en oeuvre de la politique nouvelle". (*L'Humanité*, 16 mai 1981.)

Remarquons que dans cette déclaration le terme d'étape est employé, bien que, comme nous l'avons vu, la stratégie des étapes ait été bannie au XXIII^e Congrès. Le mot n'a plus le même sens. Si, rappelons-le encore, dans l'ancienne formule, le "mouvement réel des choses" était forcé par la stratégie de "rupture par étapes", aujourd'hui la voie au socialisme autogestionnaire le respecte, en 'empruntant, pas à pas, étape après étape, un chemin tracé par les luttes des travailleurs et par l'expression du suffrage universel". (*L'Humanité*, 5 juin 1981.) Le suffrage universel est donc la traduction du réel de la lutte à la base, son niveau conditionnant le sommet, les limites à ne pas franchir dans la transformation de la société. Ainsi, le verdict du suffrage ayant conduit à un recul électoral, le PCF traduit cette situation en établissant pour les élections législatives un plan de lutte limité et vague [*"Notre démarche de principe est claire : nous défendons les idées, les solutions, les propositions qui nous semblent les mieux adaptées pour résoudre les problèmes. Nous nous battons, de toute la force de nos convictions, pour les voir triompher. Mais ce n'est pas nous qui décidons. Ce sont les français, et eux seuls. Ce sont eux qui décident du rythme, des formes, du contenu des étapes à franchir. Nous respectons leur choix. Nous gardons bien sûr toutes nos idées. Nous continuons à penser que les solutions que nous avons proposées sont justes, qu'elles sont les plus efficaces pour sortir de la crise. Mais nous tenons compte du cadre politique nouveau que les français ont créé par leur vote."* G. Marchais, *L'Humanité*, 5 juin 1981.], dans le but de participer au gouvernement. [*Marchais disait au XXIII^e Congrès : "Nous partons d'une idée simple. Tout ce qui peut être obtenu doit l'être. Tout pas en avant possible doit être franchi."*]

Cet ensemble d'objectifs a été publié sous le titre : "Franchir une première étape, les objectifs proposés par le PCF". (*Supplément à L'Humanité*, 23 mai 1981.) Il n'est qu'un très pâle reflet du plan de lutte. Il tient en une page tandis que le plan en occupait huit. Il rapporte quelques objectifs sociaux, ne comporte plus de chiffrage, par exemple des créations d'emplois, de la hiérarchie des salaires, plus d'imposition à 100% des revenus au-dessus de 40 000 F par mois ; la construction des HLM tombe de 500 000 à 100 000 par an, etc. Sur le plan économique, plus de lamentations sur les ravages du profit, plus de nouvelle croissance française, plus de "produire français". Il fait mention sans précision de "plans de relance" pour tel ou tel secteur, de la recherche scientifique à développer, du lancement d'activités nouvelles, de mesures en faveur de l'agriculture, l'artisanat et le petit commerce, de la planification. Sur le droit des travailleurs, il oublie même les "conseils d'atelier". Ne figure plus aussi le droit à l'autodétermination des DOM-TOM.

Se soumettant à la direction sociale-démocrate pour infiltrer l'appareil d'Etat, le PCF soutient l'orientation générale de la politique de Mitterrand, position qui permet de ne pas s'engager à fond, de paraître critique, et de bernier les travailleurs en leur disant : "les français n'ont pas voulu du plan de lutte, nous nous soumettons en bons démocrates aux décisions du suffrage universel et il ne faut pas nous incriminer si rien ne va. Les solutions que nous proposons ne commandent pas l'action du pouvoir, ou du moins cette action n'est pas assez profonde, mais nous n'y sommes pour rien." Le PCF a réclamé sa participation au pouvoir pour la raison que lui-même, et donc la classe ouvrière (!) n'ont pas partagé le pouvoir depuis la Libération, époque où il a contribué au "redressement national". Rien ne peut donc se faire pour sortir de la crise sans sa collaboration. Dans cette optique, le livre de François Billoux *Quand nous étions ministres*, sorti des presses deux semaines après la signature du Programme commun, a été réédité dans le but de prouver la justesse de la collaboration de classes, de persuader la bourgeoisie de la loyauté du PCF envers le régime capitaliste et qu'une situation difficile réclame sa participation aux affaires. Aujourd'hui, donc, d'un côté la bourgeoisie recherche la collaboration du PCF pour opérer les restructurations économiques et les réformes politiques pour le plus grand bien du capital, et de l'autre le PCF prétend que les circonstances sont favorables au développement d'un processus autogestionnaire vers le socialisme, bénéfique aux travailleurs. Mais la même politique, bourgeoise et révisionniste, ne peut servir à la fois les intérêts du capital et ceux des travailleurs, qui sont de caractère antagonique. La participation du PCF au gouvernement et sa "lutte à la base" pour faire accepter ses propositions économiques dans les entreprises nationales et privées représentent la politique d'un parti bourgeois, avec le but de parvenir à un consensus social, à l'extinction de la lutte des classes. Elle vise à ce que les travailleurs "participent" à la gestion de l'économie capitaliste, c'est-à-dire qu'ils acceptent, au nom d'on ne sait quels lendemains autogestionnaires, d'être encore exploités pour permettre à ses exploités de "trouver une issue à la crise". Mais en réalité, la classe ouvrière ne participe pas et ne participera jamais à cette mystification. Ceux qui y participent, ce sont les petits-bourgeois, les cadres, techniciens, ingénieurs, les députés, sénateurs, conseillers généraux, les maires et autres éléments embourgeoisés qui, pour s'associer à la gestion de l'économie, prônent des réformes sur le "droit des travailleurs" et le "partage des décisions" dans l'entreprise, la "décentralisation", etc. Mais jamais la classe ouvrière n'aura de pouvoir dans ce système capitaliste "rénové".

Le "souci" du bien-être des travailleurs n'est pour le PCF que la propagande d'un monde où le système capitaliste, baptisé autogestion en la circonstance, ne produit pas d'antagonismes de classes, où l'ouvrier par ses conditions de vie tendrait à se rapprocher de la bourgeoisie privée ou de capitalisme collectif, à s'embourgeoiser. Ceci ressort pleinement dans le rapport de Marchais au XXIV^e Congrès (*L'Humanité*, 4 février 1982.) où celui-ci dit : "ce que nous voulons, c'est permettre à tous et à toutes, et non pas seulement à une minorité, de bénéficier des conditions de vie correspondant à notre époque et des commodités offertes dans un pays moderne (...) nous voulons permettre à tous d'y accéder", et il ajoute que le socialisme à la française est inconcevable "sans que la possibilité soit offerte aux personnes, aux familles d'être propriétaires du logement qu'elles occupent, de leur automobile, d'une résidence secondaire ou d'autres biens de consommation existants ou à venir". Dans la première partie de ce rapport ("le socialisme à la française que nous voulons"), il se livre à une apologie du système capitaliste et de ses "bienfaits". Tout d'abord, il fait une découverte qui va bouleverser les sciences sociales, en déclarant que la France n'est plus celle des Misérables ou de Germinal, ni un pays du tiers-monde, mais la France de la fin du XX^e siècle ! Dans cette France-là, "en l'espace d'une génération, l'essor scientifique et technique et ses effets dans la production, l'évolution de la vie sociale, les luttes populaires ont entraîné un progrès de consommation et de nombreuses façons de vivre". Il décrit ensuite la progression de l'équipement ménager, l'évolution de la structure sociale, de la production et de la productivité, etc. Puis il dépeint les méfaits du système sur les conditions de l'homme au travail. Bon côté et mauvais côté, voilà la pensée typique du petit-bourgeois [*"Le petit-bourgeois, 'pris de rage' devant les horreurs du capitalisme est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes." Lénine, "La maladie infantile du communisme", Oeuvres, t.31, p.26.*], digne successeur de Proudhon, que Marx, raillait ainsi :

"Pour lui, M. Proudhon, toute catégorie économique a deux côtés, l'un bon, l'autre mauvais. Il envisage les catégories comme le petit-bourgeois envisage les grands hommes de l'histoire : Napoléon est un grand homme ; il a fait beaucoup de bien, il a fait aussi beaucoup de mal.

Le bon côté et le mauvais côté, l'avantage et l'inconvénient pris ensemble, forment pour M. Proudhon la contradiction dans chaque catégorie économique.

Problème à résoudre : conserver le bon côté en éliminant le mauvais." (K. Marx, *Misère de la philosophie*, Ed. Sociales, 1947, p. 89.)

Avant d'apporter les "solutions à la crise", Marchais en donne les causes, selon lui, afin de pouvoir modifier ici ou là telle ou telle situation. Ces causes qu'il énumère sont : 1) la crise des débouchés, 2) la crise de l'appareil productif par la tendance à augmenter les profits dans les secteurs non-productifs, 3) la crise du financement public, 4) la crise des exportations de capitaux qui par les investissements et les spéculations effectués à l'étranger accentue le chômage, déjà provoqué par la crise des débouchés et par celle des investissements, 5) la crise monétaire par le gonflement artificiel des prix enfin d'augmenter les profits, 6) la crise du travail par la surexploitation, source d'absentéisme, d'accidents et de maladies, des chutes de production, de baisses de qualité et même de rejet du travail, 7) la crise de l'environnement. Voilà donc les sept péchés capitaux !

Ainsi, face au système dont "l'unique but, c'est d'accumuler toujours plus de capitaux et de rentabiliser à court terme (...), mais perturbe l'exercice rationnel des fonctions économiques nécessaires à la nation (...), s'avère de plus en plus impuissant à résoudre les problèmes cruciaux du développement social (...)", il convient d'édifier une "société de justice" appuyée par la "nouvelle croissance" que nous avons déjà évoquée.

L'utopie du début du XIX^e siècle, prolongeant le "siècle des lumières", échafaudait la peinture fantaisiste de la société future débarrassée des "anomalies" sociales et fondée sur la "raison" et l'"harmonie sociale", elle correspondait au mode de production capitaliste de l'époque où la grande industrie et le prolétariat ne s'étaient pas encore développés, où ce dernier n'existait, pour les utopistes, que sous l'aspect de la classe la plus souffrante. Mais aujourd'hui où les antagonismes de classes se sont amplifiés, où la grande industrie s'est imposée, où le caractère social de la production s'est considérablement développé, se rattacher à ces idées comme le fait Marchais va dans le sens inverse du développement historique, c'est maintenir des vieilles conceptions en face de l'évolution historique du prolétariat, c'est ne voir "dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne". (Id., p. 100.) Prôner dans les conditions actuelles une société de justice où tous les hommes trouveront le bonheur, qu'ils soient bourgeois ou prolétaires, ressort de l'utopie. Seulement, contrairement aux utopistes qui à beaucoup d'égards étaient révolutionnaires, cette utopie révisionniste n'est en définitive qu'une triste farce à laquelle personne ne souscrit, même pas les révisionnistes modernes, tant leur politique se situe dans le cadre du régime impérialiste, s'y inscrit et le sert. Ce sont "les socialistes bourgeois (qui) veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat". (Marx, Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Ed. Sociales, p.66.)

LA THEORIE DU CME (1959-1966)

La théorie révisionniste du CME est l'aboutissement d'une recherche menée depuis 1959 dans la section économique du CC du PCF, à partir du XV^e Congrès dont nous avons déjà parlé. Celui-ci avait avancé des propositions pour un "programme démocratique profondément novateur sur les plans économique et politique, permettant d'ouvrir une perspective de remplacement véritable du régime gaulliste et d'émancipation de notre peuple de la domination renforcée des monopoles capitalistes". (P. Boccara, *Etudes sur le CME*, Ed. Sociales, 1977, pp. 12-13.) L'élaboration théorique du CME a été présentée à la Conférence internationale de Choisy-le-Roi, en mai 1966.

Sous l'influence de la 1^{ère} Guerre mondiale, s'est instauré le capitalisme monopoliste d'Etat. [*"On est passé des monopoles en général aux monopoles d'Etat. La situation objective montre que la guerre a hâté le développement du capitalisme, qui est allé de l'avant, du capitalisme à l'impérialisme, des monopoles à l'étatisation."* Lénine, *"La VI^e Conférence de Russie du POSDR"*, *Oeuvres*, t. 24, p. 239.] L'impérialisme, comme l'a défini Lénine, c'est la concentration de la production, du capital, et les monopoles qu'elle engendre, c'est aussi l'intervention de l'Etat dans l'économie et dans toute la vie de la société au profit des monopoles capitalistes. [*"Le capitalisme monopoliste d'Etat se traduit par la soumission de l'appareil d'Etat aux monopoles..."* Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la révolution*, Tirana, 1979, p. 80.] Cette intervention se produit tant par les subventions, commandes, aides, que par la propriété monopoliste d'Etat qui intervient dans la production même ou qui prend en charge les structures d'équipement nécessaires au développement économique, par la redistribution du revenu national dans le sens des intérêts des monopoles, par la prise en charge du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle. [*"La propriété privée des moyens de production étant maintenue, cette monopolisation et cette étatisation croissante de la production entraînent nécessairement une exploitation plus intense des masses laborieuses (...) en même temps qu'elles conduisent à une augmentation inouïe du profit des gros capitalistes."* Lénine, *"La VII^e Conférence de Russie..."*, *op. cit.*, p. 314.] La transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste porte donc en elle le CME.

Par la suite, le CME se développe dans la crise des années 30 et prit son essor durant la seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours. On ne peut, comme le font les révisionnistes, prétendre qu'il s'est opéré avec le CME un changement de nature du capitalisme et distinguer deux phases opposées dans le monopolarisme, monopolarisme simple et monopolarisme d'Etat.

Ce phénomène, loin de comporter un brin de socialisme, c'est-à-dire de solution aux contradictions capitalistes, pousse au contraire à l'extrême ces contradictions et provoque encore plus la nécessité de rompre avec le capitalisme. Le CME est une forme supérieure de la socialisation capitaliste de la production qui entre de plus en plus en contradiction avec le caractère privé de l'appropriation capitaliste de la plus-value, il est, disait Lénine, la préparation matérielle la plus complète au socialisme et, poursuivait-il contre les révisionnistes :

"L'erreur la plus répandue est l'affirmation réformiste, bourgeoise prétendant que le capitalisme monopoliste ou le capitalisme monopoliste d'Etat n'est déjà plus du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de 'socialisme d'Etat', etc. Naturellement, les trusts n'ont jamais donné, ne donnent pas jusqu'à présent, ni ne peuvent donner une planification intégrale. Ils introduisent pourtant une planification ; les magnats du Capital escomptent par avance le volume de la production à l'échelle nationale ou même internationale et règlent cette production d'après un plan, mais nous restons cependant en régime capitaliste, dans une nouvelle phase, certes, mais indéniablement en régime capitaliste. Le fait que ce capitalisme est "proche" du socialisme doit constituer, pour des représentants véritables du prolétariat, un argument en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité, de l'urgence de la révolution socialiste, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives de farder le capitalisme, à quoi s'emploient les réformistes". (Lénine, "L'Etat et la Révolution", Oeuvres, t. 25, pp. 478-479.)

Les révisionnistes modernes ont tenté d'esquiver l'implacable critique anti-réformiste de Lénine. Ils ont même prétendu qu'il n'y avait pas une parcelle de socialisme dans le CME, pas plus que dans la phase de démocratie avancée, où cependant ce n'est déjà plus du capitalisme. C'est la jonglerie de la voie non-capitaliste de développement permise, dans la pensée des révisionnistes, par l'existence depuis la Libération d'un CME développé, où par le prétendu jeu démocratique des institutions bourgeoises, il serait possible de prendre le pouvoir pacifiquement, où dans la période de transition, on "rogne" pacifiquement et graduellement les privilèges et la propriété des grands monopoles, et on fait de l'Etat un Etat au-dessus des classes. [*Mais y a-t-il seulement un renforcement de l'hégémonie des monopoles, ou bien aussi ce renforcement est-il obligé de développer des processus originaux qui approfondissent les contradictions du capitalisme et le rapprochent, de façon dialectique, du socialisme ? Ces processus fournissent des armes économiques d'un type nouveau au capitalisme, mais aussi au mouvement démocratique et révolutionnaire. Et celui-ci peut les retourner de façon décisive contre les monopoles, s'il prend le contrôle de l'Etat. Il peut les utiliser au service du peuple et aussi à l'édification d'une société nouvelle, au passage révolutionnaire au socialisme par des voies pacifiques. Le CME est la phase ultime de l'impérialisme. Si le mouvement ouvrier et démocratique parvient à arracher le contrôle de l'Etat, la domination politique, à l'oligarchie monopoliste, il s'emploiera à démocratiser profondément la vie économique. Par la nationalisation et la planification démocratiques, les nouvelles formes publiques peuvent être considérablement développées dans un sens antimonopoliste et au service de la nation. Dans ces conditions, le mouvement révolutionnaire démocratique s'efforcera d'isoler et de détruire progressivement les monopoles. Le CME et l'impérialisme connaîtront alors une crise de décomposition et pourront être détruits. Mais si le capitalisme demeure encore (...) (c'est alors un) capitalisme d'Etat démocratique qui ouvre une période révolutionnaire de transition directe, pacifique, au socialisme.*] P. Boccara, op. cit., pp. 31-32.]

L'idée de la phase de transition pacifique au socialisme remonte loin dans l'histoire du PCF. Par delà la célèbre interview de Thorez au Times (1946), elle remonte au Front populaire et à la lutte anti-fasciste que les dirigeants du PCF ont séparée de la lutte pour la révolution socialiste. [*"Le PCF ne poussait pas ses actions à leur aboutissement, il ne s'organisait pas pour une lutte véritable contre le fascisme et la réaction. La propagande et l'agitation, les manifestations et les grèves, qu'il dirigeait, ne s'inscrivaient pas dans la ligne de la prise de pouvoir des mains de la bourgeoisie. Indépendamment du fait qu'il ne niait pas les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, l'activité et la lutte de ce parti revêtaient bon gré mal gré et insensiblement les traits d'une lutte pour des réformes, pour des revendications économiques sur le plan syndical." (Enver Hoxha, L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme, Tirana, 1980, p. 70.)]*

L'existence du Parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique et de sa ligne marxiste-léniniste authentique ne permit pas à l'opportunisme du PCF de se développer. Mais après la mort de Joseph Staline en 1953, après la prise du pouvoir par Khrouchtchev et la mainmise sur le Parti et l'Etat soviétique, après le XX^e Congrès de triste renom, tout frein disparut au développement des thèses révisionnistes, et apparut au grand jour l'analyse et la théorie du CME, à travers la question de l'intervention massive de l'Etat dans l'économie et des nationalisations. [*"C'est le mélange, pour ainsi dire explosif, des effets du XX^e Congrès du PCUS de 1956 et de l'arrivée au pouvoir de De Gaulle en 1958, avec le recul considérable du PCF aux élections consécutives, qui provoque comme une crise de la section économique. C'est d'abord, par delà les répétitions des analyses descriptives de L'Impérialisme de Lénine, le retour aux analyses explicatives du Capital de Marx." (P. Boccara, Cahiers du communisme, janvier 1982, n° 1, p. 60.)]*

La thèse selon laquelle, dans la domination des monopoles, les nationalisations sont des morceaux de socialisme, ainsi que la "vision sectaire" selon laquelle les entreprises nationalisées fonctionnent comme les autres, sont écartées au profit d'une nouvelle théorie : la théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital, soit-disant fondée sur la loi marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit (exposée dans le livre III du Capital).

Le sens général de cette théorie réside en ce que l'intervention de l'Etat dans l'économie serait un moyen de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit, la suraccumulation du capital. L'Etat prendrait ainsi à sa charge des secteurs de production qui ne peuvent produire un taux de profit suffisant, ou bien encore financerait par divers moyens les monopoles privés afin d'élever leurs taux de profit. Bref, l'Etat investirait des capitaux qui ne réclament qu'un taux de profit faible ou nul, les recettes budgétaires drainées par lui venant de surcroît compenser les pertes d'exploitation.

Marx a exposé la loi de l'accumulation capitaliste et montré qu'elle se traduit par la croissance du capital constant et l'élévation de la composition organique du capital, entraînant ainsi la baisse du taux de profit. D'autre part, périodiquement, intervient le phénomène de suraccumulation où le capital additionnel produit un taux de profit moindre ou nul, cette baisse du taux de profit pouvant même atteindre le capital total. Pour le capitalisme, cette situation se résout par la dévalorisation du capital constant : la solution des contradictions, c'est la crise, et celle-ci, une fois passée, le cycle recommence et le taux de profit reprend vigueur. Afin de nier ce stade, les révisionnistes prétendent que l'Etat, continuellement, à travers son intervention économique et financière, utilise ces capitaux et dévalorise ainsi perpétuellement le capital monopoliste privé.

La conséquence logique de cette thèse ne peut qu'être la négation des crises. Même si, malgré tout, les révisionnistes parlent de crise actuelle, ils déforment simultanément l'analyse marxiste des crises cycliques et imputent, celles-ci à la "mauvaise gestion" des capitalistes. Le secteur d'Etat devient ainsi un secteur économique où les règles de la loi fondamentale du capitalisme, l'extorsion de plus-value, n'agissent pas, — c'est, osent-ils proclamer, une négation du capitalisme. Ils peuvent ainsi prétendre que si la classe ouvrière accède au pouvoir, par la voie pacifique, cette situation devient une "arme" contre les capitalistes monopolistes et que dans la "démocratie avancée" — où ne joueraient pas les lois économiques du socialisme — il serait possible d'établir un développement économique sans crise, où ne jouerait plus la loi de l'accumulation capitaliste. Les nationalisations deviennent ainsi une exigence, et le secteur économique et financier d'Etat est censé réguler l'ensemble de l'économie.

LA "CRISE DU CME" (1967-1971)

LE "NOUVEAU TYPE DE CROISSANCE" (1971-1978)

La fin des années 60 et le début des années 70 sont marqués par les débuts de la crise : crise du système monétaire international, fin de la parité du dollar avec l'or en mars 1968, accélération de l'inflation, luttes populaires des années 68-69, crise énergétique depuis 1973 et baisse de la productivité. Les économistes révisionnistes passent alors de l'analyse du CME à l'analyse de la crise et à la recherche d'une "issue à la crise". De ces préoccupations sortiront le programme économique de *Changer de cap* en 1971, et le Programme commun en 1972, où le PCF affirme que l'économie de démocratie avancée devra reposer sur une nouvelle façon de faire progresser la productivité : c'est la "nouvelle logique économique".

Mais l'extorsion de plus en plus massive de plus-value réclame le développement de la productivité, c'est-à-dire l'accroissement de la plus-value relative opposée à la plus-value absolue. (Voir *Le Capital*, livre I, t. 2.) Celle-ci ne peut grandir de manière générale que par la prolongation de la durée du travail. Au contraire, dans l'extorsion de plus-value relative, c'est la part de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail qui diminue, provoquant une augmentation du surtravail et donc de la plus-value. Cette diminution du travail nécessaire ne peut se réaliser que par une productivité accrue, grâce aux machines et à l'organisation du travail où dans un temps donné il est produit plus de valeurs d'usage et la valeur de la force de travail est elle-même en baisse. La plus-value relative croît en raison directe du développement de la force productive du travail. Cela se traduit donc par l'augmentation du capital investi en capital constant, alors que le capital variable, même s'il augmente, voit sa part relative diminuer au sein du capital total. La composition en valeur étant déterminée par la composition technique (masse de moyens de production mis en mouvement par une quantité donnée de force de travail), il se développe un phénomène contradictoire : d'une part, l'essor de la productivité augmente la masse de plus-value, par l'exploitation plus poussée de la force de travail (hausse du taux de plus-value), et donc la masse de profit, mais, d'autre part, cette masse de profit rapportée au capital total forme un taux de profit moindre.

Le capitalisme a donc une tendance à développer les forces productives, à remplacer les machines existantes par d'autres plus performantes, à développer le rapport capital/travail, tendance qui menace le taux de profit, moteur de l'économie capitaliste. Celle-ci se trouve aujourd'hui confrontée à une crise de productivité, et les économistes de tous bords s'accordent là-dessus.

Les révisionnistes, analysant ces phénomènes, condamnent le type de croissance de la productivité du travail qui mène au "gâchis du travail accumulé et du travail vivant surexploité", qui consiste à accroître le travail mort consommé pour diminuer le travail vivant, et par là diminuer le travail total. Mais aujourd'hui, poursuivent-ils, avec ce gâchis du travail accumulé et dépensé, en machines et en équipements (capital fixe), en matières premières et énergétiques (capital circulant), l'économie sur ce travail mort consommé peut devenir la source principale du progrès de la productivité du travail et du progrès pour les dépenses sociales. Ces gâchis pourraient être supprimés en remplaçant des machines ou des matériaux par d'autres, supérieurs et moins coûteux, diminuant ainsi le travail cristallisé en moyens de production. Afin de permettre les progrès de productivité, il serait nécessaire d'augmenter au contraire les dépenses pour la recherche scientifique et pour l'élévation de la qualification des travailleurs. Si, indiquent-ils, cette thèse a été appliquée dans une certaine mesure au cours des années 30, et avait alors engendré un chômage élevé, le développement du CME a relancé les gâchis, accrus par les opérations financières et la spéculation, résultat de l'insuffisance de débouchés. Mais, d'un autre côté, désormais les progrès technologiques, et l'économie des dépenses en matériel, sont plus importants. Boccara est cependant obligé de reconnaître le problème que dans le capitalisme ce progrès développe le chômage massif. Par cette "nouvelle théorie", les révisionnistes ne font que traduire les vœux des capitalistes en ce qui concerne l'automatisation et la robotisation des processus de travail. Confrontés à une concurrence toujours plus vive, ainsi qu'à la hausse des matières premières, les capitalistes cherchent à automatiser pour réduire à la fois la force de travail et le capital constant (économie d'énergie et de matières premières grâce aux procédés automatiques) : tous les discours patronaux ne parlent que de cela. Il ne leur manquait qu'un habillage "théorique" que Boccara, Herzog et C^{ie} viennent de leur donner. Mais les vrais gâchis dont ne parlent ni les uns ni les autres, c'est celui des centaines de milliers de travailleurs réduits au chômage à cause de l'automatisation capitaliste, c'est aussi celui des ouvriers déqualifiés, réduits à n'être que de simples surveillants des nouveaux procédés automatiques, ceci en raison de l'aggravation de la séparation entre travail manuel et travail intellectuel, typique de l'impérialisme.

LES "CRITERES DE GESTION NOUVEAUX" (1978-1982)

La nouvelle situation politique, marquée par la participation à la majorité gouvernementale, le dégagement de ce que Boccara appelle "les oeillères du Programme commun", la nouvelle démarche autogestionnaire, incite les révisionnistes à lutter pour mettre en pratique les principes d'un nouveau type de croissance, qui exige de nouveaux critères d'efficacité de la gestion. La "nouvelle logique de fonctionnement de l'économie", insérée dans le Programme commun, était déjà porteuse de cette exigence. Boccara propose aujourd'hui l'utilisation d'un "nouveau critère" pour organiser et mesurer la "nouvelle logique" de croissance: le rapport valeur ajoutée (salaires + prélèvements sociaux + profit disponible) sur capital matériel et financier, critère en opposition, paraît-il, avec celui de la rentabilité du capital, le taux de profit. Le taux de profit est déjà par lui-même mystificateur, puisque la plus-value y paraît secrétée à la fois par le capital et par le travail. Ici, le tour de passe-passe va encore plus loin, et consiste à transférer le capital variable qui apparaît au dénominateur de la fraction profit/capital total au numérateur, donnant en conséquence le nouveau rapport profit + capital variable/capital total. Ce nouveau rapport rompt avec la loi du taux de profit mais ne définit pas plus un nouveau mode de gestion de l'économie car les économistes bourgeois fondent précisément leur analyse et leur politique économique en fonction de ce rapport qui dissimule la véritable source de la plus-value et met sur le même plan le profit et les salaires, c'est-à-dire du travail non payé et la simple reproduction de la force de travail. Ainsi se trouve confirmée la cogestion révisionniste, où le capital et le travail ont un "intérêt mutuel" à la marche de l'économie. De cette manière, les économistes révisionnistes "résoudraient" la baisse tendancielle du taux de profit, par cette opération magique qui transforme le rapport établi par Marx et prétend diminuer la valeur du capital engagé. Ils rejoignent ainsi ouvertement le camp de l'économie politique bourgeoise. Auparavant, ce ralliement était justifié par la "phase de transition" au socialisme qu'était la démocratie avancée, phase où la gestion nouvelle de l'économie était censée rompre graduellement avec celle du CME. Cependant, aujourd'hui où la transition comme le processus par étapes est abandonné, l'idée de la rupture graduelle reste actuelle, elle reste le fondement de la stratégie révisionniste et s'inscrit maintenant dans le "mouvement de la société". Boccara indique donc que la construction économique à opérer comprend trois étages ou niveaux où s'insère le nouveau critère, à savoir :

"Le premier niveau est commandé toujours par le taux de profit capitaliste qui est loin de pouvoir disparaître d'un coup, dans un grand soir. Le deuxième niveau, mesure en prix (déduction faite de l'inflation), est fondé sur le critère synthétique nouveau, avec toutes sortes de compléments ou d'ajouts. Ces ajouts comprennent les normes sociales de salaires et du temps de travail, ou encore les prélèvements étatiques et sociaux sur la valeur ajoutée (impôt sur le capital, nouvelle base de recettes de sécurité sociale, dépenses de formation professionnelle, etc.). Ils comprennent le fonctionnement nouveau du crédit pour les entreprises, mais aussi pour les nouvelles dépenses sociales dans le cadre de la décentralisation, dans la mesure où le capital matériel et financier réclamera moins de crédit, pour anticiper les prélèvements sociaux sur la valeur ajoutée. Mais en liaison avec les deux autres, un troisième niveau doit concerner des mesures directes et non en prix sur le marché, de productivité du travail, d'emploi, de satisfaction des besoins. Il peut dès maintenant se développer et pourra le faire de plus en plus au fur et à mesure que le deuxième niveau pourra faire reculer le premier pour ainsi dire." (P. Boccara, *art. cit.*, p. 65.)

Nous avons montré, dans ces deux articles sur le programme économique du PCF, l'évolution des idées révisionnistes en la matière, mais aussi la dégradation du niveau théorique de ces idées. La "théorie" devient plus ouvertement une justification toujours moins convaincante de la pratique opportuniste des révisionnistes, aujourd'hui au pouvoir pour gérer le capitalisme. L'exemple des "nouveaux critères de gestion" lancés comme une savonnette par Boccara fait éclater le peu de prestige que les "théoriciens" révisionnistes avaient acquis aux yeux de leurs homologues bourgeois depuis une quinzaine d'années. En effet, alors que les économistes s'interrogent avec pessimisme sur l'"issue de la crise", Boccara et ses collègues révisionnistes "découvrent" que le système capitaliste peut s'en sortir s'il lâche quelques miettes à la classe ouvrière et lui permet de "participer" à sa propre exploitation ! De telles innovations et audaces théoriques ne méritent que le mépris. Elle présentent au moins l'intérêt de montrer que l'espoir ne peut venir que de l'élaboration d'un programme économique marxiste-léniniste, définissant les contours d'un socialisme authentique, dont l'édification est possible dans notre pays.

LA POLOGNE, YALTA : LA BOURGEOISIE REECRIT L'HISTOIRE

A l'occasion des événements de Pologne, on a ces derniers temps pu lire de nombreuses déclarations présentant la situation dans ce pays comme la conséquence du "partage du monde" issu des accords de Yalta.

Mitterrand, en particulier, a exprimé à plusieurs reprises cette idée, déclarant par exemple le 31 décembre 1981 : "Pour que la paix l'emporte, et elle doit l'emporter, il faut que se maintienne l'équilibre des forces entre les deux puissances qui dominent le monde. Cependant, il est également dangereux que les deux puissances dont je parle puissent coexister sur la base du partage de l'Europe d'il y aura bientôt quarante ans. Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon, à la condition de ne jamais confondre le désir que nous en avons et la réalité d'aujourd'hui."

On assiste ainsi à une nouvelle campagne anticommuniste, camouflée sous les slogans d'"aide à la Pologne". Les interprétations désormais fameuses et délibérément mensongères des accords de Crimée sont reprises en cœur, et on ne manque pas, bien sûr, de rejeter sur l'Union soviétique de Staline la responsabilité du "partage", ni de présenter les maîtres actuels du Kremlin comme les plus fidèles successeurs du grand dirigeant communiste.

Cet article ne prétend pas analyser les réactions des différentes forces bourgeoises des pays européens aux événements de Pologne. En revanche, nous tirerons parti de la débauche de commentaires soi-disant historiques pour revenir sur des faits intervenus il y a plus de trente-cinq années et rétablir une vérité que tous les réactionnaires (des trotskystes à l'opposition, en passant évidemment par le P.S.) s'emploient à falsifier. Leur but commun et constant est de dénaturer la juste politique suivie par l'Union soviétique dans l'avant-guerre et pendant le conflit, notamment sur la question des relations soviéto-polonaises. Il s'agit d'effacer de la mémoire des peuples le rôle libérateur déterminant de l'Armée rouge et de nier l'évidente supériorité de l'ordre socialiste, telle qu'elle apparaissait à tous en

LE JEU DE LA POLOGNE REACTIONNAIRE PENDANT LA PREPARATION DE L'AGRESSION ALLEMANDE ET DANS LES MANOEUVRES VISANT A ISOLER L'U.R.S.S.

Pour permettre une bonne compréhension de la politique suivie par l'Union soviétique vis-à-vis de la Pologne, un bref rappel de la situation mondiale dans les années 30 et des menées provocatrices et antisoviétiques du gouvernement polonais de l'époque est nécessaire. *[La note soviétique du 12 février 1948, intitulée les Falsificateurs de l'histoire, rétablit de façon très argumentée la vérité historique concernant la préparation et le développement de l'agression hitlérienne, la politique soviétique et la 2^{ème} Guerre mondiale.]*

L'URSS est alors environnée de pays hostiles qui élaborent à chacune de ses frontières des plans de croisade antisoviétique ; l'unique peuple au pouvoir voit ses conquêtes socialistes et son indépendance gravement menacées.

Le Japon, par exemple, ne fait pas mystère de sa volonté de s'emparer de l'Extrême-orient soviétique, l'annexion de la Mandchourie en 1931 constitue d'ailleurs la première étape de la guerre. Les impérialistes anglo-américains dont les intérêts sont très divergents dans cette partie du monde s'accordent cependant pour tenter de lancer le Japon contre l'URSS plutôt que contre la Chine.

L'Allemagne, qui a développé son industrie d'armements et relevé sa puissance militaire grâce aux américains, se prépare depuis la prise du pouvoir en 1933 par les hitlériens à venger la défaite de 1918. Elle élabore ouvertement ses plans d'agression. Hitler considère comme sa tâche prioritaire celle de détruire l'URSS, mais l'entreprise est difficile et il prévoit en fait d'établir pour commencer sa domination sur l'Europe occidentale, tout en entretenant les illusions de celle-ci sur ses véritables intentions. A Londres, on considère d'ailleurs l'Allemagne comme un allié dans la lutte contre le bolchévisme et on recherche un accord avec elle. Chamberlain, chef du gouvernement anglais à partir de mai 1937, est le principal instigateur de cette politique à courte vue visant à un partage à l'amiable des zones d'influence à des conditions n'affectant pas les intérêts britanniques et laissant les coudées franches au Reich en Europe orientale.

Simultanément, des campagnes systématiquement hostiles à l'URSS sont organisées en Finlande, où une propagande ouverte se développe en faveur de l'agression contre l'Union soviétique et de l'annexion de la Carélie.

Quant à la Pologne, Hitler flatte ses appétits annexionnistes envers les pays baltes et l'URSS, dissimulant ainsi ses propres plans d'anéantissement de ce pays. La Pologne nationaliste et contre-révolutionnaire de Pilsudski et Beck, qui fut déjà utilisée au service des plans d'intervention bourgeois contre le jeune pouvoir des Soviets, est tellement acharnée dans son antisoviétisme qu'elle mord aisément à l'appât allemand. Les gouvernements et les milieux militaires japonais et polonais coopèrent par ailleurs étroitement, tandis que la Roumanie est elle-même liée à la Pologne par une alliance militaire antisoviétique conclue en 1921.

Face à tous ces dangers, l'Union soviétique renforce sa défense et tente de consolider sa position internationale par la signature de traités de non-agression. Elle oeuvre à l'adoption de mesures efficaces contre les agresseurs afin de former un front collectif de défense de la paix, dont Litvinov proclame l'indivisibilité. *[La position de l'URSS face à l'aggravation de la situation internationale est largement développée dans les discours de Staline. Lire en particulier dans Les Questions au léninisme les Rapports présentés aux XVII^e (janvier 1934) et XVIII^e (mars 1939) Congrès du PC(b)US.]*

Les milieux dirigeants polonais agiront constamment pour faire échouer les propositions soviétiques : Pilsudski et Beck, qui signent le 26 janvier 1934 une déclaration d'amitié et de non-agression avec l'Allemagne, s'emploient à empêcher la conclusion du Pacte oriental (accord de défense entre tous les états de la région) proposé par l'URSS. Ils maintiennent ainsi la division entre les pays face à l'agresseur. Beck aide en outre activement les hitlériens à saboter la S.D.N. et n'hésite pas à proposer en 1936, conformément aux désirs de Berlin, la création d'un cordon d'états "neutres" allant de la Baltique à la Mer noire. De 1935 à 1937, les allemands essaieront d'obtenir des polonais une agression conjointe contre l'URSS, leur adhésion au Pacte anti-komintern, offrant en échange le passage de l'Ukraine sous contrôle de Varsovie. La Pologne ainsi enhardie menace en mars 1938 d'envahir la Lituanie, et seule l'intervention énergique de l'Union soviétique évitera le démantèlement de ce pays.

Mais les 29 et 30 septembre, c'est la Conférence de Munich, c'est-à-dire le couronnement de la politique d'"apaisement", la capitulation des anglo-français et le démantèlement de la Tchécoslovaquie. La porte est dès lors ouverte à l'agression allemande. Munich réalise l'isolement diplomatique complet de l'URSS : la France et l'Angleterre incitent ouvertement l'Allemagne à l'expansion vers l'est et accélèrent le processus de rapprochement avec Hitler, ce qui se traduit dans les faits par les déclarations communes Chamberlain-Hitler et Bonnet-Ribbentrop de la fin d'année 1938.

En 1939, le double jeu anglo-français se révèle dans toute son ampleur. Il devient alors évident pour chacun que l'occupation nazie de la Tchécoslovaquie, l'invasion de l'Albanie par Mussolini, ne sont que le prélude à l'écrasement de la Pologne et au déclenchement généralisé du conflit. Tout en poursuivant les tractations avec l'Allemagne afin de parvenir à un règlement impérialiste des contradictions, la France et l'Angleterre déclarent qu'elles donnent leur garantie à la Pologne et reprennent les contacts avec l'URSS. *[La conclusion du Pacte d'acier entre l'Allemagne et l'Italie, le 22 mai, a en effet accru leurs inquiétudes.]* Cependant, au cours de toute la marche des pourparlers, leur attitude permanente est de lier l'Union soviétique par des engagements unilatéraux en restant eux-mêmes à l'écart. Les deux pays rejettent la garantie commune de tous les Etats entre la Baltique et la Mer noire, refusent de s'engager à assister ces pays en cas d'agression.

Des pourparlers militaires, menés du côté anglo-français par des négociateurs sans pouvoirs, débutent le 24 juillet, malgré l'absence d'accord politique. Ils échouent également, en raison du refus des occidentaux de créer les conditions d'une riposte commune et sur un pied d'égalité des trois pays à l'agression. Le gouvernement polonais, aveuglé par sa haine du socialisme et en dépit de l'aggravation depuis mars des menaces nazies, refusera obstinément le passage éventuel des troupes soviétiques dans son pays pour aller au-devant de l'agresseur hitlérien. Il préférera à un accord avec l'URSS l'asservissement du peuple par le fascisme allemand.

LE PACTE SOVIETO-ALLEMAND DE NON-AGRESSION - L'INVASION DE LA POLOGNE

Voyant, le 21 août, l'échec des négociations tripartites, le gouvernement soviétique, menacé d'une guerre sur deux fronts face à une coalition de tout le camp impérialiste, accepte les propositions allemandes et signe le 23 un pacte de non-agression entre les deux pays.

Cet acte a fourni l'occasion aux falsificateurs et aux calomnieurs bourgeois de propager d'incroyables mensonges sur une large échelle. Nous ne pouvons revenir ici sur ces affabulations, ni sur l'importance stratégique de ce traité, qui permit à l'Union soviétique de s'assurer une meilleure situation en prévision du conflit inévitable avec l'Allemagne, de mettre fin au jeu politique des dirigeants anglais et français, de préserver dans l'immédiat la patrie du socialisme d'une attaque nazie qui serait intervenue dans les plus mauvaises conditions d'isolement et de complicité de fait entre les impérialistes. Nous savons en outre que le traité empêcha l'attaque japonaise en Extrême-orient et, accentuant les contradictions inter-impérialistes, qu'il prépara en fait les conditions de la formation de la future coalition antifasciste. *[Le camarade Enver Hoxha évoque dans ses souvenirs la conclusion nécessaire de ce traité : cf. Les Menées des anglo-américains en Albanie, Tirana, 1982, p. 17.]*

A la fin août, le gouvernement anglais tente encore de conclure directement avec le Reich un nouveau Munich sur le dos des polonais. Simultanément, il exerce des pressions sur la Pologne pour l'obliger à capituler. La politique anglaise vise ainsi à obtenir le partage d'un pays dont elle vient pourtant de garantir les frontières.

Mais l'échéance prévisible arrive : le 1^{er} septembre, les troupes hitlériennes envahissent la Pologne. Londres et Paris hésitent durant trois jours et, voulant faire pression sur l'Allemagne pour dégager un compromis, finissent

par un texte peu clair par lui déclarer la guerre, tout en restant l'arme au pied et en laissant écraser la Pologne. Leur seul regret sera de voir Hitler arrêter la progression de ses troupes et ne pas attaquer l'URSS dans la foulée. En deux semaines, l'armée polonaise disparaît, le chef de l'Etat et la plupart des ministres se réfugient à l'étranger, l'Etat polonais cesse d'exister. L'Armée rouge entre alors dans le pays, le 17 septembre, et va au-devant des troupes nazies. En prenant cette précaution, l'Union soviétique gagne donc un terrain précieux, assure sa sécurité immédiate et met à l'abri de l'occupation allemande douze millions d'ukrainiens et de biélorusses. Dans cette opération, l'Armée rouge ne dépasse pas les légitimes limites du véritable territoire soviétique, s'arrêtant à la ligne que Lord Curzon avait tracée en 1919, alors que les dispositions du traité et la position de l'armée nazie l'autorisaient à pénétrer plus à l'ouest. Les territoires situés à l'est de la ligne Curzon, peuplés à plus de 80% de biélorusses et d'ukrainiens, avaient été arrachés à l'URSS par le traité de Riga imposé par Pilsudski en 1921. *[Notons à propos de la lutte contre l'agression polonaise de 1920 que les agissements de Trotsky au sein du GQG de l'Armée rouge désorganisèrent gravement celle-ci et constituèrent une aide directe aux hobereaux polonais. La trahison trotskyste faillit une nouvelle fois coûter très cher au pouvoir des Soviétiques, comme en 1918, déjà, où, lors des pourparlers de paix à Brest-Litovsk, Trotsky avait sciemment violé les instructions du Comité central. Son attitude aventuriste avait permis à l'impérialisme allemand de conquérir des territoires soviétiques et la Révolution ne dut alors son salut qu'à la fermeté de la majorité bolchevik du Comité central. Il est ainsi très instructif d'entendre aujourd'hui les louanges adressées par la bourgeoisie à Trotsky, "organisateur de l'Armée rouge", surtout quand on sait combien les victoires héroïques de l'armée du prolétariat ne purent être conquises face à Koltchak, Dénikine et autres gardes-blancs qu'à l'encontre des plans du "stratège", ou même seulement après que celui-ci ait dû être complètement dessaisi de la direction des opérations. Les disciples actuels de Trotsky s'efforcent évidemment de camoufler le rôle contre-révolutionnaire de leur maître. Mais les faits demeurent, et les analyses "géniales" du "prophète" sont bien connues, qui montrent comment il se fit même l'agent du fascisme. Il ne craignit pas d'ailleurs de se contredire, accusant tout d'abord Staline de passivité devant Hitler pour ensuite le couvrir d'insultes quand l'Armée rouge se met en mouvement.]* Les 1^{er} et 2 novembre, à la demande des populations, ces régions sont rattachées aux républiques de Biélorussie et d'Ukraine.

Puis l'URSS s'employa à constituer le Front est, afin de limiter la poussée nazie. Les troupes soviétiques entrèrent, accueillies par des démonstrations d'amitié, dans les Etats baltes et en Bessarabie, dont elle avait d'ailleurs été arbitrairement dépouillée en 1918. Quant à la Finlande, dont le chef d'état-major allemand Halder inspectait au cours de l'été 1939 les lignes avancées, situées à 32 km de Leningrad, sa frontière fut, à la suite de la guerre soviéto-finnoise, reportée à 150 km au nord-ouest. La modération des conditions soviétiques lors de la signature de la paix à Moscou surprit en fait tous les observateurs, mais la sécurité de Leningrad fut en fin de compte améliorée de façon significative.

Le 22 juin 1941, c'est effectivement à partir du territoire polonais que les hordes fascistes déployèrent leur attaque surprise pour anéantir l'Etat socialiste. L'agression hitlérienne contre l'URSS, centre de la révolution, modifia totalement la situation internationale. La 2^{ème} Guerre mondiale qui avait commencé comme un conflit inter-impérialiste prenait pleinement le caractère d'une guerre libératrice des peuples avec l'Union soviétique à leur tête. Les plans des nazis échouent dès cette année 1941 devant la résistance soviétique et la situation politique et stratégique du Reich fasciste n'ira qu'en empirant dans les années suivantes.

LA LIBERATION DE LA POLOGNE PAR L'ARMEE SOVIETIQUE - L'INSURRECTION DE VARSOVIE

En juillet 1944, sur tout le Front, l'Armée rouge déclenche sa grande offensive. Le 20, elle entre en Pologne accompagnée des troupes de la 1^{ère} Armée polonaise formée en Union soviétique. *[Le 25 avril 1943, le gouvernement soviétique rompt ses relations avec le gouvernement polonais en exil à Londres, réactionnaire et antisoviétique. Prenant prétexte de l'annonce par les allemands de la découverte de cadavres d'officiers polonais dans la forêt de Katyn ce gouvernement avait entrepris une odieuse campagne de diffamation contre l'URSS, se faisant l'écho de la propagande nazie. En mai, l'Union des Patriotes Polonais en URSS forme la 1^{ère} Division polonaise Tadeusz Kosciuszko qui sera engagée en septembre. En mars 1944, tous les détachements armés polonais existants sont unifiés dans la 1^{ère} Armée polonaise et à la fin de 1944 une 2^{ème} Armée polonaise sera créée. Ces forces armées compteront 400 000 hommes à la fin de la guerre.]* Le 24, les troupes des deux pays, appuyées par les résistants *[En 1942, le Parti Ouvrier Polonais avait créé la Garde du Peuple qui mènera le combat avec les détachements du maquis, formés de patriotes polonais et de partisans soviétiques, puissamment aidés par l'URSS. Elle sera le noyau de l'Armée du Peuple, créée par le CPN, qui marquera l'échec des exilés de Londres, de leur politique temporisatrice, et le début de la lutte armée de masse. Ralliée par de nombreuses organisations militaires clandestines, l'Armée du Peuple regroupe en 1944 16 brigades et 60 000 hommes.]*, libèrent Lublin où s'installe le Comité Polonais de Libération Nationale (CPLN), organe provisoire du pouvoir dans les régions libérées. Le CPLN, créé le 21 juillet à Varsovie, est issu du Conseil Populaire National (CPN) constitué en 1943 dans la clandestinité sur l'initiative du Parti Ouvrier Polonais *[Le Parti Communiste, qui avait*

été dissous par le Komintern en raison de ses déviations, s'est reconstitué dans la clandestinité en 1943.] et reconnu par l'URSS en mai comme le représentant unique du peuple polonais.

Le 22 juillet, depuis la ville libérée de Chelm, le CPLN avait publié un Manifeste traçant les perspectives de la révolution et les réformes démocratiques à accomplir. Le Manifeste déclarait aussi que la politique étrangère de la Pologne libérée reposerait sur l'alliance et l'amitié avec l'URSS. Celle-ci décida rapidement que toute région du pays cessant d'être zone d'hostilité serait subordonnée au CPLN.

Fin juillet, les troupes soviéto-polonaises atteignent la Vistule sur un large front. Les allemands ont concentré des troupes considérables dont la tâche est d'interdire l'accès de Varsovie et d'arrêter à tout prix les forces soviétiques sur une ligne de défense qui est celle du "coeur du Reich" même. Une progression de plus de 500 km en très peu de temps, les difficultés d'approvisionnement et de communication qui en résultent, l'épuisement des troupes et le manque de moyens de franchissement justifient un temps d'arrêt dans l'avance de l'Armée rouge. Celle-ci regroupe ses forces et commence ses préparatifs de passage du fleuve pour établir des têtes de pont sur la rive occidentale. Vers la fin août, l'offensive générale sera près d'être déclenchée.

Mais le 1^{er} août, dans la capitale, les chefs de l'Armée Nationale de l'Intérieur (ANI), qui soutiennent le gouvernement bourgeois en exil et les forces réactionnaires, donnent l'ordre de déclencher l'insurrection, à l'insu du commandement soviétique et en accord avec les exilés de Londres.

Ces forces réactionnaires qui appellent à l'insurrection ont jusqu'alors constamment freiné le développement du mouvement de libération nationale. Elles ont tout fait pour affaiblir et paralyser la lutte du peuple contre l'occupant, tout en s'efforçant de miner les positions du POP et du CPLN. Leurs hommes n'hésitent pas d'ailleurs à massacrer les véritables patriotes et leur action s'appuie sur les milieux dirigeants anglo-américains qui voudraient rétablir en Pologne le régime réactionnaire d'avant-guerre.

L'insurrection coïncide avec le voyage à Moscou de Mikolajczyk, premier ministre du gouvernement de Londres. Elle a pour but d'empêcher la libération du pays par l'Armée rouge et l'Armée polonaise, de s'emparer de Varsovie pour y installer un "Conseil des Ministres National" créée de toutes pièces le 26 juillet pour répliquer au CPLN. Un autre objectif est de susciter la division entre les Alliés, mais les chefs réactionnaires qui espèrent le soutien politique et militaire de la Grande-Bretagne n'ont pas compris que les occidentaux sont incapables de leur venir militairement en aide, et qu'ils ne désirent pas, pour le moment, détériorer leurs rapports avec l'URSS par un soutien au grand jour de cette aventure. L'insurrection ne fut pas préparée, la majorité des soldats de l'ANI n'était pas armée et les généraux Bor-Komorowski et Sosnovski refusèrent de donner à cette action le caractère de levée en masse. Cependant, avec la volonté de se débarrasser des oppresseurs fascistes, le peuple de Varsovie se souleva et se lança dans la bataille, ce qui amena le POP à décider, dès le 2 août la participation de l'Armée du Peuple aux combats. Celle-ci créa le 12 un commandement unique regroupant ses détachements et des groupes armés socialistes et du Corps de Sécurité (ayant quitté l'ANI).

Le commandement suprême soviétique, voyant que les chefs de l'ANI n'ont pas voulu tenir compte de la situation générale du front et refusent toute collaboration avec l'Armée rouge, déclare qu'il n'entend assumer aucune responsabilité dans l'action. Néanmoins, il décide de prendre des mesures pour aider les varsoviens [*Le maréchal K. Rokossovski a raconté que Staline, à qui il rendait compte de la situation à Varsovie, "voulut savoir si les troupes pouvaient alors engager le combat pour la libérer. Sur (sa) réponse négative, il demanda de soutenir les insurgés dans la mesure du possible et d'alléger leur sort". (K. Rokossovski, Devoir du soldat, Moscou, 1968.)*] : malgré l'absence, au début, de renseignements sur les positions des insurgés, l'aviation soviétique effectue bientôt des milliers de sorties, tandis que l'artillerie pilonne les allemands. [*Le 19 septembre, Mikolajczyk sera contraint d'exprimer sa reconnaissance à l'URSS pour l'aide fournie aux insurgés.*]

Simultanément, l'Armée rouge regroupe ses troupes et emporte Praga, faubourg de la capitale, le 14 septembre, malgré une résistance allemande acharnée. Le 16, l'Armée polonaise passe sur la rive occidentale, mais ne peut entrer dans Varsovie faute du soutien de l'ANI. Bor-Komorowski décide en effet de retirer ses postes avancés pour empêcher toute liaison avec ceux qu'il considère comme ses ennemis. La tête de pont doit être évacuée huit jours plus tard, et la nécessité d'un mouvement tournant en profondeur pour prendre la ville apparaît clairement.

Dans Varsovie en sang la résistance peu à peu faiblit devant les chars, l'aviation et l'artillerie des hitlériens qui parviennent à diviser les forces insurgées et à rompre les liaisons entre les quartiers. Le commandement de l'ANI refusera la proposition soviétique d'évacuer les combattants sur la rive droite et seuls quelques milliers de soldats de l'Armée du Peuple pourront franchir la Vistule sous la couverture du feu soviétique. Le 2 octobre, Bor-Komorowski signe la capitulation.

La tragédie de Varsovie, provoquée par les réactionnaires, fit 250 000 victimes, soit 40% de la population de la ville, totalement détruite par les allemands. Les survivants sont parqués dans les camps de concentration ou périssent à Auschwitz.

L'héroïsme de Varsovie, une des pages les plus inoubliables de la guerre, a été utilisé par Churchill à l'appui de son anticommunisme. Il reprend dans ses *Mémoires* les pires calomnies antisoviétiques propagées par les exilés polonais, allant jusqu'à prétendre que l'Armée rouge arrêta volontairement sa progression pour voir massacrer les polonais. Varsovie ne pourra être libérée que le 17 janvier 1945 et le CPLN, dirigé par B. Bierut, s'y installera le lendemain. *[L'opération de Vistule-Oder au cours de laquelle les troupes soviéto-polonaises entrèrent dans la capitale fut une des opérations les plus grandioses de l'Armée rouge. Déclenchée huit jours avant la date fixée pour répondre à la demande des Alliés, en difficulté dans les Ardennes et les Vosges, cette foudroyante offensive lancée le 12 janvier 1945 ouvrit la route de Berlin et marqua le début de la campagne finale de la Grande Guerre nationale de l'URSS en Europe. Sur les 314 divisions allemandes et hongroises, 195, soit 3,1 millions d'hommes étaient alors déployées sur le front est. Face à elles, sur une longueur de 2250 km (au lieu de 4450 avant la campagne d'été 44), les armées soviétiques comptaient 6 millions d'hommes et leurs alliés 330 000. Après une préparation gigantesque, sur les 500 km de la zone de l'opération Vistule-Oder, l'Armée rouge alignait 2,2 millions d'hommes, 6500 chars, 34 500 canons et 4800 avions. Dans les secteurs de l'offensive, la supériorité soviétique était 9 à 10 fois supérieure en combattants, en chars et en artillerie. La progression irrésistible de l'Armée rouge se développa simultanément en Tchécoslovaquie (sur l'axe Carpates-Prague) et en Hongrie (sur l'axe Budapest-Vienne), tandis que les Balkans étaient eux aussi libérés, malgré une résistance ennemie toujours acharnée.]* Mais la libération de la Pologne dans ses frontières actuelles ne s'acheva en fait qu'en avril-mai 1945, après plus de huit mois de combats contre le gros des forces germano-fascistes. Dans cette lutte gigantesque, 600 000 combattants soviétiques tombèrent pour l'affranchissement du peuple polonais du joug hitlérien. L'aide fraternelle de l'Union soviétique ne cessa pas pour autant à la libération du pays, elle contribua grandement à y rétablir la vie normale et à relever l'économie ruinée, elle permit à la jeune démocratie populaire de bénéficier d'un puissant appui politique et diplomatique.

Les centaines de milliers de soldats soviétiques et polonais qui ont sacrifié leur vie dans la lutte commune contre l'ennemi nazi comptent peu pour les réactionnaires qui s'efforcent toujours de nier cette réalité, la grande mission libératrice de l'Armée rouge. Afin de dissimuler leur dépit de ne pas avoir pu refaire de la Pologne un instrument dans les mains des impérialistes, ils s'emploient à démontrer l'existence d'un prétendu "expansionnisme" de l'URSS de 1945 et ne manquent pas de tirer prétexte des préparatifs d'agression des sociaux-impérialistes d'aujourd'hui pour calomnier Staline.

LA FIN DE LA GUERRE, LES CONFÉRENCES ALLIÉES ET L'ATTITUDE DES OCCIDENTAUX FACE AUX PEUPLES VICTORIEUX

A l'approche de l'issue victorieuse de la guerre, les impérialistes occidentaux, voyant la situation, en Pologne notamment, évoluer à l'avantage des peuples et aux dépens des occupants fascistes et des différentes forces réactionnaires, et antisoviétiques, durcirent leur attitude au sein de la coalition antifasciste.

En fait, les anglo-américains s'étaient en juin 1941 attendus à une défaite rapide des armées soviétiques et c'est la résistance acharnée de l'URSS, puis ses victoires, qui les obligèrent à s'engager plus à fond à ses côtés. Dès 1942, ils durent promettre l'ouverture d'un second front en Europe *[La décision effective du débarquement allié en Normandie fut prise en fait à la Conférence de Téhéran (28 nov.-1^{er} déc. 1943), première rencontre des chefs d'état des trois puissances alliées. Churchill y accumula les objections et les faux prétextes pour écarter l'ouverture du second front en France et proposa par contre, afin de s'introduire en Europe centrale, une invasion par les Balkans. Le refus soviétique fit échouer cette manoeuvre, comme celle consistant à créer une "fédération danubienne".]*, mais on sait que le débarquement en France n'intervint finalement qu'en 1944, et l'Union soviétique dut encore sacrifier des millions de ses fils, subir encore de considérables pertes matérielles, ce qui n'était pas pour déplaire aux impérialistes. *[Le camarade Enver Hoxha énonce ainsi, dans ses Souvenirs, les objectifs de l'Angleterre et de l'Amérique dans la guerre : "Elles souhaitaient que l'Union soviétique sortît exsangue de cet affrontement et que la réaction, dans tous les pays occupés par le nazisme, échappât au châtiment que lui infligeraient les forces populaires ; qu'elle se tirât au contraire du conflit aussi peu éprouvée que possible, pour être en mesure, après la libération, de prendre le pouvoir sous des étiquettes "démocratiques" et autres, et, si elle n'y parvenait pas toute seule, d'amener le peuple, en prétendant qu'elle avait tiré deux coups de fusil à la douzième heure, à le partager avec elle." (Les menées des anglo-américaines, ... op. cit., p. 125.)]* Mais cette tactique se retourna en fait contre ses auteurs puisque l'URSS, par le rôle décisif qu'elle joua dans l'écrasement du fascisme, conquit par ses victoires un prestige immense. Les occidentaux durent modérer leurs plans militaires antisoviétiques (ce sont eux qui, au contraire, furent contraints de réclamer l'aide de l'Armée rouge pour repousser l'offensive allemande de la fin 1944 puis pour vaincre le Japon), tandis que les peuples, dressés dans le combat ou libérés par l'Armée rouge, n'entendaient accepter aucune politique hostile à l'Union soviétique. *[Les intrigues antisoviétiques se poursuivront en fait jusqu'à la victoire finale, s'amplifiant même à partir de l'été 1944 où, en Suisse notamment, des contacts étroits sont noués entre anglo-américains et allemands. Les nazis mettent en avant le "danger soviétique" pour parvenir à une paix séparée avec les occidentaux.]*

Les impérialistes, britanniques surtout, inquiets des développements de la situation, ne perdent cependant pas l'espoir d'imposer à l'URSS leurs propres conditions pour le règlement de la paix en Europe.

Déjà en septembre 1944, à la Conférence de Québec, Churchill et Roosevelt avaient pris, en dehors des soviétiques, des décisions impliquant le démantèlement de l'Allemagne vaincue en quatre états. Ils combinaient cette mesure avec d'autres qui, au total, visaient à réduire l'Allemagne à un pays de culture et d'élevage. Le mois suivant, à la Conférence de Moscou, Churchill, dont l'idée fixe est de limiter l'influence soviétique dans les régions danubiennes, balkaniques et en Pologne, propose l'établissement de "zones d'influence" britannique et soviétique. Le gouvernement soviétique lui réplique qu'il s'en tient au principe de la souveraineté de tous les Etats européens et refuse ce marchandage. Staline n'accepte pas davantage le plan de démembrement de l'Allemagne.

Les anglais n'en continuent pas moins de vouloir imposer à tout prix leurs objectifs impérialistes. Ils n'hésitent pas à bafouer ouvertement le principe de non-ingérence dans les affaires des peuples par une intervention militaire dès décembre 1944 en Grèce, contre l'Armée de Libération Nationale (ELAS) qui avait combattu le fascisme depuis quatre ans. En Pologne, Churchill refuse de reconnaître le Gouvernement provisoire qui a succédé au CPLN et, se prononçant contre toutes "nouvelles mesures d'ordre législatif ou administratif (...) affectant la situation sociale, économique ou politique" (W. Churchill, *The Second World War*, vol. VI, pp. 371-372.), il manoeuvre pour la réinstallation dans ce pays d'un gouvernement réactionnaire.

Seulement, du fait de la guerre, le développement inégal du capitalisme s'est accentué. Les rivalités inter-impérialistes s'accroissent entre la France et l'Angleterre qui, bien qu'à bout de souffle et tombée à un rang subalterne, tente de s'implanter dans l'empire colonial de la première. De même, entre l'Angleterre et les Etats-Unis sortis, eux, indemnes de la guerre et auxquels une puissance économique renforcée assure la domination mondiale, existent de nombreuses divergences (mais la prépondérance des Etats-Unis conduira cependant très vite à un alignement de plus en plus poussé de la Grande-Bretagne sur ceux-ci).

L'URSS quant à elle a subi les plus grosses destructions de tous les pays en guerre, mais elle tire sa position de force du rôle dominant qu'elle joue à l'approche de la victoire.

C'est dans une situation favorable aux peuples et à l'Union soviétique que s'ouvre donc le 4 février 1945 la Conférence de Crimée. [*Les anglo-américains craignent réellement à ce moment que l'URSS puisse terminer la guerre très vite.*] Les trois puissances se mettent d'accord sur les conditions de la capitulation de l'Allemagne et de son occupation, sur les principes de sa démilitarisation et de sa dénazification, sur la constitution d'un gouvernement démocratique et pacifique. L'URSS parvient à imposer le principe d'une Allemagne non démembrée et constituant une seule entité économique et administrative. La Conférence décide également la fondation de l'ONU au cours d'une Assemblée qui se tiendra en avril à San Francisco. Par ailleurs, un accord concernant l'Extrême-orient, gardé secret, prévoit entre autre l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon dans les trois mois qui suivront la capitulation allemande.

Le document final de la Conférence, qui s'achève le 11 février, comporte une Déclaration de l'Europe libérée. [*Le texte en est reproduit dans Les Cahiers du communisme, février 1945, n°4, pp. 73-77.*] Cette déclaration prévoit la destruction des derniers vestiges du fascisme et la reconstruction des économies nationales par des institutions démocratiques librement choisies par les peuples. Des gouvernements provisoires représentatifs de toutes les forces antifascistes seront constitués. Concernant la Pologne, les anglais sont contraints d'accepter de considérer le Gouvernement provisoire de Varsovie comme base du nouveau gouvernement qui sera formé en juin. Il n'est fait aucune mention des exilés de Londres, réactionnaires et sans lien avec le peuple. [*Arcisznski, qui a succédé le 23 novembre à Mikolajczyk, est un antisoviétique encore plus virulent.*] Enfin, la ligne Curzon est reconnue, dans son ensemble, comme frontière orientale de la Pologne. Les accords entre les trois puissances ne lèsent ainsi en aucune façon les droits des peuples, mais confirment les aspirations de leur lutte. Ils contraignent les anglo-américains à accepter, du moins sur le papier, de voir les peuples recouvrer leur indépendance et choisir eux-mêmes librement leur propre système politique et social, et leur interdisent d'imposer leurs solutions impérialistes.

Les anglais, il est vrai, n'accepteront à aucun moment, pas plus en Europe qu'en Orient, l'essor du mouvement révolutionnaire des peuples. Ils tenteront jusqu'au bout, en Pologne notamment, de restaurer des régimes réactionnaires antisoviétiques. Les américains, après Yalta, voudront eux aussi ignorer le gouvernement de Varsovie et imposer eux-mêmes, sans toutefois y parvenir, un ramassis d'émigrés hostiles à l'URSS et rejetant les accords de Crimée. Par contre, on ne peut dire en aucune façon des troupes soviétiques pourchassant les armées fascistes qu'elles imposent leur régime dans les pays qu'elles libèrent ou contribuent à libérer. [*Les allemands résistent avec acharnement aux soviétiques, mais se rendent par centaines de milliers aux anglo-américains, qui collectent avec soin leurs armes et les stockent, prêts à rapidement les redistribuer à ces mêmes soldats contre l'URSS, le peuple français ou d'autres.*]

Elles ne dépassent par ailleurs nulle part les lignes fixées pour la zone d'occupation soviétique. Mais dans de nombreux pays libérés, les Partis communistes ont acquis une force importante dans la lutte menée dès le début contre le fascisme et les anglo-américains sont parfois obligés de reconnaître les gouvernements provisoires qu'ils animent et qui engagent leurs pays dans la voie de la démocratie populaire. Bien que la révolution ne soit pas un objet d'exportation, la libération d'une grande partie de l'Europe par l'Armée rouge (sans que la présence de ses troupes soit une condition indispensable, comme le prouve l'exemple de l'Albanie qui s'engagera résolument sous la direction de son Parti communiste dans la voie de l'édification du socialisme) crée une situation favorable aux peuples. La réalité est là : en Grèce, en Italie et dans l'Europe occupée par les occidentaux, ceux-ci imposeront leur mainmise, et les revendications économiques, sociales et politiques des peuples resteront souvent lettre morte. La contre-offensive impérialiste sera rapide. Dans toute l'Europe centrale, au contraire, les oligarchies profascistes sont éliminées, la grande propriété foncière est partagée, les intérêts impérialistes sont battus. Quelle que soit l'appréciation qu'on porte sur l'évolution ultérieure de ces pays, dont seule l'Albanie saura éviter la dégénérescence révisionniste, il apparaît de façon évidente que l'Union soviétique, avec à sa tête Staline, eut une politique totalement juste dans cette période, utilisant judicieusement la position de force acquise dans le combat libérateur, les contradictions et les divergences de vue entre impérialistes. [*Dans son livre de souvenirs Les Khrouchtchéviens (Tirana, 1980), le camarade Enver Hoxha donne de précieuses indications sur les partis communistes et les dirigeants d'Europe de l'est, la politique suivie par leurs pays dans la voie du socialisme, et le développement de la contre-révolution qui priva les peuples de ces pays de leur victoire (pour la Pologne, en particulier, se reporter aux pages 308 à 320).*]

La Conférence de Yalta fut en fait le sommet de la coalition antifasciste, et la répercussion en est considérable, soulevant contre le fascisme et l'impérialisme les peuples coloniaux, dont la lutte entre dans une phase nouvelle.

Après Yalta, les forces impérialistes ne se résignent pas au nouveau rapport de forces. Dans une lettre à Truman, successeur de Roosevelt, Churchill prétend, dès le 12 mai, que la poussée populaire et les transformations démocratiques en cours en Europe sont la manifestation d'un expansionnisme soviétique. Du pays qui fut le facteur décisif dans la libération du continent, il va faire un oppresseur, un agresseur qui entend, soit-disant, établir sa domination sur l'Europe de l'est devenue sa chasse gardée.

Les Etats-Unis commencent eux à s'affirmer comme la plus grande puissance impérialiste de tous les temps: ils font exploser le 17 juillet, le jour même de l'ouverture de la Conférence de Postdam, la première bombe atomique. L'impérialisme américain y voit déjà la possibilité d'imposer ses vues à l'URSS qu'elle espère tenir sous cette menace.

De plus, les anglo-américains tentent de renverser les régimes populaires instaurés en Bulgarie et en Roumanie et agissent pour rétablir leurs intérêts dans les pétroles de ce pays. En Albanie, les missions anglaises et américaines utilisent leurs réseaux d'agents, ou des organismes comme la Military Liaison ou l'UNRRA pour saper le pouvoir populaire, essayant de susciter la confusion politique ou de créer une "opposition" ; elles iront même jusqu'à organiser des actions armées. (Cf. Enver Hoxha : *Les Menées des anglo-américains...*, op. cit., ch. VII.)

Cependant, à Postdam, les occidentaux doivent s'engager à mettre en oeuvre les décisions de Yalta. Le problème polonais est résolu par la reconnaissance du gouvernement de Varsovie par les Alliés, tandis que tout plan de remembrement de l'Allemagne est en principe écarté. [*L'unité de l'Allemagne fut en réalité violée par les impérialistes, qui coupèrent le pays en deux en constituant une Allemagne de l'ouest sur la base de leurs zones d'occupation. La remilitarisation y fut rapide.*] Pour l'élaboration des traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande et la solution de toutes les questions territoriales encore en suspens, des consultations sont prévues entre les cinq pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU. Moins d'une semaine après la clôture de la Conférence, l'URSS entre en guerre le 8 août contre le Japon, dont les américains ont en vain essayé d'obtenir la capitulation avant cette date en larguant une bombe atomique sur Hiroshima. Ils entendent en effet prendre la relève de l'impérialisme japonais dans cette partie du monde et s'inquiètent beaucoup des rapides succès soviétiques qui, en définitive, obligent Tokyo à capituler le 2 septembre.

Mais si la 2^e Guerre mondiale s'achevait, la "guerre froide" avait, elle, déjà débuté. Churchill, le premier, exprima la volonté des impérialistes d'en venir, si besoin était, à une nouvelle guerre contre l'URSS et les pays de démocratie populaire, contre le camp socialiste, devenu un obstacle insupportable à la réalisation de leurs plans de domination mondiale. [*Churchill fut en juillet 1945 remplacé par Attlee. Mais c'est lui qui lança dans son discours de Fulton, le 5 mars 1946, en plein accord avec Truman, la formule reprise ensuite par toute la réaction : "Un rideau de fer s'est abattu sur l'Europe". A propos de ce discours, lire l'interview de Staline à la Pravda, le 14 mars, (in Staline, Oeuvres, NBE, 1975, t. XVI, pp. 210-216.)*] Mais la Grande-Bretagne ne pouvait plus jouer qu'un rôle de second plan, derrière les Etats-Unis devenus la force dirigeante du camp impérialiste. Ceux-ci déploieront une activité de plus en plus agressive, sur tous les plans : celui de l'expansion économique, celui de la lutte idéologique et celui de l'asservissement militaire.

Utilisant les anciens pays agresseurs qu'ils ont refusé de désarmer et qu'ils s'empressent de remilitariser, ils organisent l'encerclement de l'URSS et des démocraties populaires, qu'ils menacent d'une guerre nucléaire. Mais le rétrécissement du marché capitaliste mondial, l'affaiblissement des forces de la réaction et l'affermissement des forces révolutionnaires et progressistes vont peser de tout leur poids sur l'impérialisme pour mettre en échec ses pressions politiques et économiques, son chantage et ses plans d'agression. *[Sur la situation internationale de l'après-guerre et les tâches assignées alors aux partis communistes, lire le rapport d'André Jdanov à la Conférence d'information des neuf Partis communistes (sept. 1947) in Les Cahiers du communisme, nov. 1947, n°11, pp. 1124-1158.]*

Quarante années bientôt après la fin de la guerre, l'idée que la victoire sur l'Allemagne nazie a été avant tout celle des peuples et de l'URSS est toujours aussi insoutenable pour la bourgeoisie. Mais c'est bien parce que l'Union soviétique était socialiste, et conduite par son Parti communiste (bolchevik) et Staline, qu'elle l'a emporté. C'est bien pour la défense du "drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau", évoqué par Staline dans tous ses discours, que le peuple soviétique a combattu avec héroïsme et sacrifié 23 millions de ses enfants. Cela, la bourgeoisie ne l'a pas accepté et voudrait le faire oublier. Voilà pourquoi, encore aujourd'hui, chaque jour, ses idéologues déversent leurs mensonges et leurs calomnies sur Staline, son oeuvre et sa politique d'internationalisme prolétarien. Voilà pourquoi elle a inventé l'expression "partage du monde", refusant de se résigner à voir les peuples se libérer du joug du capital et son camp se désagréger. Mais c'est la guerre elle-même, c'est-à-dire le développement des contradictions du système capitaliste, qui a permis à un grand nombre de pays d'échapper à la domination de l'impérialisme, et engendré un repartage des zones d'influence entre les grandes puissances. La situation de l'après-guerre n'est donc aucunement la conséquence du "totalitarisme stalinien" et, au contraire, seule la juste politique de l'Union soviétique, au service des peuples, permit à nombre de ceux-ci de se garder des ingérences de l'impérialisme.

Aujourd'hui, cependant, l'URSS n'a plus rien de socialiste. Elle s'est transformée en pays social-impérialiste, en une superpuissance qui rivalise avec les USA pour établir son hégémonie sur le monde. Devenue une prison des peuples, elle a en outre agressé la Tchécoslovaquie, envahi l'Afghanistan et transformé les anciens pays socialistes d'Europe en néo-colonies asservies militairement et économiquement. La situation en Pologne est révélatrice de la crise du révisionnisme et de la nécessité pour les peuples de ces pays de renverser ceux qui, sous l'enseigne du socialisme, les oppriment.

Les lamentations bourgeoises sur la Pologne, victime du "partage du monde", ne sont donc qu'hypocrisie. Elles traduisent la rivalité acharnée que se livrent sur le dos des peuples les superpuissances et les autres impérialistes, les manoeuvres ourdies à l'est comme à l'ouest visant à détacher certains pays du camp adverse ; mais elles sont révélatrices aussi des contradictions qui divisent les bourgeoisies occidentales face aux deux superpuissances.

EN LISANT LE RAPPORT PRESENTE PAR ENVER HOXHA AU VIII^e CONGRES DU P.T.A.

Le Parti du Travail d'Albanie a tenu son VIII^e Congrès du 1^{er} au 8 novembre 1981. Comme lors de chaque réunion de cette instance suprême du Parti, les communistes albanais ont cette fois encore dressé le bilan grandiose de la lutte héroïque qu'ils mènent à la tête de leur peuple pour édifier le socialisme, et défini avec précision leur orientation dans tous les domaines.

Ce bilan et cette orientation ont été présentés dans le rapport du camarade Enver Hoxha, texte d'une grande importance et d'un haut niveau théorique.

L'article qui suit a pour but de mettre en valeur certains des aspects qui nous paraissent les plus utiles à méditer à la lecture de ce rapport.

I. LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET LES TACHES DU PARTI

Le fait que le peuple albanais ait réussi à réaliser les principaux objectifs du 6^e quinquennat revêt une importance considérable en raison des circonstances qui ont marqué la fin des années 70.

Le 6^e quinquennat a débuté au moment où la crise de l'économie capitaliste entrait dans une nouvelle phase, marquée par un ralentissement de la croissance, par des taux d'inflation records, une concurrence accrue, une pression sur les marchés. L'Albanie a donc dû affronter un renforcement du blocus impérialiste-révisionniste ainsi que les conséquences de l'inflation: malgré tout, l'économie planifiée albanaise n'a pas été perturbée par cet environnement néfaste. Aucune hausse de prix, même des produits importés, n'a été tolérée.

L'autre circonstance qui a provoqué des difficultés pour la réalisation du 6^e Plan fut le sabotage organisé par les révisionnistes chinois au moment de leur rupture unilatérale des relations économiques avec la RPSA.

Le 6^e Plan avait fixé des tâches importantes à l'économie albanaise : la réalisation de ces objectifs constitue en elle-même une grande victoire, un témoignage de la vitalité du système socialiste. Mais que cette réalisation soit assurée malgré la crise mondiale et le sabotage des révisionnistes chinois démontre avec éclat que le socialisme a atteint un haut niveau de développement en Albanie, et que seul ce système peut garantir au peuple travailleur prospérité et liberté.

Ainsi, en 1980, par rapport à 1975, la production sociale s'est accrue de 25%, la production industrielle de plus de 34%, soit une augmentation de 2 à 3 fois plus grande que celle de la population. La production agricole du 6^e quinquennat était de 21% plus élevée que celle du 5^e quinquennat.

Chaque marxiste-léniniste mesure bien l'importance de ces succès. Au moment de la rupture provoquée par les révisionnistes chinois, de nombreux commentateurs, bien ou mal intentionnés, avaient prédit que l'Albanie ne pourrait pas "s'en tirer" toute seule. Et chacun de pronostiquer qu'elle basculerait du côté russe... ou du côté occidental. Il n'en a rien été bien sûr, et les chiffres sanctionnant les succès économiques de l'Albanie viennent frapper de plein fouet, comme des balles de fusil, les impérialistes et les révisionnistes. C'est pourquoi tout pas en avant réalisé dans le domaine économique par le peuple albanais revêt aussi immédiatement une importance internationale, car il vient renforcer le camp du prolétariat mondial et stimuler l'ardeur au combat des marxistes-léninistes.

C'est donc avec confiance qu'Enver Hoxha a pu indiquer que le 7^e quinquennat (1981-1985) sera le premier plan réalisé en comptant uniquement sur les propres forces et les possibilités du pays.

"L'Albanie est aujourd'hui le seul pays au monde qui se développe et avance dans la voie du socialisme sans aides ni crédits d'aucune sorte de l'extérieur. C'est là pour notre peuple et notre Parti une grande mais glorieuse mise à l'épreuve, et nous sommes sûrs de la victoire, car, en nous guidant toujours sur les principes du marxisme-léninisme, nous sommes depuis longtemps préparés à ce pas décisif." (p. 15)

[Toutes les citations de cet article sont extraites du Rapport présenté au VIII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, Tirana, 1981. Elles seront donc simplement suivies du numéro de la page.]

L'appui sur ses propres forces ne vise pas à un développement autarcique, contrairement aux idées répandues. L'Albanie commerce aujourd'hui avec plus de 50 pays. Mais le Parti et l'Etat albanais ont toujours lutté contre les pressions tendant à intégrer l'économie albanaise dans celle des pays capitalistes et révisionnistes.

Cette résistance aux pressions n'empêche pas l'Albanie ; d'améliorer la balance et la structure de son commerce extérieur. A la fin du 6^e Plan, pour la première fois, l'économie albanaise a réussi à équilibrer par ses exportations toutes les importations indispensables :

"Elle a réalisé cet équilibre sans toucher à ses rythmes d'expansion ni au niveau de vie de sa population." (p. 52)

Au cours du 7^e quinquennat, les produits ouverts atteindront 73% de la totalité des marchandises exportées, qui augmentera elle de 60% par rapport à 1980.

Le 7^e quinquennat est donc appelé à être une grande réalisation, au cours de laquelle le volume de la production sociale et des investissements sera supérieur à celui des quatre premiers quinquennats pris ensemble (p.16).

Comme toujours le renforcement de l'industrie représente le facteur décisif du progrès général de l'économie. L'Albanie a aujourd'hui des atouts considérables dans ce domaine, fruits du travail acharné de son peuple et de la juste ligne dans la direction de l'économie socialiste planifiée.

Au moment où les pays capitalistes les plus puissants sont confrontés au problème de leur dépendance énergétique, l'Albanie socialiste a édifié un puissant système énergétique indépendant, dont l'exportation fournit par ailleurs d'importants revenus en devises.

"Le développement de cette branche névralgique, d'importance capitale et stratégique, se pose comme un devoir impérieux, surtout dans les conditions de la crise énergétique mondiale." (p.20)

L'Albanie va en particulier intensifier l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, ainsi que l'une de ses grandes richesses : les sables bitumineux.

Sur la base de la production d'acier, qui va s'accroître grâce à l'agrandissement du complexe métallurgique "L'Acier du Parti" d'Elbasan, l'industrie mécanique connaîtra un grand essor lors du 7^e quinquennat (+43-45% en 1985 par rapport à 1980), marqué par la production de machines.

L'industrie légère et alimentaire n'est nullement négligée, puisque son rythme d'accroissement sera de 2 fois supérieur à celui de la population, afin d'élever le niveau de vie du peuple. Mais c'est surtout la qualité et la structure de la production qui seront améliorées dans ce domaine :

"En ce qui concerne les produits de l'industrie légère et alimentaire, il est nécessaire d'opérer un véritable revirement, de réaliser une amélioration radicale dans la structure des marchandises, dans l'éventail des produits, dans leur qualité, leur emballage et d'abaisser leur coûts." (p. 28)

Le perfectionnement des rapports socialistes dans les campagnes demeure une grande tâche pour le 7^e quinquennat. Dans de nombreuses coopératives, les travailleurs ont déjà pris des initiatives pour la réduction de la parcelle individuelle et le regroupement en troupeaux du bétail, renforçant le sentiment du collectivisme socialiste. Les investissements que l'Etat engagera pour l'intensification accélérée de la production dans les coopératives des zones de plaines permettront d'accroître la part des moyens de production qui sont propriété d'Etat et accélèrera la conversion de la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier.

Dans le domaine des investissements, l'activité hostile des révisionnistes chinois a entravé plus que partout ailleurs la réalisation des objectifs fixés. Le 7^e quinquennat prévoit un effort gigantesque, puisque le programme d'investissements et de grands travaux atteindra une valeur globale de 25 milliards de leks, soit 22-24% de plus que pour le 6^e quinquennat. 350 établissements importants seront construits. Malgré ce vaste programme et la forte norme d'accumulation (qui atteindra 31-33%), le revenu réel par tête augmentera de 8-10%.

Enver Hoxha rappelle ici l'exigence des lois qui régissent la production et la répartition, la circulation des marchandises et de l'argent en régime socialiste :

"La productivité du travail doit augmenter plus rapidement que le revenu par tête d'habitant, le revenu national s'accroître plus vite que le pouvoir d'achat de la population, lequel doit être couvert non seulement globalement par la quantité des marchandises et des services, mais aussi par une structure adéquate des marchandises et des services qui satisferont ses besoins." (p.57)

L'accroissement de la productivité du travail est une question importante du 7^e quinquennat : c'est en partie grâce à cet accroissement que le revenu national progressera plus rapidement que la production sociale (p.67).

II. L'EDIFICATION DU PARTI

Le chapitre sur le rôle dirigeant du Parti et sur son activité est d'une grande importance: il synthétise la très riche expérience du PTA dans ce domaine.

"L'expérience des quarante années d'existence de notre Parti atteste que seul un parti solidement fondé sur la science marxiste-léniniste peut devenir le véritable dirigeant de la classe ouvrière, réaliser son hégémonie et garantir le triomphe de la révolution et l'édification de la société socialiste." (p.73)

Enver Hoxha affirme que la direction du Parti sur toute chose est une véritable loi dans la société socialiste (p.74). Il s'est toujours attaché à combattre le formalisme dans le travail du Parti et à bien expliquer en quoi consiste son rôle dirigeant. Dans ce rapport, il revient avec précision sur cette question, en réaffirmant que le rôle de direction du Parti est réalisé à travers ses organisations de base et ses membres.

"Les affaires du Parti sont dirigées par tous les communistes, où qu'ils travaillent, que le Parti dirige en bloc, de façon organisée et centralisée, avec tous ses leviers, les organes d'Etat, les organismes économiques et les organisations de masse." (p.75)

Cette conception claire du rôle dirigeant du Parti s'oppose aux thèses selon lesquelles "le Parti, ce n'est que les appareils et les organes dirigeants". D'autres, sous prétexte que "le Parti dirige tout", confient aux organisations la solution de menues questions de la production ou de l'administration. Une plus grande attention est alors consacrée au côté technique et administratif, au détriment de l'esprit idéologique et politique.

On sent bien toute l'importance de cette question : si les membres du Parti sont cantonnés dans une activité formelle ou étreinée, s'ils ne servent que de masse de manoeuvre pour résoudre quelques petites tâches quotidiennes, alors l'initiative des masses se trouve freinée et les liens entre le Parti et les masses se distendent.

Si au contraire chaque membre du Parti assume pleinement le rôle dirigeant du Parti, se pénètre de la large vision du Parti, assimile l'idéologie et la ligne politique du Parti en général, alors le Parti peut exercer sa direction sur l'ensemble de la société.

Une autre question décisive pour le maintien et le renforcement du socialisme concerne les rapports entre le Parti et l'Etat et, plus généralement, le rôle du Parti dans le système de dictature du prolétariat. C'est sans doute dans ce domaine que les révisionnistes ont agi avec le plus d'efficacité pour corrompre le régime socialiste en URSS et préparer leur prise du pouvoir. L'expérience de l'Albanie est donc capitale.

En effet, le travail du Parti ne se réduit pas seulement à celui de ses organes et organisations de base :

"Les organes d'Etat, les organismes économiques, les commandements et les états-majors dans l'armée, les organisations de masse, tous les cadres et les travailleurs, qu'ils soient ou non communistes, *font eux aussi un travail de Parti.*" (p.76, c'est nous qui soulignons)

Si ce n'était pas le cas, l'hégémonie idéologique et politique du Parti et du prolétariat serait un vain mot. Cela ne signifie pas que ces organismes n'ont pas de responsabilité, bien au contraire. Enver Hoxha combat le point de vue erroné des organes d'Etat et des organismes économiques qui, sous prétexte d'assurer le rôle dirigeant du Parti, demandent l'avis et l'autorisation du Parti pour n'importe quoi. Finalement, cette tendance revient à considérer que les organes d'Etat sont apolitiques, alors qu'ils doivent travailler et combattre en se fondant sur la ligne du Parti pour la mettre en pratique.

Mais, inversement, le Parti ne doit pas se transformer en un instrument des organes d'Etat et Enver Hoxha insiste fortement sur ce grand danger :

"Le travail du Parti est au premier chef un travail auprès des gens, un travail d'éducation, d'explication, de mobilisation et d'organisation. Il ne faut jamais l'oublier, sinon le Parti s'écarte de sa tâche et de sa fonction dirigeante essentielle, il se convertit en un organisme opérationnel et assume des fonctions d'Etat. C'est là un grand danger pour un parti qui est au pouvoir. Nous avons depuis longtemps attiré l'attention sur ce danger afin de n'en jamais permettre l'apparition." (p.79)

Plus loin, Enver Hoxha revient sur cette importante question du rôle du Parti dans le système de dictature du prolétariat :

"Tous les leviers du Parti, bien qu'ils aient leurs propres organes dirigeants, sont guidés par lui, non seulement en général, mais aussi par chacun de ses organes et chacune de ses organisations de base. Le moindre affaiblissement du rôle dirigeant du Parti, à n'importe quel maillon, serait lourd de fâcheuses conséquences. C'est justement à quoi visent la bourgeoisie et les révisionnistes modernes qui, dans leurs tentatives pour saper le système de dictature du prolétariat, cherchent à détacher ces leviers de la direction du Parti, à les transformer en organisations indépendantes, à les mettre en marge du Parti et à les opposer à lui." (pp.102-103, c'est nous qui soulignons)

III. L'EDUCATION COMMUNISTE

L'éducation de l'homme nouveau représente une question fondamentale de l'activité du Parti, qu'il développe afin de créer chez les travailleurs de profondes convictions socialistes, de bonnes capacités professionnelles et une large culture.

Cette tâche est particulièrement importante à l'heure où la bourgeoisie concentre ses efforts contre le socialisme et le marxisme.

"Renforcer l'attachement au socialisme, la conviction de sa vitalité et de sa supériorité revêt une importance particulière dans les conditions actuelles, alors que le socialisme a été sapé dans beaucoup de pays et que les impérialistes, la bourgeoisie et les révisionnistes ont entrepris contre lui une campagne effrénée pour vilipender les idéaux révolutionnaires, semer le doute et l'incertitude quant à l'avenir socialiste de l'humanité. Ce n'est pas par hasard si le fer de lance de cette lutte a été dirigé contre notre doctrine triomphante, le marxisme-léninisme, sans lequel il n'y a ni ne peut y avoir de socialisme véritable." (p. 122, c'est nous qui soulignons)

Enver Hoxha souligne fortement que l'importance de cette lutte dépasse les frontières de l'Albanie :

"Notre Parti, notre Etat et notre peuple luttent de front et tous seuls contre une force ennemie colossale (...). Notre devoir historique, national et international, est de nous tenir toujours tous debout, vigilants et prêts à affronter n'importe quelle situation." (pp. 122-123)

Chaque fois que le PTA a dû affronter l'ennemi de classe, en particulier le révisionnisme moderne, il a toujours d'emblée conféré à sa lutte un caractère international, se considérant comme un détachement des forces marxistes-léninistes dans le monde. Aujourd'hui où l'Albanie est le seul pays socialiste, la poursuite victorieuse de la voie socialiste dans ce pays est une question décisive aussi pour des millions de prolétaires dans le monde.

La situation n'est pas la même qu'à l'époque où le Parti bolchevik construisait le socialisme dans un seul pays. L'URSS était alors le premier Etat socialiste, issu de la révolution d'Octobre qui avait ébranlé les fondements du vieux monde et suscité tant d'espoir chez les travailleurs du monde entier. Aujourd'hui, l'Albanie est devenue l'unique pays socialiste, par suite de l'écroulement du camp socialiste dû à la trahison des révisionnistes modernes, écroulement qui a provoqué le doute et même le désespoir chez les prolétaires. D'autre part, pour des raisons évidentes, l'Albanie de 2,5 millions d'habitants ne peut avoir le même poids politique que l'URSS de 200 millions. Dans ces conditions, la lutte est extrêmement difficile et complexe pour le peuple albanais. Et si Enver Hoxha trace les devoirs qui lui incombent, il nous appartient de bien saisir quels sont les nôtres : faire connaître la réalité du socialisme en Albanie, susciter chez les prolétaires le sentiment qu'ils ont là leur patrie, leur puissance arrière, bien comprendre toute la portée théorique et pratique de l'édification socialiste en Albanie afin de définir ce que seront les contours du socialisme dans notre pays.

Grâce aux communistes albanais, nous disposons d'une arme puissante. Car l'exemple de l'Albanie est une expérience nouvelle dans l'histoire de la dictature du prolétariat, qui constitue une précieuse contribution à la théorie et à la pratique du socialisme et du marxisme-léninisme. Si la connaissance de cette expérience est capitale pour renforcer le système socialiste en Albanie (p.122), elle est pour nous vitale pour asseoir nos convictions et préciser notre stratégie.

Enver Hoxha insiste sur le rôle de la théorie révolutionnaire, car les convictions que l'on se forge dans la pratique ne suffisent pas :

"Ces convictions, si elles ne sont pas fondées sur une puissante base théorique, peuvent être ébranlées face aux diverses difficultés de la construction socialiste" ou à la forte pression du monde capitaliste-révionniste. Seul le marxisme-léninisme, qui constitue la base théorique du socialisme scientifique et de l'éducation communiste des travailleurs, est capable de créer des convictions profondes et stables." (p.124, souligné par nous)

A cet égard, l'élévation du niveau théorique est indispensable pour combattre avec succès les manifestations d'empirisme et de praticisme. Dès lors que les cadres font peu d'efforts pour assimiler la théorie, alors, comme le dit Staline :

"plus probables sont les lacunes et les échos dans le travail, plus probables sont la déchéance, la transformation des militants eux-mêmes en praticiens-ergoteurs, plus probable est leur dégénérescence." (cité pp. 126-127)

Les manifestations de ce genre de défaut (praticisme, volontarisme, subjectivisme) sont surtout apparentes et nuisibles en matière de planification, d'organisation et de direction de l'économie. Toute sous-estimation de la théorie a en effet des conséquences immédiates dans ce domaine, car la particularité du socialisme réside dans la connaissance et l'utilisation consciente des lois objectives du régime socialiste.

Plus loin, toujours dans ce chapitre concernant l'éducation de l'homme nouveau, Enver Hoxha expose le problème des rapports entre l'intérêt général et les intérêts particuliers en régime socialiste. L'intérêt personnel exerce encore une forte attraction en raison des disparités de diverses natures (entre la ville et la campagne, entre les divers revenus...) ou encore parce qu'il peut naître des discordances entre les demandes croissantes des masses travailleuses et les possibilités réelles de les satisfaire. Toutefois, en régime socialiste, toutes les conditions existent pour juguler ces influences. Par ailleurs, le principe de la primauté de l'intérêt général ne signifie pas qu'on ignore les intérêts personnels :

"En régime socialiste, l'intérêt général n'est pas conçu comme un but en soi, mais pour servir à satisfaire les besoins légitimes des travailleurs et les exigences du bien-être du peuple et à renforcer la capacité de défense de la Patrie." (p.141)

IV. LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA RPS D'ALBANIE

Les analyses clairvoyantes du PTA concernant la situation internationale constituent une base solide pour définir et orienter la stratégie et la tactique des marxistes-léninistes dans chaque pays. Aussi exposerons-nous dans le détail cette partie du rapport du camarade Enver Hoxha.

Celui-ci met tout d'abord en relief le danger de guerre qui caractérise l'actuelle situation internationale trouble et complexe :

"Tout témoigne que la situation actuelle dans le monde est grosse d'une conflagration générale et de guerres locales, de même qu'elle est grosse de luttes de libération et de révolutions. L'évolution des événements montrera si l'impérialisme parviendra à conduire le monde à une nouvelle catastrophe ou si les peuples empêcheront la guerre d'éclater et sauveront l'humanité. Dans cette situation, la lutte des peuples et la révolution sont à l'ordre du jour, non seulement comme une aspiration et un devoir immédiats pour la libération de l'oppression capitaliste et du joug impérialiste, mais aussi comme une nécessité historique pour mettre en échec les plans bellicistes de l'impérialisme et éviter une nouvelle conflagration mondiale." (pp.173-174)

Dans cette course de vitesse entre la guerre et la révolution, toute lutte qui frappe la bourgeoisie capitaliste et révisionniste constitue une attaque directe contre les forces obscures de la guerre (p.186). Toutes les forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes doivent être rassemblées pour déjouer les plans bellicistes des superpuissances qui risquent de jeter l'humanité dans une troisième guerre mondiale (p.177).

Les rapports entre puissances impérialistes sont complexes, Enver Hoxha en expose ainsi la dialectique: la rivalité entre les superpuissances et l'aggravation de leurs contradictions constituent la source principale des conflits et du danger de guerre. Mais les impérialistes ont toujours tendance à s'accorder aux dépens des peuples, bien que leur nature agressive empêche qu'une atmosphère de confiance réciproque puisse s'instaurer entre Etats. Jusqu'à présent, les superpuissances ont cherché à éviter une guerre directe et à maintenir un certain équilibre entre elles. Aujourd'hui, cet équilibre tend à se rompre et le danger d'une nouvelle guerre impérialiste générale grandit.

Ce danger se perçoit bien lorsqu'on examine la politique des deux superpuissances. Avec Reagan, l'impérialisme américain cherche à appliquer une ligne plus dure, plus agressive et plus aventureuse dans sa politique extérieure, il entretient l'idée que la guerre est non seulement inéluctable mais nécessaire. Toute concession devant cette politique est dangereuse. Guidé par le même but de domination mondiale, le social-impérialisme soviétique est devenu plus agressif dans sa stratégie globale et surtout dans la manière dont il l'applique. En particulier, l'invasion de l'Afghanistan marque le

"début de la grande marche du social-impérialisme soviétique vers le sud." (p.181)

Malgré cela, beaucoup de gens gardent des illusions sur l'URSS, en raison de son masque "socialiste", "anti-impérialiste", — mais aussi à cause d'autres facteurs qu'indique Enver Hoxha :

"Le principal d'entre eux est que l'expansion soviétique se réalise généralement à travers la pénétration dans les mouvements anti-impérialistes et libérateurs, l'instrumentalisation et la mise à profit de ces mouvements." (p.182)

L'aggravation des contradictions entre les puissances impérialistes suscite des rivalités et des conflits à l'intérieur des blocs et des alliances. Des dissensions se creusent au sein du Marché commun et du Comecon. A propos de la Pologne, le camarade Enver Hoxha précise :

"La révolte des ouvriers de Pologne a confirmé deux questions capitales et d'importance de principe. Elle a montré que la force de la classe ouvrière est en mesure d'abattre un pouvoir réactionnaire, qu'il soit révisionniste ou capitaliste. Elle a témoigné d'autre part que le facteur subjectif, la force politique qui dirige la classe ouvrière, joue un rôle décisif. Dans le cas de "Solidarité", la classe ouvrière est manipulée et dirigée par l'Eglise catholique et la réaction polonaise et mondiale, qui luttent pour instaurer, à travers une voie pleine de danger et de tragiques imprévus, un autre régime révisionniste capitaliste." (p.198-199)

Enver Hoxha décrit plus loin la grave crise du système néo-colonialiste. Ce système mis sur pied après la Seconde guerre mondiale est plus trompeur et plus sophistiqué que l'ancien colonialisme. Mais le pillage des pays dominés politiquement et économiquement par l'impérialisme rencontre des obstacles. La mise en place du système néo-colonial a bouleversé les structures économiques et sociales des anciennes colonies, entraînant la formation de nouvelles couches sociales : bourgeoisie nationale, ouvriers, nouvelle intelligentsia. L'éveil de ces nouvelles couches, en particulier de la nouvelle intelligentsia, a renforcé le mouvement pour la souveraineté nationale, rendant plus difficile pour l'impérialisme le contrôle des sources de matières premières :

"C'est avec le pétrole pillé aux autres peuples et avec les matières premières achetées à bas prix, que les grandes puissances capitalistes ont mis sur pied leurs empires industriels. La consommation parasitaire et incontrôlée des sources d'énergie et des matières premières du monde entier a créé aujourd'hui une situation critique dans ce secteur fondamental du développement de l'économie de chaque pays."

Pour combattre la résistance de ces pays, l'impérialisme a encouragé la création de divers mouvements et théories visant à donner l'impression que les pays dominés sont libres et souverains, qu'ils ont leur mot à dire. Tel était le "mouvement des non-alignés" qui a volé en éclats, et s'est divisé entre partisans de l'une ou l'autre superpuissance. Telle fut la "théorie des trois mondes", qui a fondu comme neige au soleil. Le "nouvel ordre international", le "dialogue nord-sud" représentent une démagogie tout aussi stérile.

La politique extérieure de la RPSA est une politique active, au service du socialisme, de la cause de la révolution, de la libération et de la paix dans le monde — bref, c'est une politique révolutionnaire et internationaliste. L'Albanie a des relations diplomatiques avec 95 Etats (75 au moment du VII^e Congrès). Elle souhaite développer ces relations avec d'autres pays, comme la RFA. Avec la Grande-Bretagne existe toujours le problème de l'or albanais enlevé par les hitlériens, que la Grande-Bretagne détient et qu'elle refuse de rendre. *[Voir à ce sujet le dernier ouvrage du camarade Enver Hoxha : Les Menées des anglo-américains en Albanie, Tirana, 1982.]* Mais aucune relation ne sera entretenue avec les superpuissances, USA, URSS.

Enver Hoxha revient sur une question souvent controversée dans notre pays : les relations commerciales entre un pays socialiste et des Etats capitalistes. En fait, les albanais ne font pas de confusion entre échanges commerciaux et acceptation d'aides et de crédits : ce sont là deux choses distinctes, sans lien entre elles.

"Le commerce extérieur, tel que nous le concevons et le pratiquons, laisse à l'Etat albanais toute liberté d'action et de décision, il le laisse libre de dire son mot, comme il le pense, de construire le pays par ses propres forces, comme il le souhaite." (p.211)

Sur le problème de la Yougoslavie et des albanais de la Kosove, Enver Hoxha se livre à un long développement. A juste titre, il rappelle que, indépendamment des contradictions idéologiques et politiques, la RPSA a cherché à développer des rapports de bon voisinage avec la Yougoslavie. La dégradation de ces rapports a toujours été le fait des dirigeants yougoslaves. A propos du problème des

"Albanais qui vivent sur leurs terres en Yougoslavie" (p.217),

Enver Hoxha précise qu'il ne s'agit pas du problème d'une "minorité" implantée dans le corps de la RFSY, car ces Albanais

"constituent une ethnie, un peuple formé dans les siècles, qui possède son histoire, sa langue, sa culture, un peuple autochtone, qui, comme on le sait, a été démembré et arraché à sa mère patrie par les grandes puissances impérialistes qui l'annexèrent à la Yougoslavie." (p.217)

En fin de compte, le parti communiste de Yougoslavie a accepté cette situation léguée par les impérialistes et il a résolu de façon erronée, dans une voie nationaliste et chauvine, la question de l'avenir des Albanais de Yougoslavie. Cette solution erronée a pris corps lors de la deuxième réunion du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie (tenue à Jajce en novembre 1943), où les régions albanaises de Yougoslavie furent partagées entre la Serbie, la Macédoine et le Monténégro : l'avenir des Albanais de Yougoslavie fut ainsi décidé a priori, sans consultation ni autodétermination.

Les récents événements de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie ont leur source dans le règlement erroné de Jajce et dans la politique chauvine suivie par la suite par les dirigeants yougoslaves — en dépit de la promesse faite par Tito en 1946 que la Kosove reviendrait à l'Albanie.

Aujourd'hui, les Albanais de Yougoslavie demandent que leur soit reconnu le statut de République dans la RFSY. Cette juste revendication ne porte pas atteinte à l'existence de la Fédération. C'est cette revendication que soutient la RPSA, en faisant bien la part des choses:

"L'Albanie n'a jamais avancé de revendications territoriales à l'égard de la Yougoslavie, on ne peut trouver aucune demande de rectification de frontières dans ses documents. Mais tout en adoptant cette attitude, nous n'avons pas nié, ni ne nierons jamais le fait qu'en Yougoslavie vit une grande partie de la nation et du peuple albanais. Nous avons défendu et nous défendrons à l'avenir aussi, de toutes nos forces et dans la voie marxiste-léniniste, les droits légitimes de nos frères albanais de l'autre côté de la frontière, et cela ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est notre droit indéniable." (pp. 228-229)

V. LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME, ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET DE LIBERATION A L'ETAPE ACTUELLE

La lutte contre le révisionnisme moderne constitue une des plus grandes contributions du Parti du Travail d'Albanie au mouvement marxiste-léniniste. Aussi est-ce avec raison que le camarade Enver Hoxha souligne que le PTA a bien mis en évidence les conditions historiques et socio-économiques de l'apparition des divers courants révisionnistes. Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici que, dans son discours au V^e Congrès du PTA (1^{er} novembre 1966), le camarade Enver Hoxha avait présenté le révisionnisme moderne comme un rejeton de l'impérialisme, démontrant la liaison entre ce courant et la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme après la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, les partis révisionnistes traversent une profonde crise idéologique, en même temps que les pays révisionnistes connaissent une situation économique grave. Cette crise prouve le bien fondé de la lutte du PTA. Toutefois, les révisionnistes jettent beaucoup de confusion sur la question du socialisme, qui est au centre de la lutte idéologique menée aujourd'hui dans le monde.

"Faire la lumière sur cette question, et fixer une nette ligne de démarcation entre le socialisme authentique et le pseudo-socialisme est d'une importance capitale pour l'heureux développement de la lutte de la classe ouvrière et des masses laborieuses. La révolution, si elle n'a pas une claire vision de la société socialiste, et ne s'en tient pas aux principes et aux lois générales du socialisme, reste à mi-chemin." (p.241)

Nous pensons que cette idée est particulièrement importante pour le développement du mouvement révolutionnaire dans notre pays. En effet, c'est bien sur l'objectif, le socialisme, que porte l'effort principal de la bourgeoisie et du révisionnisme pour jeter la confusion dans la classe ouvrière et la démobiliser. Dans une vieille société capitaliste comme la notre, la classe ouvrière a accumulé une riche expérience dans la lutte contre le capital et il n'est pas facile de la tromper sur la nature du système capitaliste. La propagande de la bourgeoisie sur les mérites et les bienfaits du capitalisme n'influence qu'une fraction insignifiante de la classe ouvrière. C'est la raison pour laquelle les efforts principaux des sycophantes du capital sont destinés à jeter le discrédit sur le socialisme, à convaincre le prolétariat que le système capitaliste, même s'il n'est pas bon, est pourtant le meilleur et qu'il est vain de lutter pour un système "encore pire", le socialisme. Dans cette lutte idéologique, la bourgeoisie aligne au premier rang les intellectuels de "gauche" ou d'"extrême-gauche", maoïstes ou ex-maoïstes, ex-"marxistes"... Il est par conséquent de la plus haute importance pour les marxistes-léninistes d'affirmer une claire vision de la société socialiste que nous voulons instaurer en France, en dépassant les généralités et les affirmations de principe.

Enver Hoxha consacre une bonne partie de ce dernier chapitre à analyser les différents courants du révisionnisme moderne.

Le révisionnisme yougoslave fut le premier courant du révisionnisme au pouvoir. Ce courant n'est apparu nullement en 1948 en réaction contre le "stalinisme", mais plonge ses racines dans l'opportunisme du PCY. Par la suite Tito s'opposa au Kominform sur la question de l'édification de l'Etat et de la société socialistes, puis il s'opposa à Staline et au système socialiste soviétique. Les titistes adoptèrent alors une "nouvelle" forme de structure économique, sociale et étatique : l'autogestion ouvrière, qui tire en fait son origine du proudhonisme et des théories anarchistes de Bakounine et Kropotkine — et qui reçut le soutien idéologique et financier de l'impérialisme. Ainsi,

"le premier coup porté le fut au pouvoir de démocratie populaire, qui était une forme de dictature du prolétariat, mais qui, en Yougoslavie, ne fut jamais défini ainsi." (p.244, c'est nous qui soulignons)

Enver Hoxha caractérise le révisionnisme soviétique comme le courant le plus dangereux du révisionnisme moderne, car, plus que toute autre variante, il garde les marques socialistes et la phraséologie léniniste. De plus, l'Etat soviétique est à la tête d'une grande puissance qui fait sentir son action dans le monde entier. Enver Hoxha souligne que le PTA doit approfondir l'analyse marxiste des causes idéologiques, sociales et historiques du révisionnisme khrouchtchévien.

Là encore, il s'agit d'une question importante pour notre propre lutte, puisque tant d'ouvriers estiment que l'URSS est encore socialiste — même s'ils critiquent certains aspects de sa politique intérieure ou extérieure.

Il faut en finir avec ce double jeu de la bourgeoisie et du révisionnisme, les uns discréditant le socialisme en se servant de la dégénérescence de la société soviétique, les autres affirmant que le "socialisme russe" vaut tout de même mieux que les plaies du capitalisme. Il faut en finir en se battant sur les deux fronts, en démasquant toujours plus le révisionnisme soviétique, et en affirmant toujours mieux le socialisme authentique. Les analyses du PTA sont à cet égard extrêmement précieuses.

Enver Hoxha rappelle ensuite la lutte de son Parti contre le révisionnisme chinois, lutte qui a dissipé une dangereuse illusion pour le Mouvement Communiste international.

Au moment où la Chine cherche à se rapprocher de l'URSS, les considérations d'Enver Hoxha sur la nature des contradictions entre ces deux puissances prennent toute leur valeur : l'"anti-impérialisme", l'"anti-soviétisme", l'"anti-américanisme" de la Chine ne représentent pas des convictions idéologiques, des positions de principe — mais des manoeuvres qui alternent au gré des conjonctures pour chercher le renforcement de la Chine sur l'échiquier mondial (p. 265).

Le dernier point est consacré à l'échec de l'eurocommunisme dont les partis, qui connaissent de graves contradictions en leur sein, sont aussi divisés entre eux, les clivages se faisant souvent entre pro- et anti-soviétiques

"Le parti de Marchais a abandonné le camp eurocommuniste et il se rapproche toujours davantage des révisionnistes soviétiques." (p. 273)

Les eurocommunistes s'efforcent d'entrer dans les gouvernements bourgeois pour attaquer la révolution et gérer le capitalisme. Ils préconisent un "socialisme démocratique", "pluraliste", où coexistent plusieurs classes, plusieurs idéologies, plusieurs partis, plusieurs types de propriété...

"Mais une telle société hybride capitaliste-socialiste n'a jamais existé et elle ne peut jamais exister. Elle ne peut exister que dans l'imagination des euro communistes." (p. 273)

A notre avis, l'échec de la stratégie du programme commun avoué par les révisionnistes français eux-mêmes témoigne de cette impossibilité — de même que l'abandon de toute distinction entre programme maximum et programme minimum (Cf. *L'EMANCIPATION*, n°4, décembre 1981, p. 15.) reflète les difficultés du courant eurocommuniste.

Le rapport d'Enver Hoxha se termine sur l'examen de l'important problème du développement du mouvement révolutionnaire. Par ses analyses et ses éclaircissements, le camarade Enver fournit une aide très précieuse pour les marxistes-léninistes de notre pays.

Le camarade Enver commence par affirmer à juste titre que :

"quant à savoir ce qu'est le socialisme, ce qu'il représente et ce qu'il réalise, comment on accède à la société socialiste et on l'édifie, il y a longtemps que cette question est élucidée." (p.274, souligné par nous)

Pour les marxistes-léninistes, donc, la question devrait être claire.

Leur tâche est d'étudier les conditions nationales et internationales du processus révolutionnaire dans leur pays et de combattre les efforts déployés par tous les ennemis pour semer la confusion idéologique, la division, le pessimisme, le fatalisme, la psychose selon laquelle le capitalisme et l'impérialisme ne peuvent être vaincus. Il faut desserrer l'étau dans lequel on enserme la classe ouvrière de notre pays:

"La classe ouvrière européenne est l'objet d'une puissante pression. La prédominance du réformisme a entravé la croissance du mouvement ouvrier en Europe, l'empêchant de devenir un véritable mouvement révolutionnaire. Il n'a pas pris pleinement conscience du fait que pour transformer sa condition il lui faut détruire le système capitaliste et instaurer la société socialiste.

Mais le prolétariat européen ne peut continuer d'obéir indéfiniment aux chefs de file syndicalistes et aux partis sociaux-démocrates et révisionnistes, qui ressentent que le développement des structures bourgeoises existantes, de la voie parlementaire et des réformes, ou encore l'"Europe unie", permettront d'assurer un avenir meilleur aux masses travailleuses.

Aussi viendra l'heure où la révolte de la classe ouvrière d'Europe atteindra un degré tel qu'elle exigera absolument une solution révolutionnaire.

Dans ces conditions, il est de première importance que les communistes et non-communistes, les hommes progressistes et toutes les masses du peuple comprennent bien que leur véritable ennemi est le capitalisme, et qu'il doit et peut être renversé par la lutte révolutionnaire. Ainsi se dissipera tout pessimisme, et le courage et la confiance dans la victoire grandiront. La science de Marx et Lénine accroît encore cette confiance du prolétariat et la rend inébranlable." (pp. 277-278)

Plus loin, Enver Hoxha énumère les différentes forces qui servent de piliers à la dictature de la bourgeoisie et indique la stratégie que les marxistes-léninistes doivent adopter à leur égard.

Les syndicats sont un des étaux qu'utilise la bourgeoisie pour paralyser la classe ouvrière.

"Le problème clé dans les pays capitalistes a été et demeure l'unité du prolétariat (...) L'unité de la classe ouvrière se réalise à travers la lutte et des actions révolutionnaires concrètes pour la satisfaction des revendications économiques et politiques du prolétariat. A cette fin, les marxistes-léninistes oeuvrent à amener les syndicats existants à se soustraire à la domination des agents de la bourgeoisie, des révisionnistes et des sociaux-démocrates, et à se faire des instruments de la lutte contre l'ordre exploiteur. Parallèlement, selon les conditions et les besoins, ils créent aussi de nouveaux syndicats révolutionnaires." (pp. 279-280, c'est nous qui soulignons)

L'armée est une force à désagréger et à désintégrer afin qu'elle soit incapable de s'opposer à la révolution. Le camarade Enver prend l'exemple de l'Iran, où la masse des soldats s'est unie aux insurgés (p. 281). Ensuite, Enver Hoxha aborde une importante question également très controversée : la question nationale dans les pays capitalistes.

"La social-démocratie et les révisionnistes nient l'existence d'un tel problème dans les pays capitalistes développés, comme ceux d'Europe occidentale, le Japon, le Canada, etc." (p. 282)

Ils se refusent à admettre que la souveraineté nationale de ces Etats est limitée par les multinationales américaines, les blocs militaires, les organismes économiques internationaux et que ces Etats se convertissent peu à peu en Etats vassaux.

"C'est à la classe ouvrière qu'il appartient d'assumer la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale, que la bourgeoisie et le courant social-démocrate et révisionniste ont abandonnée." (p. 283)

Ce problème nous paraît particulièrement aigu dans notre pays, dominé aujourd'hui par une coalition socialo-révisionniste. Les sociaux-démocrates français ont une longue tradition de capitulation devant les puissances étrangères.

Ils ont capitulé devant l'Angleterre et l'Allemagne nazie en refusant d'aider la République espagnole. Ils ont capitulé devant l'agresseur hitlérien en remettant les pleins pouvoirs au kollabo Pétain. Ils ont capitulé devant l'impérialisme américain après la guerre en faisant de la France un vassal de cette superpuissance. Aujourd'hui, ils ont passé une alliance avec une force ouvertement pro-soviétique, le PCF, dont le dernier Congrès a révélé les solides attaches avec Moscou. Plus que jamais, on cherche à imposer au peuple français le chantage suivant : être ou bien du côté de l'impérialisme US, ou bien avec le social-impérialisme soviétique. Il appartient à la classe ouvrière et aux marxistes-léninistes de refuser ce chantage et de prendre en main la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationales. C'est comme cela que nous comprenons les indications du camarade Enver.

Le rapport d'Enver Hoxha se termine par un bref aperçu du développement du mouvement marxiste-léniniste dans le monde. Enver Hoxha insiste en particulier sur l'immense trésor que constitue l'expérience théorique et pratique du MCI, trésor que doivent préserver les partis marxistes-léninistes et où ils doivent puiser leur force:

"Les partis marxistes-léninistes sont guidés dans leur lutte par les enseignements de nos grands classiques, ils mettent à profit le riche héritage multiforme du Komintern, ils s'appuient sur l'expérience de leur lutte contre la trahison révisionniste, ils tiennent compte de l'expérience négative des partis qui ont dégénéré vers le révisionnisme. Tous ces enseignements et cette expérience constituent un précieux trésor idéologique, politique, organisationnel, théorique et pratique, pour tremper et renforcer les partis et le mouvement marxiste-léniniste à tous égards." (p. 290)

Nous voudrions terminer ce compte-rendu du rapport au VIII^e Congrès en citant cette constatation du camarade Enver :

"L'expérience d'un seul parti ne peut suppléer à l'expérience de nombreux partis, au contraire, ce sont les expériences de tous les partis marxistes-léninistes qui rendent le mouvement invincible." (p. 290)

Les forces marxistes-léninistes de chaque pays doivent élaborer par elles-mêmes leur stratégie et leur tactique révolutionnaires, accumuler leur expérience et devenir d'authentiques forces politiques révolutionnaires dans leur pays, guidant le prolétariat vers la prise du pouvoir. C'est à cette condition que se constituera un puissant mouvement communiste international, guidé par le phare de l'Albanie socialiste et du Parti du Travail d'Albanie.

MALOUINES, LIBAN : DEUX AGRESSIONS, UN MEME VISAGE

**LES SOCIAUX-DEMOCRATES ET LES MONOPOLES CAPITALISTES : CONTINUTE ET RUPTURES
ATTAQUES CONTRE LES SALAIRES**

MALOUINES, LIBAN : DEUX AGRESSIONS, UN MEME VISAGE

Au moment où Mitterrand cherchait à placer sa camelote du "dialogue Nord-Sud" au sommet de Versailles, la Grande-Bretagne envoyait de nouvelles troupes dans l'Atlantique Sud pour renforcer son corps expéditionnaire colonialiste et Israël déclenchait son attaque contre le Liban, avec le dessein avéré d'envahir ce pays et d'occuper Beyrouth. Ainsi, des peuples du "Sud", les peuples argentin, libanais, palestinien, qui aspirent à vivre dans la paix, l'indépendance et la liberté, étaient-ils agressés par deux puissances appartenant au "Nord", qui ne sont pas seulement des alliés, mais de fidèles serviteurs de l'impérialisme nord-américain, agissant sur les ordres et pour son compte, nul ne peut aujourd'hui en douter.

En donnant l'ordre d'envahir le Liban le 5 juin, les dirigeants sionistes ont déclaré sans détours que leur but était l'anéantissement du peuple palestinien, ainsi que la liquidation de l'élément au sein duquel les palestiniens sont contraints de vivre : le peuple libanais. Les bombardements violents et aveugles des villes du Sud Liban ainsi que de Beyrouth ont concrétisé cet objectif de la manière la plus barbare, comme il sied à un Etat qui n'est qu'une pure émanation de l'impérialisme.

Mais en agissant de la sorte, les dirigeants sionistes ont non seulement mis à nu leurs objectifs expansionnistes et de génocide, ils ont aussi montré eux-mêmes que l'essence du problème israélo-arabe réside dans la question palestinienne, et que l'essence de la question palestinienne tient à l'existence du peuple palestinien, de la nation palestinienne, de l'Etat palestinien. Aujourd'hui, les sionistes cherchent à supprimer toute trace de ce peuple hors des frontières qu'ils se sont eux-mêmes tracés après trente-cinq années de coups de force et d'agression. Avec cette logique particulière du "persécuté-persécuteur" que le sionisme affecte tant, un général israélien a déclaré : "Nous avons été dispersés depuis plus de 2000 ans, nous allons à notre tour disperser les palestiniens".

En pointant contre les palestiniens et leurs frères libanais le fer de lance de la plus puissante armada du Moyen-Orient, financée à coups de milliards de dollars par l'impérialisme nord-américain, pourvue en chair à canon par le social-impérialisme soviétique, les sionistes viennent de valider le programme politique que l'OLP affiche depuis des dizaines d'années. En effet, si la "survie" de l'Etat d'Israël a pour condition la "solution finale", la liquidation du peuple palestinien, alors cet Etat doit disparaître. Les obus israéliens font voler en éclat la fiction — colportée entre autres par Mitterrand — de la coexistence pacifique de deux Etats : palestinien et juif.

L'Etat théocratique et raciste d'Israël ne peut supporter la présence d'un Etat palestinien parce qu'il tire son existence de la destruction de la patrie palestinienne et de son peuple : ce fait ne peut maintenant échapper à personne.

Mais de nos jours, les plus puissantes armées du monde ne peuvent venir à bout des peuples. L'héroïque et farouche résistance des combattants palestiniens dirigés par l'OLP le prouve. Les noms de Tyr, Saïda, Damour, etc., où tant de nos frères palestiniens et libanais sont tombés en martyrs, resteront à jamais inscrits dans le cœur et la mémoire des peuples révolutionnaires. A l'heure où nous écrivons ces lignes, Saïda tient toujours malgré 7 jours d'un déluge de feu et de fer, et les "troupes d'élites" sionistes piétinent devant Beyrouth, n'osant pénétrer dans ce qui sera leur tombeau.

Cette résistance acharnée du peuple palestinien revêt une importance historique extraordinaire. Si les sionistes n'atteignent pas leur objectif — la liquidation des palestiniens — et ils ne l'atteindront pas, ils se trouveront dans une situation politique et militaire insoutenable. Ils auront en face d'eux non pas les seuls palestiniens, mais deux cents millions d'arabes, unis pour la même cause libératrice. Dans tous les pays de la région montent les sentiments anti-impérialistes et révolutionnaires — et la poursuite victorieuse de la révolution iranienne contribue à cet essor. Demain, les accords du type Camp David seront difficiles, voire impossibles à imposer pour endormir la conscience des peuples.

C'est pourquoi la résistance des combattants palestiniens n'est pas "désespérée" : elle est au contraire pleine d'espoir, lucide, consciente du devoir historique qu'elle est amenée à jouer pour contribuer à la destruction du sionisme, qui ne saurait tarder.

Il est facile pour une armée surpuissante de revendiquer quelques succès militaires dans les premiers jours de son agression. Ainsi ont agi les américains au Vietnam, Hitler en Union Soviétique.

Mais il est aussi aisé d'apercevoir les faiblesses que cherchent à masquer l'agresseur par ses coups de force. Les sionistes se lancent au Liban en partie à cause de l'échec de leurs tentatives forcées de domination militaire et de colonisation des peuples dont ils occupent le territoire — au Golan récemment, mais surtout en Cisjordanie où la répression n'a pu venir à bout des palestiniens. Comme chez tout impérialiste, l'agression sioniste contient sa part de fuite en avant qui ne fait qu'aggraver les problèmes qu'elle est censée résoudre. Incapable de contrôler la Cisjordanie, Israël le sera encore moins de dominer le Sud Liban. Ayant échoué à imposer leurs hommes au Liban, les sionistes trouvent devant eux aujourd'hui un peuple libanais plus uni. Ne parvenant pas à élargir les accords de Camp David, ils risquent aujourd'hui de voir l'Egypte rejoindre le camp des pays arabes déterminés à lutter contre le sionisme.

Nous apprécions à sa juste valeur les prises de positions du gouvernement français et des autres pays ouest-européens qui ont condamné, certes tardivement, l'agression israélienne. Le gouvernement Mitterrand a attendu quatre jours avant de réagir, comme s'il espérait que les troupes sionistes atteignent rapidement leur objectif de génocide. Mais ce qui suscite la plus grande indignation, ce sont les propos que Mitterrand a tenu lors de sa conférence de presse du 9 juin. Le vieil ami des sionistes a en effet soutenu qu'avant l'entrée des troupes israéliennes, le Liban "était déjà occupé par deux autres armées, celle de la Syrie et celle des Palestiniens" ! En mettant sur le même pied agresseurs et agressés, en feignant d'ignorer l'origine de la présence des palestiniens au Liban, Mitterrand a apporté un précieux soutien à l'agression sioniste, annulant les effets positifs de la déclaration officielle du gouvernement français. Aussi a-t-il reçu la réponse qu'il méritait lorsque le lendemain, nous avons crié dans la rue, aux côtés de nos frères palestiniens et arabes : "Bégin assassin, Mitterrand complice".

Dans l'autre hémisphère, une autre agression est perpétrée aussi pour le compte de l'impérialisme nord-américain. Depuis 1833, année où elle en a été chassée par les Anglais, l'Argentine revendique ses droits sur les îles Malouines. Depuis 17 ans, l'Angleterre fait traîner des négociations avec ce cynisme et cette arrogance qu'elle a toujours manifestés dans ses oeuvres colonisatrices. L'Argentine a décidé de reprendre pied aux Malouines. Sa revendication est légitime, son action justifiée. Usant d'un vieux procédé, la presse bien-pensante de gauche a jugé utile de mettre en avant la nature du régime argentin pour justifier son appui à la position anglo-américaine. Mais la question de fond demeure : l'Argentine a-t-elle le droit d'assurer son intégrité territoriale, sa souveraineté et son indépendance ? Le droit lui est dénié par les puissances impérialistes. L'Angleterre, qui opprime, torture et assassine le peuple irlandais, est particulièrement mal placée pour donner des leçons de démocratie délivrées pour justifier son action agressive et colonialiste aux Malouines. Pour quelles raisons les Etats-Unis ont-ils permis à l'Angleterre de dégarnir le front nord de l'OTAN et de lancer sa flotte dans l'Atlantique Sud ? Parmi les raisons de cette agression commandée de Washington, on peut relever :

- 1) l'intention de punir l'Argentine, de faire un exemple afin de montrer aux pays du monde qu'il est vain d'espérer secouer le joug de l'impérialisme.
- 2) la décision des Anglo-américains d'affirmer leur présence militaire dans une région où ils peuvent contrôler le passage entre le Pacifique et l'Atlantique, ce qui est vital en cas de fermeture du canal de Panama.

Les Etats-unis n'ont pas hésité à heurter de front tous les pays d'Amérique latine en lançant l'Angleterre contre un de leurs alliés : on voit le peu de cas que les Yankees font de ce genre d'alliance quand des "intérêts stratégiques supérieurs" sont en jeu. La détermination des Etats-unis révèle l'agressivité de la politique de Reagan qui mise partout sur les tensions et prépare le monde à la guerre.

En appuyant sans réserves l'Angleterre, le gouvernement socialiste devient dans les faits prisonnier de la politique agressive de l'impérialisme nord-américain. La position de la social-démocratie est à l'opposé d'une ligne de fermeté à l'égard des superpuissances. La bourgeoisie française est sans doute consciente qu'elle n'a pas intérêt à un conflit mondial dans lequel l'Europe risque d'être le terrain d'action où se décidera le sort de la bataille. Mais l'équipe dirigeante actuelle suit une voie qui favorise au contraire le jeu agressif des superpuissances, donnant des gages tantôt à l'une (Pologne), tantôt à l'autre (Malouines), jouant ici le gaz soviétique, là la participation aux réunions de l'OTAN, etc..

Cette attitude fluctuante et docile, qui prépare en fait notre peuple à la soumission à l'une ou l'autre superpuissance, n'apportera rien de bon ni à notre pays ni à la cause de la paix. La seule politique juste consiste à condamner avec fermeté les agresseurs et leur maître nord-américain, ainsi que le social-impérialisme soviétique qui cherche à tirer les marrons du feu.

L'Emancipation, 13 juin 1982

LES SOCIAUX-DEMOCRATES ET LES MONOPOLES CAPITALISTES

Au lendemain même de l'élection présidentielle, sous le titre "Mitterrand élu : les buts immédiats de la bourgeoisie", nous décrivons ainsi les projets économiques et sociaux de la social-démocratie :

"Que réclame de ces politiciens de la grande bourgeoisie les quelques dizaines de grands groupes qui ont acquis une position hégémonique sur l'économie ? Laissez-nous exploiter les travailleurs de nos monopoles et occupez-vous des millions de salariés qui ne travaillent pas directement sous notre joug ! Faites en sorte que nous ayons les mains libres ici en France et partout dans le monde où nous étendons notre influence ! Occupez-vous du reste, des dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises et faites en sorte qu'elles alimentent nos projets ! Laissez-nous investir librement là où le taux de profit est au maximum et permettez-nous de nous dégager des secteurs non rentables, etc." (*L'Emancipation*, n° 2, pp. 8-9.)

L'échec de Giscard sur le plan politique (incapacité à former un "vaste parti libéral", absence de souplesse dans les rapports avec les "partenaires sociaux") s'est traduit aussi par des difficultés à réaliser les réformes de structure économiques et sociales nécessaires pour l'ensemble de la classe monopoliste. Giscard ne disposait pas des relais nécessaires pour imposer ces réformes à la classe ouvrière, pour imposer leur cortège de licenciements et d'attaques en tous genres contre le prolétariat.

Il ne pouvait non plus gouverner contre l'hostilité grandissante et de plus en plus ouverte d'une partie des monopoles (Ambroise Roux, la CGE, Paribas, le RPR...), de l'intelligentsia, et surtout des masses populaires. L'immobilisme auquel il était contraint devenait insupportable face au développement rapide des contradictions impérialistes qui marque les années 79-80. La social-démocratie rend cependant hommage à la bonne volonté du "monarque" : "les intentions et les projets de réforme n'ont pas manqué, mais certains ont été vite oubliés, d'autres ont été abandonnés au moment de leur mise en oeuvre. Derrière un discours réformiste, l'immobilisme ou le conservatisme ont finalement prévalu." (*Plan intérimaire*, La Documentation Française, nov. 81, p. 15.) Pour les monopoleurs, c'est donc à Mitterrand qu'il appartient de réaliser ce que n'a pu accomplir Giscard, cependant le projet social-démocrate n'est pas seulement la poursuite des efforts giscardiens, il va bien au-delà :

"La crise économique exige un effort d'adaptation de l'appareil productif, mais plus encore une profonde transformation des rapports sociaux. Or les blocages qu'entraînent l'adaptation de nos activités économiques et financières sont les mêmes qu'il y a dix ans" (Id., p. 26.)

L'ensemble des classes et en premier lieu la classe ouvrière devra se plier et permettre aux monopoles de renforcer leur exploitation. Tous les verrous doivent sauter et la plus grande liberté être assurée aux monopoles. Les acquis de la classe ouvrière doivent être battus en brèche (mais les intérêts d'autres couches de la population doivent aussi être remis en cause notamment ceux de la bourgeoisie non monopoliste comme cela se produit chaque fois que la crise économique s'approfondit et approche de son point de rupture).

Du fait que la social-démocratie ne contrôle pas la classe ouvrière, l'alliance avec le PCF est nécessaire, malgré les liens qui unissent les révisionnistes français à l'URSS. Mitterrand assurait par ailleurs qu'il réussit par là à saper l'influence du PCF (vers un électorat idéal de 10 % comme le révélait Attali à Antenne 2) et qu'il savait le prix des concessions faites au social-impérialisme soviétique ("je ne suis ni sourd ni aveugle"). L'ampleur de l'attaque en règle projetée contre la classe ouvrière exige l'appui actif du PCF et de ses divers relais et en premier lieu celui de la CGT. Sans le PCF, la bourgeoisie ne peut espérer faire passer le rouleau compresseur de ses réformes anti-sociales. Le RPR toutefois émet d'importantes réserves concernant cette alliance principalement dans son aspect international et prépare l'"après-socialisme" au cas où le PCF ne parviendrait pas à contrôler la classe ouvrière. Cette attitude du RPR s'accroît d'ailleurs au fur et à mesure que le temps passe et que le PCF ne se décide pas à jouer "franchement" et totalement le jeu des monopoles français.

Cet article montrera en quoi les nationalisations décidées par le gouvernement socialiste sont le moyen de donner une plus grande liberté aux monopoles français qui leur permettra de mieux faire face à la crise, comment cette liberté accrue pour les monopoles implique la subordination de tous à leurs intérêts, le renforcement de la dictature du capital sur la classe ouvrière.

I. ASSURER TOUJOURS PLUS COMPLETEMENT LA DOMINATION MONOPOLISTE.

A) L'évolution des monopoles français.

Ces quelques remarques ne constituent qu'un historique très succinct :

- 1958-1970 : le gaullisme — la constitution des monopoles. A la suite du plan Marshall, le maintien en vie de l'impérialisme français passe par la constitution de groupes industriels capables de résister, tout du moins en France, à la pénétration du capital étranger, principalement nord-américain. Le V^e plan (1965-1970) vise à obtenir dans chaque branche industrielle deux entreprises leaders. En conséquence, la concentration industrielle s'accroît ainsi que l'accumulation du capital.

Parallèlement, commence la contestation de la suprématie du dollar. Jusqu'à cette période, le développement international des monopoles visait à s'assurer le contrôle des sources de matières premières (notamment le pétrole). A l'époque, les Etats-Unis, et la Grande-Bretagne dans une moindre mesure, étaient les principaux investisseurs à l'étranger. La création de la CEE va permettre aux monopoles européens d'atteindre une taille plus importante et de rivaliser, d'abord en Europe avec les USA.

- 1968-1978 : l'émergence de groupes français de taille internationale. Les grands groupes issus de la période précédente sont encore trop faibles pour assurer la pérennité de l'impérialisme français dans le cadre d'une concurrence accrue.

Cette nouvelle période va donc connaître sous la houlette de l'Etat et des grands groupes financiers eux-mêmes en pleine restructuration (Paribas, Indosuez, BUE), une vague de regroupements et la redéfinition des secteurs d'intervention des monopoles dont le nombre va encore diminuer. C'est ainsi que vont se constituer : Saint Gobain-Pont à Mousson, PUK, BSN-Gervais-Danone, PSA-Peugeot-Citroën-Chrysler, Matra-Hachette, la SNEA, Renault-RVI, la SANOFI, etc.

Dans le même temps, la bourgeoisie développe considérablement son appareil financier et lui donne une taille internationale qui lui permettra d'appuyer les efforts des monopoles industriels pour la conquête de marchés à l'étranger. Car l'extension des investissements et de la production rendue nécessaire par la rivalité inter-impérialiste ne peut trouver en France un débouché suffisant. La contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation condamne en effet les monopoles à étendre toujours plus leurs activités en dehors des frontières nationales. Le réseau financier se développe à l'étranger par l'implantation de nombreuses succursales et filiales (principalement Paribas, Indosuez et les trois banques déjà nationalisées, BHP, Crédit Lyonnais, Société Générale) et l'intervention des banques françaises se développe dans le domaine financier international (eurocrédits, euro-obligations). A la fin 70, 4 banques françaises se situent dans les 10 premières mondiales (dans l'ordre : le Crédit Agricole, la BNP, le Crédit Lyonnais, la Société Générale), la suprématie du dollar US est battue en brèche et celui-ci doit abandonner sa parité fixe à 35 dollars l'once pour dévaluer à deux reprises. Le dollar en déclin reste cependant la monnaie qui domine le monde. *[Même si les Européens tentent de développer le Système Monétaire Européen (SME) on peut constater à l'heure actuelle toute la dépendance dans laquelle se trouvent les Européens et les japonais en matière de politique monétaire (sommet d'Ottawa, Versailles...). La domination du dollar US est toujours une réalité.]*

Paribas est particulièrement actif dans les restructurations tant au niveau industriel qu'au niveau financier. Ce groupe est l'exemple-type de ce que l'on a appelé le capitalisme sauvage. Il est intervenu avec l'aval de l'Etat pour tailler dans le vif dans un grand nombre de secteurs : l'ingénierie (HEUBTEY), le papier (La Chapelle-Darblay), l'imprimerie (CHAIX-Desfosses, Néogravure), la sidérurgie (Chiers-Chatillon, Usinor) etc.

Cependant les interventions des groupes financiers donnent des résultats inégaux au gré des monopoles.

Si l'intervention de tels groupes évite à l'Etat d'apparaître directement dans les licenciements, elle n'évite pas les conflits sociaux ! Bien au contraire, ces restructurations à l'initiative des groupes financiers "privés" rencontrent partout l'hostilité de la CGT qui réclame l'intervention de l'Etat ("ces affaires sont rentables", etc.).

Sur le plan social, c'est l'échec : à cause des grèves les restructurations traînent en longueur.

Sur le plan industriel, la puissance des groupes financiers privés se révèle insuffisante (cf. la sidérurgie). Parfois le sérieux de certains intervenants est plus que douteuse (l'intervention des frères Willot dans le textile relève plus de la série noire que des manuels économiques du professeur Raymond Barre !).

Par ailleurs, les groupes tels que Paribas ont leurs propres intérêts qui peuvent entrer en contradiction avec l'intérêt de l'ensemble des monopoles. Trop puissants pour se plier toujours aux volontés du gouvernement, trop faibles pour résoudre les problèmes des secteurs vitaux de l'industrie, telle est la situation des groupes financiers français.

Les rapports du gouvernement (Giscard) et de Paribas (Moussa) passent pour avoir été particulièrement orageux. L'intervention des groupes financiers ne doit pas faire oublier l'intervention directe de l'Etat qui est décidée quand aucune autre solution n'est possible. Mais l'intervention étatique n'est pas toujours le résultat de véritables décisions, c'est par exemple contre son gré que Giraud, Ministre de l'Industrie, renfloue la sidérurgie.

Par ailleurs, l'intervention de l'Etat se situe aussi au niveau des petites et moyennes industries (PMI) : les monopoles ont en effet un besoin urgent de voir se constituer en France un "tissu industriel" solide sur lequel ils pourront s'appuyer.

Le septennat giscardien voit donc la création de multiples procédures financières destinées à entretenir ce tissu : soutiens régionaux, sectoriels, à l'emploi, à l'exportation, à l'investissement, aux économies d'énergie, etc., presque autant d'organismes ou de comités sont créés (CIASI, FSAI, ANVAR, CODEFI, etc.).

Ces mesures restent cependant ponctuelles, il n'y a pas véritablement de politique pour les PME-PMI et particulièrement pas de politique pour la sous-traitance. Cette politique désordonnée ne peut éviter que certains secteurs industriels s'enfoncent dans la crise ou vers leur disparition : la sidérurgie, la machine-outil, le textile, etc., tandis que le plan composants se révèle un échec.

- 1978-1981 : les atermoiements giscardiens dans une situation de crise économique latente.

La crise de surproduction pousse les capitalistes au-delà de leurs frontières, mais cette course aux débouchés externes comporte des limites : d'une part, aucun impérialiste n'est assuré de maintenir sa suprématie dans telle ou telle partie du monde, dans tel ou tel domaine. C'est ainsi que les Etats-Unis eux-mêmes ne sont pas à l'abri d'une concurrence étrangère féroce sur leur propre territoire (automobiles japonaises par exemple). D'autre part, des pays "neufs" comme le Japon, où la classe ouvrière est surexploitée, sans parler de nouveaux venus comme le Brésil ou la Corée du Sud, rencontrent le même problème de surproduction. Les marchés des pays dominés sont à leur tour "saturés" et la production ne peut avoir que des débouchés... extérieurs.

Depuis bien longtemps il n'est plus question pour les impérialistes de trouver de nouveaux territoires à exploiter, il leur est maintenant difficile d'intensifier l'exploitation des pays dominés.

Les banqueroutes polonaises et roumaines précèdent celles de tous les pays (Brésil, Mexique, Argentine, Côte d'Ivoire, etc.) dont les économies ont été mises en coupe réglée. La banqueroute de ces pays risque à tout moment d'entraîner le système impérialiste dans le plus grand krach financier de son histoire. L'endettement des pays dominés est devenu insupportable non seulement pour ces pays mêmes, mais aussi pour les impérialistes qui hésitent à l'aggraver plus encore, alors que la logique même de l'exploitation l'exige.

Cette situation n'a d'autre solution dans le cadre impérialiste que le développement ouvert de la crise économique pouvant entraîner le monde dans la guerre.

Ceci signifie principalement restriction de la production, destruction de marchandises, chute des prix et liquidation des stocks, aggravation de l'exploitation, et vraisemblablement, élément essentiel, crise du crédit qui entraînera la réduction du capital social par la voie des faillites.

Sur le plan politique, la situation des impérialistes est loin d'être brillante : de savants instituts déterminent les risques "politiques" que représentent tel ou tel pays dominé mais on ne peut pas dire que l'optimisme règne malgré les efforts des impérialistes pour s'assurer la "stabilité" politique. En effet, l'exemple iranien montre comment les peuples renversent les chasses gardées de l'impérialisme. Aujourd'hui, la lutte inter-impérialiste pour s'assurer les débouchés extérieurs est devenue si acharnée, si difficile que le journal *Les Echos* a pu parler d'une véritable "guerre économique" que se livrent les principaux pays impérialistes.

Pour le moment il semble que les pays impérialistes aient choisi pour conjurer la crise de surproduction de se lancer dans une mutation technologique de grande ampleur qui a pour objet d'obtenir une baisse considérable des frais de production par la réduction des forces de travail nécessaires, d'abaisser ainsi le prix des marchandises et de relancer de cette façon la consommation. Cette mutation technologique (essentiellement robotisation,) aura pour autre conséquence de contester dans tous les domaines les parts de marché acquises (sur le plan géographique et par type de production).

Pour pouvoir assurer cette mutation, des investissements colossaux sont nécessaires dans des secteurs où déjà les investissements étaient très lourds. Ce n'est que parce qu'ils étaient bloqués dans leur développement, dans leur recherche du profit maximum, que les monopoles ont recours à cette solution. Une autre conséquence de ce choix est que la production, dans ce cadre, ne peut s'appliquer qu'au marché mondial. Comme il est impossible qu'un seul impérialiste, fût-il les USA, domine le marché mondial dans tous les domaines, chacun des impérialismes cherchera à se spécialiser dans un secteur où il pourra prétendre à la suprématie absolue.

Mais ce qui précède n'est que la vue idyllique qu'a l'impérialiste de son avenir. En effet, il n'y aura pas de partage à l'amiable des marchés entre les impérialistes, mais une lutte à mort pour la suprématie mondiale. Lutte d'autant plus acharnée que la situation antérieure est révolue, où, pour un type donné de production, un partage d'influence géographique était possible. Désormais, ce sera tout ou rien. On voit s'édifier déjà des usines fonctionnant avec un nombre réduit de salariés, mais à l'importante composition organique du capital, et qui peuvent couvrir des besoins à l'échelle mondiale.

Le risque de chômage... du capital est d'ailleurs déjà envisagé par les capitalistes qui cherchent, avec les ateliers flexibles, à mieux adapter la production à la consommation. Mais comment réguler cette production quand celle des différents impérialistes couvrira trois ou quatre fois la consommation dans le cadre du monde capitaliste ? Alors le problème de la surproduction ne fera alors que se poser à un niveau encore supérieur. Le Japon a été le premier à se lancer dans la spécialisation mondiale et les monopoles en France brûlent de se lancer sur la même voie mais Giscard n'a pu leur donner les moyens de le faire : de plus en plus il perdait ses libertés de manoeuvre au plan politique et hésitait dans sa politique de restructuration industrielle.

L'immobilisme" tuait toute initiative à tel point que des décisions entérinées sur le plan des principes tardaient à passer dans les faits (telle la cession d'Ugine-Aciers à Sacilor). Des tensions, nous l'avons vu, existaient avec les dirigeants de certains monopoles, mais même dans une société nationalisée comme ELF Aquitaine une guérilla opposait Albin Chalandon à Giraud, ministre de l'Industrie de Giscard, ce qui avait notamment pour effet de bloquer l'accès de la firme au marché US. Les relations avec la CGE n'étaient pas meilleures.

Sur le plan des réformes, Giscard ne réussissait qu'à mener les études sur les solutions envisageables sans pouvoir les réaliser, quand même les rapports étaient publiés (rapports MAYOUX, NORA-MINC, LENOIR, FABRE...).

Dans la situation où les impérialistes renforcent leur concurrence et tentent de conjurer la crise économique, l'immobilisme était intolérable pour l'impérialisme français.

C'est là la raison de la permutation du personnel politique et de l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir. Leurs projets s'inspirent largement des réalisations du capitalisme japonais et leurs premiers actes ont été de débloquer les dossiers en cours.

B) L'exemple japonais.

Nos sociaux-démocrates ont pour l'Empire du Soleil Levant les yeux de Chimène... ce qui laisse bien augurer du type de changement qu'ils se proposent de faire subir à la classe ouvrière. A l'extrême limite, les USA et la RFA pourraient aussi servir de modèle... mais décidément les japonais ont bien des qualités :

"Leur mise en oeuvre (des innovations technologiques qui bouleversent l'organisation de la production dans tous les secteurs d'activité) suppose une modification de l'organisation sociale et industrielle de la production, incompatible avec le maintien des principes tayloriens (...). De telles évolutions nécessitent une organisation de l'entreprise différente, faisant appel aux ressources de la cohésion humaine. Elles s'appuient sur une main d'oeuvre hautement qualifiée capable d'intégrer de nouveaux savoir-faire, relativement autonome pour procéder aux adaptations nécessaires. Dans cette nouvelle course de vitesse, les japonais semblent avoir pris un avantage sur leurs concurrents européens et américains". (*Plan intérimaire*, pp. 13-14.)

Modèle d'organisation sociale (sic) le Japon l'est aussi en matière d'investissement productif, en bonne compagnie il est vrai :

"Si cette baisse (de l'investissement productif) s'observe dans toutes les économies industrielles après le premier choc pétrolier, en revanche, un net redressement est intervenu au Japon, en République Fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis". (*Plan intérimaire*, La Documentation Française, nov. 81.)

Le Japon servira aussi de référence dans la construction du fameux tissu industriel :

"mais de nombreux exemples — en premier lieu celui du Japon — montrent qu'on ne saurait se contenter de juxtaposer des créneaux compétitifs, mais discontinus. Une structure industrielle forte repose sur une pleine utilisation des effets de synergie et d'interdépendance entre activités connexes, en particulier tout au long des filières de production qui unissent les différents stades d'un processus de fabrication". (Id., p. 18.)

Les PMI n'ont donc plus qu'à bien se tenir, la politique d'asservissement des petites et moyennes entreprises va enfin être mise en place sur une grande échelle.

Ces louanges adressées au féroce système d'exploitation japonais méritent quelques développements. L'automatisation n'a pas été sans conséquence sur l'emploi dans ce pays :

"Une enquête menée par la société Hitachi sur cent six cas d'automatisation dans l'industrie montre que les suppressions d'emplois productifs varient de 40 à 70 % ! (...). De surcroît dans certains secteurs comme la mécanique, ce sont les postes de travail les plus qualifiés que l'automatisation tend à supprimer, augmentant donc la part des travaux les plus pénibles et déqualifiés dans les ateliers". (*Le Monde*, 18 nov. 1980, pp. 23-25, "Le défi japonais ramené à sa juste mesure".)

Les auteurs de cet article insistent encore sur l'importance de la sous-traitance. C'est en effet une sous-traitance corvéable à merci qui permet aux monopoles de maximaliser leurs profits : réduction des stocks au minimum, dont le poids est reporté sur les sous-traitants, main-d'oeuvre réduite puisque 60 % de la main-d'oeuvre industrielle est employée dans les PME sans garanties sociales, à des salaires inférieurs de 40 % à ceux des entreprises de plus de mille salariés.

De plus, le rapatriement de tâches jusqu'alors sous-traitées permet d'amortir au niveau des monopoles l'incidence de l'automation. L'arrêt de l'embauche et la diminution du temps de travail suffisent alors pour éviter les licenciements directs.

On comprend mieux pourquoi à la suite de Giscard nos socialistes entourent les PMI de leur sollicitude !

Mais les japonais sont décidément les maîtres "ès capitalisme monopoliste d'Etat", et leur tentative de réguler la concurrence sauvage que se livrent les monopoles par l'intermédiaire du MITI ne lasse pas d'émerveiller nos "apprentis" sociaux-démocrates : le MITI n'intervient pas dans la gestion interne des groupes mais détermine à tel ou tel moment quel est le groupe qui doit se saisir de telle ou telle nouvelle technique.

Ce court parallèle avec le Japon vaudrait d'être développé, car c'est dans de nombreux autres domaines qu'il éclaire le rêve des sociaux-démocrates français.

C) Comment permettre le développement des monopoles français.

Ces obstacles au développement des monopoles français aujourd'hui ne sont pas nouveaux, mais ce qui est nouveau c'est la situation de pré-crise généralisée du système impérialiste mondial qui oblige les capitalistes à prendre des mesures rapides susceptibles, pensent-ils, de leur faire éviter la crise. Plus que jamais, les monopoles cherchent la mobilité du capital pour s'assurer le profit extra ou tout du moins le profit au taux moyen.

L'importance du capital industriel à mettre en oeuvre, et particulièrement dans une période de bouleversements technologiques, est le facteur principal qui entrave les projets des monopoles. D'où la nécessité d'une intervention de l'Etat.

Le rôle du secteur public dans la situation actuelle, d'autant plus primordial en France que les monopoles n'y ont pas la puissance financière de leurs homologues nord-américains ou allemands, est défini de la manière suivante par Bernard ESAMBEET, ancien conseiller de Pompidou pour les affaires industrielles et PDG de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild :

"Aider au développement d'une industrie nationale ; augmenter les exportations, diminuer les importations ; accumuler le capital productif dans les secteurs à haute intensité capitaliste ; jouer un rôle dans le développement de secteurs nouveaux quand les besoins sont mieux perçus au niveau de la puissance publique que des entreprises privées ; informatique, électronique, nucléaire, spatiale... ; préserver l'autonomie de décision et l'indépendance nationale dans certaines activités stratégiques (ainsi aurait-on pu empêcher la reprise de Poclair par un groupe américain pour conserver à l'industrie française un créneau qu'elle a su développer , et qui e été durement touché par la crise avant d'avoir atteint la maturité) ; apporter à l'innovation du capital risqué". (*Le Monde*, 1^{er} juillet 1981.)

Le Plan intérimaire reprend cette conception :

"Le coût élevé de l'accès aux marchés fondés sur les technologies de pointe ou de la rénovation des industries opérant sur le marché mondial face à des concurrents modernes exige une politique industrielle active et une forte intervention de l'Etat. (...) Seules des entreprises libérées de l'exigence de rentabilité à court terme pour le développement d'activités de pointe, soutenues à ce titre par l'Etat peuvent assumer un tel risque. Refusant par nature de s'en donner les moyens la pratique libérale a échoué dans ce qu'elle présentait comme son objectif fondamental : le renforcement de l'industrie". (*Plan intérimaire*, p. 18.)

La chose est donc claire, l'impérialisme français ne peut survivre face à ses concurrents qu'au prix de la "mobilisation générale" de ses capacités financières, c'est-à-dire au prix de la prise en main directe par l'Etat des activités vitales. [*Nous verrons que cela est aussi vrai sur le plan social.*] Et c'est justement la timidité de l'intervention étatique qui est reprochée aux giscardiens. On est loin ici de toutes les raisons "morales" que les sociaux-démocrates invoquent à l'appui des nationalisations et l'on voit bien qu'il s'agit seulement d'assurer aux monopoles la plus grande liberté, condition actuelle de la survie de l'impérialisme français.

Un exemple montre en effet comment il arrive aux monopoles de résoudre les questions de mobilité de capital et de recherche du profit maximum dans une situation où ils manquent de "moyens". La Compagnie Générale d'Electricité (CGE) avait défini la stratégie de développement suivante :

"Se dégager de tout ce qui est lourd, encombrant, consommateur d'investissements, au profit de ce qui est léger, nécessite peu d'investissements et plus de matière grise et offre des taux de profits élevés et rapides". (J. M. Quatrepoint, "Le dessein de la CGE", in *Le Monde*, 10 avril 1979.)

Cependant, cette stratégie a ses limites et la CGE n'a pu se retirer, par exemple, de la construction navale, secteur lourdement déficitaire.

En effet, l'importance des investissements déjà pratiqués interdit aux monopoles d'abandonner purement et simplement les usines, et le choix doit souvent être fait de continuer une exploitation déficitaire plutôt que de l'arrêter et d'enregistrer ainsi une perte encore plus considérable.

D'autre part, des raisons politico-militaires exigent qu'un certain nombre de productions de base (sidérurgie, machines-outils, etc.) doivent être maintenues quelle que soit la situation. Il est vrai que dans un passé récent les monopoles ont surtout recherché un équilibre entre des secteurs différents afin de s'assurer une certaine répartition des risques. L'Etat est principalement intervenu quand le capital industriel et financier était défaillant, particulièrement dans les domaines à haute intensité capitaliste comme dans la sidérurgie.

Donnons quelques exemples : les monopoles, on peut le constater, se sont effectivement tournés vers la "pluridisciplinarité". Matra va de la presse à l'armement en passant par l'informatique. Rhône-Poulenc assure une activité "fibres" à la production d'engrais et au développement de la chimie fine. La CGE intervient dans l'électromécanique, la construction navale, l'électricité, les télécommunications, l'informatique.

Cette diversification n'a pu s'effectuer qu'au prix d'une mobilisation considérable de capitaux. Elle s'est surtout opérée par cessions et rachats d'entreprises pré-existantes (d'où de nombreux mouvements spéculatifs en Bourse).

Cependant des entreprises comme Rhône-Poulenc ont cruellement manqué de fonds propres, la vente du siège social, la vente de la chimie de base à Elf Aquitaine, les appels répétés aux marchés financiers n'ont pas permis à son PDG, Gandois, de réaliser totalement la restructuration qu'il juge nécessaire (plan de relance des activités textiles). D'ailleurs, depuis la nationalisation, Gandois a multiplié les appels au gouvernement : c'est d'abord 3 milliards de francs, puis maintenant plusieurs milliards qui sont selon lui nécessaires à la pérennité du groupe.

Ce sont en effet les nationalisations qui selon la social-démocratie vont enfin permettre aux groupes industriels d'avoir réellement les moyens de leur restructuration.

D) Les nationalisations.

Comme nous l'avons expliqué auparavant, les restructurations nécessaires doivent se poursuivre, et ne peuvent se poursuivre qu'avec l'intervention directe de l'Etat. C'est bien l'objectif que définit le Plan intérimaire :

"Le secteur public élargi sera donc le levier de la rénovation structurelle de notre appareil productif". (*Plan intérimaire*, p. 103.)

"L'extension du secteur public principalement orienté vers ces secteurs de base où les investissements unitaires sont très lourds et les secteurs de pointe où le "droit d'entrée" — en recherche et investissement — est considérable permettra de rattraper le retard accumulé — lorsque c'est le cas —, et de stimuler la modernisation de l'ensemble de l'appareil productif au rythme qu'impose l'impératif de compétitivité". (Id., p. 102.)

Cependant, les nationalisations ne sont pas le seul moyen d'intervention, l'affaire Creusot-Loire-Framatome est là pour le rappeler : les difficultés profondes que connaît Creusot-Loire, "l'affaire du baron Empain", depuis plusieurs années, principalement par manque de fonds propres, n'ont pas été résolues au moyen de la nationalisation, mais par l'aide de l'Etat par CEA interposé. Les modifications dans les chantiers navals ne se sont pas non plus effectuées par le truchement des nationalisations : la Société Métallurgique et Navale Dunkerque-Normandie a été scindée en deux, la Société Métallurgique rejoignant Usinor et Sacilor, France-Dunkerque se rapprochant des Chantiers Navals de la Ciotat et des Constructions Navales et Industrielles de la Ciotat. Par ailleurs, dans le cadre du plan de restructuration de la machine-outil, Creusot-Loire se délestera d'Ernault-Somua.

"Aujourd'hui, Edouard Jean Empain, malgré tous ses déboires, esquissera peut être un sourire sous le poids des événements et des réalités financières, ce qui pouvait être son plan va être appliqué au groupe Empain-Schneider et particulièrement à Creusot-Loire dont la situation financière est très noire". (*Les Echos*, 9 nov. 1981.)

Tel est le commentaire des *Echos* !

Il semble que les nationalisations aient été réservées aux groupes dont la structure tant financière qu'industrielle était déjà suffisamment stable et pour lesquels seules des modifications secondaires étaient nécessaires.

L'objectif apparent serait d'éviter à l'Etat d'apparaître en première ligne dans des restructurations trop sauvages ayant de lourdes et rapides conséquences sociales, en particulier des licenciements. Cela ne veut pas dire que l'emploi soit garanti dans les sociétés nationalisées mais l'attaque sera plus indirecte (arrêt de l'embauche, rapatriement de la sous-traitance, préretraite, etc.. voir l'exemple japonais). Les nationalisations doivent surtout permettre aux monopoles de réaliser la "spécialisation mondiale".

E) La spécialisation mondiale de l'appareil productif. La reconquête du marché intérieur.

C'est donc à l'instar des japonais, la spécialisation mondiale qui doit constituer la ligne directrice du développement des groupes industriels. Voici comment les sociaux-démocrates caractérisent la situation :

"L'effort de restructuration entrepris depuis le début de la précédente décennie a conduit à une amélioration de la spécialisation internationale de notre appareil productif vis-à-vis de la demande mondiale ; mais la "qualité" de cette spécialisation reste très insuffisante par rapport à nos grands partenaires industriels. De plus, les années 1979 et 1980 ont illustré une incapacité croissante de cet appareil productif industriel à résister aux importations". (*Plan intérimaire*, p. 149.)

Encore une fois des lauriers sont décernés aux précédents gouvernements au moins jusqu'en 1979-80, où les choses ont commencé à se gâter : c'est le temps de l'immobilisme giscardien. Sur ce plan précis la classe monopoliste se heurtait à des structures inadaptées.

En effet, dans l'état qui précède les nationalisations, la logique des groupes français en général implique une certaine spécialisation mondiale, mais aussi un équilibre entre les différentes activités, et mime un désengagement des activités à haute intensité capitaliste (ce qui amenait souvent l'Etat à prendre le relais sous des formes diverses). La contradiction entre ces différents objectifs amenait à limiter la spécialisation des groupes. La nationalisation est le moyen financier de dépasser cette contradiction : en effet, comme le soulignent Tinard, Ponson, Gougeon, et Schoettl

"le rattrapage de positions dans certains domaines de pointe où les groupes occupent une situation concurrentielle faible exige une concentration massive de ressources (...). Il est peu vraisemblable que les groupes nationalisés puissent financer eux-mêmes ces développements sans l'apport par les pouvoirs publics de moyens financiers importants. La nationalisation du crédit pourrait contribuer à l'affectation de ressources financières aux secteurs stratégiques". (*"Analyse stratégique et redéploiement des groupes"*, in *Revue Française de Gestion*, nov.-déc. 1981.)

Ainsi libéré des problèmes d'équilibre de trésorerie à court terme et de l'incapacité à suffisamment investir, les groupes pourront développer une logique industrielle de filières comportant une spécialisation mondiale.

A quoi aboutit cette politique de spécialisation ? Il suffit de regarder ce qui se passe en RFA et au Japon où cette politique est déjà très largement engagée. On peut observer que la spécialisation a entraîné corollairement un désengagement dans toute une série; de secteurs dans lesquels les impérialistes concurrents se sont engouffrés, mettant ainsi en péril le marché intérieur de chacun de ces pays. Or justement, ce qui caractérise la situation française, c'est la pénétration croissante de l'industrie étrangère ("15 % du marché intérieur ont été perdus en dix ans" (Jacques Mistral, 10 juillet 1981, communication présentée au Colloque organisé à Bordeaux par le GRECO.) particulièrement pour les produits les plus élaborés.) J. Mistral en conclut qu'"il (est) difficile de concevoir une politique industrielle exclusivement fondée sur la recherche de créneaux dynamiques sur les marchés mondiaux" ce qui, selon lui, entraînerait "la nécessité de concevoir cette politique dans une optique de long terme en renonçant à l'idée de trouver une solution rapide au problème de l'emploi par ce biais (c'est nous qui soulignons), une orientation sectorielle privilégiant le renforcement du secteur de l'équipement, indispensable pour régénérer à terme les secteurs aval, une intervention digitale (par ses points d'application) est coordonnée (quant à l'ensemble des domaines d'application) originale par rapport au caractère macro-économique des politiques passées."

Cette thèse est bien celle qui est reprise par le gouvernement actuel, au silence sur les conséquences sur l'emploi près. Mauroy lui-même a déclaré :

"La volonté du gouvernement de favoriser les actions de reconquête du marché intérieur part d'un constat simple : depuis 1978 et malgré la récession économique, la part des importations par rapport à l'offre des produits industriels a augmenté de près de cinq points. (...) à l'inverse de la gestion précédente, qui acceptait passivement le mouvement de spécialisation internationale, nous entendons que le critère du marché intérieur et de l'interdépendance des activités nationales soit pris en compte dans l'élaboration de notre politique industrielle." (*Le Monde*, 6 oct. 1981.)

On peut remarquer que les assurances de Mauroy sur la volonté de "reconquête du marché intérieur" sont des plus vagues. Il faut bien être conscient qu'il ne peut s'agir que de verbiage, car les mêmes causes auront les mêmes effets en France qu'au Japon et en RFA. Seule une politique protectionniste peut dans une certaine mesure préserver le marché intérieur. Notons cependant qu'une telle politique (qui est largement celle du Japon) n'est pas d'une efficacité absolue, qu'elle est contradictoire avec le développement de "la spécialisation mondiale" (car le protectionnisme entraîne le protectionnisme) et risque d'aggraver considérablement la crise de surproduction latente. Actuellement, les sociaux-démocrates rejettent l'idée du protectionnisme, pourtant ils ont créé à la Direction des Relations Economiques Extérieures une cellule "Importation" qui a pour objet de suivre les importations, dans le sens où se développent les accords de "troc", résultat du protectionnisme étranger. La "spécialisation mondiale" va donc accentuer la dépendance de l'économie française vis-à-vis de l'étranger.

Par ailleurs, pour qu'elle se réalise, la spécialisation mondiale suppose une grande souplesse dans les restructurations du capital industriel qui devra s'adapter aux aléas du marché mondial. La création de "filières" (lire l'asservissement de la sous-traitance), le recentrage de l'activité de certains groupes sont une nécessité mais l'ampleur de la restructuration engagée par les sociaux-démocrates ne réside pas là. Ils ont d'ailleurs affirmé qu'ils ne joueraient pas au "lego" avec les structures industrielles. L'essentiel de la restructuration se situe donc dans le domaine du capital financier.

F) La mobilisation du capital financier et son orientation vers le secteur productif.

La lourdeur accrue des investissements dans la sphère du capital productif implique une concentration plus grande du capital financier.

Mais le développement du capital financier et sa domination sur toutes les autres formes de capital n'a pas seulement des effets bénéfiques sur le développement de l'appareil productif. Le capital financier a sa propre logique de recherche du profit, de spéculations parasites. Lénine notait déjà que "A la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usurateur." ("L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", *Oeuvres*, t. 22, p. 262.)

Les banques françaises ont conquis dans le monde une position très forte derrière l'impérialisme US, mais le développement des monopoles français reste très modeste en matière d'implantation industrielle à l'étranger. La concentration du capital bancaire a précédé celle du capital industriel et a atteint un maximum d'efficacité après le développement de Paribas et d'Indosuez et l'effacement de la BUE. Mais le développement en puissance de ces groupes financiers ne s'est pas fait sans certaines opérations spéculatives qui échappaient à la "logique" industrielle. En outre, le système financier français a toujours eu du mal à canaliser l'épargne des ménages au service de l'appareil productif.

Giscard n'a pas dans ce domaine ... épargné ses efforts : d'abord dans le sens d'un renforcement du rôle joué par la Bourse. En 1978, la loi "Monory" est votée qui permet un certain développement de l'activité boursière, à tel point que quelques groupes ont pu trouver en Bourse une partie des capitaux qui leur étaient nécessaires (10 milliards de francs en 18 mois pour les 15 principaux groupes français).

Mais la Bourse en France n'a pas réussi à jouer le rôle qu'elle joue par exemple aux USA, où les américains sont bien plus nombreux à être porteurs d'actions ou d'obligations (à titre d'illustration, entre 1978 et 1980, les émissions d'actions par appel public à l'épargne sont restées comprises entre 0,1 et 0,2 % du PIB, contre 0,5 à 0,8 % aux USA). Les français ont toujours été enclins à porter leur épargne vers des valeurs comme l'or ou la "pierre", placements particulièrement spéculatifs et éloignés de la production.

Par ailleurs, Giscard a renforcé l'intervention directe de l'appareil d'Etat dans la distribution des crédits : de multiples organismes ont été chargés d'intervenir dans le soutien aux exportations, à l'emploi, aux économies d'énergie, aux secteurs stratégiques, etc., mais le poids de ces crédits est resté modeste par rapport à l'ensemble des crédits "classiques". Seule une réforme profonde de la structure du système financier français était donc capable d'accroître son efficacité. Giscard l'avait d'ailleurs compris et avait chargé Mayoux de faire des propositions... qui n'ont connu qu'un timide début d'application. [*Mayoux (nommé depuis à la tête de la Société Générale par le gouvernement Mitterrand) préconisait notamment la régionalisation des réseaux financiers, une dé-spécialisation des réseaux actuels (par exemple, suppression des privilèges du Crédit Agricole), le crédit global d'exploitation qui établirait des relations plus étroites entre l'entreprise et son banquier.* Ses recommandations portaient aussi sur le développement des initiatives régionales en matière de bourses de valeurs et de prises de participation dans les entreprises. Ces idées peuvent être rapprochées de la régionalisation telle que la prévoit le gouvernement actuel qui ne saurait d'ailleurs exister sans des moyens financiers régionaux.]

Une tentative a été esquissée afin de déplacer le poids du crédit de l'industrie vers le commerce : c'est la remise en cause du crédit fournisseur et de l'escompte. A l'instigation de Rhône-Poulenc, la loi Dailly et la clause de réserve de propriété (1980) ont jeté les premières bases juridiques de cette évolution. Le crédit global d'exploitation préconisé par le rapport Mayoux en est le complément indispensable et devrait déboucher sur une évolution de la mentalité du banquier français. Celui-ci actuellement plus soucieux des garanties dans l'octroi d'un crédit que de l'avenir économique de l'entreprise elle-même, devra réviser son point de vue et devenir un véritable analyste et un conseil en gestion financière. Comme le dit un "expert" (?) socialiste : "il y a trop de personnel dans les banques et pas assez là où il faudrait" (*Le Monde*, 22 sept. 1981.)

Cette évolution de "mentalité" de l'appareil financier est rendue nécessaire par l'inadaptation de normes nées dans une période de développement relativement continu de la production. En effet, la période à venir est celle de la crise et de la tentative du capitalisme français à s'y adapter.

G) Le projet des sociaux-démocrates en matière financière.

Le document adopté au Conseil des ministres du 23 septembre 1981 annonce clairement la couleur : "le système bancaire a cessé de répondre aux besoins d'une économie en crise" (3), mais il ne comporte que peu d'indications sur le détail de la réforme nécessaire : "L'Etat (devra) indiquer beaucoup plus clairement qu'autrefois les orientations qu'il souhaitera leur voir suivre, il veillera à ce qu'elles (les banques) puissent constituer des fonds propres d'un niveau suffisant, conforme aux normes internationales. Il favorisera ultérieurement les restructurations dont l'utilité sera établie." (*Le Monde*, 25 sept. 1981.)

Jacques Jublin (*Les Echos*, 14 oct. 1981.) donne bien le sens général de la réforme : "la stratégie de l'Etat capitaliste contrebat totalement celle du capitalisme financier à la française".

De fait, d'une manière tangible, on ne peut pour le moment constater l'existence gênait la bourgeoisie monopoliste pour les raisons que nous avons indiquées plus haut.

Dreyfus précise : "la place excessive donnée aux préoccupations financières a conduit les grands groupes bancaires à bâtir chacun leur fortune sans soucis des stratégies industrielles. Au nom de la restructuration chacun a taillé son fief dans les forces vives de l'industrie." (*Le Monde*, 14 oct. 1981.)

Le fil directeur de la réforme est donc bien la réorientation totale de l'épargne vers l'appareil productif. Le premier obstacle est maintenant franchi, reste à savoir quelle orientation sera donnée aux banques nationalisées.

Sur ce point, le plan intérimaire souligne : "les banques nationalisées devront prendre plus largement leur part aux risques industriels et accompagner le, développement des entreprises" (*Plan intérimaire*, p. 159.) (il faut noter à ce sujet que l'instrument de ces interventions existe déjà : il s'agit des prêts participatifs).

Tout en restant très discret sur les modalités de la restructuration du secteur financier, le plan intérimaire assure pourtant que "la restructuration des fonctions bancaires, à laquelle il sera procédé au cours du Plan de 2 ans, permettra de mieux orienter l'affectation des ressources collectées par les différentes institutions en fonction de priorités définies par le plan pour les grands secteurs de l'économie nationale." (Id., p. 103.) Plus loin, il est précisé que "tout progrès décisif (en matière de renforcement des fonds propres) est en effet subordonné à une profonde réforme des conditions présentes de mobilisation et d'orientation de l'épargne, aujourd'hui inadaptées à la nature et à l'ampleur des défis auxquels nous avons à faire face. C'est pourquoi au cours du Plan de 2 ans, il sera procédé à une refonte des dispositifs existants en la matière." (Id., p. 111.)

Certaines propositions du rapport Mayoux sont reprises ainsi que les propositions de Rhône-Poulenc (réduction puis suppression du crédit inter-entreprise). Le gouvernement cherche aussi l'évolution des mentalités des milieux financiers. Delors a déjà préparé le terrain : "A bien regarder, plusieurs griefs formulés à l'encontre des banques portent sur la logique du métier bancaire, qui est un des plus vieux du monde (...) il faut sortir de la logique du profit pour le profit et privilégier la croissance et le développement. Pour cela c'est au personnel et aux cadres des banques que je m'adresse." (*Le Monde*, 20 oct. 1981.)

Il faut aussi noter la volonté de répartir différemment le profit au détriment du secteur financier, en faveur du secteur productif : "le réaménagement des marges que ces banques (nationalisées) appliquant à leurs interventions allégera les charges financières supportées par les entreprises." (*Plan intérimaire*, p. 45.)

Comme on peut le voir à la lumière de ces nombreuses citations, "le plus vieux métier du monde" (sic !) est bien la pièce maîtresse de la restructuration de la social-démocrate. Il faut se garder de croire que la nationalisation du secteur bancaire "ne change rien" parce que l'Etat a fait déjà le contrôle de l'appareil financier auparavant. Les nationalisations préparent le terrain à un remodelage complet du système financier. Cependant, et plus encore que pour la restructuration de l'appareil productif, la social-démocratie avance très lentement, donnant même parfois le sentiment d'immobilisme.

H) Les méthodes de la social-démocratie.

Elles sont d'une grande discrétion. Les sociaux-démocrates ont été longtemps discrets sur les détails de leur politique économique : nationalisations, mais quelle ampleur, pour quoi faire ? etc., questions dont certaines restent encore aujourd'hui sans réponse.

Sur les grandes lignes, la bourgeoisie monopoliste est d'accord, mais chacun des monopoles veut être avantagé par les restructurations qui se profilent. Par ailleurs, les révisionnistes ne sont pas d'accord pour qu'une partie du gâteau leur échappe et leur présence dans tel ou tel ministère ou telle entreprise est l'objet de longues tractations.

Le "flou" est donc nécessaire pour permettre les négociations de couloir entre les monopoles et entre les membres du gouvernement qui sont loin d'avoir une parfaite identité de vue ! C'est le plus grand pragmatisme qui domine à l'heure où l'on vante organisation et planification. Le Plan intérimaire (qu'il aura fallu attendre plus de 6 mois) donne les indications les plus précises. Encore s'agit-il d'une longue déclaration politique et non pas d'un plan dans la lignée des plans de la V^e République, encore moins évidemment d'un plan socialiste. Le Plan nouvelle manière qui doit suivre le Plan intérimaire livrera plus précisément les desseins de la bourgeoisie. Il devra en effet servir de cadre tant à des plans régionaux qu'aux plans des entreprises nationalisées. La réforme du plan peut d'ailleurs être aussi une pièce maîtresse de la restructuration, on effêt *Les Echos* y voient :

"l'acte stratégique derrière l'idéologie des nationalisations, et la façon de répliquer à des pays avancés comme les Etats-Unis, où les grandes entreprises ont des plans internes à faire rêver plus d'un membre du GOSPLAN, ou le Japon, symbole d'une parfaite symbiose entre l'Etat et les entreprises dans un cadre planificateur. Derrière le désir de construire de grandes filières technologiques et industrielles se profile l'impératif d'ordonnancement. (...) La France n'a pas les moyens de s'offrir la dispersion." (*Les Echos*, 24 nov. 1981.)

Le gros des réformes est donc à venir, mais certains points ont déjà été abordés :

Dans le secteur financier :

Mauroy avait déclaré : "le fait que les revenus du capital sont utilisés pour des achats immobiliers, fonciers, voire d'or (montre que) dans sa mentalité profonde notre pays n'a pas entièrement accepté l'ère industrielle." (*Le Monde*, 21 nov. 1981.) Laissons à Mauroy la responsabilité de l'assimilation de la "mentalité profonde de notre pays" à celle des rentiers, mais notons que cette catégorie de petits et moyens rentiers va devoir s'adapter à de nouvelles conditions.

En effet, l'impôt sur les fortunes, les taxes frappant les transactions sur l'or, la publicité et la réduction des rémunérations des placements à court terme devrait obliger l'épargne à s'orienter vers les obligations émises par l'Etat, les collectivités locales ou les grandes sociétés, contribuant ainsi au financement de l'investissement productif. Le gouvernement espère à ce sujet multiplier par deux le montant canalisé par ce biais pour atteindre 200 milliards de francs dans 3 ans.

Le volumineux rapport Dautresme n'a pas donné tellement de détails sur la restructuration. Après l'avoir abandonné, on a reparlé d'une banque nationale d'investissement (B.N.I.), holding qui regrouperait les participations industrielles de l'Etat. On a parlé aussi de l'absorption de la Banque de l'Union Européenne (ex-banque du groupe Empain-Schneider avant l'intervention de Paribas) par le Crédit Lyonnais. En bref, la réforme de structure inévitable du système bancaire est encore dans les couloirs.

Dans le secteur industriel :

Depuis l'arrivée de Mitterrand, on peut noter (par ordre chronologique) la cession par Creusot-Loire de l'essentiel de ses activités dans les aciers spéciaux à Usinor, la prise de participation de CIT-ALCATEL de 15 % dans la société US LYNCH Communications, la nationalisation de la sidérurgie, les nationalisations des groupes industriels, l'annonce d'un plan textile, la fusion de Noratome et Framatome, la création d'une société commune à Matra-Harris et au groupe US Intel (malgré l'opposition du PCF), l'annonce d'un plan textile et d'un plan sidérurgie après un accord intervenu pour renflouer Empain-Schneider, la présentation d'un plan de restructuration du secteur de la machine-outil (2,3 milliards de francs engagés par l'Etat sur un total de h milliards), la constitution d'une filiale commerciale commune par trois chantiers navals français, le plan "meuble" et le plan "acier", l'institut de développement chargé de trouver une solution à l'affaire Willot (Boussac-Saint-Frères), le rachat de Texas Gulf par Elf Aquitaine, la définition d'une filière électronique autour de deux pôles de collaboration : Thomson (avec CII-HB restructurée) et Saint-Gobain d'une part et CGE-Matra d'autre part, la cession par PUK d'Ugine Aciers à Sacilor, la régionalisation du CIASI, la nomination des administrateurs des entreprises nationalisées, le projet de "Comité interministériel de développement industriel" qui serait le conseil de Mauroy sous tutelle de Dreyfus, les difficultés de Liné (machine-outil) alors qu'un plan a été annoncé (ce qui montre que du plan aux actes il y a une marge !), l'apport par IMETAL et SNEA de 600 millions de francs à la société Le Nickel, une nouvelle annonce pour le plan informatique, la restructuration de la chimie.

Ce rapide panorama montre d'une part que certaines opérations prévues depuis longtemps mais bloquées politiquement au cours du précédent septennat se sont débloquées, d'autre part, que les plans ambitieux (textile, machine-outil, etc.) créateurs de filières traînent en longueur, les tractations n'en finissent pas pour finalement n'aboutir qu'à des situations transitoires. On peut noter d'ailleurs que les conseils d'administration des entreprises nationalisées n'ont toujours pas été nommés.

On assiste, au-delà des quelques modifications mineures du système productif, à un statu quo temporaire qui devrait être suivi par la mise en pratique des "plans" annoncés.

Le consensus de la bourgeoisie :

"Le thème des nationalisations n'a pas constitué un des temps forts de la campagne électorale de Monsieur Mitterrand." (*Le Monde*, supplément aux dossiers et documents, mai 1981, p. 89.)

Cette remarque n'est pas sans intérêt. En effet, si les nationalisations, contrairement aux élections de 1978, n'ont pas été l'objet de vives controverses, c'est que les partis bourgeois ont admis dans, leur ensemble que cette politique était conforme à leurs intérêts. C'est ce qui explique que l'opposition de "droite" aux nationalisations n'a été que formelle. La réaction des "patrons" des "nationalisables" est restée très courtoise, à tel point que beaucoup sont restés en place (Lagardère chez Matra, Dassault, Gandois à Rhône-Poulenc, Fauroux à Saint-Gobain). Les seules contestations un peu véhémentes ont porté sur les méthodes d'indemnisation, les socialistes "bons princes" n'avaient pourtant pas lésiné puisque qu'ils avaient recueilli le soutien des plus hautes autorités de la COB, (Commission des Opérations de Bourse) en adoptant l'avis du Conseil d'Etat sur ce sujet. Rien donc de particulièrement hardi... cependant le Conseil d'Etat a décidé d'améliorer le sort des "pauvres" actionnaires et le PS s'exécute de bonne grâce, à tel point que l'opposition de droite se gousse et reproche... le poids trop important des indemnisations !

Quant à la prétendue opposition des "puissances d'argent", la liste des présidents des nationalisées prouve que ce sont plutôt des "patrons de choc" qui ont été choisis.

On peut rappeler les remerciements de Mauroy à Dassault lors de la prise de participation majoritaire de l'Etat, et le mot de Dassault : "vous êtes très gentil" (!!). Une autre déclaration ne manque pas de sel. Il s'agit d'un haut dirigeant du CNPF qui regrette que le syndicat patronal ne soit pas l'objet d'autant d'attention que le SNPMI de la part du gouvernement, mais qui se rassurait car "l'alliance de nos nouveaux dirigeants socialistes avec un homme comme Monsieur Gérard Deuil, représentatif d'un certain monde traditionnel de la petite entreprise à la fois généreux et réactionnaire, qui arborait encore au mois de juillet la photo du maréchal Pétain dans son bureau, ne pourra pas durer parce qu'elle est contre-nature." (*Le Monde*, 13 oct. 1981.)

En fait, si comme nous le soulignons plus haut, on peut avoir l'impression d'un certain statu quo dans les restructurations économiques, c'est que les intérêts contradictoires des différents groupes monopolistes ont du mal à être surmontés. Par ailleurs, il semble de plus en plus qu'une certaine fraction de la bourgeoisie abandonne l'espoir d'une restructuration brutale, qui pourrait n'être imposée à la classe ouvrière qu'avec l'appui vigoureux du PCF. Le RPR notamment se prépare à des solutions plus "pragmatiques". Pourtant, pour montrer le bien-fondé de leur projet à la bourgeoisie monopoliste, les sociaux-démocrates et les révisionnistes n'ont pas ménagé jusqu'ici les attaques contre la classe ouvrière. Dans ce domaine, pas d'immobilisme !

II. LES CONSEQUENCES DE LA RESTRUCTURATION ECONOMIQUE : L'INTENSIFICATION DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE.

La bourgeoisie monopoliste française veut donc adapter le système productif à la situation de "guerre économique" mondiale. Les pages qui précèdent prouvent que cela ne sera pas une chose facile et que la restructuration économique sera d'une grande ampleur.

Comme nous l'avons noté au passage, le projet de la bourgeoisie monopoliste n'est pas sans conséquence sur l'emploi et le niveau de vie du prolétariat. C'est en fait une véritable guerre qui est déclarée à la classe ouvrière. Cette guerre, les socialistes en revendiquent la direction parce qu'ils sont les seuls à pouvoir bénéficier d'appuis dans l'armée du prolétariat. En effet, le prolétariat privé de son Etat-major a laissé les traîtres révisionnistes s'infiltrer et prendre la direction de ses organisations. Cependant, infiltrer une armée dans une période pacifique est une chose, mais il est plus difficile de garder son masque dans les périodes de guerre. C'est tout le problème du PCF qui doit jouer le double jeu sans se couper de ce qui fait sa force, c'est-à-dire sans perdre le contrôle de la classe ouvrière. Nous allons donc examiner le plan de bataille des sociaux-démocrates puisqu'ils ont eu l'impudence de le publier (Dans le *Plan intérimaire*.) et étudier les premiers mouvements de troupes qui sont des plus inquiétants pour la classe ouvrière. La stratégie de la bourgeoisie est celle définie ci-dessus : le prolétariat doit être l'artisan de sa propre défaite : "les nécessaires restructurations feront l'objet d'une étroite concertation avec l'ensemble des partenaires concernés et seront donc mieux programmées." (*Plan intérimaire*, p. 57.) Quelles batailles seront livrées ?

A) La bataille des salaires.

Pour diminuer les salaires, la bourgeoisie ne manque pas d'armes :

- Réduction de la durée du travail.

Cette politique, qu'avait déjà appliqué Roosevelt après la crise de 29, a le mérite aux yeux de la bourgeoisie de permettre l'intensification de la productivité du travail et la baisse du salaire nominal : d'une pierre deux coups ! On sait en effet que depuis bien longtemps la bourgeoisie n'accroît plus son exploitation par augmentation de la plus-value absolue (allongement de la durée du travail) mais par augmentation de la plus-value relative. Le Plan intérimaire est sur ce point très clair :

"- l'augmentation du salaire horaire, destinée à compenser la diminution du nombre d'heures travaillées, doit être suffisamment modérée pour ne pas alourdir les coûts de production, afin de préserver la compétitivité et les possibilités d'investissement des entreprises.

- les capacités de production doivent être maintenues et si possible accrues par une meilleure utilisation des équipements, voire par un allongement des durées d'utilisation." (Id., p. 63.)

Il faut cependant préciser ce qu'une augmentation "suffisamment modérée" veut dire, et c'est ce que l'on trouve un peu plus loin : "il est nécessaire que l'accroissement de la masse salariale en valeur réelle soit affectée en priorité à l'augmentation de l'emploi plutôt qu'à celle du salaire annuel par tête". (Id., p. 65.) C'est donc en directe application de son Plan que la social-démocratie a annoncé que les 39 heures devaient être accompagnées d'une réduction de salaire (Mauroy). Seule la réaction vigoureuse de la classe ouvrière a empêché la CGT d'appuyer totalement cette sinistre mesure dans les négociations collectives (encore qu'elle l'ait parfois fait (Accord à la SAB, *Le Monde*, 25-26 avril 1982.) et a obligé Mitterrand lui-même à faire machine arrière. [*Les ordonnances sur les 39 heures comportaient d'autres mesures antisociales que nous verrons plus loin.*]

- Blocage du salaire nominal : diminution du salaire réel.

La révision à posteriori des salaires en fonction des indices du coût de la vie, dont la manipulation permet à la bourgeoisie d'abaisser le salaire réel, ne suffit plus :

"De nouvelles règles de fixation des salaires seront expérimentées, notamment dans le cadre du secteur public. C'est ainsi que les accords salariaux pourraient soit porter sur des hausses nominales de salaire assorties d'une clause de sauvegarde semestrielle, soit se référer à des grandeurs économiques objectives comme l'évolution de la production nationale et les performances des entreprises". (*Plan intérimaire*, p. 74.)

Quand on sait que la croissance prévue pour 1982 par le Plan intérimaire lui-même est de 3 % (revue en baisse depuis !) et que de nombreux pays capitalistes connaissent une croissance (sic !) négative, que les "performances" des entreprises sont une affaire de manipulation comptable, on mesure mieux l'ampleur de l'attaque que constitue un tel système pour les salaires.

Delors a donc proposé un système de "revalorisation" dans la fonction publique qui n'a pas été mis en place. D'ailleurs, peu d'accords sont intervenus dans le sens suggéré par le Plan. Ce peu de succès de la politique "contractuelle" a amené le gouvernement à aller plus loin encore par voie législative puisque, à partir du 1er juillet, les salaires seront bloqués pendant quatre mois !

Ces attaques contre le salaire nominal ne sont pourtant pas suffisantes et les attaques contre le salaire réel redoublent d'intensité. Dans ce qu'il est d'usage d'appeler "les transferts sociaux" [*C'est-à-dire d'une part tout ce qui est impôts, cotisations, etc., d'autre part, tout ce qui est allocations (logement, familiales, chômage, etc.)*], l'imagination est au pouvoir ! Dans ce domaine encore c'est le Plan intérimaire qui fixe la ligne directrice : "Le gouvernement cherchera à stabiliser globalement les charges sociales et fiscales des employeurs et à limiter toute nouvelle augmentation générale des cotisations des salariés." (*Plan intérimaire*, p. 250.)

On admirera au passage l'élégance de l'expression. En clair, cela veut dire : patrons, rassurez-vous, les augmentations seront demandées aux salariés, dans la limite de ce que l'on pourra leur faire accepter ! C'est dans ce sens que s'est engagé le gouvernement avec difficulté : les "partenaires sociaux" (comprendre les salariés) doivent combler le déficit de l'assurance chômage mais, vu le peu d'empressement des syndicats pour prendre l'initiative d'une telle mesure, le gouvernement repousse sans cesse la date où il faudra prendre une décision. Il est vrai qu'il est prévu un trou de 37 milliards de francs.

La modification des taux de TVA va se traduire par un renchérissement du coût de la vie : les baisses prévues ne compensant évidemment pas les hausses, puisque 3,1 milliards de francs devraient rentrer dans les caisses de l'Etat et donc sortir des poches des ouvriers.

La Sécurité sociale cherche à couvrir le déficit qui se profile (15 milliards en 1982, 24 à 30 milliards en 1983) et va donc se retourner sur les "partenaires sociaux". La situation de l'Assurance-maladie n'est pas plus brillante et la solution sera identique.

Quant aux deux dévaluations du franc, elles ont pour conséquence la hausse de tous les produits importés et, par conséquent, la baisse du pouvoir d'achat.

Du côté pompe à finance, le gouvernement s'est donc montré fort actif. Du côté allocations diverses, le mot d'ordre est à l'économie : il est si facile de faire des économies quand c'est la classe ouvrière qui doit se serrer la ceinture ! Le gouvernement s'emploie donc à "réaménager" les prestations, c'est-à-dire à les diminuer ou les supprimer, que cela soit en matière de chômage, d'allocations familiales ou de prestations médicales. Nous n'entrerons pas dans les détails car aucune de ces mesures n'est encore arrêtée. Il est donc nécessaire d'être vigilant pour contrer l'offensive qui se prépare.

Il faudrait cependant éviter de croire que la situation est due à une "mauvaise gestion" des sociaux-démocrates : les mêmes phénomènes ont lieu dans tous les pays impérialistes, car pour le capitalisme, la crise signifie hausse du profit et renforcement de l'exploitation pour les monopoles qui survivent. Mais l'attaque contre les salaires n'est pas la seule méthode pour la bourgeoisie monopoliste, certaines catégories d'ouvriers sont encore plus visées :

B) La surexploitation des 16-21 ans.

Les mouvements des jeunes des CET et des LEP ont toujours dénoncé les "stages" en entreprise qui fournissent une main-d'oeuvre gratuite au patronat, sans apporter une véritable formation au jeune "stagiaire" souvent réduit aux emplois les plus subalternes et les moins enrichissants. Que prévoit le Plan intérimaire ?

"Les séquences éducatives en entreprise seront développées ; elle toucheront fin 1983, 120.000 élèves des lycées d'enseignement professionnel au lieu des 60.000 aujourd'hui. La participation des élèves à la vie de l'entreprise, au cours de stages répartis sur l'ensemble de l'année, permettra de donner à leur formation un contenu concret (sic !). (Id., p. 88.)

Le rapport Schwartz vise à institutionnaliser cet emploi précaire et quasi-gratuit des jeunes de 16-21 ans, sous prétexte de leur donner une qualification. L'ordonnance sur la formation professionnelle des jeunes prévoit que le jeune stagiaire touchera 550 francs mensuels les 6 premiers mois, 750 francs ensuite. *Les Echos* avouent que "la mission éducative de l'entreprise n'est pas clairement définie" ! (*Les Echos*, 11 mars 1982.)

En outre, cette exploitation forcenée des jeunes ouvriers aura pour résultat de les faire disparaître des statistiques du chômage ! La bourgeoisie trouvera là l'armée de réserve qui lui est nécessaire pour assurer le redéploiement du système productif : une main-d'oeuvre qui pourra être transférée d'un secteur à l'autre, embauchée ou débauchée à tout moment, et de plus gratuite et inorganisée. [*Le lecteur pourra lire l'article "Emploi et chômage en France" dans le n°2 de L'Emancipation, où était examiné le rôle de cette "surpopulation" dans le développement du capitalisme en France.*]

Mais l'attaque ne serait pas complète si elle ne concernait pas aussi les conditions de travail et la protection juridique de la classe ouvrière.

C) La remise en cause des avantages acquis : les conditions de travail.

Les sociaux-démocrates veulent développer "un effort de déréglementation" (*Plan intérimaire*, p. 284.), et les ordonnances sur les 39 heures ont effectivement apporté leur cortège de "déréglementation" : développement du travail de nuit des femmes, élasticité du nombre d'heures de travail au gré du patronat, ce qui permet tout à la fois de ne pas rémunérer les heures supplémentaires et de camoufler le chômage technique pour ne pas le payer, renforcement de la productivité sous prétexte de réduction d'horaires, remises en cause des avantages acquis, etc.. La "déréglementation", dans l'idée de la bourgeoisie, doit être souple : "(elle) sera menée en supprimant les aspects réglementaires qui n'apparaissent plus indispensables, en accordant au niveau départemental un large pouvoir d'appréciation et de dérogation, en engageant des expériences d'assouplissement des règlements dans certains secteurs et dans des zones pilotes, reposant sur une très large concertation sociale." (Id., p. 284.)

L'unité du système de réglementation sociale est donc remise en cause. Cela permettrait à la social-démocratie d'attaquer les avantages acquis des travailleurs dans les secteurs où cela serait possible et d'aboutir à une mosaïque de situations hétéroclites, qui ne permettrait plus la lutte de la classe ouvrière pour des revendications nationales.

L'effort principal de la bourgeoisie monopoliste portera sur les horaires de travail. Les ingrédients seront les suivants : "adaptation des horaires des services aux besoins des usagers", "étalement des vacances", "horaires variables". L'objet du développement de telles mesures est clair : il s'agit avec le même personnel d'allonger le temps où les équipements seront productifs : ce qui a pour résultat d'augmenter l'intensité du travail.

L'"effort de déréglementation" est donc particulièrement pernicieux, d'autant plus qu'il prétend apparaître comme une amélioration des conditions de vie.

L'ensemble de ces mesures anti-sociales est d'une ampleur et d'une intensité rarement égalée. Cependant, les sociaux-démocrates tentent, entre autres, de les justifier par la nécessaire solidarité que doit engendrer la situation de l'emploi.

D) L'emploi.

Laissons encore une fois la parole au *Plan intérimaire* (p. 174.) :

"Il importe de programmer dans le temps des reconversions, en y associant tous les partenaires concernés. Ceci s'impose avec d'autant plus d'actualité que, en période de sous-emploi des facteurs de production comme aujourd'hui, il n'y a pas de symétrie entre engagement dans les productions à plus forte 'valeur ajoutée technologique' et disparition des activités à faible productivité : l'un ne compensé pas l'autre, ce qui contribue à accroître le chômage".

Que la bourgeoisie soit donc rassurée : "il ne s'agit en aucun cas de s'opposer aux inévitables restructurations".

A la lumière de cette citation, la campagne électorale et toutes les déclarations qui ont suivies sur la "défense de l'emploi" apparaissent pour ce qu'elles sont : une vaste entreprise de mystification. D'ailleurs les statistiques prouvent que le chômage, bien loin de régresser, se développe, avant même que le gros des restructurations soit engagé. Les restructurations, quand elles vont devenir effectives ("elles sont inévitables" rappelons-le), vont donc aggraver considérablement la situation de la classe ouvrière. Déjà, par exemple, Boussac-Saint-Frères a annoncé des licenciements malgré toutes les assurances qui avaient été données.

Les conditions d'existence de la classe ouvrière vont donc se détériorer dans des proportions considérables si la social-démocratie réussit à imposer son projet. Cela montre que la théorie marxiste de la "paupérisation absolue" de la classe ouvrière en régime capitaliste n'est pas un vain mot. Cette paupérisation, réelle, a pu être masquée dans une période de relative prospérité économique, elle apparaît maintenant à nu, quand dans tous leurs aspects, les conditions de vie du prolétariat sont attaquées.

III. LA LOURDE RESPONSABILITE DES REVISIONNISTES DU PCF.

Nous avons jusqu'à maintenant parlé du projet des sociaux-démocrates, car c'est le PS qui est à l'origine de l'ensemble de cette politique. Cependant, il faut souligner que celle-ci n'est rendue possible que grâce à l'aval du parti révisionniste et de la CGT, qui jouent à fond la solidarité gouvernementale, limitant leurs critiques (d'ailleurs non suivies d'effets) au minimum qui leur permette de garder quelque crédibilité auprès d'une classe ouvrière qui voit sa situation se dégrader de jour en jour.

Ces "Judas" de la classe ouvrière négocient âprement leur récompense qui consiste à pouvoir infiltrer toujours plus l'appareil d'Etat. Les derniers succès remportés par la "diplomatie" du PC en matière d'accord électoral pour les municipales montrent que le PS ne peut pas se passer de son précieux allié. L'essentiel du contrôle du PCF sur la classe ouvrière s'exerce à travers la CGT. L'encadrement syndical est la plaque tournante de la politique social-démocrate.

L'encadrement syndical.

Outre la CGT, dont on vient de stigmatiser le rôle, la CFDT et FO assurent la bourgeoisie de leur plus complet soutien, à tel point que Maire se trouve à l'avant-garde... de la réaction et regrette que le gouvernement fasse machine arrière quand les mouvements de grève l'y oblige (par exemple sur la réduction du pouvoir d'achat avec les 35 heures).

Les syndicats ont en effet un rôle beaucoup plus important à jouer maintenant dans la stratégie du gouvernement, il s'agit pour la bourgeoisie de savoir s'ils seront aptes à faire accepter à la classe ouvrière les attaques que nous avons mentionnées plus haut. Il ne s'agit plus seulement de détourner la classe ouvrière de la voie révolutionnaire, mais de l'embrigader dans la collaboration, la cogestion, l'autogestion du renforcement de sa propre exploitation, à l'image des syndicats allemands qui négocient... la baisse des salaires (I.G. Métal). Or, dans cette perspective, seuls les syndicats et au premier chef la CGT sont des organisations qui encadrent suffisamment la classe ouvrière pour y imposer la politique de la bourgeoisie. Notons cependant que le taux de syndicalisation est faible en France par rapport à d'autres pays comme la Grande-Bretagne ou la RFA. Pour toutes ces raisons, le gouvernement fait beaucoup de battage sur le développement de la "démocratie" dans l'entreprise, sur le renforcement du mouvement syndical dans les PME-PMI (cf. Auroux). Rocard, dans une de ses interviews, n'y va pas par quatre chemins : "25 % des travailleurs de France vont travailler dans des entreprises (nationalisées) dont ils ne pourront plus prétendre que les patrons cherchent leurs profits personnels. Un débat sur le salaire dans une entreprise nationalisée, c'est un débat sur la manière dont on partage une production qui est de toute façon au service de la collectivité (...), on ne peut demander un effort aux travailleurs que s'ils savent pourquoi, s'ils se sentent (c'est nous qui soulignons) associés, représentés dans le débat qui concerne leurs conditions quotidiennes de travail, la répartition du pouvoir d'achat. Sur tout cela, les travailleurs de France étaient jusqu'à aujourd'hui des sujets. Il n'y a pas de raison pour que la démocratie s'arrête à la porte de l'entreprise." (Déclaration au club de la presse d'Europe 1, in *Le Monde*, 3 nov. 1981.) On comprend bien pourquoi, dans la même interview, il saluait l'entrée des "communistes" au gouvernement comme une victoire !

Mauroy d'ailleurs chante le même refrain : "le secteur nationalisé doit constituer un 'champ d'expérience sociale' marqué par un développement de la 'citoyenneté dans l'entreprise'". (Discours au Sénat, in *Le Monde*, 4 nov. 1981.) Le premier ministre s'est même ainsi adressé directement aux ouvriers de Thomson-Brandt : "Désormais vous travaillez pour la nation, non pour un patron. Le réalisme doit prévaloir, la négociation tout autant (...) cela irait mieux si les travailleurs étaient davantage syndiqués". (*Les Echos*, 1^{er} mars 1982.)

Le développement du syndicalisme de collaboration de classes en France est un objectif de toute première importance pour la bourgeoisie. Seul un syndicalisme fort pourra "faire passer" la restructuration de l'économie. Mais ce beau projet se heurte à de sérieuses difficultés : comment les syndicats peuvent-ils s'engager à fond dans une collaboration active et non plus passive, sans perdre de leur influence ? C'est bien cette question que se posait un des dirigeants du PS : l'objectif est de faire évoluer les syndicats d'un "statut d'opposant à un statut de partenaire. (...) Les syndicats ont peur de franchir le Rubicon, de mettre le doigt dans l'engrenage de la cogestion, de la participation. Il appartient au gouvernement, aux dirigeants des entreprises publiques, de montrer que quelque chose a changé, que les syndicalistes ne sont plus pourchassés et que l'on tient compte de leur avis". (*Le Monde*, 17 février 1982.)

Depuis, les événements ont confirmé cette réticence des syndicats à jouer un rôle actif : le gouvernement les a sollicités pour que les 39 heures, le problème de l'assurance-chômage, le blocage des salaires, etc., soient des décisions d'origine syndicale, le fruit d'une politique contractuelle. Dans l'ensemble, les syndicats et surtout la CGT ont refusé de prendre l'initiative, ils se sont contentés de ne pas réagir, mais le gouvernement a été obligé d'opérer par voie législative et d'endosser la responsabilité des mesures antisociales. Par contre, le PS a appuyé la CGT quand il s'agissait d'évincer la CSL de ses fiefs (Citroën, Talbot-Peugeot).

Les décisions qui vont suivre le récent congrès de la CGT vont être lourdes de conséquences sur l'avenir du projet socialiste tel qu'il existe actuellement. Déjà, nous avons souligné les retards qu'ont pris les réformes annoncées sur les plans industriel et financier.

Certains partis de la bourgeoisie monopoliste comme le RPR sont sortis de leur bienveillante neutralité à l'égard du PS : ils trouvent que les concessions faites au PCF sont trop importantes, eu égard aux services rendus. D'autre part, le RPR semble penser que le PCF ne voudra pas se "mouiller" plus qu'actuellement dans la mise en oeuvre du projet socialiste (attitude : "solidarité gouvernementale, mais on n'en pense pas moins...") et que cela interdit à "l'expérience socialiste" de se réaliser.

Il n'est pas exclu d'ailleurs que ce soit le PS lui-même qui modifie sa politique dans un sens plus autoritaire, sans plus rechercher alors l'appui actif des syndicats. A bien des égards, les événements qui vont se produire dans les trois ou quatre mois qui viennent pourraient bien être décisifs pour la politique du PS. Il s'agit de toute façon pour la bourgeoisie monopoliste de trouver le cocktail politique qui lui permettra d'assurer sa survie et quel qu'en soient les ingrédients, la classe ouvrière n'a rien à y gagner.

Cependant, les syndicats ne sont pas le seul moyen par lequel le PS peut faire passer sa politique.

- Les médias : une épuration de grande ampleur permet aux sociaux-démocrates de contrôler étroitement les radios-télévisions, c'est ce qu'avoue Mauroy "Tout au plus avons-nous été amenés à procéder à quelques changements dans un secteur comme l'audiovisuel, malheureusement devenu au fil des ans un instrument politique." (*Le Monde*, 6 octobre 1981.) Les médias sont d'autre part l'objet de la convoitise du PCF, dans le cadre de sa volonté de pénétrer dans l'appareil d'Etat et servent donc de monnaie d'échange dans les marchandages entre PC et PS.

- Il faut souligner encore le rôle de l'intelligentsia : pas un jugement critique n'est parti contre le bulldozer à la rose. Bien au contraire, l'intelligentsia, véritable larbin du PS, inventa à la demande n'importe quelle "théorie" pour justifier à posteriori les mesures prises par la bourgeoisie monopoliste. C'est ce rôle qu'assurent par exemple les Lipietz et consorts.

La bourgeoisie voudrait plus que jamais rayer définitivement de la mémoire ouvrière, l'arme qu'est pour le prolétariat, le marxisme-léninisme.

Le courant du socialisme petit-bourgeois en prônant l'autogestion voire la cogestion, en essayant de démontrer que le capitalisme peut s'autoréguler, se planifier, ne cherche pas autre chose qu'à perpétuer un ordre social condamné par l'histoire, à en retarder la chute.

Malgré l'extrême faiblesse de l'organisation du mouvement ouvrier en France et dans les pays capitalistes développés, il faut s'interroger sur la raison des attaques de ces "intellectuels" maoïstes ou trotskystes appointés par la bourgeoisie contre le marxisme-léninisme.

Il faut en déduire la puissance politique de la théorie marxiste-léniniste qui fait trembler la bourgeoisie alors même que le prolétariat français ne s'en saisit pas encore.

De même, la bourgeoisie ne tarit pas d'injures contre Staline alors que si peu nombreux sont ceux qui se réclament dans notre pays de ses enseignements et de son oeuvre de grand dirigeant communiste.

Cet article a voulu éclairer les raisons de la restructuration du capitalisme en France à l'heure actuelle, qui s'est d'abord traduite par les nationalisations, il a abordé ensuite quelles en étaient les conséquences sociales.

Il est en effet insuffisant de brailler à l'image des gauchistes de tous poils que "les-nationalisations-ce-n'est-pas-le-socialisme, les nationalisations-c'est-le-développement-du-CME, etc..."

La classe ouvrière a besoin de savoir et de comprendre pourquoi cette évolution a lieu, comment elle va se développer, pour pouvoir se préparer à la lutte. Elle n'a pas besoin de "grandes phrases", mais de l'analyse de la réalité.

Dans cet article, nous avons montré succinctement que si les restructurations étaient dans la logique capitaliste, cette logique était celle de la crise, et que l'issue capitaliste à la crise pouvait déboucher sur la guerre impérialiste. Si le prolétariat veut éviter une issue aussi fatale, il lui faudra progresser dans la connaissance de la situation du capitalisme en France de manière à élaborer le programme économique et politique du socialisme. C'est dans cette voie que s'est engagée L'Emancipation. Dans les prochains numéros, nous aborderons la question de savoir comment avancer dans cette direction. Il est en effet illusoire de croire qu'en l'état actuel d'inorganisation du prolétariat, il soit possible d'établir un programme, il est cependant possible d'éclairer le chemin et de résoudre déjà certaines questions.

ATTAQUES CONTRE LES SALAIRES

Avec les mesures entourant la seconde dévaluation du septennat Mitterrand, la coalition socialo-révisionniste vient de montrer qu'elle entend faire sauter les unes après les autres les bornes que la lutte des travailleurs avaient dressées pour contenir l'usurpation tyrannique du capital depuis 30 ou 40 ans.

Mauroy et son équipe ont en un sens raison de proclamer, la main sur le cœur, que ces récentes décisions ne constituent pas une "nouvelle politique", un "virage vers l'austérité", mais la continuation de la "démarche contractuelle" instaurée après le 10 mai 1981. Pour rétablir la vérité, il suffit d'ajouter que l'objectif recherché est de faire discuter ensemble les syndicats et les capitalistes pour savoir dans quelles proportions baisser les salaires. Ce contenu de la politique contractuelle apparaît clairement aujourd'hui, mais il était inscrit dans le programme politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy depuis un an.

La hausse des cotisations sociales, la réduction du temps de travail sans compensation salariale, l'incitation à quitter son travail sans jouir pleinement de la rémunération de retraite, l'extension du travail partiel, marginalisé et sous-payé pour les jeunes, la hausse de la TVA, etc..., cet ensemble de mesures constituait une série d'attaques directes contre le salaire réel des travailleurs.

La raison de ces attaques est explicitement fournie depuis longtemps dans les textes fondamentaux qui éclairent la politique économique du gouvernement social-démocrate (sur les nationalisations, le plan intérimaire). *[Voir dans ce numéro l'article : "Les sociaux-démocrates et les monopoles capitalistes : continuité et ruptures".]*

L'anémie prolongée de l'investissement plonge l'industrie française dans une situation périlleuse au moment où la concurrence entre impérialismes s'aggrave. Le remède social-démocrate est simple et aussi vieux que le monde capitaliste : pour attirer les investissements dans l'industrie, il faut "modifier l'épargne" et augmenter le taux de profit — c'est-à-dire attaquer les salaires des deux côtés, en accroissant les prélèvements de l'Etat (qui iront nourrir les aides aux capitalistes) et en limitant ou supprimant les augmentations de salaire que les travailleurs revendiquent pour rattraper la hausse des prix. *[Une récente étude du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) montre que les ouvriers payent relativement plus d'impôts (directs et indirects) que les cadres. Le rapport entre le total des prélèvements fiscaux et parafiscaux et le revenu primaire des ménages est de 49,2 % chez les ouvriers, et de 41,8 % chez les cadres supérieurs.]* Ainsi, dans le partage de la valeur créée par le travail ouvrier, la part du salaire ira en diminuant fortement, et celle du profit en augmentant. La diminution brutale du salaire réel a toujours accompagné la phase de crise et de stagnation du cycle de la production capitaliste. Avant la récente dévaluation, deux éléments témoignaient de ce processus de baisse marquée du salaire réel : la politique de "partage du travail", les ordonnances sur la diminution du temps de travail sans compensation salariale et le nouveau système d'indexation des salaires proposé par Delors, qui préconisait un maintien du salaire pendant 6 mois, avec une indexation "automatique" (type SMIC) fondée sur un taux d'inflation... de 10,5 % !!

La décision de bloquer les salaires par une loi résulte en partie de l'échec de ces deux politiques. C'est que, malgré la bonne volonté dont ils témoignent, les chefs syndicalistes, aussi bien de la CGT que de la CFDT, n'ont pas encore réussi à imposer aux travailleurs de participer au processus de baisse des salaires. Il est vrai qu'on leur demande beaucoup ! Seuls les dirigeants de la CFDT, parce qu'ils ont peu d'influence dans la classe ouvrière, ont repris depuis une quinzaine d'années l'antienne des "revendications qualitatives". Ils l'ont encore ressassée à l'occasion des ordonnances sur le temps de travail, même s'ils ont dû verbalement battre en retraite à propos du blocage des salaires. Eloigner la classe ouvrière de la lutte pour les salaires, ce diktat des capitalistes a été appliqué par les dirigeants de la CFDT. Ils l'ont présenté sous un verbiage "révolutionnaire" au moment de la prospérité (c'est-à-dire dans la phase ascendante du cycle industriel dans les années 60), le faisant passer pour une "stratégie de rupture" ; ils l'habillent aujourd'hui d'un discours "réaliste", préconisant la "solidarité dans l'austérité".

La classe ouvrière sait d'expérience qu'elle ne doit pas lâcher pied dans la pression quotidienne pour défendre son salaire, aussi bien dans les moments favorables où elle doit arracher le maximum pour améliorer sa situation, que dans les périodes de crise économique. Si elle le faisait, elle serait écrasée par le capital. *["Si (l'ouvrier) ne luttait pas pour des augmentations de salaire pendant la phase de prospérité alors que se réalisent des surprofits, il n'arriverait même pas, dans la moyenne d'un cycle industriel, à son salaire moyen, c'est-à-dire à la valeur de son travail". Marx, Salaire, prix et profit, Ed. sociales, 1969, p. 66.]*

La lutte pour le salaire est aussi le terrain sur lequel peut se développer le mot d'ordre révolutionnaire : abolition du salariat ! C'est pour empêcher la classe ouvrière de s'emparer de ce mot d'ordre que les dirigeants syndicalistes réactionnaires la détournent vers des revendications porteuses de confusion sur la "cogestion", l'"autogestion", le "contrôle" etc. Ainsi, il n'est pas facile pour la CGT, qui a conservé une influence dans la classe ouvrière, d'abandonner ouvertement la lutte pour les salaires. C'est pourtant ce qu'on lui demande de faire dans le cadre de l'alliance socialo-révisionniste.

Les révisionnistes s'en sortent jusqu'à présent par cette singulière division du travail — avec des ministres qui appuient les pires décisions anti-ouvrières. Marchais qui développe sa rhétorique "révolutionnaire" par des effets de meeting lorsqu'il est à plus de 500 km de Paris, et un syndicat qui campe sur des "positions de lutte de classe". L'artifice atteint la perfection lorsque les révisionnistes invoquent ce double argument pour justifier leur appui à la politique social-démocrate : 1) les patrons sont responsables... parce qu'ils ne "jouent pas le jeu", 2) le suffrage universel ayant désavoué leur programme, les révisionnistes sont contraints de soutenir la politique voulue par la majorité.

La question est de savoir combien de temps ils pourront mener ce double jeu. Concrètement, en dépit d'une opposition de façade, leur participation au gouvernement les a conduits à voter la loi anti-ouvrière sur les salaires, puisqu'elle était associée à la "question de confiance". [*Ce vote honteux a encore fourni à Marchais l'occasion de sortir un mot historique de "dialecticien" : "Evidemment, nous voterons (le plan gouvernemental). Mais vote ne signifie pas une approbation au contraire" !!! (Cité dans Libération du 24 juin 1982).*] Ainsi, ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière ont anéanti la loi du 11 février 1950 sur la liberté de négociation. Aujourd'hui en France, grâce aux révisionnistes, l'ouvrier n'a plus la liberté de négocier la vente de sa force de travail. Les travailleurs de Talbot, qui ont lutté si durement pour leur salaire, voient aujourd'hui leur patron comme le médiateur leur opposer la loi socialo-révisionniste. Des centaines de milliers d'ouvriers et d'employés, dont les salaires sont augmentés une fois par an durant l'été, devront attendre novembre pour réclamer une hypothétique hausse de salaire : leur pouvoir d'achat aura alors baisser de plus de 10 % en un an. La sortie du plan d'austérité fin octobre 1982 est incertaine. Delors parle déjà d'une prolongation de 18 mois. La seule chose certaine dans cette situation est que nous sommes entrés depuis plusieurs mois dans un processus durable de forte baisse du salaire réel.

Voici un an, dans le n° 3 de L'Emancipation (juillet 1981), nous écrivions que Raymond Barre considérait que la baisse du salaire réel était une condition nécessaire à la croissance de l'emploi : "Dans ce cadre, l'ancien premier ministre a cherché à agir sur l'offre de travail, à l'aide des Pactes pour l'emploi, du développement du travail à temps partiel, du financement du chômage partiel et de l'élargissement du système des pré-retraites. Le gouvernement Mauroy ne fait rien d'autre que poursuivre cette politique en cherchant à lui donner "force de loi" selon une expression tant prisée aujourd'hui" (p. 10).

On voit aujourd'hui que la loi va très loin, puisqu'en bloquant les salaires, elle réalise ce qu'aucun gouvernement de droite n'avait osé faire.

Les quelques remèdes miracles sortis de la pharmacie keynésienne aux lendemains du 10 mai 81 ont été bien vite abandonnés. C'est que la politique monétariste et l'exportation de la crise de l'impérialisme américain imposent aux alliés européens une toute autre politique, incluant en particulier la baisse des salaires. Le gouvernement Mauroy confirme qu'il navigue à vue et que son seul objectif est de sauver le capitalisme du naufrage en évitant tout conflit social.

Après un an d'exercice du pouvoir, les socialistes et les révisionnistes ont ainsi définitivement acquis le label de meilleurs défenseurs du Capital.

N°7 — Décembre 1982

BAS LES PATTES DEVANT L'ALBANIE !

VIGILANCE REVOLUTIONNAIRE EN ALBANIE SOCIALISTE CONTRE LES COMLOTS DE L'IMPERIALISME ET DE SES INSTRUMENTS

DOCUMENT ALBANAIS : MEHMET SHEHU ET LA LIBERATION DE TIRANA

POURQUOI LA FRANCE ACCUEILLE-T-ELLE LE CHEF DE GANG DES AGENTS ANTI-ALBANAIS

A PROPOS DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME (3)

QUAND LE SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS "SOCIALISE"... CONTRE LE SOCIALISME

LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN EST INVINCIBLE

DOCUMENTS : L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA PALESTINE

BAS LES PATTES DEVANT L'ALBANIE !

VIGILANCE REVOLUTIONNAIRE EN ALBANIE SOCIALISTE CONTRE LES COMLOTS DE L'IMPERIALISME ET DE SES INSTRUMENTS

Comme c'est la coutume à la veille de chaque élection pour le renouvellement de l'Assemblée populaire, le camarade Enver Hoxha a prononcé devant les électeurs de sa circonscription un discours dans lequel il a livré des informations importantes et développé une analyse approfondie de la situation internationale. La condamnation de Mehmet Shehu, les événements qui agitent la Kosove, les menaces à peine voilées que les grandes puissances et leurs instruments font peser sur l'Albanie socialiste donnent un relief particulier à cet important discours. Enver Hoxha a révélé que Mehmet Shehu s'était depuis longtemps mis au service des ennemis de l'Albanie afin de détruire le Parti du Travail et le pouvoir populaire et de placer l'Albanie sous le joug étranger. Le traître Mehmet Shehu, un des ennemis les plus dangereux qu'ait connus l'Albanie socialiste, avait lui-même, par son suicide en décembre 1981, jeté à nos yeux le doute sur sa propre personne.

L'attitude circonspecte, et parfois les réticences que l'on peut observer à propos de cette affaire jusque dans les rangs des marxistes-léninistes découlent de l'incompréhension de trois questions : Les puissances capitalistes et révisionnistes peuvent-elles recruter des agents dans les pays socialistes, et ces agents peuvent-ils se camoufler longtemps ? Des ennemis du socialisme peuvent-ils exister sans avoir une expression politique, sans défendre une ligne ? Quel est l'avenir du socialisme en Albanie ?

La première question traduit l'incrédulité de certaines personnes devant la présence d'agents de l'impérialisme au sein du mouvement communiste. Cette incrédulité résulte des pressions que la bourgeoisie exerce depuis des dizaines d'années à propos du "stalinisme", elle témoigne d'un recul devant ces pressions, d'un relâchement idéologique. La bourgeoisie et les révisionnistes prétendent que Staline n'a pu conserver le pouvoir que par une terreur qu'il a justifiée en prétendant réprimer des agents de l'impérialisme infiltrés au sein du Parti bolchevik et de l'Etat soviétique. Quiconque connaît un tant soit peu l'histoire du socialisme en URSS sait que Staline n'a jamais confondu la lutte idéologique et politique, qu'il a menée dans la clarté, avec une maîtrise et une force de conviction sans pareilles, avec la répression des ennemis déclarés du socialisme, qu'il a appliquée avec fermeté quand des actes hostiles et criminels étaient commis contre les peuples soviétiques. Certains dirigeants du Parti bolchevik ont été convaincus par Staline, et se sont ralliés à la ligne de Staline et du Parti concernant l'édification socialiste. Il est prouvé que d'autres dirigeants ont par contre concrétisé leur opposition politique dans une hostilité active contre le socialisme, organisant le sabotage, la terreur, les crimes en liaison avec les services de l'impérialisme. Ces gens ont été impitoyablement châtiés non par Staline seul, mais par le prolétariat et le peuple soviétique, qui ne pouvaient supporter qu'on portât atteinte à son indépendance, à sa liberté, à ses gigantesques efforts pour édifier un monde sans exploitation ni oppression. Quiconque a lu les minutes des procès de Moscou, publiés par le Parti bolchevik et par l'Internationale (et qu'il serait bon de rééditer de nos jours !) sait comment se sont exercées les pressions de l'impérialisme sur le Parti et l'Etat soviétique.

Car, en fin de compte, tout se ramène à cette simple question : y a-t-il contradiction entre capitalisme et socialisme ? L'existence du système socialiste est-elle supportable aux yeux de l'impérialisme ? Dans sa tentative de détruire le socialisme, l'impérialisme se contente-t-il de bonnes ou plutôt de mauvaises paroles, de propagande mensongère et de calomnies, ou bien utilise-t-il d'autres armes qui vont des pressions économiques aux pressions militaires et à la subversion ?

Demeurer incrédule devant la présence d'espions, de traîtres et d'agents au sein du mouvement communiste revient à laver la bourgeoisie de tous ses crimes, à faire croire qu'elle mène un loyal débat d'idées contre le socialisme, du niveau de ces joutes électorales de salon que la télévision nous offre de temps à autres. Rester dans cette incrédulité témoigne en fin de compte d'une méconnaissance de ce qu'est le socialisme et du bouleversement qu'il introduit dans ce monde plurimillénaire d'oppression et d'exploitation.

Le maoïsme, à sa manière, a contribué à accroître la confusion sur la question de la lutte de classe dans le socialisme. Le maoïsme reconnaît qu'il y a des ennemis du socialisme, mais il affirme que les points de vue de ces ennemis se cristallisent nécessairement dans une ligne politique, mieux, il soutient qu'il est bénéfique qu'il en soit ainsi : c'est la théorie des deux lignes. L'expérience nous a montré que, derrière l'apparence d'une violente lutte de classe (puisque'une "ligne noire bourgeoise" apparaît à tout propos, depuis un léger retard en réunion jusqu'aux affaires d'Etat, en passant par les oeuvres musicales sans titre !) se cache en fait la conciliation des classes. Deux lignes opposées doivent coexister, chacune d'elles dominant tour à tour : voilà la "dialectique" de l'histoire des maoïstes. Ajoutées aux thèses classiques de la propagande bourgeoise antistalinienne, ces conceptions ont suffisamment marqué certains esprits, qui veulent voir à tout prix l'existence d'une ligne bourgeoise quel que part dans le PTA.

Nous abordons là notre deuxième question : on veut bien admettre qu'il existe des traîtres, mais seulement comme représentants d'une tendance, d'une ligne politique. La lutte des classes est la principale force motrice de la société jusqu'à l'avènement du communisme, donc y compris de la société socialiste. La lutte contre les traîtres au socialisme et au Parti est une forme de la lutte de classe que mène le prolétariat, la classe dirigeante en Albanie. Est-ce la seule forme ? Certainement pas. Le prolétariat d'Albanie et son Parti du Travail mènent la lutte pour liquider tout vestige du féodalisme et du capitalisme et pour renforcer et développer la base économique du socialisme ; ils mènent la lutte contre les pressions et les agressions des impérialistes, pour défendre la patrie socialiste, l'indépendance nationale si chèrement gagnée dans la lutte contre les impérialistes fascistes italiens et allemands ; ils mènent la lutte contre les débris des classes exploiteuses et pour le renforcement de la dictature du prolétariat ; ils mènent une lutte sans répit contre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise et révisionniste ; ils mènent la lutte contre le bureaucratisme et les conceptions libérales étrangères au socialisme ; ils mènent une lutte farouche contre le révisionnisme moderne, cet ennemi qui a causé les plus grands dégâts au mouvement communiste international, etc, etc. Et parmi toutes ces formes de lutte des classes, le PTA et le peuple albanais mènent aussi la lutte contre les traîtres au Parti, au socialisme et au peuple.

On voudrait laisser entendre que cette lutte n'est pas une lutte de classe, mais une intrigue trouble et politicienne destinée à détourner les révolutionnaires albanais de la lutte de classe. Nous affirmons que le combat que mènent les communistes albanais contre Mehmet Shehu et les autres traîtres est une lutte de classe menée contre la bourgeoisie mondiale et ses instruments en Albanie. Si ces traîtres ont pu être démasqués, c'est précisément parce que le PTA mène la lutte de classe sur tous les fronts, politique, économique, idéologique, militaire, culturel... Ne pas voir cette lutte de classe multiforme qui se déroule depuis trente-huit ans en Albanie socialiste, c'est être aveugle, ou feindre de l'être ! La conciliation avec les traîtres est un signe distinctif des révisionnistes, qui ont réhabilité les Tito, les Nagy, les Gomulka et jusqu'à Trotsky. Si le PTA avait suivi les ordres de Khrouchtchev pour réhabiliter Koçi Xoxe et pour suivre la ligne de Moscou, il n'aurait pu démasquer Mehmet Shehu, ni les autres traîtres, car il aurait sombré dans le révisionnisme, pour le plus grand malheur du prolétariat mondial, et ç'aurait été le triomphe de gens comme Mehmet Shehu. C'est pourquoi, démasquer ce groupe de traîtres et supprimer les conséquences de leur activité néfaste représentent une grande victoire pour le peuple albanais et pour le prolétariat mondial. *[En annexe, nous publions un extrait du Zëri i Popullit du 17.11.1982, traduit par nos soins, sur l'activité de M. Shehu au moment de la libération de Tirana.]*

Certains font la fine bouche devant ce succès, et laissent entendre que la situation n'est pas saine en Albanie. Aucun courant idéologique antimarxiste, aucune ligne politique contre-révolutionnaire n'ont pu s'affirmer au sein du PTA, et ceci parce que les points de vue hostiles au marxisme-léninisme ont toujours été combattus à temps par les communistes albanais, qui n'ont jamais laissé ces points de vue et ces agissements antisocialistes se transformer en tendance. Cette situation où l'unité monolithique du PTA a été préservée n'est pas le résultat d'un défaut de lutte de classe, c'est au contraire le fruit d'une lutte sans répit et sans concession menée contre toutes les formes d'opportunisme. Dans son discours, le camarade Enver rappelle (page 5) que Mehmet Shehu a commis de lourdes fautes, mais qu'il "ne parvint jamais à faire dévier et à déformer la ligne du Parti, car, s'il l'avait tenté, il aurait été aussitôt démasqué". Nous affirmons que l'inexistence de courant ou de ligne politique opposée à la juste ligne marxiste-léniniste du PTA est une preuve que la situation est saine en Albanie. Le décret du 11 novembre 1982 du Présidium de l'Assemblée populaire suffirait à le prouver, qui décide de libérer des prisons les personnes qui ont mal agi contre la société, sauf celles condamnées pour les motifs suivants : trahison envers la Patrie ; espionnage ; activité terroriste ; organisation de bandes armées, ou participation à de telles bandes ; diversion ; sabotage ; agitation et propagande contre l'Etat entraînant de graves conséquences ; actions hostiles avant la Libération (cf. Zëri i Popullit du 11 novembre 1982).

Nous en arrivons là à notre troisième question : quel est l'avenir du socialisme en Albanie ?

A ceux qui n'ont soufflé mot du discours du 10 novembre, à tous ceux qui ne soutiennent pas clairement l'Albanie aujourd'hui dans son combat contre les ennemis extérieurs et leurs instruments dans le pays, nous sommes tentés de dire : l'avenir du socialisme en Albanie dépend aussi, en partie, du soutien actif que le prolétariat mondial apportera à l'Albanie. Les marxistes-léninistes, qui forment l'avant-garde du prolétariat, doivent être au premier rang pour soutenir l'Albanie, au minimum par une propagande expliquant l'enjeu de la lutte contre le traître Mehmet Shehu, dévoilant les pressions et les plans des impérialistes, etc. Ceux qui aujourd'hui restent immobiles et se taisent portent une lourde responsabilité.

L'avenir du socialisme en Albanie se lit dans le présent. Le système socialiste albanais est en plein essor, vigoureux, sain. Rien n'est plus limpide que la ligne marxiste-léniniste avancée et appliquée depuis des dizaines d'années, rien n'est plus limpide que le progrès continu de la société socialiste albanaise. La situation confuse, les paroles non conformes aux actes, le secret malsain, les traîtres tantôt condamnés, tantôt portés aux sommets de l'Etat : tout ceci ne concerne pas l'Albanie, mais les pays révisionnistes, y compris la Chine.

Toute action des grandes puissances impérialistes dans les Balkans concerne l'Albanie, qui reste ferme, libre et indépendante, et qui gêne et contrecarre les plans impérialistes. Dans son discours, le camarade Enver montre que toute action subversive ou agression en Yougoslavie conduit inmanquablement à l'entrée en lutte de l'Albanie ; il indique aussi que certaines puissances, en particulier le social-impérialisme soviétique, peuvent être tentés par une action aventuriste en Albanie, dans l'espoir fou de régler en leur faveur la situation en Yougoslavie et dans les Balkans. Il est clair que les menées de Mehmet Shehu étaient liées à ces plans. C'est pourquoi il n'est pas permis de se taire.

L'avertissement du dirigeant du peuple albanais : "Bas les pattes devant l'Albanie !" doit galvaniser les efforts des marxistes-léninistes et nous porter au premier rang pour la défense de l'Albanie socialiste.

Chacun est libre de son opinion, mais doit savoir que la défense de l'Albanie socialiste est une question de principe, la tâche primordiale de l'internationalisme prolétarien, une ligne de démarcation entre vrais et faux internationalistes, entre marxistes-léninistes et opportunistes.

DOCUMENT

PAGE GLORIEUSE DE L'HEROÏSME PARTISAN

A l'occasion du 38^e anniversaire de la libération de Tirana

Zëri i Popullit, 17 novembre 1982

Le camarade Enver, en sa qualité de Commandant en chef, suivit et dirigea sans interruption cette opération qui se termina par une victoire éclatante.

Dans l'opération pour la libération de Tirana, l'ennemi perdit plus de deux mille soldats et officiers.

D'une étude détaillée de la bataille pour la libération de Tirana il ressort aujourd'hui que ces pertes auraient été plus grandes s'il n'y avait eu la trahison de Mehmet Shehu, qui commandait à ce moment la 1^{ère} Division.

Les documents allemand indiquent que le commandant de la garnison ennemie de Tirana, durant la nuit et à l'aube du 17 novembre, ne voyait aucune possibilité de salut pour ses troupes, encerclées et attaquées de tous côtés, et s'attendait à tout moment à ce qu'elles soient anéanties. Or, par miracle, cet anéantissement n'arriva pas. Les forces ennemies trouvèrent un passage libre sur les arrières de nos forces, débouchèrent sur le terrain d'aviation et, de là, prirent la direction de Vorë puis de Shkodër. Le responsable direct de la fuite de ces forces est M. Shehu qui, enfreignant l'ordre de l'Etat-major général qui enjoignait de fermer totalement l'encerclement de Tirana, laissa libre une issue aux troupes ennemies.

En outre, il se révèle aujourd'hui que M. Shehu a saboté de même l'ordre du Haut Commandement de s'emparer d'Abaz Kupa [*Chef des forces réactionnaires zoguistes du "Legaliteti" (NdT).*] qui, avec les débris des siens opérait dans les environs de Prezë et d'Ishmë. Il put s'échapper, bien que les anglo-américains aient retardé jusqu'à la fin de novembre sa fuite en Italie par la mer, gardant toujours l'espoir d'un débarquement de leurs troupes. Mais ces plans de l'impérialisme anglo-américain ne furent jamais exécutés car le Parti, comme le dit le camarade Enver dans son ouvrage *Les Menées anglo-américaines en Albanie*, les combattit et les anéantit les uns après les autres.

POURQUOI LA FRANCE ACCUEILLE-T-ELLE LE CHEF DE GANG DES AGENTS ANTI-ALBANAIS ?

L'annonce, le 28 septembre, de la mise hors d'état de nuire du commando anti-albanais qui avait tenté deux jours plus tôt une opération de subversion sur le sol albanais, n'a pas été seulement l'occasion pour la presse bourgeoise, monocorde et asservie, de faire entendre son habituel concert de calomnies à l'endroit de l'Albanie socialiste. Un fait nouveau s'est produit, suivi d'autres, tout aussi inquiétants : un chef de gang est intervenu publiquement pour verser des larmes à la mémoire des "Martyrs" qui ont effectué le coup de main. Ce larron sinistre se dénomme Leka I^{er}. Il a déjà fait parler de lui dans le passé. Il est parfaitement connu des médias. Aussi, l'attitude de la presse française à son égard est-elle un signe révélateur et troublant qui amène deux questions :

- quel rôle certains milieux français veulent-ils faire jouer à ce personnage et dans quel but précis ?
- de quel appui bénéficie-t-il d'ores et déjà en France, à un moment où, à la suite de l'affaire du commando, des propos anti-albanais ont fait leur apparition dans les milieux officiels français, rompant la coutume du silence de circonstance observé jusqu'à présent dans ces milieux sur l'Albanie ?

Ces deux questions méritent un sérieux examen. Le simple fait d'être contraint à les poser suscite les plus vives protestations de la part de tous les défenseurs de l'Albanie socialiste, Etat indépendant et ami de notre pays. Que le dénommé Leka I^{er}, fils de l'ex-roi Zog, soit un agent de l'impérialisme, un vulgaire homme de main compromis avec tous les centres de subversion à la solde des Américains, ne fait pas l'ombre d'un doute. Les propos déclarés de ce personnage à la presse française permettent de l'établir de manière évidente et irréfutable. Résidant en Espagne de 1962 à 1979, il est expulsé de ce pays après la mort de Franco (qui couvrait ses activités) pour trafic d'armes. Malgré les appuis dont il bénéficiait ("Pourtant l'armée espagnole nous soutenait, elle collaborait même avec nous pour des questions de sécurité." Cf. *Libération* du 1.10.1982), il a sept jours pour filer. Ian Smith l'accueille alors en Rhodésie. Après la chute de ce dernier et la création du Zimbabwe, il est contraint de traverser la frontière pour se réfugier finalement en Afrique du Sud ("Non, nous ne nous mêlons pas des affaires intérieures de nos pays hôtes (!). Et puis, tout de même, l'Afrique du Sud est un des pays qui lutte activement contre le communisme (!!)." cf. *ibid.*). C'est depuis ce pays qu'il poursuit ses activités d'agent à la solde de l'impérialisme "sous la protection de mercenaires internationaux" (cf. *Le Matin*, 30.9.82). On voit clairement dans quelle eau évolue ce poisson. La partie visible de ses activités, outre divers trafics à but évidemment lucratif, consiste dans le recrutement d'agents auprès des milieux de l'émigration albanaise. Comme chef de gang, il entreprend des tournées dans les pays où cette émigration s'est fixée et s'emploie à vendre ses services aux autorités de ces pays. C'est pourquoi on le retrouve en France où il possède un point de chute tout à fait connu et pour ainsi dire officiel. Quel service rend-il en échange de cet asile complaisant ? Les services qu'il rend se limitent-ils à jouer les "opposants" au régime socialiste albanais en prenant des allures de "roi" et en donnant à la presse de "fracassantes" déclarations ? Ou bien rend-il effectivement des services en tant qu'homme de main en participant au montage d'opérations dans le style du commando du mois de septembre ? Les propos qu'il tient ne permettent pas, bien évidemment, de le savoir. Pourtant, certaines de ses déclarations laissent peu de doute. A la question du journaliste de *Libération* (journal connu pour ses positions anti-albanaises et sa grossièreté en la matière) : "Vous croyez que la France serait prête à soutenir votre combat ?", il répond : "Je crois que ce serait son intérêt. Vous ne pouvez pas vous imaginer à quel point les Albanais sont désespérés (!). Les soulèvements sont écrasés (!). Il y a des camps de concentration : 45 000 prisonniers (!!). Il y a des sabotages dans les usines. Malheureusement, tous ces mouvements ne sont pas coordonnés et ça c'est notre travail, à nous les Albanais au monde libre (sic !). Pour y arriver, on a besoin du soutien moral et politique des pays de l'Ouest." (cf. *ibid.*). Comme tout agent à la recherche de commanditaires, notre chef de gang dresse un tableau grotesque de la situation en Albanie. Le récent discours du camarade Enver Hoxha montre à quel point tout cela n'est que vaines fariboles car les faits sont là pour prouver que les oracles de l'impérialisme et de leurs hommes de main n'ont pas pris en Albanie. Mais les paroles du dénommé Leka I^{er} montrent qu'il cherche à obtenir de l'actuel gouvernement français un soutien plus important à ses actions probablement commandées d'ailleurs. L'asile bienveillant que lui accorde les autorités françaises ne lui suffit pas. Il réclame plus. L'ouverture des médias représente déjà un degré supplémentaire. Au moment où les socialistes français transforment la réglementation sur le droit d'asile pour interdire l'accès aux prétendus "terroristes", pourquoi acceptent-ils sur le sol français un chef de gang et un trafiquant qui soutient publiquement une action de commando lancée contre un pays souverain avec lequel la France entretient des relations multiformes ? Il est clair que tout cela cache des appuis nouveaux accordés par les autorités françaises à l'agent Leka I^{er}. La femme de celui-ci déclarait d'ailleurs que son mari projetait de s'installer en France pour quelques mois (cf. *International Herald Tribune*, 30.9.82). La social-démocratie transforme donc la France, avec l'accord des révisionnistes, en base d'action pour les agents de l'impérialisme, qu'il s'agisse des Bani Sadr et Radjavi ou des Leka I^{er}. Il est évident qu'une telle politique est dictée et financée par les Américains. Le gouvernement français joue donc un jeu dangereux car il se soumet à la politique américaine de subversion dans un certain nombre de pays. Le cas du Liban en est une autre illustration.

Concernant le Kosovo, le dénommé Leka I^{er} déclare vouloir "l'utiliser comme base d'action contre le gouvernement albanais avec l'objectif, qu'une fois l'Albanie libérée du communisme, nous puissions récupérer le Kosovo" (cf. *Libération*, ibid.). C'est le chauvin albanais qui parle ici et qui remue l'idée en vogue du temps de Zog et de l'occupation fasciste de la "Grande Albanie". Les intérêts des peuples des Balkans sont le dernier souci de ce soit-disant "roi des Albanais", à l'opposé de la position du parti et de l'Etat albanais qui font preuve sur cette question d'une sagesse et d'une clairvoyance reconnues par tous les observateurs impartiaux. Le chef de gang poursuit : "Mais nous avons constaté que les Russes, aussi, s'étaient implantés au Kosovo pour tenter d'infiltrer la Yougoslavie et de mettre la main sur l'Albanie. Il faut à tout prix éviter le contrôle par les Soviétiques de la Yougoslavie contre l'Albanie." (cf. *Libération*, ibid.). Nous voici en plein cœur des intrigues des superpuissances contre les peuples des Balkans. Leka I^{er} parle en agent de la superpuissance américaine et, en tant qu'albanais, cherche à rallier les gouvernements européens au jeu des Américains. C'est ce qui ressort des propos qu'il tient dans la presse française.

Le soutien de la France à la Yougoslavie sur la question du Kosovo est notoire. Le gouvernement français peut être tenté d'aller encore plus loin en participant activement au jeu des superpuissances dans les Balkans. Ceci expliquerait l'appui accordé à, l'agent Leka I^{er}, propulsé avec sa "couronne" dans les médias français. Les déclarations de Jospin, le 20 novembre dernier à la télévision, prouvent que la tentation est partagée par des dirigeants politiques, hommes liges du pouvoir actuel. Ils se permettent de ridiculiser la démocratie socialiste albanaise juste après avoir été contraints, en tant que soit-disant représentants du peuple, d'accepter "démocratiquement", par le jeu des institutions "démocratiques", la réhabilitation des généraux fascistes, bourreaux du peuple algérien ! Alors, un ton plus bas, messieurs les politiciens bourgeois !

Tous ces signes sont inquiétants car il n'y a rien de bon à attendre d'une politique d'ingérence dans les Balkans, pour les peuples des Balkans comme pour tous les peuples d'Europe. C'est ce qu'a rappelé avec force le camarade Enver Hoxha dans son discours du 10 novembre en mettant en garde les pays européens contre la tentation d'intervenir dans les Balkans dans le sillage de l'une ou l'autre superpuissance.

En accueillant le chef de gang Leka I^{er} sur le sol français, en lui accordant on ne sait quel appui, en lui ouvrant les colonnes des journaux, la bourgeoisie française, le gouvernement, les sociaux-démocrates et les révisionnistes jouent avec le feu. **BAS LES PATTES DEVANT L'ALBANIE !** L'agent anti-albanais, hors de France !

Nous autres, marxistes-léninistes, dénonçons tous les complots contre l'Albanie socialiste, d'où qu'ils viennent, et a fortiori s'ils partent de notre pays.

A PROPOS DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Depuis quelques temps, la question de l'internationalisme prolétarien est beaucoup agitée au sein du mouvement communiste (marxiste-léniniste) international. L'EMANCIPATION juge opportun de faire connaître son point de vue sur cette question. Le lecteur voudra bien considérer qu'il ne s'agit là que de quelques considérations de principe et rappels historiques, qui méritent d'être amplement développés et qui le seront plus tard.

L'internationalisme prolétarien a pris un contenu nouveau, et donc des formes inédites, après la victoire de la Révolution d'Octobre. Jusqu'alors, le but de l'internationalisme était de faire prendre conscience aux ouvriers des pays capitalistes de l'identité de leur lutte, de l'universalité de leur condition et de leur mission dans le monde bourgeois, en promouvant la solidarité et la fraternité de lutte. Pourtant, dès la fondation de l'AIT, Marx et Engels voyaient plus loin, poussant les éléments les plus sains (quand ils en trouvaient !) à fonder le parti politique indépendant du prolétariat dans leur pays.

D'autre part, Marx souhaitait faire de l'Internationale un véritable ministère des affaires étrangères du prolétariat mondial. Il terminait son adresse inaugurale par ces mots :

"(Les travailleurs ont un devoir :) percer les mystères de la politique internationale, surveiller les agissements diplomatiques de leurs gouvernements respectifs, les contrecarrer au besoin, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir (...) La lutte pour une telle politique étrangère fait partie de la lutte générale pour l'émancipation des classes travailleuses. Proletaires de tous les pays, unissez-vous !" (K. Marx, Oeuvres, Pléiade, I, p. 468.)

La Révolution d'Octobre rendit possible la concrétisation de ces vœux. En s'emparant du pouvoir d'Etat, le prolétariat russe put accroître considérablement ses moyens de connaissance et d'intervention dans les questions internationales. L'exemple célèbre et significatif de la dénonciation de l'accord secret Sykes-Picot (à partir duquel la France et l'Angleterre proposait au tsar de se partager l'Europe centrale, les restes de l'Empire ottoman) démontre l'efficacité de cette nouvelle position. Le prolétariat des jeunes Républiques soviétiques put affirmer sur la scène internationale son point de vue de classe, contrecarrer la politique des impérialistes, aider le mouvement révolutionnaire et de libération nationale dans tous les pays.

La portée de la Révolution d'Octobre fut immense. En rompant dans un pays gigantesque le front mondial de l'impérialisme, la Révolution d'Octobre donna au prolétariat mondial une patrie, elle contribua à l'éveil des peuples colonisés, inaugurant l'époque des révolutions coloniales dans les pays opprimés, elle fit du socialisme une réalité, constituant par là une base et un appui des futures révolutions. La Révolution d'Octobre eut d'emblée un caractère international. La défense de l'URSS socialiste apparut alors comme une tâche naturelle pour les communistes du monde entier, comme une partie intégrante, essentielle de l'internationalisme prolétarien. Défendre en toutes circonstances et par tous les moyens la patrie des prolétaires ne souffrait aucune discussion chez les vrais communistes et chez les ouvriers révolutionnaires. La bourgeoisie et les révisionnistes propagent l'idée que cette défense de l'URSS de Lénine et de Staline consistait à faire passer les intérêts de l'Etat soviétique avant ceux de la révolution dans tel pays, ou même de la révolution mondiale. Les trotskystes ont de leur côté surenchéri, avec par exemple leur argument favori du sabotage de la révolution espagnole par Staline. L'URSS a aidé par tous les moyens les révolutionnaires espagnols dans leur lutte contre Franco et ses alliés italo-allemands. Ce sont au contraire les trotskystes qui ont saboté la lutte, allant jusqu'à pratiquer le terrorisme et l'assassinat des Républicains espagnols.

Ces faits sont connus, mais l'idée reste que l'internationalisme prolétarien se réduisait à une défense des intérêts d'Etat de l'URSS. Mais quels sont les intérêts d'Etat d'un pays socialiste ? Ils consistent fondamentalement à contribuer au développement du mouvement révolutionnaire mondial, par l'édification du socialisme dans son propre pays — préservant ainsi la base de la révolution mondiale —, et par son activité internationale, ses prises de position politiques et diplomatiques, son aide idéologique et, selon les circonstances, matérielle. Pourquoi ? Parce que le socialisme n'est pas un but en soi, mais une forme transitoire de la société qui trouve son aboutissement dans le communisme réalisé à l'échelle du globe. En 1926, devant la III^e Internationale, Staline a parfaitement défini cette question, en ces termes qu'il nous paraît nécessaire de citer intégralement :

"Qu'advierait-il si les prolétaires de tous les pays ne sympathisaient pas avec la République des Soviets ni ne la soutenaient ? Il y aurait intervention et écrasement de la République des Soviets.

Qu'advierait-il si le capital réussissait à écraser la République des Soviets ? Il y aurait une époque de réaction la plus noire dans tous les pays capitalistes et coloniaux ; la classe ouvrière et les peuples opprimés seraient étranglés, les positions du communisme international liquidées.

Qu'advient-il si les sympathies et le soutien accordés à la République des Soviets par les prolétaires de tous les pays se renforcent et s'étendent ? Cela facilitera foncièrement l'édification du socialisme en URSS.

Qu'advient-il si les progrès de l'édification socialiste se multiplient en URSS ? Cela améliorera foncièrement les positions révolutionnaires des prolétaires de tous les pays dans leur lutte contre le capital ; cela compromettra les positions du capital international dans sa lutte contre le prolétariat et portera les chances du prolétariat mondial à un degré supérieur.

Il s'ensuit donc que les intérêts et les tâches du prolétariat de l'URSS s'entrelacent et s'unissent indissolublement avec les intérêts et les tâches des prolétaires révolutionnaires de tous les pays ; inversement, les tâches du mouvement révolutionnaire dans tous les pays s'unissent indissolublement avec les tâches et les succès des prolétaires de l'URSS sur le front de l'édification socialiste.

Aussi, opposer les tâches "nationales" des prolétaires de tel ou tel pays aux tâches internationales, c'est commettre une erreur grave en politique.

Aussi, prétendre que le zèle et l'ardeur dans la lutte des prolétaires de l'URSS sur le front de l'édification socialiste est un indice de "particularisme national" et de "l'étroitesse nationale", comme le font parfois nos opposants, c'est perdre la raison ou tomber en enfance.

Aussi, affirmer l'unité et la cohésion des intérêts et des tâches des prolétaires d'un seul pays et des intérêts et des tâches des prolétaires de tous les pays, c'est faire triompher de la manière la plus certaine le mouvement révolutionnaire des prolétaires de tous les pays.

C'est bien pourquoi la victoire de la révolution prolétarienne dans un seul pays n'est pas un but en soi, mais un moyen et une aide pour le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays.

Aussi, construire le socialisme en URSS, c'est réaliser la cause commune des prolétaires de tous les pays, c'est forger la victoire sur le capital non seulement en URSS, mais dans tous les pays capitalistes, car la révolution en URSS est partie intégrante de la révolution mondiale, son début et la base de son déroulement." (J. Staline, Encore une fois à propos de la déviation social-démocrate dans notre Parti, Rapport présenté à la VII^e Assemblée plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale communiste, 7 décembre 1926, in Oeuvres choisies, Tirana, 1980, pp. 242-243.)

Telle est l'unité des tâches de la défense de la patrie socialiste et de l'internationalisme prolétarien depuis la Révolution d'Octobre, depuis qu'existent des Etats socialistes, hier l'URSS, aujourd'hui l'Albanie.

Les révisionnistes khrouchtchéviens ont complètement dénaturé cette question, par suite de la restauration du capitalisme qu'ils, ont réussi à imposer en URSS. Sous leur joug, le premier pays socialiste est devenu une puissance social-impérialiste, rivalisant avec la superpuissance nord-américaine pour se partager le monde. Pour justifier leurs actes barbares d'impérialistes, les révisionnistes de Moscou ont élaboré la théorie de la défense du socialisme hors des frontières, dont la théorie de la "souveraineté limitée" est une variante. Sous couvert de ce pseudo "internationalisme prolétarien", l'URSS de Brejnev-Andropov étend ses tentacules partout, organise pressions et subversions, entretient des bases militaires, envoie des corps expéditionnaires comme en Afghanistan. Enver Hoxha a indiqué :

"L'"internationalisme prolétarien' des révisionnistes soviétiques a aussi le même contenu réactionnaire (que la théorie de la 'souveraineté limitée'). Les maîtres du Kremlin cherchent à spéculer sur ces notions et à imposer aux forces révolutionnaires et anti-impérialistes la fallacieuse conception selon laquelle le critère fondamental de l'internationalisme prolétarien, la 'pierre de touche' de son authenticité, serait l'attitude à l'égard de l'URSS, que toute la lutte et l'action révolutionnaire doivent être subordonnées aux intérêts de l'Union soviétique et de sa politique. Les spéculations fondées sur le passé, le recours à des thèses autrefois correctes ne convainquent plus personne aujourd'hui que les révisionnistes soviétiques ont trahi le marxisme-léninisme et ont fait de l'Union soviétique un pays impérialiste. A présent encore, l'attitude envers l'Union soviétique demeure le critère de l'internationalisme prolétarien, mais dans un sens inverse à celui de l'époque de Lénine et de Staline, quand l'Union soviétique était le centre et la base de la révolution mondiale. Aujourd'hui est révolutionnaire et internationaliste précisément celui qui combat les révisionnistes soviétiques, qui démasque leur trahison, qui s'oppose de toutes ses forces à leur politique et à leur ligne antimarxiste et impérialiste." (Enver Hoxha, *Rapport présenté au VI^e Congrès du P.T.A.*, Tirana, 1971, pp. 26-27.)

De nos jours, à la suite de la contre-révolution qui a entraîné la quasi-totalité des pays socialistes dans le camp impérialiste, le prolétariat exerce le pouvoir dans un seul pays : l'Albanie socialiste.

Cette réalité du socialisme albanais, qui vit dans le coeur et l'esprit des communistes de tous les pays, est reconnue aussi par de nombreuses personnes non-marxistes, mais qui relatent honnêtement ce qu'elles ont vu en Albanie. Or cette réalité paraît avoir échappé à quelques uns, qui paradoxalement s'enflamment pour l'"internationalisme".

Des opinions surgissent à propos de l'internationalisme prolétarien et de la nécessité de le cimenter par une organisation commune, une nouvelle Internationale. Or qu'observons-nous à la lecture de ces belles pages à la gloire de l'internationalisme ? Que leurs auteurs "oublient" le seul Parti communiste au pouvoir, qu'ils "oublient" le seul pays où le socialisme est édifié, la seule et unique patrie du prolétariat mondial. Cette attitude étrange se prolonge chez certains par un silence non moins étrange sur la situation actuelle en Albanie, sur les périls que les impérialistes font courir à la patrie du socialisme, sur les succès que le PTA a remportés en démasquant l'agent de l'impérialisme Mehmet Shehu.

Au moment où le dirigeant du peuple albanais stigmatise, dans son discours du 10 novembre, les ennemis extérieurs et leurs instruments en Albanie, au moment où il révèle que les agents de l'impérialisme projetaient de le liquider physiquement, pour atteindre l'Etat-major de la révolution albanaise, au moment où, dévoilant les plans de l'impérialisme, il lance le mot d'ordre :

"Bas les pattes devant l'Albanie !" — en un tel moment, tous les communistes reprennent à l'unisson cet appel, leur sang bouillonne et ils sont prêts à tous les sacrifices pour se porter aux premiers rangs de la défense de l'Albanie, notre patrie révolutionnaire. Tels sont du moins les sentiments qui animent les militants de L'EMANCIPATION, parce qu'ils ont été éduqués dans l'internationalisme prolétarien.

En un tel moment, nos "internationalistes" se taisent. Nous sommes tentés de dire que l'étrange mot d'ordre de ce courant est : "Internationalisme prolétarien, oui ! Défense du seul pays où le prolétariat est au pouvoir, non !".

Que certains marxistes-léninistes revendiquent cette position intenable, cette contradiction, cette absurdité ne peut qu'inciter à la réflexion, et nous devons dire clairement sur quelles positions glissent, consciemment ou non, ces camarades. Selon nous, ils glissent sur des positions d'essence trotskyste. Les deux thèses fondamentales du trotskysme, indissolublement liées, posent l'impossibilité de réaliser le socialisme dans un seul pays, et l'impossibilité pour le prolétariat d'un pays donné de prendre le pouvoir sans aide extérieure. Or toute l'argumentation des "internationalistes" se ramène en fin de compte à affirmer ceci : le prolétariat d'un pays donné ne peut pas de ses seules forces conquérir le pouvoir et diriger la révolution prolétarienne. Exagérons-nous ? Nullement. Quand certains prétendent que sans une organisation commune, sans une Internationale, il est sûr que chaque parti ou organisation restera seul et ne sera pas en mesure de résoudre beaucoup de problèmes, ils glissent vers le trotskysme. Deux idées erronées imprègnent ce genre de discours :

La première erreur consiste à affirmer que l'internationalisme ne peut exister sans une organisation internationale et que l'unité dépend de l'existence de cette organisation. Selon nous, comme toute l'histoire le prouve, l'internationalisme peut exister, même activement, sans une organisation internationale. L'internationalisme prolétarien est une question de principe, son affirmation ne saurait dépendre de l'existence d'une organisation. Il ne faut donc pas chercher des arguments de ce côté-ci, et l'histoire vient démentir les affirmations des "internationalistes".

Marx et Engels ont pu créer l'Association Internationale des Travailleurs, la Première Internationale, parce que l'internationalisme existait déjà, notamment à propos du soutien actif au prolétariat de Pologne. Le 22 juillet 1863, à Londres, des délégations ouvrières françaises et anglaises (qui ne constituaient pas des Partis) qui assistaient à une manifestation de soutien à l'insurrection polonaise adoptent une résolution affirmant le principe d'une association ouvrière internationale, qui vit le jour le 28 septembre 1864. Mais dix ans plus tard, l'Internationale agonisait et Marx la considérait comme finie.

La II^e Internationale a regroupé un nombre important de partis socialistes et d'associations ouvrières. Mais elle sombra dans l'exact opposé de l'internationalisme, dans le chauvinisme, agissant pour rallier le prolétariat à la bourgeoisie de son pays. Le véritable internationalisme s'exprimait alors à Zimmerwald (1915) et à Kienthal (1916), puis en dehors de l'Internationale. En décembre 1916, Lénine écrivait : "La II^e Internationale a vécu. La troisième Internationale est déjà née" ("Lettre ouverte à Boris Souvarine", *Oeuvres*, t. 23, p. 222.), indiquant par là que ceux qui luttèrent révolutionnairement contre la guerre représentaient l'internationalisme, alors que l'organisation de la III^e Internationale ne fut créée qu'en 1919.

Comme on le sait, la III^e Internationale décida de se dissoudre en 1943. Le Kominform fut créé en 1947, ne regroupant d'ailleurs pas la totalité des partis communistes du monde. Peut-on dire qu'entre 1943 et 1947 l'internationalisme ne put s'épanouir ? Nullement. Les plus belles pages de l'internationalisme furent écrites par les prolétaires au cours de ces années, qui virent l'écrasement du nazisme et l'instauration pour la première fois dans l'histoire d'un camp socialiste.

Par ce bref rappel historique, où l'on voit que des Internationales ont été créées, puis ont disparu, parfois dissoutes par ceux-là mêmes qui les avaient créées, nous visons à montrer deux choses, à faire tomber deux arguments : Nous voulons d'abord affirmer que l'internationalisme prolétarien peut exister et être actif sans une organisation. Qu'on nous lise bien ! Nous ne voulons pas dire par là qu'une telle organisation est inutile, ni que les Internationales qui ont existé ne jouèrent aucun rôle dans la lutte du prolétariat mondial. Nous ne discutons pas de ce fait indéniable, pour l'instant, mais seulement de l'argument du "courant internationaliste" qui affirme que l'internationalisme ne peut reposer que sur une organisation internationale.

Lorsqu'Engels évoque l'époque où la Première Internationale se retira provisoirement de la scène (sous l'impulsion de Marx, qui fit transférer son Conseil général en Amérique), il argumente de la sorte :

"La suite des événements a prouvé combien cette décision, alors et depuis souvent critiquée (eh oui ! il y avait déjà un courant "internationaliste" avec sa phrase "de gauche") était juste. D'une part, on coupait court à toute tentative de se livrer au nom de l'Internationale à des pastiches inutiles ; d'autre part, la continuation des rapports étroits entre les partis ouvriers socialistes des différents pays prouva que la conscience de la communauté d'intérêts et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, éveillée par l'Internationale, sait s'imposer aussi sans l'existence en forme d'une association internationale dont les liens étaient pour le moment devenus une chaîne." ("Karl Marx", 1877, in *Marx-Engels, Oeuvres choisies*, t. 3, p. 85. Nous soulignons.)

Il existe donc des circonstances où il faut créer une Internationale, d'autres où il faut la dissoudre et l'internationalisme prolétarien peut exister et agir sans Internationale, comme il peut disparaître avec une organisation internationale, comme ce fut le cas en 1914.

L'internationalisme prolétarien est une question de principe, alors que la création d'une organisation internationale dépend des circonstances, des conditions historiques. La réflexion sur ces conditions ne saurait être remplacée par des généralités creuses sur l'internationalisme, ni par une démagogie "de gauche" d'essence trotskyste.

Le second argument de nos "internationalistes" que l'histoire réfute prétend que sans une Internationale l'unité des partis marxistes-léninistes est fragile, voire inexistante et que l'existence d'une organisation internationale serait la seule voie qui conduirait à renforcer cette unité. Là encore, l'expérience de la Première Internationale est instructive. Quelle organisation fut plus divisée que l'AIT, déchirée entre proudhoniens, lassaliens, mazzaniens, blanquistes, bakouninistes, etc, tous hostiles aux idées de Marx ?

Marx dut faire des concessions dans le discours inaugural, et le mot d'ordre "Prolétaires" de tous les pays, unissez-vous !" lancé seize ans plus tôt dans le Manifeste était rappelé par lui à la fin de son discours, comme pour rappeler que le chemin était encore long pour remettre en honneur les idées du Manifeste de 1848. Comme on le sait, le Manifeste ne fut connu et approuvé que par une petite minorité de révolutionnaires. Dans les années 1850, il disparut même complètement de la scène politique. Croit-on qu'il vint à nouveau sur le devant de la scène lorsque fut fondée l'Association Internationale des Travailleurs ? Aucunement. Engels explique que, du fait même qu'elle voulait fondre en une immense armée unique toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique, l'AIT ne pouvait partir directement des principes posés dans le Manifeste :

"Il lui fallait un programme qui ne fermait pas la porte aux trade-unions anglaises, aux proudhoniens français, belges, italiens et espagnols, ni aux lassaliens allemands." ("Préface à l'édition allemande de 1890 du Manifeste, Marx-Engels, *op. cit.*, t. 1, pp. 104-105.)

Le travail gigantesque de Marx et d'Engels permit de clarifier la situation, de rallier à leurs vues bon nombre de révolutionnaires, de défaire idéologiquement et politiquement les courants hostiles, en particulier le bakouninisme. Ces faits constituent la plus grande gloire de la Première Internationale. Mais c'est précisément après leur défaite idéologique que les courants antimarxistes utilisèrent l'organisation de l'AIT pour affirmer dans leurs pays leurs points de vue, se parant du prestige de l'Internationale — si bien que Marx dut provoquer la scission au Congrès de La Haye et, finalement, mettre en veilleuse l'AIT en transférant son siège à New-York. Les paroles d'Engels à ce sujet sont étrangement d'actualité :

"Nous (Marx et moi), nous savions très bien que la vessie devait éclater. Un ramassis de toute sorte s'y collait. Les sectaires qu'elle contenait se faisaient insolents et abusaient de l'Internationale dans l'espoir qu'on leur permettrait les pires sottises et bassesses. Nous ne le tolérâmes pas (...) Si nous avions agi à La Haye dans un esprit de conciliation, si nous avions empêché la scission de se produire, quelles auraient été les conséquences ? Les sectaires, c'est-à-dire les bakouninistes, auraient eu un an de plus pour commettre au nom de l'Internationale des sottises et des infamies bien pires encore." (Lettre à August Bebel, 20 juin 1873.)

Les camarades qui appellent aujourd'hui de leurs vœux une Internationale savent très bien par quels moyens la III^e Internationale s'est évitée le genre de désagréments décrit par Engels. Ils savent tout aussi bien que ces moyens ne peuvent être utilisés aujourd'hui. Ce n'est pas le lieu d'en discuter ici. Mais qu'ils ne fassent pas les innocents. S'ils veulent faire l'âne, ils auront du son !

La deuxième erreur, qui rappelle davantage l'argumentation trotskyste, consiste à affirmer que la faiblesse des Partis peut être compensée par une organisation internationale et, par suite, que la révolution dans un pays ne peut être réalisée sans secours extérieur.

Nous estimons que dans l'édification du Parti comme dans la conduite de la révolution, le facteur intérieur est principal, décisif. Si le prolétariat de notre pays n'a pas aujourd'hui un puissant Parti communiste, cet échec est dû principalement à des facteurs intérieurs, à la faiblesse séculaire du mouvement communiste dans notre pays, à son ancienne inaptitude théorique et politique, qui ne lui ont pas permis, le moment de la lutte venu, de faire face à la vague révisionniste déferlant de Moscou. Nous nous sommes exprimés à plusieurs reprises sur ce point.

A l'inverse, le Parti du Travail d'Albanie a su résister victorieusement à cette vague, en raison de facteurs internes robustes et sains.

Les principes et l'expérience révolutionnaire des autres partis ne peuvent fournir une ligne politique toute prête. La sous-estimation des facteurs intérieurs, du principe de l'appui sur ses propres forces conduit à l'idée trotskyste et révisionniste de l'exportation de la révolution. Les trotskystes, en raison de leur esprit pessimiste, capitulard, n'avaient pas confiance dans les forces du prolétariat et ils finirent par quémander l'"aide" d'Hitler. Les révisionnistes soviétiques n'hésitent jamais à "exporter la révolution", à intervenir en Tchécoslovaquie pour "préserver le socialisme", à envahir l'Afghanistan pour "aider la révolution afghane à vaincre le féodalisme", etc.

A l'affirmation trotskyste selon laquelle la révolution ne peut triompher dans un seul pays répond la thèse complémentaire tristement célèbre qui prétend que le socialisme ne peut être édifié dans un seul pays.

Il va de soi que cette thèse ne sera jamais formulée dans des termes aussi ouvertement trotskystes et qui ont été démasqués depuis longtemps. Pourtant cette thèse sous-tend toute l'argumentation des "internationalistes". Elle apparaît même à la surface dans des affirmations de ce genre :

- Il n'y a pas de ligne générale clairement formulée pour le mouvement marxiste-léniniste international. Les camarades qui écrivent ce genre d'énormités précisent eux-mêmes par ailleurs que chaque Parti doit être indépendant pour définir sa propre ligne et sa tactique et que ce qui est commun, général, ce sont les principes du marxisme-léninisme. Or depuis des dizaines d'années, le mouvement communiste international a défendu victorieusement ces principes communs, sa ligne générale, contre les divers révisionnistes, titistes, khrouchtchéviens, chinois, et chacun sait le rôle d'avant-garde qu'un certain Parti a joué dans cette lutte. Comment s'en étonner puisque c'est le seul Parti marxiste-léniniste au pouvoir ? Depuis des dizaines d'années, le mouvement communiste international a appliqué ses principes communs à l'analyse de la situation internationale, formulant une ligne générale pour la lutte de principe contre l'impérialisme, le social-impérialisme, le révisionnisme. Des ouvrages sérieux ont été écrits dans ce cadre tels *L'Impérialisme et la Révolution*, *L'Eurocommunisme c'est de l'anticommunisme*, etc. Comment s'étonner que là encore le seul Parti qui détient le pouvoir d'Etat ait joué un rôle décisif ? Disons-le clairement : nier l'existence d'une ligne générale du Mouvement communiste international revient à contester le rôle du Parti du Travail d'Albanie, à jeter le discrédit sur sa lutte internationale titanesque contre nos ennemis communs.

- La seconde affirmation est tout aussi énorme. Selon nos "internationalistes, jusqu'à présent personne n'a analysé le phénomène du révisionnisme avec la profondeur nécessaire. Pourquoi le révisionnisme moderne a-t-il surgi ? Pourquoi le grand Parti de Lénine et de Staline a-t-il dégénéré ? Nos "internationalistes" ne le savent pas, puisque personne n'a, paraît-il, jamais répondu à ces questions.

Ici, l'attaque anti-albanaise se fait plus précise. Car pour les communistes albanais, ces questions que posent les "internationalistes" ne sont pas de pures questions théoriques, mais aussi des questions pratiques, qui trouvent leur solution non seulement dans des milliers de pages écrites par le P.T.A., mais chaque jour, chaque minute dans la vie, dans l'édification du socialisme en Albanie. Tout communiste sait pourquoi le révisionnisme n'a pas surgi en Albanie, pourquoi le grand Parti d'Enver Hoxha n'a pas dégénéré. Or, comment éviter un danger dont on ne connaît ni l'essence, ni les causes ? Tout communiste sait que les solutions théoriques et pratiques que le P.T.A. apporte à l'édification socialiste incluent les réponses à la question de l'origine de la dégénérescence révisionniste en URSS. Mais sans doute les "internationalistes" ne le savent-ils pas, eux qui prétendent fonder une Internationale en faisant l'impasse à propos du seul pays socialiste aujourd'hui : l'Albanie ! Selon nous, nier que la question de l'apparition du révisionnisme en URSS reste sans réponse revient à nier l'existence du socialisme en Albanie.

Le lecteur comprendra que le fait que des thèses d'inspiration trotskyste aboutissent à une attaque à peine voilée de l'Albanie peut susciter les plus vives inquiétudes. Nous avons jusqu'ici donné notre position sur le fond, sans entrer pour l'instant dans les détails. Il faut maintenant terminer en précisant notre inquiétude.

Le trotskysme a toujours prétendu que sans le secours de la révolution mondiale victorieuse, l'URSS de Staline ne pourrait édifier le socialisme et devrait capituler devant la bourgeoisie, c'est-à-dire "s'ouvrir", comme on conseille aujourd'hui à l'Albanie de le faire. Dans ce même esprit de capitulation, qui constitue son essence, le trotskysme a toujours prétendu que le prolétariat d'un pays ne pouvait par ses seules forces, sans secours extérieur, assumer ses tâches révolutionnaires.

Prenant conscience de l'extrême faiblesse de leurs Partis, et au lieu d'en rechercher les causes dans des facteurs internes, certains camarades reprennent à leur compte les vieilles thèses trotskystes et versent dans l'esprit de capitulation.

Nous estimons que ce courant est très dangereux. Mais nous sommes persuadés que ces camarades se ressaisiront, faute de quoi ils finiront comme a fini le trotskysme qui, de fraction du communisme et courant du mouvement ouvrier, a fini comme détachement de la bourgeoisie contre-révolutionnaire spécialisé dans la lutte contre le communisme et contre l'édification du socialisme dans la patrie des prolétaires.

Le 4 décembre 1982

L'article qui suit est la première partie du chapitre 3 de notre étude "CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME. La deuxième partie, intitulée "Le professeur Bettelheim découvre l'inexistence du mode de production socialiste", ainsi que la troisième : "A quoi sert le socialisme petit-bourgeois ?" paraîtront dans le prochain numéro de L'EMANCIPATION.

"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME

(3)

QUAND LE SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS "SOCIALISE" ... CONTRE LE SOCIALISME

Dans le premier article de cette série "CRISE DU MARXISME". ET REVISIONNISME, nous affirmions que ce thème de la "crise du marxisme", repris en France par Althusser et les "eurocommunistes de gauche" groupés autour de lui, par des maoïstes et des trotskystes, tous idéologues professionnels, annonçait "le pourrissement définitif du courant socialiste petit-bourgeois et son embrigadement ouvert dans les rangs de l'intelligentsia pro-impérialiste" (cf. L'EMANCIPATION, n°2, mai 1981, p.13). Ce n'est certes pas le dernier livre de Bettelheim — son troisième et avant-dernier volume des *Luttes de classes en URSS* (Seuil/Maspéro, 1982) — qui peut démentir ce jugement. Et l'on trouverait à coup sûr une confirmation supplémentaire chez son compère Althusser s'il était en mesure de publier quelque chose aujourd'hui.

L'ouvrage de Bettelheim marque certainement une étape, non seulement pour son auteur mais pour tout le courant socialiste petit-bourgeois dont il est un des maîtres dans notre pays. En effet, son livre est l'aveu le plus éclatant du ralliement total de Bettelheim aux thèses des "plus grands instituts de soviétologie", comme la couverture se plaît à le souligner à l'intention de ceux qui ne l'auraient pas encore compris. Les prétentions initiales de Bettelheim à propos de la "critique matérialiste historique" du socialisme en URSS à l'époque de Lénine et Staline se sont envolées avant même que la série d'ouvrages qu'il entendait y consacrer n'arrive à sa fin! Contrairement au passé proche, l'auteur ne cherche pas à dissimuler son aplatissement face à la fameuse "soviétologie" anglo-saxonne et à ses représentants dans notre pays (comme Ferro par exemple). En 1974, Bettelheim présentait sa critique de la Révolution d'Octobre comme l'oeuvre honnête d'un "critique marxiste" ; il s'efforçait de ne pas trop rendre manifeste son plagiat de la "vulgate" antimarxiste distillée en Occident par les "spécialiste" attirés du bolchévisme et de la Révolution russe, parfois "dissidents" passés à l'Ouest. A cette époque, il mettait son point d'honneur à se présenter comme celui qui allait enfin expliquer en "marxiste" les causes de la dégénérescence du socialisme en URSS en retournant aux origines de la Révolution d'Octobre. Mais comme il n'en reprenait pas moins les arguments des "soviétologues" occidentaux, ennemis déclarés du marxisme-léninisme déguisés en "chercheurs" et pourvus de chaires universitaires ou de postes dans des instituts, il était contraint d'inventer toutes sortes de trouvailles pour préserver son image de marque, camoufler ses préjugés hostiles au socialisme et faire croire à la pensée révolutionnaire de ses intentions critiques. D'où ses péroraisons sur la "formation idéologique bolchevique" par exemple, où il faisait disparaître les contradictions fondamentales existant entre le léninisme et ses ennemis (ce qui est fait d'ailleurs par la plupart des historiens "bourgeois" en jetant la confusion sur les principes révolutionnaires du léninisme sous couvert d'analyses originales inspirées en fait par le maoïsme.

Mais aujourd'hui les choses ont bien changé. La "crise du marxisme" a fait son office. Les poses du "matérialiste historique" Bettelheim n'intéressent plus les maoïstes de 1974, ni les trotskystes ou les "eurocommunistes de gauche". Ce joli monde, converti désormais à la psychanalyse ou à la sémiotique, les soupçonne d'être des restes inhibés d'esprit de parti, c'est-à-dire du dogmatisme, donc du totalitarisme "stalinien". C'est en tenant compte de cette évolution qu'il n'avait sans doute pas prévue aussi rapide, que Bettelheim a jugé utile d'opérer une nouvelle conversion. Sa carrière montre brillamment qu'il est tout à fait rompu à ce genre d'exercice littéraire. Ainsi, alors que dans son avant-propos de 1974 il s'étendait longuement sur les raisons qui l'avaient poussé à entamer une réflexion critique sur la Révolution d'Octobre et le socialisme en URSS, soi-disant par fidélité à sa conscience "marxiste", c'est en huit pages cette fois-ci qu'il règle la question de sa conversion en se contentant d'annoncer tout de go que les événements internationaux et la lecture de quelques livres sans originalité l'ont convaincu des vérités émises par la "soviétologie" occidentale. Il a même le culot de ne pas juger utile de s'appesantir sur "l'aspect individuel" de son "cheminement"(!) (op. cit., p.9), à savoir sur les raisons que le "marxiste" — sous-entendu le "révolutionnaire" ou le "progressiste" — Bettelheim a ainsi de s'aplatir plus bas que terre face aux idéologues patentés de l'impérialisme, de répéter pour son propre compte ce que vingt autres antimarxistes notoires ont dit avant lui, bref de perdre toute "individualité" marxisante parmi les voix qui fustigent l'URSS de Lénine et Staline. La "crise du marxisme" a fait visiblement un tel tabac que le hochet du "marxisme vivant" n'attire plus le moindre intellectuel français.

Pourtant, en idéologue averti et servile, Bettelheim s'efforce avec ce livre de rattraper le retard. D'entrée de jeu il reconnaît qu'il a été "amené à caractériser autrement qu'il ne l'(avait) fait la Révolution d'Octobre et ses suites" (op. cit., p.9).

Bel euphémisme pour quelqu'un qui s'empresse de jeter au rebut la panoplie d'arguments utilisée jusque là en vieux trotskyste converti au marxisme ! Sa nouvelle caractérisation est la suivante : "L'insurrection d'Octobre s'est présentée sous la figure illusoire d'une révolution socialiste alors qu'elle a ouvert la voie à une révolution capitaliste de type spécifique. Octobre est ainsi à l'origine de ce qu'on peut appeler la grande illusion du XX^e siècle" (op. cit., p.17). Au moment donc où Bettelheim affirme que la Révolution d'Octobre est un mythe et où, par voie de conséquence, il reconnaît avoir été dupé pendant plusieurs décennies, il ne dit pas un mot pour justifier ou même commenter le prodigieux revirement de son "cheminement" individuel ! Un tel silence montre bien à quel type de "désillusionnement" on a affaire. Ce nouveau tournant dans la carrière déjà plus que tortueuse de Bettelheim révèle les convictions profondes qui animent ce type d'intellectuel marxisant et le rôle qu'il joue pour mystifier ceux qui se tournent à un moment ou à autre vers le marxisme-léninisme, vers le socialisme authentique. Jusqu'alors, tenant compte du retentissement et de la signification d'Octobre pour les gens conscients, Bettelheim feignait de croire que "la Révolution d'Octobre et ses suites" constituaient une marche vers le socialisme dont le cours aurait été bloqué et dévié. C'était ce contenu socialiste d'Octobre qui justifiait son attitude hypocrite d'idéologue critique. Maintenant qu'il est possible d'affirmer ouvertement que le contenu d'Octobre n'a rien à voir avec le socialisme mais qu'il s'agit au contraire du capitalisme, cette attitude critique ancienne perd tout intérêt de même que toutes les justifications de bonne conscience et les professions de foi révolutionnaires qui l'accompagnaient. C'est la raison pour laquelle Bettelheim ne juge plus utile de s'épancher. Il laisse poindre au grand jour la nature d'idéologue au service de la bourgeoisie, entretenu pour discréditer le socialisme (en le traitant d'illusion perverse), pour en nier les fondements théoriques et la réalité historique. Aujourd'hui plus que jamais, l'intelligentsia française parle d'une seule et même voix, ce qui comble de bonheur la bourgeoisie, car cette voix entonne le chant funèbre du socialisme et cherche à convaincre qui veut l'entendre qu'il est vain de lutter pour cette chimère dangereuse qu'on nomme socialisme. Bettelheim ne donnera même plus l'illusion de produire une fausse note dans ce concert réactionnaire au service de l'impérialisme et pour sa sauvegarde. *[Bettelheim fait même étalage du soutien que l'impérialisme américain accorde à ses "recherches" ! En décembre 1981, il organise un colloque sur "l'industrialisation de l'URSS dans les années 30" dont l'annonce porte la mention : "avec le soutien des services culturels de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris" (cf. MSH Informations, n°38, août-octobre 1981, p. 45). Ceci prouve que la mise au service de l'impérialisme, et lorsqu'il s'agit de "soviétologie" il faut entendre évidemment l'impérialisme américain, comporte pour l'intelligentsia une contrepartie matérielle, sonnante et trébuchante. Les dollars viennent financer les "recherches indépendantes" : c'est le parrainage "culturel" !]*

Son dernier livre, en fixant une fois pour toutes sa dette à l'égard de la "soviétologie", a le mérite également de montrer qu'il n'est d'aucune utilité pour les marxistes-léninistes de réfuter une à une les falsifications qu'il contient à longueur de pages sur la Révolution d'Octobre, son histoire et l'édification du socialisme en URSS du temps de Lénine et Staline. C'est la "soviétologie" occidentale dans son ensemble qu'il faut réfuter, car Bettelheim ne dit rien de nouveau par rapport à elle. Cette tâche n'est certes pas à la portée d'un simple article et suppose un travail d'étude gigantesque à la mesure des moyens qu'y consacre la bourgeoisie. Celle-ci en effet entretient des contingents entiers de "spécialistes" et d'"experts" qui sont renouvelés à chaque génération dans le sein des universités et des instituts de recherche. Leurs travaux s'appuient sur de nombreux matériaux et une imposante documentation et s'étalent dans des milliers d'ouvrages et d'articles. Contrairement à la propagande archi-vulgaire des "croisades antibolchéviques", la "soviétologie" affecte un ton savant et des méthodes d'étude objectives. Il est vrai qu'elle ne sert pas seulement à approvisionner, la propagande impérialiste plus sophistiquée mais qu'elle a pour but aussi de faire connaître l'ennemi à ceux qui travaillent à son contact. Par conséquent, il serait superficiel de réfuter le "soviétologue" Bettelheim sans s'attaquer à la source où il s'abreuve, comme le montrent les nombreuses références dont ses ouvrages sont truffés. Si malgré tout on tentait l'entreprise, on s'apercevrait vite qu'elle consisterait essentiellement, pour ce qui concerne l'interprétation des faits historiques, à remonter les multiples réseaux de filiation qui relient ce que dit Bettelheim à ce qu'ont dit tous ses prédécesseurs (qu'il plagie en y ajoutant une teinte marxisante). Le bénéfice de cette opération fastidieuse serait donc nulle car elle ramènerait à la nécessité d'envisager les courants qui traversent la "soviétologie" comme un tout à réfuter en tant que tel, et ne ferait apparaître Bettelheim, pris dans ce cas comme point d'attaque, que comme un sous-produit de seconde main, sans originalité véritable, simple courant secondaire, dérivé de la "soviétologie". Pour entamer une telle réfutation, Bettelheim est donc un bien mauvais point d'attaque ! En revanche, en ce qui concerne la valeur des méthodes d'étude qu'affecte la "soviétologie", le cas de Bettelheim est exemplaire. Il est manifeste en effet que ces méthodes font l'effet d'un écran pseudo-scientifique pour dissimuler les présupposés idéologiques et politiques à l'oeuvre en sous-main. Ainsi la plupart des sources que cite Bettelheim dans son dernier livre datent de vingt à cinquante ans : ou bien il les avait déjà utilisées, ou bien il les connaissait déjà ou était de toute façon en mesure de les connaître bien avant d'écrire sa série d'ouvrages. C'est pourquoi, étant donné les méthodes d'étude qu'il prétend respecter, son "cheminement" individuel demeure sans raison avouable. Il ne peut prétexter la découverte de nouvelles sources. Les données économiques (ou d'une autre nature) qu'il utilise figurent déjà dans son premier livre de 1939 intitulé *La Planification soviétique* ou dans des ouvrages postérieurs comme *L'Economie soviétique*, publié en 1950.

Les ouvrages ou articles soviétiques dont il extrait des passages à charge ne lui étaient pas moins connus puisqu'il y avait accès dès 1936 et par la suite. La plupart des "soviétologues" ou "dissidents" auxquels il se réfère ont écrit entre les années trente et soixante. On voit donc que le revirement de Bettelheim ne peut s'expliquer par la nouveauté des sources, ni par un changement quelconque dans ses méthodes d'étude qui restent tout imbues comme par le passé de la même "science". On retrouve d'ailleurs la même caractéristique lorsqu'on considère les polémiques qui opposent les différents courants de la "soviétologie". Les différences d'interprétation ne s'expliquent pas par l'utilisation de sources différentes. Ce sont toujours les mêmes qui sont reprises à n'en plus finir. Les méthodes d'étude et de traitement de ces sources communes présentent également la même apparence de rigueur "scientifique". Ces polémiques s'expliquent en fait par les différences qui caractérisent les courants de la pensée bourgeoise qui ont tous investi la "soviétologie" comme s'il s'agissait d'un palais à se disputer. Chacun transporte avec lui ses préjugés et ses présupposés et croit donner la bonne interprétation des données ou faits cités par tous les autres. Bettelheim agit avec lui-même comme les courants de la "soviétologie" agissent entre eux. Ayant laissé tomber en 1982 ses anciens préjugés de maoïste des années "soixante-dix pour enfiler les préjugés du philistin "marxien" qu'il est (re)devenu, il ne peut qu'abandonner sa mue à son triste sort et tenter ainsi de préserver son image de marque face au nouvel esprit du temps. [*Ferro, en rendant hommage à "la longue marche de Bettelheim" parce qu'elle a conduit Bettelheim à critiquer Bettelheim, à se renouveler radicalement" dans son dernier livre (cf. Le Nouvel Observateur du 7 août 1982) montre précisément en quoi consiste cette image de marque de Bettelheim. Ferro parle avec admiration de "l'immense machine théorique" (sic !) de Bettelheim. Autrefois redoutée car concurrente, elle est louée désormais car elle "s'alimente aux acquis de la recherche", et sert par conséquent l'anti-stalinisme, dont l'argumentation théorique n'est pas le point fort ! Ces louanges que se décernent les idéologues bourgeois illustrent le formalisme des "débats" de la vie intellectuelle dans notre pays au point qu'on juge la valeur de la "théorie" en fonction uniquement de l'effet de style qu'elle rend.*]

Sur le plan idéologique, il est par contre du plus haut intérêt pour les marxistes-léninistes de réfuter les analyses du professeur Bettelheim en dévoilant les présupposés bourgeois qu'il cherche à couvrir du nom de Marx et de ses théories. Le piètre "soviétologue" Bettelheim ne nous intéresse pas ici. Il peut continuer à déverser son fiel sur Lénine et Staline. Il n'est pas le premier et ne sera pas le dernier. C'est en tant que "théoricien" anti-socialiste que nous allons le réfuter. Nous mettrons en lumière le rôle particulier qui lui revient dans la palette des idéologues bourgeois ainsi que le rôle du courant socialiste petit-bourgeois français dont il détermine, par ses prises de position, l'évolution actuelle.

1. Bref retour en arrière sur l'évolution idéologique du professeur Bettelheim

Le contraste est frappant entre la trajectoire rectiligne de la carrière universitaire du professeur Bettelheim et les sinuosités de sa carrière intellectuelle. D'un côté, une nomination à vie à l'Ecole pratique des Hautes Etudes — haut lieu de la recherche universitaire française sis à la Sorbonne ; de l'autre, une succession de conversions et de reconversions se traduisant par des affinités politiques changeantes. Ce contraste ne signifie pas pour autant qu'aucune logique idéologique ne commande l'évolution intellectuelle de Bettelheim. Tout au contraire ! Sur le fond, la trajectoire qu'il suit depuis plus de quarante ans possède une remarquable cohérence, comme si, à travers les tumultes des différents épisodes, c'était toujours le même but qui était recherché avec la constance d'un bon fonctionnaire de l'Etat.

Dans les années trente qui marquent les premiers pas d'idéologue du futur professeur, Bettelheim est trotskyste. Dans sa thèse de doctorat publiée en 1939 sous le titre *La Planification soviétique*, il reprend les critiques rebattues des trotskystes sur "l'essence bureaucratique de la planification stalinienne. Ensuite, après la Seconde Guerre mondiale, vient la période où Bettelheim prône le "marxisme" dit critique. De 1945 à 1951, il participe au groupe qui anime la *Revue internationale* aux cotés de Rousset, Naville, Lefebvre, Martinet, Fejtö... tous anciens trotskystes, déguisés pour l'occasion en "marxistes critiques" s'élevant au-dessus des luttes de fractions. A cette époque (1948), Bettelheim affirme "lutter pour le développement et le renouvellement de la science marxiste" rendus nécessaires à cause de "la crise contemporaine de la pensée communiste". Cette "renaissance communiste", poursuit Bettelheim, "conduit, aujourd'hui, à dépasser les positions du 'trotskysme' comme celles du 'stalinisme'" (*Revue internationale*, n°20, 1948, p. 40). Mais cette entreprise capote, bien qu'elle apparaisse aujourd'hui comme la première version d'une mise en scène qui sera rejouée vingt-cinq ans plus tard avec plus de succès. Dans le courant des années cinquante, Bettelheim amorçe son premier virage. L'avènement du khrouchtchévisme lui semble une issue à la "crise de la pensée communiste" puisqu'il le pousse dans les bras du PCF dont il devient un compagnon de route fidèle. Il publie dès lors ses articles dans *La Pensée et Economie et Politique*, organes contrôlés par le Parti. C'est l'époque où, dans une série d'ouvrages théoriques, il révèle ses ambitions d'économiste (*Problèmes théoriques et pratiques de la planification* — 1946, 1951, 1966 —, *Planification et croissance accélérée* — 1964, 1973 —, *La Transition vers l'économie socialiste* — 1968 —). La prétention de ces ouvrages est de formuler les lois économiques du socialisme, ni plus ni moins, et de les populariser auprès des "décideurs" dans les pays nouvellement "décolonisés".

On voit que les ambitions du professeur Bettelheim ne sont pas minces : avec l'élévation qui sied à un homme de science, il veut livrer à l'humanité opprimée les principes du développement économique et du mode de croissance. Son point de départ n'est pas une analyse du capitalisme agonisant. Après Baran, il raisonne en termes généraux de "croissance" et de "développement". (Voir son *Political Economy of growth*, Londres, 1957 — *Economie politique de la croissance*, Maspéro, 1967.) Il s'agit de montrer que seules les méthodes de gestion économiques fondées sur la "science" — placée au-dessus des systèmes économiques et des modes de production, — permettent une utilisation optimale du "surplus économique" que toute société a vocation de réaliser depuis la nuit des temps — mais dont seul Bettelheim possède le secret tant convoité de l'usage maximum assurant la "croissance accélérée" et donc le "développement". La planification n'est que l'expression de ce mode de gestion. Comme planification équivaut à socialisme, voilà le socialisme introduit dans la théorie de Bettelheim. A partir d'une problématique d'économiste bourgeois sur le "développement", le professeur Bettelheim présente donc le socialisme comme le résultat de techniques planificatrices indépendamment de toutes considérations sur l'impérialisme, la lutte des classes, la situation politique, la nature du pouvoir dans les pays dominés, etc. Saint-simonien d'un nouveau style, il se perd dans les débats qui agitent les révisionnistes khrouchtchéviens et les équipes dirigeantes nouvellement arrivées au pouvoir dans les pays dominés.

Mais, au milieu des années soixante, Bettelheim amorce un nouveau virage. S'éloignant du "marxisme anglo-saxon" dont il a introduit les thèses économiques en France en publiant les ouvrages de Baran et Sweezy dans sa collection "Economie et socialisme aux éditions Maspéro, il s'engage sur les traces d'Althusser qui prône le "retour à Marx". [*Sur Althusser et la signification de ce "retour à Marx"*, voir le second article de la série dans le n°3 de L'EMANCIPATION, juillet 1981.] C'est que le khrouchtchévisme qu'il a soutenu au début ne lui semble plus être un "dépassement" suffisant du 'stalinisme". De cette déception naît son intérêt pour le "contre-modèle" chinois dont il devient un propagandiste (voir ses ouvrages : *La Construction du socialisme en Chine*, 1965 ; *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme* avec les réponses de Sweezy, 1970 et 1972 ; *Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine*, 1973). Les théories mises à l'honneur par la Révolution culturelle (la "lutte entre les deux lignes dans le Parti", "l'intervention des masses contre la ligne noire dans le Parti", etc.) supplantent celles du planificateur khrouchtchévien Liberman dans le cœur du professeur Bettelheim. Sa conversion au maoïsme lui redonne ainsi une teinte radicale que son passage du PCF via Khrouchtchev avait estompée. Mao devient alors l'inspirateur du "marxisme vivant" dont Bettelheim se fait le chantre en accusant Staline d'en être le fossoyeur. Comme en 1948, il s'agit toujours de liquider Staline et de ternir l'image du socialisme en URSS du temps de Lénine et de Staline. Bettelheim reproche au fond à Khrouchtchev non pas d'être révisionniste, mais de rester soi-disant prisonnier d'une conception "stalinienne" (!) du socialisme sous prétexte qu'il se couvre de références au marxisme-léninisme et qu'il maintient l'ombre formelle du "socialisme". Par contre, il considère les thèses pluralistes de Mao sur la révolution et le socialisme ainsi que les formes d'action confuses, mal établies, sans direction de parti, qui sont encouragées durant la Révolution culturelle (sans parler de la "dialectique" dont il passe pour un maître indépassable) pour autant de coups portés au "stalinisme" (c'est-à-dire au marxisme-léninisme) et au système soviétique mis en place après la Révolution d'Octobre (c'est-à-dire au socialisme). L'ouvrage de Bettelheim : *Calcul économique et formes de propriété* (Maspéro, 1970) est le premier pas vers la critique du socialisme en URSS. Il y annonce d'ailleurs son intention "d'investir les concepts développés ici dans l'analyse de la formation sociale soviétique" (op. cit., p.7.) Nous verrons plus loin ce qu'il en est au juste de ces "concepts". Cette analyse de la "formation sociale soviétique" donne les deux premiers tomes (1974, 1977) des *Luttes de classes en URSS* dont le dernier tome paru (1982) se place dans un nouveau cours de l'évolution intellectuelle du professeur Bettelheim.

Le dernier virage qui prépare ce nouveau cours débute après la rupture de Bettelheim avec les héritiers de Mao. En 1978, dans *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsétoung* (Maspéro), il déplore l'abandon par la nouvelle direction chinoise de la voie tracée par Mao lors de la Révolution culturelle et dénonce comme révisionniste la nouvelle orientation. Mais, si la Chine maoïste garde pour lui sa valeur de "contre-modèle", l'esprit du temps va reléguer bien loin tout débat à ce sujet. Dès novembre 1977, Althusser lance en effet son cri de soulagement : "Enfin la crise du marxisme !" qui marque le lancement officiel de la campagne sur le même thème et qui va provoquer une refonte des courants "marxistes" dits radicaux. Evidemment la "crise du marxisme" va à l'encontre du "marxisme vivant" de Bettelheim. Son interview à la revue *Communisme* intitulé "Sur le marxisme et le léninisme" (n° 27-28 de mars-juin 1977) ne souffle mot de cette fameuse "crise" qui allait pourtant quelques mois plus tard s'imposer au public marxisant avec la force d'une évidence mathématique et balayer un siècle de certitude. Bettelheim apparaît en dehors du coup. Il faut attendre un article du Monde du 29 avril 1980, intitulé "Marx et le moment actuel" pour connaître enfin son opinion sur ce grave problème. Surprenant paradoxe, il affirme : "... il est faux de parler de crise du marxisme...", mais il ajoute aussitôt : "... car 'le' marxisme n'existe pas".

S'agissant de la "crise du marxisme", Bettelheim décide donc de prendre ses distances vis-à-vis du tintamarre que produit son exploitation littéraire (y compris d'ailleurs dans les livres publiés dans la nouvelle collection qu'il dirige aux éditions *Le Sycomore* dès le début de l'année 1980 sous le titre prémonitoire de "Contradictions"). Sa

discrétion ne vient pas d'un quelconque désaccord avec les thèmes agités par la "crise du marxisme". Il semble cependant désireux, d'une part, de ne pas rejouer une troisième fois le coup du "marxisme critique" ou "vivant" et donc de franchir un pas nouveau, et, d'autre part, de conserver malgré tout la couverture de Marx que les disciples les plus empressés de la "crise du marxisme" ont tendance à jeter maladroitement au feu. C'est cette tactique qui explique le relatif effacement de Bettelheim aux premiers temps du lancement de la "crise du marxisme". En rompant son silence, il montre à ceux qui le suivent le positionnement exact qu'ils doivent veiller à conserver sur le "front idéologique". Comme il le dit dans l'article cité, il ne s'agit pas de "fonder un nouveau marxisme" mais de "contribuer à entrer réellement (sous-entendu: ceux qui ont prétendu le faire avant nous se sont tous égarés) dans la voie, ouverte par Marx, du développement de la connaissance scientifique et critique des transformations sociales et de leurs exigences, afin d'aider le plus possible les hommes à faire leur propre histoire en connaissance de cause (sous-entendu: nous sommes les détenteurs de la théorie du véritable changement social mais nous ne voulons pas nous ériger en dirigeants du mouvement social...)." La position que Bettelheim veut tenir est donc la suivante: critiquer le socialisme édifié dans l'URSS de Lénine et Staline comme une peste et traiter le marxisme en chien crevé, tout en se réclamant de Marx; s'afficher comme un partisan des "transformations sociales" tout en rejetant farouchement le socialisme authentique, marxiste-léniniste. Cette position est la position éternelle des sociaux-démocrates, des conciliateurs de toutes nuances. C'était la position des Bernstein et Kautsky envers la Révolution russe, il y a plus de soixante ans. Autant dire qu'elle n'a, par elle-même, rien de nouveau. La nouveauté vient de la personnalité de celui qui l'arbore, en l'occurrence le "marxiste critique" ou "nouveau" Bettelheim. Si les sociaux-démocrates ne considèrent plus le marxisme comme une doctrine cohérente mais simplement comme une théorie politique parmi d'autres à laquelle il est utile de se référer sélectivement, cette attitude est moins commune chez les sociaux-démocrates "radicaux" — autrement dit, les socialistes petits-bourgeois — qui se distinguent précisément des premiers par l'affirmation que le marxisme reste la seule doctrine révolutionnaire... à condition qu'elle soit débarrassée des "déviation" telles que le "stalinisme" ou même le "marxisme-léninisme"... La nouvelle version du "marxisme critique" que Bettelheim entend rejouer a donc une originalité : elle laisse encore une place à Marx mais raye le marxisme de la distribution. Le nom de Marx peut être cité, mais sa doctrine est interdite de scène. Voilà le pas nouveau franchi par Bettelheim sous les auspices de la "crise du marxisme" : le socialisme petit-bourgeois y perd presque toute sa substance en embrassant sans réticence les lieux communs du premier social-démocrate venu — fût-il même au sommet de l'Etat capitaliste ! *[Pour les "marxistes" du style Bettelheim, se référer à Marx tout en niant que le marxisme existe est bien une nouveauté. Pour l'université bourgeoise, c'est une profession de foi. Ainsi la "marxologie" prétend-elle interpréter Marx en dehors de toute déviation politique qu'elle identifie par les "ismes". Les adeptes de cette interprétation hautement fidèle de Marx ne s'appellent pas "marxistes" et ils ne sauraient encore moins "l'être. Ils se nomment "marxologues" et sont résolument "marxiens". Leur chef de file est Maximilien Rubel, éditeur de Marx chez Gallimard, et leur revue s'appelle Economies et Sociétés (les pluriels signifiant sans doute leur indéfectible attachement au "pluralisme"). Ces Messieurs mettent leur point d'honneur à opposer les "conceptions de Marx" au "socialisme réel" avec une subtilité idéologique digne de la guerre froide. Bettelheim et ses disciples flirtent désormais avec ces collègues à jamais retrouvés, dont ils reconnaissent le "sérieux" des travaux.]*

On a vu que ce dernier virage de Bettelheim l'a conduit dans les bras de la "soviétologie". (Décidément, beaucoup de bras s'ouvrent sur la route de la "crise du marxisme" !) Plus question dorénavant de s'escrimer à trouver des différences entre le dialecticien Lénine, révolutionnaire honnêtement fourvoyé mais prêt à rectifier ses erreurs, et le métaphysicien lourdaud et simpliste Staline, outil oriental d'une contre-révolution bourgeoise sournoise. C'est la Révolution d'Octobre qui se trouve en bloc condamnée comme "capitaliste" — et, a fortiori, les dirigeants bolcheviks et leur idéologie marxiste-léniniste. Ce point d'aboutissement de l'évolution intellectuelle du professeur Bettelheim révèle la signification profonde de l'antistalinisme, levier permanent de sa carrière d'idéologue. En quarante ans, celle-ci a connu trois grands zigzags, de "gauche" à droite, suivant un mouvement de balancier dont l'amplitude s'est accrue constamment. La position de départ et l'impulsion initiale ont été respectivement le "marxisme critique" et le trotskysme. Le premier mouvement de balancier a mené au khrouchtchévisme et à l'adhésion théorique au révisionisme moderne. Le balancier est venu ensuite se porter à gauche de la position de départ, attiré qu'il fut par l'aimant du maoïsme. Enfin, il est reparti en sens inverse, plus à droite qu'au temps de Khrouchtchev. C'est la position qu'il occupe aujourd'hui. Il y a fort à parier qu'emporté par son mouvement et libéré de son point d'attache (le "marxisme"), le balancier ne poursuive sa trajectoire à droite, sans retenue, ni retour à gauche. Le dernier zigzag de l'antistalinien Bettelheim possède une ampleur qui s'explique aussi — en plus de l'impulsion provoquée par la "crise du marxisme" — par l'importance des "découvertes théoriques" du professeur. Ce sont donc les entrailles du théoricien que nous allons sonder maintenant.

LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN EST INVINCIBLE

Pour bien comprendre les événements qui ensanglantent le Proche-Orient, il est indispensable de relier le présent aux événements passés qui ont secoué la région depuis que les grandes puissances y ont enfoncé leurs griffes. Cet impératif s'impose d'autant plus qu'on cherche à faire ressortir de prétendus caractères "nouveaux" de la situation, comme la politique de terreur de l'Etat d'Israël, alors que celle-ci marqua de son sceau le mouvement sioniste depuis son origine, ou comme l'apparition d'un mouvement national palestinien, alors que celui-ci prit son essor sous le joug de l'impérialisme britannique. La Palestine ne fut jamais cette "terre sans peuple" décrite par les sionistes !

Tout en prenant position sur certaines questions récentes, cet article tente donc d'en éclairer le sens par quelques retours en arrière qui ne paraissent pas inutiles.

Les difficultés temporaires que traverse la révolution palestinienne ne peuvent masquer les atouts considérables qu'elle a en main après son héroïque résistance au Liban, ni dissimuler les faiblesses qui rongent les positions de l'impérialisme et du sionisme dans la région. Il ne fait aucun doute, par exemple, que l'invasion du Liban est, en partie, une réponse aux difficultés que les troupes d'occupation israéliennes connaissent en Cisjordanie. D'autre part, comme après la révolution irakienne de 1958, le contrôle du Liban est aujourd'hui nécessaire à l'impérialisme pour faire face à l'essor des mouvements nationalistes dans les pays arabes et en Iran.

Il est évident qu'après son départ de Beyrouth, la Résistance palestinienne subit des pressions énormes. Les grandes puissances veulent bien considérer l'OLP comme un interlocuteur sous deux conditions: qu'elle abandonne la lutte armée et qu'elle reconnaisse l'Etat d'Israël.

Pour rendre ces pressions plus efficaces, certains, comme la France, proposent leurs "bons offices" et intercèdent pour les palestiniens.

Les Etats-Unis de leur côté font miroiter leur proposition de favoriser la création d'une "entité palestinienne" en Cisjordanie. Ils veulent transformer l'"OLP armée" en une "OLP politique" qui participerait à des négociations de type Camp David.

Le peuple palestinien sait qu'il n'obtiendra rien de positif et de durable sans la lutte armée, il sait d'expérience que seuls la voie de la lutte armée et l'héroïque combat des fedayins lui ont permis de relever la tête et d'affirmer à la face du monde son droit inaliénable à reconquérir sa patrie. Aujourd'hui, certains lui proposent de déposer les armes et de reconnaître l'Etat d'Israël. Mitterrand a encore déclaré (dans son intervention télévisée du 17 août 1982) : "J'ai toujours dit que la reconnaissance de l'OLP comme organisation représentative du peuple palestinien était soumise à certaines conditions. (...) Si l'OLP n'adopte pas une solution politique de négociation autour de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, si elle n'enlève pas de sa tête cette obsession de la destruction de l'Etat d'Israël qui figure encore dans certains de ses textes, il ne sera pas possible de régler ce problème".

Mais ce même Mitterrand, a-t-il donc posé une quelconque condition à la reconnaissance d'Israël par la France, ou à son amitié avec les sionistes ? A-t-il demandé à Israël d'abandonner la voie de l'agression armée et du terrorisme qui fut sa ligne de conduite de 1947 à nos jours ? A-t-il supplié Israël de reconnaître l'OLP, ou même tout simplement l'existence du peuple palestinien ?

Le cynisme de l'impérialisme éclate dans cette demande formulée à un peuple massacré, torturé, chassé de sa terre, expulsé des pays voisins de sa patrie occupée. Du fond de ses camps de réfugiés qu'on n'hésite pas à raser à l'occasion, ce peuple devrait reconnaître l'existence d'un ennemi qui ne cache pas de son côté ses intentions de génocide ! Yasser Arafat l'a rappelé à Beyrouth en août dernier: "La question qui se pose aujourd'hui plus que jamais est notre droit à l'existence et à l'autodétermination".

L'arrogance de l'impérialisme atteint son comble lorsqu'il exige des concessions de la part d'une organisation qu'il s'efforce par ailleurs de détruire, d'un peuple qu'il cherche à anéantir.

Nous disons "l'impérialisme" en général, car ici le jeu des grandes puissances, malgré quelques contradictions, poursuit le même objectif. Cette fois encore, Israël ne pouvait agir sans le soutien, l'accord et les "conseils" des Etats-Unis. Le seul problème de l'impérialisme américain, comme autrefois celui des Britanniques, est de maintenir leur double jeu en direction des pays arabes. Il va de soi que les étendues si vastes, riches et stratégiques du monde arabe comptent plus pour les Yankees que les oranges de Jaffa. L'objectif des Etats-Unis est de "neutraliser" les pays arabes les uns après les autres en leur demandant de faire des concessions réelles (comme l'Egypte dut en faire à Camp David) en échange de concessions verbales, en attendant d'eux qu'ils baissent la garde devant un ennemi dont un des représentants, le général Sharon, déclarait en décembre 1981 : "Dans les années qui viennent, la sphère des intérêts stratégiques d'Israël ne s'étend pas seulement aux pays arabes de la Méditerranée, mais à tout le Proche-Orient et elle doit s'étendre à l'Iran, au Pakistan, au Golfe, à l'Afrique et à la Turquie."

Reagan sort de sa manche la carte de l'"entité palestinienne" en Cisjordanie, rêvant d'en faire un vaste camp de réfugiés informe annexé à la Jordanie. Comme dans une pièce bien réglée, le "prix Nobel de la paix" Begin semble s'émouvoir et rappelle avec colère les droits d'Eretz Israël sur "la Judée et la Samarie". L'impérialisme peut utiliser cette carte pour montrer aux masses arabes sa "bonne volonté" et permettre aux dirigeants arabes de justifier leur passivité aux yeux de leurs peuples.

De l'autre côté, l'Union soviétique s'est contentée d'épisodiques condamnations verbales de l'agression israélienne. On peut être certain que la passivité de l'URSS résulte d'un marchandage avec les Etats-Unis. Sur quoi porte-t-il ? Il est peut-être trop tôt pour le savoir. Très certainement sur un partage du Liban, en tant qu'élément de tractations plus vastes englobant tout le Proche-Orient et le Sud du continent asiatique. En échange d'une présence américaine au Liban, l'URSS a pu réclamer d'avoir les mains libres en Afghanistan, où la résistance armée du peuple se développe avec succès. Le Liban et l'Afghanistan prennent en tenaille trois pays qui posent des problèmes aux deux superpuissances : la Syrie et l'Iran, qui sont aujourd'hui des alliés, et l'Irak dont l'avenir est incertain. Ce n'est donc certainement pas un hasard si les troupes soviétiques ont envahi l'Afghanistan hier et si les soldats américains s'affichent au Liban aujourd'hui.

Nous pouvons risquer une autre hypothèse, complémentaire. Dans le marchandage, la disparition de l'OLP devait jouer un rôle central. Or, ici, le plan impérialiste a échoué. L'OLP gêne tout le monde, aussi bien les grandes puissances que certains dirigeants arabes. L'OLP gêne parce que, organisant la vie et la lutte du peuple palestinien, donnant à ce peuple pourchassé et déporté les bases sociales, politiques et militaires d'une identité nationale que nul ne peut plus nier, elle empêche tout succès militaire d'Israël de déboucher sur une victoire politique, elle perturbe le jeu des tractations avec les pays arabes, elle symbolise aux yeux des peuples arabes leur propre avenir de lutte courageuse et conséquente contre l'impérialisme et le sionisme.

L'OLP devait donc disparaître, tous étaient au courant de la mission de l'armée israélienne. Comment expliquer autrement l'étrange silence qui a entouré l'agression israélienne après le 6 juin ? Tous attendaient que Sharon termine sa sinistre besogne. Mais la résistance farouche des combattants palestiniens l'en empêcha. Une fois de plus l'OLP faussait le jeu, infligeant de lourdes pertes à la puissante armée sioniste, ce qui devait entraîner un essor du mouvement anti-guerre en Israël même. Par sa lutte héroïque, l'OLP a conquis un prestige immense. Nous saluons ici la mémoire des martyrs de la cause palestinienne, ces héroïques fedayins qui par leur détermination, leur courage, leur noble idéal, montrent la voie à tous les révolutionnaires et à tous les anti-impérialistes. Le sang versé ne le sera pas en vain. Nous nous inclinons également devant la mémoire des vaillants représentants de l'OLP en France tombés sous les balles sionistes : Mahmoud El Hamchari le 8 décembre 1973 ; Mahmoud Saleh le 3 janvier 1977, Ezzedine Kalak et Adnan Hammad le 3 août 1978, Fadel Al Dani le 23 juillet dernier. Un jour le peuple de France les vengera, et ceux qui ont laissé ces crimes se perpétrer devront les expier.

L'ENJEU LIBANAIS

L'Etat libanais fut toujours une sorte de fiction destinée à couvrir les divers trafics et marchandages des impérialistes dans la région. Après que les troupes du général Gouraud eurent débarqué dans la région en 1920, l'impérialisme français créa un pays artificiel en détachant le Petit Liban (à majorité chrétienne maronite) de la Grande Syrie et en lui adjoignant quatre départements de cette dernière pour en faire "l'Etat du Grand Liban", où les maronites devinrent la minorité la plus importante. Quand le Liban devint indépendant en 1943, la confessionnalisation fut officialisée. Ce système, mis en place par l'impérialisme français pour perpétuer les divisions religieuses et dévoyer le mouvement national et la lutte de classe, consiste à partager les postes de l'appareil d'Etat selon des quotas par religion. Le Parlement est ainsi divisé entre les maronites, les musulmans sunnites et chiites, les grecs orthodoxes et catholiques, les druzes, les arméniens orthodoxes et catholiques, et les protestants. Le président de la République est toujours un maronite, celui du Conseil des ministres un sunnite, celui de la Chambre des députés un chiite, etc. Ainsi, les chefs traditionnels sont élus non pas sur un programme politique mais sur la base de leur appartenance familiale et confessionnelle. Telle est l'oeuvre de la "démocratie libanaise" mise en place par la France dans le cadre de sa traditionnelle mission de "protectrice des chrétiens d'Orient". Ce système laisse la porte ouverte à toutes les entreprises "fratricides" permettant à l'impérialisme de manoeuvrer à son aise, comme ce fut le cas en 1958 et en 1976. En 1958, les forces populaires libanaises entamèrent un combat, qui pouvait se transformer en véritable révolution, contre le président Camille Chamoun. Ce dernier suivait une ligne pro-américaine, soutenant les Etats-Unis dans leur politique particulièrement active depuis leur agression de 1956 contre l'Egypte. Mais, à la grande surprise des impérialistes, c'est en Irak que la révolution éclata le 14 juillet 1958. La révolution irakienne enlevait à l'empire britannique son dernier bastion au Proche-Orient et portait un coup mortel au Pacte de Bagdad, qui fut dénoncé par le nouveau gouvernement du général Kassem. *[Le Pacte de Bagdad fut signé au début de 1955 entre la Turquie, l'Irak et le Royaume-Uni. Le Pakistan et l'Iran adhèrent à la fin de l'année. Considéré comme l'aile orientale du Pacte atlantique, il était manifestement dirigé contre l'URSS, mais aussi contre l'Egypte nassérienne.]*

Eisenhower et Foster Dulles ne purent supporter un tel revers. Ils "conseillèrent" à Chamoun de faire appel aux Etats-Unis pour "rétablir l'ordre" au Liban. Dix mille soldats américains débarquèrent dans les environs de Beyrouth, alors que deux mille cinq cents parachutistes britanniques prenaient pied en Jordanie. Sur l'ordre des Etats-Unis, le premier ministre turc Menderès mobilisa ses troupes sur la frontière irakienne. Devant le mouvement populaire et les mises en garde de l'URSS, les troupes américaines ne purent pénétrer en Irak. Au Liban, les impérialistes avaient immédiatement cherché à donner à la guerre civile le tour d'une lutte confessionnelle entre chrétiens et musulmans. Sous la pression américaine, un compromis fut imposé, Rachid Karamé et Pierre Gemayel se retrouvant dans un gouvernement de "réconciliation nationale". Il est possible qu'en déclenchant en 1976 la guerre civile, les kataëbs de Gemayel cherchaient à rééditer le coup de 1958 pour rendre possible une intervention étrangère au Liban. Il fallut six années troubles pour en arriver là.

Le départ des Palestiniens représentait l'objectif principal de Pierre Gemayel et de toute la réaction libanaise, celui que leur avaient fixé les sionistes et les Etats-Unis. Le 1^{er} mars 1975, à Saïda, l'armée libanaise réprime dans le sang une manifestation de pêcheurs portant sur des revendications économiques. Tout le Liban s'embrase pour protester contre la répression de l'armée. Cette force en perpétuelle décomposition était stigmatisée ainsi par les manifestants :

"Où sont passés tes officiers, ô armée libanaise ?

Ils se saoulent à Hamra.

Contre qui cette armée est-elle puissante ?

Contre les étudiants, les ouvriers et les paysans.

En face de qui cette armée est-elle lâche ?

En face d'Israël, en face d'Israël !"

Le 4 mars, les partis de droite organisent leurs propres défilés pour soutenir la soldatesque libanaise. Le 13 avril, des phalangistes (qui venaient d'assister à une messe en présence de P. Gemayel et de l'ex-président Chamoun — on se retrouve !) mitraillent un autobus transportant des femmes et des enfants palestiniens du camp de Tall El Zaatar : vingt-sept sont tués. La riposte populaire, englobant les progressistes libanais et les combattants palestiniens, dépasse tout ce que la droite pouvait imaginer. Les phalangistes durent reculer. Mais c'était pour mieux se préparer à lancer de nouvelles attaques criminelles. Des milliers d'entre eux furent entraînés dans des camps par les sionistes et les américains et ils relancèrent leurs actions en septembre, de la même manière sauvage, par l'exécution de treize otages musulmans sur la route de Tripoli. Le Liban allait connaître six années de combats jusqu'à l'invasion des troupes sionistes le 6 juin 1982.

La présence palestinienne posait un double et redoutable problème à Israël. Le Liban servait bien sûr de base politique et militaire pour organiser la lutte en Palestine occupée. Mais, en outre, l'alliance des Palestiniens avec les forces progressistes libanaises contrecarrait les plans américano-sionistes, car ni les phalanges, ni l'armée, ni l'Etat pourri du Liban ne pouvaient venir à bout de cette alliance.

Avant l'agression brutale du 6 juin, les israéliens avaient de longue date adopté une politique de terreur pour résoudre ce problème. L'attaque de l'aéroport de Beyrouth le 28 décembre 1968, l'invasion du Sud Liban en mai 1970 puis en février 1972, l'assassinat par un commando venu d'Israël de quatre chefs palestiniens à Beyrouth le 10 avril 1973, l'encadrement (révélé par Sharon) des phalanges lors de la destruction du camp palestinien de Tall El Zaatar, qui fit des milliers de victimes le 12 août 1976, l'invasion de mars 1978, autant d'étapes dans la voie du contrôle total du Liban par Israël.

Actuellement, les troupes sionistes agissent au Liban comme si elles se préparaient à une occupation durable. Le Sud du pays est en particulier livré au petit fantoche Haddad, alors que l'administration israélienne s'y implante comme en territoire annexé. De son côté, Aminé Gemayel qui tente de tirer son épingle du jeu s'est empressé de rendre visite à Reagan après son élection et d'aller remercier Mitterrand qui a fourni quelques figurants dans les derniers événements.

Les troupes françaises font en effet au Liban la plus sale besogne pour le compte des américains. Après une sortie précipitée pour permettre aux sionistes d'organiser les massacres de Sabra et de Chatila, les parachutistes français sont revenus faire le ménage, livrant à Gemayel les militants progressistes, organisant les rafles et fouillant les maisons comme il y a vingt ans en Algérie. On sent là toute la nostalgie de Mitterrand, dont les vieux rêves colonialistes ont été déçus, en même temps que toute la pourriture de la social-démocratie toujours prête à se vendre, servile dans l'âme, trouvant sa grandeur dans sa capacité à faire le lit de la réaction et du fascisme, cette social-démocratie qui a combattu hier les républicains espagnols, les communistes français, les patriotes algériens et livré l'Espagne à Franco, la France à Pétain et l'Algérie aux factieux.

TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN !

INDEPENDANCE POUR LES PEUPLES LIBANAIS ET PALESTINIEN !

LE MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEN ET SA LUTTE CONTRE LE PARTAGE DE LA PALESTINE

Sur cette question si brûlante du partage de la Palestine, de l'existence de deux Etats séparés, juif et palestinien, il est, là encore, indispensable de considérer l'histoire récente.

En effet, la création d'un Etat unique, d'une Palestine indépendante, démocratique, non confessionnelle, où chrétiens, musulmans et juifs jouiraient de droits égaux, ne représente pas un objectif nouveau. Depuis les années 30, cette revendication se présente comme la solution de la question nationale palestinienne avec son caractère spécifique provenant de la présence d'une communauté juive sur le territoire de la Palestine.

On peut déceler dans les grandes luttes qui ont secoué la Palestine de 1935 à 1939 la trace de tous les développements futurs de la question palestinienne : la formation d'un mouvement autonome de libération de la Palestine et l'organisation de la lutte armée, l'utilisation des forces réactionnaires arabes pour prendre la direction de ce mouvement, le double jeu "pro-sioniste" et "pro-arabe" des Anglais, leur politique de terreur et d'excitation à la haine entre juifs et arabes, les contradictions entre le sionisme et l'impérialisme britannique, enfin, la mise en avant de la solution impérialiste, la partition, et la revendication palestinienne d'un Etat unique judéo-arabe indépendant et démocratique.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la minorité juive sous l'influence sioniste représentait un instrument aux mains des Britanniques pour lutter contre le mouvement de libération palestinien et arabe. Les communistes de Palestine, notamment après le VII^e Congrès de leur Parti, en décembre 1930, s'efforcèrent de favoriser la lutte commune des arabes et des juifs contre l'impérialisme britannique et le sionisme. *[Dans les premières années qui ont suivi sa création en 1923, le Parti communiste de Palestine acquit une influence surtout au sein de l'immigration juive. Tout en reconnaissant l'activité révolutionnaire du P.C. de Palestine, la III^e Internationale (voir le texte en annexe) mit en évidence (dans la Lettre ouverte du Comité exécutif de l'I.C. à tous les membres du Parti, du 26 octobre 1930) la nécessité de renforcer son influence parmi les masses ouvrières et paysannes arabes et de bien comprendre l'importance de la question nationale en Palestine. Mais cette transformation révolutionnaire ne put s'imposer longtemps et, en 1943, le P.C. se scinda en un P.C. juif (le Parti communiste palestinien) et un P.C. arabe (la Ligue de Libération nationale).]* Les forces réactionnaires craignaient plus que tout cette fraternité de lutte entre juifs et arabes. C'est pourquoi elles ont toujours réprimé les révolutionnaires juifs et arabes, comme elles ont attisé la haine entre les deux communautés. Les Anglais ont sans cesse cherché à saper le mouvement d'émancipation arabe en le détournant contre les juifs, utilisant les services des féodaux et des bourgeois réactionnaires arabes. En même temps, ils réprimaient sauvagement, avec l'aide des colons sionistes, les révoltes du peuple palestinien, s'acharnant contre les militants communistes et révolutionnaires juifs et arabes, les torturant et les déportant en masse, comme par exemple après le soulèvement populaire de Nablies en août 1931.

Malgré cette situation complexe et souvent confuse, le mouvement national palestinien put se développer, se donner des chefs révolutionnaires et organiser la lutte armée en tant que seule voie pour arracher l'indépendance et la liberté. Ce mouvement culmina avec la grande révolte des années 1936-1939. Un imam, Ezzadine Al Kassam avait fondé une organisation secrète pour préparer la lutte armée contre l'impérialisme britannique. En novembre 1935, il est tué par les Anglais alors qu'il avait déclenché avec un groupe d'ouvriers les premières actions armées dans la région de Haïfa. Ses obsèques donnèrent lieu à une grande manifestation révolutionnaire. En avril 1936, le mouvement reprend avec la création, le 5 avril, d'un Comité suprême arabe qui rassemble tous les partis, y compris les chefs traditionnels. Le Comité décide une grève de trois jours et demande dans une lettre au gouvernement britannique l'arrêt de l'immigration juive, l'interdiction de la vente des terres aux juifs et la création d'un gouvernement national palestinien.

Les Britanniques ayant repoussé ces demandes, la grève générale est décidée: elle durera cent soixante-dix jours. De nombreux groupes armés entrent en action un peu partout en Palestine. Sur les conseils de Churchill, alors ministre des colonies, l'Angleterre doit porter à vingt mille hommes l'effectif de son corps expéditionnaire. Mais le Comité suprême arabe, dominé par les grandes familles et dirigé par le Grand Mufti de Jérusalem, Hadj Amin El Husseini, céda aux interventions de l'Arabie saoudite, de la TransJordanie et de l'Irak, qui appelaient à cesser la grève et à "faire confiance aux bonnes intentions de notre amie la Grande-Bretagne". En septembre, les Britanniques décrètent la loi martiale, procèdent à des arrestations massives, déportent les combattants aux îles Seychelles. En octobre, la grève doit cesser.

A la fin de 1936, Londres avait envoyé en Palestine une commission présidée par Lord Peel, afin d'étudier la situation et l'origine des troubles. Cette commission mit au point la forme la plus raffinée d'expropriation des Palestiniens que les impérialistes allaient désormais promouvoir : la partition. *[Dans son rapport remis au gouvernement britannique le 7 juillet 1937, la commission Peel proposait la fin du mandat britannique et le partage de la Palestine en trois zones : un Etat juif ; un Etat arabe ; les lieux saints restant sous mandat anglais.]*

Les Arabes (aussi bien le Comité suprême que les délégués irakiens, syriens et transjordaniens réunis dans la Conférence pan-arabe de Bloudan en Syrie) rejetèrent catégoriquement les propositions de la commission Peel, refusant à juste titre que les sionistes arrachent une portion du territoire palestinien. Pour marquer son hostilité à tout projet de partage, le mouvement national palestinien reprend la lutte, lui donnant un caractère insurrectionnel. La réaction des Britanniques est féroce. Le Comité suprême et tous les comités nationaux sont déclarés "associations illégales". La répression, à laquelle des groupes armés sionistes participent, se solde par des milliers de morts, des centaines de déportés.

Le 9 novembre 1938, une nouvelle commission, présidée par Sir John Woodhead, publie un rapport qui expose des variantes des propositions Peel. La ferme opposition des Arabes pousse les Anglais à convoquer une conférence anglo-judéo-arabe à Londres, le 7 février 1939.

Avant l'ouverture de la Conférence, les Arabes et les Palestiniens réaffirment les décisions de la Conférence de Bloudan sur la création d'un Etat palestinien indépendant, garantissant les droits civils et religieux de toutes les communautés vivant en Palestine. Par suite de la pression continue du peuple palestinien en lutte depuis quatre ans, les Anglais durent manœuvrer : la Conférence se termina par un fiasco et marqua un échec pour le mouvement sioniste. Les Arabes s'en tenant fermement aux points suivants :

- Une Palestine indépendante, où la minorité juive, comme tout autre communauté, verra assurée la plénitude de ses droits, puisque les droits individuels et politiques de tout citoyen seront garantis sans distinction de race ou de confession ;
- Suffrage universel et élections selon les principes démocratiques ;
- Octroi aux juifs d'une part proportionnelle dans l'administration gouvernementale ;
- Gouvernement autonome local juif dans tous les districts juifs et assemblées constituées sur la base de la représentation proportionnelle dans les districts mixtes.

Ce plan généreux et juste ne put prévaloir ni avant ni après la Seconde Guerre mondiale. Trop de forces contraires étaient déjà à l'oeuvre pour diviser juifs et arabes et pour organiser l'expropriation des Palestiniens.

La répression avait durement éprouvé les rangs des révolutionnaires palestiniens, donnant aux grandes familles traditionnelles, féodales et bourgeoises, la possibilité de trahir la cause palestinienne : certains militants furent ainsi liquidés par des féodaux arabes. La couche supérieure du mouvement national palestinien était divisée en deux camps : l'un, dominé par le Parti palestinien arabe du Grand Mufti El Hussein, se prononçait pour une indépendance sans compromis, l'autre, dominé par le Parti de la Défense nationale dirigé par la famille Nashashibi, était lié aux Britanniques et préconisait un compromis avec le sionisme (dont elle avait tiré profit par la vente de terres qui bien souvent ne lui appartenaient pas).

Les sionistes surent utiliser cette situation pour prendre la tête de la lutte contre les Britanniques et apparaître, après la publication du dernier "Livre blanc", comme la seule "force anti-impérialiste" dans les années 1942-1947. [*Le "Livre blanc" publié par le gouvernement britannique le 17 mai 1939 marqua le début de la rupture avec les sionistes. Ce document préconisait une limitation de l'immigration juive et manifestait l'hostilité des Anglais à la création d'un Etat juif.*]

Après la guerre, alors qu'à la suite de la défaite nazie l'immigration juive s'était intensifiée en Palestine, la solution de l'Etat unique ne put s'affirmer. Dès 1942, dans le "Programme du Biltmore", les sionistes exprimèrent clairement leur refus de la partition : pour eux, la solution résidait aussi dans un Etat unique mais... uniquement juif, et reposant sur l'expropriation. Du vote de l'ONU, le 29 novembre 1947, en faveur du plan de partage, jusqu'au jour de la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948, les sionistes montrèrent quelle politique ils entendaient suivre dorénavant pour atteindre leurs objectifs expansionnistes : la politique de la terreur et des massacres, la politique de la colonisation et de l'annexion. [*Avant le 14 mai 1948, treize opérations de terreur furent menées par les sionistes contre des villages palestiniens, dont huit hors de la zone réservée aux juifs par le plan de partage de l'ONU. Parmi elles : Deir Yassin.*]

Aujourd'hui, l'impérialisme américain met en avant une nouvelle mouture de la partition sous la forme de la création d'une "entité palestinienne", d'une "région autonome" liée à la Jordanie. Il n'est pas question ici de discuter dans le détail de l'intérêt tactique d'une autonomie palestinienne sur une partie de la Palestine. Il est certain que, sans abandonner leur objectif qui est de conquérir leur patrie, toute leur patrie, les Palestiniens peuvent arracher des concessions qui favorisent une nouvelle impulsion à leur lutte. Mais il paraît peu probable que la situation d'aujourd'hui permette ce genre de concession.

Les accords de Camp David montrent que, en échange de l'abandon de la lutte et de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, les sionistes ne consentent à "donner" que quelques kilomètres carrés, ne retirent que quelques colonies, toutes choses d'ailleurs constamment remises en cause comme le prouvent les récents incidents de Tabah au Sinaï.

Or l'objectif des Américains et des sionistes est d'intégrer les Palestiniens à une nouvelle négociation Camp David et à leur faire accepter l'inacceptable, c'est-à-dire la reconnaissance de la légitimité de l'expropriation dont ils sont victimes depuis plus de trente ans. Précisons à ce sujet que l'acceptation des décisions de l'ONU de 1947-1948, c'est-à-dire l'acceptation de la création de deux états indépendants, juif et arabe, qui peut présenter un intérêt tactique, ne signifie pas reconnaître l'Etat d'Israël, l'état de la terreur et de l'annexion, l'état qui a violé ces mêmes décisions de l'ONU, notamment en 1948 et en 1967. L'occupation de toute la Palestine et la réalisation du Grand Israël ont été et restent le programme fondamental du sionisme depuis le premier jour de son existence. Chaque fois que, par la force, l'Etat d'Israël a agrandi son territoire, ses dirigeants ont précisé qu'il ne s'agissait que d'une étape. [Moshé Dayan déclarait par exemple le 15 juillet 1967 : "La génération de la Guerre des Six jours est arrivée au Canal de Suez, en Jordanie et au Plateau du Golan. Mais ce n'est pas encore la fin. Il y aura de nouvelles lignes de cessez-le-feu autres que celles qui ont été fixées et qui s'étendront à travers la Jordanie, allant peut-être même jusqu'au Liban, jusqu'à la Syrie centrale".] Les sionistes ne lâcheront pied que par force, la Résistance palestinienne l'a bien compris, qui depuis vingt ans a préconisé et suivi la juste voie de la lutte armée.

SIONISME ET ANTISEMITISME

Pour mobiliser les juifs du monde entier derrière leur bannière, les sionistes n'hésitent pas à recourir aux mensonges historiques, aux truquages ethnologiques, mais aussi à l'antisémitisme. Parce qu'il repose sur une haine raciale le sionisme a besoin de l'antisémitisme, il trouve dans cette forme de racisme sa justification dernière et comme sa vérité, son comportement en porte tous les stigmates.

Le racisme anti-arabe des sionistes est connu, évident. Les Arabes de Palestine sont des citoyens inférieurs juridiquement, vivant dans l'humiliation et l'insécurité permanentes. Le Président de la Ligue israélienne des Droits de l'Homme, Israël Shahak, a écrit à ce sujet un excellent ouvrage (*Le racisme de l'Etat d'Israël*, Guy Authier, 1975.) dans lequel il montre que le sionisme, dans son ardeur à distinguer juifs et arabes, représente comme un décalque de l'antisémitisme. Des rabbins sont chargés de retrouver dans la population les gens de "sang juif" et de les ramener de force à "leur" religion. Les familles mixtes ou non juives, ou les juifs déclarés "non juifs" par un tribunal rabbinique sont persécutés. La "loi du retour" n'est pas accordée aux juifs Halashas d'Ethiopie, ni aux Afro-américains convertis au judaïsme. La minutie avec laquelle les autorités sionistes se préoccupent de savoir qui est juif est digne des méthodes nazies.

Le caractère raciste du sionisme provient des conditions historiques qui ont vu naître ce mouvement, dans le monde très chrétien de l'Europe, là où les juifs furent persécutés. Le sionisme répond à l'antisémitisme dans ce sens littéral qu'il allait fournir la réponse à la question : comment se débarrasser des juifs ? Théodor Herzl, qui aimait rappeler : "les antisémites seront nos plus sûrs alliés", caractérisera le sionisme comme une capitulation devant l'antisémitisme. Dans son rapport au XX^e congrès du mouvement sioniste, en 1937, Weizmann ne fait pas une seule allusion à la situation atroce des juifs en Allemagne. Il propose même de fixer le travail principal des sionistes sur les pays d'Europe orientale, puisque d'après lui la situation des juifs d'Europe centrale et occidentale était encore bonne ! Il va jusqu'à déplorer le sort des juifs d'URSS, "perdus" pour la "nation juive". Loin de chercher à soulager la détresse des masses juives, le sionisme l'a par contre utilisée pour servir sa politique colonialiste et pro-impérialiste. Il a semé des illusions parmi les juifs persécutés afin de les détourner de la lutte contre la réaction, y compris contre le nazisme. Les dirigeants du mouvement sioniste ont préféré collaborer avec l'Allemagne hitlérienne pour organiser l'émigration des juifs, allant jusqu'à poursuivre de sordides négociations avec les nazis, même au moment des grandes exterminations.

A la même époque, le sionisme tirait aussi profit de l'antisémitisme des gouvernements occidentaux, qui refoulaient les réfugiés juifs, même ceux libérés des camps hitlériens. Dans le meilleur des cas, ces milliers de réfugiés ne parvenaient à obtenir que des visas temporaires. Le sort des juifs d'origine polonaise fut particulièrement dramatique en 1939, quand la Gestapo les refoula en Pologne. Dans une sorte de no man's land entre la Pologne chrétienne et l'Allemagne nazie, des milliers de réfugiés juifs offrirent une proie facile au sionisme. La seule préoccupation des responsables sionistes était alors de sélectionner les émigrants selon les critères de jeunesse, de formation et de bonne santé. Le sionisme sut toujours se mettre à la disposition des impérialistes, c'est dans ce but qu'il s'arrogea le droit d'utiliser le désarroi, la misère et l'angoisse des juifs persécutés. Dès sa constitution, dès que Herzl lui eut fourni son acte de naissance en 1896, avec L'Etat juif, les grandes puissances manipulèrent le sionisme pour protéger ou étendre leurs zones d'influence au Proche-Orient. Un temps, Guillaume II chercha à jouer la carte sioniste. Les bureaux du mouvement sioniste mondial, alors financé par les banques allemandes Bleishoder et Mendelsohn, s'installèrent à Berlin. En 1898, Herzl rencontra Guillaume II. Les initiatives du Kaiser pour utiliser le sionisme afin d'étendre l'influence allemande au Proche-Orient déclenchèrent la riposte des Anglais avec la fameuse déclaration Balfour. Après que les Anglais eurent pris la bande de Gaza aux Ottomans en avril 1917, Guillaume II tend la main aux sionistes et se déclare en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. Son but était d'empêcher ce pays de tomber sous la coupe des Alliés.

La contre-attaque anglaise est immédiate. Lloyd George demande à son ministre des affaires étrangères, Lord Balfour, d'apporter la caution britannique au sionisme dans une lettre officielle écrite à Lord Rothschild. Dans cette lettre datée du 31 octobre 1917, et pleine d'ambiguïtés, conformément à la manière de l'impérialisme britannique, Balfour indiquait que "le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif". Balfour était un antisémite notoire. En 1905, il mena campagne contre les juifs et, Premier ministre, il fit adopter l'Aliens Act qui interdisait l'entrée de la Grande-Bretagne aux juifs fuyant les pogroms de la Russie tsariste. Le sionisme a toujours trouvé des alliés parmi les pires réactionnaires et fascistes. Les "Phalanges libanaises" qui furent l'instrument d'Israël dans la guerre civile de 1976 au Liban évoquée plus haut furent fondées en 1936 par Pierre Gemayel, à son retour d'Allemagne. Gemayel, qui était aussi un admirateur de Franco (d'où le nom de "phalanges") et de Mussolini, donna d'emblée un contenu et un style fascistes à son organisation.

Pour attiser la haine contre les Arabes et justifier son idéologie, le sionisme sut aussi prendre prétexte de l'influence que l'Italie mussolinienne et l'Allemagne nazie cherchaient à asseoir parmi les arabes, de même qu'il sut utiliser la "haine du juif" que ses propres actions anti-arabes pouvaient faire naître dans les esprits faibles. Les agents fascistes italiens et allemands jouaient d'ailleurs sur les deux tableaux, à l'instar des Britanniques, et entretenaient d'étroits contacts avec les extrémistes sionistes.

Un simple regard sur les chiffres de l'immigration juive en Palestine suffirait à faire comprendre pourquoi les sionistes ont besoin de l'antisémitisme. Avant les années trente, le foyer national juif connaissait en effet les pires difficultés pour assurer le peuplement. Seulement trente-cinq mille juifs immigrèrent entre 1919 et 1923, en provenance de l'URSS, de Pologne et des Pays Baltes. En 1923, le nombre des juifs vivant en Palestine ne dépassait pas celui de 1914. De 1914 à 1931, quatre-vingt neuf mille juifs s'installèrent, mais les départs de Palestine augmentaient : en 1927, l'émigration excéda même l'immigration. Les persécutions nazies permirent à l'Agence juive d'organiser une immigration plus importante alors que les gouvernements occidentaux fermaient leurs frontières aux réfugiés juifs. De 1932 à 1938, l'Allemagne, la Pologne et les pays d'Europe centrale fournirent ainsi 217 000 émigrants. Le sionisme se trouve aujourd'hui devant des difficultés comparables à celles des années vingt. On estime par exemple que 20% seulement des juifs sortant d'Union soviétique se rendent en Israël, et encore nombre d'entre eux n'y font qu'un bref séjour. Les sionistes redoutent de voir l'émigration l'emporter sur l'immigration. Il est clair que dans ces circonstances, le sionisme voit son intérêt dans tout regain de l'antisémitisme. Après les récents attentats meurtriers visant des juifs, en France et en Italie, la propagande sioniste a pratiquement appelé de ses vœux la renaissance de l'antisémitisme, avec une insistance si écoeurante que le lecteur en tirera lui-même les conclusions.

Les révolutionnaires palestiniens ont su éclaircir leurs positions et déjouer tous les pièges pour combattre leurs véritables ennemis. Ils ont dû pour cela repousser les "bons conseils" de certains responsables des pays arabes qui propagent des sentiments de haine contre les juifs. Les révolutionnaires palestiniens considèrent que les juifs, après avoir été persécutés par des européens racistes et nazis, ont été manipulés par d'autres européens racistes et sionistes pour coloniser la Palestine. Le programme politique comme toute l'action de l'OLP sont clairement antiracistes, opposés à l'antisémitisme, et c'est précisément par son côté antiraciste que la révolution palestinienne s'oppose fondamentalement au sionisme. C'est la raison pour laquelle la révolution palestinienne, à l'idéal élevé, contient la solution de la question juive. Le jour où ne serait-ce qu'une forte minorité des juifs d'Israël comprendront cela, ce jour annoncera la fin prochaine du sionisme.

Israël va désormais buter sur des problèmes insurmontables. L'annexion du Golan a créé des oppositions inconciliables avec la Syrie. L'occupation du Liban entraînera l'enlèvement des troupes sionistes, qui ne connaîtront pas plus de repos qu'en Cisjordanie. Les contradictions avec les forces politiques libanaises s'aggraveront, car les sionistes désirent mettre en avant des gens comme Haddad, des fantoches servant à plat ventre les desseins d'Eretz Israël. Mais des Haddad, personne n'en veut au Liban. Les Palestiniens vont renforcer leur capacité de combat, non seulement en Palestine occupée, mais au Liban où les fedayins ont ces derniers temps infligé de lourdes pertes aux troupes sionistes.

Le devoir des communistes marxistes-léninistes est de soutenir sans réserve la lutte du peuple palestinien pour la reconquête de sa patrie occupée. Il est certain que cette lutte sera longue, semée d'embûches, et nécessitera encore de lourds sacrifices. L'extraordinaire capacité d'organisation que le peuple palestinien chassé de sa terre a su déployer malgré sa dispersion, le courage, l'héroïsme, l'abnégation de tous ses combattants et militants, hommes, femmes, enfants, nous encouragent dans notre propre lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, et nous incitent à renforcer notre soutien à la cause palestinienne. Notre place sera toujours aux côtés de nos frères palestiniens, comme ce fut le cas lors des récentes manifestations, à Paris, celle du 22 septembre où nous avons crié notre haine du sionisme et de l'impérialisme devant l'ambassade des assassins, ou celle du 23 devant le siège de l'OLP. Soyons prêts à toute nouvelle initiative, assurés que la lutte du peuple palestinien est invincible.

Novembre 1982

DOCUMENTS

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA PALESTINE

Les deux textes qui suivent sont tirés de La Correspondance Internationale et reflètent les analyses et les positions de la III^e Internationale à propos de la Palestine : Le premier, publié dans *La Correspondance Internationale* n°5, du 21 janvier 1931, est un commentaire des travaux du VII^e Congrès du Parti Communiste de Palestine, congrès important où, pour la première fois, les délégués arabes étaient aussi nombreux que les délégués juifs. Le deuxième est tiré de *La Correspondance Internationale* n°44, du 16 octobre 1937 et analyse la politique des Britanniques et des sionistes après les grandes révoltes palestiniennes de 1936.

LA QUESTION NATIONALE AU VII^e CONGRES DU P.C. DE PALESTINE

par Mustapha Sadi

Le soulèvement arabe d'août 1929 a placé le mouvement révolutionnaire palestinien devant toute une série de problèmes très importants, en premier lieu celui des rapports de la question nationale avec le mouvement d'émancipation révolutionnaire des masses arabes. Le noyau de la question nationale en Palestine consiste dans la position toute particulière de la minorité juive de Palestine. La compréhension insuffisante de cette question et une façon abstraite de la traiter, telles furent sans aucun doute les raisons principales des erreurs commises par le P.C. de Palestine, tant en ce qui concerne le travail parmi les masses que dans ses propres rangs.

En Palestine, comme dans tout pays colonial, la minorité juive, qui est sous l'influence sioniste, joue le rôle d'un agent de l'impérialisme anglais pour la répression du mouvement d'émancipation nationale du peuple arabe. Le sionisme n'est pas seulement un instrument de l'impérialisme anglais, mais une avant-garde devant servir à l'oppression et à l'exploitation des masses arabes.

Le rôle du sionisme peut être prouvé par les faits suivants : 1° Après la défaite de l'impérialisme allemand, l'impérialisme anglais s'installa en Palestine pour utiliser les immigrants juifs dans la lutte contre le mouvement d'émancipation arabe ; 2° Les capitalistes juifs, qui sont à la recherche d'un territoire à eux pour y édifier un Etat indépendant, concentrèrent leurs efforts sur la Palestine et utilisèrent la situation misérable des masses de la population juive, des pays de l'Europe orientale pour réaliser leurs plans avec l'aide de l'impérialisme anglais ; 3° Le processus de la colonisation juive de la Palestine est lié à une expropriation en masse des petits paysans arabes. Jusqu'à présent les sionistes ont réussi à arracher aux arabes plus de 1,25 million de dunams (1 dunam = 1000 m²) et exproprié des milliers de familles paysannes. A leur place, on installe des colonies sionistes. Par là, la lutte contre le sionisme devient la base de la révolution agraire en Palestine ; 4° L'immigration juive en Palestine provoque l'exclusion des ouvriers arabes. Ainsi, grâce aux sommes considérables envoyées par la bourgeoisie juive du monde entier, l'ouvrier juif est privilégié par rapport aux ouvriers arabes. La bourgeoisie juive est intéressée à maintenir cette position privilégiée de l'ouvrier juif pour empêcher toute organisation internationale et approfondir le fossé qui sépare l'ouvrier juif de l'ouvrier arabe. Cependant, la crise économique provoque un processus de différenciation au sein même du mouvement sioniste. Une partie des ouvriers juifs se détournent du sionisme et voient leur propre salut, non plus dans l'Etat sioniste juif, mais dans la lutte contre leur propre, bourgeoisie. Mais il serait aussi faux de considérer le mouvement national arabe comme un tout non différencié. Il s'y produit également un processus de différenciation. Ses éléments féodaux et semi-féodaux se détournent du mouvement d'émancipation nationale et font alliance avec l'impérialisme.

Le passage de la bourgeoisie arabe dans le camp de l'impérialisme a été précipité par le congrès arabe, qui s'est tenu en été 1928. Depuis cette époque, la bourgeoisie arabe s'est efforcée de plus en plus de conclure un compromis avec l'impérialisme britannique. Certes, le Comité exécutif arabe a été obligé après la dernière insurrection, de faire des gestes révolutionnaires et même de proclamer des grèves générales, mais en réalité les chefs arabes n'ont cessé de négocier avec la Grande-Bretagne. La délégation arabe qui était à Londres il y a quelques mois a réussi à conclure un accord avec le gouvernement britannique. S'il n'a pas été publié, c'est que le gouvernement de Macdonald, qui a besoin de la bourgeoisie arabe comme de la bourgeoisie sioniste, n'a pas voulu la discréditer devant les masses. Entre la bourgeoisie arabe et le mouvement révolutionnaire des ouvriers et paysans arabes, il existe un groupe intermédiaire, représenté par le courant révolutionnaire petit-bourgeois d'Hamdi Husseinis. Quoique ce groupe ne puisse être considéré comme nettement révolutionnaire, il représente cependant une force hostile à l'impérialisme, qu'on peut utiliser contre l'impérialisme et le sionisme, contre le féodalisme arabe et la bourgeoisie juive. Ce sont ces considérations qui ont inspiré la résolution adoptée par le VII Congrès du Parti. Mobilisation des ouvriers et des paysans pour la lutte contre l'impérialisme britannique et contre le sionisme, son instrument. Lutte contre la bourgeoisie arabe et son attitude de trahison du mouvement d'émancipation nationale. Favoriser par tous les moyens le processus de la révolution agraire en Palestine. Telles sont les principales tâches qui se posent actuellement devant le Parti communiste de Palestine.

COMMENT RESOUDRE LE PROBLEME PALESTINIEN

par Salim Aboud

Lorsque fut publiée la déclaration Balfour, en 1917, l'impérialisme britannique était parfaitement au courant de toutes les difficultés qu'elle allait susciter. La Grande-Bretagne avait besoin d'un allié fidèle qui l'aiderait à faire obstacle au mouvement croissant de libération nationale du peuple arabe, à raffermir sa position impérialiste dans les pays arabes et à protéger sa route des Indes. Ce fut le sionisme qui s'avéra être cet allié. La Grande-Bretagne dénonça ses promesses antérieures d'indépendance et d'autonomie des Arabes, et publia la déclaration Balfour à l'adresse des chefs sionistes.

Par cette manifestation, l'Angleterre se chargeait de créer en Palestine les conditions nécessaires à l'établissement d'un "Foyer national juif". Depuis vingt ans que dure cette institution du "Foyer national juif", imposé par la contrainte, les dirigeants sionistes, malgré leur démagogie et l'aide bienveillante de la Grande-Bretagne, ne purent arracher aux Arabes plus de 1 250 000 dounam de terres, c'est-à-dire environ un huitième des terres cultivées ou un tiers de toutes les terres fertiles du pays. 5% seulement de la population juive de Palestine furent établis en colons sur ces terres. Dans la question de l'immigration, le succès fut tout aussi relatif. Malgré l'exploitation par des chefs sionistes de toutes les circonstances qu'ils pensaient propres à favoriser l'immigration juive en Palestine, y compris la brutale persécution des juifs en Allemagne, 300 000 personnes seulement vinrent s'établir à demeure en Palestine pendant ces vingt années. Beaucoup de ces nouveaux immigrants gardent d'ailleurs leur ancienne nationalité.

Le côté le plus sombre de ce "Foyer national juif", création de la Grande-Bretagne et des sionistes, c'est son résultat pour le peuple arabe. Plus de 60 000 paysans et fermiers arabes furent chassés de leurs terres occupées par les Juifs.

Cet état de chose provoqua quatre émeutes arabes contre la domination anglaise et le sionisme. La plus importante eut lieu en avril 1936. Cette émeute coïncidant avec de graves événements dans les pays arabes voisins, et dont les fascistes allemands et italiens cherchèrent à profiter, convainquit, par sa durée et ses proportions, la Grande-Bretagne qu'il est impossible de continuer à gouverner le pays par les vieilles méthodes.

Une commission royale fut nommée, avec mission d'enquêter sur les causes de l'émeute et d'élaborer un projet de solution de la question palestinienne. Voici donc ce qu'elle propose : le partage du minuscule pays de Palestine en trois parties : l'une pour les Arabes, l'autre pour les Juifs, la troisième, comprenant Jérusalem, pour la Grande-Bretagne, c'est-à-dire lui restant sous forme de territoire sous mandat, étant bien entendu d'ailleurs que la Grande-Bretagne aurait aussi voix au chapitre dans les deux petits Etats-fantômes juif et arabe.

Le peuple arabe de Palestine repousse le plan de morcellement. Le monde arabe tout entier se solidarise à cet égard avec lui. Les Arabes ne voient pas autre chose dans ce projet qu'une réorganisation, sur de nouvelles bases, de l'impérialisme britannique en Palestine et dans le monde arabe, une recrudescence de vie du sionisme et de nouveaux obstacles dressés contre leur mouvement de libération nationale.

Le projet dépouille le peuple arabe des meilleures terres de Palestine, en particulier celles de la côte, pour y ériger l'Etat juif, condamnant la population de cette région au nomadisme et à l'émigration vers les régions infertiles et montagneuses du centre. Chose étrange pour quiconque sait que les Arabes forment la majorité dans ces territoires.

Non seulement le projet ne diminue en rien l'hostilité actuelle entre Juifs et Arabes en Palestine, mais il la renforce et fournit de nouveaux éléments de désaccord entre l'impérialisme britannique et la nation arabe en Palestine et hors de Palestine, ainsi que l'ont fait voir les derniers événements du monde arabe. De même, il ne pourra que renforcer les intrigues et les complots de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste. Ces Etats s'empresseront d'exploiter le mécontentement des Arabes, pour faire de la Palestine et des pays arabes voisins le théâtre de désordres pouvant causer le plus grand préjudice à la Grande-Bretagne, aux Arabes et aux Juifs, et mettre la paix du monde en danger.

Tout en rejetant le projet de partage, les Arabes présentent des contre-projets constructifs. Ils demandent qu'on mette un terme à la politique impérialiste et coloniale ; que la population palestinienne, aussi bien juive qu'arabe, reçoive les droits démocratiques qu'on lui refuse ; qu'un parlement composé des représentants du peuple soit formé pour légiférer démocratiquement et sans entraves aussi bien au sujet de la répartition des terres et de l'immigration, qu'en toute autre matière, dans l'intérêt de tous les habitants de la Palestine. La question n'est pas davantage pour les Arabes que pour les Juifs de savoir "quelle nation dominera l'autre", bien que la commission royale se soit efforcée de le démontrer, mais "comment les deux nations pourront être amenées à collaborer". Le chemin que les impérialistes et les sionistes ont négligé, c'est celui de la démocratie.

Un autre projet arabe remarquable, c'est celui du prince Mohammed Ali, régent d'Egypte. Soutenu par tous les nationalistes du monde arabe, ce projet, analogue à ceux de deux personnalités influentes et lucides du monde juif, le chef du parti libéral de Grande-Bretagne, Sir Herbert Samuel, premier haut-commissaire britannique en Palestine, et le D^r Magness, ancien recteur de l'Université hébraïque de Jérusalem, prévoit la jonction de la Palestine, de la Syrie et de la TransJordanie sous un gouvernement démocratique unifié. Les Juifs y feront figure de minorité nationale à droits égaux à ceux des autres. La politique des sionistes ne serait pas reconnue.

Un des mérites de ce plan est non seulement de garantir la collaboration et l'amitié entre Juifs et Arabes, mais — on ne saurait trop le reconnaître — d'amoinrir le danger d'une guerre en Méditerranée orientale, de proposer un nouvel Etat favorable à la cause de la paix et de la sécurité mondiale, un nouvel allié des nations démocratiques, France et Angleterre en particulier, dans la lutte contre la guerre et le fascisme.

La Grande-Bretagne n'a accordé nulle attention à ces projets, elle s'est refusée à les prendre sérieusement en considération. Il semble même qu'elle persiste à vouloir réaliser son projet de morcellement, bien que persuadée elle-même que seul l'emploi de la force permettra de le faire. Les récents événements de Palestine démontrent que les Arabes ont commencé à résister sérieusement au projet britannique. Une fois de plus, la Grande-Bretagne vient de montrer qu'au lieu d'agir dans l'intérêt des Arabes et des Juifs, ainsi que de leur collaboration, qu'au lieu de travailler pour la cause de la paix et pour préserver la vie de la jeunesse anglaise, elle ne songe qu'à ses intérêts impérialistes et coloniaux.

Le Congrès de Zurich vient de dévoiler les véritables intentions des dirigeants sionistes. Les éléments représentant véritablement les masses laborieuses juives y ont été réduits au silence. Quant aux opinions qu'il fut permis d'énoncer, elles peuvent se diviser en deux groupes. Le premier acceptait le partage, à condition que l'Etat juif fut agrandi aux dépens des Arabes. Le deuxième repoussait le partage, non pour collaborer à l'action de libération nationale arabe, mais en vue de réaliser le programme maximum du sionisme, à savoir l'occupation de la Palestine et de la TransJordanie.

Les projets arabes sont pratiques et réalisables. Si les chefs sionistes tiennent vraiment à une entente avec les Arabes, comme ils le prétendent, on peut dire avec certitude qu'ils passeront plus tôt qu'il ne semble dans le domaine des réalités.

Le devoir des masses laborieuses juives et des libéraux juifs, notamment en Palestine, est de secouer le joug des dirigeants sionistes, agents de l'impérialisme britannique et d'en venir à une entente directe avec le peuple arabe, à l'unification de la lutte politique du peuple juif avec la lutte du peuple travailleur arabe et le mouvement de libération nationale arabe, sur la base du front populaire, de la démocratie, du parlementarisme, de la liberté syndicale et du pain assuré pour tous. De la sorte, ils contribueront d'ailleurs à la cause du progrès parmi les masses arabes, ils aideront le peuple arabe de Palestine et d'ailleurs à combattre leurs traîtres et réactionnaires, et enfin, ils travailleront pour la sauvegarde de la paix en Palestine, dans les pays arabes et dans le monde entier.

Les travailleurs, les amis de la paix et du progrès, en Grande-Bretagne et dans le reste du monde, ont eux aussi le devoir de soutenir ces projets arabes qui résoudreont la question palestinienne dans l'intérêt des masses laborieuses juives et arabes en vue de leur collaboration amicale et serviront la lutte contre le fascisme juif et arabe en Palestine, ainsi que la cause de la paix au Proche-Orient et dans le monde entier.

LES MARXISTES-LENINISTES ET LES ELECTIONS

LE P.C.F. AU GOUVERNEMENT OU : "TOUTE ORIENTATION ANTICRISE A UNE PORTEE REVOLUTIONNAIRE"

UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE DANS LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME : A PROPOS DU LIVRE D'ENVER HOXHA "LES TITISTES"

DOCUMENT : LE CAMARADE ENVER HOXHA A REÇU L'AMBASSADEUR DE LA R.S. DU VIETNAM (A.T.A.)

LES MARXISTES-LENINISTES ET LES ELECTIONS

Au moment des élections municipales, chacun pouvait dresser le de vingt mois de gouvernement de gauche et constater que la victoire des partis socialiste et révisionniste n'avait rien apporté aux travailleurs sur aucun plan. Dans ces conditions, soutenir les partis de gauche ne peut être que le résultat d'une soumission au chantage qu'ils exercent pour convaincre les travailleurs que "la droite est pire que la gauche". Depuis bien longtemps, la démocratie bourgeoise répand ses illusions en jouant sur l'opposition droite/gauche. Il est remarquable de constater que le nombre de travailleurs qui ne manifestent aucun engouement pour ce jeu illusoire croît sans cesse. Cette "démobilisation" que regrettent les partis de gauche peut résulter du fait que ces partis eux-mêmes prétendent ne chercher qu'à sauver le capitalisme de la crise. Les Jospin, Mermaz et Poperen (frères) l'ont répété comme s'ils étaient atteints de psittacisme : le socialisme n'est pas à l'ordre du jour. Les révisionnistes, qui proclamaient pourtant dans leurs récents congrès l'actualité du socialisme, affirment aujourd'hui gérer les affaires d'un pays capitaliste... puisque la majorité des Français l'a décidé ainsi ! Du côté de l'extrême-gauche, un Lipietz pontifie sur la nécessité de perfectionner les rapports de production capitalistes afin de hâter la venue du socialisme. Tout est clair sur ce point dans les discours de nos politiciens de gauche: l'heure du socialisme n'est pas venue (même par la voie des réformes).

On peut difficilement demander aux ouvriers de se mobiliser pour sauver le capitalisme. Mais l'astuce, si l'on peut dire, des socialistes et des révisionnistes consiste à présenter l'amélioration du sort des travailleurs comme une, ou même la solution à la crise du capitalisme: vieux précepte social-démocrate qui fonde la collaboration de classe. Or les travailleurs ne marquent pas davantage un engouement particulier pour ce "pari économique". Dans le passé il est arrivé que, par suite d'une lutte de classe acharnée, des concessions améliorant la condition ouvrière soient arrachées à la bourgeoisie, concernant la durée du travail, les congés payés, les salaires, le droit syndical... Le gouvernement de gauche prétend situer son action dans la continuité de ces réformes.

Mais de quelles réformes s'agit-il ? Socialistes et révisionnistes ne cachent pas que les capitalistes conservent le "pouvoir économique". Certes ! Dans ce cadre, des réformes peuvent ou bien résulter de concessions arrachées aux capitalistes, ou "bien satisfaire directement les demandes de la bourgeoisie. Les premières peuvent améliorer momentanément la situation des travailleurs et permettre un progrès du mouvement ouvrier, bien qu'elles soient limitées du fait qu'elles ne mettent pas en cause les rapports de production capitalistes. Les secondes représentent une régression, une atteinte à des droits autrefois conquis par la classe ouvrière. Les partis de gauche sont réputés appliquer les premières, les secondes seraient l'apanage de la droite. Afin d'apprécier correctement la situation politique actuelle, et de bien définir sa position à l'égard des partis de gauche, il est nécessaire de savoir à quel type appartiennent les réformes mises en oeuvre depuis mai 1981.

Il est aisé de constater que toutes ces réformes, sous tous leurs aspects, bénéficient directement au grand capital. Nous ne vivons pas une période de montée du mouvement ouvrier et révolutionnaire où la bourgeoisie, pour endiguer la vague, céderait sur certains points. Nous sommes dans une période de reflux et de désarroi, de paralysie du mouvement ouvrier, d'éparpillement du mouvement révolutionnaire — situation que la bourgeoisie met à profit dans l'espoir de casser définitivement les reins au prolétariat, en prévision des jours sombres qui attendent le capitalisme. La gauche est au pouvoir pour accomplir cela et nulle autre chose : c'est pourquoi chacun de ses actes, chacune de ses paroles portent les stigmates de la pire réaction. Nous avons à plusieurs reprises montré dans ces colonnes comment les réformes mises en place par la gauche étaient profondément anti-ouvrières, ménageaient plus de possibilités pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs, de les jeter sur le pavé quand bon leur semblait, d'accroître la part de la plus-value... Seules des luttes très dures, menées dans les difficiles conditions de l'isolement et en opposition aux confédérations syndicales, ont permis à certaines catégories de travailleurs de préserver le pouvoir d'achat de leur salaire. Le chômage n'a pas régressé, bien que des efforts considérables aient été faits pour baisser les statistiques officielles en jetant brutalement hors de l'activité des travailleurs sous prétexte de "pré-retraite" ou de "retraite à 60 ans", ou en enrôlant des centaines de milliers de jeunes chômeurs dans des stages de formation bidon.

Pour financer ce rejet de millions de forces de travail hors de l'activité, on prélève de plus en plus, directement ou non, sur le salaire de ceux qui ont un emploi. Ainsi, par le seul fait du chômage aujourd'hui, les revenus de la masse des travailleurs, qu'ils aient un emploi ou non, qu'ils soient en activité ou en "pré-retraite", ont baissé, jetant dans la pauvreté des centaines de milliers de familles.

Quelle solution miracle préconise la gauche pour faire face à ce drame ? Le "partage du travail", c'est-à-dire la transformation de chaque travailleur en chômeur partiel. Selon le gouvernement socialiste-révisionniste, occuper à plein temps un emploi rémunéré n'est plus un droit, mais un privilège. Cette politique peut-elle être qualifiée autrement que de réactionnaire ? Rien n'a été fait d'autre part pour limiter les licenciements, qui se sont multipliés, y compris dans les secteurs que le programme de la gauche entendait développer, comme les charbonnages. La grande grève récente de Carmaux n'a pu que limiter les dégâts.

Afin de briser la résistance ouvrière, la gauche a excité la haine raciale contre les travailleurs immigrés. Qui trouve-t-on aujourd'hui au pouvoir ? Des membres d'un parti révisionniste qui n'hésite pas à envoyer ses bulldozers contre les Africains, des ministres socialistes (Defferre, Auroux...) qui tiennent des propos ouvertement racistes contre les immigrés. Alors que la police continue à s'illustrer par des agressions et des crimes racistes, le pouvoir socialo-révisionniste l'enrôle pour ficher des millions de "suspects". Une telle politique est-elle autre chose qu'une politique réactionnaire ? L'attaque pour abaisser le salaire a été la plus nette et la plus caractéristique de la période. Une première fois, avec l'ordonnance sur le travail à temps partiel, le gouvernement a cherché à réduire les salaires de 2,5%. Ensuite les salaires ont été bloqués. En 1982, le pouvoir d'achat de la plupart des travailleurs a baissé. Ces attaques continueront, car elles s'inscrivent dans la logique du développement actuel du capitalisme, comme en témoigne le "plan de rigueur" adopté dès le lendemain des élections municipales. Certains attendaient qu'un "progrès social" accompagne les mesures d'austérité : en guise de "mesures sociales", Delors a donné l'assurance que la "rigueur" sera appliquée bien au-delà de cette année.

Le rôle d'un marxiste n'est pas de se lamenter sur le fait que "la gauche fait la politique de la droite", mais de se rappeler et de montrer que la distinction droite/gauche s'efface devant les lois du capitalisme. Depuis des dizaines d'années, les gouvernements bourgeois ont fondé leur politique salariale sur le précepte keynésien de l'indexation des salaires sur les prix. Keynes avait légué ce "secret" comme une sorte de remède miracle à la bourgeoisie : l'augmentation du salaire nominal des ouvriers est possible et peut apparaître comme un "progrès social" dès lors que le taux d'inflation entraîne une stabilité (dans le meilleur des cas) du salaire réel. Cette politique servit de base à la collaboration de classe. Aujourd'hui, dans certains pays, la bourgeoisie en récolte les fruits en faisant accepter aux syndicats une baisse du salaire. En France, cette politique n'a jamais pris une forme aussi pure. Même au moment de la "prospérité économique", la classe ouvrière dut livrer de grandes batailles (les grèves de mai-juin 68 en sont l'exemple le plus éclatant) pour arracher quelques miettes. Depuis une dizaine d'années, le monde capitaliste connaît une crise monétaire permanente, la croissance s'est ralentie, les phases de récession sont plus fréquentes et plus graves, la concurrence est acharnée, les éléments d'une grande crise de surproduction se mettent en place. Le "boom économique" des années 60 est à jamais fini et l'avenir du monde capitaliste est extrêmement sombre. Dans tous les pays capitalistes la situation des travailleurs s'aggrave. Une première offensive a été livrée contre l'emploi dans le milieu des années 70 lorsqu'on a porté atteinte à tous les systèmes de "garantie de l'emploi". En France, cette politique a entraîné l'essor des formes précaires d'emploi (intérim, contrat à durée déterminée, sous-traitance, travail temporaire...), une réglementation plus souple des licenciements, l'accroissement de la surpopulation stagnante. Ce sont des gouvernements de droite qui ont conduit cette politique. De leur côté, les syndicats, en particulier la CGT, ont accepté sans vraiment réagir cette offensive contre l'emploi. La seconde grande offensive porte atteinte aux salaires : elle est aussi menée dans tous les pays capitalistes. En France, c'est un gouvernement de gauche qui conduit cette fois l'assaut contre la classe ouvrière. Lorsque Delors était en 1971 conseiller social d'un premier ministre de droite, il a mis en place les fameux "contrats de progrès" (base de la "nouvelle société" de Chaban-Delmas) qui devaient prévoir une augmentation des salaires nominaux et étaient ouvertement destinés à prévenir le retour d'une explosion sociale comme en 1968. Aujourd'hui, le ministre de l'Economie de gauche, socialiste depuis 1974, prévoit, planifie, programme la baisse des salaires. Le point commun de ces deux politiques consiste à chercher à enrôler les syndicats, hier pour distribuer quelques miettes en pré-déterminant avec eux les augmentations de salaires nominaux, aujourd'hui en programmant les baisses de salaires. Malgré la passivité et le "réalisme" de la CGT, Delors a échoué en 1971, comme il a échoué durant l'été 82 lorsqu'il voulut enrôler les syndicats sous la bannière de l'austérité. Dorénavant, il administre l'austérité par ordonnances, en ayant conscience des limites de sa politique. Pour la bourgeoisie, le risque est grand de voir les travailleurs entrer en lutte en dehors du cadre fixé par les dirigeants syndicalistes — d'où la grande importance du travail que les marxistes-léninistes peuvent faire dans les syndicats dans les conditions actuelles. Tant qu'il ne pourra enrôler les syndicats pour faire accepter une "baisse du salaire direct, le gouvernement cherche à récupérer de la plus-value en augmentant les prélèvements : hausse des cotisations, "emprunt" obligatoire, impôts indirects plus élevés, soins médicaux plus chers et moins remboursés, etc.

Cette politique obéit d'autre part aux pressions exercées par un système capitaliste mondial caractérisé par la domination universelle du dollar, à quoi s'ajoute, au niveau européen, la domination économique de l'Allemagne fédérale. Comme l'a dit Jobert après sa démission : "la France est sous influence étrangère". La domination économique de l'impérialisme américain se fait essentiellement par l'intermédiaire du système monétaire international où le dollar est la monnaie dominante. Les USA tentent donc de maintenir par tous les moyens, même les plus artificiels, un dollar fort. Les mesures monétaires et économiques prises par Reagan, qui ont jeté dans la pauvreté des millions d'Américains, ont entraîné une chute du taux d'inflation et une consolidation du dollar. Les pays européens doivent, bon gré mal gré, s'aligner sur une telle politique, qu'ils soient dirigés par des sociaux-démocrates, des révisionnistes ou des partis de droite. Pour la France, le problème est aggravé du fait que l'essentiel du commerce se fait avec l'Allemagne fédérale où la monnaie est forte et l'inflation faible.

Pour parer au plus pressé, dans le cadre de cette politique à court terme et à courte vue d'où le gouvernement ne peut plus sortir, les seules mesures consistent à prélever sur le pouvoir d'achat pour faire baisser le déficit du commerce extérieur. L'inefficacité de ces mesures pondues par quelques mauvais professeurs en macro-économie a d'ailleurs déjà été prouvée par la seule hausse du dollar, qui en annule presque tous les effets. Le seul résultat sera d'aggraver la baisse du salaire réel. Les politiciens socialistes et révisionnistes sont d'accord sur le fond de leur politique : prélever davantage de plus-value sur le dos des travailleurs. Ils sont par contre très divisés sur les moyens : directement, par le jeu des transferts sociaux, par l'impôt direct, par la TVA ? Ces moyens comportent des risques d'explosion sociale que chacun évalue différemment, d'où les querelles.

Il est certain que la politique d'austérité n'en est qu'à ses balbutiements. Il est tout aussi certain que, dans la classe ouvrière, la révolte gronde. Les travailleurs n'accepteront pas de se sacrifier pour le Capital, ne serait-ce que parce qu'ils savent d'expérience qu'en période de prospérité le Capital ne leur lâche quelques miettes qu'après de longues luttes, dures et pleines de sacrifices — comme dans les années 60. Le temps du "développement pacifique" du capitalisme s'achève. Aujourd'hui, des luttes encore plus âpres s'annoncent, la bourgeoisie le sait, le prolétariat doit s'y préparer.

Dans ces circonstances, les marxistes-léninistes doivent avoir les vues claires.

Or il apparaît que les illusions de la démocratie bourgeoise n'épargnent pas ceux dont la tâche devrait être de les combattre sans faiblesse. C'est ce que l'on constate quand on regarde la position prise par les camarades du PCOF de soutenir la gauche.

Selon nous, cette position résulte de deux erreurs fondamentales, l'une touchant à l'analyse de la situation politique, l'autre à la définition des tâches actuelles des marxistes-léninistes.

Si le PCOF ne va pas jusqu'à dire nettement que les partis de gauche représentent les travailleurs, que ce sont des "partis ouvriers", il ne dit pas non plus que ce sont des partis de la grande bourgeoisie, défendant à 100 % les intérêts du grand capital. Le PCOF laisse entendre que seuls les partis de droite représentent vraiment la bourgeoisie impérialiste. Cette conception s'appuie sur des formules du genre : "la gauche ne tient pas ses promesses" (alors qu'il faudrait expliquer que son programme est d'essence grand-bourgeois), "la gauche a été incapable d'enrayer la crise", "la bourgeoisie mène par le bout du nez les partis de gauche" (comme si la gauche était extérieure à la bourgeoisie)... Le PCOF en tire la conclusion que "la droite est pire que la gauche". Alors que depuis deux ans la politique des partis de gauche est marquée par une tendance à la réaction, que la situation de la classe ouvrière s'est aggravée, le PCOF persiste à affirmer que le retour de la droite au pouvoir constituerait "une avancée de la réaction", "un retour en arrière". Qu'on les prenne dans n'importe quel sens, de telles formules signifient que la gauche au pouvoir représente une "avancée", un "progrès".

Dans ce premier argument justifiant le soutien à la gauche, on retrouve donc certains ingrédients de la propagande révisionniste pour qui la tâche de l'heure est de "barrer la route à la droite".

Le second argument du PCOF prend appui sur la constatation que les travailleurs se feraient des illusions sur la gauche et qu'"une marée rose a envahi jusqu'aux consciences". Mais lorsque les camarades du PCOF prétendent que la gauche représente un "progrès", un "acquis" qu'il faut préserver face à la droite, la marée rose n'a-t-elle pas embrouillé leur propre conscience ? En mai 1981, il était déjà erroné de voir dans la victoire de Mitterrand le résultat d'un mouvement populaire, même limité au plan électoral (cf. l'analyse de L'EMANCIPATION n°2, mai 1981). Les résultats des municipales montrent encore plus clairement qu'une partie importante de l'électorat de gauche (en particulier du PCF) a refusé de voter. Dans certains quartiers populaires, le taux des abstentions a dépassé les 40 %. Qu'est-ce qui peut conduire de centaines de milliers de travailleurs communistes à refuser de voter pour leur parti, "au risque" de faire passer la droite ? Le mot d'ordre : "barrer la route à la droite" n'a pas joué pour eux. Les camarades du PCOF se sont-ils demandé pourquoi ? Appeler à soutenir la gauche, c'est laisser ces travailleuses à l'abandon et leur fermer toute perspective politique.

A ce point intervient le troisième argument : les marxistes-léninistes n'auraient pas d'"alternative crédible" à offrir à ces travailleurs.

Cette autre erreur fondamentale commise par les camarades du PCOF touche à la définition des tâches actuelles du mouvement marxiste-léniniste dans notre pays.

Le PCOF présente sa position électorale de soutien à la gauche comme "une plate-forme minimum" du Parti : abus de langage manifeste. Appeler à voter pour des partis bourgeois n'a jamais et ne peut constituer un "programme minimum" pour un parti communiste, surtout lorsque le soutien à ces partis réactionnaires est consenti "sur la base de leur plate-forme" (éditorial de LA FORGE, n° 84). Prendre une telle position revient à avouer la faillite politique du Parti, son inexistence en tant que Parti d'avant-garde. En effet, que reste-t-il de l'indépendance d'un parti qui d'un côté déclare n'offrir aucune perspective "crédible", et de l'autre apporte un soutien sans condition aux plus grands partis réactionnaires qui, aujourd'hui, dirigent le pays pour le compte de la bourgeoisie impérialiste ?

Selon nous, le PCOF adopte cette attitude proprement suicidaire en raison de sa grande confusion sur les tâches actuelles du mouvement marxiste-léniniste. Même si on ne prend en considération que la tactique électorale du PCOF, on s'aperçoit que cette confusion ne peut permettre la définition d'une juste tactique.

Avant de revenir sur la question de fond, examinons donc la tactique électorale du PCOF.

En général, un parti marxiste participe aux élections en présentant ses propres candidats sur leur propre programme (dit "programme minimum"). La littérature communiste abonde en arguments justifiant cette tactique habituelle des partis marxistes-léninistes. Tous indiquent que le parti doit aussi mener la lutte sur le terrain parlementaire, en la combinant avec les formes extra-parlementaires de lutte. La question peut se poser de boycotter les élections lorsque la situation est révolutionnaire. Lénine a précisé que le boycottage n'est pas tant une "ligne tactique" qu'un "procédé de combat particulier", applicable surtout dans les conditions d'une déclaration de guerre directe au régime bourgeois :

"En dehors d'un ample élan révolutionnaire, en dehors d'une effervescence massive qui déborde partout pour ainsi dire l'ancienne légalité, il ne peut être question d'aucun succès du boycott." ("Contre le boycottage", 1907, Oeuvres, t.13, p.20.)

Le boycott doit être actif et servir à briser le parlement et la légalité bourgeoise. Un boycott passif n'aurait aucun sens politique pas plus que l'abstention qui est dépourvue de tout contenu révolutionnaire, selon la vigoureuse formule de Lénine :

"La façon dont nous posons le boycottage n'a rien de commun avec celle dépourvue de tout contenu révolutionnaire des libéraux et des philistins médiocres : s'abstenir ou ne pas s'abstenir." (Id., p. 41.)

Le mouvement marxiste-léniniste français a pourtant pris l'habitude de poser la question dans ces termes en quelque sorte apolitiques, malgré la très riche expérience du Parti bolchevik, si souvent commentée par Lénine.

Pour le PC(b)US, le boycott fut l'exception : il fut appliqué en 1905 pour empêcher l'élection de la Douma de Boulyguine. Dans toutes les autres occasions, (exception faite de la 1^{ère} Douma, qui n'exista guère plus de deux mois et dont le boycott fut un échec, une erreur, ou plutôt une "impasse" selon Lénine), le PC(b), présenta ses propres candidats : à la 2^{ème} Douma en 1906, à la 3^{ème} en 1907 et, en 1912, à la 4^{ème} Douma, d'où devait sortir le gouvernement de Kerenski en février 1917.

Lénine met "délibérément en rapport le boycottage actif et l'insurrection armée". Le boycott n'est pas un simple refus passif de participer, c'est un moyen de monter à l'assaut de l'ancien régime, dans les moments d'essor du mouvement révolutionnaire. Il est une forme de lutte illégale,

"qui n'apparaît pas seulement dans les appels ou les mots d'ordre des organisations, mais dans certains mouvements des masses populaires qui enfreignent systématiquement les lois de l'ancien pouvoir et créent de nouvelles institutions non légales mais ayant une existence réelle." (Id., pp. 19-20.)

En 1905, pour tenter d'éteindre la lutte révolutionnaire, le tsar chercha à l'orienter dans la voie d'une constitution monarchique. Le boycott devait fermer cette voie, en empêchant la naissance d'une nouvelle institution destinée à briser la révolution. A ce propos, Lénine développe un argument important en soulignant que le boycott se justifiait aussi parce que la tentative de créer en Russie des institutions constitutionnelles, même monarchiques, rencontra un grand écho dans le peuple en 1905 et 1906. Le Parti bolchevik devait donc se battre ouvertement contre de telles institutions, ce qu'il fit avec succès. Après 1907, en période de reflux du mouvement révolutionnaire,

"ce n'est pas l'engouement pour le premier "parlement" qui constitue le trait caractéristique du moment, ce n'est pas la foi dans la Douma, c'est le manque de foi dans la montée du mouvement." (Id., p.43.)

Dans ces circonstances, le parti participe aux élections pour développer une agitation utile au sein des institutions représentatives.

En France, ces institutions sont usées jusqu'à la corde. De nos jours, le prolétariat n'attend rien de prétendues réformes votées par le parlement ou les conseils municipaux. Laisser entendre qu'un parlement de gauche pourrait améliorer le sort des travailleurs est irrecevable. Le parlement est aujourd'hui déconsidéré par ceux-là mêmes, socialistes et révisionnistes, qui voulaient en faire le centre du système démocratique. Il ne se réunit plus guère que pour voter les pleins pouvoirs (l'habilitation), c'est-à-dire pour montrer à la face du monde qu'il se dessaisit de ses maigres prérogatives.

Prétendre que le prolétariat manifeste un quelconque engouement pour le parlement, c'est de la myopie. Par contre, nous trouvons bien dans la classe ouvrière ce manque de foi dans la montée du mouvement, ce manque de confiance dans ses propres forces, cet endettement de son énergie dans des actions partielles à caractère professionnel. Dans ces conditions, le parti marxiste doit adopter la position classique : entrer dans le parlement, l'utiliser comme une tribune d'agitation pour démasquer les partis bourgeois-révisionnistes, et subordonner cette action au travail révolutionnaire illégal.

La position du PCOF s'oppose à cette tactique. Il est passé d'un mot d'ordre d'abstention en mai 1981 à un soutien pur et simple aux partis socialiste et révisionniste, par l'intermédiaire des trotskystes au premier tour, directement au deuxième tour. Il s'agit là, hélas, d'une évolution désormais classique dans le mouvement marxiste-léniniste français.

L'abstention, bien qu'en apparence moins choquante, est tout aussi erronée que le soutien aux listes révisionnistes. Qu'un parti révolutionnaire "appelle" à l'abstention est proprement inconcevable: cette attitude revient à proclamer qu'on n'a rien à dire, rien à faire, elle revient à avouer sa passivité politique (qui touchera d'ailleurs d'autres domaines : travail dans les syndicats, dans l'armée...). L'abstention peut aussi provenir d'un antiparlementarisme petit-bourgeois. Or, passer de l'abstention au soutien électoral à la gauche c'est rester dans cette même passivité politique, cette même inaction.

Si les marxistes-léninistes ont le plus souvent lancé en France le mot d'ordre d'abstention, c'est que le boycott était au-dessus de leurs forces. Mais reconnaître cette impossibilité rentrait en contradiction avec la propagande emphatique sur "la situation révolutionnaire", "le révisionnisme démasqué et en fin de course"... De même, si les marxistes-léninistes ne menèrent pas l'agitation au sein du parlement, c'est qu'ils ne pouvaient y avoir des élus. Il ne sert à rien de masquer cette réalité en soutenant les partis bourgeois. La tactique électorale du Parti marxiste-léniniste depuis vingt ans en France révèle donc son inexistence en tant que parti politique précisément sur la scène politique que privilégie la démocratie bourgeoise. Les marxistes-léninistes ne portent pas nécessairement la responsabilité de cette inexistence — ce qui est inadmissible, par contre, c'est de faire croire que le parti existe, c'est d'agir comme s'il existait et engager dès lors le mouvement dans l'impasse.

Le soutien à la gauche, en particulier à son élément révisionniste, engage le parti marxiste-léniniste sur la voie d'une faillite réelle. Dans la situation où ils agissent depuis une trentaine d'années, les marxistes-léninistes ne peuvent exister, se développer et former un parti indépendant" que s'ils rompent sur tous les plans avec le révisionnisme moderne. On voit aujourd'hui que cette question décisive est loin d'être réglée. La rupture avec le révisionnisme implique aussi l'impossibilité de passer une quelconque alliance avec lui, même baptisée "tactique", ne serait-ce que parce que le parti révisionniste n'est pas un parti bourgeois comme les autres, "simplement" social-démocratisant, ou opportuniste. Les partis révisionnistes se sont édifiés sur les décombres des partis communistes, en cherchant à détruire le mouvement communiste, le camp socialiste. C'est pourquoi il n'y a pas de conciliation possible, de "compromis" réalisable, sur aucun plan, sous aucune condition avec eux. Prétendre que, dans certaines situations, les révisionnistes peuvent être des alliés, c'est méconnaître leur nature, ou croire qu'ils peuvent en changer. A ce sujet, Enver Hoxha a clairement indiqué :

"Un accord avec les révisionnistes modernes ne peut être envisagé que lorsqu'ils auront condamné ouvertement, publiquement, toute leur trahison, et non seulement en paroles, mais en prouvant par tous leurs actes, concrètement, dans la vie, qu'ils ont opéré un tournant complet. Les traîtres révisionnistes peuvent-ils prendre un tel tournant ? Pour croire que c'est possible, il faut avoir perdu tout jugement. Si les révisionnistes le faisaient (mais ils ne le feront jamais), ils signeraient par là-même leur arrêt de mort. D'autres hommes émergeront et nous discuterons avec eux, ce seront des révolutionnaires, des marxistes-léninistes, mais les révisionnistes ne leur serviront pas leurs têtes sur un plateau d'argent ; les têtes des révisionnistes doivent être coupées par la lutte, par la révolution." ("Le révisionnisme moderne, danger pour le mouvement communiste et ouvrier international et son principal ennemi", entretien avec une délégation du P.C. de Nouvelle-Zélande, 6 oct. 1965, in *Oeuvres choisies*, t. III, pp.867-868.)

Le parti révisionniste, solidement ancré à la fois dans le mouvement ouvrier et l'appareil d'Etat bourgeois, est le parti le plus dangereux, celui qui, en France, est l'obstacle principal et immédiat à la constitution, d'un parti révolutionnaire du prolétariat. Soutenir le parti révisionniste "comme la corde soutient le pendu" est une fiction, une naïveté politique qui serait grotesque si elle n'était dramatique car elle aboutit à se pendre soi-même.

La position erronée du PCOF découle donc d'erreurs plus anciennes, plus profondes, relatives à la lutte contre le révisionnisme et à la définition des tâches actuelles du mouvement marxiste-léniniste français.

Dans un premier temps, les camarades du PCOF ont prétendu que le parti révisionniste était largement démasqué et affaibli ; *a contrario*, ils justifient aujourd'hui leur ligne électorale en invoquant la puissante influence du révisionnisme. Les deux attitudes, aussi peu objectives l'une que l'autre, relèvent de cette même obstination à laisser de côté la lutte contre le révisionnisme moderne, à refuser d'en faire la tâche centrale des marxistes-léninistes.

Nous l'avons maintes fois répété, le mouvement marxiste-léniniste dans notre pays a depuis sa naissance été marqué par ce refus de la lutte anti-révionniste. Il a fait comme si cette question était réglée, pour se lancer dans une activité politique, formelle et impuissante, donc vouée à l'échec. L'insuccès l'a tout naturellement poussé à la conciliation avec le révisionnisme. Il est important pour tous les marxistes-léninistes de tirer les leçons de ces erreurs passées, s'ils ne veulent pas les rééditer.

Dans le meilleur des cas, le mouvement marxiste-léniniste français s'est borné à une défense des principes sans que ceux-ci ne soient compris dans leur essence, dans leur âme vivante qui est l'analyse concrète de la situation concrète. Sans nier, bien évidemment, l'importance historique de cette "lutte de principes" que nous avons menée, il faut en voir les limites, très tôt apparues puisque le mouvement marxiste-léniniste n'a pu aller plus loin qu'une certaine référence formelle à des fragments de théorie marxiste. Cette faiblesse devait être lourde de conséquences puisque les révisionnistes proclamaient lutter "contre le dogmatisme" et pour le "développement créateur du marxisme". Ils occupaient ainsi tout le terrain, et jamais dans notre pays les marxistes-léninistes n'ont pu leur opposer une théorie révolutionnaire, une stratégie et une tactique révolutionnaires, un programme. Il ne restait qu'un recours purement illusoire : la "démarcation concrète" avec le révisionnisme, mise au point par les chefs conciliateurs du mouvement. Cette ligne représente en fait la tentative la plus achevée de justifier ou de masquer l'inaptitude théorique et politique du mouvement marxiste-léniniste français. Cette ligne sanctionne en effet l'abandon de "la lutte idéologique et politique contre le révisionnisme moderne au profit d'une accumulation de petites actions prétendument symboliques qui permettraient que "les masses fassent leur propre expérience" et "jugent sur pièces".

Tant que des marxistes-léninistes suivront cette ligne de la "démarcation concrète", ils finiront tôt ou tard par se concilier avec le révisionnisme, par exemple au nom du "réalisme politique".

Lorsqu'ils ont décidé de créer le Parti voici quatre ans, les camarades du PCOF ont adopté un programme politique. Qu'en reste-t-il au moment où ils décident de soutenir le programme des partis bourgeois et révisionniste ? Ainsi les dirigeants du PCOF proclament eux-mêmes l'inexistence de leur programme, parce qu'il ne représente pas une "alternative crédible", voilà qu'ils le jettent eux-mêmes aux orties, pour faire de la propagande en faveur de la social-démocratie et des révisionnistes ! Cette attitude aux graves conséquences porte atteinte à l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste français, c'est pourquoi nous avons le droit et le devoir de la discuter.

Selon nous, le programme ne doit pas être compris au sens étroit et formel d'un document unique cataloguant les opinions du parti et qu'on peut abandonner ou mettre en avant au gré des circonstances. Le programme transparaît dans une multitude de textes, de décisions, d'analyses. Il fixe clairement, pour chaque étape, le but stratégique en le reliant à tous les autres éléments de la ligne politique. Rédiger un document figé, qu'on baptisera programme, est une affaire de quelques heures à la portée de n'importe qui. Mais élaborer un programme politique au sens marxiste, un programme fondé scientifiquement sur la théorie révolutionnaire, cela ne peut être bâclé lors d'une ou de plusieurs réunions. Les communistes doivent travailler sur toutes les grandes questions programmatiques — l'analyse des classes, la situation du prolétariat, la paupérisation, les alliances, la question paysanne, la question nationale, la question coloniale, la situation du capitalisme, le travail dans les syndicats, la question de l'armée, etc. — car, sur toutes ces questions, le mouvement communiste français n'a légué que confusion, erreur, déviation et ignorance. Concernant le but de la révolution, le socialisme, l'indigence de pensée du PCF a pesé sur le mouvement ouvrier même dans les années 30. La propagande en faveur de la construction du socialisme en URSS a souvent été faible.

Sur toutes les grandes questions évoquées plus haut, les révisionnistes ont de leur côté travaillé depuis trente ans, ils ont élaboré quantité de "théories" et de "programmes" que seules l'ignorance et l'inaction du mouvement marxiste-léniniste français rendent "plus crédibles". Pour jeter les bases d'un programme, il faut savoir quelles armes sont à notre disposition. Il ne suffit pas de se proclamer marxiste-léniniste pour disposer comme par enchantement de la théorie marxiste-léniniste. Il faut fournir un grand effort pour s'assimiler cette théorie, et cet effort ne peut être accompli qu'en traitant des grandes questions programmatiques énumérées plus haut, qu'en travaillant ces questions sous tous leurs aspects, économique, idéologique, philosophique, ainsi que sous l'angle pratique (comment se posent-elles pour le mouvement révolutionnaire aujourd'hui, quelles actions peut-il préconiser pour les résoudre, etc. ?). D'autre part, de multiples théories, en particulier révisionnistes, jettent la confusion en ce domaine. Il faut alors prendre conscience que le mouvement communiste français des années 30 et 40 n'a pas correctement élaboré ces questions.

Dans les analyses et la ligne politique du PCF de cette époque, on peut trouver des éléments intéressants mais aussi beaucoup d'erreurs et de confusion. Eclaircir tout ceci nécessite un grand travail. Il est nécessaire de prendre conscience de l'incapacité théorique et politique du mouvement communiste français, qui a permis au révisionnisme d'y triompher sans grand mal. Nous ne pouvons pas ignorer cette période et cette caractéristique du mouvement communiste français, dès lors que nous avons la prétention d'élaborer un programme révolutionnaire reflétant une ligne marxiste-léniniste.

Dans notre pays, les communistes aujourd'hui ne peuvent échapper à l'accomplissement de ce travail théorique, aussi difficile soit-il. Il est toujours aisé de faire de l'"anti-théoricisme" — c'est aujourd'hui, plus que jamais, politiquement irresponsable. Les marxistes-léninistes ne se tournent pas vers le travail théorique par goût, mais par nécessité historique, révolutionnaire. Nous avons désormais la preuve historique que le rejet de la théorie est lié au refus de lutter contre le révisionnisme moderne. Le destin conciliateur des chefs du mouvement marxiste-léniniste français qui ont fini dans les bras des révisionnistes (ou de leurs alliés du socialisme petit-bourgeois) permet de donner un sens politique à ce rejet de la théorie et de voir qu'il est déjà en lui-même une manifestation de la conciliation avec le révisionnisme.

Bien qu'ils soient peu nombreux et peu préparés à affronter ces tâches immenses, les militants de L'EMANCIPATION ont commencé un travail ardu d'analyse, des grandes questions programmatiques. Les prochains numéros de la revue refléteront ce travail, qui porte sur la situation du prolétariat et la paupérisation, les alliances et la question paysanne, la crise du capitalisme, etc. La lutte idéologique et politique contre le révisionnisme continuera à alimenter de nombreux articles. Notre expérience nous montre que seul ce travail permet de donner un sens à notre action, c'est-à-dire permet à nos camarades, partout où ils sont et où ils luttent, dans les syndicats, les mouvements, de diffuser le marxisme-léninisme en tant que théorie vivante, guide pour l'action révolutionnaire.

Aujourd'hui, en France, la responsabilité des marxistes-léninistes, qu'ils soient organisés ou non dans un parti, est très grande. Nous sommes dans une période de fort reflux du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Non seulement la classe ouvrière est désorientée quant à ses intérêts à long terme, à sa mission historique, le renversement de l'ordre capitaliste pour instaurer l'ordre socialiste, mais elle est aussi désorientée quant à la défense de ses intérêts immédiats face aux attaques que lance la bourgeoisie par l'intermédiaire du gouvernement socialo-révisionniste.

Que des marxistes-léninistes commettent alors l'erreur de soutenir ce gouvernement réactionnaire ne peut que résulter d'erreurs plus anciennes et plus profondes. C'est ce que nous avons voulu montrer dans cet article.

Ces événements démontrent que les grandes questions que se posait le mouvement marxiste-léniniste français au sortir de l'épisode maoïste — les questions de la lutte sans répit contre le révisionnisme et de l'édification d'un parti indépendant dans cette lutte — ne sont pas du tout réglées. Les marxistes-léninistes sont donc devant leurs responsabilités : ou bien ils reprennent ces questions et en trouvent la solution, dans le cadre d'un processus d'unification de leurs forces ; ou bien ils laissent les choses en l'état, et le mouvement marxiste-léniniste disparaît dans notre pays.

Les militants de L'EMANCIPATION ne laisseront pas les choses en l'état, ils prendront des initiatives et, en dehors de tout esprit de secte ou de groupe, ils mettront toutes leurs forces dans la grande bataille de l'unification du mouvement, marxiste-léniniste français sur la base d'une ligne révolutionnaire antirévisionniste.

LE P.C.F. AU GOUVERNEMENT OU : "TOUTE ORIENTATION ANTICRISE A UNE PORTEE REVOLUTIONNAIRE"

Les dirigeants du parti révisionniste sont constamment confrontés à un problème depuis que des ministres de leur parti siègent au gouvernement : ils doivent d'un côté agir dans le cadre de la solidarité gouvernementale et appuyer une politique bourgeoise qui est pour l'essentiel définie en dehors d'eux ; mais d'un autre côté, ils doivent convaincre les travailleurs que le PCF demeure leur "parti", défendant leurs intérêts et luttant pour le socialisme. Comment faire passer ce parti-croupion pour le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ? Pour réaliser ce tour de passe-passe, le PCF fait appel à son armée de "théoriciens"-magiciens qui, une fois encore, prennent la plume pour justifier a posteriori la politique opportuniste de leur parti. [Dans les numéros 4 et 5 de L'EMANCIPATION, analysant l'évolution des différents programmes économiques du PCF, nous avons montré que le problème des idéologues révisionnistes n'est pas d'élaborer une théorie "sans faille" du révisionnisme, mais de justifier à tout moment la politique opportuniste et sans principes du PCF.]

Ces illusionnistes croient avoir trouvé avec la "crise" et sa "résolution" le thème astucieux qui leur permettra d'échafauder une théorie bonne à servir aussi bien à la bourgeoisie ("nous sommes les sauveurs providentiels de votre système condamné") qu'aux travailleurs ("en sortant la France de la crise, vous améliorez votre sort").

Le fond de leur conception peut être résumé ainsi : la crise ne provient pas des contradictions minant la base économique du capitalisme, mais des excès que commet le grand capital en poursuivant avec inconscience une politique de surprofits et de spéculation à courte vue. C'est sur ce fragile édifice théorique, qui s'est tant de fois effondré depuis un siècle, que nos théoriciens révisionnistes appuient leur mystification sur le plan idéologique, politique et économique.

I. "IL FAUT CONSERVER LES RAPPORTS DE PRODUCTION CAPITALISTES"

Toutes les théories opportunistes des divers courants révisionnistes ont en commun de nier, à un moment ou à un autre, que les contradictions internes des phénomènes sont la source et le contenu de leur développement, et que seule la lutte des contraires permet le dépassement de ces contradictions. Toutes ces théories, à un moment ou à un autre, en viennent à affirmer que le développement résulte d'un aplanissement des contradictions, d'une harmonie et d'une conciliation entre les contraires, tout ceci pour justifier le réformisme.

Les idéologues du PCF ne font pas exception à cette règle. Ainsi, C. Barrère développe une "conceptualisation précise de la régulation comme une reproduction de l'unité d'éléments ou d'ensembles contradictoires". ("La Régulation capitaliste en question", *Issues*, n°11, pp. 3-26.) Sa démonstration vise à substituer là notion de régulation à celle de résolution des contradictions. Même s'il feint de reconnaître qu'il existe un rapport contradictoire entre forces productives et rapports de production en système capitaliste, Barrère met en avant non pas l'opposition de ces deux termes, leur lutte, mais leur unité. Pour ce "marxiste" fumeux :

"Les rapports de production constituent une entrave *relative* au développement des forces productives, tandis que celles-ci tendent dans leur mouvement, à les nier. L'aspect *dominant* et l'aspect *dominé* auront *tendance* à s'inverser avec le développement du mode de production capitaliste et l'aspect contradictoire à prendre le pas sur l'aspect de correspondance." (Id., p. 9. C'est nous qui soulignons.)

Dans la mesure où, pour notre révisionniste, la contradiction est "relative", où il y a "balance" entre éléments "dominants" et "dominés", le problème n'est plus de résoudre la contradiction. Or, et Marx l'a très clairement exprimé lors de sa polémique avec Proudhon, l'ancêtre des révisionnistes modernes :

"Ce qui constitue le mouvement dialectique, c'est la coexistence des deux côtés contradictoires, leur lutte et leur fusion en une catégorie nouvelle." (K. Marx, *Misère de la philosophie*, Ed. Sociales, 1947, p. 90.)

A cette dialectique matérialiste, Barrère et les révisionnistes opposent leur conception opportuniste où l'aspect "correspondance", qui est dominant, doit l'emporter sur l'aspect "contradiction", dominé. Il n'est plus du tout question de résoudre la contradiction par la destruction' de ces rapports de production qui deviennent un frein au développement des forces productives, et par l'établissement de nouveaux rapports de production, capables de porter les forces productives à un niveau supérieur. Ce ne sont plus les rapports de production capitalistes eux-mêmes qui doivent être renversés, mais c'est aux forces productives de s'adapter aux exigences des rapports de production.

Dans la suite logique de ce développement, Barrère en vient à affirmer que le stade pré-monopoliste du mode de production capitaliste est "le mode le plus achevé de société". Cette "totalité achevée" n'intègre, selon lui (le nostalgique Barrère est un utopiste d'un type nouveau !), aucune contradiction, aucun élément de négation préfigurant un autre mode de production. (C. Barrère, *op. cit.*, p. 10.) On voit ici poindre l'idée que le stade monopoliste serait une aberration, à laquelle les révisionnistes sauront mettre fin, pour retrouver une autre belle "totalité achevée" exempte de contradictions.

Ce qui intéresse Barrère, c'est la solution pacifique de la contradiction : "le changement peut se réaliser progressivement, dans un processus". (Id., p. 24.) Dans sa "critique" de la bourgeoisie, il se borne à lui reprocher d'être incapable de résoudre pacifiquement la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation, entraînant le système à sa perte. Il suffit pourtant, selon lui, que la bourgeoisie prenne conscience de sa capacité à dépasser la contradiction. Le révisionnisme est en quelque sorte cette conscience-là, conscience que c'est la bourgeoisie qui dépassera la contradiction, et non le prolétariat. Barrère ne dit rien d'autre lorsqu'il fait l'éloge des "Pactes pour l'emploi" de l'ancien premier ministre R. Barre, qui ont pourtant transformé toute une jeune génération en surpopulation stagnante. Écoutons donc monsieur le professeur révisionniste faire la leçon à la bourgeoisie :

"Le dépassement de la logique de la rentabilité privée n'est donc pas une utopie mais un mouvement inscrit dans la réalité. L'expérience récente des plans Barre pour l'emploi montre que les hommes du grand capital eux-mêmes ont été contraints d'aller dans ce sens en liant artificiellement rentabilité privée et création d'emploi au moyen de primes, dans la mesure où rien dans la logique du capital n'assure ces créations, bien au contraire." (Id., p. 26.)

Gageons que Barrère souhaite que "les hommes du grand capital eux-mêmes" soient "contraints" d'approuver la politique préconisée par le PCF pour sortir le capitalisme de la crise ! Pour atteindre ce niveau de crédibilité, le PCF doit encore et toujours expliquer inlassablement qu'il suit sa propre voie, "à la française", loin des sentiers battus de la révolution bolchevique. C'est ce que fait Paul Fromonteil lorsqu'il pose le problème de l'universel et du particulier dans l'édification du socialisme, et qu'il tranche sans difficulté en faveur... du particulier :

"Nous avons définitivement renoncé à l'idée de modèle, à l'idée qu'il existait quelque part LE socialisme, alors que partout les peuples construisent un socialisme qui est le produit de leur histoire, de leurs besoins, de leurs conditions." ("Le socialisme, un besoin pressait" et puissant de notre société", *Cahiers du communisme*, oct. 1982.)

Il est dommage pour Fromonteil que le "socialisme" si divers et spécifique qu'il a en vue, et qui sévit dans les pays révisionnistes de la Yougoslavie à la Chine, de la Hongrie à l'URSS, soit lui-même prisonnier d'un modèle universel, il est dommage que l'histoire récente de ces pays contredise aussi fortement notre homme, puisqu'elle montre que leurs dirigeants ont tous mené une attaque générale, universelle, contre le marxisme-léninisme, pour adhérer à un modèle qui, bien que très usé et anciennement combattu, n'en demeure pas moins "universel": le trotskysme et le boukharinisme. Mais Fromonteil sait aussi sortir de ces lieux communs du révisionnisme. Très astucieusement, il a pensé que la meilleure manière de faire l'éloge de la bourgeoisie française est encore d'affirmer que son caractère "spécifique" est d'être... socialiste ! Alors que Bettelheim révèle enfin de son côté sa "découverte", à savoir que la révolution de 1917 n'était rien d'autre qu'une révolution bourgeoise instaurant le capitalisme, voilà le ci-devant citoyen Fromonteil sur le point d'avouer que la révolution de 1789 était socialiste ! Ces prémisses du socialisme en 1789, Fromonteil dit les voir dans la mobilisation des masses, dans la liaison de la politique et des notions de démocratie et de suffrage universel, ou encore dans l'impossibilité pour la bourgeoisie d'atténuer la lutte de classes. Mais chacun sait que le caractère socialiste d'une révolution ne réside pas seulement dans son aptitude à mettre les masses en mouvement. La bourgeoisie qui s'empare du pouvoir en 1789 craint à juste titre que, menant jusqu'au bout la lutte contre les survivances féodales, le peuple n'atteigne à sa propriété privée. Pour cette raison, elle est incapable de tirer toutes les conséquences de sa révolution. Comme le dit Lénine :

"Il y a cent cinquante et deux cent cinquante ans, les chefs éclairés de cette révolution (de ces révolutions, s'il s'agit de chaque variété nationale d'un type commun) avaient promis aux peuples d'affranchir l'humanité des privilèges moyenâgeux, de l'inégalité de la femme, des prérogatives accordées par l'Etat à telle ou telle religion (ou à "l'idée de religion", à la "religiosité" en général), de l'inégalité des nationalités. Cette promesse, ils ne l'ont pas tenue. Ils ne pouvaient le faire, car ils en ont été empêchés par le "respect" de la "sacro-sainte propriété privée"." ("Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre", 1921, in *Oeuvres*, t. 33, p.46.)

D'autre part, Fromonteil ne dit pas que si la liberté individuelle a été mise entrant par la bourgeoisie, c'était en fait pour assurer le développement du capitalisme naissant et permettre l'apparition de cet esclave moderne, sans chaîne apparente, le prolétaire. Enfin, Fromonteil feint d'ignorer que l'histoire du capitalisme n'est qu'une suite de batailles sanglantes au cours desquelles la bourgeoisie s'est servie du prolétariat pour éliminer les vestiges de la classe féodale (1830, février 1848) tout en brisant par le fer et le feu les aspirations profondes de celui-ci (3000 morts, 15000 déportés en juin 1848 par exemple). Voilà comment "les efforts de la bourgeoisie pour limiter la lutte de classes étaient plus que limités" ! Engels caractérisait ainsi les luttes de classes en France :

"La France est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète, et où, par conséquent, les formes politiques changeantes, à l'intérieur desquelles elles se meuvent et dans lesquelles se résument leurs résultats, prennent les contours les plus nets. Centre du féodalisme au Moyen-Âge, pays classique, depuis la Renaissance, de la monarchie héréditaire, la France a, dans sa grande Révolution, détruit le féodalisme et donné à la domination de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe. De même, la lutte du prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie régnante y revêt des formes aiguës, inconnues ailleurs." ("Préface à la troisième édition allemande" in K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Ed. Sociales, 1948, p. 169. Souligné par nous.)

En cherchant à faire de l'histoire du capitalisme un processus idyllique du changement progressif, les révisionnistes ne font que dévoiler leur but: amener le prolétariat à collaborer avec la bourgeoisie. Ils ont aujourd'hui investi l'appareil d'Etat pour réaliser ce but.

II. LE PCF ET LE POUVOIR : "RESPECTEZ L'ETAT BOURGEOIS"

Le "consensus social", l'"union sacrée" sont de vieilles armes que la bourgeoisie utilise depuis longtemps pour atténuer la lutte de classes et paralyser le prolétariat en l'entraînant dans la collaboration de classe. Armes plus qu'usées, qui avaient besoin d'un bon coup de vernis que leur donnent avec zèle nos théoriciens révisionnistes en les baptisant: "nouvelles conceptions de la lutte de classes".

Fromonteil nous fait part de cette "nouveau" qu'il a découverte : la lutte de classes n'a pas d'autre but que l'union des classes. Compte-t-il faire partager son enthousiasme pour la "nouvelle civilisation" que cette union sacrée nous réserve ?

"La classe ouvrière n'aspire pas à dominer une autre classe. Il s'agit de faire franchir aux travailleurs et à la nation un bond décisif où l'on passe des formes d'exploitation à des formes sociales d'un type nouveau fondé sur la coopération (souligné par nous), la maîtrise assurant le développement de la société, l'épanouissement des hommes ; il s'agit d'aller vers une nouvelle civilisation." ("L'exercice de la lutte de classe pour le changement, le socialisme", *Cahiers du communisme*, janvier 1982, pp.24-25.)

Au centre du dispositif de la "nouvelle lutte de classes" se trouve l'Etat bourgeois. Au siècle dernier, le prolétariat de France avait bien compris qu'il ne suffit pas que ses représentants "prennent le pouvoir" et se coulent dans les fauteuils ministériels pour transformer la nature de cette machine d'oppression et de répression qu'est l'Etat bourgeois. Il avait compris qu'il fallait détruire cette machine, pour bâtir un nouvel Etat d'un type nouveau, prolétarien. Ce fut l'expérience de la Commune de Paris, qui servit de base aux formes futures de la dictature du prolétariat.

A l'opposé de cette conception révolutionnaire de l'Etat, les politiciens bourgeois réformistes prétendent que leur seule présence au sein de l'Etat permet d'en changer la nature et de l'utiliser comme un instrument au service des travailleurs. Les révisionnistes reprennent à leur compte cette vieille théorie, en l'affublant comme toujours de "nouveaux concepts".

Il y a trois ans, alors que le PCF était dans l'opposition et qu'il polémiquait avec le parti socialiste, il présentait l'Etat bourgeois comme étant "au service des monopoles", et le PS comme étant "d'accord avec les monopoles pour faire payer la crise aux travailleurs". Aujourd'hui, la "seule présence de ministres révisionnistes au gouvernement transforme la nature de cet Etat et celle du principal parti de la bourgeoisie. L'Etat devient un Outil indispensable "au salut national".

Les révisionnistes exigent alors du prolétariat qu'il reconnaisse l'Etat bourgeois, qu'il le respecte, qu'il y voie le garant de sa survie et de l'amélioration de son sort :

"Avec le grand capital au pouvoir, toute lutte se heurte, s'oppose aux options fondamentales. Aujourd'hui, les luttes peuvent s'inscrire dans le cadre général des options d'un gouvernement de gauche. Nous disons bien qu'il faut respecter ce cadre." (F. Damette, "PCF : parti de lutte — parti de gouvernement", *Cahiers du communisme*, septembre 1982, p. 16.)

Ces derniers jours, Mitterrand lançait le même type d'avertissement, lors de l'agitation des agriculteurs, de la grève des internes et chefs de clinique et bien que le pouvoir de la bourgeoisie n'ait été remis en cause à aucun moment :

"La solidarité nationale ne peut se perpétuer sans l'autorité de l'Etat que j'entends faire respecter. Aucun conflit quand il est raisonnablement exprimé n'est insoluble dès lors qu'on ne se rebelle pas contre l'Etat." (*Le Monde*, 26 avril 1983.)

Respectueux de cet Etat bourgeois contre lequel on ne se rebelle pas, les révisionnistes doivent cependant, pour justifier leur "essence révolutionnaire", dépasser "une pratique revendicative concrète forcément installée dans le système capitaliste", ou plus précisément "dépasser la coupure traditionnelle entre (cette pratique) et un discours révolutionnaire à la limite utopique". (F. Damette, *op. cit.*, p.19.) Comment donc être à la fois "réaliste" (c'est-à-dire respecter l'Etat bourgeois et conserver les rapports de production capitalistes) et "révolutionnaires" ?

"Cette difficulté est en voie d'être surmontée grâce aux nouveaux critères de gestion que nous proposons, (il s'agit d'une démarche révolutionnaire qui met en cause concrètement le capitalisme au coeur de son dispositif et qui vise le socialisme." (Id., p. 20.)

III. DES DEFENSEURS DU PROFIT CAPITALISTE

Les idéologues du parti révisionniste vont donc s'efforcer d'échafauder une théorie présentant leurs efforts de rationalisation de la gestion des capitalistes comme allant dans le sens du socialisme.

C'est là qu'intervient le concept bâtard du "nouveau critère de gestion" qu'ils s'efforcent en vain de rendre clair et de populariser depuis des mois et des mois. Boccara le présente ainsi :

"J'ai proposé l'hypothèse d'un critère synthétique nouveau, suffisamment opposé, dans son contenu, à celui du taux de profit, mais assez proche dans sa forme cependant, de façon à être immédiatement opérationnel, le rapport valeur ajoutée/capital matériel avancé ou VA/C." ("Pour de nouveaux critères de gestion", *Economie et Politique*, mars 1982, p. 47.)

Dans sa forme, le "nouveau critère" peut être assimilé au taux de profit, car c'est un critère marchand "établi à partir de données financières telles qu'elles s'expriment sur le marché". (B. Marx, "Critères, critères... vous avez dit critères ?...", *Economie et Politique*, décembre 1982, p. 5.)

Dans son contenu, le "nouveau critère de gestion" est encore plus mystificateur que la formule du taux de profit : p/C . Cette dernière masque l'origine de la plus-value et donne à penser que chaque élément du capital, aussi bien constant que variable, produit de la richesse. Mais la formule a au moins le mérite de distinguer ce qui revient au capitaliste: p , le profit. Qu'on soit d'accord ou non sur l'origine de ce profit, qu'on prétende qu'il rémunère "l'effort" ou le "risque" du capitaliste, ou qu'on dise qu'il provient du travail ouvrier que s'approprie gratuitement le patron, on sait au moins que cette somme donnée p tombe dans la poche du capitaliste.

Avec le nouveau critère révisionniste VA/C, on ne sait plus rien de tout cela. Comment va se répartir VA entre la classe capitaliste et la classe ouvrière ?, tout ceci reste dans l'ombre... pour le plus grand profit des révisionnistes aujourd'hui au gouvernement.

Marx éclaire ainsi le rapport entre plus-value et taux de profit :

"Pourtant, si le taux de profit est numériquement différent du taux de plus-value — alors que profit et plus-value sont en réalité identiques et, de fait, numériquement égaux — le profit n'en est pas moins une forme modifiée de la plus-value, forme où se voile et s'efface son origine et le système de son existence. (...) Dans la plus-value, le rapport entre le capital et le travail est mis à nu. Dans le rapport entre capital et profit, (...) le capital apparaît comme un rapport avec lui-même : dans ce rapport, il se distingue en tant que somme de valeurs initiales d'une valeur nouvelle qu'il a établie lui-même (...). Mais la mystification porte sur la façon dont se produit cette opération et cette valeur semble avoir pour origine des qualités secrètes du capital qui lui seraient inhérentes." (*Le Capital*, Livre III, Ed. Sociales, t. 1, p. 66.)

Pour parfaire cette mystification, Boccara rajoute arbitrairement les salaires au numérateur — arbitrairement, car si le taux de profit exprime une certaine réalité (le degré de mise en valeur du capital), par contre, cette "innovation" originale n'exprime rien, si ce n'est la tentative de faire prendre des vessies pour des lanternes au prolétariat, en essayant de lui faire croire que son objectif doit être d'accroître VA, sans se préoccuper de sa répartition en salaire et profit, donc abandonner la lutte pour les Salaires.

En réalité, partir de ces "critères synthétiques" revient à présenter les restructurations actuelles du système productif capitaliste non seulement comme nécessaires, mais aussi comme étant conformes à l'intérêt de la classe ouvrière, quel que soit le prix à payer (des milliers de licenciements par exemple, que les révisionnistes finissent par reconnaître inéluctables). Cela revient à perpétuer l'ordre établi du capital, en faisant croire au prolétariat que son intérêt réside dans l'élévation du profit et en le poussant à forger lui-même les chaînes qui le lient au capital.

IV. VERS QUELLE CIVILISATION VEULENT-ILS NOUS CONDUIRE ?

Il faut maintenant passer de la théorie à "la pratique et voir plus précisément quel genre de politique ces théories veulent justifier. Les révisionnistes cherchent à proposer aux capitalistes une "issue à la crise" plus sérieuse que la relance par la consommation qui a fait faillite pour la énième fois sous le premier gouvernement Mauroy, Ils sortent de leurs cartons usagés l'autre remède miracle, la relance par l'investissement :

"L'objectif affirmé d'un redémarrage de l'activité (effectué par la relance de la consommation) devait être relayé par une relance de l'investissement sur le territoire national." (M. Dauba, "Le rôle des entreprises publiques", *Economie et politique*, juin 1982, pp. 71-72.)

L'objectif correspond parfaitement à celui des monopoles, qui voient dans l'intervention de l'Etat la solution à leurs immenses besoins en capitaux, pour développer leur appareil productif sur une base suffisamment large, permettant de soutenir la concurrence internationale.

C'est dans ce même cadre que Philippe Herzog, dans son récent ouvrage, pose crûment le problème :

"Comment inciter les patrons du secteur privé à accroître leurs productions efficaces et les emplois, en tenant compte du fait... qu'ils travaillent selon les critères de profit et rentabilité." (*L'Economie à bras-le-corps*, Ed. Sociales, 1982, p. 238.)

Et d'ajouter :

"Dans le cadre actuel, il est nécessaire de faire jouer au mobile du profit un rôle beaucoup plus positif." (Id., p. 229.)

Les révisionnistes cherchent aussi à assurer la promotion des PME, reconnaissant leur poids important dans le système productif français. (Rappelons que dans l'industrie, les entreprises de moins de 500 salariés représentent 45% des emplois, 37% de la production et 25% de l'investissement.) L'enjeu est effectivement d'importance, et l'évolution des technologies fait rêver plus d'un industriel dans sa course au profit maximum ! Mais, l'application aux PME des "ateliers flexibles", c'est l'instrument d'un avenir qui signifie chômage encore accru, intensification du travail à un niveau jamais atteint, et, contrairement aux affirmations mensongères de Boccara, en aucune façon une augmentation générale des qualifications.

En outre, la réalité est bien loin de correspondre aux rêves des révisionnistes. D'une part, la France possède un grand retard dans le domaine des nouvelles technologies et la part de l'industrie directement concernée est encore très faible (10000 machines à commande numérique, seulement, sur un parc de plus de 1500000 machines). Ceci ramène à sa juste valeur l'ampleur du discours tenu par nos chantres de la technologie !

D'autre part, nous nous trouvons effectivement dans une période charnière, à tous points de vue: une période de modification de la structure même des machines industrielles, qui verront probablement leur commande directement assurée par des ordinateurs intégrés et dont le maniement ne requerra qu'une qualification limitée ; cette évolution entraîne une dévalorisation encore plus rapide de l'outil de production, qui ne peut être amorti par son propriétaire. Lorsqu'on considère le coût très élevé des investissements nécessaires dans ce domaine, on conçoit aisément qu'une PME ait quelques réticences à investir dans ce genre de matériel très sophistiqué, même au nom de la "solidarité nationale". Enfin, face au marasme qui caractérise le marché mondial et l'incertitude de l'avenir, les grands monopoles eux-mêmes hésitent à engager des programmes aussi importants que risqués.

Bref, le verdict est déjà tombé: il n'y aura pas plus de relance par l'investissement qu'il y eut de relance par la consommation.

De quoi s'occupent donc aujourd'hui les économistes du PCF ? De la "productivité", de "l'efficacité du capital utilisé", de "la crise financière". (P. Herzog, "Sortir des dogmes", *Economie et Politique*, mai 1983, p. 22.) Le thème de tous ces discours : "gérer autrement le capitalisme". Herzog avait d'ailleurs titré ainsi son article paru dans *Le Monde*, en septembre 1982 : "Gérer autrement, un enjeu national".

Une des premières grandes orientations de cette nouvelle gestion consiste à "reconquérir le marché intérieur", à trouver des débouchés "chez nous", plutôt que d'exporter des capitaux et des marchandises. Une seule exception pourtant est tolérée par les révisionnistes pourtant si nationalistes : l'Union soviétique qui est "on l'oublie trop souvent, le marché en croissance le plus solvable dans le monde". (Id., p.25.)

Les révisionnistes présentent l'exportation des capitaux comme la "politique préférée" des capitalistes, et non comme une loi objective du capital dans le stade suprême de son développement l'impérialisme. Ils voient d'autre part dans les exportations massives de capitaux l'origine du manque de ressources "pour développer l'outil de production national". Ils confondent par là l'effet et la cause, comme l'ont toujours fait les critiques petits-bourgeois du capitalisme.

L'origine de ce "manque de ressources" à l'intérieur n'est pas dans cette politique d'exportation du capital, qui "priverait" le pays de l'argent nécessaire à son développement, et le peuple d'une élévation de son niveau de vie. C'est au contraire le "manque de ressources" lui-même qui est à l'origine de cet excédent de capitaux, qui va chercher à se placer avantageusement à l'extérieur du pays — "manque de ressources" voulant dire : développement inégal du capitalisme avec retard de l'agriculture sur l'industrie, et maintien des masses travailleuses dans la pauvreté. Dans les faits, par delà la démagogie, les révisionnistes proposent, là encore, une "meilleure gestion" des exportations de capitaux, en préconisant un rééquilibrage des relations internationales. S'adressant aux grands patrons réunis dans un débat organisé par *La Vie française*, Herzog déclarait :

"Nous voulons tenir la place de la France pour l'avenir (...) c'est pourquoi il faut se placer vis-à-vis des pays du tiers-monde, des pays socialistes." (Ibid.)

Autrement dit : "Nous, PCF, pouvons vous obtenir des contrats juteux avec l'Est et avec certains gouvernements du tiers-monde dans lesquels nous avons nos entrées." Pour achever de convaincre son auditoire patronal que l'avenir (des surprofits) n'était plus à l'Ouest, Herzog a indiqué que la politique Reagan avait entraîné une chute de 20 à 30% des profits des 500 plus grosses entreprises U.S. en 1982.

"De fait, conclut-il, à force d'accroître les patrimoines privés sur le dos des entreprises, celles-ci trinquent, y compris aux Etats-Unis". (Id., p.26.) Et le journaliste d'*Economie et Politique* commente sans rire : "les participants sont restés "bouche bée". Il y a de quoi ! Quant aux entreprises étrangères en France, elles avaient en 1981, année de l'arrivée de la gauche au pouvoir, augmenté de 21% leurs investissements dans notre pays. *L'Humanité* du 26 octobre 1982 commente ainsi cette information : "Certes, il ne saurait être question d'interdire le sol français aux groupes étrangers ni de fermer notre porte à toute coopération". Belle logique qui dit "produisons français" tout en acceptant la pénétration de l'impérialisme américain sur le sol national !

Voilà donc le fin mot de la "politique nationale" préconisée par les révisionnistes : oui aux investissements U.S. en France, à condition que les capitaux français s'investissent en URSS. [*Les révisionnistes citent souvent un chiffre donné par L'Usine nouvelle dans son numéro du 24.02.83 : les contrats perdus avec l'URSS s'élèvent à 13 milliards de francs pour 1981-1982. Une des causes essentielles selon les Soviétiques : des prix trop élevés. Comment comprendre alors le voeu du PCF que "la France de gauche et ses nationalisations" donne un contenu nouveau aux rapports économiques avec l'URSS ? Prélever moins de plus-value sur le dos des travailleurs soviétiques et plus sur celui des ouvriers français ? Tout cela fait partie de leur logique de rapaces pro-impérialistes.*]

"L'investissement doit être créateur d'emplois", voilà la seconde grande orientation de la nouvelle gestion, son second dogme.

Alors que le chômage n'a jamais augmenté autant depuis quarante ans, alors que, massivement, la force de travail ouvrière est éloignée et rejetée de la production, les révisionnistes soutiennent que, sans changer les rapports de production capitalistes, l'investissement dans les technologies modernes créerait des emplois.

Cette idée selon laquelle l'utilisation de machines plus productives, bien que supprimant des emplois, contribue à en créer d'autres plus nombreux, où pourront être réembauchés les ouvriers, n'est pas neuve. K. Marx l'a critiquée dans *Le Capital* sous le nom de "théorie de la compensation". (Cf. Livre I, t.2, pp. 119 sq.)

Ce genre de théories découle toujours de l'ignorance de cette loi : dans le système capitaliste, le travail salarié croît absolument, mais en même temps il diminue relativement par rapport au capital total qui l'emploie.

Pour "créer un emploi", pour utiliser une force de travail, le capitaliste doit aujourd'hui investir une somme considérable de capital constant, c'est-à-dire en machines et matières premières. Ainsi, le capital dégagé par l'emploi d'une machine qui a chassé hors de la production des forces de travail ne peut-il servir totalement à payer de nouveaux salaires, même dans le cas où il serait réinvesti.

En fait, l'extension et le développement de la production qu'entraîne l'utilisation des technologies nouvelles par le capital aboutit : 1) à l'accroissement constant des classes moyennes, en particulier des travailleurs qui vivent de la classe improductive ; 2) à l'accroissement de la surpopulation, de ce rejet de la production de millions de travailleurs ; 3) à l'accroissement de la production de luxe, c'est-à-dire à l'élargissement du "fossé économique, social et politique qui sépare les ouvriers de ceux qui se situent au-dessus d'eux", comme l'écrivait Marx.

Ce triple résultat du développement de la force productive du travail a été mis en évidence par K. Marx, et la situation actuelle du capitalisme ne fait que le confirmer. [*Outre le chapitre mentionné plus haut, voir les Théories sur la plus-value, t. II, pp.683-687. Les conséquences du machinisme y sont exposées de manière synthétique.*]

Ainsi, en utilisant à plein les nouvelles possibilités que leur donne la récente législation concernant les sections syndicales et les comités d'entreprise, les révisionnistes cherchent à détourner la classe ouvrière de la lutte de classe, pour la pousser à prendre en main... la gestion capitaliste de l'entreprise pour la rendre plus efficace et la rationaliser et aider le capital à sortir de la crise.

Sur le plan pratique, cette politique vise à paralyser la classe ouvrière et à l'enrôler sous la bannière révisionniste dans la voie de la cogestion.

Sur le plan théorique, puisque l'objectif stratégique du "socialisme" est abandonné, il ne reste plus aux idéologues révisionnistes qu'à reprendre les vieilles théories apologétiques du capitalisme, dont le fonds commun consiste à prétendre que les maux de la société capitaliste ne sont que passagers, qu'ils sont dûs à une mauvaise gestion, irrationnelle, et que la classe ouvrière a tout intérêt à les guérir pour améliorer son sort.

Dans ce bref article, nous avons voulu mettre en lumière les efforts des révisionnistes pour rajeunir ces vieilles théories. L'importance que leur attache le PCF, la propagande massive et variée qu'il développe sur la "nouvelle gestion", alors qu'il partage le pouvoir avec les sociaux-démocrates, montrent que la lutte idéologique et politique contre le révisionnisme est une nécessité vitale aujourd'hui pour le mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste.

UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE DANS LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME — A PROPOS DU LIVRE D'ENVER HOXHA "LES TITISTES"

La parution du nouveau livre du camarade Enver Hoxha, *LES TITISTES*, représente un événement d'une grande portée idéologique et politique qui concerne tous les marxistes-léninistes, comme tous ceux qui regardent avec intérêt la lutte de l'Albanie pour l'indépendance et la liberté.

Ces notes historiques font suite à une série d'ouvrages dans lesquels le dirigeant du Parti du Travail d'Albanie livre ses commentaires et ses souvenirs sur les problèmes fondamentaux de la révolution aujourd'hui. Les *REFLEXIONS SUR LA CHINE*, parues en français en 1979, rassemblaient des extraits du journal politique dans lequel Enver Hoxha consignait les analyses que lui inspirait jour après jour la politique des dirigeants chinois. Ce travail de réflexion lui permit d'aboutir rapidement et en temps opportun à la conclusion que les dirigeants chinois étaient des révisionnistes.

En 1980 parurent *LES KHROUCHTCHEVIENS*, souvenirs exposant les divers épisodes de la lutte du P.T.A. contre le révisionnisme khrouchtchévien, engagée dès la mort de Staline.

Ces deux ouvrages montraient que les pressions et les attaques des révisionnistes chinois et soviétiques n'avaient pas pris les communistes albanais au dépourvu et que c'était là une des raisons de leurs défaites en Albanie.

Comment le P.T.A. qui n'avait qu'une quinzaine d'années d'existence a-t-il pu comprendre à temps le jeu hostile des révisionnistes khrouchtchéviens et lui résister victorieusement en le démasquant ? La réponse est en fait donnée dans *LES TITISTES*. Dans la lutte âpre, complexe et héroïque contre le titisme, le P.T.A. et en premier lieu son dirigeant Enver Hoxha, acquièrent une expérience immense dont ils purent bénéficier par la suite pour faire face avec tant d'efficacité aux khrouchtchéviens, aux maoïstes, aux eurocommunistes.

La lutte du P.T.A. contre le titisme ne fut pas superficielle mais radicale, elle ne fut pas temporaire mais elle dure encore et continuera jusqu'à la liquidation totale de ce courant.

A ce sujet, Enver Hoxha écrit à juste titre :

"... compte tenu de ce qui s'est produit dans ces trois-quatre dernières décennies (en particulier après la trahison khrouchtchéviennne) dans le mouvement communiste et ouvrier international, le Parti du Travail d'Albanie a le grand mérite historique d'être le seul parti, parmi ceux qui sont au pouvoir, non seulement à ne pas s'être laissé tromper et à n'avoir jamais interrompu sa lutte contre le révisionnisme yougoslave, mais à avoir même fait l'analyse ou plutôt l'autopsie profonde et générale du titisme." (Enver Hoxha, *LES TITISTES*, Tirana, 1982, pp. 600-601.)

Tous les autres partis au pouvoir ont en effet, à un moment ou à un autre, fait le pèlerinage de Belgrade, où Khrouchtchev et Houa Kouo-feng sont venus s'agenouiller devant Tito, pour lui rendre hommage et quêter son pardon. Tous l'ont fait, sauf le P.T.A. L'"autopsie profonde" du titisme dont parle Enver Hoxha a montré l'opposition de deux lignes inconciliables : celle du révisionnisme yougoslave (abandon de la dictature du prolétariat et du rôle dirigeant du Parti, compromis avec la bourgeoisie et l'impérialisme...) et celle du marxisme-léninisme. Cette contradiction marque de son sceau l'ensemble des relations alban-yougoslaves depuis quarante ans.

I. UNE ANALYSE SCIENTIFIQUE DES RELATIONS ALBANO-YOUGOSLAVES

Les rapports entre la Yougoslavie et l'Albanie revêtent une grande importance pour les Balkans et pour toute l'Europe, surtout depuis que ces deux pays ont vaincu le nazisme. Après cette victoire, les deux pays firent partie du camp socialiste. Tout concourait à forger une unité solide entre les frères d'armes, à effacer des siècles d'hostilité entretenue par les empires puis par les grandes puissances qui excitaient en particulier le chauvinisme grand-serbe à l'encontre de l'Albanie.

Mais il n'en fut rien. La Yougoslavie s'est détachée du camp socialiste, par la faute de ses dirigeants qui livrèrent leur pays à l'impérialisme. Si la séparation de 1948 est assez bien connue, les causes qui entraînèrent cette cassure le sont moins. C'est un des mérites du livre d'Enver Hoxha d'éclairer le lecteur sur les origines du révisionnisme yougoslave.

L'analyse, appuyée sur d'innombrables faits et documents, montre que l'objectif stratégique des dirigeants du P.C.Y. a toujours consisté à annexer l'Albanie. Au moment de la lutte commune contre l'occupant nazi, cet objectif s'exprimait à travers le mot d'ordre de "l'Etat-major balkanique" qui reflétait déjà le souhait de Tito d'engloutir tous les Balkans.

Après la Libération, il est réapparu dans les pressions visant à "unir" l'Albanie à la Yougoslavie.

Voir que le chauvinisme grand-serbe servait de base à la politique extérieure des dirigeants titistes n'était pas chose facile car ceux-ci masquaient leurs objectifs sous de séduisantes propositions relevant de "l'internationalisme prolétarien", de "l'unité dans la lutte", de "l'aide économique". Mais, et c'est une caractéristique qui n'échappe pas au lecteur attentif du livre d'Enver, les révisionnistes yougoslaves se démasquèrent aux yeux d'Enver Hoxha et de ses camarades tout autant par leurs méthodes que par leur politique. On serait même en droit d'affirmer qu'au début tout au moins (les années de lutte et l'immédiat après-guerre), ce sont tout d'abord leurs méthodes brutales et trotskystes qui éveillèrent le doute dans l'esprit d'Enver Hoxha : il les décrit d'ailleurs avec tant de détails que l'on croirait voir les scènes se dérouler sous nos yeux.

Les tristes personnages de la scène titiste prennent vie grâce à la peinture précise qu'en fait Enver, qui fait ressortir les traits universels de l'homme révisionniste, du caractère révisionniste, de même que sur la scène shakespearienne un Iago nous révèle le caractère et l'esprit de tous les traîtres que le monde comptera après lui. Si bien que nous avons souvent l'impression de bien connaître l'"instinct de classe" du "prolétarien" Koçi Xoxe, les jongleries méprisantes du "brillant dialecticien" Sejfulla Malëshova, etc. Les traits les plus universels du caractère de l'homme révisionniste sont décrits avec vigueur : sa lâcheté, sa fuite devant la polémique ouverte et la discussion franche, sa bouffonnerie, ses bravades, son aspect matamore, son esprit de dissimulation, son mépris du Parti, etc.

Pour atteindre leurs visées annexionnistes, les dirigeants yougoslaves devaient abattre l'instrument principal qui garantissait l'indépendance du peuple albanais, son existence en tant que nation et Etat : le Parti Communiste Albanais. L'effort principal des titistes devait donc porter sur le parti albanais, pour lui faire abandonner la voie révolutionnaire, pour le diviser et l'affaiblir afin de le transformer en appendice du parti yougoslave. Un des moyens utilisés consistait à dénier toute réalité autonome au parti albanais, à prétendre qu'il n'était né que grâce à l'intervention des yougoslaves, et qu'il ne pouvait se développer que sous leur aile protectrice.

Enver Hoxha démonte un à un ces arguments, faits à l'appui. En dehors de ces faits eux-mêmes, il est intéressant de constater que l'assertion des yougoslaves est fallacieuse du point de vue théorique. On peut, de l'extérieur, créer et maintenir en survie artificielle une petite secte, coupée de la réalité du pays et de ses forces vives, mais on ne peut de l'étranger créer un Parti qui s'enracine dans le mouvement révolutionnaire du pays.

"Le marxisme-léninisme, on le sait, tient pour essentiel et déterminant dans la naissance et l'évolution de tout phénomène, la cause, le facteur interne. Le processus de la naissance et de la formation d'un parti communiste, partant, celui de la fondation de notre Parti communiste, ne peut faire exception à cette loi." (p. 35)

Les révisionnistes togliattistes ou eurocommunistes ont utilisé "l'expérience titiste" pour défendre le "polycentrisme", une prétendue "autonomie" et "l'indépendance" des partis. L'histoire montre en fait que l'essence du titisme est d'être un parti père qui cherche à contrôler les autres partis, à les mettre sous sa coupe pour poursuivre des objectifs qui n'ont évidemment rien à voir avec la révolution et l'internationalisme prolétarien. Un autre moyen utilisé par les dirigeants yougoslaves fut de chercher à séparer le Parti albanais du reste du mouvement communiste international, et en tout premier lieu de l'U.R.S.S. et de Staline. Toute entrevue entre les Albanais et le P.C.U.S. était vue d'un mauvais oeil par Belgrade. Ces réticences de Tito suffiraient à prouver qu'il nourrissait depuis longtemps des desseins contre-révolutionnaires.

L'"internationalisme" des dirigeants yougoslaves consistait donc à courtiser le P.C.A. et à le couper du centre de la révolution mondiale. Voilà une activité typiquement hostile au Mouvement Communiste International, développée sous couvert d'internationalisme. C'est une expérience digne d'être méditée aujourd'hui.

Après la Libération et la création de la République Populaire d'Albanie, les révisionnistes yougoslaves allaient exercer leurs pressions dans le domaine des relations économiques entre les deux pays, révélant leur politique nationaliste et chauvine. C'est aussi dans les "conseils" que donnaient les représentants du P.C.Y. que devaient transparaître les "théories" de Tito sur la construction du socialisme en Yougoslavie : ne pas se brouiller avec les anciens propriétaires fonciers, indemniser leurs terres, ne pas brûler les étapes ("le moment des transformations de caractère socialiste n'était pas encore venu"), développer l'agriculture et non l'industrie, etc. Pour l'essentiel, le P.T.A. refusa de suivre ces "conseils" et poursuivit résolument la voie du marxisme-léninisme :

"Le fait est que, de tous les pays où le régime de démocratie populaire fut instauré après la Deuxième Guerre mondiale, l'Albanie fut celui qui s'engagea le plus vite, le plus résolument et avec le plus d'esprit de suite dans la voie de sa transformation socialiste." (p. 314)

II. DEUX LIGNES OPPOSEES SUR LA QUESTION DE LA KOSOVE

On connaît l'origine de la grave situation où se trouvent plongées la Kosove et les autres régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais : après la chute de l'empire ottoman, des appétits chauvins s'aiguèrent à l'encontre de l'Albanie. Les réactionnaires grand-serbes en particulier se livrèrent à un véritable génocide, préparant l'annexion des régions du nord de l'Albanie, puis de tout le pays. A la veille de la 1^{ère} Guerre mondiale, la Kosove et d'autres régions albanaises furent annexées de force à la Yougoslavie.

Ce qui est moins connu, c'est l'attitude des communistes albanais sur cette délicate et complexe question, et celle des dirigeants yougoslaves à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale. Le livre d'Enver Hoxha rend compte en détail de ces questions.

Les communistes albanais étaient, confrontés à deux problèmes. La première grave difficulté provenait du mot d'ordre de "récupération des territoires albanais occupés par les Serbes" pour former la "Grande Albanie", lancé par les réactionnaires, le "Balli Kombëtar" et les fascistes sur la base de l'annexion, par l'Italie, de la Macédoine, de la Kosove et d'autres régions. Le second problème était posé ainsi : qui devait organiser la lutte contre l'occupant nazi en Kosove ? Les communistes albanais ont répondu à cette question guidés par l'intérêt de la mobilisation du peuple de Kosove dans la lutte contre le fascisme.

Le PCY demanda d'organiser et de diriger la lutte de la population de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie, affirmant qu'après la victoire ces populations décideraient librement de leur avenir.

Si le P.C.A. n'avait regardé que son propre avantage, il aurait refusé une telle demande. Mais il n'en fit rien. Il est du plus haut intérêt de rappeler les raisons qui poussèrent les communistes albanais à accepter la demande des Yougoslaves, à consentir une telle concession (cf. pp. 82 sq.). Mais cette concession était faite au P.C.Y., non aux principes marxistes-léninistes. Dans cette affaire, Enver Hoxha et ses camarades qui le suivaient ont agi en véritables grands dirigeants prolétariens, qui ont en vue les intérêts généraux et à long terme du mouvement révolutionnaire, et non ses intérêts particuliers et immédiats.

Si le P.C.A. avait intégré les organisations communistes qui luttaient en Kosove, le risque majeur était de voir le P.C.Y. se désintégrer, puisque les organisations d'autres régions (peuplées de hongrois, de bulgares, d'italiens...) de l'ancien royaume de Yougoslavie pouvaient aussi "faire sécession" (ce que fit le Parti de Macédoine, jusqu'à ce que le Komintern lui indique de réintégrer le P.C.Y.). La désintégration du P.C.Y. conduisait à l'affaiblissement de la lutte contre le nazisme. Il n'était pas possible alors, dans les conditions de l'occupation allemande, de réorganiser les choses ("les conditions et les possibilités, ne fut-ce que pour en discuter, faisaient défaut" p. 84).

D'autre part, Enver Hoxha indique une autre raison :

"Si nous consentîmes cette concession, c'est aussi afin que l'autre solution (la direction de la lutte en Kosove par le P.C.A.) ne fût pas prise comme 'prétexte' par des éléments à tendance nationaliste dans le P.C.Y. (ils y étaient nombreux), soit par des éléments des partis communistes des pays voisins. Ce n'était pas le moment de leur expliquer en quoi résidait la spécificité de la Kosove et des autres régions albanaises ; l'heure n'était pas à de pareils débats et discussions. On les ferait plus tard si cela s'avérait nécessaire. L'essentiel, maintenant, c'était de dresser les peuples dans la lutte générale contre l'occupation fasciste." (p. 86)

Pour ce qui est du sort même de la Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie, cette position restait fondée sur le principe de l'autodétermination jusqu'à la sécession, dont le P.C.Y. se réclamait aussi à l'époque.

On voit donc que cette décision internationaliste du P.C.A. tenait compte de l'intérêt suprême de la lutte commune contre l'occupant nazi, comme du droit fondamental à l'autodétermination pour les populations albanaises de Kosove et des autres régions de Yougoslavie.

Les mêmes principes guident la position actuelle de la République Populaire Socialiste d'Albanie sur le problème de la Kosove. Le P.T.A. ne cherche pas à envenimer la situation, à formuler des revendications territoriales qui serviraient de prétexte aux dirigeants yougoslaves pour détourner la lutte du peuple albanais vivant en Yougoslavie de son véritable objectif. Cette attitude juste, pondérée, efficace du P.T.A. trouve sa source dans les décisions que le jeune P.C.A. dut prendre dès sa création, faisant déjà preuve de maturité dans une situation si complexe.

A l'opposé de cette attitude, la ligne et le comportement des Yougoslaves ont toujours été anti-marxistes et chauvins, guidés non sur les principes léninistes-staliniens sur la question nationale, mais par le chauvinisme grand-serbe.

Les réflexions approfondies que formule Enver Hoxha dans son examen de la situation de la Kosove depuis quarante ans ont une portée théorique et pratique générale, et constituent un approfondissement de la théorie marxiste-léniniste de la question nationale.

III. L'AFFAIRE MEHMET SHEHU OU LA TRISTE FIN DE LA "FILIERE YUGOSLAVE"

Une caractéristique des relations albano-yougoslaves tient à la volonté manifestée par les Yougoslaves dès le début de recruter des agents au plus haut niveau du P.C.A., puis de l'Etat albanais après la Libération. Cette attitude constante des dirigeants yougoslaves révèle par delà leur hostilité et leurs buts hégémoniques, leur conception anti-marxiste du Parti. Selon eux, pour "contrôler" un Parti, il suffirait d'avoir bien en main quelques agents. Enver Hoxha explique que sur ce point, les Yougoslaves se sont abusés eux-mêmes :

"Les Yougoslaves pensaient donc avoir chez leurs agents recrutés dans la direction de notre Parti la clé du succès, leur point le plus fort, mais, en fait, c'était précisément un de leurs points les plus faibles, qui devait les conduire à la dénonciation et à la défaite. Cela tenait à la conception antimarxiste, trotskyste de Tito et compagnie, sur le Parti, sur son rôle et ses fonctions. Selon eux, la base du Parti représentait la "foule", la "galerie", qui ne méritait aucune attention, car elle avait pour seul rôle d'obéir aveuglément et sans aucune opposition aux ordres et aux directives venant d'"en haut", de la "direction" et surtout de la "main forte" dans la direction." (p. 437)

Et Enver conclut plus loin :

"Quatre ou cinq agents recrutés, si puissants fussent-ils, ne devaient être qu'un fêtu de paille devant la force colossale de notre Parti, qui avait été éduqué et trempé pour guider le peuple dans la voie de la sauvegarde et du renforcement de la liberté, et non pas dans les voies sans issue où Tito et sa "bande cherchaient à l'acculer." (p. 438)

C'est grâce à cette force colossale du P.T.A. que Mehmet Shehu est tombé. Il est en effet tout à fait remarquable de constater que les organes de la Sûreté d'Etat ne furent pour rien dans la découverte du groupe Shehu, ni dans celle des réseaux qui ont agi depuis 1945. Ces groupes de conspirateurs "ont été découverts grâce à la force et à la vigilance du Parti et de sa direction, et en aucun cas par la Sûreté d'Etat" (p. 652). La raison vient de ce que, pendant quatre décennies, de Koçi Xoxe à Feçor Shehu, en passant par Mehmet Shehu et Kadri Hazbiu, les titulaires du Ministère de l'Intérieur étaient des agents de l'UDB et d'autres services étrangers, se couvrant mutuellement, détournant les indications qui pouvaient les brûler, etc.

Nous avons déjà eu l'occasion dans le numéro précédent de L'EMANCIPATION de dire combien la mise à nu des projets criminels du groupe d'agents de l'UDB et de Mehmet Shehu représente une grande victoire non seulement pour le peuple albanais, mais pour tous les révolutionnaires dans le monde. Les détails fournis par Enver Hoxha confirment bien qu'un grand danger menaçait l'Albanie socialiste. Avec ce groupe de traîtres infiltrés au plus haut niveau de l'Etat et du Parti, un poids énorme pesait sur l'Albanie et sur l'avenir du socialisme. Le peuple albanais s'est débarrassé de ce fardeau : nul doute que les conséquences positives seront immenses. C'est ce que résume en quelque sorte Enver Hoxha dans ces lignes magnifiques :

"L'Albanie a toujours soutenu la Kosove et la population des autres régions albanaises de Yougoslavie, dans la défense de leurs droits légitimes, mais la Kosove et tous les Albanais qui se sont dressés dans les manifestations, ne peuvent imaginer l'aide colossale qu'ils ont prêtée à l'Albanie, en contraignant l'UDB yougoslave à brûler la carte de son ultime "grande espérance" de renverser la direction marxiste-léniniste en Albanie, cette direction qui n'avait jamais cessé de dénoncer pied à pied la trahison titiste, l'autogestion, le non-alignement, cette officine abjecte de l'impérialisme américain, anglais, de la réaction internationale, de la social-démocratie et de n'importe qui d'autre." (p. 652)

IV. LA NECESSITE HISTORIQUE ET LA PORTEE DE LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME YUGOSLAVE

Le peuple albanais, plus que tout autre peut-être, a ressenti directement, comme dans sa chair, la nécessité de la lutte contre le titisme. Après la Libération, en 1944, l'alternative était claire : ou bien le Parti albanais suivait les "conseils" des "yougoslaves et adoptait une ligne opportuniste pour abandonner la voie révolutionnaire, ou bien il dirigeait résolument le prolétariat et le peuple albanais dans l'édification d'une société socialiste. Dans la situation où se trouvait l'Albanie, et en raison de la nature chauvine du titisme, le choix se formulait également de la manière suivante : ou bien l'Albanie disparaissait en tant que nation et Etat, ou bien elle se développait en tant que pays libre et indépendant. Aussi claire qu'elle fût quant au fond, cette alternative ne pouvait apparaître au grand jour immédiatement, puisque la direction yougoslave utilisait le communisme comme un masque. C'est bien parce que le P.T.A. s'est engagé totalement dans la voie marxiste-léniniste, dans la voie de la transformation révolutionnaire de la société féodalo-bourgeoise, qu'il a pu se heurter à l'opportunisme des titistes et qu'il a su les démasquer peu à peu. Le Parti albanais avait clairement conscience de la nécessité historique de défendre le marxisme-léninisme parce qu'il était imprégné de la science marxiste, ou du moins, en tant que jeune Parti, il déployait d'immenses efforts pour s'en imprégner, conscient que seul le marxisme-léninisme pouvait guider le prolétariat et le peuple albanais dans la voie de la révolution.

Il devait donc nécessairement entrer en lutte contre le titisme pour défendre le marxisme-léninisme, et il devait conduire cette lutte radicalement, jusqu'au bout. Cette constatation prend toute sa valeur si l'on compare la situation avec le P.C.F. Prenons l'exemple d'un des grands thèmes communs à tous les révisionnismes, celui du "caractère spécifique" de chaque révolution. On apprend dans le livre d'Enver Hoxha que dès 1945, les Yougoslaves affirmaient le caractère spécifique de leur révolution pour l'opposer à la révolution bolchevique (cf. par exemple les propos que rapporte de Belgrade Mehmet Shehu, p. 246). Comment le PCF pouvait-t-il en 1948 répondre pleinement à l'appel du Kominform pour lutter contre le titisme, alors que depuis la fin de la guerre, Maurice Thorez de son côté brodait autour du thème du "caractère spécifique", des "voies nationales" de chaque révolution ? Il ne le pouvait pas. La lutte du PCF contre le révisionnisme yougoslave fut superficielle parce que le parti français était rongé par un opportunisme semblable au titisme.

Ce qui a été mis en avant dans cette lutte — à juste titre bien entendu c'est le fait que la Yougoslavie rompait avec le camp socialiste. Mais le PCF ne chercha pas véritablement les causes profondes de cette rupture, il utilisa le mot "révisionnisme" comme un slogan, sans percer à jour l'essence opportuniste et contre-révolutionnaire du titisme, du fait qu'il ne se tenait pas lui-même sur de fermes positions marxistes-léninistes, en particulier en ce qui concerne la définition de la voie révolutionnaire en France. Ce ne sera pas, hélas, la seule fois dans l'histoire récente que le mot "révisionnisme" sera lancé comme un slogan creux. Pendant ce temps, les dirigeants maoïstes se sont faits une "spécialité" de la lutte contre le révisionnisme, pour aller en fin de compte s'agenouiller sur les tapis royaux du Palais blanc et cesser la polémique avec les révisionnistes soviétiques. En France, nous avons pu constater comment la "lutte contre le révisionnisme moderne" menée superficiellement dans les années 60-70 par certains marxistes-léninistes s'achève dans de lamentables compromis avec le PCF. Si ces gens en arrivent là, c'est pour la raison que la révolution en France est le cadet de leurs soucis et que, bien qu'ils aiment à vanter leurs "mérites pratiques" contre les "intellectuels théoriciens en chambre", ils ne participent à aucune pratique révolutionnaire. Encore une fois, et la lutte historique contre le titisme le prouve à l'évidence, à quoi bon défendre le marxisme-léninisme, si l'on ne veut pas faire la révolution, si l'on ne s'engage pas dans la voie révolutionnaire ? Le marxisme-léninisme est une théorie révolutionnaire, un guide pour l'action, une science pour la révolution prolétarienne. Pour transformer l'Albanie en un pays socialiste et garantir son indépendance économique et politique, les communistes albanais devaient lutter contre les révisionnistes yougoslaves. Cette lutte était vitale pour la révolution albanaise et pour l'Albanie elle-même. Pour défendre le marxisme-léninisme, il faut comprendre sa nature et son rôle de guide pour la lutte révolutionnaire, de science pour la révolution. Pour cela, il faut comprendre la mission historique du prolétariat et mettre sa vie et son travail au service de cette classe révolutionnaire. Pour cette raison, et nul ne peut l'oublier, la lutte historique menée par les communistes albanais contre le révisionnisme yougoslave a servi et sert la cause de l'internationalisme prolétarien. Ce premier grand affrontement entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne ne doit rien à des considérations tactiques, géopolitiques, à la recherche d'objectifs nationaux étroits. Il s'agit d'une lutte de principe pour défendre le marxisme-léninisme. La preuve en est apportée par les révisionnistes eux-mêmes, qui ont, chacun en leur temps, les khrouchtchéviens d'abord, les maoïstes ensuite, abandonné la lutte contre le titisme et collaboré avec lui pour changer la situation dans le mouvement communiste international.

"Nous ne nous réconcilierons jamais avec le titisme, pas plus qu'avec aucune autre variante du révisionnisme moderne. Le seul "contact" que nous aurons avec lui, est celui de la lutte politique et idéologique que nous continuerons à lui livrer jusqu'à sa liquidation totale et définitive." (p. 601)

Telle est la conclusion du livre d'Enver Hoxha, conclusion évidente pour le lecteur attentif de ces centaines de pages où les ressorts les plus intimes du révisionnisme yougoslave, ses objectifs réactionnaires et pro-impérialistes sont mis à nu. Enver Hoxha ne laisse aucune chance au titisme de relever la tête, de se défendre de manière crédible et efficace, de reprendre un argument qu'Enver n'aurait pas démonté, d'occuper une position qui n'aurait pas été investie. Cette manière de lutter contre un courant idéologique hostile, qui consiste à mettre à jour l'essence de ce courant, à en décrire et analyser toutes les manifestations, rappelle les grandes luttes que Lénine menait contre le populisme, l'économisme, le kautskysme, ou Staline contre l'opposition, le trotskysme, etc. Les textes comme le livre d'Enver sont de portée universelle, et contiennent des développements théoriques et politiques précieux sur toutes les grandes questions idéologiques du Mouvement Communiste International.

La lutte contre le titisme présente une caractéristique particulière puisque ce courant est au pouvoir dans un pays qui fit autrefois partie du camp socialiste. Les innombrables faits rapportés par Enver Hoxha et ses analyses approfondies viennent à leur heure. Aujourd'hui en effet, la politique du chauvinisme grand-serbe et ses effets désastreux en Kosove sont clairement utilisés par les grandes puissances pour intriguer dans les Balkans et faire pression sur l'Albanie, l'obstacle à toutes ces menées impérialistes. La Yougoslavie traverse une crise sans précédent, son économie s'effondre, sa politique la réduit à mendier des dollars et des francs, son idéologie autogestionnaire a fait faillite, des tickets de rationnement sont distribués dans tout le pays, des émeutes éclatent jusque dans les magasins où la population cherche à se procurer les marchandises de première nécessité, le chauvinisme exacerbe les conflits entre les différentes républiques, la réaction fasciste relève la tête, etc. Plus personne n'oserait aujourd'hui présenter la Yougoslavie comme le modèle de l'"autogestion" et du "non-alignement" — tarte à la crème qu'on nous a infligée pendant trois décennies de lutte antistalinienne. Pour tenter de sortir de cette situation inextricable, les dirigeants yougoslaves semblent prêts à envenimer les rapports avec l'Albanie, et à risquer d'embraser les Balkans, se prêtant ainsi au jeu des grandes puissances impérialistes. L'attitude chauvine des dirigeants yougoslaves en Kosove renforce d'autre part le caractère inextricable de leur situation : tant qu'ils se maintiendront sur leur position chauvine et n'accorderont pas leurs droits aux Albanais vivant en Yougoslavie, les révisionnistes yougoslaves seront tentés de régler le problème en Albanie même (dans ce cadre, leur agent Mehmet Shehu agissait), car ils savent que tant qu'existe l'Albanie socialiste, les droits de la Kosove seront défendus. Mais l'Albanie d'Enver Hoxha ne peut tomber, et les titistes s'y cassent les dents !

Telles sont quelques-unes des réflexions que nous a inspirées le livre si riche d'Enver Hoxha.

CENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE KARL MARX
TRENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE JOSEPH STALINE

A L'OCCASION DE CE DOUBLE ANNIVERSAIRE, L'EMANCIPATION CONSACRERA ENTIEREMENT UN PROCHAIN NUMERO A L'OEUVRE ET A LA LUTTE DE K. MARX ET J. V. STALINE.

DOCUMENT

LE CAMARADE ENVER HOXHA A REÇU L'AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

BULLETIN D'INFORMATION DE L'AGENCE TELEGRAPHIQUE ALBANAISE, 11-14 MAI 1982.

Le camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie a reçu le 10 mai au siège du Comité Central, du Parti l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Socialiste du Vietnam dans notre pays, Hoang Quoc Tin. A la réception assistaient Ramiz Alia, membre du Bureau Politique et secrétaire du Comité Central du P.T.A. et Reis Malile, ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire Socialiste d'Albanie. Le camarade Enver Hoxha a remercié l'ambassadeur vietnamien pour les salutations cordiales que lui a envoyées le premier ministre de la République Socialiste du Vietnam Pham Van Dong, par l'intermédiaire du nouvel ambassadeur albanais à Hanoï. A cette occasion, le camarade Enver Hoxha a exprimé ses remerciements pour les sentiments de sympathie et d'amitié du premier ministre vietnamien à l'égard du peuple albanais, ainsi que pour la haute évaluation bienveillante qu'il a faite des succès auxquels a accédé l'Albanie socialiste sous la direction du Parti du Travail. En priant l'ambassadeur de transmettre ses salutations au camarade Pham Van Dong et à la direction du Parti et de l'Etat vietnamien, le camarade Enver Hoxha a souligné que le peuple albanais a eu et a un profond respect et une considération particulière pour le peuple vaillant vietnamien et ses combats héroïques pour la liberté et l'indépendance de sa Patrie. Il a hautement apprécié la détermination et le rare esprit de sacrifice dont le peuple vietnamien a fait preuve lorsqu'il a affronté les ennemis étrangers et qu'il a triomphé sur eux. La résistance indomptable, le courage pour combattre tout ennemi, si grand et armé soit-il, la grande confiance en ses propres forces et en la victoire définitive, qui ont caractérisé le peuple vietnamien, demeurent un exemple exaltant pour les luttes de libération et anti-impérialistes des peuples.

En tout temps, même dans les journées les plus pénibles, a souligné le camarade Enver Hoxha, le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais ont été entièrement solidaires de la lutte patriotique du peuple vietnamien contre les différentes puissances impérialistes qui se sont évertuées de toutes les manières de le mettre à genoux et de le maintenir dans l'asservissement. Ils ont soutenu de toutes leurs forces la lutte de longue haleine contre l'agression américaine et ont salué de tout coeur la libération du Sud et l'unification du pays. De même, le P.T.A. et le peuple albanais ont dénoncé et dénoncent les provocations armées des social-impérialistes chinois contre le Vietnam, ainsi que les différentes menaces et pressions ; qui ont pour but d'entraver le développement normal du pays et de le soumettre et l'asservir. La Chine suit une politique hostile non seulement à l'égard du Vietnam, mais elle compose et collabore avec tous les trafiquants internationaux qui cherchent à asservir les peuples. Nous sommes convaincus, a poursuivi le camarade Enver Hoxha, qu'en tout temps et en toute situation le peuple vietnamien, son Parti et son gouvernement sauvegarderont puissamment les victoires acquises dans la lutte contre l'impérialisme et qu'ils combattront avec détermination pour édifier le socialisme dans la voie marxiste-léniniste et contre le révisionnisme moderne, ouvert et masqué. Le Vietnam et l'Albanie socialiste ne peuvent être trompés et vaincus par les Etats impérialistes et révisionnistes. S'en tenant rigoureusement aux principes du droit indéniable des peuples et des nations d'être entièrement libres et indépendants et de décider eux-mêmes, sans aucune intervention du dehors, de leurs destinées, le P.T.A. apprécie le retrait d'une partie des troupes du Cambodge, que le Vietnam y avait envoyées, dans des conditions déterminées, pour liquider un foyer dangereux pour sa liberté et son indépendance, créé par la bande criminelle de Pol Pot. Nous espérons que ce processus se poursuivra et que dans une brève période le Cambodge avec son gouvernement renforcera l'unité du peuple et surmontera les difficultés qu'il rencontre sur la voie pour devenir un Etat véritablement libre, indépendant, démocratique et populaire. La République Populaire Socialiste d'Albanie, a dit en concluant le camarade Enver Hoxha, en demeurant toujours fidèle à sa politique inébranlable et immuable de ferme opposition à l'impérialisme américain, au social-impérialisme soviétique et aux autres puissances impérialistes, et en appliquant rigoureusement les principes de l'égalité et de la non-intervention, ne ménagera pas ses efforts pour maintenir et renforcer les liens d'amitié établis entre le peuple albanais et le peuple vietnamien, ainsi que pour le développement ultérieur de la collaboration dans les domaines où l'intérêt est réciproque.